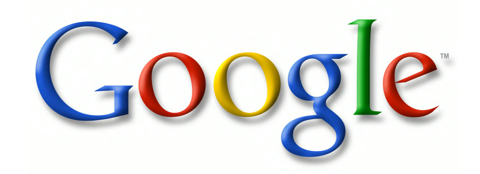
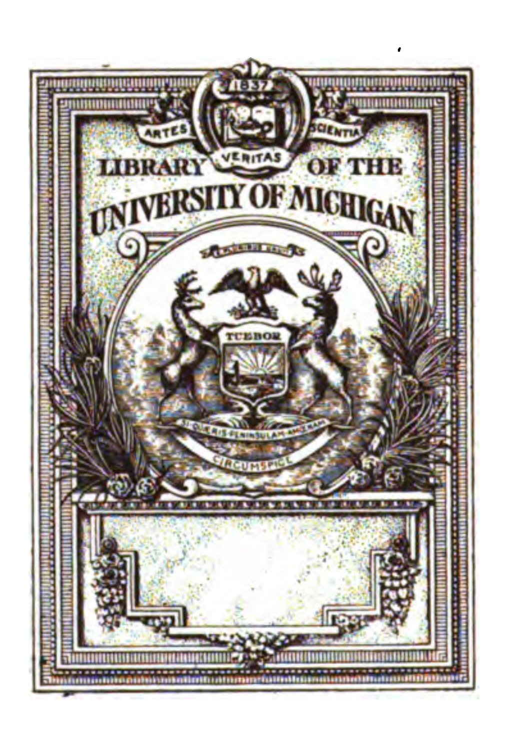
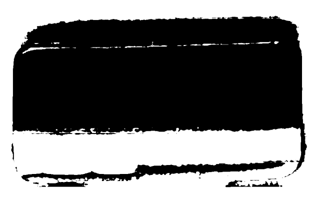
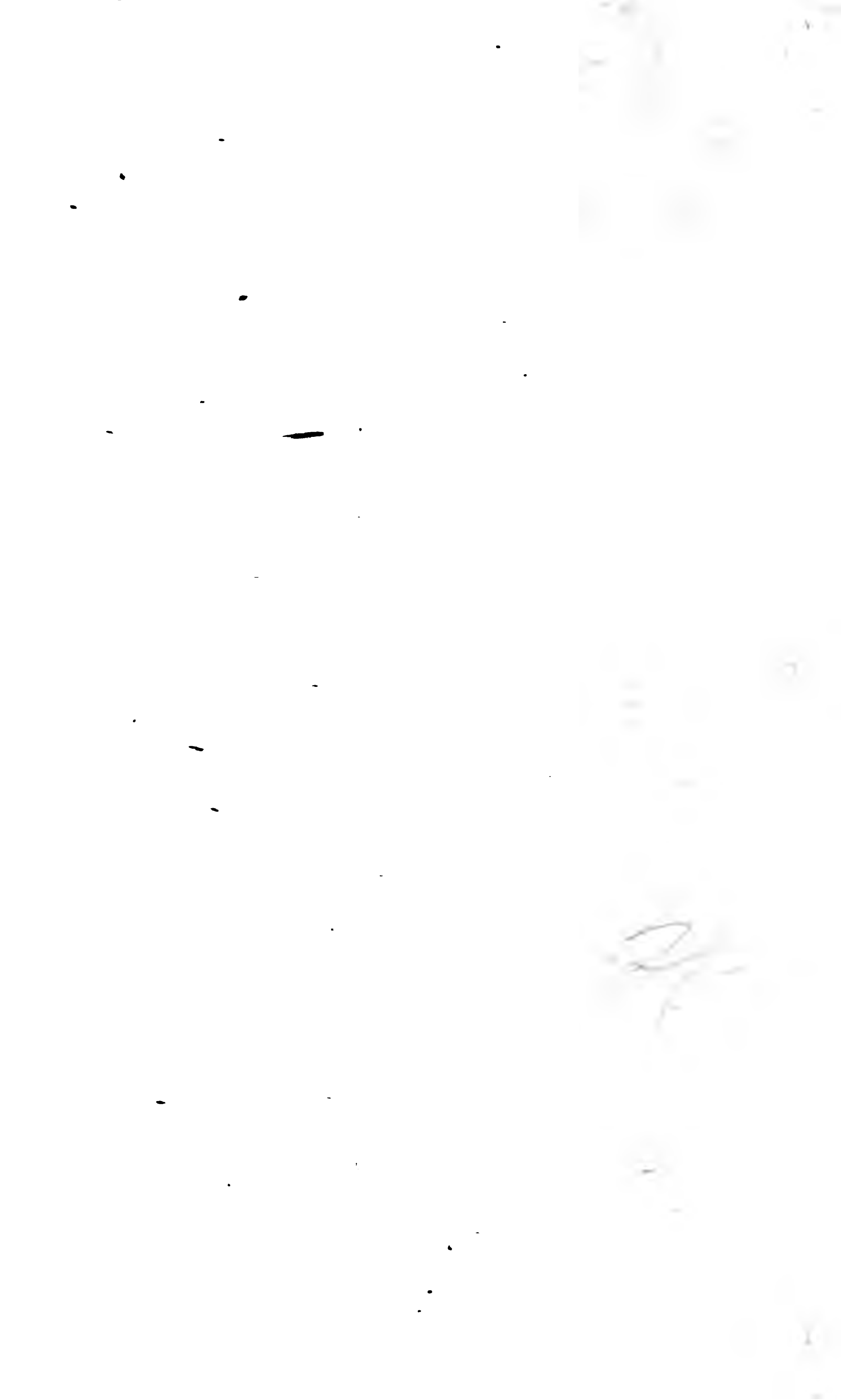
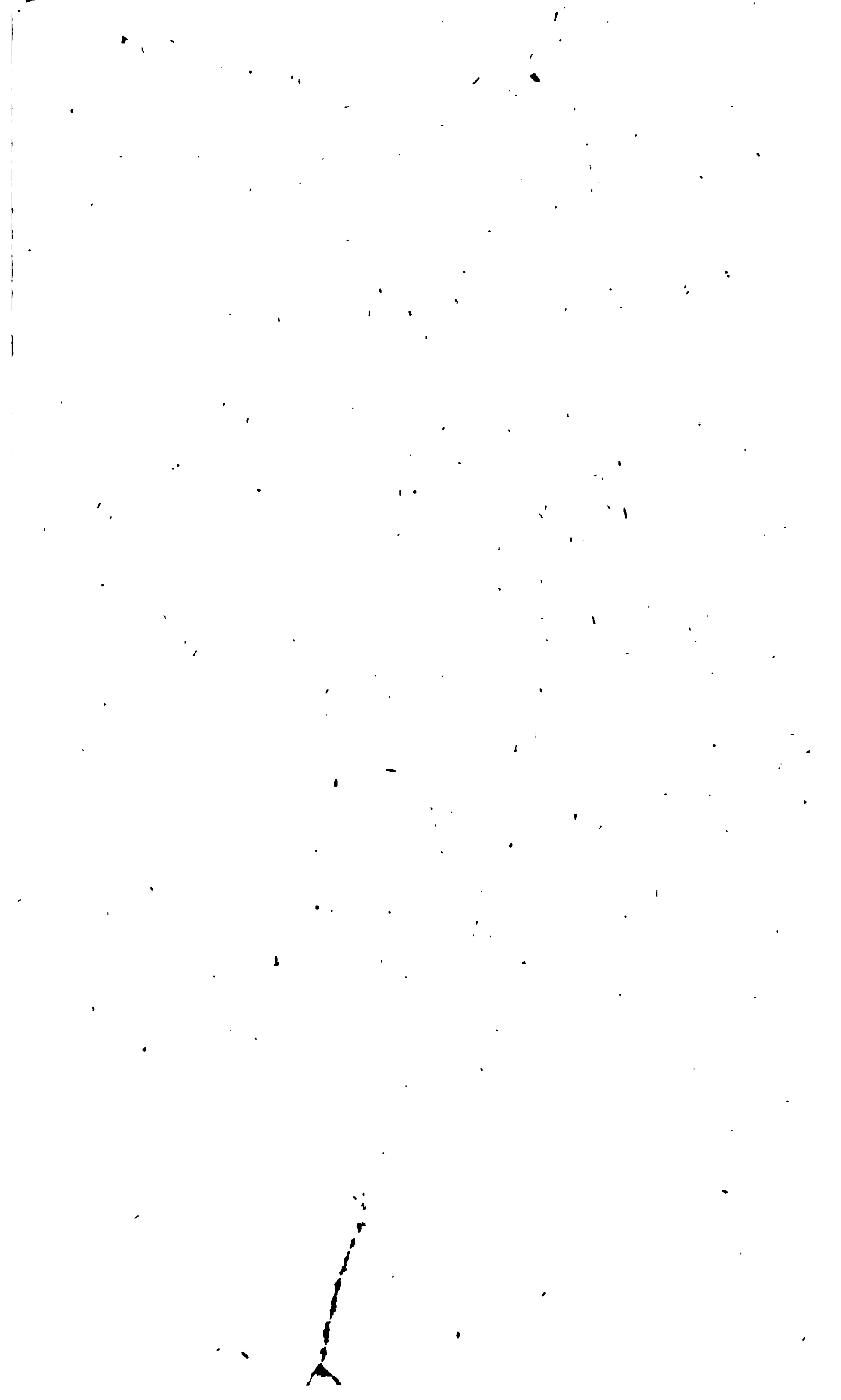





1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE







GUERRES

ET

RÉVOLUTIONS D'ITALIE.

Paris, — Imprimerie de L. Martinet, rue Mignon, 2.

GUERRES

ET

RÉVOLUTIONS D'ITALIE

EN 1848 ET 1849

PAR

LE COMTE **ÉDOUARD ŁUBIEŃSKI.**

PARIS

JACQUES LECOFFRE ET Cie, ÉDITEURS,

29, RUE DU VIEUX-COLOMBIER.

1852

DÉDICACE

(TRADUCTION D'UNE POÉSIE POLONAISE).

Vierge mère de Dieu, Reine de Pologne, un sujet dédie ces paroles à Votre Majesté. Daignez recevoir d'un œil propice cette longue description que j'ai entreprise pour servir Vous et les vôtres. A qui pouvais-je mieux faire hommage de mon travail? Les palais des Piasts sont déserts et ruinés; heureusement la brillante couronne des Jagellons est déposée sur votre tête par le vœu de ma nation.

Vous dominez aussi le beau pays dont je décris les guerres; vous y êtes honorée par des tableaux, des statues, des temples; par de hautes vertus et par des voix éloquentes. Cette terre où les anges ont porté la maison de Nazareth, où la crèche de Bethléem est déposée dans une église de marbre; terre qui compte des saints célèbres et nombreux, mais qui, hélas! pourtant n'est pas non plus exempte de crimes; je veux écrire sa récente histoire, donnez-moi la grâce de m'élever à la hauteur de mon sujet.

Les hommes ne peuvent apporter que des ma-

tériaux pour construire une maison; ils récompensent rarement l'architecte par de bonnes paroles; c'est l'inspiration divine, qui, par votre intervention, fait élever la voûte d'un édifice. Mes forces sont trop faibles pour savoir toujours et sans respect humain discerner absolument la vérité de l'erreur perfide; mais on triomphe du mensonge par la protection de Celle qui a écrasé la tête du serpent infernal. Je vois de mes fenêtres la vague bouillonnante, j'entends le bruit de l'orage, pareil à des milliers de voix. Vaines colères! les flots reviendront honteux dans leur lit, lorsque l'étoile du matin brillera aux yeux du navigateur.

Vierge mère de Dieu, présentez vous-même au Seigneur mes travaux en paiement de mes dettes envers lui. Qu'il daigne remettre les peines temporelles et briser les fers des âmes rachetées par le sang du Christ. Vous connaissez le sort des guerres, vous êtes servie par l'archange Michel et la milice des cieux; votre divin Fils est notre Hetman, votre intercession est puissante auprès du Seigneur des armées. Vous voyez le dévouement et le courage des fidèles, obtenez la victoire à la bonne cause, et si elle traverse des voies contraires, qu'elle brille ensuite, purifiée par l'épreuve. Que le Dieu tout-puissant nous accorde, par votre intercession, la paix que le monde ne saurait nous donner; qu'il

ranime, par le soleil de la grâce et par la pluie de la pénitence, les peuples corrompus par l'esclavage ou par l'anarchie.

Gênes, octobre 1850.

GUERRES

ET

RÉVOLUTIONS D'ITALIE.

CHAPITRE PREMIER.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

La guerre! c'est une parole malsonnante à l'oreille d'une nation efféminée, qui désire la paix à tout prix, et qui rêve la paix universelle. C'est ainsi qu'un malade menacé par la gangrène tâche de s'endormir d'un sommeil fiévreux, et de s'étourdir par des rêves pour oublier la nécessité d'une opération douloureuse. Un immense désir de la paix a dû naître dans une société dominée par le tiers-état. C'est pour augmenter le bien-être matériel, la prospérité du commerce et de l'industrie, que l'on sacrifie les nobles devoirs de la défense du faible et de l'opprimé. On se hâte d'abandonner ou d'attaquer l'Église, notre mère, parce qu'elle est faible; on laisse affamer les Irlandais; on laisse égorger jusqu'aux Maronites du Liban, après les avoir désarmés; on cesse de défendre un gouvernement populaire dès qu'on le voit sérieusement menacé. Quelles sont les suites de cette pusillanimité? Le bien-être se trouve anéanti. On est obligé de retrouver son courage pour défendre le reste de sa propriété. C'est en vain qu'on fait des congrès pour la paix perpétuelle; la guerre qu'on

voulait éviter sur les champs de bataille, on la retrouve dans les rues de la cité natale, qui est souillée d'un sang fraternel. La rue ne suffit plus aux combattants. Pour tourner les barricades, pour détruire l'ennemi qui fait feu des fenêtres, on est obligé d'escalader les maisons. La paix est bannie du foyer domestique, du sanctuaire de la famille. Les citoyens les plus tranquilles voient leurs maisons envahies par les parties belligérantes. Les villes ne suffisent plus pour contenir la lave révolutionnaire, elle déborde sur les champs. Le sang qui ruisselle dans la boue des capitales se répand dans les campagnes, et le spectre de la guerre civile brandit ses torches enflammées pour incendier les châteaux et les chaumières. — Quel est le motif d'un état de choses aussi déplorable?

Commençons par chercher la cause métaphysique de la guerre. Ce malheur provient sans doute de la corruption de la nature humaine, qui produit une double lutte : la lutte des passions humaines entre elles, et la révolte de ces passions contre le Créateur. Lorsque les intérêts des hommes sont en désaccord, on peut souvent les concilier, si chacun cède ce qu'il y a d'exorbitant dans ses prétentions, et se maintient dans les limites assignées par la loi du Christ, qui est le Médiateur suprême entre Dieu et les hommes. Mais souvent les partis contraires ne veulent pas s'en remettre à la médiation de Jésus-Christ et de son Église; ils préfèrent avoir recours au jugement de Dieu, aux arrêts du Seigneur des armées. Car le même Dieu parle aux hommes d'une manière différente, et ceux qui ne voulurent pas entendre la douce voix du Médiateur sont obligés d'écouter la voix tonnante du Juge.

Dans les guerres des hommes contre les hommes, d'une nation contre une autre nation, les torts et le bon

droit se trouvent souvent des deux côtés. Heureux celui qui peut les mettre d'accord, bienheureux les pacifiques; le beau rôle de la diplomatie consiste précisément à rendre les guerres moins fréquentes; mais comment pourrait-elle y réussir toujours, puisque le moyen principal des négociations est une menace polie?

Les guerres des hommes contre Dieu ont un caractère différent. Depuis que les anges rebelles, précipités dans l'abîme de l'enfer, ont pris de l'influence sur la terre par suite de la désobéissance d'Adam, ils tâchent d'y soulever une guerre continuelle contre le Créateur. La haine du mal contre le bien est si grande, que les hommes, guidés par une suggestion infernale, ont mis à mort l'Auteur même de la vie; mais c'est précisément par sa mort douloureuse et par sa glorieuse résurrection que notre Seigneur a triomphé de l'enfer. Cette guerre commence presque toujours par des mensonges, par des calomnies, par des flatteries. On dit aux peuples ou aux rois : Vous serez comme des Dieux, ou même vous êtes Dieu; on finit pas la persécution, l'esclavage et la mort. On ne peut, il est vrai, combattre Dieu dans le ciel, mais on veut détruire l'ordre qu'il a établi sur la terre. On commence par persécuter les religieux comme les imitateurs les plus parfaits de l'Homme-Dieu. On s'élève contre l'autorité spirituelle de l'Église établie par Dieu, et contre les autorités temporelles et chrétiennes qu'on trouve encore debout; la fureur des portes de l'enfer redouble surtout contre le Vicaire de Jésus-Christ, qui jouit d'une puissance monarchique, comme garantie de son indépendance dans l'exercice de sa souveraineté sur les âmes. Quelquefois même la rage sacrilége s'exerce contre le plus auguste des sacrements, voulant renouveler le déicide.

Lorsque la position historique des Chrétiens est telle

qu'ils ne peuvent pas ou ne doivent pas se défendre, ils subissent le martyre, et l'on a vu des centaines de milliers d'hommes, femmes et enfants, soutenir victorieusement cette épreuve. Au contraire, lorsque la persécution est suscitée par une autorité illégitime, qui n'a ni le droit, ni le pouvoir de réclamer leur obéissance, ils s'arment du glaive d'une guerre sainte, d'une croisade.

La lutte des passions humaines et la révolte des anges déchus par le concours et les inclinations des mortels devant durer autant que l'existence du monde actuel, il est inutile d'attendre la paix universelle; ce ne pourrait être qu'une trêve, une exception à la règle commune, le résultat d'une victoire plus ou moins passagère de la bonne cause. Notre Seigneur nous apprend que les guerres et les bruits de guerres seront un des signes de la fin des temps, d'où l'on peut conclure, que plus le monde vieillira, plus les guerres seront violentes et nombreuses.

La première cause des guerres, que nous avons indiquée, nous fait penser que plus l'effervescence des passions est grande, plus la révolte contre Dieu est déclarée, plus aussi l'occasion des combats se trouvera facilement. C'est ainsi que les douceurs d'une paix qui produit la mollesse et la corruption des mœurs, qui affaiblit l'obéissance, l'idée de l'autorité du droit et du devoir, qui excite l'orgueil de l'égoïsme et une lâche pusillanimité, deviennent par la suite la cause inévitable d'une guerre. Une paix extérieure, qui ne s'étend pas aux âmes, ne fait pas le bonheur d'une nation. De même qu'une pesante chaleur d'été occasionne l'orage, de même le calme apparent d'une paix trompeuse est souvent l'avant-coureur des foudres de la guerre. De longs orages ont pour effet de purifier l'atmosphère; pareillement la guerre purifie les mœurs; elle fait renaître les

mâles vertus au milieu d'une génération efféminée, elle couronne les vainqueurs, et même le courage malheureux, des lauriers de la gloire; elle fortifie les nœuds indispensables de l'obéissance, elle relève l'éclat du pouvoir, dissipe les doutes sur des droits incertains, et devient la source du droit positif. Toutes les nations doivent l'origine ou la forme de leur existence à la guerre. L'autorité spirituelle est la seule qui remonte à une autre origine, mais les pouvoirs temporels sont obligés de recourir à la sanction du glaive, d'autant plus qu'ils s'appuient moins sur la protection divine. Moins on s'appuie sur l'ordre spirituel, plus l'ordre matériel devient violent. Lorsque les idées religieuses s'affaiblissent dans les masses, lorsque la victoire de l'esprit sur la matière cesse, l'autorité est obligée de chercher sa confirmation dans la force du glaive, dans la gloire des généraux. Dans notre siècle, les idées religieuses de la sainteté du droit et de l'autorité étant complétement reniées, il en résulte la nécessité absolue de grandes guerres, pour rétablir l'ordre social.

Par exemple, les campagnes d'Afrique sont une petite guerre, par rapport à une nation aussi grande que la France. Et cependant ce sont les généraux africains, avec l'héritier du grand nom de Bonaparte, qui ont, pendant quelques années, maintenu l'ordre en France, dans une époque extrêmement difficile. Aussi, loin de détruire l'administration militaire en Algérie, la seule qui donne d'excellents résultats, on aurait dû l'étendre à toute la France, pour prévenir la guerre civile.

On se trompe fort, si l'on croit que la facilité des communications, les bateaux à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques diminuent les chances de la guerre. Car, si les préjugés nationaux s'effacent, les intérêts se croisent et peuvent plus facilement se

trouver opposés. Si les guerres internationales deviennent plus rares, certainement les guerres générales deviennent plus fréquentes et plus terribles.

Que penser dès lors de ceux qui veulent désarmer leur pays pour ne pas avoir de guerres? La sagesse antique disait : Veux-tu la paix? prépare-toi à la guerre; diminuez d'abord les chances des guerres, vous penserez ensuite à diminuer les cadres de l'armée. C'est le contraire que préparent certains hommes d'état; ils veulent d'abord effacer l'armée permanente des cadres du budget; ils penseront ensuite à éviter la guerre. Ces hommes-là ne comprennent pas l'histoire, ou bien ils veulent trahir leur pays, en le livrant aux ennemis intérieurs ou étrangers.

Ceux qui font donner à la jeunesse une éducation exclusivement philosophique, en omettant de lui enseigner le métier des armes, l'art de la guerre, la science la plus utile après celle du salut, trahissent de même involontairement leur patrie. Une nation qui ne sait plus manier les armes, devient la proie de ses adversaires. C'est ainsi que les Athéniens parlaient politique lorsque Philippe menaçait leur liberté; que les Grecs du bas-empire discutaient à Constantinople, lorsque les Sarrasins assiégaient cette capitale du schisme. L'Italie, rivalisant avec la Grèce dans la lutte des beaux-arts, a manqué d'être esclave comme son beau modèle.

L'armée accomplit, en effet, une double mission : elle défend le pays contre l'invasion du dehors et contre celle, bien plus dangereuse encore, des barbares indigènes. Ce dernier devoir est plus pénible, mais en même temps encore plus nécessaire que le premier. Un chevalier polonais, percé de trois lances, avait bien raison de dire au roi Ladislas Loketek que ses blessures le faisaient moins souffrir qu'un mauvais voisin. Si les mauvais

voisins sont nombreux, la terre devient un enfer. Ceux qui prétendent qu'un soldat ne peut faire feu contre ses concitoyens rebelles commettent un crime de haute trahison envers leur patrie. Nous avons, de nos jours, des guerres internationales et des guerres sociales.

Sans diminuer la haute portée des causes nationales, nous devons envisager, comme plus importantes, les questions vitales qui intéressent l'existence de l'humanité. Sans doute les questions nationales sont très importantes, quand elles s'appuient sur les principes éternels de la justice; elles grandissent encore lorsqu'elles entraînent des conséquences religieuses et sociales, pour une ou plusieurs nations. C'est ainsi que la liberté du peuple juif, quand il était dépositaire de la vraie foi, était une question sociale. Ces questions comprennent non seulement les diverses nationalités, mais encore l'existence de toutes les familles, la propriété, la liberté personnelle et la vie de tous les individus, ainsi que les relations éternelles de l'homme avec son Créateur. Voici pourquoi, lorsque l'esprit du mal déclare la guerre à la foi religieuse et à l'existence temporelle de la société entière, lorsque tout l'édifice social menace de s'écrouler, alors toutes les querelles internationales doivent être suspendues et oubliées, sauf à être reprises avec fruit, dès que les questions générales seront résolues, dès que les dangers sociaux seront bien passés. C'est une déplorable erreur de croire que les moments de conflagration générale sont favorables à la solution des intérêts particuliers; les malfaiteurs seuls pêchent dans l'eau trouble. Au retour d'une croisade, celui qui avait envahi la terre de son voisin absent, eût-il le bon droit pour lui, était traité en chevalier félon.

Le danger rend égoïste, on s'intéresse peu à la liberté de son voisin, quand on est soi-même en danger de

mort. On aime peu les gendarmes; mais on les appelle volontiers à son secours quand on est menacé par des brigands. C'est pourquoi le despotisme, qui vient en aide à la liberté individuelle contre l'esclavage du socialisme, a ses moments de grande popularité, qui doublent sa force réelle. Celui qui profiterait d'une invasion de voleurs pour reprendre son bien, serait confondu avec les malfaiteurs, et traité comme tel. Au contraire, celui qui, pendant une calamité publique, rend service à la société, peut ensuite réclamer la récompense due à ses peines, et cette récompense lui sera donnée par la reconnaissance universelle, pourvu que ses prétentions soient justes. On ne doit pas marchander son secours au moment du danger. J'ai connu un jeune homme qui, avant de sauver son oncle qui se noyait, lui demandait quelle serait sa récompense; vous pouvez bien penser qu'il n'a pas eu son héritage.

Le moment de reconquérir l'indépendance italienne, après la révolution de Février, n'était pas bien choisi, et la suite l'a prouvé.

Autrefois la guerre du Christianisme contre les sectateurs de Mahomet était bien une guerre sociale. La guerre des Albigeois domptés par la parole et le rosaire de saint Dominique, ainsi que par l'épée de Simon de Monfort, rappelle bien mieux encore la situation actuelle des esprits; tâchons de bien comprendre les causes de l'orage qui gronde autour de nous.

Le Panthéisme est un corollaire évident du Protestantisme, et le principe générateur de la démocratie et du communisme. Car si chaque homme peut interpréter les saintes Écritures, c'est-à-dire la parole de Dieu, si chacun peut les recevoir ou les rejeter, donc chacun est une partie de la divinité. Donc Dieu n'est que l'ensemble des créatures, il est impersonnel. Donc, si chaque individu

est une parcelle de la Divinité, chaque indvidu aussi a les mêmes intérêts et les mêmes droits, d'où résulte la souveraineté du peuple, et même le *liberum veto* de chacun, la communauté des intérêts et des biens; voyez l'abîme d'absurdités où l'on se plonge une fois qu'on dévie de l'unique sentier de la société catholique.

La grande révolte de l'esprit humain contre la foi, commencée sous l'étendard de la réforme religieuse, a continué sous la forme d'une philosophie matérialiste, rationaliste et panthéiste, pour descendre enfin dans l'arène politique. L'éloquent Espagnol, M. Donoso Cortès, marquis de Valdegamas, nous explique clairement la liaison des hérésies métaphysiques avec les erreurs politiques. L'édifice social repose, dit-il, sur trois vérités religieuses, auxquelles correspondent trois vérités sociales : Dieu existe, il est distinct du monde créé, il gouverne le monde; ce sont les vérités religieuses; l'autorité établie par Dieu existe, elle est distincte de la multitude, elle gouverne, voilà les corollaires politiques. Les Déistes ont commencé par nier le gouvernement de la Providence, les Panthéistes disent que le monde est Dieu, les Athées nient son existence. Aux Déistes correspondent les Constitutionnels de la gauche, qui disent: Le Roi règne et ne gouverne pas. Aux Panthéistes correspondent les Démocrates purs, qui disent que l'autorité réside dans le peuple.

La démocratie panthéiste est l'erreur dominante de 1848. Les Chrétiens infidèles à leur foi croient qu'un Dieu personnel n'existe pas, mais qu'il est tout, et que tout est Dieu. Dieu, selon eux, ne peut penser que par le moyen de ses créatures; chaque homme est une parcelle de la Divinité, à laquelle on a l'impiété d'attribuer toutes les sottises et tous les crimes des hommes. S'il n'y a pas de Dieu législateur et créateur de l'autorité, il

s'ensuit que le pouvoir législatif et exécutif réside dans le peuple, d'où il résulte que la majorité est au-dessus de toutes les lois; ou bien, pour être encore plus logique, on dit que chaque individu jouit du droit du *liberum vèto*. Ces doctrines sont tellement répandues, que même les hommes de bien les partagent en partie, et veulent prouver la nécessité de l'ordre en s'appuyant sur les principes de la démocratie. Mais on voit tous les jours qu'ils perdent nécessairement la partie, parce que la logique de l'esprit humain, ayant posé de fausses prémisses, en déduit tôt ou tard de fausses conséquences, et la conséquence du panthéisme ne peut être que l'anarchie.

Enfin survient Proudhon, le blasphémateur athée, qui dit que Dieu, s'il existe, est le mal; il dit que le gouvernement est le mal, qu'il ne doit pas y avoir de gouvernement. C'est là ce qu'on appelle le progrès; oui, le progrès de l'agonie. C'est sur la base du panthéisme démocratique, sur la négation du droit, que les socialistes et les communistes ont élevé leur hideux système. Ils veulent détruire la propriété, la famille, la religion, la liberté individuelle, et, soumettant toutes les forces vitales de l'homme à une autorité tyrannique, ils comptent étendre sur toute la terre un esclavage inouï.

Le socialisme brutal, propagé par les sociétés secrètes, les clubs, les livres et les journaux, appuyé par l'aveuglement d'un ministre anglais, menace d'engloutir l'Europe occidentale. Les majorités parlementaires sont impuissantes pour arrêter le torrent révolutionnaire; deux digues puissantes s'opposent seules à ce débordement d'une lave ardente : ce sont l'esprit religieux et l'esprit militaire; le premier est le plus fort, car il agit sur les convictions; mais le second est nécessaire aux vues de la Providence, en tant qu'il s'appuie sur

l'esprit d'obéissance, d'abnégation et de sacrifice, prêché par l'Évangile.

L'esprit militaire repose sur l'obéissance jusqu'à la mort; comme était celle de Jésus-Christ. L'esprit révolutionnaire est, au contraire, la désobéissance poussée jusqu'à la mort éternelle. Il y a entre ces deux esprits une contradiction essentielle. Si l'armée française a remporté des victoires pendant la révolution, c'est que l'anarchie ne s'était pas glissée dans l'armée; l'honneur s'était réfugié dans les camps; dès que l'armée fut maîtresse du terrain, la révolution fut enchaînée. Lorsque l'esprit de révolte se glisse parmi les troupes, la victoire les abandonne. L'homme qui a le choix entre le danger et la sécurité fera peut-être quelques actions d'éclat, mais à la longue, il ne tiendra pas au feu.

La cause italienne, qui avait débuté par de brillants succès, a été perdue par l'esprit d'anarchie, qui a dégoûté ou démoralisé son armée; avant de succomber, elle a perdu la sympathie de l'Europe qui applaudissait à ses premiers succès.

Beaucoup d'hommes, qui, en 1848, étaient prêts à combattre dans les rangs des Italiens, seraient à présent bien éloignés de le faire. La défaite de l'Italie est une grande leçon pour les nations qui veulent reconquérir leur indépendance. L'Autriche, au contraire, a regagné le terrain que l'Italie a perdu; après avoir expié par de cruelles angoisses le joug imposé à l'Église par Joseph II, aboli par François-Joseph, et le socialisme dont la bureaucratie a fait preuve en Galicie en 1846, l'Empire a fini par triompher, parce que son armée représentait la cause de l'ordre.

Nous nous conformerons à l'usage en indiquant quelques sources pour étudier l'histoire des guerres et des révolutions d'Italie; nous en omettrons beaucoup d'autres

où l'auteur a trouvé quelques vérités au milieu de beaucoup d'erreurs. Les guerres du nord de l'Italie sont admirablement décrites sous le point de vue militaire par Masson, dans ses trois volumes, *Custoza* (Turin, 1850), *Campagne de Novare* (Turin, 1850), *et Venise* (Paris, 1851), auxquels nous avons fait de fréquents emprunts. Quelques erreurs, quant aux affaires politiques de l'Italie méridionale, que l'auteur juge sans les connaître, déparent seules ses remarquables ouvrages. Un livre du célèbre général Willisen (*Der Italianische Feldzug des jahres* 1848, Berlin, 1849); les *Souvenirs de la campagne de Lombardie*, par M. de Talleyrand-Périgord, duc de Dino, Paris 1851; les *Mémoires* fidèles de Jean Debrunner *sur le siége de Venise* (Zurich 1850); voilà tout ce que nous connaissons d'intéressant sur le nord de l'Italie. Quant à l'*Histoire des révolutions et des guerres d'Italie*, par le général Pepe (Paris, 1850), le récit du siége de Venise que ce vieux général a soutenu avec gloire, qui forme la majeure partie de son ouvrage est seul exact; les chapitres ayant trait aux autres événements d'Italie, les révolutions de Toscane, de Rome, de Naples et de Sicile, écrits, de l'aveu même de l'auteur, par diverses plumes républicaines, sont une macédoine de mensonges dictés par l'esprit de parti.

Pour l'histoire de Rome, ce qu'il y a de mieux jusqu'à présent, c'est celle de Balleydier (*Histoire de la révolution de Rome*, Paris, 1851), remarquable surtout par le récit du siége de Rome. Les hommes du pays, qui seuls pourraient bien connaître leur histoire, se taisent, jusqu'à présent, par la crainte du poignard, et les seuls ouvrages qui nous apprennent quelque chose sont anonymes : *Storia della republica romana*, Rome, 1851; *la Republica romana al giudizio degl' imparziali*, Florence, 1851. Une revue politique et littéraire du plus haut intérêt, surtout

pour les articles de philosophie du droit écrits par un homme de génie, le père Taparelli, frère du ministre piémontais marquis d'Azeglio, paraît depuis 1850. Cette revue rédigée par les pères Jésuites, intitulée la *Civiltà cattolica*, contient un excellent résumé des événements du jour; on y trouve un roman historique du père Bresciani, le Juif de Vérone, qui donne une idée des mœurs de l'Italie. On peut consulter O'Havedon sur la Sicile (Genève, 1850), l'avocat Rossi sur Naples (Naples 1851), l'*Italie Rouge* du vicomte d'Arlincourt (Paris, 1850); enfin l'ouvrage remarquable de monseigneur Lucquet, évêque d'Hesebon, *I pericoli presenti della società*, Rome, 1851.

CHAPITRE II.

L'ITALIE SOUS LE PONTIFICAT DE GRÉGOIRE XVI.

L'Italie a toujours eu le malheur d'être divisée en petits États mutuellement jaloux les uns des autres. Sans doute ce morcellement avait de grands avantages pour le développement des lumières et des beaux-arts, mais il entraînait de graves inconvénients politiques. Chaque grande ville, passionnément attachée à ses murs et à ses intérêts municipaux, était en guerre avec ses voisins. De plus ces États, et surtout ceux qui avaient un gouvernement républicain, étaient déchirés par des discordes et des factions intérieures. Ces nombreuses divisions devaient nécessairement produire une grande faiblesse. C'est ainsi qu'une nation nombreuse, dans un pays possédant la mer pour frontières naturelles, hé-

rissé par l'imprenable citadelle des Apennins, défendu par les cimes neigeuses des Alpes, par des lacs et des rivières contre les peuples étrangers, n'a pas su pourtant s'opposer à leurs invasions. La conscience de cette faiblesse diminuait parfois le courage national. L'Italien, pris individuellement, est brave et adroit au maniement des armes, mais sa valeur augmente entre les murs d'une ville, où il devient un héros. Les anciens soldats d'Italie étaient renommés pour leur courage qui ne s'est jamais démenti dans la Péninsule ; les soldats formés par Napoléon se sont distingués dans l'armée française ; la race italienne a toujours été féconde en grands capitaines ; elle a produit le plus grand génie militaire des temps modernes, mais tous ces avantages ont été perdus pour la patrie, par suite des divisions.

Un poëte Italien, Filicaja, qui a chanté l'expédition de Sobieski à Vienne, déplore dans un fameux sonnet que l'Italie soit à la fois si faible et si belle. En effet la nature et les beaux-arts se sont réunis pour orner cette terre de leurs charmes les plus attrayants. La mer, les montagnes, les vallées fertiles couvertes de vignes et d'une végétation vigoureuse, de grandes villes, des temples splendides, des palais magnifiques, renfermant d'admirables chefs-d'œuvre de l'art ; enfin tout ce qui peut plaire à l'homme civilisé et à l'homme sauvage, excitait depuis des siècles la convoitise des étrangers. Les hordes barbares, qui ont détruit l'empire romain, se sont dispersées ou bien elles se sont fondues avec la nationalité italienne. Les incursions des Sarrasins ont été également passagères. C'est la domination des Français, des Espagnols et des Allemands qui a le plus longtemps pesé sur l'Italie. Le gouvernement espagnol était le moins lourd, le plus conforme à la nationalité italienne. Mais le joug allemand était plus pénible. Les héritiers des

empereurs romains, appuyés par les préjugés gibelins, se croyaient le droit d'opprimer les Papes, c'est-à-dire la liberté religieuse, et regardaient l'Italie comme une de leurs provinces. Napoléon, qui aimait l'Italie, empira cependant le sort de ce beau pays en cédant à l'Autriche la république de Venise; le congrès de Vienne y ajouta le duché de Milan, qui appartenait à l'Autriche avant les admirables campagnes de Bonaparte. Ni le grand homme qui domina l'Europe, ni les diplomates qui ont hérité de son ascendant, n'ont compris le principe des nationalités, qui exige que des peuples, ayant leur langue et leur histoire, ne soient pas assujettis aux nations étrangères. Plus un peuple est civilisé, plus son caractère individuel est tranché, plus sa gloire est grande dans le passé, plus il y a d'injustice à léser une nationalité aussi développée. Sous ce point de vue aucun peuple ne mérite l'indépendance autant que la nation italienne, qui est le centre de la civilisation chrétienne, le berceau des sciences et des arts, et qui, en dépit de l'orgueil des philosophes allemands, se maintient toujours dans le plus vif éclat des lumières. La Lombardie, c'est-à-dire une des contrées les plus civilisées de l'Italie, fut soumise à la bureaucratie autrichienne, qui était, sous le ministère du prince de Metternich, une des portions les moins bonnes et les moins éclairées de la nation allemande. L'état de souffrance de la Lombardo-Vénétie se communiquait à toute la Péninsule, de même que la douleur d'un membre se fait sentir sur tout le corps et le rend malade. Le remède est quelquefois pire que le mal; les souffrances d'un pays ne lui donnent pas toujours le droit de s'insurger, mais elles accusent toujours l'injustice et l'incapacité de ceux qui en sont la cause.

L'Italie, on le sait, est actuellement divisée en sept États. Cinq millions d'hommes se trouvent sous la domi-

nation immédiate de l'Autriche en Lombardie et dans le pays de Venise. De plus, les duchés de Parme et de Modène, qui comptent pour un demi-million d'habitants, subissent l'influence indirecte, mais décisive, de l'Empire. La Toscane, qui compte un million et demi d'habitants, était gouvernée par un prince de la maison d'Autriche, d'une manière indépendante et libérale, et sauf une intervention Joséphine du gouvernement dans les affaires ecclésiastiques, ce petit pays jouissait d'une parfaite liberté, parce qu'il n'avait pas de liberté illimitée de la presse, et quoiqu'il ne possédât pas d'institutions représentatives.

Le roi de Sardaigne gouvernait sagement plus de cinq millions de sujets, qui n'excellaient pas dans les beaux-arts à l'égal des autres Italiens, mais qui étaient doués d'un courage indomptable. La législation sarde était éclairée, l'administration pouvait servir de modèle, l'armée paraissait bien organisée. Le roi témoignait un esprit d'indépendance ou même d'hostilité à l'égard du gouvernement autrichien; il en a donné des preuves à l'occasion d'un droit d'entrée sur les vins piémontais, haussé par l'Autriche, qui fut suivi de justes représailles. Un discours prononcé à l'Université en 1846, et une médaille frappée avec la devise, *j'attends*, laissaient deviner les intentions de la cour. Le roi Charles-Albert était doué d'une grande noblesse de sentiments et d'une piété profonde; il jeunait souvent au pain et à l'eau, sa conduite était exemplaire. Il était continuellement tourmenté du remords d'avoir suivi en 1821 le drapeau des Carbonari qu'il croyait être celui de l'indépendance italienne, et de l'avoir ensuite abandonné pour se rendre au camp du maréchal Latour, à Novare. Il voulait réparer à tout prix cette page indécise de sa vie, que les démocrates italiens s'étaient empressés de noircir;

il commença par rappeler peu à peu les exilés de 1821, et à les admettre ensuite à sa cour. Ce retour fit espérer aux libéraux italiens qu'ils pourraient se servir du roi comme d'un instrument docile; leurs conseils retentissaient toujours à ses oreilles, et trouvaient de l'écho dans la vieille ambition des ducs de Savoie. Le roi encourageait le mouvement littéraire italien, qui poussait ce pays à l'indépendance depuis Batta, historien célèbre, qui faisait peu de cas des parlements. La première éducation que Charles-Albert avait reçue dans un pays protestant n'avait pas gravé dans son cœur des notions exactes du juste et de l'injuste. Il voulut être roi d'Italie sans trop s'occuper des droits acquis des autres souverains de la Péninsule. L'unité, l'indépendance, sont sans doute de grands bienfaits pour un pays; mais ce sont des biens temporels qui doivent céder le pas aux questions de justice, qui ont des conséquences éternelles. L'indépendance même ne devient le bien suprême pour une nation, que lorsqu'elle est un moyen d'assurer la liberté de l'Église et le salut éternel des fidèles. Plus la cause de la liberté italienne était juste, plus il fallait lui donner de justes arguments, en laissant tous les torts à ses adversaires. Par une rigoureuse nécessité de la logique, une cause juste ne peut être gagnée que par de justes moyens, tandis qu'une mauvaise cause est réduite à s'appuyer sur des sophismes et de mauvais moyens. Le roi était trop peu scrupuleux dans le choix de ses auxiliaires; il éteignait les passions révolutionnaires dans ses États, il les fomentait chez ses voisins, et semait des vents pour recueillir des tempêtes. L'ambition de Charles-Albert dépassait tous ses moyens. Il possédait, il est vrai, une armée assez bien exercée, quoique peu endurcie aux fatigues de la guerre; mais il n'avait pas de général en

chef capable de la conduire, et lui-même n'était pas doué des qualités indispensables pour faire un grand capitaine. Son âme froide ne savait pas exciter dans ses soldats l'ardeur nécessaire pour vaincre; son enthousiasme ne se réveillait pas sur le champ de bataille pour jeter des étincelles de génie. Il était calme et froid au camp, ainsi que dans les foyers domestiques. Peu aimant pour sa femme, trop sévère pour ses fils, le roi n'était pas né pour le bonheur. Il était fait plutôt pour se rendre célèbre par un courage héroïque, mais malheureux.

Le roi de Naples est d'un caractère tout différent, de même que le climat splendide de sa capitale diffère du froid brumeux des Alpes. Ferdinand II est d'une piété fervente et d'une conduite également irréprochable; il est d'un caractère affable et doux, né pour être heureux et pour répandre le bonheur autour de lui. L'ambition ne l'attriste pas; il a des idées scrupuleuses sur la justice; il est moins jaloux de maintenir ses propres droits que de respecter ceux de ses voisins. Rien de plus faux que les calomnies répandues sur cet aimable prince par les journaux démocratiques, qui l'ont appelé *Bomba*, parce que les nécessités de la guerre l'ont amené quelquefois à se servir des armes à feu. Personne ne regrette plus que le roi de Naples le sang répandu, et personne ne fait plus d'efforts pour l'empêcher. Il règne, il est vrai, sur une nation où les lumières sont vives, mais généralement peu répandues. La bureaucratie n'est pas toute éclairée ni toute intègre; c'est pourquoi des erreurs, des abus et des injustices se glissent parfois dans l'instruction des procès politiques et dans les mesures de police. Il ne peut en être autrement; parmi un grand nombre de conspirateurs, il n'est pas facile de démêler quelques innocents. La malheureuse tendance

de la presse oblige aussi la censure napolitaine à une extrême circonspection, qui est très incommode pour les étrangers et pour les lettrés du pays. En revanche, les branches dont le roi s'occupe lui-même avec une sagacité admirable, un bons sens royal, une mémoire étonnante, un travail assidu : l'administration des finances qu'il trouva en déficit et qu'il met en ordre avec une intelligente économie, sans rien épargner de ce qui peut être utile au pays ; la construction des vaisseaux, et surtout l'organisation de l'armée, sont admirablement bien conduites. Le roi est vraiment le père de ses soldats ; il s'occupe non seulement de leur armement et de leur instruction, mais encore de leur bien-être et même de leurs relations de famille. Loin de mettre des entraves au mariage des soldats, il encourage cette garantie de leur moralité. Aussi l'armée, qui avait été corrompue en 1820 par le Carbonarisme, se trouvait un quart de siècle plus tard dévouée à son chef royal, et sa loyauté est soutenue par la fidélité à toute épreuve des troupes suisses. La liberté et l'égalité civile introduites dans le royaume de Naples par les Français furent maintenues par la dynastie légitime, rentrée dans ses possessions en 1815. L'égalité civile fut étendue depuis à la Sicile. Cette île était mieux traitée que le continent, payait moins d'impôts, et n'était pas contrainte au service militaire. Cependant les Siciliens regrettaient la constitution de 1812 imposée par l'Angleterre, et abolie ensuite parce qu'elle n'était pas dans les mœurs du pays. Le mécontentement des Siciliens, fomenté par les sociétés secrètes, et par les Anglais qui voulaient étendre leur influence et leurs possessions dans la Méditerranée, devait produire des embarras sérieux au gouvernement de Naples. Le royaume des Deux-Siciles, se sentant menacé par des ennemis intérieurs et étrangers, était

obligé de chercher un point d'appui dans l'alliance française et autrichienne, et la cimentait par des alliances de famille.

Le gouvernement de Rome était plus libéral que celui de Naples quant aux livres et aux autres travaux de l'intelligence; mais l'administration des finances laissait beaucoup à désirer. Quand nous parlons du gouvernement pontifical, il est bien entendu que nos critiques s'étendent seulement à l'autorité temporelle du Saint-Siége. L'autorité spirituelle du successeur de saint Pierre a reçu de Dieu le privilége unique de l'infaillibilité, afin d'assurer la grande affaire du salut éternel des âmes. Mais le gouvernement temporel du Pape n'avait pas besoin et n'a pas reçu cette grâce surnaturelle; il est donc permis aux hommes de bonne volonté de porter sur ses actes un jugement respectueux. Avant tout, il faut distinguer l'existence même de cette autorité temporelle d'avec les abus accidentels qui se mêlent souvent des choses humaines, et dont il est difficile de se préserver.

L'autorité temporelle du Pape est très utile ou plutôt elle est nécessaire pour assurer son indépendance dans l'exercice du pouvoir spirituel; car si le Saint-Père n'était pas souverain, il serait sujet d'un roi ou d'une république, n'importe. En ce cas, l'histoire nous apprend que le gouvernement temporel se mêlerait souvent de la gestion spirituelle du Pape, et abuserait de son influence pour le forcer à faire des choses nuisibles à la religion, ou du moins pour l'empêcher de commettre des actes utiles et nécessaires au progrès de la Foi. Aucun gouvernement ne serait plus pernicieux à la cause de l'Église que les républicains d'Italie, qui ne font pas mystère d'une profonde impiété. Tous les catholiques de l'univers seraient en ce cas dans une crainte continuelle. Tout

en espérant que Dieu soutiendrait son Vicaire sur la terre par une force surnaturelle contre les persécutions et le martyre, ils auraient lieu de craindre que les païens de nos jours, plus cruels que les anciens, ne cachent ou ne falsifient les actes du Saint-Siége. Ils craindraient donc à la fois, pour les jours d'un Père et pour la pureté de sa doctrine, et le repos des consciences aurait disparu. Il est donc nécessaire que le Pape soit souverain. C'est pourquoi tous les vrais catholiques, qui aiment Dieu, son Église et son Vicaire plus que les inventions passagères de la pensée humaine, veulent que le Pape soit souverain, afin qu'il soit libre. Au contraire, tous les ennemis de Dieu et de l'Église, et tous ceux qui sont aveuglés par leurs sophismes, désirent la destruction de la souveraineté temporelle des Papes, destruction qu'ils proclament comme devant être même très utile à la religion catholique. Ils sont heureux d'avoir trouvé pour cela un faux prétexte dans la souveraineté du peuple. Or, ce n'est pas le peuple qui est souverain, c'est Dieu. Le peuple, aussi bien que chaque individu, est obligé d'obéir aux lois divines et à l'autorité établie. Aussi le peuple romain n'a-t-il ni le droit ni l'envie de substituer le gouvernement des démocrates, qui causerait sa misère, à la souveraineté du Pape qui fait la prospérité du pays. Ce n'est pas le peuple, mais une faction audacieuse et criminelle qui veut renverser le trône de saint Pierre. Mais les catholiques de l'univers entier, qui obéissent au pouvoir spirituel du Pape, ont bien le droit d'exiger que l'indépendance de ce pouvoir soit assurée par le patrimoine de l'Église.

La nécessité du gouvernement temporel des papes peut bien, à la vérité, rendre très nuisibles les abus qui excitent quelque répulsion contre une autorité aussi sainte; mais ces abus ont été excessivement exagérés

par les écrivains protestants ou incrédules, heureux de trouver prétexte à leurs calomnies dans des vérités pourtant incontestables, dans une administration juste et nécessaire. On se plaint généralement de ce qu'un grand nombre d'emplois sont confiés à des ecclésiastiques. D'une part, il est certain que les relations du souverain Pontife avec les autres pays sont presque exclusivement ecclésiastiques ; il ne peut donc envoyer que des prêtres comme Nonces et Légats. Il a également besoin de Cardinaux et de congrégations pour examiner les affaires spirituelles de son pays et de tout l'univers catholique. Il n'est donc pas étonnant qu'il emploie de préférence des hommes ayant la mission, la science et le dévouement du sacerdoce pour diriger l'éducation chrétienne de la jeunesse. Enfin, il est jusqu'à un certain point de la nature d'une souveraineté de s'entourer d'agents semblables à elle-même. Ainsi, un souverain militaire emploie volontiers des généraux et des aides-de-camp ; il n'est pas étonnant qu'un évêque souverain se serve fréquemment d'hommes revêtus du caractère ou bien même seulement du costume clérical.

D'autre part il y a beaucoup d'emplois que des laïques peuvent exercer tout aussi bien, ou même plus convenablement que des ecclésiastiques : notamment la justice criminelle et civile, les affaires de finance, d'intérieur et de police, enfin et surtout l'organisation de l'armée. Aussi le monsignor presidente delle armi n'a-t-il jamais bien remplacé un ministre de la guerre. En se mêlant d'affaires contraires à leur vocation, des prêtres perdaient leurs qualités ou le prestige attaché à leur auguste caractère. Le sacerdoce, étant devenu la carrière de l'ambition, attirait nécessairement un certain nombre de personnes qui n'avaient point de vocation pour ce saint état ; ceux-là se bornaient, il est vrai, habituellement à

recevoir les ordres inférieurs, tout en portant le costume clérical. La conduite mondaine de plusieurs de ces monsignori était parfois un sujet de scandale pour des personnes qui ne savaient pas les distinguer des prêtres véritables. Cet état intermédiaire, qui n'était lié ni par des affections de famille, ni par des grâces et des sentiments élevés attachés à la consécration sacerdotale, pouvait être utile, exceptionnellement, pour quelques employés capables, absorbés par le travail et doués d'un caractère spécial; mais le grand nombre de ces existences anormales semblait plutôt un désavantage pour la société. Sans doute ce nombre n'était pas aussi grand qu'on le croit communément. Sur cinq mille employés laïques que compte l'État du Saint-Siége, il n'y avait que trois cents ecclésiastiques (Farini, *Lo Stato Romano*). Mais comme on leur donnait volontiers les emplois supérieurs, cette préférence excitait la jalousie des laïques, des hommes mariés, des pères de famille. Les Italiens sont naturellement très jaloux. Les emplois supérieurs servent de point de mire à une foule d'ambitieux, et pour un homme de mérite qui se trouve lésé, des milliers de colères impuissantes croient avoir à se plaindre. Les ambitieux mécontents étaient nombreux, parce que les hautes études littéraires et légales étaient très répandues, tandis que l'industrie et le commerce n'étaient stimulés ni par l'éducation ni par les habitudes du pays. Les plus fortes têtes, les cœurs les plus généreux sont absorbés par la vocation ecclésiastique; les études théologiques sont poussées au plus haut degré de perfection qui soit encore atteint sur la terre, mais les sciences temporelles souffraient un peu de cette préoccupation exclusive. Il en résultait une certaine ignorance dans l'administration des finances, favorable à la vénalité de quelques emplois subalternes.

Une gestion peu habile des ressources du pays augmentait les dettes de l'État, dont le chiffre montait à 37 millions de scudi vers la fin du règne de Grégoire XVI, avec augmentation d'un demi-million tous les ans. Ce vénérable Pontife voulut mettre en ordre la législation de l'État, en publiant un code Grégorien. Mais la procédure était longue et compliquée; un trop grand nombre de tribunaux entravait la marche des procès. La Rote, la Signature, la Consulte sont trois tribunaux supérieurs établis à Rome même, sans compter les tribunaux des Évêques en matière ecclésiastique, et l'Inquisition pour les causes de foi et de mœurs. Il ne faut pas se faire un vain épouvantail du tribunal de l'Inquisition, qui n'a rien de commun avec la sévérité de l'institution de même nom qui existait en Espagne; à Rome au contraire, elle s'est constamment distinguée par son indulgence. On retrouvait bien plus de sévérité dans les tribunaux exceptionnels politiques et militaires, la faute doit en être attribuée aux circonstances; quant au fait des complots et des tentatives de haute trahison, on n'a pas le droit de se plaindre s'ils sont sévèrement réprimés.

Chaque gouvernement compte un grand nombre d'adhérents et d'ennemis. Le sang méridional est cause qu'entre les premiers et les seconds il y avait parfois des luttes sanglantes. On ne peut en vouloir à ceux qui défendent leur gouvernement par des moyens licites; aussi la haine que les fauteurs de l'anarchie portaient aux partisans du pouvoir qu'ils nommaient San Fedistes provient moins de leur passion que des passions méridionales. Les Carbonari, ennemis naturels de toute autorité, surtout de l'autorité religieuse, ont donné l'exemple des meurtres politiques; les amis du gouvernement qui se trouvaient dans ce peuple, ce peuple que les démocrates idolâtrent quand il se révolte, et qu'ils

calomnient quand il est fidèle, a usé de représailles. C'est ainsi que les bourgeois de Faenza étaient à couteaux tirés avec le peuple des faubourgs. Les excès que le peuple commettait malgré l'autorité, mais en son nom, avaient lieu surtout lorsque les révoltes partielles obligeaient le gouvernement à l'emploi de volontaires indisciplinés. Chaque pouvoir a bien le devoir de se défendre ; on ne pouvait pas compter sur l'armée, qui était enrôlée dans les villes, et n'avait pas le bon esprit des troupes recrutées principalement dans les campagnes. Il fallait appeler en temps de troubles des soldats autrichiens; il fallait payer cher des régiments suisses, qui excitaient la jalousie des troupes indigènes. Que faire? Tout pays qui ne sait pas défendre son propre gouvernement est bien obligé de subir l'influence étrangère.

A côté de ces défauts, qu'on exagère, l'administration pontificale avait de grandes qualités que les écrivains communément ne voient pas ou ne veulent pas voir. Je ne veux pas suspecter leur bonne foi, mais il est plus facile d'apercevoir une tache sur un marbre blanc que d'apprécier la beauté d'une statue. Le gouvernement romain est loin d'être indifférent aux besoins économiques du pays. Il a entrepris et achevé en grande partie des travaux gigantesques pour le desséchement des Marais-Pontins, pour les rendre à la culture et diminuer la contagion du mauvais air (*Voyez* Tournon). Il encourage, par des primes élevées, la plantation des arbres utiles à l'agriculture. Il s'occupe surtout avec une sollicitude vraiment chrétienne du sort des pauvres, et il surpasse, à cet égard, de beaucoup tous les autres gouvernements. Le nombre et la grandeur des hôpitaux et des établissements de bienfaisance à Rome sont vraiment prodigieux. Une bienfaisance spéciale dote les

jeunes filles qui se marient ou qui entrent dans un couvent, et les soustrait aux dangers de la corruption. La sollicitude du gouvernement pour maintenir la pureté des mœurs, jointe aux secours de la religion, produit un résultat qu'on se plaît à constater. Malgré l'affluence des voyageurs et des artistes, malgré la chaleur d'un climat méridional, les mœurs, en Italie et surtout à Rome, sont beaucoup plus pures que dans le Nord. Mais cet honneur suscitait au gouvernement beaucoup d'ennemis parmi les hommes corrompus.

L'instruction publique, qu'on a osé décrier, est au contraire très élevée et très répandue. Sur trois millions d'habitants, l'État de l'Église compte huit Universités, dont deux, celle de Rome et celle de Bologne, entretiennent trente-huit cours; celles de Ferrare, Perugia, Camerino, Macerata, Fermo, Urbino, en ont dix-sept. En outre, il y a un grand nombre d'établissements pour les études théologiques. Nous ne parlons pas des séminaires des nombreux diocèses. A Rome même vous trouvez le séminaire Romain, le collége Romain dirigé par les Jésuites, l'Académie ecclésiastique qui forme à la carrière des emplois, le collége de la Propagande et plusieurs autres, sans compter que chaque grand ordre religieux est en même temps une école de théologie. La science de Dieu, de la foi et du salut, négligée dans le monde, trouve dans la capitale du Christianisme une juste abondance de ressources. Quant aux autres sciences, l'État du Pape ne le cède pas non plus aux pays les plus civilisés; on peut dire que la science militaire est la seule qui s'y trouve moins cultivée.

L'éducation du peuple n'est nullement négligée; l'instruction élémentaire est répandue par des maîtres d'école, et par des classes du soir pour les petits enfants; les orphelins pauvres ont un grand nombre d'écoles

gratuites. Le peuple romain est grave, il travaille plus qu'on ne croit; il cultive toutes les terres que le mauvais air ne l'empêche pas de faire valoir; il a une supériorité marquée sur ses voisins les Napolitains, et rappelle parfois l'héritier des maîtres du monde.

L'Italie entière manquait de ces institutions parlementaires, qui paraissaient nécessaires à l'éloquence facile des Italiens éclairés, et qui pouvaient développer dans cette nation le courage civil dont elle n'avait pas un degré suffisant. La forme absolue des gouvernements était conservée d'une part par la crainte des sociétés secrètes, d'autre part par l'exemple et l'influence de l'Autriche. Cependant ces gouvernements n'avaient rien de despotique; l'absolutisme était tempéré par la justice à Turin, par la douceur à Florence, par la bonhomie à Naples, par une bienveillance paternelle à Rome. Les étrangers qui affluent en Italie, ainsi que les indigènes de bonne foi, étaient obligés de convenir que la Péninsule jouissait d'une liberté suffisante, et la seule province dont les plaintes étaient fondées, c'était la Lombardo-Vénétie.

Le gouvernement impérial était cependant bien plus doux en Italie qu'en Galicie. L'Autriche en Galicie se sentait fermière; elle ne croyait pas à la longueur de son bail, elle était toujours portée à échanger ce pays contre une possession plus avantageuse, et tirait, en attendant, tous les profits qu'elle pouvait y trouver, en abandonnant cette province à l'administration arbitraire d'une bureaucratie hostile. En Lombardie, au contraire, et plus encore en Vénétie, l'Empereur se croyait propriétaire; il prenait soin d'une manière plus paternelle d'une terre aussi productive. Les forteresses d'Italie et le manque absolu de fortifications en Galicie, sont une preuve évidente de cet aperçu. En outre il y avait en

Italie beaucoup moins d'employés allemands, et beaucoup plus d'indigènes qu'en Pologne. Le chiffre des employés étrangers, comparé à celui des employés indigènes et de la population totale du pays, est une formule certaine pour juger de la valeur d'un gouvernement étranger. Plus il y a d'étrangers parmi les employés, plus aussi le gouvernement est mauvais. Un bureaucrate transplanté d'un autre pays n'a pas de relations de famille et d'amitié avec la terre qu'il prétend régir, il ne l'aime pas, et ne peut la connaître, il ne se soucie pas de l'opinion publique qui lui est hostile presque toujours ; en quittant sa patrie, il valait moins que ceux qui sont restés sur place, son caractère s'aigrit par le déplacement. Pour gouverner les hommes, il faut les aimer. Les exceptions sont d'autant plus honorables qu'elles sont rares. Il n'y avait pas un grand nombre d'employés allemands en Italie, mais ils avaient les postes les plus importants; ils étaient appuyés par l'autorité du Vice-Roi et des ministres de Vienne; ils écoutaient peu les conseils des Lombards, leurs subordonnés, qui leur en donnaient souvent d'excellents. Nous avons lu un de ces rapports, qui se distingue par une clarté digne d'une position plus élevée. L'Italien dit que la noblesse lombarde, qui ne conserve qu'un titre propre à faire des jaloux sans un pouvoir suffisant pour défendre sa position, loin de fournir un élément conservateur, est prête à donner la main aux fauteurs de l'anarchie, parce qu'elle veut sortir à tout prix d'une fausse position ; que les bourgeois, se voyant privés de leurs anciennes franchises municipales, n'ayant pas d'assemblées légitimes qui puissent développer leur influence, sont portés à s'enrôler dans les sociétés secrètes, qui multiplient continuellement le nombre de leurs adhérents. Il est donc indispensable de rétablir de fortes institutions munici-

pales, afin que les hommes occupés du gouvernement de leurs localités soient à la fois moins à la merci de la bureaucratie, et moins obligés de s'occuper des affaires générales du pays.

Cependant les gouvernements absolus laissent habituellement un germe ou une trace d'institutions représentatives trop comprimées, trop peu développées pour pouvoir être utiles. La Lombardie avait anciennement des libertés municipales et provinciales qui ont été abolies par Joseph II, ce prétendu réformateur, qui détruisit la liberté pour lui substituer le joug de la bureaucratie. Mais le manque de formes représentatives était tellement onéreux, que Léopold II fut obligé de rétablir la Congrégation d'État, qui, abolie encore par la République française en 1796, se trouva de nouveau rétablie par la lettre-patente du 7 avril 1815, sous le nom de Congrégation centrale. Cette Chambre était composée de deux députés par chaque province, dont l'un choisi par la noblesse, l'autre par la bourgeoisie. On était éligible par la possession d'une fortune de 4,000 scudi, et l'on recevait, en récompense de ses travaux politiques, une pension de 5,220 francs. Malheureusement cette Chambre n'avait aucune influence. Le gouvernement lui permettait seulement d'émettre des avis sur les questions qu'il lui proposait ; il ne lui accordait même pas le droit de pétition. En 1817, la Congrégation tomba en disgrâce pour avoir voulu obtenir une diminution temporaire des impôts. En 1825, une pétition relative à plusieurs améliorations, corrigée par la plume officielle de Strassaldo, ne put être présentée à l'empereur François Ier pendant son séjour en Italie ; elle fut envoyée au gouvernement de Vienne et resta sans réponse. Vers la fin de 1847, le député Nazari proposa de nommer une commission pour exa-

miner les causes du mécontentement général. Une motion aussi hardie, appuyée par le gouverneur comte de Spaur, reçut l'assentiment du Vice-Roi, à cause des événements que l'on pouvait pressentir. Cependant Nazari fut réprimandé et observé par la police secrète. Par suite, et forte de cet assentiment, la Congrégation centrale de Milan écrivit une longue pétition touchant les améliorations qu'elle désirait obtenir, et la Congrégation de Venise suivit son exemple. La réponse de l'Empereur se fit attendre jusqu'au 2 mars 1848, et cette réponse, du reste fort insignifiante, refusait expressément l'autorisation demandée d'envoyer des députés à Vienne. Ne voulant pas entendre les vœux de la nation par l'organe de ses représentants, le gouvernement fut obligé d'employer d'autres moyens pour savoir ce qui se passait; voilà pourquoi il plaça toute sa confiance dans un vaste système de police secrète.

Déplorable aveuglement des gouvernements absolus! Il est pareil à l'homme qui fermerait les yeux à la clarté du soleil et préférerait se confier à des guides incertains. Dans les pays libres, le gouvernement n'a pas besoin de dépenser beaucoup pour la police secrète, car il connaît la vérité par les livres et les journaux. La monarchie de Juillet, qui ne demandait qu'un million de fonds secrets, était parfaitement renseignée sur le compte des sociétés secrètes; un tiers des conspirateurs était affilié à la police, et si le gouvernement n'a pas sévi contre les apôtres de l'anarchie, c'est qu'il n'a pas voulu le faire, croyant plus à l'adresse qu'à la force. Au contraire, dans les pays où la parole des hommes dignes de foi est bâillonnée, le gouvernement est obligé de s'en rapporter à des rapports incertains d'agents vils en grande partie, qui s'occupent de détails inutiles, nuisent injustement à des personnes peu dangereuses,

et ne savent jamais embrasser l'ensemble des faits. Si l'on employait au moins le moyen du général Abramovicz, à Varsovie, qui punit de la bastonnade un rapport infidèle et renvoie l'agent mensonger de son service, on pourrait arriver à une plus grande véracité. La police autrichienne a la réputation d'être parfaitement renseignée, mais la meilleure police est souvent bien insuffisante. Une grande quantité de rapports trouvés par la révolution italienne ont été imprimés en Suisse, car la Providence permet toujours que des choses secrètes soient dévoilées à la face du soleil. En lisant ces rapports, ce qui nous a frappé, c'est l'incertitude, l'obscurité, la petitesse, le peu de fondement de ces accusations. La police s'informe avec une curiosité remarquable du caractère des personnes espionnées : la vertu est respectée, le vice méprisé, même par les vicieux. Les prêtres fervents sont rigoureusement surveillés, toute démonstration extraordinaire de piété devient suspecte; preuve que le gouvernement autrichien ne s'appuyait pas sur les Jésuites, et qu'au contraire il les observait avec soin. Tous les citoyens remarquables par leurs lumières et leurs vertus devenaient suspects. Le célèbre historien Cantu était l'objet spécial de la haine de la police; la gouvernement payait les écrivains qui le calomniaient dans les journaux. L'Autriche savait exciter de mutuelles défiances parmi les Italiens; un citoyen craignait l'autre, la police jetait adroitement des soupçons dans l'opinion publique contre ceux qu'elle craignait; les calomnies étaient imitées par les sociétés secrètes; de fausses listes d'espions circulaient dans le pays; l'envie ou la haine y ajoutaient des noms honorables. Mais enfin quel était le résultat de ces saletés que l'Autriche régénérée aujourd'hui désavoue? Quelques personnes, parfois les plus vertueuses, comme

Silvio Pellico, étaient enfermées dans les *carcere duro* du Spielberg; mais la police ne savait ni attacher les citoyens au gouvernement, ni empêcher le progrès rapide des sociétés secrètes. Les conspirateurs n'étaient nulle part plus nombreux qu'en Italie. Comme un des moteurs de la guerre, et comme principale cause de sa chute, ils méritent notre attention.

CHAPITRE III.

DES SOCIÉTÉS SECRÈTES.

Rien de nouveau sous le soleil. Ni les éléments, ni les principes, ni l'organisation des sociétés secrètes, ne sont choses nouvelles.

Il y a toujours des hommes ambitieux sans talent, des avocats sans cause, des médecins sans malades, des hommes oisifs et désœuvrés qui veulent renverser l'ordre établi pour satisfaire leur ambition, leur envie, leur soif de voluptés et pour payer leurs dettes; ils ne craignent pas de s'associer des hommes sans aveu, des forçats libérés, des habitués de mauvais lieux, des espions et autres personnes suspectes pour mieux parvenir au but criminel de leurs entreprises.

Dans la République romaine, sans parler des bacchanales, nous avons dans la conjuration de Catilina un type parfait des conspirations modernes. Cet homme ambitieux, ne pouvant parvenir par des voies honnêtes au but que son orgueil voulait atteindre, se faisait le défenseur des pauvres; il faisait entrer les jeunes gens

dans sa conjuration par la voie du vice, et cimentait leur union par le crime. Si l'esprit de révolte s'élevait contre la Rome païenne, qui n'était qu'une préparation temporelle à la puissance spirituelle de Rome chrétienne, il se déchaîna bien plus contre l'Église elle-même dès qu'elle commença à creuser les fondements de sa grandeur dans les cimetières des Catacombes.

Les hérésies des Gnostiques et des Manichéens professaient les dogmes du panthéisme moderne qu'elles avaient puisés dans la philosophie païenne de l'Orient. Les Manichéens avaient des classes d'élus initiateurs et d'auditeurs; ils se liaient par des promesses, s'appelaient fils de la lumière, et se reconnaissaient par le contact de la main, absolument comme les sectaires de nos jours. Cette secte, combattue par saint Augustin, et détruite en partie par l'invasion des Barbares, se conserve en Bulgarie; elle passe de là en Italie et arrive en France en 1027. Étouffée dans la guerre des Albigeois par la prédication et le rosaire de saint Dominique et l'épée de Simon de Montfort, elle reparaît de nouveau dans les chevaliers du Temple, et corrompt une des plus belles institutions chrétiennes. Clément V et Philippe le Bel s'unissent pour détruire cet ordre. Les Francs-Maçons poursuivent jusqu'à ce jour la vengeance contre les papes et les rois, pour la mort de Molay et des autres Templiers. Le panthéisme révolutionnaire a eu depuis une existence occulte jusqu'au temps des grandes hérésies de Luther et de Calvin, qui déchaînèrent les passions humaines, et qui, sous prétexte de rendre la liberté à l'esprit humain, le rendirent esclave de l'enfer. Dès l'origine de la Réforme, l'esprit de révolte se manifesta dans les prédications de Munzer, de Jean de Leyde, et dans la guerre des paysans. Il organisa en Angleterre et surtout en Écosse

des loges qui ont puissamment contribué à la puissance de Cromwell et aux autres mouvements politiques de cette époque. L'Angleterre, sachant modérer chez elle l'esprit anarchique par l'influence de son aristocratie, se fit dès lors la protectrice des troubles en Europe, au profit de son ambition jalouse ou de ses intérêts mercantiles. De même qu'elle vendit ensuite de l'opium aux Chinois, de même elle empoisonnait l'Europe en y semant la discorde. Elle a puissamment contribué à la révolution française de 1793, de 1830 et de 1848, ainsi qu'à la révolte de la Sicile et à la guerre de Lombardie. Sa tactique a toujours été d'abandonner la cause de la révolution, dès que celle-ci dépasse la mesure des intérêts britanniques. Jusqu'à présent le commerce, l'industrie, les colonies de l'Angleterre se sont bien trouvés de cette politique machiavélique; mais aussi dès lors on peut prévoir que le châtiment divin ne se fera pas attendre.

Les loges des Francs-Maçons, en partant de l'Angleterre, se sont répandues en Europe, où elles ont secondé puissamment la philosophie impie du XVIIIe siècle. Cette secte mystérieuse, en agissant sur l'imagination de ses adeptes, en les initiant progressivement aux secrets de l'iniquité, ne découvrait qu'aux plus corrompus son véritable but, la destruction de l'autorité politique et religieuse, et même de la famille et de la propriété. Les Pontifes romains, qui ne prirent pas le change sur le but de cette société secrète, l'ont formellement condamnée, et notamment Clément XII le 28 avril 1738; Benoît XIV le 18 mai 1751, par la constitution *Providas romanorum Pontificum;* Pie VII le 13 septembre 1821 par sa lettre apostolique *Ecclesiam à Jesu-Christo*, et son allocution du 11 juillet 1808. La Franc-Maçonnerie fut subjuguée par les disciples de Weishaupt, professeur de

droit à Ingolstadt, qui avait appris le secret de ses erreurs d'un négociant danois venu d'Égypte. Weishaupt, doué d'un vaste génie du mal, entraîna aussi à sa suite les illuminés de Swedenborg, et leurs imitateurs, les Martinistes. L'assemblée des Francs-Maçons de tout l'univers, convoquée à Wilhelmstadt en 1780 et tenue l'année suivante, donna au professeur allemand le sceptre de l'Europe souterraine. Les princes, aveuglés, fermaient les yeux sur l'abîme qui se creusait sous leur trône, quand ils ne favorisaient pas eux-mêmes les progrès de l'anarchie. Avant la révolution française, le nombre des Francs-Maçons pouvait monter à un million en Europe, dont plus de la moitié en France; ils avaient alors dans ce pays 20 millions de francs en caisse. Les crimes de la révolution française furent l'application des principes de la secte. Cette catastrophe fut précédée dans le XVIIIe siècle, comme de nos jours, par le magnétisme de Mesmer; par des commotions analogues en Suisse en 1770; par la guerre des paysans excitée par la bureaucratie autrichienne; en Bohême, dans les années de 1766 et 1773; en Transylvanie, en 1784. L'extermination de la noblesse comme appui du trône, et la destruction de la monarchie comme défense de l'autel, furent et seront toujours le but des sociétés secrètes. L'existence de ces sociétés en Allemagne contribua d'abord aux succès des armées françaises; plus tard, elles se tournèrent contre Napoléon par la main de l'assassin Frédéric Stobs. Les souverains allemands ont eu l'imprudence d'exciter les sociétés secrètes contre la France; ils ajoutèrent ainsi à la force des Tugendbund, qui furent ensuite remplacés par les Burschenschaft. Cette Société jura en 1817, à l'assemblée de Wartbourg, de continuer l'œuvre de Luther dans le monde politique.

En Russie, la Franc-Maçonnerie fut permise, ensuite

prohibée par Catherine. Muraviaff se servit des restes de cette Société pour former sa conspiration qui éclata en 1825. En Italie, les loges des Francs-Maçons ont pris un grand développement pendant l'occupation française; le vice-roi Eugène Beauharnais en faisait partie, et l'influence de la secte était assez puissante pour donner des emplois publics à ses adeptes, au préjudice du véritable mérite. Après la chute de Napoléon, les Francs-Maçons ont été remplacés par plusieurs sociétés, dont le but ostensible était le rétablissement du pouvoir impérial; mais bientôt ces petites sectes ont fait place à la conspiration des Carbonari.

La Charbonnerie a pris naissance en Calabre, en empruntant le nom de ces ouvriers qui, vivant dans la solitude des forêts, ont conservé beaucoup d'usages particuliers. Les formes de la Charbonnerie sont imitées de la Franc-Maçonnerie; son but plausible était la liberté de l'Italie. Il était recommandé aux Carbonari de recruter beaucoup d'adeptes, surtout parmi des personnes ayant un rang élevé dans le monde. Les lois de la Société punissaient de mort la désobéissance ou l'indiscrétion. Cette secte était très répandue en Italie, et surtout dans le royaume de Naples. Un ministre de police imprudent, Maghella, se fit le protecteur de cette conspiration, et lui obtint l'indulgence du roi Joachim. Lorsque Murat eut perdu le trône, et bientôt après la vie, ayant été fusillé à Pizzo, Ferdinand de Bourbon, son successeur, voulut affaiblir l'influence des Charbonniers en leur opposant l'association des Chaudronniers, présidée par le ministre de police prince Canossa; mais la chute de ce ministre entraîna celle des Chaudronniers, et le Carbonarisme regagna le terrain perdu. En 1820, les conjurés se sentirent assez forts pour lever l'étendard d'une révolte militaire à Avellino. Les

officiers Morelli, Silvati, Concili ont commencé le mouvement; le général Guillaume Pépé se mit à la tête des révoltés, qui obtinrent du roi la concession d'une constitution calquée sur le modèle de celle de l'Espagne. Le roi nomma son fils, François duc de Calabre, son vicaire et régent du royaume, et partit pour le congrès de Lubiana (Leibach). Pépé, nommé chef de l'armée jusqu'à la convocation des chambres, investi depuis du commandement des gardes nationales du royaume, fut battu à Rieti par les Autrichiens, qui rétablirent à Naples la monarchie absolue. Le général Florestan Pépé, frère de Guillaume, resté fidèle au roi, avait calmé l'insurrection en Sicile.

C'est encore la Charbonnerie qui suscita en Piémont la révolution de 1821, qui fut calmée par les troupes autrichiennes et par une partie de l'armée piémontaise, restée fidèle et commandée par le maréchal de La Tour. Le duc de Carignan, depuis roi Charles-Albert, nommé régent du royaume après l'abdication de Victor-Emmanuel, et jusqu'à l'arrivée de son successeur, Charles-Félix, se montra d'abord favorable à la constitution, ayant été affilié aux Carbonari; mais dès qu'il eut connu la volonté du nouveau roi, il se retira au camp du maréchal de La Tour, à Novare, et alla expier dans la guerre d'Espagne les erreurs de sa jeunesse. Les derniers efforts des Carbonari se sont manifestés en 1831 dans la révolution de Modène dirigée par Menotti, et dans les États de l'Église où ils ont été vaincus par les Autrichiens et par les volontaires romains. La Charbonnerie, qui avait de fortes ramifications en France, et qui avait absorbé la loge maçonnique des *Amis de la vérité*, mais qui fut obligée de se couvrir d'un voile modéré de constitutionalisme à cause de la difficulté des temps, dut céder la place à une secte plus

radicale ; car la révolution de Juillet, accomplie par la société *Aide-toi et le Ciel t'aidera*, laissait la place plus libre à l'anarchie.

Un jeune carbonaro de Gênes, Joseph Mazzini, exilé en Suisse, profita de l'hospitalité que lui offrait cette terre pour y former une nouvelle association nommée *Jeune Italie*, qui ne devait être elle-même qu'une branche d'une société plus vaste portant le nom de *Jeune Europe*. La Jeune Italie différait de la Charbonnerie quant aux principes religieux. Les Carbonari professaient l'indifférence en matière de religion, ou plutôt le matérialisme voltairien. Mazzini, au contraire, fait parade d'une certaine religion politique, d'un panthéisme protestant, qui se trouve affiché dans son ouvrage : *Devoirs de l'homme*. « Dieu, dit-il, existe parce » que nous existons. Il est dans notre conscience, dans » la conscience de l'humanité, dans l'univers qui nous » entoure...Vous l'adorez, même sans le nommer, toutes » les fois que vous sentez votre vie et la vie des personnes » qui sont autour de vous... pour vous prémunir contre » une erreur grave et ruineuse, comme l'athéisme... » Cette erreur est la séparation plus ou moins déclarée » de Dieu, de son œuvre, de la terre... L'humanité est » le Verbe vivant de Dieu... Dieu s'incarne successive» ment dans l'humanité !... » Il faut, au contraire, ô tribun impie, distinguer Dieu de son œuvre. Le Verbe de Dieu, ce n'est pas l'humanité, c'est Jésus-Christ qui s'est incarné une seule fois.

Un panthéisme obscur est la clé de l'éloquence nuageuse de Mazzini, pour qui, travailler dans le sens de la révolution, en propager l'œuvre, s'appelle devoir, mission de l'homme et vertu. Les paroles sacrées de la religion sont perverties et employées par lui d'une manière sacrilége pour désigner les actions profanes ou

impies. Ainsi, Mazzini adore l'Être suprême de Robespierre, décrété par la Convention, qui ajoute que son culte consiste dans la pratique des devoirs de l'homme. Il reconnaît avec Lamartine (*Histoire des Girondins*, liv. IV, chap. 7) que l'impiété purge l'âme de ses erreurs sacrées, mais qu'elle ne suffit pas à ruiner un culte humain, qu'il faut une foi pour remplacer une autre foi. Il croit, avec Pierre Leroux, que la question politique est devenue une question religieuse.

Il est encore plus positif dans une brochure qui a paru depuis son triumvirat à Rome. Il déclare que, vaincu sur le terrain politique, son parti se relèvera comme secte religieuse. Il proclame que la liberté et l'individualité, qui étaient le but des révolutions du XVIII[e] siècle, ne sont plus celui de la république au XIX[e] qui doit, au contraire, réaliser l'organisation, c'est-à-dire l'esclavage.

Quant au côté purement politique, la Jeune Italie professait la souveraineté du peuple et la république démocratique et sociale. Elle différait de la Charbonnerie, en ce que, loin de s'appuyer sur les princes, elle commençait par leur déclarer la guerre et par n'admettre dans ses rangs que des hommes ayant moins de quarante ans. Le manque de cheveux blancs ne tarda pas à se faire connaître par des entreprises insensées. L'expédition de Savoie, en 1834, couvrit la Jeune Italie de ridicule. Le général Ramorino, qui conduisait cette campagne, à laquelle des réfugiés polonais ont pris part, était d'ailleurs en correspondance suivie avec Louis-Philippe, et mangeait à deux rateliers.

La non-réussite de l'expédition de Savoie, loin de décourager Mazzini, lui donna plus de prudence dans l'exécution de ses desseins. La Suisse, hérissée de ses montagnes couvertes de neige, devait être la forteresse

naturelle du radicalisme; l'hospitalité imprudente que ses gouvernements divisés accordaient à toute sorte de réfugiés politiques, leur donnait un champ favorable pour soutenir leurs projets. La Jeune Europe fut fondée, le 15 avril 1834 : elle se composait de la Jeune-Italie, de la Jeune Allemagne, de la Jeune Pologne, plus tard aussi d'une Jeune Suisse. Deux de ses premiers fondateurs furent massacrés, la même année, par ordre de la Société : c'étaient Nast et Stromayer, le premier, pour cause d'infidélité dans la gestion financière, le second pour indiscrétion. L'année 1835, un étudiant, nommé Lessing, fut également assassiné à Munich.

Cependant les étudiants et les ouvriers allemands étaient enrôlés en masse dans les rangs de la Société; ils ne savaient pas résister à la flatterie des apôtres de la révolution, bien que ceux-ci vécussent souvent à leurs dépens. Les Sociétés du *Tir-Fédéral* furent entraînées, en Suisse, dans la corruption révolutionnaire, et formèrent plus tard les Corps-Francs. Le professeur Strauss, Allemand, appelé à Zurich par l'influence des sociétés secrètes, enseignait que Jésus-Christ n'avait jamais existé; mais les paysans, révoltés de cette impiété, l'ont chassé à coups de bâtons. Les Jésuites furent le prétexte de l'insurrection radicale, qui a fini par triompher en Suisse, et qui amena le martyre du riche paysan Joseph Leu, assassiné par le poignard démagogique. On voit alors Mazzini tout-puissant en Suisse, et dirigeant de Londres le club bernois de l'Ours, et le Vorort demander, le 31 janvier 1846, que les régiments suisses de Naples et de Rome soient rappelés. Le grand conspirateur italien était dépassé par ses adeptes allemands qui échappaient à son autorité, pour suivre le communisme brutal du tailleur Weitling, qui enseignait effrontément l'impiété, la communauté des biens et des

femmes, l'extermination des rois, des riches et des prêtres. Le journal allemand et radical de Londres disait que la crise actuelle pouvait coûter à l'Europe deux millions de têtes, progrès remarquable depuis Marat qui n'en demandait que trois cent mille. Mais les Italiens étaient restés fidèles à la voix de Mazzini; son influence sur eux, due à un esprit supérieur, était maintenue par la crainte du poignard. Le tribun était peu lié avec la France; il avait jeté l'anathème sur la haute vente universelle de Paris, l'œuvre du vieux Buonarotti, et s'appuyait de préférence sur les secours de l'Angleterre. Les statuts de la Jeune-Italie lui prescrivaient la destruction de tous les gouvernements de la Péninsule, pour en former une république unitaire, attendu que le gouvernement constitutionnel était regardé par les sectaires comme plus mauvais que la monarchie absolue. Les membres de la Jeune Italie sont tenus de s'armer d'un fusil et d'un poignard. Ceux qui manquent à l'obéissance due aux chefs de la Société, ou qui en divulguent les secrets, sont punis de mort sans rémission. Un tribunal secret condamne les victimes et désigne les bourreaux. Le conjuré qui se refuserait à exécuter les décrets de la Société serait puni de mort, comme parjure. Si une victime désignée s'échappe, elle sera poursuivie partout sans relâche, et sera immolée d'une main invisible, quand même elle se réfugierait sur le sein de sa mère ou au pied des autels. Chaque tribunal secret est compétent pour juger non seulement les membres de l'association, mais encore pour faire mettre à mort tous ceux qu'il aura condamnés (Art. 30-34.).

Des faits nombreux prouvent que ces statuts ne sont pas une vaine menace; nous nous contenterons de citer un exemple que nous trouvons dans l'Histoire des sociétés secrètes de Lucien de la Hodde.

« Quatre réfugiés, MM. Emiliani, Scuriatti, Lazzoneschi et Andriani, qui voulaient bien combattre les *tyrans* de l'Italie, n'acceptaient pas les doctrines sanguinaires de la Société mazzinienne, et s'en étaient expliqués ouvertement; ce fut un crime de haute trahison dont la connaissance fut portée aux assises secrètes. M. Mazzini vint de Genève exprès pour présider au jugement qui eut lieu à Marseille dans les formes arrêtées par les statuts. Un nommé la Cecilia était secrétaire; plusieurs chefs siégeaient comme membres du sombre tribunal. Les francs-juges se réunirent la nuit dans la maison de l'un d'entre eux, constituèrent gravement leur cour de justice souveraine, et procédèrent sur pièces, sans accusés et sans défenseurs, à l'examen de leur cause. Sur l'ordre de M. Mazzini, le secrétaire donna lecture des faits de l'accusation. Il en résultait l'inculpation contre les prévenus: 1° d'avoir propagé des écrits contre la société sainte; 2° d'être partisans de l'*infâme* gouvernement papal; 3° de chercher à paralyser les projets de l'association en faveur de la cause sacrée de la liberté.

» Les preuves résultant de plusieurs témoignages écrits furent produites; on les discuta, et, en l'absence de contradicteurs, on tomba promptement d'accord sur leur énormité. En conséquence, le tribunal, faisant application des statuts, condamna MM. Emiliani et Scuriatti à la peine de mort. Quant à Lazzoneschi et Andriani, les charges contre eux étant moins fortes, l'arrêt ne les condamnait qu'à être frappés de coups de verges, « sauf à subir, à leur retour dans leur patrie, un nouveau » jugement qui les envoie aux galères *ad vitam* comme » traîtres et brigands insignes. »

» Avaient signé: Mazzini, président, et la Cecilia, secrétaire. Copie de ce jugement fut saisie et existe.

Les condamnés étant domiciliés à Rhodez, la pièce portait comme chapitre additionnel : « Le président de » Rhodez fera choix de quatre exécuteurs de la présente » sentence, qui en demeureront chargés dans le délai » de rigueur de vingt jours ; celui qui s'y refuserait » encourrait la mort *ipso facto.* »

» Voilà bien la procédure sommaire, la pénalité farouche et le caractère impitoyable de certains tribunaux des époques barbares. Cette fantasmagorie a été souvent renouvelée pour effrayer les conspirateurs crédules ; mais ici il s'agissait d'un drame trop réel. M. Mazzini, ce type de l'Italien froid, perfide et sanguinaire, aspirait dès cette époque à la domination qu'il a fini par imposer à son pays, et son *jésuitisme* révolutionnaire procédait par les mêmes moyens qu'il reprochait à ses ennemis : les châtiments ténébreux et le saisissement des imaginations.

» Peu de jours après son jugement, Emiliani, passant par les rues de Rhodez, est attaqué par six de ses compatriotes qui lui portent des coups de poignard et se sauvent ; la victime parvient à échapper à la mort, et les assassins sont arrêtés. On instruit l'affaire, qui ne tarde pas à se dénouer devant la cour d'assises. Les exécuteurs de M. Mazzini sont condamnés à cinq ans de réclusion.

» M. Emiliani, tout maladif encore, avait assisté au procès, accompagné de sa femme qui l'entourait de soins réclamés par son état. En sortant, il était fatigué, il entre dans un café avec sa compagne ; son ami, M. Lazzoneschi, était avec eux. A peine assis, un nommé Gaviali paraît, va à M. Emiliani, et sans prononcer une parole, lui plonge son poignard dans la poitrine ; d'un second coup, il renverse M. Lazzoneschi ; puis, comme madame Emiliani se précipite au secours

de son mari, il la renverse à son tour en la frappant deux fois de son couteau; alors il prend la fuite et n'est saisi qu'avec peine par des jeunes gens à qui il oppose une résistance désespérée.

» L'effroi du terrible tribunal était si grand, que, deux jours après, aux funérailles des victimes, pas un seul Italien n'osa se montrer.

» L'assassin, jugé et condamné, porta la peine de son crime. Quant à M. Mazzini, rentré en Suisse, comme le tigre rentre dans sa caverne après une scène de carnage, il se remit froidement à son œuvre de destruction sociale. »

Ainsi que la vertu fait avancer les bons projets, de même le crime mûrit les mauvais desseins. Mazzini, en 1846, était arrivé à un très haut degré d'habileté; il en donna la preuve dans l'instruction suivante, que deux de ses émissaires apportèrent à Turin le 1er novembre :

« AUX AMIS DE L'ITALIE.

» Les morcellements de l'Italie présentent à la génération des difficultés qu'il faudra surmonter avant que l'on puisse progresser directement. Cependant il ne faut pas perdre courage : chaque pas vers l'unité sera un progrès; et, sans qu'on l'ait prévu, la régénération sera sur le point d'être accomplie le jour où l'unité pourra être proclamée.

» Dans les grands pays, c'est par le peuple qu'il faut aller à la régénération; dans le vôtre, c'est par les princes; il faut absolument qu'on les mette de la partie; c'est facile. Le Pape marchera dans les réformes par principe et par nécessité. Le roi du Piémont, par l'idée de la couronne d'Italie; le grand-duc de Toscane, par inclination et imitation; le roi de Naples, par force; et

les petits princes auront à penser à d'autres choses qu'aux réformes. Ne vous mettez pas trop en peine de la portion occupée par les Autrichiens; il est possible que les réformes, les prenant par derrière, les fassent avancer plus rapidement que les autres dans la voie du progrès. Le peuple, auquel la constitution donne le droit de demander, peut parler haut et au besoin commander par l'émeute; mais celui qui est encore dans la servitude ne peut que chanter ses besoins pour en faire entendre l'expression sans trop déplaire. Profitez de la moindre concession pour réunir les masses, ne fût-ce que pour témoigner de la reconnaissance. Des fêtes, des chants, des rassemblements, des rapports nombreux établis entre les hommes de toute opinion, suffisent pour faire jaillir les idées, donner au peuple le sentiment de sa force et le rendre exigeant.

» Le concours des grands est d'une indispensable nécessité pour faire naître le réformisme dans un pays de féodalité. Si vous n'avez que le peuple, la défiance naîtra du premier coup; on l'écrasera. S'il est conduit par quelques grands, les grands serviront de passeport au peuple. L'Italie est encore ce qu'était la France avant la révolution; il lui faut donc ses Mirabeau, ses La Fayette et tant d'autres. Un grand seigneur peut être retenu par des intérêts matériels; mais on peut le prendre par la vanité; laissez-lui le premier rôle tant qu'il voudra marcher avec vous. Il en est peu qui veuillent aller jusqu'au bout. L'essentiel est que le terme de la grande révolution leur soit inconnu. Ne laissons jamais voir que le premier pas à faire.

» En Italie, le clergé est riche de l'argent et de la foi du peuple. Il faut le ménager dans ces deux intérêts, et, autant que possible, utiliser son influence. Si vous pouviez, dans chaque capitale, créer un Savonarola, nous

ferions des pas de géants. Le clergé n'est pas ennemi des institutions libérales; cherchez donc à l'associer à ce premier travail que l'on doit considérer comme le vestibule obligé du temple de l'égalité; sans le vestibule, le sanctuaire reste fermé. N'attaquez le clergé ni dans sa fortune ni dans son orthodoxie; promettez-lui la liberté et vous le verrez marcher avec vous.

» En Italie, le peuple est encore à créer; mais il est prêt à déchirer l'enveloppe qui le retient. Parler souvent, beaucoup et partout de ses misères et de ses besoins. Le peuple ne s'entend pas; mais la partie agissante de la société se pénètre de ces sentiments de compassion pour le peuple, et tôt ou tard elle agit. Les discussions savantes ne sont ni nécessaires ni opportunes. Il y a des mots régénérateurs qui contiennent tout et qu'il faut souvent répéter au peuple. Liberté, droits de l'homme, progrès, égalité, fraternité, voilà ce que le peuple comprendra, surtout quand on lui opposera les mots de despotisme, priviléges, tyrannie, esclavage, etc. Le difficile n'est pas de convaincre le peuple, c'est de le réunir. Le jour où il sera réuni, sera le jour de l'ère nouvelle.

» L'échelle du progrès est longue; il faut du temps et de la patience pour arriver au sommet. Le moyen d'aller plus vite, c'est de ne franchir qu'un degré à la fois. Vouloir prendre son vol vers le dernier, c'est exposer l'œuvre à plus d'un danger. Il y a bientôt deux mille ans qu'un grand philosophe, nommé Christ, a prêché la fraternité que cherche encore le monde. Acceptez donc tous les secours qu'on vous offrira sans jamais les regarder comme peu importants. Le globe terrestre est formé de grains de sable; quiconque voudra faire en avant un seul pas, doit être des vôtres jusqu'à ce qu'il vous quitte. Un roi donne une loi plus libérale,

applaudissez en demandant celle qui doit suivre; le ministre ne montre que des intentions progressistes, donnez-le pour modèle; un grand seigneur affecte de bouder ses priviléges, mettez-vous sous sa direction; s'il veut s'arrêter, vous êtes à temps de le laisser, il restera isolé et sans force contre vous, et vous aurez mille moyens de rendre impopulaires ceux qui seront opposés à vos projets. Tous les mécontentements personnels, toutes les déceptions, toutes les ambitions froissées peuvent servir la cause du progrès en leur donnant une bonne direction.

» L'armée est le plus grand obstacle au progrès du socialisme; toujours soumise, par son éducation, par son organisation, sa discipline et sa dépendance, elle est un puissant levier pour le despotisme. Il faut la paralyser par l'éducation morale du peuple. Quand on aura fait passer dans l'opinion générale l'idée que l'armée, faite pour défendre le pays, ne doit, dans aucun cas, se mêler de la politique intérieure et doit respecter le peuple, on pourra marcher sans elle et même contre elle sans danger.

» Le clergé n'a que la moitié de la doctrine sociale, il veut comme nous la fraternité qu'il appelle charité. Mais sa hiérarchie et ses habitudes en font un suppôt de l'autorité, c'est-à-dire du despotisme (toute autorité est donc despotisme? celle de Mazzini, d'accord); il faut prendre ce qu'ils ont de bon et couper le mal. Tâchez de faire pénétrer l'égalité dans l'Église et tout marchera. La puissance cléricale est personnifiée dans les Jésuites. L'odieux de ce nom est déjà une puissance pour les socialistes, servez-vous-en.

» Associer, associer, associer; tout est dans ce mot. Les sociétés secrètes donnent une force irrésistible au parti qui peut les invoquer. Ne craignez pas de les voir

se diviser ; plus elles se diviseront, mieux ce sera. Toutes vont au même but par un chemin différent ; le secret sera souvent violé, tant mieux ; il faut du secret pour donner de la sécurité aux membres, mais il faut une certaine transparence pour inspirer de la crainte aux stationnaires. Quand un grand nombre d'associés recevant le mot d'ordre pour répandre une idée et en faire l'opinion publique, pourront se concerter pour un mouvement, ils trouveront le vieil édifice percé de toutes parts, et tombant comme par miracle au moindre souffle du progrès. Ils s'étonneront eux-mêmes de voir fuir, devant la seule puissance de l'opinion, les rois, les seigneurs, les riches, les prêtres qui formaient la carcasse du vieil édifice social. Courage donc et persévérance. »

Ce manifeste, qui s'avoue socialiste et qui appelle l'Homme-Dieu un grand philosophe, n'a pas besoin de commentaires ; cependant s'il ne paraissait pas assez clair à des esprits nourris d'illusions, nous les engageons à lire les citations suivantes, que nous empruntons à la *Révolution de Rome*, de Baleydier, elles sont de Riciardi, un des hommes les plus considérables du parti de M. Mazzini, par son intelligence et sa position sociale :

« Je crois que notre sainte cause serait tachée par l'assassinat d'un vieillard (Grégoire XVI), outre qu'il ne suffirait pas d'étouffer le Pape, car il faudrait assassiner jusqu'au dernier cardinal, jusqu'au dernier prêtre, jusqu'au dernier religieux de tout l'univers catholique.... La plante funeste née en Judée n'est arrivée à ce point de croissance et de vigueur que parce qu'elle fut abreuvée de flots de sang. Si vous désirez qu'une erreur prenne racine parmi les hommes, mettez-y le fer et le feu ! Voulez-vous qu'elle tombe, faites-en l'objet de vos moqueries.

» Notre triomphe est certain, à moins qu'un cataclysme universel n'engloutisse dans un abîme sans fond les oppresseurs et les opprimés. Les premiers feront des efforts gigantesques pour retenir le pouvoir, mais ils seront forcés de boire le calice amer de leur ruine... Bientôt une ère nouvelle commencera pour les humains, l'ère glorieuse d'une rédemption tout autre que celle si vainement annoncée par le Christ. »

Depuis l'avortement des mouvements de 1848, la haine des réactionnaires contre l'ordre social est beaucoup plus violente.

Les instructions mémorables de Mazzini, exécutées mot à mot, sont la clé de l'histoire d'Italie en 1848. L'hypocrisie, le mensonge, la calomnie, l'intimidation, sont les grands moyens de la Société, dont le but final, celui de tous les révolutionnaires, est la destruction totale de l'autorité religieuse et politique et de tout l'ordre social. Tous les écrits des démocrates socialistes tendent plus ou moins directement vers ce but. Lisez Rousseau, Voltaire, Weisbaupt, Fuerbach, Pierre Leroux et toute l'innombrable foule des auteurs révolutionnaires, vous trouverez toujours en fin de compte ce que Proudhon exprime plus franchement : Dieu, c'est le mal. Entre la démocratie sociale et le christianisme, il y a guerre à mort. Vous savez que c'est le Christianisme qui triomphera, parce que Jésus-Christ a promis que les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre l'Église et que chacun de ses ennemis est tôt ou tard réduit à s'écrier, avec Julien l'Apostat : Tu as vaincu, Nazaréen. Puisse Notre-Seigneur Jésus-Christ les vaincre par sa miséricorde et non par sa justice ; puissent-ils avouer sa victoire comme pénitents et non comme damnés !

Qu'il me soit permis de regretter profondément ici le

sort d'un grand nombre d'exilés qui, éloignés de leurs amis et parents, et souvent oubliés par eux, ne connaissant pas le pur amour d'une femme, l'amitié d'une sœur, tourmentés par l'isolement et la misère, peuvent rarement soutenir une épreuve aussi longue. Leur cœur se fane et se dessèche ; l'amour du prochain s'éteint dans leurs âmes, ils cessent de comprendre l'amour de la patrie, ils en font une idolâtrie sanguinaire qui réclame des victimes humaines. Séparés du monde réel, ils cessent de comprendre les véritables intérêts de leur pays ; en même temps que leur présomption, grandie sans limites, leur fait croire qu'ils sont appelés à gouverner une patrie inconnue, dont ils deviennent le plus grand fléau par leurs écrits et leurs conspirations. Ils se vantent même des calamités qu'ils attirent ; ainsi les émissaires de Mazzini disaient que plus il y a de malheurs, mieux cela vaut.

Une minorité audacieuse suivait, en Italie, les ordres de Mazzini, tandis que la majorité inclinait vers les doctrines d'hommes illustres dans leur pays par la hauteur de leur intelligence ou l'éclat de leur science. Nous pouvons compter parmi les chefs du parti modéré César Balbo, écrivain militaire et national, MM. Lapponi et Galeotti, à Florence ; le peintre et romancier Massimo d'Azeglio, qui a trop incliné à gauche dans sa carrière politique, de même que le grand prédicateur Ventura et le célèbre abbé Vincent Gioberti. Celui-ci, étant émigré, avait publié plusieurs volumes remarquables de philosophie, suivis d'un ouvrage, *del Primato Italiano*, qui exaltait l'amour-propre des Italiens en leur attribuant une primauté entre les nations de l'Europe, qu'ils ne doivent qu'à la présence des Papes parmi eux. Malheureusement Gioberti a terni sa gloire en publiant un pamphlet calomnieux en huit volumes, *Il Gesuita*

moderno. Cette action lui porta malheur : il ne put réaliser les pensées qu'il avait conçues pour le bonheur de l'Italie. Le but des penseurs italiens n'était pas l'unité mazzinienne, qui ne s'accordait pas avec l'histoire de la Péninsule, mais la fédération des divers États qui la composent. Cette idée était partagée par l'homme qui a le mieux compris l'esprit et les besoins de son pays, par Pie IX.

Outre la fédération, l'Italie éclairée voulait des réformes, mais pas de révolution. Réformer, dans le véritable sens de ce mot, c'est-à-dire corriger ce qui est gâté, purifier ce qui a pu se souiller, retrancher les abus qui se sont glissés avec le temps par l'influence des passions humaines; appliquer les éternelles vérités des lois divines aux besoins de l'époque : ce sera toujours la passion des esprits élevés et des âmes d'élite. Malheureusement, sous le prétexte de réforme, Luther sema l'hérésie, et ses disciples politiques se servent du même voile pour cacher le spectre de la révolution. C'est par les réformes que commença la révolution de 1793; celle de 1848 a commencé aussi au cri de : Vive la réforme. C'est en promettant des réformes que les novateurs gagnent les classes éclairées de la nation; au lieu de réformes, ils ne leur donnent que des ruines; ils leur inspirent la destruction de la religion, de l'autorité politique, de la prospérité, de la liberté individuelle. Ils gagnent le peuple en lui promettant le bien-être, et ne peuvent lui donner que d'amères déceptions, la chimère du communisme, une immense misère et des torrents de sang versé sur les flammes qui dévorent les églises, les châteaux et les chaumières, sacrifice impie offert aux démons de l'enfer.

Les sociétés secrètes trouvaient un puissant auxiliaire dans les Juifs. Ces ennemis du Christianisme, le voyant

menacé par l'action de la démagogie, prodiguaient leur argent aux radicaux, fournissaient les fonds nécessaires pour la fondation de journaux démocratiques, et s'occupaient de la vente des brochures impies.

Lorsque les hommes de la Jeune-Italie commencèrent à grisonner, leur association prit le nom d'*Unité italienne.* Les statuts de la Société font connaître que son but est: De délivrer l'Italie de la tyrannie des princes et de la domination de toute puissance étrangère; de l'unir, de la rendre forte et indépendante, en la débarrassant de tout élément hétérogène pouvant contrarier ce but. Les moyens dont elle dispose sont intellectuels et matériels, ce sont les connaissances, les armes et l'argent. La Société est composée de cercles ou unions qui ne doivent pas dépasser quarante personnes, et qui sont de cinq espèces, le grand Conseil, les cercles généraux, les cercles provinciaux, les cercles d'arrondissement, les cercles des communes. Les cercles seront concentrés de manière que les membres du conseil d'un cercle soient présidents d'un autre cercle égal ou inférieur. Tout cercle est ainsi composé: un président, un conseil de deux ou quatre membres, un questeur et les membres inscrits, qu'on appelle unis, *uniti.* Les membres de la Société sont de trois degrés : les membres unis, qui sont simplement inscrits; les unitaires, qui sont les présidents et les conseillers des cercles; les grands unitaires, qui sont les membres du grand Conseil, lesquels seuls connaissent la fin dernière et les moyens derniers de la Société. Tous ceux qui font partie de la Société ont deux devoirs à remplir : silence absolu, obéissance aveugle aux supérieurs. (*La Terreur dans le royaume de Naples*, par Jules Gondon.)

CHAPITRE IV.

RÉFORMES DE PIE IX.

Lorsque l'ange de la mort eut fermé les paupières fatiguées de Grégoire XVI, les cardinaux assemblés au conclave du Quirinal, choisirent, suivant les formes prescrites, pour successeur de saint Pierre, Jean-Marie comte Mastaï-Ferretti, cardinal-évêque d'Imola, qui prit le nom de Pie IX. Celui qui devait gouverner l'Église à une époque difficile, était né d'une famille noble à Sinigaglia, petite ville des États pontificaux sur les rivages de l'Adriatique. Il vint à Rome à l'âge de vingt-deux ans, pour y chercher son chemin dans la vie. Reçu avec bonté par Pie VII, il voulut servir dans la garde noble du Pape; c'était une noble pensée, rien n'est plus beau que de servir l'autorité à la fois la plus sainte et la plus faible sur la terre, mais la Providence avait des vues plus élevées sur le jeune cavalier. Le prince Barberini, chef de la garde noble, ne voulut pas recevoir le comte Mastaï dans son escadron à cause de sa faible santé. En effet, une attaque du haut-mal vint désoler le jeune gentilhomme qui, voyant sa carrière brisée dès le commencement, tomba en pleurant aux pieds de Pie VII. Le Saint-Père le releva et le consola en disant que Dieu veut, sans doute, l'appeler à lui par le chemin de la croix. Guéri par l'intercession de la sainte Vierge, le comte voulut lui prouver sa reconnaissance en se consacrant au ministère de l'Autel. Il étudia la théologie dans l'Académie ecclésiastique sous la direction de l'abbé Graniasi, qui le donnait comme modèle de piété

et de charité à ses condisciples en disant qu'il avait le cœur d'un Pape.

Il y avait à Rome une maison d'orphelins et d'enfants négligés, fondée par le maçon Jean Bonghi, qui accueillait les petits garçons mendiants, pour leur donner une éducation chrétienne, et pour leur apprendre un métier utile. Cet établissement avait depuis reçu des secours du Pape, et une direction ecclésiastique. Le jeune comte Mastaï s'occupait de ces enfants avant d'être prêtre, au lieu de s'adonner aux distractions de son âge; étant ordonné prêtre, il dit sa première messe dans la petite église des Orphelins, et il s'adonna avec plus de zèle encore à leur éducation. Nommé directeur de cette maison par le Pape, il demeurait dans une pauvre petite chambre de l'établissement, et il employait les revenus qu'il recevait de sa famille à subvenir aux besoins et aux plaisirs innocents de ces pauvres enfants. Il s'occupa pendant sept ans de cet humble travail, et ne le quitta que pour aller en Amérique, au grand regret des enfants, qui donnèrent à son départ des larmes amères. La jeunesse de l'abbé Mastaï ne donne-t-elle pas deux belles leçons aux jeunes gens nos contemporains? Ne point se rebuter par les obstacles qu'on trouve à l'entrée de sa carrière; faire le bien dans le cercle le plus modeste; car si Dieu a sur quelqu'un des dessins plus élevés, il saura bien le trouver, d'autant mieux que le jeune homme se tiendra plus soigneusement caché. Il est donc inutile de chercher soi-même une position élevée. Ce sont là des vérités pouvées par l'exemple de Pie IX.

L'abbé Mastaï, nommé chanoine, fut donné, comme compagnon de voyage, à monseigneur Mazi, évêque de Philippe *in partibus*, qui partait comme vicaire apostolique pour le Chili, le Pérou, le Mexique, pays qui avaient secoué la domination de l'Espagne, leur mère-

patrie, et adopté le gouvernement républicain. L'abbé Sallusti était avec eux, comme secrétaire et historien de la légation. Les voyageurs eurent beaucoup à souffrir dans la traversée; ils furent mis en prison à l'île de Majorque, par des employés espagnols qui regardaient d'un mauvais œil les relations directes de Rome avec un pays révolté. Le vaisseau fut attaqué par des corsaires, puis ballotté par un violent orage; un matelot tomba à la mer, mais il fut sauvé. En Amérique, le futur Pontife dut traverser les déserts des Pampas, en passant la nuit au milieu de ces steppes; les voyageurs trouvèrent une fois pour gîte une cabane construite avec des ossements d'animaux, qui avaient encore conservé une odeur de cadavre; ils endurèrent la faim, la soif et les fatigues réservées aux hommes vraiment apostoliques. Ils furent d'abord reçus avec enthousiasme par les peuples américains, mais les gouvernements républicains, jaloux de leur nouvelle autorité, suscitèrent tant de difficultés à la légation, qu'elle fut obligée de revenir à Rome sans avoir obtenu de grands résultats.

A son retour d'Amérique, ce premier Pape qui ait pu connaître par lui-même le nouveau monde, cette vaste province de son futur empire, ne trouva plus en vie Pie VII, son premier protecteur; mais il fut bien accueilli par Léon XII, qui le nomma gouverneur du vaste hospice de Saint-Michel au Transtevère, où les enfants apprennent les arts et métiers, où la vieillesse trouve un asile, et le vice une répression salutaire. Il déploya tant d'habileté dans l'administration difficile de cet établissement, qu'il fut nommé archevêque de Spolète. En remplissant avec zèle les devoirs de l'épiscopat, il s'appliquait à réformer le clergé, à apaiser les querelles qui s'élevaient parmi les laïques. En 1831, des révoltés s'étaient réfugiés à Spolète à l'approche de l'armée autrichienne; l'arche-

vêque arrêta les troupes étrangères, et engagea lui-même les insurgés à se soumettre à l'autorité légitime. Un espion lui montrant la liste des personnes suspectes, il jeta ce papier au feu en disant qu'un loup qui veut faire du mal aux brebis ne commence pas par prévenir le pasteur. Son cœur était rempli d'une charité ardente envers les pauvres; quand il avait dépensé son argent, il leur donnait de son argenterie.

Il est d'usage en Italie de quitter un archevêché, pour occuper un évêché plus important; en ce cas, le prélat prend le titre d'archevêque-évêque. Le comte Mastaï fut ainsi transféré au siége d'Imola; là il s'adonna également à relever le mérite du clergé au moyen des retraites spirituelles; il fonda une maison d'orphelins qui étaient donnés en apprentissage à des artisans chrétiens; il fit venir des sœurs de charité pour diriger l'éducation des jeunes filles; il établit un pensionnat pour des étudiants; sa maison, ouverte aux hommes de tous les partis, devenait une voie de réconciliation. Élevé, en 1841, à la dignité de cardinal, il revint immédiatement vaquer aux travaux de son diocèse, et loin des intrigues de cour, il s'occupait uniquement de ses devoirs de pasteur, jusqu'au conclave qui suivit la mort de Grégoire XVI.

Après deux jours d'attente et de doute, il fut élu Pape le 16 juin 1846, par une inspiration visible de la Providence, par les cardinaux qui le connaissaient peu, mais qui le respectaient comme un évêque pieux et un partisan des réformes modérées. C'est par reconnaissance pour la mémoire de Pie VII que le nouvel élu prit le nom de Pie IX.

Ce souverain pontife est un homme de prière et de travail. Il se lève de bonne heure, dit sa messe avec une haute piété dans sa chapelle particulière, et en entend

une seconde en action de grâces. Ensuite il se met au travail, qui est fréquemment interrompu par des audiences accordées aux ministres et à des particuliers, car Pie IX est d'un abord facile; il réunit la majesté d'un souverain à la bonté d'un père. Il est éloquent en italien, et parle bien le français. A trois heures, il prend seul, d'après le cérémonial des Papes, un repas frugal, et fait ensuite une promenade en voiture, dont il descend souvent pour aller à pied; il visite fréquemment les églises et les monastères, il inspecte les écoles et les hôpitaux. De retour avant le soir, il se remet au travail jusque fort avant dans la nuit, et termine par la prière et la méditation. Cette longue méditation du souverain pontife devant Dieu, est la source de sa profonde sagesse et de sa bonté ineffable.

Pie IX ne fait jamais rien à la hâte, il pèse ses actions au poids du sanctuaire, voilà pourquoi il ne se pressa pas de jeter au peuple, en montant les marches du trône, des grâces qui pouvaient être attendues. En revanche, son couronnement fut accueilli par la foule avec un peu de froideur. Mais ayant entendu l'avis d'une commission de cardinaux, nommée exprès, le Pape donna, un mois après son élection, le célèbre décret de l'amnistie. Les condamnés politiques étaient graciés par cet acte de clémence spontanée, à condition de donner leur parole d'honneur qu'à l'avenir ils seraient fidèles à leur souverain légitime. Étaient exceptés de ce bienfait les prêtres, les employés et les militaires dont le crime était plus grand; mais on pouvait espérer qu'ils recevraient avec le temps un pardon successif. Cet édit fut affiché le soir aux coins des rues; les curieux le lisaient à haute voix, à la lueur des *mœcaletti*. La nouvelle s'en répandit immédiatement dans la ville en y réveillant un enthousiasme difficile à décrire. Le peuple romain courut au Quirinal avec des

flambeaux et remplissait l'air des cris joyeux : « Vive Pie IX (*Viva Pio Nono*) », jusqu'au moment où le Pape parut au balcon de son palais pour lui donner la bénédiction. Le lendemain Pie IX allait au Monte-Citorio, à l'église des Lazaristes de Saint-Vincent de Paul, dont c'était la fête; il fut reçu avec un enthousiasme encore plus grand, tellement qu'on dételà ses chevaux pour traîner sa voiture à bras d'hommes. Cette multitude d'hommes criant, de femmes agitant leurs mouchoirs, cette vivacité italienne perçant dans les gestes et dans les regards, ces fenêtres pavoisées de dames, formaient un coup d'œil enchanteur. Dès lors commence un grand nombre de manifestations populaires qu'il est inutile de décrire une à une, car elles se ressemblaient trop. Tantôt c'étaient des bouquets de fleurs, tantôt des drapeaux, des flambeaux, des chants et la musique qui accompagnaient le peuple reconnaissant pour chaque bienfait nouveau, profitant de chaque occasion pour témoigner sa reconnaissance. La bénédiction du Pape couronnait ces scènes d'enthousiasme italien, qui étaient souvent éclairées par des feux de Bengale allumés au-dessus des écuries du Quirinal. Les hommes et les dames se paraient des couleurs papales, qui sont l'or et l'argent, ou le blanc et le jaune. La poésie, la musique et tous les beaux-arts se réunissaient pour célébrer la clémence et la gloire du pontife adoré.

C'était un beau jour pour Rome et pour toute la Chrétienté, jour de joie et de sainte ivresse, celui où le Pape était adoré par la voix unanime du genre humain. Ce jour où l'erreur hypocrite, loin de contredire les voix des Chrétiens, se joignait à elle pour célébrer l'avénement du successeur de saint Pierre, lorsque le Vicaire de Jésus-Christ recevait les hommages non seulement des catholiques fidèles, mais encore ceux des protes-

tants, des incrédules, des Juifs, des Mahométans. La splendeur de ce triomphe qui faisait voir la grandeur du souverain Pontificat, qui faisait pressentir la gloire future du trône apostolique lorsqu'il n'y aura plus qu'un pasteur et un troupeau, et la gloire infiniment plus grande qui attend l'Église triomphante dans le royaume des cieux. Ce jour a, par la joie qu'il a fait ressentir, rendu la force et la vie à toute la Péninsule italienne, qui s'est réveillée d'une grande léthargie au cri de Vive Pie IX. Mais ce calme ne pouvait être de longue durée, c'était une de ces matinées splendides qu'on voit sur les rivages de la Méditerranée, mais qui annoncent un prochain orage.

Le serpent perfide des sociétés secrètes était caché sous ces fleurs. Les manifestations populaires au Quirinal n'étaient pas seulement l'élan de la reconnaissance nationale, elles étaient aussi l'œuvre d'une conspiration ténébreuse qui voulait endormir les princes italiens par l'encens de la flatterie, et obtenir d'eux par ce moyen toutes les concessions possibles, pour tourner ensuite ces armes contre leurs bienfaiteurs. Cette tactique était également employée envers plusieurs personnages marquants qu'on élevait jusqu'aux nues, pour les précipiter ensuite du haut en bas. On voulait profiter de l'enthousiasme, de la satiété que produisent des éloges trop souvent répétés, des concessions accordées, pour renverser les trônes d'Italie. Cette conspiration de fleurs produisait les flatteries des journaux italiens, qui, trouvant un écho facile à expliquer auprès de leurs coreligionnaires ultramontains, radicaux et protestants, se mirent à chanter les louanges du Pontife. La foule impressionnable et légère répétait alors ces éloges, comme elle a redit depuis les plus noires calomnies.

Bientôt on a pu s'apercevoir que les hommes qui

allaient au Quirinal ne suivaient plus l'impulsion de la reconnaissance, mais qu'ils obéissaient à des ordres secrets; qu'ils avaient une organisation occulte et des chefs reconnus. Dès lors, on pouvait craindre sérieusement que les témoignages de gratitude ne se changeassent bientôt en exigences tumultueuses. Le Pape voyait avec peine que le pauvre peuple perdait son temps à ces promenades, et dépensait son modique salaire en solennités superflues au lieu de l'augmenter par le travail et l'économie. Voici pourquoi le Saint-Père fit publier un avis, pour engager le peuple à ne plus se rassembler d'une manière tumultueuse, et pour l'exciter à revenir au travail et à l'économie. Quant à l'argent qui était déjà recueilli pour de pareilles fêtes, il devait être employé au profit des pauvres. Ce désir paternel fut d'abord ponctuellement exécuté, mais le calme ne pouvait pas durer bien longtemps, et l'on revint de nouveau à l'ivresse des fêtes populaires. Mazzini recommandait de tenir toujours le peuple agité par des fêtes, des mensonges et des émotions nouvelles; il disait qu'on ne révolutionne pas un peuple par le calme et la vertu, mais qu'il fallait le faire sortir de lui-même pour l'attirer à soi. Le 8 septembre, on éleva un arc de triomphe, de bois recouvert de plâtre, d'une belle forme antique, sur la place du Peuple, pour le passage du Pape qui se rendait à l'église de Sainte-Marie du Peuple. Les matériaux fragiles de ce monument élégant mais peu durables étaient un véritable emblème d'un enthousiasme trompeur.

L'arc du peuple était élevé surtout par les soins d'Angelo Brunetti, nommé Ciceracchio. Cet homme du peuple, qui réunissait la force du poignet et la rudesse des manières à la finesse italienne, commença par être charretier et devint ensuite un marchand assez riche, sans quitter ses habitudes plébéiennes. Comme il était

très bienfaisant ainsi que sa femme, il s'était acquis une grande popularité. Les sociétés secrètes, dont il faisait partie depuis longtemps, profitèrent de son crédit pour en faire un tribun du peuple; Ciceracchio donnait le mot d'ordre des rassemblements; il était l'ordonnateur des fêtes, il faisait préparer les fleurs, les flambeaux, les drapeaux et tout ce qui était nécessaire pour de pareilles cérémonies; il présidait les banquets populaires qui commençaient à devenir à la mode. L'ambition et l'ivrognerie corrompirent progressivement cet homme, qui finit par être l'instrument aveugle des plus mauvais projets des conspirateurs. Les grands seigneurs et la haute bourgeoisie de Rome contribuèrent à tourner la tête à Ciceracchio. Il était de mode de l'inviter dans les palais de haut parage; on voulait s'assurer les bonnes grâces du tribun. Celui-ci eut le bon esprit de conserver le costume écourté et les allures d'un charretier, ce qui contribuait à sa force; d'ailleurs il ne possédait nullement le don de l'éloquence.

Les sociétés secrètes déployaient beaucoup d'activité pour compléter leur organisation, les clubs se tenaient dans les cafés et dans des réunions publiques et clandestines. Chaque club en avait un plus mauvais et plus bas au-dessous de lui, de manière que le premier, le cercle Romain ou des marchands, réunissait l'élite de la société, tandis que le dernier, où se commettaient d'abominables crimes et des sacriléges, touchait aux limites mêmes de l'enfer.

Les conspirations et les rassemblements des rues ne suffisaient pas pour atteindre le but que se proposait la Jeune-Italie; elle avait encore besoin d'une presse mensongère pour diriger l'opinion publique dans les voies de l'erreur. On n'avait pas, il est vrai, l'avantage d'une liberté absolue de la presse. Cette liberté, que l'opinion

démocratique de nos jours réclame comme un droit inné à l'homme, est formellement condamnée par l'Église, et notamment par le concile de Trente ; elle est de plus condamnée par l'expérience, car nous voyons que ce beau privilége a mis la France au bord de l'abîme. La liberté de la presse n'est pas plus naturelle à l'homme que la liberté de mentir en testant devant un tribunal, ou celle de faire un faux en écriture privée ; il n'est pas plus permis de corrompre l'opinion publique que d'empoisonner un grand ou un petit nombre de personnes en leur vendant un breuvage qui donne la mort. Le Pape ne pouvait donc pas dévier des lois de l'Église en accordant une liberté illimitée de la presse, mais il voulait adoucir les rigueurs de la censure. Le cardinal Gizzi, nommé secrétaire d'État par Pie IX, parce que le parti libéral l'avait souhaité pour Pape avant la dernière élection, temporisait avant de lâcher la bride au cheval fougueux du journalisme qui prend facilement le mors aux dents. Rome n'avait, du temps de Grégoire XVI, qu'un seul journal officiel et peu lu ; les actes officiels étaient affichés au coin des rues, les nouvelles passaient de bouche en bouche avec une rapidité merveilleuse : on était encore au système de l'ancien régime à l'égard de la publicité. Les candidats du journalisme, sentant un flux de paroles bouillonner dans leurs veines, obtinrent enfin l'autorisation de commencer leurs publications. La censure, adoucie par une loi nouvelle mais peu observée, devint complétement impuissante pour arrêter le débordement des paroles inutiles ou dangereuses. Le *Contemporaneo*, journal d'un grand format mais non quotidien, fondé par monsignor Gazzola, ouvrit ses longues colonnes moins au récit des faits qu'aux discussions politiques. Sterliani, rédacteur en chef de cette feuille, était un médecin sans malades

d'une petite ville de province, qui venait de quitter l'hôpital des Incurables pour entrer dans l'arène politique. Il avait appartenu depuis longtemps aux sociétés secrètes, il en avait été l'espion au service de Naples (*Riv. Rom. imparziali*, p. 149). Doué d'une prodigieuse facilité de paroles, d'une éloquence creuse, sonore et théâtrale, il n'avait nul souci de la vérité des faits; c'était d'ailleurs le double cachet de tout journalisme italien. Le lecteur s'abonne aux journaux pour y chercher les nouvelles du jour et se soucie médiocrement des raisonnements du rédacteur; au lieu d'un récit véritable d'événements contemporains, les journalistes ne lui donnent souvent qu'un vain bruit de paroles, peu de nouvelles, encore sont-elles falsifiées, car le mensonge, c'est le grand moyen de la démagogie. Les journalistes de Rome se réunissaient de nuit pour lire les lettres du chef de leur parti, et pour prendre le mot d'ordre. Là, ils se distribuaient les rôles en véritables comédiens. *Pallas* faisait quelquefois opposition au *Contemporaneo*, l'*Epoca* paraissait être d'un avis différent, mais au fond ils tendaient tous au même but. C'est là qu'on inventait les nouvelles qu'on devait donner au public, et qu'on faisait remplir les lettres blanches qu'on recevait par la poste avec timbre et cachet : les littérateurs italiens ont surpassé tous les autres dans l'art de l'invention. Ils ont commencé leur tâche par des flatteries fatigantes envers le Saint-Père.

C'était, à vrai dire, un thème facile, et pour louer Pie IX, au lieu de phrases boursouflées, ils pouvaient dire tout simplement la vérité. Les actions de ce prince apostolique étaient marquées du cachet d'une noble charité qui relevait le mérite de ses bonnes œuvres. Des preuves secrètes de sa bienfaisance, surtout envers les pauvres honteux, se faisaient jour malgré lui, et M. Ba-

leydier a eu le bonheur d'en recueillir quelques unes. C'est un enfant consolé d'avoir cassé sa bouteille de vin, c'est un homme sauvé de la ruine et du désespoir, c'est une jeune fille enlevée qu'il marie avec son ravisseur après avoir obtenu le consentement de ses parents, c'est un mourant confessé à l'hôpital par celui qui peut tout délier. L'*Histoire des guerres d'Italie* ne peut s'arrêter sur ces scènes de bonheur céleste, nous désirons qu'elles trouvent un fidèle biographe.

La gloire du souverain Pontife avait traversé les mers, elle était parvenue jusqu'au trône formidable où siége l'héritier de Mahomet. Le prince réformateur qui gouverne actuellement la nation turque, et qui a prouvé la noblesse de son caractère par l'hospitalité généreuse accordée à de malheureux et vaillants réfugiés, malgré les représentations des ambassadeurs de deux États très puissants, ce sultan était bien fait pour comprendre Pie IX et pour se rapprocher de lui. Ce rapprochement fut négocié par l'abbé Demaury à Constantinople et par le père Ventura de Rome. L'ambassadeur Chekib-Effendi vint complimenter Pie IX de la part de Sa Hautesse, en lui rappelant la reine de Saba qui était venue pour admirer la sagesse de Salomon. Le Pape reçut l'envoyé de la Porte avec le cérémonial d'honneur ; il s'entretint avec lui par le moyen du prodigieux polyglotte cardinal Mezofanti, et convint de la nomination d'un patriarche catholique à Constantinople. Ce poste élevé fut confié à monseigneur Valerga. Le sultan regardait cet évêque comme envoyé du Pape, protégeant les intérêts des sujets catholiques de la Porte. C'était un protecteur plus commode que les puissances de l'Europe qui poursuivent souvent un but politique dans la défense de leurs coreligionnaires. Cette négociation était peu agréable à la France, l'ancienne protectrice des ca-

tholiques d'Orient, que les révolutions et les guerres civiles rendent en ce moment incapable de remplir cette haute et difficile mission. Ce n'est qu'en triomphant de ses ennemis intérieurs qu'elle peut reprendre les droits de fille aînée de l'Église, en défendant les chrétiens opprimés.

Nous avons nommé le père Ventura comme négociateur avec la Turquie. Ce religieux Théatin est le prédicateur le plus célèbre de l'Italie; il est doué d'une éloquence abondante et facile, d'un organe sonore, d'une mémoire qui redit les plus longues citations des Pères de l'Église; il était connu par ses opinions libérales. La mort d'O'Connell donna à l'illustre prédicateur une occasion favorable pour manifester sa manière de voir. Le cœur du grand orateur, du grand citoyen irlandais, était transporté à Rome, un service solennel avait lieu à l'église de Saint-André della Valle. Le père Ventura s'attacha, dans son oraison funèbre, à démontrer la liaison étroite qui existe entre la religion et la liberté. La religion sans la liberté est opprimée, la liberté sans foi se change en une licence sauvage. Ce discours contenait cependant des passages trop inspirés par les passions du temps : « Malheur, s'écrie Ventura, malheur aux gouvernements qui croient pouvoir faire encore du despotisme » religieux au XIXe siècle, après la grande révolution qui » s'est opérée dans les idées! Les empereurs qui, en se » faisant chrétiens, ne voulurent pas comprendre le » Christianisme et prétendirent continuer à exercer le » despotisme païen sur l'Église chrétienne, furent aban- » donnés par l'Église. Ils tombèrent dans toutes les bas- » sesses qui firent donner à leurs règnes le titre d'his- » toire du Bas-Empire, et ils disparurent de la scène » politique du monde sans héritiers et sans successeurs. » L'Église, qui ne dédaigne point, mais qui recherche;

» qui ne méprise point, mais qui accueille et sanctifie
» tout ce qui a séve et vie, se tourna alors vers la bar-
» barie, dont les mains avaient fait justice des misères
» et des fautes de l'empire romain; elle lava sa tête avec
» un peu d'eau, oignit son front d'un peu d'huile, et en
» fit le miracle de la monarchie chrétienne. Si donc un
» jour les successeurs des chefs barbares, se laissant
» pénétrer par l'élément païen, essentiellement despo-
» tique, renonçant à l'élément chrétien, essentielle-
» ment libéral, parce qu'il est tout charité, et ne vou-
» lant plus comprendre la doctrine de la liberté religieuse
» des peuples et de l'indépendance de l'Église, qui fit
» la sécurité et la gloire de leurs ancêtres, l'Église saura
» bien encore se passer d'eux : elle se tournera vers la
» démocratie; elle baptisera cette reine sauvage, elle
» la fera chrétienne, comme elle a déjà fait chrétienne
» la barbarie; elle imprimera sur son front le sceau de
» la conservation divine; elle lui dira : Règne, et elle
» régnera. » Cette pensée du prédicateur est plus brillante que juste. Ce ne sont pas les formes de gouvernement qu'on baptise, ce sont les peuples et les rois. L'Église catholique s'accommode bien de toutes les formes de gouvernement, mais c'est la monarchie chrétienne qui est la meilleure forme de gouvernement, surtout lorsqu'elle est appuyée par la tradition historique, tandis que le despotisme et la démocratie sont des formes également païennes. La démocratie panthéiste a fait ses preuves, elle ne se montre pas plus favorable à la liberté de l'Église que le despotisme du Bas-Empire. Ce n'est donc pas à l'héroïne sauvage que l'Église ira demander sa liberté.

Les légations étrangères étaient inquiétées par le discours du père Ventura, d'autant plus que ce prédicateur éloquent était bien un peu le Saint-Père, et que

son discours n'avait pas eu d'autre censeur que le chef lui-même de l'Église. On croyait donc y voir l'expression d'une pensée officielle, sans mesurer la distance qui existe entre la complète approbation et un simple *imprimatur* accordé à un discours admirable, malgré quelques expressions hardies. Les ambassades étrangères étaient bien plus choquées par le langage d'une presse qui leur était souvent hostile et témoignait sa malveillance avec une forfanterie habituelle aux démocrates italiens. Le gouvernement pontifical ne pouvait pas réprimer la licence des journaux dont il était lui-même le premier à souffrir. Le prince Metternich voulait effrayer le Pape pour l'arrêter dans sa voie des concessions, et il fit occuper la ville de Ferrare par des troupes autrichiennes. Le cardinal-légat Ciachi protesta avec énergie. Les Autrichiens s'étaient attribué, il est vrai, le droit de tenir garnison dans la place de Ferrare, par les traités de Vienne, malgré les protestations du gouvernement pontifical; mais encore par *place* il fallait entendre la citadelle, et non pas la ville. Le prince Metternich finit par céder à la volonté du Pape. Les démocrates prétendent que l'Autriche excitait par ses intrigues la discorde dans les États de l'Église, qu'elle encourageait d'une part la résistance des rétrogrades, de l'autre les exigences de la démagogie, afin de devenir elle-même une protectrice obligée. Il est difficile de savoir la vérité à cet égard; cependant on peut observer qu'il était bien superflu de souffler un feu qui s'allumait spontanément. Le prince Metternich craignait lui-même l'agitation de l'Italie, et il se plaignait, le 2 août, à lord Palmerston, de ce que les Italiens tendent à former une république unitaire, en déclarant que l'Autriche veut défendre ses possessions. Par une seconde note, il sondait les dispositions de l'Angleterre; il obtenait la réponse de lord

Palmerston, que la Grande-Bretagne respecte les traités de 1815, qui ne peuvent être modifiés que par le consentement des parties contractantes. Mais en même temps le ministre anglais donnait un démenti à cette réponse, car il envoyait en Italie lord Minto comme agent officieux, qui a donné des espérances au parti révolutionnaire partout où il a passé. Il fut reçu avec enthousiasme par les sociétés secrètes à Rome; le peuple oubliait le chemin du Quirinal pour lui donner des sérénades. Lord Minto allait au cercle populaire et aux bureaux du *Contemporaneo;* il recevait même Cicervachio avec courtoisie, et il fit des vers pour son fils Cicervachietto.

Les journaux cherchaient toujours de nouveaux mensonges pour inquiéter le peuple romain ; les Juifs leur donnèrent un prétexte pour troubler l'ordre public. Le Pape les avait délivrés d'un tribut humiliant qu'ils payaient au commencement du carnaval; ensuite il leur avait permis de sortir de l'enceinte étroite du Ghetto, quartier de la ville coupé par des rues étroites et fétides, bordées par de hautes maisons, et qu'on fermait autrefois le soir. Les Juifs, reconnaissants, célébraient Pie IX par un cantique nouveau composé par le grand rabbin Moïse Israël Kassan, venu de Jérusalem. Le parti libéral demandait l'émancipation des Israélites, et Massimo d'Azeglio écrivit une brochure en leur faveur. Mais les conjurés soulevèrent les quartiers voisins du Ghetto qui craignaient de voir le trop-plein de la Juiverie se déverser parmi eux; il y aurait eu du sang versé si Cicervachio n'était venu faire la paix entre les Romains et les Juifs, et la cimenter par un banquet fraternel qui avait le défaut d'enseigner l'indifférence en matière de religion. Il est à remarquer que les Juifs de Rome sont inférieurs aux Romains, non seulement dans la richesse

commerciale, mais aussi pour la taille et la beauté ; ils sont de beaucoup inférieurs à leurs coreligionnaires des autres villes de l'Italie, et surtout de Livourne. Si l'on observe le développement du crédit et des richesses de la race juive dans le nord, en la comparant à son existence chétive dans la capitale du Christianisme, on arrive à la triste conséquence, qne la prospérité de la nation israélite est en proportion inverse de l'intensité de la foi chrétienne ; dans les pays où l'esprit religieux est généralement affaibli, on voit les Juifs étendre leur influence démoralisante, exceller dans les sciences et les arts, dominer les finances, forcer l'enceinte du parlement et prendre place sur le banc des ministres. Sans contester l'intelligence subtile et les vertus estimables qu'on trouve souvent dans les hommes de cette nation, on est obligé de convenir que leur influence sur les chrétiens n'est pas favorable à notre moralité; il n'est donc pas étonnant que les villes italiennes aient cherché à leur assigner des quartiers séparés.

Cicervachio a également apaisé des contestations entre les cochers du pays et les voiturins étrangers, entre les villes de Zagorolo et Palestrina; on faisait naître des disputes pour avoir l'occasion de les apaiser et pour étendre l'influence du tribun, qui même s'est mêlé de rétablir la paix entre un évêque et son troupeau : appeler le loup comme arbitre entre un pasteur et ses brebis, c'est une invention qui ne manque pas d'originalité.

Le moyen principal des conjurés était de paralyser la police : une partie d'entre eux avaient des comptes personnellement à régler avec elle; de plus, elle pouvait les empêcher de faire venir des hommes suspects et d'exécuter leur plans ultérieurs. C'est donc contre la police qu'étaient dirigées maintes accusations et calomnies. Les gouverneurs de Rome étaient souvent chan-

gés : c'était autrefois un poste que l'on conservait longtemps; on ne le quittait que pour être revêtu de la pourpre des cardinaux. Monsignor Marini fut nommé cardinal, mais Pie IX déclara qu'à l'avenir il n'y aurait plus de *posto cardinalizio*, c'est-à-dire de places donnant droit au chapeau rouge. A l'éminent et spirituel cardinal succédèrent tour à tour les monsignori Grasselini, Morandi, Savelli, sans pouvoir satisfaire le public : le premier fut accusé faussement de conspirer contre le Pape. L'agent de police Nardoni et le colonel des gendarmes Freddi devinrent l'objet de la haine populaire; mais c'est surtout contre l'espion Minardi qu'on excita la fureur plébéienne. Le mot seul d'espion éveille en nous une horreur instinctive, cependant ce métier ne devient criminel que lorsqu'il sert d'instrument à des gouvernements cruels. La police d'un gouvernement paternel et national ne mérite que l'estime, et lorsque les devoirs pénibles de cet état deviennent dangereux, comme à la guerre, l'espion devient un héros, témoin le roman de Cooper. Le fait est que Minardi fut assiégé dans une maison vis-à-vis Saint-André delle Fratte, où il s'était réfugié. Les conjurés voulaient le tuer pour allécher le lion populaire par le goût du sang. C'est en vain que le Père Ventura, la croix en main, voulait calmer le tumulte qui ne s'apaisa que dans la nuit; c'est alors que le prisonnier put être sauvé. Les bruits des conspirations étaient propagés si constamment et avec tant d'assurance, que le public finit par en être la dupe. On disait qu'un cardinal devait se mettre à la tête d'un parti réactionnaire, et que le peuple, rassemblé dans la place qui porte son nom, à l'occasion d'une fête, devait être massacré par des soldats. Il est remarquable que le moyen de fausses alarmes est toujours employé la veille d'une révolution. C'est ainsi que Marie-Antoinette était accusée de conspi-

rer avec le comte d'Artois contre le peuple français, et les gentilshommes de Galicie contre les paysans en 1846.

Les conjurés profitèrent de l'effroi général pour faire des patrouilles sans armes, et pour obtenir du Saint-Siége l'organisation de la garde civique ou nationale. Le secrétaire d'État, cardinal Gizzi, consentait à la création d'une milice civique, à condition qu'il n'y aurait dans chaque *rione* ou quartier, dont on compte quatorze à Rome, que cent ou tout au plus deux cents hommes sûrs, choisis, et commnadés par des officiers nommés par le gouvernement. La *civica*, renfermée dans ces limites, pouvait être utile au pays. Une garde pareille des *rioni* existe depuis longtemps à Rome sans inconvénient. Mais une organisation aussi restreinte de la garde citoyenne était loin de répondre aux vœux des clubs, et il était de plus en plus difficile de résister à leur influence. Le cardinal Gizzi, tourmenté par la goutte, ne pouvant consentir à donner des armes à tous, signa, il est vrai, l'édit d'organisation de la garde civique, mais en même temps il quitta les rênes du gouvernement. Il fut remplacé par le cardinal Ferretti, qui refusa d'abord d'accepter la charge de secrétaire d'État en disant qu'il était trop franc pour gouverner les hommes, mais il céda aux ordres du Pape. C'était un évêque doué d'un esprit militaire; il avait défendu son évêché de Rieti en 1830, par son courage personnel, contre les troupes insurgées; il s'était fait connaître, comme nonce à Naples, par une charité apostolique envers les pauvres, et il avait prêché la retraite aux ecclésiastiques à Rome, au commencement du règne de Pie IX, avec un grand succès. Ce cardinal prenait plaisir à visiter les quartiers de la garde civique pour l'animer d'un bon esprit, mais il ne put y réussir, à cause de l'organisation défectueuse

de cette milice dangereuse, qui aurait préservé les Romains du terrorisme du poignard, s'ils avaient eu plus de courage.

La loi du 5 juillet 1847, qui créait la civique, appelait tous les Romains et les étrangers domiciliés à Rome à faire partie de ce corps; y compris les marchands, les maîtres artisans et leurs fils, ainsi que tous ceux qui exerçaient des professions libérales. Étaient exclus les ouvriers, les domestiques, les hommes condamnés à des peines infamantes, ou connus par leur hostilité au gouvernement, clause qui fut loin d'être observée : les hommes suspects profitèrent du tumulte pour y entrer les premiers. Cette loi était humiliante pour les serviteurs qu'on mettait au niveau des condamnés; il est vrai qu'ils n'étaient pas maîtres de leur temps, mais ils ne donnaient pas moins de garantie au gouvernement que les petits boutiquiers. Ce n'est pas l'état qu'un homme exerce, ce sont plutôt ses opinions et sa moralité qui donnent des garanties de fidélité; et même, en tenant compte des relations personnelles d'un homme qui peuvent influer sur ses opinions, il est évident que le domestique d'un cardinal est moins sujet à caution qu'un marchand de vin. Si la défense était un droit commun, elle serait superflue; contre qui se défendrait-on? La défense est donc un privilége exclusif de la vertu militaire.

Lorsque tous les bourgeois sont armés, quelles en sont les conséquences? Dans le nombre, il y a toujours des hommes inquiets; on donne ainsi des armes à des fous. Ces démagogues, en temps de révolutions, prévalent par leur audace sur le grand nombre des hommes tranquilles et pusillanimes, des pères de famille qui se parent volontiers d'un uniforme, sans revêtir le courage et le dévouement militaires. Enfin, il existe encore un petit nombre d'hommes courageux et attachés au gou-

vernement, qui seraient très utiles s'ils étaient isolés des autres, mais qui sont perdus dans la foule des traîtres et des poltrons. Voilà pourquoi la garde nationale s'est montrée presque partout un instrument de trouble, beaucoup moins dans les pays où le peuple est généralement courageux, plus dans les villes où la bourgeoisie est efféminée.

En confiant ainsi le sort d'un État aux habitants d'une capitale, on commet une injustice criante envers le peuple des campagnes et des villes de province, qui sont obligées d'accepter bon gré, mal gré, toutes les décisions, de subir et de payer cher tous les caprices d'une populace corrompue. L'armée composée des recrues de tout un pays est un interprète beaucoup plus fidèle de la volonté nationale; le dévouement intelligent et muet du soldat mesure bien plus exactement sur l'échelle de l'héroïsme la popularité d'un gouvernement que ne le font les cris de la garde nationale vraiment mobile, ou l'ivresse d'une foule salariée. La garde nationale, c'est ce dont une nation doit se garder; elle voudrait se défendre que souvent elle ne saurait pas le faire. Je rends hommage à la valeur dont la garde nationale de Paris fit preuve dans les journées de juin, mais le sang qu'elle a versé alors lui aurait été épargné si sa conduite avait été plus ferme en février.

Les Italiens ont appris l'exercice de l'arme à feu et des manœuvres avec une habileté et une vitesse étonnantes, mais on n'a pu leur faire perdre l'habitude de lambiner. Lorsque le tambour d'appel se faisait entendre dans les rues, une heure se passait au moins avant qu'ils fussent rassemblés, et comme ils arrivaient lentement l'un après l'autre, une autre heure se passait avant que l'adjudant-major les eût fait placer par rang de hauteur. Ils ne pouvaient jamais avoir de place fixe, car il en

venait quelquefois plus, quelquefois moins. Lorsque la pluie venait à tomber, c'était à recommencer, vu que les gardes civiques se mettaient à couvert sous les portes et dans les boutiques voisines. S'ils craignaient l'eau, on pouvait prévoir qu'ils craindraient le feu bien plus encore. Il est vrai que les Italiens ont une peur excessive de la pluie. Ils ménageaient d'ailleurs leurs beaux uniformes; en effet, le costume de la garde civique était à la fois simple et beau : une tunique gros bleu avec parements couleur pourpre, semblable à l'uniforme prussien, mais plus longue. La tête était couverte d'un casque romain de cuir, armé de bronze doré pour les officiers. La forme de ce casque était plus belle et plus ronde que le casque pointu des Prussiens. Cette coiffure était surmontée d'une crinière rouge pour les grades inférieurs, et blanche pour les officiers supérieurs; épaulettes et boutons dorés. En Toscane, la coupe était la même, mais les parements étaient cramoisis, les épaulettes d'argent, la crinière noire. C'était dommage de gâter un pareil uniforme qui était si bien porté au Corso et au Monte-Pincio : c'est pourquoi on évitait l'eau, ce qui pour plusieurs était comme un symptôme d'hydrophobie. En revanche, on craignait peu le vin, qui était répandu avec profusion dans les quartiers de la civique accompagnant des repas de corps fraternels. Les corps de garde devinrent une école de révolte et de corruption où les conspirés enrôlaient la jeunesse romaine sous leur drapeau criminel. Et afin que l'enfance même n'échappât point à la contagion, on s'attacha à démoraliser un bataillon d'enfants nommé *Speranza*, institution qui aurait été admirable si elle n'avait pas été viciée, et qui aurait servi à exercer les Romains dès leur plus tendre jeunesse au maniement des armes, en leur inspirant l'esprit militaire. C'est ainsi que les

conjurés faisaient dévier les plus belles pensées de Pie IX de leur but primitif; il armait la jeunesse pour lui épargner les dangers de l'oisiveté, et les armes devenaient au contraire un moyen de perdition.

Les officiers subalternes de la garde civique étaient électifs, ce qui était un grand malheur; les officiers supérieurs étaient choisis par le gouvernement parmi les princes et les grands seigneurs romains, mais ils ne se montrèrent pas non plus à la hauteur de leur position. C'est donc en vain que Pie IX confia noblement sa défense, celle des cardinaux de l'Église et de l'État, à la garde civique. C'est en vain que tous les gardes civiques ont juré de défendre les lois que Pie IX avait données et celles qu'il donnerait à l'avenir. La garde nationale a diminué sans doute le nombre des crimes de la révolution romaine : les assassins furent moins audacieux, voyant le peuple armé; elle a bien pu pousser le gouvernement dans la voie des concessions, mais elle n'a pas osé le défendre dès qu'il fut obligé de s'arrêter. Courage! criait-on à Pie IX, c'est-à-dire : En avant, marchez toujours! *Ma-stai!* vous vous arrêtez! disait un calembour échappé à l'impatience.

Cependant l'illustre pontife, après avoir assuré une tranquillité provisoire par l'institution de la garde civique, mettait progressivement à exécution tous les projets de réforme qu'il avait conçus dès le commencement de son règne, et qu'il faisait examiner par des commissions bien choisies, avant d'y donner son approbation souveraine.

En premier lieu parut le *motu proprio* sur l'organisation du sénat et du conseil municipal de la ville de Rome. Le conseil était composé de cent membres, qui étaient nommés, pour la première fois, par le souverain Pontife; il devait se renouveler tous les deux ans par un

tiers sortant, par sa propre élection. Ce conseil choisissait dans son sein un sénateur et huit conservateurs, pour former le sénat romain. Un sénat n'ayant qu'un seul sénateur était une institution révolutionnaire du moyen âge; les Papes n'ont pas créé ce phénomène bizarre, ils n'ont fait que conserver religieusement une magistrature qui leur fut imposée par le peuple. Le sénat siégeait au Capitole, ce qui fit dire à un orateur d'un banquet populaire : « O peuple romain! tu as donné, il est vrai, aux Papes le Vatican, mais le Capitole tu l'as gardé pour toi. » Le fait est, au contraire, que ce sont les Papes qui ont conservé les conservateurs du peuple romain, qui n'étaient qu'une magistrature municipale. La loi nouvelle étendait considérablement les attributions du Conseil, et augmentait le nombre de ses membres. C'est le cardinal Altieri, ci-devant nonce à Vienne, qui a ouvert les séances du sénat par un discours remarquable. Son Éminence faisait observer que Pie IX avait songé le même jour à la splendeur de deux villes saintes, de l'Orient et de l'Occident, la capitale et le berceau du Christianisme, en restituant le sénat de Rome et le patriarcat de Jérusalem. C'est le vieux prince Corsini qui fut revêtu de la dignité du sénateur romain. Après avoir accordé une plus grande liberté à la capitale de ses États et de son diocèse, le Saint-Père se montra également libéral à l'égard des provinces.

Il avait déjà promis, le 19 août 1846, et ordonné, le 19 avril de l'année suivante, la convocation des députés de toutes les provinces de l'État, pour les consulter sur les affaires publiques; la loi du 15 octobre 1847 donna une existence régulière à cette Consulte d'État. C'était une ancienne institution des Papes, renouvelée et adaptée aux progrès du jour. La Consulte était présidée par un cardinal qui pouvait se faire remplacer par un

prélat. Chaque province donnait un député, Rome exceptée, qui en donnait quatre, et Bologne deux; leur nombre total était de vingt-quatre. Les communes envoyaient une liste de trois personnes aux conseils de province, qui transmettaient une liste de trois personnes au Pape, lequel choisissait l'une d'elles pour membre de la Consulte. Une fortune territoriale, industrielle ou commerciale, un grade élevé dans les sciences, un diplôme d'avocat, un emploi communal ou provincial, conféraient le droit d'être élu. Le mandat de conseiller durait cinq ans; ils étaient renouvelés tous les ans par un cinquième sortant. La Consulte était divisée en cinq sections : celles de la législation, des finances, de l'intérieur, de l'armée, des travaux publics et des prisons. Les affaires importantes étaient examinées par les sections réunies. La Consulte devait donner son avis sur tous les projets de loi, et sur les affaires temporelles du pays, sans avoir le droit d'initiative; elle était obligée d'attendre que l'affaire en question fût portée à sa connaissance par son président, ou par l'un des ministres. Vingt-quatre auditeurs, imités d'une salutaire institution de l'empire, formaient une pépinière de jeunes gens capables de servir l'État dans les emplois élevés. La loi concernant la Consulte d'État fut reçue avec une reconnaissance générale. Les conseillers furent reconduits en triomphe, de l'audience papale à l'église Saint-Pierre et à la salle de leurs séances au Vatican.

A cette première audience, le Saint-Père déclara aux conseillers d'État qu'il les avait convoqués pour connaître les besoins et les vœux de ses sujets, et qu'il entendrait volontiers leurs avis, pour consulter ensuite les cardinaux et sa propre conscience. Il avait déjà fait et il ferait encore son possible pour le bien public, sans diminuer en rien le pouvoir papal, dont il avait reçu la

plénitude en dépôt de ses prédécesseurs, pour la transmettre intacte à ses successeurs. Celui qui verrait dans ces concessions un commencement de la réalisation de ses utopies se tromperait fort. Pie IX le disait pour ceux qui, n'ayant rien à perdre, aiment la révolte et l'anarchie, et abusent des grâces qui leur sont accordées. Ces paroles sévères étaient justifiées par l'état des esprits.

Beaucoup d'hommes semblaient oublier l'Encyclique de Pie IX adressée aux patriarches, primats, archevêques et évêques du monde catholique, datée du 9 novembre 1846, et dont nous rappelons quelques passages qui se rapportent à la politique : « Aucun de nous n'ignore, vénérables frères, que dans nos temps déplorables, une guerre acharnée et terrible est déclarée contre toute la catholicité par des hommes réunis entre eux en une société impie, qui ne souffrent pas la saine doctrine, détournent leurs oreilles de la vérité, tirent des ténèbres tous les spectres d'opinions hétérogènes, et cherchent de toutes leurs forces à exagérer, à divulguer et à répandre les erreurs... Vous connaissez bien, vénérables frères, les autres monstres d'erreurs et de fraudes par lesquelles les enfants de ce siècle cherchent à combattre la religion catholique, la divine autorité de l'Église et ses lois, ainsi qu'à fouler aux pieds les droits de tout pouvoir sacré ou civil. C'est à cela que tendent les machinations iniques contre cette chaire romaine du bienheureux Pierre, que le Christ établit comme fondement inexpugnable de son Église. A cela, ajoutez ces sectes secrètes sorties des ténèbres pour détruire les républiques et les choses sacrées, et condamnées par les Pontifes romains nos prédécesseurs, par des anathèmes renouvelés dans leurs lettres apostoliques, que nous confirmons par la plénitude de notre puissance apostolique

et que nous vous ordonnons d'observer... C'est à ce but que tend la doctrine illicite du communisme, ainsi nommée, très contraire au droit naturel, qui, une fois admise, renverserait les droits, les choses et propriétés de tous, et toute la société humaine; à cela, les menées ténébreuses de ceux qui, revêtus de la peau d'agneau, mais qui intérieurement sont des loups ravissants, s'insinuent avec les apparences trompeuses d'une piété plus pure, d'une vertu et d'une discipline plus sévères; qui surprennent doucement, étouffent mollement, et tuent secrètement, qui éloignent les hommes de l'observation de tout culte religieux, qui tuent et dévorent les brebis du Seigneur. C'est enfin au même but, pour passer d'autres choses qui vous sont bien connues, que tend cette terrible peste de tant de volumes et libelles qui circulent de toutes parts et enseignent la voie du péché, composés avec adresse, pleins de mensonges et d'artifices, disséminés partout avec des frais immenses, pour la perte du peuple chrétien, répandant de tous côtés des doctrines empoisonnées, dépravant surtout les âmes et les esprits inconsidérés, et faisant les plus grands torts à la religion. Par ce débordement d'erreurs rampantes, par cette licence effrénée de pensées, de paroles et d'écrits, les mœurs sont dépravées, la très sainte religion du Christ est méprisée, la majesté du culte divin est combattue, les pouvoirs du siége apostolique sont mis en question, l'autorité de l'Église est assiégée et réduite en un vil esclavage, les droits des évêques sont foulés aux pieds, la sainteté du mariage est violée, le joug de toute autorité est secoué; et tant d'autres dommages de la république chrétienne et civile, que nous sommes obligé de déplorer avec vous, vénérables fréres..... Mais, comme c'est une grande piété de découvrir les secrets des impies, et de combattre en eux le démon qu'ils servent

(saint Léon, *Serm.* VIII, c. 4), nous vous prions et vous conjurons de découvrir au peuple fidèle de toute manière les diverses ruses, tromperies, erreurs, fraudes et machinations des hommes pervers, et de l'éloigner des livres empoisonnés, en l'exhortant assidûment à fuir les sectes et sociétés impies, comme un serpent venimeux, et d'éviter avec soin tout ce qui peut s'opposer à l'intégrité de la foi, de la religion et des mœurs..... Tâchez aussi, de toutes vos forces, d'obtenir, vénérables frères, que les fidèles suivent la charité, cherchent la paix, et pratiquent attentivement les œuvres de paix et de charité, en éteignant les disputes, les inimitiés, les rivalités et les jalousies; que tous s'aiment d'un amour mutuel, qu'ils soient parfaits dans un même sentiment, dans une même opinion; qu'ils sentent, disent et pensent la même chose avec unanimité en Notre-Seigneur Jésus-Christ. Tâchez d'inculquer au peuple chrétien l'obéissance et la sujétion dues aux princes et aux pouvoirs légalement établis, lui enseignant d'après le conseil de l'Apôtre, que tout pouvoir vient de Dieu, et que ceux qui résistent au pouvoir résistent à l'ordre établi par Dieu, et attirent sur eux la damnation, et c'est pourquoi personne ne peut violer le précepte de l'obéissance au pouvoir, à moins qu'on n'ordonne quelque chose de contraire aux lois de Dieu et de l'Église..... Nous espérons qu'à l'avenir nos très chers fils en Jésus-Christ, les princes, se rappelant par leur piété et religion, que le pouvoir suprême leur est donné non seulement pour gouverner le monde, mais surtout pour défendre l'Église (saint Léon, *Lett. à l'emp. Léon*), et que traitant la cause de l'Église, nous traitons en même temps celle de leur royaume et de leur salut, afin qu'ils jouissent tranquillement de la juridiction de leurs provinces (saint Léon, *Lettre à Théodas*); nous espérons que par leur aide et

autorité, ils favoriseront nos vœux, écouteront nos conseils et seconderont nos travaux communs, et qu'ils défendront la liberté et l'intégrité de l'Église, afin que la droite du Christ défende leur empire (saint Léon, *ibidem*). »

Les démocrates ne tenaient pas compte de l'Encyclique ni des autres paroles du souverain Pontife, qui étaient contraires à leurs projets, et faisaient croire que Pie IX favorisait leurs desseins. Dès lors, ils assiégeaient le Quirinal de leurs agents secrets, interceptaient les pétitions, et empêchaïent les audiences qui leur portaient ombrage. Les vœux des catholiques suisses du Sunderbund n'ont pu parvenir au pied du trône pontifical; deux prêtres envoyés par les cantons fidèles n'ont pu franchir le seuil du Quirinal, qui naguère était accessible à tous. Le triomphe de la démagogie sur les catholiques fut célébré, comme une fête, par les démocrates romains; ils allèrent, la torche en main, féliciter le consul suisse de la victoire des protestants. Le journal, il est vrai, blâma cette manifestation impie. Il ne s'agissait pas de liberté dans la république suisse, ou plutôt c'est la liberté religieuse qui fut foulée aux pieds par les sociétés secrètes. Mazzini vint de Londres à Berne, Heildren le suivit; un congrès de conjurés y fut convoqué, congrès dont les suites furent bientôt visibles.

La fin de 1847 fut employée par Pie IX à compléter l'édifice de ses institutions politiques par l'organisation du conseil des ministres; cette loi parut le 29 décembre. Jusqu'à présent, le pouvoir était partagé entre diverses personnes ou congrégation, n'ayant aucun lien entre elles. Le secrétaire d'État s'occupait des affaires importantes séculières et spirituelles, étrangères ou intérieures. Une congrégation du *Buon Governo* veillait à l'intérieur; le gouverneur de Rome était ministre de la

police. Monsignor président des armes avait le portefeuille de la guerre. Ce chaos fut débrouillé par le *Motu proprio* en question, qui établit neuf ministères : Affaires étrangères, Intérieur, Instruction, Justice, Finances, Commerce (agriculture, industrie et beaux-arts), Travaux publics, Guerre, Police. Les attributions et devoirs respectifs des ministres étaient strictement fixés; les affaires importantes étaient portées au conseil des ministres, qui était entouré, de même que la Consulte d'État, par de jeunes auditeurs, ecclésiastiques ou civils, dont on exigeait le diplôme de docteur en droit.

Les institutions que Pie IX avait accordées à son peuple suffisaient pleinement aux besoins et au bonheur des Romains; en leur donnant une pépinière de jeunes gens instruits dans les affaires publiques, elles leur préparaient un avenir encore plus prospère. Heureux s'ils avaient pu s'arrêter à ce degré de développement politique qui convenait à la fois à la souveraineté indépendante de l'Église et à la véritable liberté du peuple romain! Malheureusement l'époque des réformes coïncidait avec celle des révolutions. L'année fatale de 1848 approchait; une révolution en Sicile et des troubles à Naples obligeaient le roi à donner une constitution pareille à la Charte de 1830. Ainsi, ce prince, qui blâmait auparavant les réformes de Pie IX, les dépassa ensuite en appelant un peuple peu éclairé à la vie parlementaire. Le roi de Sardaigne et le grand-duc de Toscane suivaient son exemple; il était difficile que le Pape, qui avait donné le premier mouvement à la liberté de l'Italie, se laissât dépasser par ses voisins. Dès lors il fit examiner mûrement un projet de constitution pour les États de l'Église.

La ville éternelle était minée par une fièvre révolutionnaire qui se manifestait par de fréquents symptômes,

et l'ingratitude des Romains augmentait dans la mesure des bienfaits de l'auguste souverain. Le 1er janvier, le gouvernement avait pris quelques mesures de précaution, motivées par les rapports reçus concernant l'état de la ville. Les conjurés se trouvèrent offensés de ces justes soupçons; ils firent agir le prince Corsini, sénateur de Rome, qui obtint que Pie IX donnât au peuple une preuve de confiance, en faisant une promenade publique au Corso. La joie que cette nouvelle répandit fut troublée par des cris sinistres : « A bas la police ! à bas les Jésuites ! Mort aux rétrogrades ! » Derrière le Saint-Père se plaça Cicervachio, portant une inscription et proférant les cris indécents de : « Courage, Saint-Père, le peuple est avec vous ! » Le 10 février, Pie IX fit paraître une proclamation pour rappeler ses bienfaits, pour engager le peuple à la tranquillité, et calmer les terreurs paniques qu'on semait à dessein : Fermez les oreilles aux cris proférés par des hommes inconnus. Qu'avez-vous à craindre, Italiens, tant que la concorde, sans violence, réunit les peuples et les princes? Vous avez deux cents millions de catholiques prêts à défendre l'Église. Le 11 juillet, le Saint-Père convoqua les chefs de la garde civique, et leur demanda s'il pouvait compter sur eux, et, sur leur réponse affirmative, il leur confia, vu les dangers croissants, sa personne, les cardinaux, la vie et la fortune des citoyens, le maintien de l'ordre et de la tranquillité. Il donna l'espoir d'une constitution, mais il déclara en même temps qu'il ne recevrait les conditions de personne, et que s'il était abandonné par ceux qu'il avait tant aimés, et qu'il avait comblés de tous les bienfaits possibles, il aimerait mieux se confier à la Providence, qui certainement ne lui ferait pas défaut. Le même jour, le peuple s'étant rassemblé aux portes du Quirinal, un certain Andreis s'écria : « Plus de prêtres au gouvernement ! »

Le Pape répondit, avant de donner sa bénédiction : « Les cris des hommes inconnus et peu nombreux..... je ne puis, ne dois, ni ne veux les entendre. » Il bénit le peuple à condition qu'il serait fidèle, et les cris du peuple confirmèrent cet engagement. La garde civique fit serment de fidélité par écrit. Le 20 février, elle fut rassemblée en armes dans une vaste cour du Vatican ; la voix solennelle du Pontife se fit entendre à cette foule armée, pour la confirmer dans l'esprit de ses devoirs... Ce fut en vain. Le manque de courage devait produire le parjure.

En attendant, le bruit de la révolution sicilienne remuait violemment la partie du peuple qui était à la solde des clubs. Sur un avis du sénat, la ville fut illuminée en honneur de Palerme. Une foule vénale se mit en marche vers le Capitole. Un homme pâle et barbu, aux cheveux en désordre, s'élança sur le cheval de bronze, et mit un drapeau italien (rouge, vert et blanc) dans la main de Marc-Aurèle, en criant : « Vive Pie IX ! Vive la constitution ! » C'est ainsi qu'un empereur païen tenait le drapeau d'une démocratie païenne. Dès ce moment, la cocarde tricolore remplaça les couleurs du Pape ; elle fut exigée par la police des clubs, qui, placée aux portes des cafés, attaquait les passants qui ne portaient point cet emblème équivoque.

Ce fut la nouvelle de la révolution du 24 février qui mit le trouble dans Rome, comme dans l'Europe entière, ainsi qu'une étincelle électrique. Cette nouvelle réjouit les aveugles, et doubla l'audace des conjurés ; ils allèrent féliciter le club français au palais Mignanelli ; ils voulurent arracher les insignes de la monarchie de Juillet du palais Colonna, siége de l'ambassade, mais le comte Rossi, prévenu par le comte Rampon, les fit enlever.

Pendant ce temps de trouble, la commission de la

constitution avait achevé ses travaux hérissés de grandes difficultés. Il est vrai que la sainteté de la personne souveraine, qui est une fiction nécessaire dans toute constitution, devenait presque une réalité à Rome, ce qui simplifiait de beaucoup la question. Mais, d'autre part, la puissance du Pape ne pouvait pas être limitée, pour n'être pas obligée à des actes contraires à la foi et à la morale chrétienne, et pour n'être pas arrêtée et liée dans le développement des actes et des institutions qui en découlent. Un parlement à Rome ne pouvait être autre chose qu'un conseil partageant avec le gouvernement le droit de l'initiative, qui pouvait servir à faire connaître au souverain Pontife les vœux de ses sujets, mais sans pouvoir le forcer à se plier à leur opinion, s'il ne la trouvait pas juste. La seconde difficulté, c'étaient les cardinaux, princes de l'Église, électeurs du Pape et ses conseillers naturels. Le Père Ventura proposait que les cardinaux remplaçassent la chambre haute du parlement, il appuyait son avis par des raisons plausibles : la dignité spirituelle des cardinaux était homogène avec le pouvoir suprême du Pape; l'influence des cardinaux comme électeurs du souverain Pontife, leur dignité éminente, égale aux princes du sang, leur importance réelle dans le gouvernement spirituel et temporel, en faisaient l'intermédiaire naturel entre le peuple et le Roi-Pontife. C'est une aristocratie réelle et légitime, qui ne s'appuie ni sur la naissance, ni sur la fortune, mais sur le mérite et les vertus, qui n'exclut ni les grandes familles, ni les riches, ni les pauvres fils du paysan; elle a une influence véritable dans le pays; ce n'est pas une imitation de l'étranger, mais une institution catholique et italienne, conforme à l'histoire et aux besoins du pays. A ces raisons on peut répondre que la chambre des cardinaux existe, et qu'il n'était pas nécessaire de la

créer; on craignait d'abaisser la dignité antique et vénérée des princes de l'Église, en la mêlant aux haines, aux passions et aux événements passagers du jour. On ne voulait pas mettre la sagesse d'une chambre aussi haute en contradiction avec les vœux turbulents d'une assemblée populaire, et la pensée du Père Ventura ne fut pas agréée.

La constitution romaine, ou plutôt le statut fondamental pour le gouvernement temporel des États de l'Église, parut le 14 mars 1848, et aplanit avec bonheur les difficultés théoriques de la question. Le pouvoir absolu du Pape était exprimé dans le préambule, mais peut-être d'une manière trop peu explicite. Les cardinaux formaient un sénat indivisible de la personne du Pontife souverain, et ne comptaient pas dans les chambres politiques. Il était interdit aux chambres de se mêler des questions religieuses et morales. Le pouvoir délibérant en matière de législation était confié à deux chambres : le haut conseil (*alto consiglio*), composé de membres nommés à vie par le Pape; et le conseil des députés choisis par le peuple. Pour être électeur, il fallait payer 12 scudi, ou 64 francs d'impôt, être employé d'une commune, ou avoir un grade scientifique. Pour l'entretien du Pape, des cardinaux, de la Propagande et de tout le gouvernement de l'Église, y compris les légats à l'extérieur, pour la garde, la cour et les palais apostoliques, une faible somme de 600,000 scudi était inscrite au budget. La censure politique était abolie, en conservant seulement la censure ecclésiastique.

Les Romains n'ont su ni observer ni défendre cette constitution éminemment libérale. Ils l'ont laissé déchirer par l'anarchie. La liberté politique a toujours été le privilége de la loyauté et du courage; elle n'a jamais été le prix de la lâcheté et du parjure. Pour conserver

la liberté, il faut savoir la défendre contre la licence. Les Romains ont vérifié la prédiction d'une pieuse et pauvre femme, Anna-Maria Taigi, qui annonça de grands malheurs, si les hommes n'étaient pas reconnaissants pour les bienfaits du Saint-Père.

En effet, au lieu de jouir en paix des faveurs du ciel, les Romains ont fait usage de leur liberté pour persécuter ceux de leurs compatriotes qui étaient obligés par leurs vœux à une vie plus parfaite, et dont les hautes vertus et le zèle apostolique ont toujours excité la haine de l'hérésie et de l'impiété. Je veux parler de l'ordre célèbre des Jésuites, qui paraît être constamment le poste avancé de la religion et de l'ordre social. Les révolutions de 1793 et de 1830 ont commencé par l'expulsion des Jésuites, la révolution de 1848 ne pouvait agir autrement. Ce n'est pas l'influence politique de ce grand ordre, si faible de nos jours, qui pouvait motiver les haines des conjurés, c'est un motif plus intime. La sainte vertu de l'obéissance que la compagnie de Jésus professe avec héroïsme, et qui lui est enseignée par l'admirable lettre et les exercices de saint Ignace, est diamétralement opposée à l'obéissance passive que les conjurés exigent de leurs adeptes pour le renversement de l'édifice social. Les démons qui inspirent les sectaires, au point que plusieurs d'entre eux sont liés par l'infâme serment de leur livrer l'âme pour l'éternité, et portent des chaînes ou d'autres signes de cet esclavage infernal; les esprits des ténèbres ne se trouvent pas à l'aise tant qu'ils sont comprimés par la présence des Jésuites, et c'est là le véritable motif de leur expulsion. En effet, ce sont les hautes vertus qui enchaînent le crime bien plus que les moyens matériels, tandis que c'est la corruption des mœurs et d'autres forfaits qui déchaînent l'orage des révolutions. Ce n'est pas seulement par eux-mêmes

que les Jésuites combattent le génie du mal, c'est aussi par leur influence sur les chrétiens. On prie beaucoup dans leurs églises, on se confesse et l'on communie souvent; or, c'est la grâce des sacrements qui détruit les péchés des hommes et absout des peines qu'ils entraînent, ce qui ne fait pas l'affaire des impies. C'est pourquoi une violente persécution contre les Jésuites fut déclarée dans toute l'Italie. Un écrivain célèbre, l'abbé Gioberti, eut le malheur d'y contribuer puissamment par son long pamphlet, *Il Gesuita moderno*. Gioberti fut porté aux nues. Le Pape Clément XIV retrouva également une popularité d'outre-tombe à cause de sa bulle de dissolution des Jésuites, et la foule soldée criait: *Viva la maglie di Ganganelli*, au lieu de *la bolla di Ganganelli*, ne sachant pas de quoi il s'agissait. A Gênes, un avocat de leurs ennemis eut l'infamie de jeter dans leur jardin un enfant trouvé mort; le même homme apporta sous son manteau des effets de femmes et d'enfants nouveaux-nés, qu'il jetait des fenêtres à la foule indignée pendant le pillage du monastère. Ces religieux avaient pris la fuite; le gouvernement de la ville les entassa à fond de cale. Les Jésuites furent également chassés de Naples, de Sardaigne et de toutes les villes d'Italie, ayant à subir partout une foule de mauvais traitements. Ils n'eurent pas un meilleur sort à Rome, dans la capitale du Christianisme. Les jeunes impies criaient à haute voix qu'ils ne voulaient pas épouser les jeunes filles qui se confessaient chez les Jésuites, et ils insultaient les femmes qui se rendaient au Gesu. Ils en vinrent jusqu'à se jeter sur un prédicateur qui avait le malheur de leur déplaire, et peu s'en fallut qu'il ne fût mis à mort.

La conduite des radicaux italiens fut blâmée même par des personnes d'une religion différente. En Amérique,

l'expulsion de cet ordre souleva une véritable indignation. Le docteur Browston, un des premiers publicistes des États-Unis, flétrit, dans sa *Revue de New-York*, l'infamie des faux démocrates italiens, qui privent violemment de la liberté, et condamnent à l'exil des hommes inoffensifs et dévoués à la religion. Au fond, la haine contre les Jésuites n'est que la haine contre la religion.

Daniel Bartoli cite dans la Vie de saint Ignace sept causes de persécution contre cet ordre : 1° L'ignorance des choses, qui fait suivre l'opinion du premier venu; 2° la lecture des livres contre la Compagnie et les jugements erronés formés d'après ce qu'on lit; 3° la mauvaise vie qui fait haïr et regarder comme ennemis ceux qui s'y opposent; 4° les défauts de quelques uns attribués injustement à tous; 5° qui vit mal croit et pense que tous sont comme lui; 6° émulation et jalousie; 7° la méchanceté des apostats chassés pour leurs déréglements. La permanence de ces causes, qui se renouvellent sans cesse, ont toujours produit les mêmes effets. Ces raisons ne suffisent ni pour légitimer ni pour excuser la rage des ennemis de l'ordre. Il en est une autre. C'est la somme d'impopularité amassée par la haine des protestants et des sociétés secrètes, par le moyen de la calomnie, dont il reste toujours quelque chose. L'accumulation des calomnies, bien autrement considérable que celle de la fable du Juif-Errant, rassemblée par le temps et portant ses fruits, faisait dire à Mazzini que la haine du nom de Jésuite est une arme puissante pour les socialistes. Les sectaires ne manquèrent pas de profiter de cette arme; ils appelèrent du nom de Jésuites tous les catholiques fervents, tous ceux qui leur déplaisaient, ou ceux dont ils enviaient les places. On nomma Jésuites les employés, les juges, les ministres connus par leur dévouement à l'ordre public; les souverains mêmes

n'échappèrent pas à cette étrange dénomination. Charles-Albert, le héros, l'épée de l'Italie avant la guerre, fut, après la défaite, doublement Jésuite. Gioberti lui-même, qui avait compilé tous les libelles et les pamphlets pour en faire un en huit volumes contre la Compagnie, fut proclamé Jésuite le jour où il voulut s'arrêter dans la voie révolutionnaire. On appela Jésuitisme tout ce qu'il y avait de plus fervent, de plus noble dans la religion catholique; l'exercice de toutes les vertus, la fréquentation des sacrements, le culte de la sainte Vierge, la vénération des reliques, le concile de Trente, tout fut convaincu de jésuitisme; tous les cardinaux en furent accusés, tous les bons catholiques en furent soupçonnés. Furent exceptés de cette dénomination seulement ceux qui vivaient dans une indifférence absolue, ou qui proféraient le nom de la religion pour en faire le manteau de pensées politiques et sociales. Or, telle était l'horreur qu'on attachait au nom de Jésuite, que bientôt il suffit de ce mot pour tuer des hommes innocents, sans les entendre. Et cependant, malgré la toute-puissance du gouvernement révolutionnaire, malgré la peine que ces agents se donnèrent pour justifier leurs calomnies, jamais ils ne purent réussir à prouver, ni même à constater aucun crime, pas même un vice, pas même une faute contre la Compagnie.

Sans doute, les Jésuites ne sont pas infaillibles; au Pape seul appartient ce privilége unique. Ils ne sont pas non plus impeccables; ils peuvent avoir quelques défauts individuels, et quelques défauts communs à l'ordre. Ne pouvant, sans être aveugles, s'empêcher de reconnaître leur supériorité, quoique élevés cependant à l'école de l'humilité, ils peuvent facilement concevoir de leur propre ordre un sentiment d'estime, peut-être trop exclusif, sans être exagéré. Ils ont trop cherché

le monopole dans l'enseignement, qui, étouffant une émulation nécessaire, leur était aussi nuisible qu'à leurs compétiteurs. S'ils n'ont pas d'égaux dans la conduite morale et religieuse de la jeunesse, leurs systèmes scientifiques laissent quelque chose à désirer. Trop attachés aux auteurs de leur ordre, trop occupés d'auteurs classiques dans l'éducation de la jeunesse et négligeant les Pères de l'Église, ils ont secondé par leurs études la renaissance du paganisme qu'ils combattaient dans la chaire de vérité. Confesseurs d'une prudence consommée, quoique ne poussant pas assez les hommes du monde à l'exercice des vertus héroïques, ils n'ont pas toujours brillé par la simplicité de la prédication apostolique. Ils ont formé les meilleurs théologiens, tels que Perrone; ils ont produit le plus profond philosophe de nos jours, le père Tapparelli, frère d'Azeglio; mais ils ont négligé l'histoire. Il est impossible à un homme aussi bien qu'à un ordre de tout savoir et d'exceller dans tout. Il est à espérer que nous verrons de nos jours refleurir les anciens ordres religieux qui depuis quelque temps faisaient semblant de dormir. Les frères Prêcheurs se relèvent avec éclat; les Mineurs, les Minimes, les Bénédictins rayonnent d'une ancienne splendeur. De nouveaux ordres surgissent, comme les Ligoriens, les Trappistes, les Passionistes. Mais en attendant, il reste bien avéré que dans les derniers siècles les Jésuites ont été l'ordre le plus exemplaire, le plus instruit, le plus utile à l'Église; et par conséquent le plus haï, le plus calomnié par les ennemis de Dieu et des hommes. On traite les disciples comme on a traité le divin Maître; le monde hait ceux qui ne lui appartiennent pas. Mais bienheureux ceux que l'on persécute et que l'on calomnie. Ils en seront abondamment récompensés.

On voulait donc chasser les Jésuites de Rome, comme de toute l'Italie. La populace venait avec des torches, en chantant le *Miserere* et le *De profundis*; elle voulait briser la porte du couvent, et détruire par le fer et le feu un Ordre incommode. Mais parmi la civique, il se trouva quelques hommes courageux qui suffirent, grâce à Dieu, pour protéger des hommes sans défense. Monsignor Mérode, Belge, beau-frère du comte de Montalembert, voit en passant une inscription : « A louer, » qu'on collait aux murs du monastère; il arrache ce papier en disant : « C'est une lâcheté ! » Les habitants du Transtevère vinrent s'offrir au père général pour défendre son Ordre, mais le père Rootham refusa poliment leur secours, en disant que les Jésuites, habitués aux persécutions, ne veulent d'autre défense que la loi commune, et qu'en aucun cas ils n'accepteront des vengeurs. Cependant les braves Transtévérins se rendirent au café des Beaux-Arts, un des siéges habituels de la démagogie, et ils auraient fait boire une tasse de café bien amer aux habitués de ce mauvais lieu, si ceux-ci, prévenus à temps, n'eussent pris la fuite. Le dévouement des bons Transtévérins n'étant pas accepté, se refroidit, et finit par la résignation. Le Pape répondit aux calomnies semées à profusion contre les Jésuites en leur donnant des preuves d'estime et d'affection : il visita le collége Romain le jour de la Saint-Louis de Gonzague, et donna lui-même la très sainte communion aux enfants. Il alla au Gesu le premier jour de l'an 1848, et c'est alors qu'il fut pour la première fois mal accueilli dans les rues de sa capitale. Il publia un *motu proprio* en l'honneur de l'Ordre; mais voyant qu'il n'avait pas assez de force pour le protéger contre les attaques des méchants, il lui donna le conseil de se soustraire à ces persécutions par un exil volontaire. Ce conseil fut suivi, et les Jésuites

lui doivent la vie; car s'ils étaient restés à Rome du temps de la république, ils auraient sans doute souffert le martyre. Mais la conspiration, débarrassée de la présence importune de ces moines pieux, continua plus hardiment l'œuvre de la destruction.

CHAPITRE V.

SOULÈVEMENT DE LA SICILE.

Les bons comme les mauvais fruits mûrissent plus vite au midi. Dans cette terre volcanique qui réunit l'ardeur italienne à la mobilité des colonies de la grande Grèce, où Charybde et Scylla entretiennent une révolution éternelle dans les eaux de la mer, dans les montagnes sauvages de la Calabre, féconde en brigands et en héros, commença à se produire le feu révolutionnaire couvé depuis longtemps par la Charbonnerie; c'est de là également que sortira plus tard le grand homme qui rétablira l'ordre divin sur la terre.

Le 1er octobre 1847, une émeute insignifiante éclata à Messine, le lendemain un mouvement plus prononcé se manifesta à Reggio, sur l'autre bord du détroit; mais comme ce signal de révolte était prématuré, il ne rallia pas toutes les forces de la conspiration. Les révoltés gagnèrent les montagnes; mais, ne trouvant pas d'appui dans la contrée, ils se dispersèrent volontairement, un grand nombre se présenta spontanément devant les tribunaux politiques. Les jugements ne furent pas trop sévères, puisque, d'après un auteur partial et hostile au

gouvernement, sur treize cents prisonniers, soixante seulement furent condamnés, vingt et un à la peine de mort, mais neuf seulement furent exécutés. Malheureusement, on prétend que les décrets des tribunaux ne furent pas toujours aussi justes, et l'innocent souffrit quelquefois au lieu du coupable, ce qui est un grand malheur; malheur difficile à éviter dans la foule des procès, mais qui, par manque de lumières ou d'intégrité dans la bureaucratie, entraîne souvent pour le pays les châtiments du ciel. Rien de moins fondé que les griefs des Siciliens contre le gouvernement de Naples. Ils invoquent une loi de Ferdinand III, qui promet que le roi ni ses descendants n'abandonneront pas le royaume de Sicile; mais ce royaume se composait alors de l'île et d'une partie du continent. Ils se plaignent de ce que la constitution de 1812 ne fut pas maintenue; cette loi, imposée par l'Angleterre, fut aussitôt abolie sans que personne eût alors réclamé. La Grande-Bretagne se contenta de recommander au gouvernement ses protégés qui obtinrent des emplois dont ils furent satisfaits. Au lieu d'une constitution exotique, la Sicile obtint des conseils provinciaux ayant le droit de délibération, de pétition et de plainte contre les abus des employés; ces conseils étaient sûrs d'être entendus toutes les fois qu'ils avaient raison.

Assimilée en tout au royaume de Naples, depuis 1817, la Sicile obtint tous les bons résultats de la révolution française, sans en avoir éprouvé les graves inconvénients. Elle eut l'égalité en matière civile et criminelle; la justice féodale fut abolie; les lois françaises furent promulguées. L'île fut divisée en sept districts, d'après les plans de l'astronome Piazzi; une administration uniforme, dirigée par les intendants et sous-intendants et contrôlée par les conseils provinciaux, fut étendue

sur la Sicile. Il y avait beaucoup de tolérance, quant à la presse. Il n'y avait point de conscription. La Sicile payait moins d'impôts que Naples, notamment sur l'enregistrement, le timbre, le sel, la poudre, les cartes à jouer. Le gouvernement fonda les universités de Palerme et de Catane, les académies de Trapani et de Messine. Depuis l'avénement du roi actuel, Ferdinand II, cette province fit des pas de géant. Le roi commença par donner l'amnistie; il réorganisa les tribunaux et rétablit l'économie dans les finances, tout en allégeant les impôts et ne négligeant rien d'utile au pays. Un réseau de routes fut étendu sur l'île, la navigation fut encouragée avec grand succès, les bateaux à vapeur multipliés, des écoles primaires et secondaires, des académies, des lycées furent fondés, l'université de Messine instituée, les autres universités furent augmentées. Des écoles de navigation à Messine, à Palerme et à Trapani, furent établies. Les beaux-arts eurent aussi leurs encouragements. Le roi visitait la Sicile deux fois chaque année.

En 1822, la Sicile fut séparée du continent, quant à l'administration; mais comme les employés insulaires donnaient lieu à beaucoup de plaintes, en 1837 on rétablit la fusion: des Napolitains obtinrent des emplois dans l'île, tandis que les Siciliens en obtinrent sur le continent. Mais cette fusion était tout à l'avantage des insulaires; car toutes les fois qu'un Napolitain obtenait un emploi en Sicile, un Sicilien en obtenait un pareil sur le continent, et, de plus, ils étaient mieux gouvernés. L'exportation, encouragée, s'éleva à 4,400,000 livres sterling, dont la majeure partie en soufre, soie et vins, tandis que l'importation n'était que de 2,300,000 livres sterling, et le nombre des négociants s'accrut de 1 à 3. Le seul tort du roi était de traiter les Siciliens avec trop

de bonté, notamment ceux qui étaient dans l'opposition, espérant toujours gagner leur affection. Mais l'esprit d'opposition, stimulé par l'indulgence du gouvernement, résolut la révolte contre le roi, sous prétexte d'une indépendance à laquelle la Sicile n'a aucun droit, ayant presque toujours formé un tout avec Naples, et n'ayant point de nationalité séparée.

L'aurore du 12 janvier 1848 commença à poindre à Palerme. Un petit nombre de conjurés, ou d'hommes appelés par les proclamations, qui annonçaient publiquement que l'insurrection éclaterait ce jour-là si le roi n'accordait pas la constitution de 1812, commencèrent à se réunir dans les rues désertes de la ville; ils étaient sans armes et obligés de les quêter de porte en porte, dans des maisons bien fermées. Rien de plus facile alors que de disperser soixante-quinze hommes mal armés et de s'emparer du gouvernement improvisé à la Fiena-Vecchia. Le général Majo, prévenu que la révolution éclaterait le jour de la fête du roi, ne s'opposa pas à l'émeute en attendant des ordres de Naples. L'inaction de l'armée donna des forces à l'émeute. Le prince Majo, le général Vial, entre lesquels avait régné jusque-là une mésintelligence funeste, réconciliés alors par le danger commun, et de concert avec d'autres officiers réunis en conseil de guerre au château, prirent l'étonnante résolution de se borner à la défense des positions militaires. Le colonel suisse, Gros, reçut l'ordre de bombarder la ville avec les pièces du château de Castellamare dont il était le commandant. Ce feu ne fit qu'aigrir les esprits, et cessa bientôt, sur la demande des consuls étrangers. Un transport d'argent du gouvernement, intercepté le soir, accrut les forces des révoltés. Le lendemain, quelques centaines de montagnards vinrent grossir les rangs des insurgés. Les bri-

gands de la contrée vinrent aussi offrir à la révolution leurs services, qui furent acceptés de bonne grâce. Dès lors, Scordato et d'autres bandits devinrent de fermes appuis de l'insurrection. Cependant de pareils auxiliaires ne devaient pas inspirer grande confiance aux masses, pas plus que les conspirateurs obscurs qui avaient commencé l'émeute. La Masa et autres, qui avaient pris l'initiative du mouvement, voyant qu'ils ne gagnaient pas de terrain et qu'ils n'inspiraient pas de sympathie à leurs concitoyens, s'adressèrent aux hommes que leur naissance, leurs talents, leur position sociale et l'estime de leurs compatriotes rendaient capables d'inspirer la confiance publique. Un nouveau comité s'assembla, le 14 janvier, présidé par le vieux vice-amiral Roger Settimo des princes de Fitalia. Le nom de ce vieillard respecté fit que l'insurrection devint générale; dès lors, les forces de la révolution s'accrurent rapidement. Les révoltés étaient forts de la sympathie que les officiers de la flotte anglaise leur témoignaient ouvertement, notamment le commodore Luschington, qui aidait au bombardement du château. L'Angleterre convoitait la possession ou le protectorat de l'île, et voyait avec plaisir secouer l'autorité légitime.

Le roi, ayant appris ces tristes événements, envoya douze vaisseaux, dont quatre à vapeur, sous le commandement de son frère, le comte d'Aquila. Cette flotte portait sept mille hommes de troupes, commandés par le général Dessauguet, qui avait l'ordre d'assiéger la ville par terre, tandis que le comte d'Aquila devait la bloquer par mer. Le général Dessauguet, campé au Quatro-Venti, ne remplit pas la mission dont il était chargé, il n'aida pas même la garnison de la ville dans la défense des postes : la place Sainte-Thérèse, le noviciat des Jésuites,

Saint-Jacques, l'hôpital civil, le palais des finances, furent successivement emportés par les révoltés.

Le 29 janvier, les généraux Majo et Vial quittèrent le palais royal, après avoir encloué les canons; ils manquaient de munitions et de vivres, n'étant ravitaillés que de nuit par un bataillon de Dessauguet; ils perdirent un peu de monde en traversant le village d'Alivuzza; ils étaient suivis par des femmes et des enfants et attaqués par une fusillade venant des toits et des fenêtres. Dégagés par Dessauguet, ils se réunirent à lui. Ce général avait alors dix mille hommes à ses ordres. Avec ces forces imposantes, il aurait pu reprendre la ville; mais s'il ne croyait pas pouvoir le faire, il aurait dû s'embarquer sur la flotte, protégé par le feu de l'escadre et du rivage. Au lieu de cela, il se retira par les montagnes, voulant se replier sur Messine, d'après un ordre qu'il avait reçu et qu'il aurait dû modifier. Il perdit du monde dans les défilés de Bocca di Falco, à Villabase, dans les montagnes de Castelduccia. Arrivé à Salento, il était poursuivi par deux cents guérillas, dont la plus grande partie s'était dispersée dans une marche de nuit. Averti par le bourreau de Palerme que de nouveaux dangers l'attendaient sur la route de Messine, il ordonna l'embarquement, en abandonnant des canons et des chevaux, dont plusieurs, voulant rejoindre leurs maîtres, se sont noyés dans les flots. Les mulets de l'armée furent tués. Tel est le néant des forces physiques dans les moments où la Providence ne leur accorde pas la force morale.

Le fort de Castellamare, dominant la ville, se rendit le 3 février, après une faible canonnade. Les autres cités de la Sicile suivirent l'exemple de la capitale; les châteaux de Messine et de Syracuse restèrent seuls au pouvoir des troupes du roi.

Pour devenir populaire, la révolution de Sicile se fit

dévote. Dès la première matinée de l'émeute, un prêtre apporta aux révoltés un drapeau italien surmonté d'une croix, un autre prêtre leur donna dans la rue la bénédiction du Saint-Sacrement, ce qui exalta leur courage. Vive Jésus-Christ! vive sainte Rosalie! vive Pie IX! vive la Constitution! c'était le cri de guerre des combattants. On sait que sainte Rosalie, patronne de Palerme, est enterrée dans une grotte au haut d'une montagne qui domine la ville et la mer. Le peuple à demi sauvage de la Sicile, contenu par le sentiment religieux, ne commettait pas d'excès, pas même les treize mille malfaiteurs qu'on avait lâchés des prisons; mais la vertu chez ceux-ci semblait bien passagère.

Déjà le feu de l'Etna s'était communiqué au Vésuve. Un camp révolutionnaire s'était formé à Cilento, dans la province de Salerne. Le 27 janvier, de nombreux habitants de Naples traversaient les rues de cette capitale, le drapeau tricolore en tête, en criant : « Vive la Constitution. » Les femmes, aux fenêtres, saluaient les passants avec joie. Le général Statella se porta au-devant du cortége à la tête de sa cavalerie; mais, loin de la disperser, il accompagna cette démonstration jusqu'au château. Le roi, voyant la force et le calme de cette manifestation des vœux de ses sujets, résolut de les exaucer. Les anciens ministres reçoivent leur démission. Le duc Serra Capriola est appelé au château pour former un nouveau ministère; il appelle à en faire partie M. Buonomi, le prince Torella, le conseiller Scavarsi, Sicilien, et François de Paule Bozelli. Cet avocat, homme de lettres, qui avait passé la moitié de sa vie en exil ou en prison, avait la confiance des libéraux. C'est lui qui fut chargé de rédiger la Constitution napolitaine, qu'il modela sur la charte de 1830. La différence la plus remarquable consiste en ce que la religion catholique fut reconnue

comme dominante à Naples, les autres cultes ne devaient pas être tolérés.

Cette Constitution remplit de joie la bourgeoisie napolitaine, qui désirait une liberté modérée, et força les autres souverains d'Italie à donner aussi une Constitution à leurs sujets ; mais elle ne fut pas reçue en Sicile. Cette île voulait avant tout être débarrassée de la bureaucratie napolitaine; elle demandait une indépendance absolue de la métropole. Lord Minto fut chargé par lord Palmerston et par le roi de négocier la paix avec les Siciliens; c'était un mauvais choix, on pouvait être sûr que l'Angleterre ferait tout son possible pour embrouiller les nœuds de la question, et c'est ce qui arriva. L'égoïsme connu de la Grande-Bretagne ne pouvait pas lui faire conseiller une paix contraire à ses intérêts; cette puissance empêchait secrètement les négociations qu'elle poursuivait en public. Le ministre Scovazzo, Sicilien lui-même, engagea le roi à donner des concessions plus amples à ses concitoyens. Le 6 mars, Ferdinand leur offrait un parlement séparé, un ministère particulier à Palerme, un lieutenant dans la personne de Roger Settimo. Un ministre spécial, Scovazzo, devait prendre les ordres du roi de Naples; le ministre des affaires étrangères devait être commun à Naples et à la Sicile. Ces conditions avantageuses ne furent pas acceptées par les insulaires, soit qu'ils eussent voulu avoir une armée séparée, se méfiant de la bonne foi du gouvernement, soit qu'ils n'aient pas osé s'opposer au parti radical, qui affectait de haïr la dynastie des Bourbons. Tout ce que lord Minto put obtenir, ce fut un armistice qui arrêta l'effusion du sang et prévint le bombardement de Messine et le siége de la citadelle.

Les Siciliens ne surent pas mettre à profit le temps des négociations et de l'armistice. La populace avait

trop d'aversion pour la diplomatie; les penseurs comme Mariano Stabile mettaient trop leur confiance dans l'issue des négociations. Les uns et les autres étaient dans l'erreur. Les négociations diplomatiques sont excellentes quand elles sont appuyées par des préparatifs de guerre. *Si vis pacem, para bellum.*

La grande difficulté en Sicile, c'était l'organisation de l'armée; car, jusqu'à présent, l'île était gardée par des Napolitains, et les insulaires se libéraient du service par un impôt. Ils n'avaient donc ni traditions ni institutions militaires. Le comité, voulant organiser l'armée, conçut l'idée malheureuse de récompenser les premiers auteurs de la révolution par des grades d'officiers. Un homme qui se jette le premier dans une émeute est rarement capable d'un bon service militaire. Les officiers nommés de la sorte excitaient une méfiance bien naturelle. Pour neutraliser leur influence, on arma une garde civique, dont les officiers électifs étaient pour la plupart des citoyens aisés et respectés. Le commandement en chef de la garde nationale fut confié au baron Riso, fils d'un contrebandier enrichi, qui avait lui-même des talents pour le commerce, mais qui n'avait ni la connaissance ni le désir de la guerre. Ce même Riso dirigea le département de la guerre, après la mort du vieux prince de Pantellaria, jusqu'à l'organisation du ministère par les chambres. C'est ainsi que l'esprit révolutionnaire fut personnifié dans l'armée, la conservation dans la garde civique; habituellement c'est l'opposé qui a lieu. Un certain nombre de soldats de l'émeute, qui ne s'étaient pas présentés à la première revue, furent rayés des listes de l'armée et revinrent à leur ancien métier, qui était le brigandage, ou embrassèrent cette carrière comme une occupation nouvelle. D'autres hommes armés mendiaient dans les maisons et dans les boutiques. Ce qui

était pire encore, la force armée s'attribua une influence politique sur les affaires du pays, en appuyant parfois les délibérations de l'ancien comité révolutionnaire de Fieravecchia, auquel le gouvernement avait eu le tort de permettre de se maintenir. Si l'influence des clubs révolutionnaires est toujours pernicieuse pour les insurrections nationales, elle l'est d'autant plus lorsque les caprices de ces assemblées sont appuyés par la force armée. Le gouvernement, ne pouvant compter sur les troupes, prit la résolution de ne pas trop en augmenter les cadres et de confier la défense du pays à la garde nationale. Cette garde remplissait aussi les fonctions de gendarmerie, car l'ancienne police napolitaine était suspecte et odieuse aux insurgés.

La haine de la populace contre l'ancienne police s'accrut par la trouvaille des instruments de torture supposés venir de l'ancien couvent des Dominicains. C'était le devoir du gouvernement d'examiner cette affaire, de punir les coupables s'il y en avait, et de mettre en liberté et en sûreté les innocents. Le comité, trop faible, quoique nombreux, n'osa pas prendre l'initiative, et n'empêcha pas le peuple d'assouvir une vengeance aveugle et illégale. Plus tard, on résolut de transporter les accusés à l'île d'Urtica : cette mesure était tardive, car le sang avait coulé; elle était également imprudente, car les prisonniers pouvaient y être facilement délivrés par les Napolitains. Le nombre des agents de police massacrés s'éleva à cinquante-deux.

La révolution française du 24 février fut fatale aux Siciliens, en exagérant les exigences des démocrates et les espérances des patriotes. Le comité reconnaissait d'ailleurs que son pouvoir ne reposait que sur l'usurpation et manquait de base légale. Les hommes du soi-disant progrès voulaient la convocation d'une assemblée

unique; mais l'opinion modérée, prenant le dessus, convoqua un parlement, d'après la constitution de l'année 1812, avec quelques changements adaptés à l'esprit du temps. Les chambres se partageaient en camps opposés, la majorité néanmoins était conservatrice. Ruggiero Settimo fut à l'unanimité nommé président du gouvernement; on lui donna pour l'aider six ministres; le portefeuille de la diplomatie échut à Stabile, celui de la guerre à Paterno. Le nouveau gouvernement montra plus de patriotisme ou de provincialisme insulaire que de prudence dans ses résolutions. Il aurait dû faire la paix avec le roi; ou, s'il ne voulait pas la faire, il aurait dû s'occuper de l'organisation d'une armée imposante. Au lieu de tout cela, il se laissa entraîner au désir de gagner de la popularité, tout en sauvant la forme monarchique, qui était la seule nationale; il présenta au parlement un projet de loi ainsi conçu :

« Article 1er. Ferdinand II et sa dynastie sont déchus pour toujours du trône de la Sicile.

» Art. 2. La Sicile aura un gouvernement constitutionnel, et appellera au trône un des princes italiens, après avoir réformé son statut. »

Cette loi, qui répondait aux passions populaires, fut reçue avec enthousiasme du public et votée par les deux chambres; elle n'en était pas moins fatale au pays. Les Siciliens auraient bien pu se borner à la séparation du gouvernement en demeurant sous le sceptre de Ferdinand II, d'un souverain qui mérite réellement l'amour de ses sujets. Ce n'est pas seulement la prudence et la loyauté qui leur en faisaient un devoir, c'est encore l'amour de la patrie commune, de l'Italie, le désir de sa grandeur et de son indépendance. C'est en vain que le célèbre conspirateur Mazzini leur écrivit une lettre mémorable pour les conjurer de ne pas mettre en lam-

beaux la grandeur italienne. S'ils n'avaient pas exclu la dynastie des Bourbons, il restait encore quelque faible espoir d'accommodement, par l'élection du second fils du roi, qui, étant enfant, n'aurait pu abuser de sa puissance; il aurait pu être élevé en Sicile et s'attacher à son indépendance. En commettant la faute de choisir un autre prince italien, ils auraient dû au moins le faire tout de suite; ils auraient pu se ménager ainsi une alliance utile et trouver un chef capable; en différant l'élection du roi jusqu'à la révision du statut, ils s'exposaient volontairement à perdre leur temps en discussions parlementaires et en discordes intestines. C'est donc en vain que les Siciliens envoyaient à l'étranger des ambassadeurs dont le plus éloquent, le célèbre abbé Ventura, écrivit une brochure pour défendre la cause de la patrie; leur cause était perdue d'avance, car ils avaient fermé le chemin de la paix sans avoir préparé leurs moyens de défense, trop confiants dans le secours de l'étranger. Les Siciliens, réconciliés à leur souverain légitime, auraient pu contribuer à la défense du nord de l'Italie contre l'attaque d'une nation européenne. En rompant décidément avec Ferdinand II, ils lui inspirèrent une juste méfiance contre le roi de Sardaigne, dont un fils allait être élu roi de Sicile. C'est ainsi qu'ils ont affaibli les forces communes de l'Italie, qui combattaient pour l'indépendance nationale; et ils n'ont envoyé eux-mêmes que deux canons au secours des Lombards. Telle est donc la suite d'une trop grande hardiesse dans les résolutions et de la faiblesse dans l'exécution : c'est ainsi qu'un pays est désolé par l'audace des conspirateurs et par le manque de soldats.

CHAPITRE VI.

INSURRECTION DE MILAN ET DE VENISE.

Un gouvernement étranger et une conspiration d'exilés avaient préparé de longue main les matériaux combustibles, et les événements contemporains se succédant comme des coups de foudre au milieu d'un grand orage, y mirent le feu. Dès le commencement de 1848, les Lombards, qui portaient des habits de velours, pour diminuer le gain de la douane et des fabriques allemandes, voulurent aussi s'abstenir de fumer, afin de faire tarir le revenu de la régie. La privation d'une habitude aussi générale fut un grand sacrifice de la part de la jeunesse italienne, qui frappait péniblement l'Autriche dans une des sources les plus claires de ses impôts indirects. Au lieu de faire oublier cette résolution héroïque et d'attendre que les fumeurs revinssent à une habitude pour eux indispensable, en négligeant d'eux-mêmes les ordres du parti, le gouvernement, ne sachant pas maîtriser sa mauvaise humeur, distribuait des cigares aux soldats et les envoyait dans les rues et les cafés pour envoyer des bouffées de tabac aux Italiens qui en étaient privés. Ceux-ci répondaient par des insultes aux provocations des soldats. Le lieutenant comte Thun fut même blessé traîtreusement par derrière; alors les militaires eurent l'ordre de rendre la pareille: des disputes on en vint aux coups, ce qui augmentait l'irritation générale. Le gouvernement, se fiant à la force de ses troupes, faisait peu de cas des Italiens et ne craignait pas de les irriter inutilement. Les journaux dé-

voués au gouvernement parlaient sans respect du Pape, dont le nom était alors le symbole de la régénération italienne. Le comte de Fiquelmont se flattait de faire oublier l'indépendance italienne, en faisant monter un nouveau ballet au théâtre de la Scala. Ce diplomate habile et respectable était dans l'erreur, le peuple demandait d'autres spectacles : il voulait contempler les jeux des gladiateurs et voir couler le sang dans l'amphithéâtre.

Le feld-maréchal Radetski prévoyait bien des troubles en Italie, il avait demandé des renforts pour porter l'effectif de ses troupes à cent cinquante mille hommes. Mais le prince Metternich n'ajouta pas foi aux prévisions du prudent général ; il avait étouffé dans le sang et sans troupes l'insurrection de Pologne, il croyait aussi pouvoir faire des économies en Italie, et se contenta d'organiser une réserve de seize bataillons en Frioul, sous les ordres du général Nugent. L'armée autrichienne en Italie se composait de deux corps d'armée. Celui du général Wratislaw stationnait en Lombardie ; il comptait trente bataillons, vingt-deux escadrons, quatre-vingts canons et une batterie de congrèves. Deux brigades de ce corps, Strassaldo et Manner, étaient sur le Tessin ; trois brigades, celles de Clam, Walgemuth et Ratk, se trouvaient à Milan, tandis que neuf bataillons étaient éparpillés en garnison à Crémone, Brescia, Bergame, Parme et Modène. Le second corps d'armée occupait le pays de Venise : le quartier général à Padoue, par une brigade à Venise, Mantoue, Vérone, et par un bataillon à Padoue, Modène, Rovigo, Vicence, Trévise, Udine et Bassano. Il y avait en tout soixante-cinq à soixante-dix mille hommes dont le tiers se composait d'Italiens ; mais comme c'étaient pour la plupart des levées prises dans les campagnes et que les paysans

étaient plus attachés au gouvernement que les habitants des villes, on croyait pouvoir compter sur la fidélité de ces indigènes, et l'on avait négligé la précaution naturelle de les interner dans d'autres provinces de l'empire. Les autres soldats étaient des Allemands, des Hongrois, des Polonais, des Croates, des Bohêmes; mais toutes ces diverses nationalités étaient reliées entre elles par le commandement tudesque et par l'unité de la discipline militaire, avec une admirable force de cohésion. Radetski voulut ranimer l'esprit de ses troupes par une proclamation célèbre, qui leur donnait l'assurance que les efforts des conjurés se briseraient comme le verre contre le rocher de la fidélité de l'armée, et que l'épée de général qu'il portait avec honneur depuis soixante-cinq ans sur les champs de bataille saurait encore défendre le pays et y ramener la sécurité. La confiance du vieux guerrier, après de dures épreuves, se trouva justifiée par la suite.

Les événements du jour qui venaient exalter la témérité des Italiens et abattre le courage de la résistance étaient la révolution de Sicile, les constitutions italiques, les journées de février à Paris, celles de mars à Berlin et à Vienne. Le 17 mars, le vice-roi René quittait Milan, précédé par le gouverneur Spaur et le ministre Fiquelmont. La nouvelle de la révolution de Vienne parvint le même jour à Milan; elle fut publiée par le vice-gouverneur, qui ajoutait que les représentants de Lombardie seraient convoqués le 3 juillet au plus tard. Ce délai ne put calmer l'orage; la populace, rassemblée le 18 à midi devant la municipalité, demandait une garde civique et des armes. Le podestat, comte Casati, homme généralement respecté, se mit à la tête de la foule qui se rendait au palais du gouvernement, et il obtint du vice-gouverneur l'ordre

d'armer la garde nationale et de désarmer la police. Ces concessions ne pouvaient plus arrêter l'explosion du volcan révolutionnaire. Deux sentinelles, massacrées à la porte du palais, furent le signal d'une bataille qui s'engagea sans délai entre les troupes et les habitants, et qui s'étendit bientôt à toute la ville. Il y a cent soixante-dix mille habitants à Milan ; les rues de cette capitale sont serrées et tortueuses vers le centre de la ville, ce qui embarrassait les mouvements de l'armée. Les soldats étaient concentrés dans les casernes et dans la citadelle, dont les fortifications, rasées par ordre de Napoléon, ne furent pas rétablies par l'Autriche ; cependant elles auraient été très utiles au jour du danger. Outre ses troupes, Radetski pouvait encore compter sur neuf cents sergents de ville armés. Les Italiens sont plus portés à combattre entre les murs, de dessus les toits et par les fenêtres, qu'à se mesurer en rase campagne. Ils élèvent rapidement des barricades, les femmes ramassent des pierres ; elles font bouillir l'eau et l'huile pour les jeter sur les troupes qui passent. On s'arme comme on peut, avec des fusils, des épées ou des bâtons ferrés. Les coups de fusil, le bruit du canon, les cloches qui sonnent l'alarme, tout annonce une lutte formidable.

Un bataillon de grenadiers hongrois occupe le château, malgré les coups de fusil qui partent des fenêtres, les huiles et les briques qui tombent, les barricades qui s'élèvent dans les rues. Le palais du gouvernement est également repris par les Autrichiens, mais le vice-gouverneur, comte Odonell, avait été déjà fait prisonnier sur un autre point. Radetski envoie l'infanterie bohême au Braletto, siége de la municipalité ; malgré les rues étroites, barricadées et vigoureusement défendues, ces braves soldats s'emparent du palais et des armes qu'il contenait, dispersent le peuple et emmènent deux cent

cinquante prisonniers, dont plusieurs citoyens de bonne famille qui pouvaient servir d'otages. De ce nombre étaient les jeunes Forno, élèves de Silvio Pellico; Alexandre, fils de Manzoni, Ignace Cantu, Durini, Visconti, Belgiojoso; l'armée n'eut pas le temps de leur faire des politesses. Le comte Casati et d'autres avaient pu prendre la fuite en escaladant les toits. L'obscurité d'une nuit pluvieuse interrompit le combat et donna du loisir aux constructeurs de barricades. La fusillade recommença le lendemain, malgré la pluie, avec un tel acharnement, que Radetzki ne voulut plus aventurer ses bataillons dans l'intérieur de la ville. Il se bornait à défendre la place du Dôme avec du canon et par le moyen des chasseurs tyroliens, qui, perchés sur le toit de marbre blanc de cette admirable cathédrale, répandaient la mort avec leurs carabines, dont les coups manquaient rarement leur but. Enfin, le troisième jour, le Dôme et le palais du vice-roi furent occupés par le peuple. Les insurgés s'emparèrent successivement du palais de police, des prisons dont ils délivrèrent les prisonniers d'État, des diverses casernes, enfin du palais du commandant de place, le tout au prix des plus grands sacrifices et avec des efforts inouïs. Les casernes de Saint-Celse étaient défendues par un canon braqué à la porte d'entrée; l'assaut ne réussit qu'à l'aide de parois mobiles en fascines que les assiégeants faisaient avancer devant eux; le marquis Trivulce y fut blessé. Le dépôt du génie fut pris par le courage d'un homme du peuple, Pascal Sottocorni, qui mit le feu à la porte cochère. Enfin Radetzki fut obligé de retirer toutes ses troupes de la ville, en se bornant à la défense de la citadelle, des bastions et des murs d'enceinte, et tenant ainsi la ville assiégée.

En attendant, la municipalité s'était constituée en gouvernement provisoire; elle appelait tout le pays à

s'insurger en jetant des proclamations au delà des murs, en les envoyant au gré des vents par le moyen des ballons, ou bien en les confiant à quelques braves qui eurent le bonheur de franchir les portes de la ville. Voici la liste des membres du gouvernement municipal et provisoire : le comte Casati, président; Vitalien Borroméo, Joseph Durini, Pompée Litta, Cajetan Strigelli, César Giulini, Antoine Beretta, Marc Greppi, Alexandre Porro, César Carrenti, secrétaire.

Le 22 mars, la troupe était fatiguée, elle manquait de vivres; les régiments hongrois se défendaient faiblement, beaucoup de soldats italiens avaient déserté, surtout les sergents de ville et les gardes-douaniers; quelques compagnies de volontaires venant de la campagne parvinrent à occuper deux portes de la ville. Le maréchal craignait pour le sort de ses autres bataillons disséminés en Lombardie; il craignait surtout l'entrée des Piémontais avant d'avoir ses troupes concentrées, et, sans les avis qu'il avait reçus des projets de Charles-Albert, il n'aurait pas cédé Milan à l'émeute. Mais, informé des préparatifs de marche d'une armée qui allait fondre sur ses bataillons dispersés et démoralisés, il prit la résolution de se retirer jusqu'au Mincio pour y concentrer ses forces. « C'était une terrible résolution, disait le vieux général; mais il fallait bien la prendre. » Pour tromper les bourgeois, il fit jouer toute son artillerie et incendier quelques maisons, et il se retira le soir, poursuivi par quelques bandes de volontaires.

Le combat de Milan avait duré cinq jours; les détails de cette révolution sont difficiles à raconter, car l'ordre de la parole s'accorde peu avec le désordre d'une pareille émeute. On peut dire cependant à la louange des Milanais qu'ils ont traité les prisonniers de guerre et les blessés de l'ennemi avec humanité. Même Balza et d'au-

tres agents de police détestés furent épargnés. Les Italiens attribuent, au contraire, beaucoup de cruautés au désespoir des soldats autrichiens, mais comme ils ont l'habitude de mentir en pareille occasion, il est difficile d'ajouter foi à leurs récits. Ils prétendent que Radetzki perdit quatre mille hommes dans ces journées, ce qui paraît fort exagéré. Que Dieu nous préserve de pareils triomphes! Nous aimons mieux les combats en rase campagne, où les hommes seuls en état de porter les armes trouvent une mort glorieuse, sans la faire partager à des vieillards, à des femmes et à des enfants. On pouvait observer assez d'ensemble entre les diverses classes d'habitants, pendant ce commencement de la révolution milanaise. Les grands seigneurs se mirent à la tête du peuple, sans épargner leurs fortunes colossales, et partagèrent les dangers de la rue. Les savants apportaient le tribut de leurs connaissances; les astronomes épiaient les mouvements des troupes du haut des tours, oubliant les révolutions des planètes; les chimistes fabriquaient de la poudre et du fulmi-coton.

Le 23 mars, un comité de guerre composé de messieurs Litta, Clerici, Terzaghi, Cattaneo, Carrenali, Cernuschi, Lissoni, Torelli, appela les Milanais à s'inscrire chacun selon sa capacité, soit dans les rangs de la garde civique pour défendre la ville, soit dans ceux de l'armée des Alpes, destinée à poursuivre l'ennemi. Le 25, on nomma chef de l'armée le général Théodore Lecchi, vieux troupier de l'empire. Les volontaires Manara et Arcioni se mirent à la poursuite des troupes autrichiennes; mais ils agissaient mollement, ayant affaire à une armée trop supérieure en nombre. Les paysans, qui ne partageaient pas l'enthousiasme des villes, et qui avaient moins de troupes rassemblées sur un seul point, coupèrent bien quelques ponts, rompirent quelques

digues, mais ils n'opposèrent qu'un faible obstacle à la retaite de Radetzki. La petite ville de Melagnano, à moitié chemin de Lodi, fit mine de résister, et fut incendiée pour faire exemple. Des proclamations menaçantes firent peur aux indigènes. Radetzki perdait plus de monde par la désertion des soldats fatigués ou démoralisés. C'est pourquoi il accorda quelque repos à ses troupes dans la plaine de Montechiaro, qu'il connaissait parfaitement par des revues qui s'y faisaient tous les ans, et il attendit les garnisons des autres villes de Lombardie.

Le soulèvement de Milan s'étendit bientôt à toute la Lombardie; partout s'établit une lutte entre les bourgeois et l'armée avec une ardeur et des succès divers. A Mouza, à Como, l'armée mit bas les armes. Les brigades de Pavie et du Tessin se replièrent sur l'armée de Radetzki. A Brescia, la moitié de la garnison passa du côté des insurgés. A Crémone et Pizzighetone, trois bataillons, composés d'Italiens, embrassèrent la cause de la révolution. Lodi ne se souleva qu'après le passage du maréchal. Les villes et les campagnes avaient leurs comités révolutionnaires, qui s'occupaient à détruire les ponts, à faire des inondations, à couper les chemins par des fossés et à interrompre les passages avec de grands arbres abattus, à intercepter les convois de munitions et les courriers. Un grand nombre d'Italiens désertaient non pas pour se mettre dans les rangs des insurgés, mais pour se retirer tranquillement dans leurs foyers. Une batterie de canons fut achetée par le comte Litta, et porta son nom pendant la guerre.

Heureusement pour Radetzki, les forteresses de Mantoue, Vérone, Legnano et Peschiera, dont la position décidait du sort de l'Italie, ne voulurent ou n'osèrent pas s'insurger. La révolte était facile à Mantoue, qui

n'était occupé que par une faible garnison composée d'Italiens; mais l'adresse du gouverneur conjura le danger et donna le temps aux renforts d'arriver. En apprenant que les forteresses étaient sauvées, Radetzki pleura de joie, et prit pour aide de camp l'officier Pimodan qui lui avait apporté cette nouvelle. Entre ces quatre forts, le général autrichien trouvait un abri assuré, et dès le 28 mars, il y avait concentré toutes ses troupes, en attendant des renforts. Excepté les quatre forteresses, et les villages occupés par ses avant-postes, il n'avait plus un pouce de terrain en Italie. Hors du camp, tout le pays était en feu; les communications avec l'Autriche étaient interceptées : un seul chemin, celui de la vallée de l'Adige, l'unissait au Tyrol.

Les anciens États de la république de Venise avaient pris fait et cause pour l'insurrection, avec la différence que dans ce pays tout se passait avec une politesse et une courtoisie mutuelle. Les Italiens croyaient que les troupes autrichiennes allaient quitter volontairement leur pays, et plusieurs d'entre eux, en gens bien élevés, exprimaient leurs regrets de perdre l'aimable société de leurs amis les ennemis. Parfois les chefs militaires, en se retirant, nommaient un gouvernement provisoire, pour épargner aux villes abandonnées les horreurs de l'anarchie. Le général Aspre quitta Padoue pour se porter sur Vérone où il avait ordre de rassembler les garnisons de la province, pour qu'elles ne fussent pas détruites une à une; il se trouvait dans les murs de Vérone dès le 24 mars. Les villes de Padoue, Vicence, Udine, Trévise, Palmanuova, le fort Osopo, furent rendus à la domination italienne par les garnisons, qui se retiraient volontairement et sans effusion de sang; une partie des soldats indigènes quittaient les drapeaux de l'empire. La même chose eut lieu à Venise.

Cette reine des mers est située sur des îles au milieu des lagunes ; cette position unique, défendue par quelques forts détachés, rendait la conservation de cette ville à la fois facile et précieuse. Cette situation imprenable devint le refuge des Romains, des Italiens et des Slaves du midi pendant la terrible invasion des Huns. La cité, resserrée du côté de la terre, dut chercher de bonne heure une source de richesses dans le commerce maritime. Ce fut l'origine de la grandeur de cette république, dont le sang romain et slave stimulait la valeur; aussi étendit-elle sa domination sur une partie de l'Italie jusqu'aux Alpes et l'Adige, ainsi que sur les rivages de la Dalmatie. Au commencement de son existence, quelques désordres populaires firent établir un gouvernement aristocratique, dont la sévérité trop calomniée lui donna quatorze siècles d'indépendance et de grandeur. Mais, comme rien n'est éternel dans ce monde, la noblesse vénitienne, qui gouvernait le pays d'une manière trop exclusive, n'obéissant pas au pouvoir électif du doge, ayant enchaîné l'énergie du peuple, énervée elle-même par la corruption des mœurs, qui suivit les siècles de sa gloire et de sa prospérité, elle tomba sous la main puissante de Napoléon. Bonaparte, Français d'adoption, mais Italien de naissance, commit, sans y songer, un crime contre sa patrie première. Au lieu de rajeunir la république vénitienne, en fortifiant le pouvoir du doge, ainsi que l'influence de la démocratie, il céda le territoire de Venise à l'Autriche, en 1798. Il s'en repentit ensuite, et le reprit en 1805, pour le réunir ensuite au royaume d'Italie. Mais les États nouveaux ne valent pas ceux dont l'existence est consacrée par les siècles ; après la chute du grand empereur, l'Autriche rentra en possession d'une terre qui avait les droits les plus incontestables à une liberté dont elle avait joui avec splen-

deur. La république de Venise; l'ancienne alliée de la Pologne, éprouva le même sort que ce royaume. En perdant son indépendance, Venise souffrait aussi dans son commerce, sacrifié à l'accroissement de Trieste. Cependant, depuis 1830, l'Autriche parut vouloir attacher les Vénitiens par l'intérêt matériel. Elle étendit à toute la ville le port franc de Saint-Georges, établi par Napoléon; elle réunit l'archipel des lagunes à la terre ferme par un admirable viaduc portant un chemin de fer; elle prit des Vénitiens en foule au service de sa flotte avec plus de générosité que de prudence. Malgré ces concessions, le gouvernement ne pouvait gagner les cœurs de ces républicains; il est vrai qu'une bureaucratie étrangère pesait sur ce pays par la morgue de son importance; une police hostile au pays faisait sentir sa pénible autorité. En 1840, la mort méritée de deux jeunes conspirateurs, Bandiera et Moro, qui étaient allés tenter la fortune des révolutions dans le royaume de Naples, et qu'on attribuait aux suggestions de l'Autriche, augmenta le ressentiment national, qui s'accrut encore en 1848 par l'emprisonnement de Manin et de Tomasseo. Manin était un avocat de la famille du dernier doge de Venise, qui était mort en 1797, en déposant son pouvoir. L'avocat Manin s'était acquis une grande réputation en défendant la cause de l'opprimé et les lois de son pays. Tomasseo, Slave de naissance, littérateur italien, homme estimable et religieux, partageait la popularité de Manin, pour avoir demandé, conjointement avec lui, des réformes administratives contenues en quinze articles. Ils furent mis en prison ensemble, mais ils furent délivrés le 17 mars, sur les instances du peuple, lorsque la nouvelle de la révolution de Vienne parvint à Venise. On obtint en même temps l'armement de la garde nationale. La mort du colonel Miranovicz que

Manin avait délivré une fois, et qui fut tué par les ouvriers de l'arsenal, devint le signal de la révolte. Manin occupa l'arsenal, à la tête de deux cents hommes, et proclama la république vénitienne sur la place de Saint-Marc. La municipalité envoya au comte Palfy, gouverneur civil, une députation guidée par le podestat comte Correz; le gouverneur civil, pressé par l'avocat Avesani, remit son pouvoir entre les mains du gouverneur militaire, comte Zichy. Craignant l'effusion du sang et la destruction d'une ville qu'un long séjour lui avait appris à aimer, ne croyant pas avoir des forces suffisantes pour résister à l'émeute, alarmé des nouvelles qui lui parvenaient de Vienne, ce vieux général consentit à signer une capitulation qui l'obligeait d'évacuer Venise par mer, et à se diriger sur Trieste, partant lui-même avec le dernier transport. C'est ainsi que la Providence permit aux Vénitiens de recouvrer leur indépendance sans de grands sacrifices, pour les mettre à l'épreuve dans les moyens de la défendre. Il est certain que depuis ils ont déployé beaucoup d'énergie et de persévérance.

Les Vénètes ont commis, au commencement de leur indépendance nouvelle, une faute qui est beaucoup plus grave qu'elle ne paraît aux yeux des politiques vulgaires. Manin se fit proclamer président du gouvernement et non doge de la république, oubliant que la loi d'existence d'un pays est la même chose que le droit à l'existence. Ce seul mot prouve que les Vénitiens se firent les pauvres imitateurs de la république française, quand ils devaient rétablir leur ancienne patrie. Ainsi, au lieu d'inspirer en Europe et en Italie le respect qu'on porte toujours aux institutions légitimes et séculaires, ils n'éveillèrent que la répugnance naturelle qu'on éprouve à voir les phénomènes éphémères d'un orage

révolutionnaire. La faute en est à Manin. Cet homme éminent dominait dans sa ville natale par son intelligence et son énergie; il sut préserver sa patrie des horreurs de la guerre civile pendant un siége mémorable, mais il ne comprit pas assez bien l'histoire de son pays. La république de Venise, n'étant pas rétablie dans son anciene forme, ne put reprendre son ancien territoire; on ne put se mettre assez vite en rapport avec les villes voisines. Chacun pensait à la défense de son clocher, au lieu de rassembler les forces du pays contre l'ennemi commun. Le gouvernement de Milan éprouva la même difficulté: avant d'appeler des citoyens des autres villes lombardes au sein du gouvernement provisoire, avant què des hommes inexpérimentés aient pris quelque habitude de l'administration civile et militaire, on laissa à l'ennemi le temps de se remettre de sa première surprise.

La révolution de Milan eut un immense retentissement dans toute l'Italie. Elle n'éprouva pas de difficulté à franchir le Pô pour se jeter dans les duchés de Parme et de Modène, qui étaient pour ainsi dire dépendants de l'Autriche. Modène était gouvernée par un jeune archiduc et duc d'Este, neveu du gouverneur de Galicie; Parme, après la mort de Marie-Louise en 1847, avait passé au duc de Lucques, de la famille des Bourbons, qui avait cédé son duché de Lucques à la Toscane. Les deux princes durent quitter leurs domaines par suite de la révolution de Milan. Au contraire, le grand-duc de Toscane, bien qu'appartenant à la famille impériale, mais toujours aimé de ses sujets, ayant comblé leurs vœux en leur octroyant une constitution, crut devoir suivre l'inclination naturelle des Toscans à la guerre de l'indépendance, et envoya cinq mille hommes au secours des Lombards. C'est ainsi que la Toscane, qui souvent

avait cédé à l'influence gibeline, et en avait laissé un monument éternel dans les poésies du Dante, devenait guelfe à présent, en défendant l'indépendance de l'Italie, et cessait de considérer la maison des Habsbourg comme héritière légitime des Césars. C'était un grand changement politique, auquel Napoléon avait beaucoup contribué, en dépouillant François du titre d'empereur romain, et qui était favorable sans doute à l'indépendance de l'Église et de l'Italie.

Le peuple de Rome fut comblé de joie par la nouvelle de la révolution de Vienne. La foule courut au palais de Venise, pour arracher les armes de l'empire placées au-dessus de la porte de l'ambassade autrichienne. Ces insignes, peints sur du bois, furent brisés sur la place du Peuple et brûlés publiquement. On voulait aussi tuer l'âne qui avait porté ce fardeau, mais le propriétaire de la bête prouva que l'âne était italien, et lui sauva la vie. La fête des Moccali, différée par ordre des clubs, fut célébrée à cette occasion, aux cris de: « Metternich à l'enfer. » Chose étonnante dans la capitale du Christianisme, de désirer la damnation d'un homme, et de s'en réjouir; cri féroce, dénotant bien l'esprit qui animait les conjurés. Ayant appris la révolution de Milan, un grand nombre de volontaires se proposaient d'aller les aider. Le peuple se rassembla au Colisée, où il fut harangué par le père Gavozzi et par d'autres orateurs populaires. On recrutait les volontaires dans les rues, au Forum, au Campo-Vaccino. Le gouvernement ne pouvait empêcher ce recrutement; il espérait être débarrassé des hommes suspects; mais cet espoir fut déçu, car les plus mauvais restèrent en ville, et ceux qui étaient les moins à craindre revinrent corrompus par l'esprit de propagande qui s'exerçait sur eux en route. Le Pape envoya une partie de ses troupes sur le

Pô, pour garder les frontières de ses États. Étant le Père de tous les fidèles, il ne pouvait ni ne voulait déclarer la guerre à un État catholique, comme l'Autriche, sans en être lui-même attaqué, s'exposant de plus aux dangers qu'une pareille guerre pouvait amener pour la religion catholique en Autriche. Cette guerre était purement politique; elle n'avait aucun motif religieux, et la croix qui était attachée en cocarde sur la poitrine des soldats romains n'était qu'une démonstration mensongère. Tout ce que le Pape pouvait faire, c'était d'envoyer les troupes régulières et les volontaires à la frontière. Tous ceux qui auraient voulu servir la cause italienne pouvaient alors quitter les rangs de l'armée pontificale et passer au service de la Lombardie ou du Piémont. Les généraux Durando et Ferrari, nommés sous l'influence du Cercle romain ou club principal, ne voulurent pas user d'un moyen aussi simple qui leur permettait de servir leur patrie sans transgresser les ordres de leur souverain. Ils entrèrent en Vénétie avec armes et bagages, enseignes déployées, et portèrent eux-mêmes la peine de leur désobéissance. Car, d'une part, leur campagne ne fut ni heureuse pour eux ni utile à la cause italienne; d'autre part, ils n'étaient pas obéis de leurs propres soldats, des volontaires surtout, qui, chemin faisant, commettaient toutes sortes d'actes de pillage, d'indiscipline et de cruauté sur des gens sans défense. Les républicains de Rome, peu satisfaits de la présence des troupes en Vénétie, voulaient encore obtenir du Pape une déclaration formelle de guerre contre l'Autriche. Son refus devint ensuite le prétexte de la révolution de Rome.

A Naples, les premiers volontaires furent enrôlés par la princesse Belgiojoso, débarqués à Gênes et conduits sur le lac Garda. En outre, le roi, cédant aux vœux des

patriotes italiens, résolut d'envoyer une armée de seize mille hommes contre l'Autriche, sous le commandement du général Pépé (Guillaume), qui lui fut imposé par les clubs, et qui, étant un ancien conspirateur exilé, ne pouvait avoir sa confiance. Toutes ces forces auraient été d'un faible secours pour les Lombards, sans la puissante intervention du roi de Sardaigne.

CHAPITRE VII.

MARCHE DE L'ARMÉE SARDE SUR LE MINCIO.—PLAN DE CAMPAGNE. — COMBATS DE PASTRENGO ET DE SANTA-LUCIA.

Un des premiers soins du gouvernement provisoire à Milan fut d'envoyer une députation au roi Charles-Albert, en le priant de venir à leur secours. Le roi ne pouvait ni ne voulait le refuser. Depuis longtemps il haïssait l'Autriche et n'attendait qu'une occasion favorable pour délivrer sa patrie en agrandissant ses États. Issu lui-même d'un sang lombard, il ambitionnait depuis longtemps la couronne de fer comme un joyau qui lui était dû. D'autre part, l'insurrection de Milan avait communiqué à toute la Péninsule une secousse électrique et devenait partout le signal d'une guerre nationale. Depuis les Alpes jusqu'en Calabre, les Italiens croyaient que l'heure de l'indépendance avait sonné ; les volontaires piémontais quittaient leurs drapeaux ou leurs paisibles occupations pour entrer en Lombardie sans attendre les ordres du roi. Ne pas suivre ce mouvement général, c'était s'exposer à perdre l'affection de ses sujets ; c'était même risquer sa couronne, sans gagner

la faveur de l'Autriche. Le roi résolut donc de combattre pour l'indépendance de l'Italie, et entraîna, par ses ordres et son exemple, son armée fidèle, plus attachée à son souverain qu'à la cause des Lombards. Les Savoyards, qui parlent le français et qui ne se croient pas Italiens, suivirent le roi par obéissance et par dévouement, et se distinguèrent par leur courage sur les champs de bataille, tandis que les Lombards, dont le sort se décidait dans cette guerre, restaient paisiblement à l'abri de leurs murailles.

Charles-Albert, prévoyant la possibilité d'une guerre en Italie, s'occupait d'augmenter l'effectif de son armée, lorsqu'il fut prévenu par l'insurrection de Milan, qui éclata plus tôt qu'il ne s'y attendait. Par suite de son organisation, l'armée piémontaise ne conserve pas sous les drapeaux en temps de paix un grand nombre de soldats. Le fantassin doit seize ans de service, mais il ne passe qu'une seule année sous les drapeaux et reste quinze ans dans ses foyers à la disposition du gouvernement. Ce système, qui a l'avantage de l'économie, donne un soldat peu habitué aux fatigues de la guerre; une année suffit pour apprendre l'exercice au fantassin, mais elle ne suffit pas pour l'aguerrir. Le bon esprit des populations faisait qu'elles ne manquaient pas de courage, mais elles ne possédaient pas la persévérance dans les privations et la ténacité contre les revers qu'une longue discipline apprenait aux défenseurs de l'Autriche. Les cavaliers et les artilleurs piémontais passaient trois ans au service actif sur huit ans de service nominal; aussi ces troupes étaient-elles bien meilleures que l'infanterie. Voici le tableau de l'armée piémontaise :

Infanterie.

1re brigade des gardes, 4 bataillons de grenadiers, 2 de tirailleurs, général			BISCARETTI.
2e	—	de Savoie, 1er et 2e régiment d'infanterie,	USSILLON.
3e	—	de Piémont, 3e et 4e,	BES.
4e	—	d'Aoste, 5e et 6e,	SOMMARIVA.
5e	—	Coni ou Cuneo, 7e et 8e,	AVIERNAZ.
6e	—	de la Reine, 9e et 10e,	TRATTI.
7e	—	Casale, 11e et 12e,	PASSALAQUA.
8e	—	Pignerol, 13e et 14e,	FEDERICI.
9e	—	Savone, 15e et 16e,	MANNO.
10e	—	Acqui, 17e et 18e,	VILLAFALETTO.

Cavalerie.

1er régiment. Royal-Piémont, 5 escadrons ou 800 hommes, colonel				BILLIANI.
2e	—	Gênes,	—	AVOGARDO.
3e	—	Savoie,	—	marquis SANTAMARIA.
4e	—	Novara,	—	GAZELLI.
5e	—	Nizza,	—	SALASCO.
6e	—	Aosta,	—	CASTELBORGO.

Les divisions étaient commandées par les généraux marquis d'Arvillars, comte de Broglie, et Ferrère. L'effectif de l'armée sous les drapeaux était de vingt et quelques mille hommes environ. Ces forces paraissaient très insuffisantes au roi pour attaquer Radetzki ayant soixante-dix mille hommes à sa disposition, dont vingt mille étaient, il est vrai, Italiens; mais on pouvait les croire fidèles à l'empereur. Le temps nécessaire pour appeler les soldats disponibles sous les drapeaux produisit quelques jours de retard nuisible à la cause italienne.

Le 23 mars, le roi déclara la guerre à l'Autriche, par une proclamation adressée aux peuples de Lombardie et de Venise. Il disait que l'affection d'origine, l'intelligence des temps et la communauté d'intérêts le portaient à venir au secours des Milanais. Qu'il se confiait en Dieu, qui avait donné Pie IX à l'Italie, à Dieu qui, par un entraînement admirable, avait mis l'Italie en état de recouvrer elle-même son indépendance. Il ordonnait enfin que l'écu de Savoie fût placé sur le drapeau tricolore.

Il n'y a pas de doute que l'Italie aurait pu agir seule si elle avait réuni tous ses efforts contre l'étranger, au nom du Seigneur des armées; mais comme on ne pouvait pas compter sur l'accord unanime de toute la Péninsule, au lieu de persister dans le puéril désir d'agir seule, il aurait mieux valu appeler le secours de la France. D'autre part, le gouvernement provisoire n'inspirait aucune confiance; on pouvait craindre que ces auxiliaires n'apportassent avec eux des idées républicaines et socialistes; on ne pouvait compter ni sur les paroles éloquentes de Lamartine, adressées aux exilés italiens, ni sur le vague décret de la chambre, qui consacrait la nationalité italienne; on pouvait croire que les Français, absorbés par leurs difficultés intérieures, ne viendraient pas en Lombardie; quand même ils y seraient appelés, en les attendant, on pouvait perdre temps et courage. Voilà pourquoi le roi et l'abbé Gioberti, qui gouvernait alors l'opinion publique, avaient adopté le principe : L'*Italia fara da se.*

Le roi se fit précéder par la brigade Bes, accompagnée d'un régiment de cavalerie et d'une batterie de canons, qui traversa Milan pour se rendre à Brescia. Elle comptait quatre à cinq mille hommes. Le gros de l'armée ne traversa le Tessin que le 29 mars, et entra

dans Pavie, ancienne capitale des rois lombards, qui reçut Charles-Albert avec des cris de joie. En attendant, Radetzki, qu'on aurait pu prendre entre deux feux à Milan, ou poursuivre dans les plaines de la Lombardie, coupées par de larges fossés et par des rivières, avait eu le temps de se concentrer dans la plaine de Montechiaro et de repasser le Mincio. Le roi de Sardaigne trouva MM. Borroméo et Beretta, qui étaient venus à Pavie, comme députés du gouvernement provisoire, pour complimenter Sa Majesté. Ces messieurs, partageant l'erreur générale, croyaient Radetzki en pleine déroute, fuyant vers l'Autriche; ils pensaient moins à la défense de leur patrie qu'à la conquête de l'Illyrie et de la Dalmatie; ils croyaient leur pays délivré par le courage des Milanais, et regardaient presque l'entrée des troupes piémontaises comme une chose superflue. Entraînés par la présomption, les Lombards ne pensaient pas à fournir les vivres et les quartiers nécessaires à l'armée, qui souffrait du froid et de la faim. Le roi, au contraire, était trop circonspect : il ne se pressait pas d'exposer ses jeunes troupes à combattre les soldats aguerris de Radetzki, et, au lieu de marcher de Lodi sur Montechiaro, où il croyait trouver l'ennemi, il s'avança à droite, vers le Pô, sur Crème et Crémone, pour obliger les Autrichiens, par cette démonstration, à se replier derrière le Mincio. D'ailleurs, le Pô est la véritable ligne stratégique d'une armée qui marche à la conquête de la Lombardie; cette rivière couvre une de ses ailes, donne un approvisionnement facile par eau, fournit par ses affluents une quantité de lignes de défense, et permet de passer sur l'autre rive en cas de revers. Mais, dans les circonstances actuelles, on ne devait pas s'attacher à cette ligne; il valait mieux pousser droit à l'ennemi, pour gagner du temps et profiter de son trouble mo-

mentané. Les officiers sardes ne connaissaient pas assez bien le théâtre de la guerre, quoique ce champ classique de tant de batailles dût leur être familier. L'état-major n'était pas pourvu de cartes suffisantes ; l'armée marchait à l'aventure et ne songeait pas à se bien garder. Un bataillon d'infanterie, avec un escadron de cavalerie, se trouvait à l'avant-garde à Macaria, sur l'Oglio; le commandant de Mantoue envoya contre eux des uhlans et des chasseurs tyroliens qui les attaquèrent de nuit, leur tuèrent trois hommes, firent huit prisonniers et jetèrent l'alarme jusqu'au quartier général, qui se trouvait à Bazzalo. Excepté ce petit incident, l'armée piémontaise parvint au Mincio sans effusion de sang, mais après avoir beaucoup souffert de la faim et de la pluie. Les habitants des villes lombardes, au lieu de fournir des vivres en abondance à leurs défenseurs, leur servaient chaud des éloges exagérés de l'héroïsme des Milanais. Ils chantaient des hymnes en l'honneur de l'Italie, se promenaient en habits de velours avec des chapeaux à larges rebords et ombragés d'une plume d'autruche, portant un fusil en bandoulière et une épée à la hanche. Ces armes inoffensives ne leur servaient qu'à une vaine parade, car ils n'étaient nullement pressés d'aller se battre. Les habitants des campagnes étaient encore plus indifférents à la cause italienne.

Radetzki, n'ayant pu tenir à Milan, donna une grande preuve de prudence et d'habileté en se retirant derrière le Mincio, qui est en effet une très forte position. La Lombardie et le territoire de Venise forment une vaste plaine, bordée au nord par la haute chaîne des Alpes, au midi par les eaux du Pô. Les nombreux affluents de ce fleuve, qui coulent des Alpes au midi et fournissent des eaux pour les canaux et les fossés creusés pour l'agriculture et les irrigations, ne présentent point de

fortes lignes de défense, car ils sont trop minces et trop longs. Cette ligne se trouve néanmoins resserrée sur un seul point par le lac Garda, qui a cinq myriamètres et demi de longueur. Du lac Garda au Pô, en ligne directe, il n'y a que quatre ou cinq myriamètres. Cette distance, défendue par la rivière le Mincio, qui sort du lac pour se jeter dans le fleuve, est abrégée par des forteresses, Peschiera et Mantoue; celle-ci est regardée comme imprenable. Le terrain marécageux qui sépare Mantoue du Pô est d'un accès difficile; reste l'espace compris entre Mantoue et Peschiera, c'est-à-dire trois myriamètres; et, comme si une aussi forte ligne était insuffisante pour la défense, elle se trouve encore doublée par l'Adige, rivière qui est séparée du lac Garda par le monte Baldo, coule du nord au midi, et finit par dévier à l'est et coule vers l'Adriatique, parallèlement au Pô. L'Adige est encore muni de deux forteresses: Vérone, situé sur les deux rives de la rivière, sur la pente des Alpes, à deux myriamètres du lac, dont les fortifications ont été considérablement augmentées par l'Autriche; et Legnano, à quatre myriamètres en dessous de Vérone, séparé du Pô par des marais. Entre les quatre forteresses de Peschiera, Mantoue, Legnano et Vérone se trouve un excellent champ de bataille qui a souvent décidé des destinées de l'Italie, et le maître de ces fortes positions peut résister facilement aux attaques qui lui viennent de l'orient ou de l'occident.

Entre Peschiera et Mantoue, il y a trois ponts sur le Mincio: celui de Mozambano, de Borghetto et de Goito. Le roi de Sardaigne, voulant les occuper, s'approcha d'abord de Goito, venant de Macaria. Les bersailleris, ou tirailleurs italiens, s'avancèrent vers la petite ville de Goito, qui était occupée par la brigade de Walgemuth, et défendue par un feu bien nourri des chasseurs tyro-

liens. Après quatre heures de fusillade, les Piémontais, soutenus par un bataillon de marine, s'emparèrent de Goito. L'ennemi, qui n'avait pas ordre de s'y maintenir, se replia sur la rive gauche et détruisit une partie du pont, qui fut vivement réparé et traversé par les Italiens. Ils poursuivirent les Tudesques dans la direction de Mantoue. Ce premier combat fit briller la valeur des troupes sardes et leur donna le sentiment de leur propre force. Elles y perdirent cinquante hommes, l'ennemi éprouva une perte double; elles firent quelques prisonniers et s'emparèrent d'un canon. Un soldat nommé Berta criait : « Vive le roi! » en perdant une jambe. La compagnie de volontaires lombards, du capitaine Griffini, eut une part honorable dans cette journée.

Le lendemain, le général comte de Broglie s'avança vers Mozambano en trois colonnes, et fit reculer les Autrichiens qui s'empressèrent de traverser et de brûler le pont. On rétablit le passage malgré leur feu, et on les obligea à la retraite. Le même jour, Borghetto fut évacué par les troupes de Radetzki et occupé par le colonel Molard, qui ne put, à cause de leur feu, rétablir le pont le jour même, mais seulement le lendemain.

Le 11 avril, les Piémontais traversèrent le Mincio par les ponts de Borghetto et Mozambano et s'établirent à Vallegio. Le roi y fit placer une avant-garde de cinq bataillons et une batterie de huit pièces, et porta le quartier général à Valsa; il devint ainsi maître des rives du Mincio. Radetzki n'avait pas voulu défendre les trois ponts, afin d'éviter un conflit sérieux avec les troupes sardes avant d'avoir réuni son armée. La circonspection dans son camp fut poussée jusqu'à détruire des magasins de poudre à Bussalengo, au lieu de les transporter à Vérone, ce qui eût été facile.

En attendant, les volontaires lombards et napolitains

de la princesse Belgiojoso, stationnés à Sale, sur les rives du lac Garda, reçurent l'ordre de s'embarquer pour faire une descente entre Lazise et Bardollino, comme démonstration sur les derrières des Autrichiens. Ces volontaires, au nombre de cinq à six cents, s'approchèrent de Peschiera, s'emparèrent d'un magasin de poudre et de la petite ville de Castelnuovo, gardée par une compagnie d'Autrichiens. Ils eurent le tort de vouloir s'y maintenir; leur commandant Noara fit élever à la hâte quelques retranchements et employa pour ce travail les habitants de Castelnuovo, les empêchant ainsi de sortir avec leurs familles pour chercher un refuge; il fit sonner le tocsin. Le lendemain, la brigade de Turu-Taxis sortit de Vérone pour attaquer Castelnuovo; les volontaires se sauvèrent sur le lac, après avoir perdu deux hommes. Mais le bourg fut incendié par des fusées à la Congrève : il périt quatre à cinq cents habitants dans les flammes. C'était un spectacle horrible de voir ces hommes, femmes et enfants à demi consumés par le feu; leurs corps, restés longtemps sans sépulture, exhalaient une odeur insupportable; enfin, le municipe de Bussalengo les fit enterrer. Une chèvre blanche s'échappait de la ville en flammes et fut accueillie avec tendresse par les soldats de Radetzki, tandis que les créatures humaines n'excitaient aucune compassion.

Les Milanais criaient tant à la démoralisation des Autrichiens, que le roi finit par y croire et voulut tenter de prendre Peschiera par surprise. Ce pentagone, entouré des eaux du Mincio à leur sortie du lac Garda, et défendu de forts détachés, avait douze cents habitants et dix-huit cents hommes de garnison commandés par le vieux général baron Rath. Le roi fit jouer vingt canons, appuyés par la brigade du Pignerol, le 13 avril, et, après avoir démonté les pièces des ouvrages avancés,

croyant la garnison effrayée, il envoya un parlementaire pour la sommer de se rendre. Le commandant répondit conformément à l'honneur, qu'il avait ordre de défendre la forteresse et qu'il croyait savoir que Radetzki reprendrait bientôt l'offensive. Voyant que Peschiera ne pouvait être pris autrement que par un siége régulier, le roi y laissa une brigade et revint à Volta.

Le mauvais succès sur Peschiera ne l'empêcha pas de répéter la même expérience sur Mantoue avec des chances bien plus faibles de succès. Le 19 avril, quatre colonnes de trois mille hommes chacune partent au point du jour de Sacca, Gazzaldo, Ceresara, Piubega, espérant trouver à Rivallo et Grazie quelques détachements autrichiens qui sortaient de Mantoue pour se procurer des vivres. Mais la garnison, avertie d'avance, était rentrée dans le fort. Les Italiens s'avancèrent vers la forteresse et furent reçus avec une salve d'artillerie qui les obligea de reculer; un détachement envoyé à leur poursuite fut repoussé vers la ville. En ce moment, des charrettes sortent de Mantoue, la croix en tête, pour enterrer les morts. Le roi fait cesser le feu pour ne pas mettre d'empêchement à cette œuvre de piété chrétienne. Il voit d'ailleurs que Mantoue est plus forte qu'elle ne l'était auparavant, entourée qu'elle est par un lac et des prairies inondées, qui incommodent considérablement les assiégeants par des exhalaisons marécageuses et les empêchent de poursuivre le travail des tranchées. Aucune émeute à l'intérieur de la ville ne forçait les assiégés à se rendre. L'ordre de la retraite fut donné; l'arrière-garde eut beaucoup à souffrir des poursuites de la garnison. Quel que fût le but de pareilles entreprises, celui d'exercer une jeune armée ou de faciliter sa jonction avec les auxiliaires toscans et romains, toujours est-il

qu'un temps précieux s'écoulait sans profit pour le roi, tandis que les Autrichiens se remettaient de leur déroute.

Il est vrai que les renforts qui n'avaient pu quitter le Piémont avec le roi arrivaient successivement et portaient son armée au double du chiffre primitif, c'est-à-dire à soixante mille hommes, que Charles-Albert divisa en deux corps, outre la réserve. Le commandement des corps fut confié aux généraux Bava et Sonnaz, celui de la réserve au duc de Savoie, fils aîné du roi. Le duc de Gênes, second fils de Sa Majesté, était général d'artillerie; le général comte Sallasco, chef d'état-major, et le général baron Chiodo dirigeait le génie. Vers la fin d'avril, l'armée piémontaise avait atteint le chiffre de soixante-dix mille hommes. Le roi avait en outre sous ses ordres cinq mille Toscans, trois mille soldats volontaires de Parme et Modène, dix-sept mille Romains et quatre à cinq mille volontaires lombards, outre ceux qui faisaient une guerre de partisans en Tyrol. En tout il avait quatre-vingt-dix mille soldats, sans compter les défenseurs de Venise et les quinze mille Napolitains qui s'avançaient par Bologne. Radetzki n'avait à lui opposer que cinquante mille hommes, car des soixante-dix mille qu'il commandait avant la guerre, vingt mille étaient perdus par la désertion, la mort et les suites de la révolution de Milan. Sur les cinquante mille qui restaient au général autrichien, huit ou dix mille étaient encore d'origine italienne; mais ceux-ci lui étaient fidèles, la désertion ayant épuré les cadres de ceux qui chancelaient dans leurs devoirs. Les forces de Radetzki étaient donc deux fois moins considérables que celles du roi; elles étaient resserrées dans un coin de terre, entourées de pays ennemis, presque privées de communications; elles se trouvaient ainsi dans une position fort critique. En revanche,

elles étaient mieux exercées, plus habituées aux privations et aux fatigues de la guerre; elles étaient dirigées par un haut degré d'obéissance et la discipline militaire était sévère; enfin elles étaient commandées par un excellent général en chef. Une génération indolente appelle de bons soldats : des machines; elle oublie que l'obéissance volontaire, la confiance dans le chef, la patience à endurer la faim et les fatigues, l'indifférence pour la mort, décuplent l'esprit et la volonté de l'homme et le changent, non pas en machine, mais en héros. Mieux vaut se conserver pour la défense de la patrie avec modestie et courage, que de rester en ville comme des poltrons et d'obtenir des emplois sans autre mérite qu'un vain bavardage.

Les retards que nous avons signalés au commencement de la campagne, bien que nuisibles à la cause italienne, se justifient par la nécessité d'attendre les nouvelles levées et les soldats appartenant aux exercices des années précédentes rentrant sous les drapeaux. Mais vers la fin d'avril le roi avait déjà rassemblé des forces considérables, il pouvait et devait agir avec vigueur et célérité. Il pouvait et devait occuper toute la Lombardie et le pays vénitien. Vers cette époque, l'armée autrichienne ne laissait pas les forts sans défense, mais elle n'était pas en état de tenir la campagne et n'aurait pas pu s'opposer à la marche du roi au delà de l'Adige. Au lieu de rester sur la rive droite du Mincio, il aurait dû se placer la rive gauche de l'Adige. De cette manière, il aurait intercepté toutes les communications de Radetzki sans exposer les siennes, et il le pouvait faire par le Pô, par Modène, Bologne et Ferrare, par le chemin de fer de Padoue, par Venise et la mer. On n'avait que l'embarras du choix. Si Radetzki était sorti de ses forteresses, il aurait été vaincu sur un champ de

bataille; s'il restait dans les forts, il était mort de faim; s'il se faisait jour vers l'Autriche, les forts tombaient d'eux-mêmes. Cette position donnait à Charles-Albert la facilité de se porter au-devant des renforts qui devaient arriver au secours de Radetzki et de les battre séparément, en augmentant le découragement de l'armée enfermée dans les murs de Vérone. Le roi devait, en attendant, gouverner et administrer militairement toute la Lombardie et le pays de Venise, y lever une armée de cent mille hommes, et tirer les subsistances et les secours d'argent que ce pays pouvait lui fournir en abondance. En agissant ainsi, la victoire était certaine. Malheureusement Charles-Albert n'était pas doué d'un génie à la hauteur des circonstances. Il avait aussi une trop grande noblesse de caractère; il ne voulait pas s'emparer du pouvoir en Lombardie avant d'en avoir été investi par les habitants, et n'osait même pas faire des réquisitions indispensables pour l'entretien de son armée. Ses généraux et ses soldats avaient les mêmes qualités, les mêmes scrupules et les mêmes défauts que leur souverain; ils étaient pleins de courage et de dévouement, mais ils n'osaient pas prendre en Lombardie un plat de polenta et mouraient de faim parfois au milieu d'un pays fertile qu'ils venaient délivrer. On ne peut sauver un homme sans lui faire un peu de violence, et lorsqu'on saute dans l'eau pour en tirer un homme qui se noie, on ne lui demande pas la permission de le prendre aux cheveux. Le roi n'osa pas se porter au delà de l'Adige; il fit une guerre méthodique, comme on en faisait du temps de Louis XIV, occupé à prendre des forts et à couvrir Milan.

Le roi voulait prendre d'abord Peschiera, mais n'ayant pas encore d'équipages de siége, il commença par le cerner, en passant sur l'autre rive du Mincio.

Immédiatement après Pâques, l'armée passa par les trois ponts de Goito, de Valeggio et de Mozambano, ainsi que par un quatrième pont volant qu'on avait jeté près de Volta. Une garnison fut laissée à Goito; la division toscane retranchée à Grazie, Curtatone et Montanara, resta devant Mantoue. Des troupes romaines occupaient inutilement Governolo et Ostiglia, pour la défense des duchés et des légations que les Autrichiens ne songeaient pas à envahir; deux bateaux à vapeur, portant de l'infanterie destinée au service de la flotte, campaient sur le lac Garda, pour compléter l'investissement de Peschiera.

Entre le Mincio et l'Adige, il y a une chaîne de collines qui sont le prolongement du monte Baldo, et qui dominent la plaine, laquelle s'étend au sud-est depuis ces collines jusqu'à l'Adriatique. Ces positions étaient faiblement défendues par les Autrichiens, et furent occupées par les troupes du roi, à la suite des heureuses escarmouches de Villafranca, Calu, Sandra et Santa-Giustina.

Tout en évitant d'en venir aux mains avec les Piémontais au commencement de la campagne, Radetzki voulait cependant se maintenir au pied du monte Baldo, vers Pastrengo et Bussolengo. Ces positions dominent le cours de l'Adige supérieur, interceptant la route du Tyrol, qui serpente sur la rive droite du fleuve, et dominant la chaussée de la rive gauche. Comme la vallée de l'Adige était alors la seule voie de communication de Radetzki avec l'Autriche, il paraissait important de la couper. D'autre part, le haut Adige était indirectement défendu par la possession de Vérone. La garnison de cette forteresse pouvait facilement battre et couper l'aile gauche des Piémontais stationnés sur le monte Baldo. Le passage de l'Adige au-dessus de Vérone

et l'occupation de Vicence auraient assuré au roi des avantages bien autrement considérables. C'est en plaçant son armée au delà de l'Adige qu'il aurait pu occuper la chaussée du Tyrol et celle du Frioul, en interceptant toutes les communications de Radetzki. Les positions de Pastrengo et Bussolengo étaient défendues par la brigade Walgemuth, soutenue par celle de l'archiduc Sigismond. Le roi chargea le général Sonnaz d'occuper le terrain contesté avec les divisions Broglie et duc de Savoie, la brigade de Piémont et une brigade de cavalerie, en tout vingt-quatre à vingt-cinq mille hommes. C'était le 30 avril, le dimanche après Pâques; l'armée entendit la messe, et ne se mit en marche qu'à onze heures du matin. La première division, commandée par le général Broglie, se dirigea de Santa-Giustina à travers les collines qui dominent Bussolengo; la seconde division, composée des brigades Cuneo et de la Reine, marcha de Sandra vers les mêmes hauteurs par la gauche, sur les rives du lac Garda; la brigade de Piémont devait aller de Cola vers Pastrengo; la cavalerie couvrait l'aile droite de l'expédition, et observait les portes de Vérone. Charles-Albert se plaça sur une hauteur près Sandra, d'où il pouvait voir une partie du combat. Il éprouvait de vives impatiences voyant que la brigade Cuneo, retardée par les obstacles du terrain et surtout par un canal profond et boueux, ne pouvait qu'avancer lentement; il envoyait ordre sur ordre; il vint enfin presser lui-même la marche de cette brigade. La brigade de Piémont chasse l'ennemi de hauteurs en hauteurs jusqu'à la montagne qui domine Pastrengo. Le roi l'y rencontre en venant avec la brigade Cuneo; elles gravissent toutes deux la hauteur. L'ennemi fait un dernier effort pour arrêter l'armée du roi. Une décharge à bout portant cause une hésitation dangereuse

parmi les Italiens. Témoin de cette hésitation, le roi se met à la tête des trois escadrons de carabiniers de son escorte, et gravit la montée au galop. Son exemple entraîne les deux brigades. Au même instant l'aile droite, avec le général Broglie et le duc de Savoie, arrive au même point par un autre chemin, et se réunit au roi. Alors l'ennemi, culbuté sur tous les côtés, se retire à la hâte vers les ponts; il était quatre heures, on pouvait fondre sur les deux brigades autrichiennes, les jeter dans l'Adige, et faire un grand nombre de prisonniers. Le roi ne sut pas profiter d'une victoire qui lui était assurée par l'élan de ses troupes et la supériorité de ses forces sur ce point, et qui aurait été pour l'Autriche un échec irréparable. Charles-Albert arrêta la marche victorieuse de ses soldats, et donna dès lors une preuve de son incapacité pour le commandement d'une armée. Il a eu affaire cette fois avec un ennemi dont l'esprit était encore démoralisé, et qui n'était pas habitué au tir précis des canons piémontais. Il lui fit perdre douze cents hommes tués ou blessés, et trois cents prisonniers, malgré la belle défense du major comte Tesletitsch. La perte des Italiens fut insignifiante; ils eurent cependant à déplorer la mort du jeune marquis Benilaqua qui, à la tête d'une vingtaine de cavaliers, se jeta sur le bataillon des Croates de Knesewitsch, dont il voulait prendre le drapeau. En apprenant ce qui se passait sur son extrême droite, Radetzki songea à la soutenir par la brigade de Rath, qui, au nombre de trois mille hommes, sortit de Vérone vers Sona et Palazzuolo, mais elle fut forcée à la retraite. Après midi, les brigades Turu-Taxis, et ensuite Lichtenstein s'avancèrent jusqu'à l'Osteria del Bosco, où elles ne firent qu'échanger quelques coups de canon; il était trop tard pour faire une diversion, car l'affaire était déjà décidée. Une sortie de Peschiera

fut également repoussée. C'est ainsi que se termina la journée de Pastrengo. Ce même jour, la division de Toscane repoussa une sortie de la garnison de Mantoue; les volontaires qui avaient remplacé, à Governalo, les Romains envoyés en Vénétie, avaient eu en même temps un semblable succès. Le roi était victorieux sur tous les points, mais avant huit jours il devait perdre tous ces avantages; la fortune n'est longtemps fidèle qu'à ceux qui la méritent par leur audace et leur prudence.

Depuis le combat de Pastrengo, Radetzki cessa de vouloir se maintenir sur la langue de terre qui sépare l'Adige du lac Garda, et permit aux Italiens de s'étendre sur le célèbre plateau de Rivoli, qui avait tenté leur ambition historique par une fausse imitation de Napoléon. Lorsque Bonaparte s'empara de Rivoli, il était le maître de Vérone, de Legnago et de tout le cours de l'Adige, et il voulait justement assurer son aile gauche. Au contraire, tant que Radetzki était maître de Vérone, le cours de l'Adige supérieur était indirectement défendu; il pouvait reprendre Pastrengo quand bon lui semblerait, surtout si des renforts devaient lui arriver de ce côté. La proximité des frontières, la facilité de passer la rivière à Vérone même, et de tomber sur la ligne des Piémontais, rendaient la position de cette forteresse décisive, et les Italiens auraient donné tout au monde pour s'en emparer, si cela eût été possible. Malheureusement les obstacles étaient supérieurs à leurs moyens. La ville de Vérone, qui compte soixante mille habitants, est située sur les deux rives de l'Adige, à l'endroit où ce fleuve sort des montagnes pour se jeter dans la plaine. Jules César avait peut-être compris l'importance militaire de ce point, lorsqu'il établit une colonie romaine. La puissante famille des Scaligeri entoura la ville de murailles, qui furent remplacées par

une enceinte bastionnée, construite sous la direction de l'ingénieur San-Michieli. Les Autrichiens avaient fortifié cette place, depuis 1814, en ménageant des issues pour la facilité des sorties. La rive gauche est défendue, outre l'enceinte continue, par des citadelles qui montent en échelons sur le penchant de la montagne, de manière que si la ville s'était insurgée, elle aurait pu être facilement bombardée du haut des forts. La rive droite est dans une plaine entourée d'un amphithéâtre de collines qui ne sont que le rebord d'un plateau élevé; ces collines sont couronnées par les villages de Chiero, Croce-Bianca, San-Massimo, Santa-Lucia, Tomba, Tombetta. Comme ces villages dominent la partie de la ville qui est en plaine, Radetzki les avait fait occuper par des troupes qui pouvaient s'y maintenir facilement. De grandes maisons, des plantations de mûriers et d'autres arbres qui couvrent toute la contrée comme une forêt, des murs faits d'une pierre friable ou d'une terre durcie, qui bordent les routes, et percés de meurtrières, les petits chemins tortueux, accessibles à celui qui connaît exactement la contrée, enfin quelques abatis et des ouvrages de l'art rendaient la défense de ce pays très facile, tandis que l'attaque offrait les plus grandes difficultés. Une fois engagés entre les murs et les plantations, les divisions de l'assaillant ne pouvaient ni se voir, ni communiquer entre elles; le général en chef ne voit que les troupes qu'il a auprès de lui, et dès lors il ne peut diriger à son gré l'ensemble des opérations.

Malgré toutes les difficultés de la situation de Vérone, le roi voulut se présenter aux portes de cette ville. On disait que les habitants de Vérone n'attendaient qu'une occasion favorable pour se soulever, que les soldats italiens de Radetzki se disposaient à déserter, et que les

Hongrois qu'il avait dans son armée ne voudraient pas se battre. Malgré les vaines tentatives devant Peschiera et Mantoue, on crut à la possibilité d'un meilleur succès contre Vérone. On espérait aussi que Radetzki sortirait de cette forteresse pour accepter une bataille rangée. Le roi, stimulé par ses ministres et par les Milanais à faire quelque entreprise hardie, crut devoir marcher contre Vérone, qui était la clef de la position ennemie. Ce projet était contre toutes les règles de l'art militaire, car ce n'est pas contre un front bien fortifié que l'on doit diriger ses attaques, c'est, au contraire, la ligne stratégique de l'ennemi qu'il faut couper en pareil cas ; mais les Sardes ignoraient la stratégie. C'est en vain qu'un exemple historique attestait la difficulté d'une pareille attaque : en 1799, lorsque Vérone était beaucoup moins fortifiée qu'à présent, l'armée de la république française, commandée par Scherer, avait inutilement tenté de s'approcher de Vérone. Le village de San-Massimo, pris et repris sept fois, resta enfin aux Autrichiens. La légion polonaise avait beaucoup souffert à cette occasion.

Voici le plan de bataille. Le général Broglie, avec la troisième division, devait s'emparer de Croce-Bianca, village occupé par l'aile droite des Autrichiens. Le centre, commandé par le général Bana, qui conduisait toute cette attaque, était composé des brigades d'Aoste, des gardes, du bataillon de marins et de la compagnie Griffini; le roi s'y trouvait en personne et devait enfoncer la ligne des Autrichiens à San-Massimo. L'aile droite, sous les ordres du général Ferrero, allait s'emparer de Santa-Lucia; elle comprenait les brigades Casale et Acqui, soutenues par la division de cavalerie d'Olivieri. Parvenus aux positions indiquées, les généraux devaient attendre de nouveaux ordres. Le duc de

Savoie dirigeait la réserve, c'est-à-dire les brigades Coni et de la Reine, ainsi que la division de cavalerie de Sale. Radetzki était parfaitement informé des projets du roi, aussi avait-il rassemblé des forces considérables sur les points menacés.

Le 6 mai, au point du jour, l'armée sarde descendit des collines de Somma-Campagna. Comme les ordres avaient été donnés tard, et comme les difficultés du terrain arrêtaient la marche des divisions, elles n'arrivèrent pas en même temps sur le champ de bataille, mais après des intervalles de quelques heures. Le centre, stimulé par la présence du roi, se trouva le premier au lieu indiqué; il trouva le village de San-Massimo si bien défendu qu'il se rejeta sur Santa-Lucia, défendu par la brigade Strassaldo. Il y éprouva toutes les difficultés d'une situation désavantageuse. L'ennemi, caché entre les arbres et derrière les murs, faisait feu des meurtrières; il avait profité des localités où il pouvait placer du canon, tandis que l'artillerie piémontaise était réduite au silence, faute d'emplacement favorable. Un cimetière défendu par un bataillon de chasseurs fut d'abord enlevé. Les Piémontais saisissaient les canons des fusils de leurs adversaires pour franchir les murailles. Malgré leur courage, ils étaient obligés de reculer, lorsqu'à une heure après midi, l'aile droite arrive à sa destination. Alors le village de Santa-Lucia est enlevé. De là, on voit parfaitement Vérone. Le roi attendit en vain qu'une insurrection éclatât dans la ville; les habitants ne bougèrent pas.

Le général Broglie fut moins heureux en voulant s'emparer de Croce-Bianca. Il fut repoussé avec perte par le corps du général Aspre. En apprenant la retraite de son aile gauche, le roi sentit son flanc menacé, et commença son mouvement de retraite. Le général

Wratislaw, qui se trouvait à San-Massimo, se jeta alors sur les Piémontais et occasionna quelque désordre dans leurs rangs. L'archiduc François-Joseph, depuis empereur d'Autriche, se trouvait alors dans le corps de Wratislaw, bravant courageusement la grêle des balles piémontaises. L'archiduc Albert y était également. Mais le duc de Savoie, depuis roi de Sardaigne, repoussa l'ennemi, à la tête de la brigade Cuneo, et protégea la retraite de son père, en donnant de son courage des preuves dignes d'un fils de Charles-Albert. La brigade Clam était également venue poursuivre les Piémontais du côté opposé, arrivant de Tomba. Les chasseurs de Prochaska, conduits par le colonel comte Reischach, occasionnèrent du trouble dans quelques détachements italiens. Des coups de fusil dirigés de quelques maisons désertes sur les flancs de la division Ferrero dérangèrent l'ordre de la retraite. Les Autrichiens, satisfaits d'avoir repoussé pour la première fois les attaques des Piémontais, ne tirèrent pas tout le profit qu'ils auraient pu obtenir en cette rencontre.

Les Italiens perdirent quinze cents hommes tués ou blessés dans cette journée; l'ennemi, en les dépouillant, constata que beaucoup de ces braves portaient des croix, des scapulaires et des livres de prières. Les Autrichiens ne perdirent que neuf cents hommes, dont deux généraux, Strassaldo et Salis. Ces pertes sont insignifiantes, comparées aux batailles de l'empire, mais l'effet moral du combat de Santa-Lucia fut considérable. Les Piémontais, voyant que les efforts qu'ils avaient faits ce jour-là, et le courage qu'ils avaient déployé à la suite de l'intrépide Charles-Albert, avaient échoué contre des obstacles insurmontables, s'aperçurent qu'ils étaient mal commandés; leur enthousiasme se refroidit, des soldats peu aguerris regrettèrent le foyer domestique, et

un seul régiment compta bientôt deux cents déserteurs. L'armée de Radetzki, au contraire, reprit courage ; la désertion qui leur avait fait perdre dix-sept bataillons entiers ou au moins en grande partie, s'arrêta depuis ce jour. Un régiment italien, celui de l'archiduc Sigismond, s'était bien battu dans la brigade Strassaldo. Les troupes, épurées par la désertion précédente, se montrèrent dès lors animées d'un esprit excellent. Elles étaient d'ailleurs abondamment pourvues de vivres par l'habileté de l'intendant général comte Pachta, malgré l'extrême difficulté des communications, car un seul chemin, celui de la rive gauche de l'Adige, réunissait Vérone à l'empire, encore était-ce à travers le Tyrol, un pauvre pays de montagnes. Seize grands bateaux étaient armés sur le lac pour faciliter le service des arrivages.

Pour n'être plus attaqué une seconde fois aux portes de Vérone, Radetzki fit fortifier les villages de Santa-Lucia, San-Massimo, Tomba, Santa-Croce; ce rivage élevé du thalweg de l'Adige. On donna aux retranchements les noms des généraux de l'armée, comme moyen d'encourager leurs efforts. Les redoutes de Clam, Wratislaw, Schwartzenberg, Aspre, Lichtenstein, Walmoden, les batteries Strassaldo et Kapal, rappellent un courage déployé à une époque difficile ; l'ouvrage principal est décoré, à juste titre, du nom célèbre de Radetzki.

CHAPITRE VIII.

JONCTION DE NUGENT AVEC RADETZKI, A LA SUITE DU COMBAT DE CORNUDA. — PRISE DE PESCHIERA. — COMBAT DE CURTATONE. — BATAILLE DE GOITO. — PRISE DE VICENCE. — COMBATS DE RIVOLI ET DE CORONA. — PROPOSITIONS DE PAIX.

Malgré les difficultés de sa situation à l'intérieur, le gouvernement autrichien faisait tous ses efforts pour conserver ses possessions en Italie; il n'épargnait ni intrigue à Milan, ni soldats à la frontière, et donnait au général Nugent l'ordre de marcher au secours de Radetzki. Nugent se hâte de rassembler son corps d'armée. Les fils du Nord s'apprêtent à franchir les Alpes, et à descendre dans ces belles plaines de l'Italie, qu'ils ont si souvent entendu vanter par leurs vieux compagnons d'armes. Les officiers pensent aux charmes d'un ciel méridional, aux splendeurs des beaux-arts; les soldats songent à l'abondance des fruits et du vin; ils aspirent tous à la gloire militaire. Ils chantent les airs mélancoliques des barbares, leurs ancêtres, qui allaient conquérir l'Italie. Ils essuient les larmes d'adieux, qu'ils versent en quittant la contrée paisible de leurs cantonnements, apprêtent leurs armes et se mettent gaiement en route. La race germanique n'est pas la seule à s'armer contre l'Italie, les Hongrois et les Slaves obéissent aussi au césar de Vienne. Les Polonais de Galicie, les Bohêmes leurs frères, les Slaves du midi leurs ancêtres, compagnons de Lech, les Croates indomptables, se dirigent vers les frontières de l'Italie. Pendant que ces recrues héroïques, par la simplicité de leur obéissance, marchent au secours de Radetzki, l'Italie reçoit un

secours funeste : les émigrés italiens, corrompus dans les clubs des sociétés secrètes, obéissant à la voix fatale de Mazzini, encouragés par les vaines paroles de Lamartine, viennent s'abattre sur l'Italie, plus funestes que ces corbeaux de mauvais augure qui suivent l'armée pour se repaître des cadavres. Les exilés viennent en Lombardie, mais ce n'est pas pour combattre, sauf de rares exceptions. Aussi pusillanimes pour la guerre qu'audacieux et féconds en paroles, et téméraires pour le crime, ils restèrent à Milan pour désorganiser le pays, et allumer la guerre civile.

Dès que Nugent eut rassemblé vingt mille hommes et trente canons, il franchit l'Isonzo, laissa un faible détachement pour observer le fort de Palmanuova, défendu par le brave général Zucchi, prit Udine sans résistance, et entra, le 30 avril, à Conegliano, près de la Piave. Le cours de cette rivière était défendu par les soldats romains de Durando. Ce général voulait s'opposer à la marche de Nugent dès le commencement de la campagne, mais le roi Charles-Albert, qui se méfiait d'un général poussé par les clubs, et qui ne croyait pas à l'arrivée prochaine de Nugent, retint les Romains à Governalo. Enfin, Durando obtint la faveur d'être envoyé contre Nugent, et s'empara de Trévise, lorsque son adversaire était déjà vers Conegliano. Le passage d'une rivière étroite et longue contre un ennemi supérieur en nombre n'est pas chose facile. Nugent avait seize mille hommes avec lui, outre les détachements qu'il avait laissés devant les forts d'Osopo et de Palmanuova. Durando n'avait que sept mille hommes, dont deux excellents régiments, et une bonne cavalerie romaine ; il est vrai que le général Ferrari lui amenait dix mille soldats de renfort, mais les volontaires de la garde civique étaient trop indisciplinés pour qu'on pût

compter sur eux. La seule chose que pouvait faire Durando, c'était de rassembler ses forces sur un point central, d'y attendre l'ennemi, et de se jeter sur ses flancs, si Nugent voulait le tourner. Durando adopta un faux système, il dissémina ses forces sur toute la ligne : il confia trois mille hommes au général piémontais la Marmora, qu'il plaça à Trévise; il laissa deux bataillons au général Ferrari, et se porta lui-même au monte Belluno avec le reste de ses troupes, pour attendre les mouvements de Nugent. Les insurgés, qui devaient défendre les montagnes, n'en firent rien, et laissèrent pénétrer Nugent par Belluno à Feltre. De Feltre, Nugent n'avait que deux chemins à suivre : il pouvait descendre la vallée de la Piave par le défilé de Pederoba, au lieu de passer dans le thalweg de la Brenta, à Primolano; de ce point, s'il était empêché de descendre vers Bassano, il pouvait à la rigueur remonter le val Sagana pour marcher à travers le Tyrol par Trente et Roveredo. C'était un détour qui l'aurait rejeté hors de l'Italie, il n'était donc pas probable qu'il s'y résignât. Voulant boucher toutes les issues, Durando mit douze cents hommes à Primolano, il se replia avec trois mille hommes sur Bassano, et plaça le général Ferrari, qui venait d'arriver, à Pederoba. Les Romains se replièrent de Pederoba sur Cornuda; ils y soutinrent, le 8 mai, un combat avec assez de courage. Le lendemain après midi, ils se retirèrent à monte Belluno, et ne voulurent plus aller en avant, mais s'enfuirent à Trévise. Le corps du général Ferrari se composait en partie de la lie des volontaires romains qui marchaient à travers l'Italie dans le plus grand désordre, en pillant leurs compatriotes, et commettant des meurtres et autres crimes : il n'est pas étonnant qu'ils aient lâchement abandonné le champ de bataille. Ils voulurent, à trois reprises, tuer leur géné-

ral Ferrari, quand il voulait les ramener au feu. Nugent s'approcha de Trévise; Ferrari ne pouvant surmonter la peur de ses volontaires, se retira à Mestre, en laissant quatre mille hommes de ses meilleures troupes, pour la défense de Trévise.

Durando, qui avait passé continuellement d'un endroit à un autre, d'après les nouvelles qu'il recevait de l'ennemi, apprenant sa marche sur Trévise, vint se placer à Piazzola, derrière la Brenta, d'où il aurait pu facilement défendre le passage de cette rivière, entre la chaussée de Vicence, vers Fontaviva, ou celle de Padoue. Il aurait agi prudemment en conservant cette position; mais les Trévisans criaient à la trahison, parce qu'il ne venait pas à leur secours. Nugent ne pouvait pas prendre facilement cette ville, défendue par ses habitants, outre les quatre mille hommes de la garnison, par les murs et par le cours marécageux du Sile; pour tromper l'ennemi, il s'amusait à dévaster les environs. On a tant calomnié Durando, qu'il finit par céder à l'opinion publique; mais dès qu'il s'approcha de Trévise, on vit qu'il avait eu raison : car Nugent franchit en une seule journée la distance qui séparait la Piave de la Brenta, et se dirigea sur Vicence, prouvant par là que son but n'était pas de soumettre les villes insurgées, mais de se réunir au plus tôt à Radetzki.

Durando était encore joué par Nugent; il voulait cependant courir à la défense de Vicence : le chemin de fer vint à son aide. Il se rendit de Magliano sur Mestre, et arriva par le chemin de fer de Padoue à Vicence, le 21 mai. Son avant-garde, commandée par Gallieno, y vint le 19, et repoussa le lendemain une attaque des Autrichiens, qui coûta la vie au jeune comte Zichy. Les Autrichiens, voyant que la prise de Vicence n'était pas facile, se hâtèrent de marcher sur Vérone; ils furent

inquiétés dans leur marche, à Olmo, par le général Antonini, qui perdit un bras dans cette occasion.

Au lieu d'être ravi de joie de l'arrivée des renforts attendus depuis longtemps, Radetzki se fâcha de ce qu'on n'avait pas pris Vicence chemin faisant, et comme il était sorti de San-Bonifacio à la rencontre de Nugent, il le fit revenir sur ses pas. Le général Nugent était malade et remplacé par le prince Turu-Taxis, qui s'approcha de nouveau de Vicence avec dix-huit mille hommes et quarante canons. Durando n'avait que trois mille cinq cents Suisses, deux mille cinq cents hommes de troupes de ligne romaines et cinq mille volontaires; il était soutenu par la coopération active et courageuse des habitants, qui s'occupaient de défendre leurs murailles ou d'éteindre les incendies occasionnés par les projectiles de Turu-Taxis. La nuit, toutes les maisons étaient éclairées. Enfin, l'artillerie placée sur le monte Berico foudroyait les Autrichiens; ceux-ci furent obligés de se retirer après avoir éprouvé une perte de deux mille hommes tués ou blessés.

Pendant que la jonction de Nugent avec Radetzki relevait la cause impériale dans le nord de l'Italie, les Italiens eux-mêmes gâtaient leur cause au midi de la Péninsule. Le roi des Deux-Siciles était, outre le roi de Sardaigne, le seul souverain en Italie qui eût une armée nombreuse, bien exercée, attachée à son roi qu'elle regardait comme le père du soldat. Ferdinand n'avait pas profité de la fidélité de ses troupes pour s'opposer à la liberté italienne, tant que les libéraux se continrent dans les bornes de la modération. Non content d'être le premier à donner la constitution, il s'était proposé d'envoyer une armée de quarante mille hommes au secours de la Lombardie, et il en avait déjà fait marcher seize mille sur Bologne, sous la conduite du général Guil-

laume Pépé, vieil exilé connu par l'exaltation de son patriotisme démocratique. Les démocrates italiens ne tinrent pas compte au roi Ferdinand de ces immenses concessions; ils voulurent le priver de toute autorité, et se soulevèrent le 15 mai, au moment de l'ouverture des chambres. Les troupes du roi battirent les révoltés dans les rues de Naples. Nous donnerons ailleurs quelques détails sur cette victoire de l'ordre sur l'anarchie; il nous suffit, pour le moment, de constater ici l'influence de la révolte perfide du 15 mai sur le sort de la campagne de Lombardie. Le roi de Naples, dégoûté d'une guerre qui pouvait donner son trône à Charles-Albert ou le livrer aux républicains, rappela son armée, qui était déjà sur le Pô. La plus grande partie des troupes obéit au roi, le reste se laissa persuader par le général Pépé de passer le Pô, pour continuer la guerre. C'est ainsi que le parti républicain, obéissant aux ordres de Mazzini, par une tentative importune et criminelle, priva la patrie d'une grande partie de ses soldats les plus instruits et les mieux exercés.

Au lieu d'empêcher la jonction de Nugent avec Radetzki, le roi s'amusait au siége de Peschiera, dont il avait confié la direction au duc de Gênes. Le général Chiodo était commandant du génie; le général Rossi guidait l'artillerie du siége. On fit venir des canons de gros calibre d'Alexandrie à Crémone par le Pô; de là ils furent transportés par terre en trois jours sous les murs de la forteresse. Arrivés là, on eut beaucoup de peine à les placer, car des pluies abondantes avaient défoncé le terrain; on dut les porter à bras d'homme : les soldats se prêtèrent à cette besogne avec dévouement. Les pluies retardèrent les travaux du siége, l'eau et le feu du ciel empêchaient de faire les tranchées. Cependant au bout de quinze jours les canons

du fort Mandella furent démontés. La forteresse, découverte ainsi du côté de l'est, avait souffert elle-même du feu des assaillants; les assiégés étaient réduits à un quart de ration de maïs; les renforts qui voulaient venir au secours de Peschiera étaient repoussés par le général Bes, à Calmasino. Le vieux général Rath, qui commandait la forteresse depuis vingt-deux ans, et qui était généralement aimé à cause de sa bienfaisance, ayant rejeté la capitulation qui lui était offerte le 26 mai, finit par arborer le pavillon blanc le 30 du même mois. Par égard pour sa belle défense, il obtint une capitulation honorable. Les soldats, Croates pour la plupart, devaient être embarqués à Ancône, avec promesse de ne plus servir dans cette guerre. Le roi entra à Peschiera le jour de l'Ascension, entendit la messe et le *Te Deum*, pour rendre grâces à Dieu de la prise de la forteresse. Peschiera avait soutenu, en 1800, un siége dirigé par le général français Chasseloup, et fut cédée à la France par l'armistice signé à Trévise; elle n'avait pas alors les deux forts détachés Solvi et Mandella.

Pendant que Charles-Albert était occupé au siége de Peschiera, Radetzki ne songeait pas uniquement à secourir cette place; il voulait encore tourner l'armée du roi, couper ses ponts et ses communications, et enfermer les Italiens entre l'Adige et le Mincio. Le but de ce mouvement offensif était en même temps défensif: le feld-maréchal voulait détourner l'attention des Piémontais des travaux inachevés de Santa-Lucia; il voulait approvisionner l'armée de vivres et tromper l'ennemi s'il ne pouvait pas le vaincre, et se porter en arrière sur Vicence. Radetzki avait des intrigues ourdies à Milan: il savait que le peuple des campagnes lui était favorable; il espérait surprendre les Toscans qui défendaient Curtatone, et les détruire pour se jeter ensuite sur le déta-

chement qui gardait Goito. La position trop étendue des Italiens depuis Pastrengo jusqu'à Goito et Grazie lui donnait l'espoir d'un succès; connaissant la lenteur des mouvements de l'armée piémontaise, il était sûr de ne pas s'exposer lui-même au danger d'être coupé de Vérone : il tenait pour certain que, quand même il lui arriverait d'être battu, le roi ne saurait pas profiter de la victoire.

Ce plan hardi fut élaboré avec une précision admirable par le général Hess, chef de l'état-major. Les troupes fatiguées par les marches forcées furent laissées à Vérone. L'armée disponible fut divisée en trois corps : celui du général comte Wratislaw, de quinze bataillons, huit escadrons et trente-six canons; le corps du général d'Aspre, dix-sept bataillons, huit escadrons, trente-six canons; la réserve du général de Wocher, onze bataillons, vingt-huit escadrons, soixante-dix-neuf canons : ensemble, quarante-cinq bataillons, quarante-quatre escadrons, cent cinquante et un canons. Les bataillons autrichiens ont treize cents hommes; on peut donc porter les forces de cette expédition à quarante-cinq mille hommes, sans compter la garnison de Mantoue. Le premier corps sortit le 27 mai au soir, passa par Tomba, Vigasio, Trevenzuolo, à Castel-Beforte, s'y reposa, et vint à Mantoue par Ca-Rossi et Ca-Pastori, à deux heures et demie de l'après-midi, le 28. Le second corps suivit le grand chemin jusqu'à Isola della Scala, marcha par Erbe, Larga, à Castellaro, y fit la soupe, et vint à Mantoue à sept heures du soir, par la chaussée de Legnano. Les deux brigades de la réserve, avec les canons, suivirent le même chemin. La troisième colonne de la cavalerie fit le tour par Tombetta, Pazzo, Villafontana, Bavalone à Nogara, y prit quelque repos, et n'arriva à Mantoue que dans la nuit du 29. Enfin, une

brigade de la réserve passa la nuit sur le glacis de Vérone, suivit le lendemain le premier corps en couvrant sa marche, et parvint à Mantoue, également le 29, dans la nuit. Un détachement de la première colonne passait par Nogarola, tout près des Italiens, pour servir de premier rideau au mouvement des troupes. Cette dangereuse marche de flanc était disposée de manière que si les Italiens s'en étaient aperçus et s'ils avaient voulu l'inquiéter, l'armée changeait de front et se trouvait rangée en bataille, en deux lignes, avec une réserve de cavalerie. Tout ce mouvement était facilité par une fausse attaque du côté de Rivoli, où le colonel Lobel s'avança sur Garda et Bardolino, pour faire une diversion ou pour porter secours à Peschiera; il fut repoussé facilement par le général Bes. Une tactique aussi habile réussit à merveille: Radetzki, sorti lui-même secrètement de Vérone le 27 au soir, était déjà, dans la nuit du 29, à Mantoue avec toute son armée.

Quelques mouvements préalables entre Mantoue et Vérone avaient endormi l'attention des Italiens. Le général Bava, informé, le 28, dans son camp de Custoza, d'une marche des Autrichiens, croyant que leurs forces qui se dirigeaient de ce côté étaient peu considérables, se contenta de prévenir les Toscans du danger qui les menaçait, en leur transmettant l'ordre de se défendre tant qu'ils le pourraient et de se replier ensuite sur le gros de l'armée. Les volontaires toscans étaient encore tout glorieux du souvenir de leur succès du 18 mai; ils ne voulurent point entendre parler de retraite, et le général Laugier, avec les troupes de ligne, resta pour les défendre.

Un large fossé et de faibles retranchements défendaient la position des Italiens à Curtatone et à Montanara; ils furent attaqués, le 29 au matin, par des forces

triples des leurs. Ils opposèrent une résistance vigoureuse; les troupes toscanes, le bataillon napolitain, les étudiants des universités de Pise et de Sienne, formant un bataillon de volontaires, conduits par leurs professeurs, rivalisèrent de courage et de constance. Le professeur de géologie Pilla tomba mort en regrettant de n'avoir pas assez fait pour sa patrie; le professeur Monbanelli fut blessé : on le crut mort et l'on pleura sa perte, mais il se rétablit depuis pour jouer un triste rôle dans les troubles de son pays. La division du prince Charles Schwartzenberg, avec les brigades Clam et Strassaldo, se porta sur Montanara; le général Clam attaqua cette position fortifiée, où périt auprès de lui son aide de camp Szastak. Les Toscans faisaient feu des maisons où ils s'étaient barricadés; le colonel baron Reiczak finit par escalader les maisons et par emporter cette position. Pendant ce temps, la division du prince Félix de Schwartzenberg se dirigea sur Curtatone. Le colonel Bench, repoussé deux fois, prenait enfin Curtatone. Le prince Lichtenstein tournait la position par Buscaldo, et s'emparait, derrière Montanara, des maisons qui lui furent vaillamment disputées. Se voyant tournée, l'aile droite des Italiens se retira vers Marcaria et l'Oglio, en laissant beaucoup de prisonniers; l'aile gauche se replia de Curtatone sur Goito. La perte des Italiens, en cette occasion, fut de quatre cents morts, cinq cents blessés et deux mille prisonniers : d'ailleurs, le nombre des morts peut être difficilement évalué, car on le croyait d'abord plus considérable, et la Toscane entière pleurait la fleur de sa jeunesse tombée sur le champ de bataille. Peu à peu cependant un grand nombre de *morts* ressuscitèrent, guéris de leurs blessures dans les hôpitaux autrichiens, revenant de leur courte captivité et ne se pressant pas de démentir une mort honorable.

Le général Laugier courut, dans cette journée, les plus grands dangers. Il conduisait un escadron à la charge, son cheval fut tué sous lui; tombé lui-même par terre, l'escadron entier sauta au-dessus de lui sans lui faire de mal. Ce n'est qu'ensuite que Cipriani le reconnut et lui donna son cheval. Le général fut mal récompensé de son courage, puisqu'il fut fait prisonnier à Lucques. Le colonel Giovanetti fut traité avec plus d'ingratitude encore : il fut tué après l'armistice par quelques volontaires qui lui gardaient rancune, sans doute, de ses efforts pour maintenir la discipline. Cependant, partout généralement, les Toscans se distinguaient parmi les volontaires italiens par leur douceur, leurs bonnes manières autant que par la valeur et le courage. Ayant beaucoup souffert dans ce combat et peu habitués aux revers, ils durent se retirer sur Castiglione et Brescia et ne purent rentrer en ligne qu'au mois de juillet. La résistance désespérée que les Toscans avaient opposée aux forces supérieures de l'Autriche, à Curtatone et à Montanara, sauva l'armée en donnant au roi le temps d'arriver pour défendre la position importante de Goito.

Le lendemain, 30 mai, le roi et le général Bava étaient à Goito à la tête de vingt mille hommes, forces insuffisantes, sans doute, puisque Radetzki en avait le double; heureusement il n'amena que trente mille hommes sur le champ de bataille. Cette inégalité de forces fait honneur au courage des Piémontais, mais non à l'habileté de leurs chefs, puisque le devoir d'un général en chef est d'avoir une supériorité numérique sur le point décisif. L'armée italienne était rangée en bataille en ligne oblique : son aile gauche, avancée, était couverte par la petite ville de Goito, qu'elle occupait; l'aile droite, refusée, se trouvait du côté de Callapane, le front cou-

vert par un marais qui gênait toutes ses manœuvres. La brigade de Cuneo était au point de séparation des chemins de Brescia et de Volta, le long de la route de Vasto; la brigade d'Aoste était en seconde ligne, celle des gardes en troisième ligne. Les chasseurs et un régiment de cavalerie complétaient la défense de cette aile, en observant les routes de Salvato et Ceresara, de crainte que l'ennemi ne tournât la position. L'aile gauche n'avait que deux régiments d'infanterie placés sur une colline, défendus par trois régiments de cavalerie et des canons placés en arrière; enfin deux bataillons avec de l'artillerie défendaient Goito. Ces préparatifs ne furent terminés qu'après midi. Radetzki, pouvant prendre Goito dès le 29 au soir, commit la faute de n'y venir que le 30 à trois heures après midi. Il commit une faute plus grande encore en envoyant le second corps, par Castelluchio, Rodigo, à Ceresara, qui y resta inactif, tandis que le premier corps, suivi de la réserve, marchait par Rivalta sur Goito. La diversion de Ceresara s'explique de même que le retard, par le projet de tourner la droite des Piémontais et de les forcer ainsi à la retraite sans combat; mais ceux-ci ne s'aperçurent même pas d'une manœuvre aussi habile. Alors Radetzki voulut emporter Goito et déborder la droite des Italiens pour les jeter dans le Mincio. Le roi croyait, vu l'heure avancée, qu'il n'y aurait plus de bataille en ce jour et revint à Volta. Déjà ses troupes commençaient à quitter leurs positions, lorsque des coups de fusil et de canon se firent entendre. Une reconnaissance inexacte était cause de cette erreur, tandis qu'une autre reconnaissance, guidée par le colonel Castelborgo, avait apporté la nouvelle que des forces considérables s'avançaient par Sacca; mais le général Bava n'y avait pas ajouté foi. C'est ainsi, observent les Piémontais, que la bataille de Marengo

avait commencé inopinément, sans que les Français eussent appris la présence de Mélas. L'attaque s'engagea vivement du côté de Goito. Bava renforça la garnison de cette petite ville qui, défendue par quatorze canons, sut bien résister à l'Autriche. Quatre canons, placés sur l'autre rive du Mincio, foudroyaient les Autrichiens. Tous leurs efforts sur ce point furent inutiles, tandis que l'aile droite des Piémontais pliait sous la supériorité du nombre. Le général Walgemuth l'attaque de front; Benedek rompt la première ligne des Italiens et se jette sur son flanc; il est soutenu par une partie de la brigade Strassaldo. Le prince Félix de Schwartzenberg se met à pied à la tête de ses bataillons pour les mener à la charge, le bras en écharpe, à cause d'une blessure qu'il venait de recevoir. La seconde ligne des Piémontais est enfoncée et forcée à battre en retraite; les maisons qui servaient de point d'appui à la droite sont prises : il semble que la troisième ligne va céder également devant la valeur des Autrichiens, mais ceux-ci sont arrêtés par le feu de l'artillerie. Le duc de Savoie profite de ce moment pour ramener la brigade de Cuneo à la baïonnette, et oblige l'ennemi à se replier en arrière. Il était sept heures du soir : le maréchal Radetzki ordonne la retraite sur toute la ligne et laisse la victoire aux Piémontais, dont ils ne surent pas profiter en ne poursuivant que faiblement l'ennemi. Le roi fut, comme toujours, le modèle du courage; un obus éclatant à ses pieds le couvrit de terre et lança contre lui un projectile. Au moment où la bataille de Goito se décidait en faveur du roi, on vint lui annoncer la prise de Peschiera; l'armée, au comble de la joie, proclama Charles-Albert roi d'Italie.

Au lieu d'accepter un titre peu mérité, le roi de Sardaigne aurait dû poursuivre activement l'ennemi, sinon

le jour même, du moins le lendemain. Mais l'armée piémontaise resta tranquillement quatre jours à Goito et Volta, tandis que Radetzki envoyait des détachements battre le pays entre le Mincio et l'Oglio, à Marcaria, Asola, Castel Goffredo, Guidizzale, comme si ce fût lui qui eût remporté la victoire, et il se retranchait dans son camp. Il est vrai pourtant de dire que le roi, mieux informé du nombre des troupes de Radetzki, attendait des renforts. Il ne put rassembler quarante mille hommes que le 3 juin, et le 4 au matin il se mit en marche vers Mantoue, quoiqu'il eût appris que Radetzki avait quitté le camp dans la nuit. En arrivant au camp abandonné, les Italiens admiraient les retranchements qu'il avait élevés pour s'abriter pendant un temps aussi court, malgré les pluies qui tombaient en ces jours; car les Italiens n'en faisaient pas dans les camps qu'ils occupaient même pendant quelques mois. Arrivé à Grazie, le roi voulut voir l'église de la Sainte-Vierge; on n'en put trouver les clefs : il apprit depuis qu'il y avait là des blessés autrichiens que personne n'avait trahis. Les habitants croyaient que tôt ou tard l'empereur serait victorieux; ils fournissaient volontiers des vivres à son armée, et laissaient leurs compatriotes privés du nécessaire.

Radetzki perdit trois mille hommes tués ou blessés à Goito, et autant de prisonniers ou de déserteurs les jours suivants; ses pertes auraient été plus considérables s'il avait été poursuivi jusqu'à Legnano ou coupé de l'Adige. Il perdit la bataille de Goito, ce que les Autrichiens contestent; ou du moins il ne la gagna pas, ce qui est incontestable, parce qu'il envoya le tiers de son armée à Ceresara pour tourner les Italiens trop loin du champ de bataille, d'où elle ne pouvait plus, vu l'heure avancée, arriver au secours de ses compagnons

d'armes. Le roi commit la même faute en faisant venir trop peu de troupes à Goito. Cette victoire indécise fut néanmoins peut-être le moment le plus brillant de la guerre d'indépendance italique.

Le feld-maréchal reçut, le 2 juin, la nouvelle de la reddition de Peschiera; le lendemain, il reçut celle d'une seconde révolution à Vienne. Cela l'obligeait à plus de circonspection; la perte de son armée aurait pu être irréparable : il fallait ouvrir le chemin du pays en cas d'une retraite, et laisser les mouvements en avant aux chances de l'avenir. Il ne pouvait plus se maintenir sur la rive droite du Mincio; il suivit donc le conseil du général Hess, et, sans perdre de temps, il se déroba par une marche rapide sur Legnago pour marcher sur Vicence. Deux brigades retournèrent à Vérone, le long des postes italiens, pour leur donner le change, et à peine arrivées dans cette forteresse, elles remplaçaient la brigade Culoz, qui devait marcher sur Vicence, ainsi que le corps de quinze à seize mille hommes de Welden, qui venait du Tyrol pour renforcer l'armée de Radetzki.

Le roi fut informé du mouvement de Radetzki, le 7 juin; s'il s'était jeté sur l'Adige, il aurait pu se réunir au général Durando, le sauver, battre les Autrichiens et rallier la brigade napolitaine du général Pépé. Son inaction permit à Radetzki d'accomplir tous ses projets contre Vicence. Cette ville fut coupée du chemin de Venise par le général d'Aspre, Wratislaw occupa le chemin de Vérone, Welden compléta le siége; quarante mille hommes et cent dix canons assiégeaient Vicence, le 9 juin. Cette ville est dominée par le monte Berico; les Italiens avaient fortifié une église de la Madonna del Monte avec un couvent qui se trouve sur un des sommets de ces montagnes. Mais le général Culoz fit gravir

à ses soldats les pentes escarpées du monte Berico, portant des canons, et les fit monter de nuit sur la cime d'Arcugnana, qui est plus élevée que Madonna del Monte. Cette position était défendue par deux bataillons des Suisses de Latour, par la légion romaine de Gallieno, les chasseurs de Ceccovini et par le colonel Massimo d'Azeglio, qui manie l'épée aussi bien que la plume et le pinceau, et qui reçut ce jour-là une honorable blessure. Les canons ennemis renversent les blockhaus italiens, les chasseurs de Reischah s'élancent à l'assaut; le colonel des Croates, Kopal, périt dans la mêlée, le capitaine Jablouski saute le premier sur les remparts. Les Italiens se replient sur la ville, les Suisses s'enferment encore dans l'église, et le combat continue dans l'intérieur du sanctuaire; enfin ils sont obligés de céder devant la bravoure des Croates Oguliners. Les Italiens se défendent bravement sur les remparts de Vicence; le colonel del Grande et le major Morelli y trouvent la mort, l'Autriche y perd le prince Guillaume Turu-Taxis et le colonel Cavannagh. La ville est bombardée dans la nuit et demande à capituler. Le général Durando se voit obligé de céder devant le nombre, malgré l'avis de l'épicier Galetti, et obtient une capitulation honorable. Ses troupes sortent avec les honneurs de la guerre, à condition de ne pas combattre contre l'Autriche pendant trois mois. Vicence fut recommandée à la courtoisie et à la générosité du vainqueur, mais ne s'en trouva pas trop bien. Cette ville fut prise par la trop grande témérité de Durando qui, s'y étant maintenu deux fois, crut qu'il pourrait y résister toujours; il aurait dû obéir au roi, qui le rappelait vers le gros de son armée, ou bien se joindre à Pépé pour la défense de Venise. Les Suisses sortant de Vicence furent salués et embrassés par les Autrichiens pour leur courage et leur belle défense. Les

volontaires romains, revenus dans leur pays, furent reçus avec les plus grands honneurs, comme s'ils eussent remporté les victoires les plus signalées. Les anciens Romains consolaient les vaincus, c'est très bien ; mais les modernes leur élevaient des arcs de triomphe, ce qui avait l'air d'une mystification.

Le général Pépé, craignant d'éprouver le même sort, quitta Padoue avec sept ou huit mille hommes qui lui étaient restés, malgré les ordres du roi, et s'enferma dans Venise. Les quatre mille hommes laissés à Trévise par le général Ferrari n'eurent pas le temps de se replier et furent faits prisonniers. Le reste des troupes de Ferrari et du général Antonini se retira par Mestre à Venise. Le fort de Palmanuova manquant de vivres, d'argent, de discipline et d'envie de résister, malgré l'énergie de son commandant, se rendit le 24 juin. Il ne resta d'indépendant sur le territoire de Venise que le rocher d'Osopo et la reine des mers au milieu de ses lagunes. Les communications de Radetzki étaient assurées, ainsi que les vivres de son armée. Immédiatement après la prise de Vicence, le vieux maréchal rentra dans Vérone.

Au lieu d'accourir au secours de Vicence, le roi avait ordonné au corps du général Sonnaz d'occuper Rivoli, sans but sérieux. Une des divisions destinées à cette expédition marcha par Garda et San-Martino pour tourner les Autrichiens ; mais avant qu'elle fût parvenue au pont de l'Adige, l'ennemi avait cédé le terrain à la division que le roi et le duc de Gênes conduisaient contre leur front par la chaussée de Bussolengo et Pastrengo, en gravissant la pente du monte Baldo. Les Autrichiens se retirèrent en partie sur Corona, en partie sur l'autre rive de l'Adige par le pont de Brentino. Ils quittèrent Corona à l'approche des Italiens, en leur

laissant leur polenta toute chaude; ceux qui étaient à Dolce, de l'autre côté du fleuve, tirèrent pendant deux heures sur les Piémontais, après quoi ils s'éloignèrent devant leur feu. Une brigade fut laissée à la garde de Rivoli, avec un bataillon poussé jusqu'à Corona, position inutile depuis que les communications de Radetzki étaient rétablies par Vicence, et même dangereuse, puisqu'elle contribuait à étendre outre mesure le front de l'armée. Les Piémontais occupaient, depuis Corona jusqu'à Grazie, près Mantoue, une ligne de six myriamètres, tandis que l'ennemi n'était éloigné, près de Vérone, que d'un myriamètre de leur centre, qui pouvait être facilement battu avant d'obtenir le secours de ses ailes. Rivoli était nécessaire à Bonaparte pour assurer son aile gauche quand il était maître de Vérone, de Legnago et de tout le cours de l'Adige. Le roi, au contraire, aurait dû penser davantage à la défense du centre de son armée; mais quand même la possession de Rivoli lui aurait été indispensable, l'occupation de cette position était souverainement inopportune lorsqu'il fallait secourir Vicence.

Le soir, après cette victoire insignifiante, le comte Casati, à la tête d'une députation de Milan, vint offrir au roi la réunion de la Lombardie au Piémont. La couronne de fer, but des efforts de Charles-Albert, allait stimuler son ardeur, mais en même temps la prise de Vicence rendait la guerre difficile.

La faute de la prise de cette ville peut être attribuée au docteur Conella, envoyé de Durando, qui donnait au roi l'assurance que la garnison, aidée par les habitants, pouvait résister pendant huit jours aux forces réunies de Radetzki. Il ne fallait pas croire à cette opinion personnelle de l'envoyé. Il prétendait aussi avoir des intelligences à Vérone : plus de six cents hommes,

disait-il, n'attendaient qu'un signal convenu pour livrer la ville à Charles-Albert. Le roi voulut profiter de l'absence de Radetzki pour tâcher de s'emparer de Vérone. Mais l'armée royale ne marcha pas assez vite vers les murs de cette importante forteresse; elle n'y arriva que le 13 au soir. Le signal convenu, par un malentendu, ne fut pas donné. En attendant, Vicence était prise, Radetzki rentrait subitement à Vérone et rendait toute surprise impossible. Le 14 juin, dans la matinée, le roi fit retirer ses troupes; la retraite ne fut pas inquiétée par l'ennemi, excepté la cavalerie de l'arrière-garde, qui fut attaquée par les uhlans. Le désordre s'était mis dans ses rangs, lorsque le courage du colonel Maffei de Broglio rétablit le combat : il fond sur les uhlans et les oblige à la retraite. Il s'était défendu seul contre quatre lanciers, et il avait reçu trois blessures dans ce combat d'arrière-garde.

Les soldats de Radetzki avaient murmuré à Vicence au sujet des conditions favorables accordées aux troupes de Durando; mais quand ils virent les Piémontais aux portes de Vérone, ils admirèrent la prudence de leur chef qui était revenu à temps pour protéger son quartier général, et lui accordèrent alors une confiance illimitée.

Le 18 juin, le bataillon laissé à la garde de Corona, avec une compagnie d'étudiants de Turin, fut attaqué par des forces trois fois plus considérables, mais il les repoussa par le feu et à la baïonnette, en criant : « Vive le roi! »

Pendant que ces événements se passaient en Lombardie, le gouvernement autrichien, bien que très attaché à la possession de cette province, malgré les efforts qu'il faisait pour s'y maintenir par les armes et les intrigues, commençait à se résigner au sacrifice de ce riche pays,

pour rétablir la paix et afin de pouvoir employer à Vienne et en Hongrie les forces qu'il était obligé d'opposer à Charles-Albert.

Cette résolution était tellement éloignée des habitudes du gouvernement autrichien, qu'on peut croire qu'il cédait à une influence étrangère. Pie IX, qui avait ouvertement séparé sa cause de la guerre d'Italie par l'allocution du 29 avril, avait acquis par cette démarche les droits d'un médiateur. Il en profita pour écrire une lettre à l'empereur, en l'engageant à céder l'Italie de bon gré, pour que les peuples revinssent à leurs frontières naturelles. Ce conseil, qui aurait été repoussé avec dédain dans une situation plus prospère, dut avoir une influence prodigieuse dans les circonstances difficiles où l'existence même de l'empire était menacée par la guerre étrangère et par les passions révolutionnaires. On sacrifiait une partie pour sauver le tout.

Sur ces entrefaites, le baron Hummersdorf fut chargé par le baron Pillersdorf, ministre des affaires étrangères et président du ministère, d'offrir au roi de Sardaigne la cession de la Lombardie jusqu'au Mincio, par l'entremise de l'Angleterre; ce qui fut confirmé par le *Mémorial* du 24 mai. Venise devait rester, il est vrai, à l'Autriche, mais elle allait recevoir une administration nationale et séparée, ayant un archiduc pour vice-roi, et un ministère séparé à Vienne. Cette province devait payer à l'empereur 200,000 livres, c'est-à-dire presque rien, payer en outre ses dépenses particulières, et prendre pour son compte une partie de la dette nationale. Les troupes vénitiennes devaient rester soumises au ministre de la guerre autrichien. La Lombardie, en recouvrant son indépendance, allait se charger aussi d'une partie de la dette autrichienne. Ces conditions furent effectivement proposées au roi par l'entremise

de l'Angleterre, et au gouvernement provisoire directement à Milan.

Le roi aurait dû recevoir ces propositions de paix avec empressement et reconnaissance; car une juste appréciation de ses forces ne pouvait plus lui laisser l'illusion de la victoire. Toutes ses forces étaient déjà rassemblées; il ne pouvait plus compter sur des renforts. Les Lombards ne lui donnaient presque aucun secours; au lieu de s'occuper des travaux de la guerre, ils se livraient aux débats d'une démocratie imbécile. Peu de Lombards combattaient dans les rangs de l'armée en qualité de volontaires, le reste se pavanait dans les villes en costume de la garde nationale. Cette institution déplorable, bonne à aider les émeutes par la pusillanimité des gens tranquilles et par l'audace des malfaiteurs, donnant une fausse satisfaction aux hommes qui auraient la vocation militaire, nommant aux grades d'officiers les hommes les plus incapables, détruisait en Lombardie les restes de l'esprit militaire. Les faibles contingents de la Toscane, de Parme et de Modène, les Romains battus à Vicence, les Napolitains rappelés par le roi Ferdinand ou enfermés dans les lagunes, ne pouvaient être d'une grande utilité. L'armée sarde se décourageait par les victoires dont elle ne profitait pas et par les calomnies des journaux. Les écrivains habiles de ces feuilles méprisables, au lieu de risquer leurs jours au feu de l'ennemi, aimaient mieux se faire valoir par les infâmes calomnies qu'ils jetaient à la tête du roi, de ses généraux et de ses soldats, qui craignaient ces viles attaques, tandis qu'ils exposaient continuellement leur vie pour la patrie. Mais au bout du compte, l'armée se dégoûtait de combattre au profit de ses calomniateurs.

On ne pouvait pas compter sur le secours de l'étran-

ger. L'Angleterre, malgré la sympathie qu'elle témoignait à la cause italienne, déclara qu'elle regardait les traités de 1815 comme la base de l'ordre européen. Elle voulait bien ruiner l'Italie par la guerre, mais elle ne comptait pas contribuer à la fondation d'un royaume puissant dans le nord de l'Italie, qui aurait pu porter ombrage à sa puissance maritime par ses admirables ports de Venise, de Gênes et de la Spezzia. La France, malgré le manifeste éloquent, mais vide de sens, de M. de Lamartine, malgré les paroles de M. Bastide, ministre des affaires étrangères, à la chambre, et malgré l'armée des Alpes, ne pouvait pas songer à venir au secours de l'Italie; elle avait l'anarchie à combattre dans son propre sein, dans les terribles journées de juin. Les Hongrois, malgré les promesses de Kossuth, ne faisaient pas alors une diversion assez importante pour obliger l'Autriche à quitter d'Italie. Il fallait donc accepter une paix qui aurait contribué à la gloire du roi plus que les victoires précédentes.

Il fallait faire la paix, et profiter de ce bonheur inespéré pour mettre de l'ordre en Lombardie. Il fallait réduire au silence les fauteurs de l'anarchie par la juste sévérité des lois; établir en Lombardie un gouvernement militaire; faire de nombreuses recrues, exercer l'armée lombarde en lui donnant des instructeurs piémontais; fortifier des villes, organiser l'artillerie, contracter des alliances, et attendre, l'arme au bras, que la paix rompue par l'Autriche redonnât une occasion favorable pour délivrer Venise. Connaissant l'obstination de la cour de Vienne, l'attachement des Allemands pour le bien d'autrui, et surtout leur convoitise pour les riches provinces d'Italie, on pouvait être sûr qu'elle regretterait bientôt la cession de la Lombardie, et que si l'on désirait la guerre, l'occasion ne manquerait pas.

L'indépendance d'une nation n'est pas toujours le fruit d'une seule campagne. La Hollande soulevée contre l'Espagne, après une longue guerre, se contenta d'une liberté partielle; de même que la Grèce qui était soutenue par toute l'Europe. Les habitants du pays de Venise situé sur la terre ferme, des villes d'Udine, de Trévise, de Padoue, par le peu de résistance qu'ils avaient opposé à l'Autriche, ne s'étaient pas montrés dignes encore de l'indépendance; on ne devait pas sacrifier pour eux les villes qui avaient fait de brillants efforts contre l'Autriche. Leur sort n'était pas à plaindre, et les conditions que l'Autriche leur offrait étaient déjà une grande amélioration dans leur existence politique.

Malgré toutes ces considérations qui devaient se présenter à l'esprit de tous, le gouvernement de Milan et celui de Turin, craignant les calomnies des journaux, aveuglés sur l'état de la guerre, et entraînés par un faux dévouement pour le sort des Vénitiens, rejetèrent les propositions de paix. Le roi renvoya cette proposition à ses ministres à Turin, consentant lui-même à l'accepter; mais les ministres gardèrent la dépêche en portefeuille et n'en firent aucune mention aux chambres. Nouvelle preuve qui montre combien les parlements sont nuisibles en temps de guerre. Ainsi fut rejetée la paix qui aurait sauvé la cause de l'Italie et fait son bonheur.

CHAPITRE IX.

DÉSORDRE EN VILLE ET AU CAMP. — COMBAT DE GOVERNOLO. — SIÉGE DE MANTOUE. — COMBATS DE RIVOLI, SONA, SALIONZE.

Le refus de la paix était un des fruits amers de l'esprit révolutionnaire qui avait envahi l'Italie. Le gouvernement provisoire de Milan était composé d'éléments hétérogènes. Quelques membres étaient animés des meilleures intentions, d'autres suivaient l'impulsion de la démocratie; l'un d'eux même consultait Mazzini dans chaque affaire. Mazzini, ce chef d'une conspiration infernale contre Dieu et les hommes, était revenu de l'exil, et rédigeait un journal intitulé l'*Italia del popolo*, qui lui servait de brandon de discorde.

Le peuple prouva qu'il n'était pas démocrate, car le suffrage universel consulté vota unanimement la forme monarchique et la réunion de la Lombardie au Piémont. Venise adopta la même résolution. Malgré ce témoignage éclatant de la volonté nationale, le gouvernement provisoire ne remit pas le pouvoir à Charles-Albert; il le conserva impudemment jusqu'à la prise de Milan par Radetzki; il regardait le roi comme son subordonné et lui envoyait ses ordres impératifs. Cette ambition insatiable d'un gouvernement qui n'avait aucune base légitime n'était pas la faute de ses membres respectables, comme le comte Casati, Durini, Borromeo, Beretta, mais de ceux qui étaient partisans de la république, et qui, dans ce but et sous ce prétexte, voulaient conserver le pouvoir le plus longtemps possible. On aurait pu le

leur pardonner, s'ils avaient mieux su employer leur puissance éphémère.

Ils ne savaient pas recruter une armée, et tardaient à mettre sous les ordres du roi leurs levées peu nombreuses, et commandées parfois par des officiers peu capables et peu sûrs. Les volontaires quittaient leurs rangs par centaines. Le gouvernement provisoire s'était chargé, dès le début de la campagne, de fournir les vivres à l'armée, mais il ne sut pas s'acquitter de ce devoir. Les soldats piémontais souffraient de la faim dans un pays qu'ils étaient venus délivrer. Ils ne recevaient souvent la distribution des vivres qu'après le coucher du soleil, et restaient parfois deux jours sans rations; souvent aussi les vivres fournis étaient de si mauvaise qualités qu'on ne pouvait en faire usage. Ces abus heureusement furent dans la suite diminués par le zèle sincère de M. Beretta, envoyé du gouvernement. Les paysans ne voulaient pas donner les subsistances qu'ils avaient cachées, craignant le retour et la vengeance des Autrichiens. Ils livraient, au contraire, volontiers leurs provisions à l'ennemi, qui était d'ailleurs abondamment fourni par l'intendant Pachta. Les soldats piémontais étaient d'une bienveillance excessive; pour ne pas molester les Lombards, non seulement ils ne les employaient ni aux corvées des transports, ni aux travaux de fortification, mais encore ils n'osaient pas leur enlever les subsistances indispensables pour l'entretien de l'armée. Quand on combat pour la liberté d'un pays, on ne doit pas le ménager avec excès, c'est le moyen de le perdre. Il y a un milieu entre le pillage et le suicide que l'instinct du soldat indique d'une manière infaillible. Mais tous étaient transportés d'une noblesse exagérée de sentiments; le roi ne voulait pas s'emparer du pouvoir, comme le soldat n'osait prendre un morceau de

pain, le tout au profit d'un ennemi qui ne ménageait pas l'Italie. Les désordres et les privations amenaient alors le découragement.

Sans observer la prostration de forces de son armée, le roi, aveuglé par le bonheur qu'il avait eu jusqu'à ce moment dans les combats, cessa d'être timide et circonspect dans ses projets, comme il l'avait été auparavant; après dix-sept jours de méditations et de conseils de guerre à Valeggio, il commença à faire une guerre plus hardie, au moment où les forces croissantes de l'ennemi auraient dû lui faire prendre la défensive sur le Mincio. Comme si ce n'était pas assez d'étendre sa ligne de Rivoli à Mantoue, Charles-Albert apprenant que Radetzki avait dirigé le prince François Lichtenstein avec sa brigade pour ravitailler la citadelle de Ferrare, crut devoir envoyer le général Bava avec six mille hommes, pour s'opposer à une invasion peu probable des légations et des duchés. Après avoir atteint le but de sa mission, le prince Lichtenstein fit avancer immédiatement sa brigade par Ostiglia à Sanguinetto et Legnago, et vint lui-même à cheval à Mantoue, pour y régler l'entrée de sa brigade qui devait augmenter la garnison de la forteresse, où il se laissa enfermer par les troupes piémontaises qui venaient l'assiéger. La brigade Lichtenstein resta à Sanguinetto : le général Bava ne la trouva plus; il aurait pu la battre en s'unissant à cinq mille Italiens venus la veille à Castellara. Il ne rencontra qu'un pauvre bataillon de treize cents hommes avec quatre canons, détaché de la garnison de Mantoue pour garder Governolo, et qui, au lieu de se retirer, crut devoir se défendre à l'abri du Mincio et d'un pont-levis. Après avoir fait tirer des coups de fusil et de canon, Bava, trouvant des bateaux couverts sur le Pô, s'en servit pour envoyer des chasseurs qui atteignirent

l'autre rive du Mincio, entrèrent en criant dans la petite ville, baissèrent le pont-levis pour faire passer leurs compagnons d'armes. Alors les Autrichiens se sauvèrent à travers les marais devant des forces quatre ou cinq fois supérieures, laissant deux canons, cinq cents prisonniers et un drapeau du régiment Rukavina. Ce succès facile, obtenu le 19 juillet, fut exagéré avec l'emphase italienne pour relever le moral des troupes, et une brigade resta pour conserver ce poste, ce qui causa son absence sur le champ de bataille au moment décisif.

Charles-Albert, stimulé par les vœux et les calomnies des Milanais, voulait sortir de l'inaction; et comme on avait combattu à Rivoli par une fausse imitation de Napoléon, il voulut assiéger Mantoue par le même motif, dès qu'il aurait reçu les recrues lombardes exercées par le général Peronne, qui était nouvellement passé du service de la France à celui de l'Italie. Ces recrues, peu instruites et encore moins aguerries, promettaient peu de ressources. Leur habillement de toile blanche, qui ne les mettait pas à couvert des changements de température, les faisait prendre parfois pour des soldats autrichiens, qui portent du drap de la même couleur. Si on laissait les Lombards dans l'inaction, les journaux criaient à la lenteur du roi; quelques étudiants périssent dans un combat, aussitôt les mêmes feuilles se plaignent de ce qu'on sacrifie de propos délibéré la fleur de la jeunesse lombarde.

Dès que ces levées nouvelles eurent rejoint le camp, le roi résolut de commencer le siége de Màntoue. C'était le 13 juillet. Le 15, la garnison de Mantoue fut renforcée des deux brigades Drascovich et Degenfeld du quatrième corps; la brigade Benedek y était depuis la bataille de Goito. Mantoue est entourée de trois lacs et

de marais formés par les eaux du Mincio, contenues par des digues qui sont défendues par de fortes têtes de pont. Des exhalaisons marécageuses donnaient aux soldats italiens des fièvres et des dyssenteries, ce qui, joint à la mauvaise nourriture, produisait un effet funeste sur le moral de l'armée. Le capitaine des volontaires Griffini fut atteint de la fièvre, toute sa compagnie se débanda. Il y avait des compagnies qui comptaient jusqu'à quatre-vingts malades. Malgré ces difficultés, les Italiens élevaient des lignes de circonvallation, repoussaient les sorties, et entouraient la ville d'un blocus vigoureux.

Si l'on avait voulu assiéger Mantoue, il aurait fallu s'y prendre de meilleure heure, avant la saison des fièvres. En ce cas, on aurait dû concentrer les forces de ce côté, en observant Vérone avec de la cavalerie légère, et en se bornant à défendre Peschiera et la ligne du Mincio par l'aile gauche. Le général Bava, qui avait proposé le siége de Mantoue, voulait que le corps du général Sonnaz repassât le Mincio et mît en défense quelques points sur cette rivière; les changements apportés à son projet mettent sa responsabilité à couvert. Dans cette saison, il valait mieux renoncer à un siége funeste à la santé des soldats, et rassembler ses troupes sur la ligne du Mincio entre Peschiera et Goito, ou bien sur les collines qui s'étendent de Pastrengo à Valleggio, et attendre qu'une faute de Radetzki, ou des événements de Hongrie permissent de reprendre l'offensive. Au lieu de cela, le roi dissémina ses forces pour le blocus de Mantoue, tout en conservant ses positions de Rivoli et de Somma-Campagna, conduite qui devait le faire battre en détail.

Vers le 20 juillet, les Italiens étaient placés ainsi qu'il suit : l'aile droite assiégait Mantoue sur les deux rives

du Mincio; l'aile gauche observait Vérone, et s'étendait jusqu'à Rivoli; le centre reliait faiblement les deux extrémités. Pour entrer dans plus de détails, il y avait près de cinq mille hommes à Governolo, autant à Castellaro, vingt mille sur la rive droite du Mincio devant Mantoue, dix mille entre Marminalo et Villanuova, quatre mille près de Villafranca, quinze mille de Somma-Campagna à Rivoli. En tout, soixante mille hommes. Une seconde ligne de réserve gardait la rive droite du Mincio entre Peschiera et Goito. En y ajoutant dix mille soldats dispersés ou restant dans les hôpitaux, et trente-cinq mille hommes gardant Venise, Milan et la frontière du Tyrol, dont une partie avait pu se trouver près du roi, nous obtenons un total de cent quinze mille hommes pour défendre la cause italienne, forces considérables, si l'on avait su les employer. Radetzki n'avait pas plus de troupes : vingt mille soldats venaient à son secours du Tyrol par Roveredo; quarante mille étaient rassemblés près de Vérone, vingt mille entre Legnago et Mantoue; enfin, trente mille hommes étaient occupés à garder le pays de Venise. Le feld-maréchal pouvait à chaque instant rassembler ses forces devant Vérone, tomber sur l'aile gauche des Piémontais, l'écraser et se jeter sur les flancs gauches du roi. Le général Sonnaz fit observer à Charles-Albert le danger de sa position. Le général Bava fit également des remontrances à Sa Majesté sur la mauvaise disposition des troupes; il voulait au moins attirer les troupes de la rive droite, qui assiégeaient Mantoue, n'en laissant qu'une faible partie pour investir la forteresse de ce côté. Un destin fatal fit persister le roi dans ses plans.

Charles-Albert jouissait, dans son quartier général de Roverbella, des dernières faveurs de la fortune. Les envoyés de la république de Venise y étaient venus lui

offrir l'union de leur pays avec le royaume de Sardaigne et de Lombardie. La belle plaine du Pô, un des pays les plus riches du monde, comme le fait observer Napoléon, allait lui appartenir; les duchés de Parme et de Modène étaient déjà en son pouvoir, il ne lui manquait plus que les légations. Mais ce n'était qu'un rêve, dont il devait se réveiller bientôt. D'autres visites venaient trouver le roi dans son quartier général : deux dames de Milan vinrent apporter quelques provisions qui furent bien reçues. Les dames lombardes se distinguaient par leur patriotisme; plusieurs d'entre elles se consacraient aux soins des malades à Desenzano. Un officier de fortune, arrivant d'Amérique, vint aussi se présenter au roi : c'était le fameux Garibaldi. Charles-Albert eut le tort de ne pas reconnaître l'énergie de cet aventurier; reçu en triomphe à Gênes et froidement au camp, le condottiere se dévoua au parti républicain qui, n'ayant que des poignards à sa disposition, fut enchanté de faire l'acquisition de l'épée d'un homme courageux. Le quartier général fut transporté à Marmirolo. L'armée des Alpes quitta les frontières d'Italie, à la suite des journées de juin, et retirant ainsi tout appui moral de la France au Piémont, ajouta à la hardiesse de Radetzki.

Pour détruire l'aile gauche des Piémontais, Radetzki aurait pu déboucher d'emblée de Vérone; alors le détachement laissé à Rivoli aurait été fait prisonnier. Mais le feld-maréchal croyait les positions de Somma-Campagna fortement retranchées, et c'est pour affaiblir ce point par une diversion qu'il avait envoyé trois brigades du quatrième corps vers Mantoue. Il voulut détourner encore l'attention de l'ennemi par une fausse attaque du côté de Rivoli, le 22 juillet, ce qui eut au contraire l'effet d'accélérer la concentration du corps de Sonnaz, et de retarder celle des troupes autrichiennes.

C'est le comte Thuru, commandant le troisième corps, qui est chargé d'attaquer Rivoli; il rassemble la plus grande partie de ses forces, venant du Tyrol, sur le monte Baldo, entre le lac et l'Adige, et descend vers Corona en obligeant le bataillon qui se trouvait là de reculer jusqu'à Rivoli. Le major Jean Vitale se retira avec beaucoup d'ordre, en défendant chaque pouce de terrain, avec son bataillon, et un second qui était venu à son secours. Les Autrichiens étaient appuyés par l'artillerie qu'ils avaient placée sur la rive gauche; après de grandes difficultés, ils avaient mis deux canons de 18 sur le monte Pastello, qui réduisirent au silence, dès le 15 juillet, une batterie piémontaise. Le feu de ces canons, et bien plus encore celui des congrèves, dont l'habile général Augustin avait introduit l'usage en Autriche, protégea la marche de la seconde colonne, commandée par le prince Lichnowski, qui monta par Brentino et Incanale, et n'arriva qu'à trois heures sur le plateau de Rivoli, pour se réunir à la colonne dirigée par le comte Thuru. Le général Sonnaz était arrivé avec quelques renforts; les Italiens pouvaient avoir cinq mille hommes sur ce point. Les troupes autrichiennes étaient bien plus nombreuses, mais n'ayant pas l'ordre de passer à toute force, elles furent repoussées. La colonne principale se retira trop loin sur Pazzone; celle qui était montée d'Incanale redescendit dans la vallée, comme l'avait fait la colonne de Quosdanowitz en 1797. Le général Sonnaz se garda bien de poursuivre l'ennemi, et de profiter de l'avantage qu'il avait obtenu; il se retira avant le jour, replia ses troupes sur Pastrengo et Bussolengo, et revint à Sandra. Cette prudente retraite lui fait beaucoup d'honneur, car elle sauva son corps d'une destruction complète le lendemain. Le général Thuru ne s'aperçut que très tard de la retraite des Italiens; il

vint le 23 à Rivoli; et le 24 à Castelnuovo, et manqua dans ces journées aux opérations de l'armée.

Dès le 22 au soir, la grande armée de Radetzki sortit de Vérone, et passa la nuit derrière San-Massimo et Santa-Lucia. Elle avait l'ordre de se mettre en marche le 23, à une heure après minuit, mais elle fut arrêtée par un violent orage et une obscurité complète, et ne put paraître sur le champ de bataille qu'à six heures du matin. A l'aile droite se trouvait le corps du général d'Aspre, fort de dix-huit mille hommes au moins, et divisé en quatre brigades. La brigade du prince Schwartzenberg devait suivre la grande route vers Santa-Giustina et l'Osteria del Basso, en observant tout le terrain jusqu'à l'Adige; la brigade du prince Frédéric Lichtenstein devait attaquer le couvent de la Madonna del Monte; la brigade Pergen allait prendre Sona; la brigade Therpan leur servait d'arrière-garde. L'aile gauche, formée du premier corps également de dix-huit mille hommes, devait marcher sur Somma-Campagna. Le corps de réserve de douze mille hommes allait soutenir l'une ou l'autre aile au besoin. Les Autrichiens s'attendaient à trouver les collines fortifiées; ils jugeaient d'après eux-mêmes, car ils avaient l'habitude de fortifier leur camp. Si l'excès de précautions de ce genre donne trop d'embarras et exige une grande circonspection de la part des soldats, le défaut contraire est une négligence impardonnable. Les Piémontais étaient restés deux mois et demi dans les positions de Sona et de Somma-Campagna, en vue de Vérone, sans songer à donner au centre d'une ligne trop étendue l'appui de quelques retranchements. Grand fut l'étonnement des Autrichiens de ne point trouver de fortifications; un seul point en avait reçu, c'est l'Osteria del Basco : aussi c'était le seul qui pût résister aux attaques de l'ennemi.

Le général Broglie, qui y commandait, ne se retira que sur l'ordre de Sonnaz, lorsque tous les autres points étaient déjà emportés; il se replia en bon ordre à Pacengo, où se trouvait le général Sonnaz, qui prit lui-même peu de part au combat de cette journée.

La brigade Lichtenstein tourna Sona, et força la garnison de cette petite ville, forte de trois mille hommes, à se retirer sur le Mincio, et lui fit beaucoup de prisonniers, malgré une bonne défense; elle s'empara ensuite de San-Giorgio in Salice, y trouvant peu de résistance, et poussa jusqu'à Castelnuovo, où tout le corps se trouva réuni. Le couvent de la Madonna del Monte fut enlevé après une défense opiniâtre. Ces succès épargnèrent à la brigade Schwartzenberg la peine d'enlever l'Osteria del Basco. Le premier corps, commandé par le général Wratislaw, dirigea sa cavalerie, quatre escadrons, sur Villafranca, pour éclairer son extrême gauche; ce mouvement ne rencontra aucune résistance, ainsi que la marche de la brigade Clam, qui s'empara de Custozza et de Monte-Torre. Trois brigades du même corps s'avancèrent sur Somma-Campagna : l'une d'elles se forme à droite, l'autre à gauche du chemin, en avançant leurs ailes pour envelopper la position de flanc; la troisième brigade attaque le bourg de front. Une faible garnison occupait ce village. Un bataillon toscan et une demi-batterie se hâtent de céder le terrain à des forces bien supérieures; mais un bataillon du treizième régiment de ligne piémontais se défend avec vigueur, profitant des murs, des fossés et des accidents de terrain; il est cependant forcé de plier devant le nombre. Le premier corps autrichien s'avance jusqu'à Oliosi, et pousse la brigade Walgemuth jusqu'à Salionze sur le Mincio, où le combat des tirailleurs dura toute la nuit contre les Italiens postés sur l'autre rive du fleuve. Le

corps de réserve arriva sur le champ de bataille lorsque Somma-Campagna tenait encore; il envoya une brigade pour aider le premier corps, mais elle fut inutile, car le combat finit en ce moment sans le secours de la réserve, qui n'y prit point de part, et qui passa la nuit à San-Giorgio in Salice.

Le général Sonnaz se replia avec le gros de ses forces sur Cavalcaselle, sous le canon de Peschiera, sans être poursuivi; il était sauvé: il aurait pu se réunir au roi par la rive droite du Mincio, s'il avait compris sa position. Radetzki avait eu pendant deux jours affaire à des forces trois fois moins considérables sans avoir obtenu aucun avantage important; il devait être bien sûr que la victoire ne lui échapperait pas. La perte des fausses positions de Rivoli et de Somma-Campagna était un avantage pour les Italiens.

Le brave général comte d'Aviernaz, commandant la brigade de Savoie, voulait en ce jour connaître la position de l'ennemi, et n'ayant personne à envoyer, il monta lui-même sur une colline appelée Monte del Pino, située entre Sona et Madonna del Monte; il vit alors venir à lui une colonne ennemie précédée d'un drapeau blanc. Les soldats criaient: « Vive l'Italie! nous sommes frères. » Le chef de la colonne embrassait les officiers italiens qui gardaient le chemin avec soixante soldats; mais dès que le général s'approcha de cette colonne, la prétendue fraternité se changea en trahison, les Autrichiens firent feu. Le général se défendit à la baïonnette; blessé, il fut fait prisonnier. Un pareil stratagème réussit plusieurs fois aux Autrichiens dans le cours de cette campagne, sans leur faire beaucoup d'honneur.

Dans cette journée menaçante du 23 juillet, le roi reçut une députation sicilienne qui venait offrir le trône de l'île à son second fils, le duc de Gênes. Charles-

Albert ne put donner qu'une réponse évasive; la teneur de la réponse définitive dépendait évidemment du sort de la guerre. On entendait le canon gronder dans le lointain. Les brigades les plus voisines, des gardes, Piémont et Cuneo, eurent l'ordre de marcher sur Villafranca; la brigade d'Aoste devait les suivre de Castellano. Une chaleur étouffante épuisait toutes les forces : le thermomètre de Réaumur indiquait 28 degrés, aucune brise ne venait rafraîchir l'atmosphère. Les soldats, exténués par la soif et par la faim, car les provisions commençaient à manquer dans ce jour, tombaient de lassitude dans les fossés, y cherchant un peu d'humidité; beaucoup d'entre eux ne se relevaient plus, et jetaient sur leurs compagnons d'armes un regard mourant. Le roi et ses deux fils, généraux de division, se trouvèrent à Villafranca le 23 au soir. On envoya chercher le général Bava qui visitait les travaux de siége de la rive droite : il reçut le soir l'ordre de se rendre au quartier général; mais inquiet sur la position de l'aile gauche de l'armée, et voulant assurer la défense du Mincio, il alla auparavant jusqu'à Borghetto. Il informa le général Sonnaz, par des officiers, de l'état de l'armée, en l'engageant à se maintenir à Salionze et Valeggio, sur la ligne du Mincio; il fit réparer le pont de Valeggio, garnir de canons celui de Mozambano; il fit venir la brigade de la Reine et un régiment d'Acqui, par Roverbella, au secours de l'armée active, en leur faisant quitter le siége de Mantoue; il arriva au quartier général de Villafranca vers huit heures du matin. Les journaux italiens ont injustement reproché au général Bava ce retard, qui ne fut nullement la cause des malheurs subséquents.

Les événements du 24 juillet au matin justifièrent complétement les craintes et les dispositions insuffi-

santes de Bava. Le feld-maréchal ne pensait qu'à forcer le passage du Mincio pour tourner l'armée du roi. Il aurait mieux fait de marcher directement sur Valeggio et Roverbella, et de battre l'aile droite, aidé de la garnison de Mantoue. C'est le premier corps qui fut d'abord employé sur le Mincio, et notamment la brigade Walgemuth, qui se porta premièrement sur Salionze, établit une batterie de 12, et commença la construction du pont. A neuf heures, elle fut remplacée par des troupes du corps de réserve, marcha sur Mozambano, répara le pont détruit et traversa le Mincio vers le soir; elle fut rejointe par la brigade Supplicatz qui traversa le fleuve à Salionze, et marcha par la rive droite. Deux brigades de la réserve traversèrent également le fleuve à Salionze, les deux autres restèrent sur la rive gauche; le corps de réserve était donc du côté de Salionze à cheval sur le Mincio. Le passage de la rivière en ce point avait été cependant bravement défendu par un bataillon piémontais de dépôt et deux compagnies d'étudiants commandés par le général Federici. Après sept heures de combat, lorsque la poudre vint à manquer, ils furent remplacés par un bataillon de recrues lombardes qui ne purent soutenir le feu de l'ennemi. Survinrent un bataillon piémontais, deux compagnies de chasseurs et deux canons, mais on ne put empêcher la construction du pont; les Autrichiens étant protégés par un brouillard épais et par une batterie de dix canons. On sait qu'empêcher le passage d'une petite rivière à un adversaire supérieur en nombre, est une entreprise trop difficile. En attendant, le général Sonnaz avait eu l'imprudence de marcher sur Cavalcaselle, sur la rive gauche du Mincio, dans l'espoir de seconder un mouvement offensif du roi. Les critiques piémontais louèrent beaucoup cette entreprise téméraire. De Sonnaz s'étant ensuite aperçu du danger de

sa position, après avoir perdu un temps précieux, repassa par Peschiera sur la rive droite du fleuve; il rencontra le major B...i qui allait chercher des munitions; il fit jeter un pont à Ponti, pour lancer la brigade de Savoie sur le flanc de l'ennemi, et ordonna au quatorzième régiment de Pignerol et au régiment de Modène, soutenus par du canon, de s'opposer de front au passage des Autrichiens. C'était trop tard; les troupes autrichiennes se développaient déjà après avoir traversé le pont. Voyant qu'il ne pouvait plus empêcher le passage, Sonnaz se retira sur Volta; un régiment laissé à Ponti, qui s'était retiré à Peschiera, fit ensuite un grand détour et vint rejoindre son général. D'après les mouvements ultérieurs du roi, il est à regretter que le comte de Sonnaz ne se soit pas arrêté à Borghetto, et n'ait pas occupé Valeggio; l'absence d'ordres précis du quartier général ne suffit pas pour le disculper, car il aurait dû se mettre en rapport avec le roi par ce point ou par un autre. La défense du point important de Valeggio avait été confiée à deux bataillons de recrues lombardes qui n'avaient pas voulu prêter serment d'obéissance au roi; il n'est donc pas étonnant que ces soldats se soient conduits comme des lâches. Le général Bruno, qui commandait cette milice, s'était retiré à Borghetto le 23; il revint à Valeggio à dix heures du soir, sur un ordre du quartier général; mais le lendemain, quelques fragments de pont flottant sur la rivière produisirent une panique parmi les Lombards, qui repassèrent le pont sans être attaqués. Alors la brigade Strassaldo, du premier corps, occupa Valeggio, en laissant le dixième bataillon de chasseurs sur le monte Vento, et repoussa le soir même une colonne de cavalerie italienne. La brigade Clam quitta Custoza pour se porter entre San-Zeno et Feniletto, près de Valleggio; et six escadrons de cavalerie res-

tèrent entre Valeggio et Gherla, dans la plaine. Le second corps autrichien resta à Castelnuovo pour attendre le troisième corps, qui n'arrivait pas de Rivoli. La brigade Lichtenstein, qui n'avait pu venir à Mantoue, et qui s'était arrêtée à Sanguinetto, fut mise sous les ordres du général Simbschen, et envoyée par Isola della Scala à Somma-Campagna; parvenue en cet endroit après une marche très fatigante, elle y trouva l'ordre de remplacer à Custoza la brigade Clam. Elle s'était déjà mise en marche avec peu d'ordre, à cause de l'extrême fatigue des soldats, lorsqu'elle fut attaquée par des forces supérieures.

Dans la matinée de ce jour, le 24 juillet, un conseil de guerre fut convoqué à Villafranca, au quartier général de Charles-Albert, pour consulter les généraux sur la position difficile de l'armée. On sait combien ces conseils sont dangereux : si Napoléon avait suivi le conseil de ses généraux à Castiglione, il aurait perdu l'Italie et tout son avenir. Habituellement, c'est la timidité qui prédomine dans les conseils de guerre; le contraire eut lieu à Villafranca. Les généraux italiens proposèrent et le roi adopta un plan d'une hardiesse excessive : c'était d'occuper Valeggio et de faire autour de cet axe un mouvement de conversion par Custoza et Somma Campagna, pour séparer de Vérone les Autrichiens et leur faire mettre bas les armes. Ce plan, trop audacieux, ne pouvait reposer que sur trois fausses suppositions : que Valeggio était encore occupé par les Lombards; que Sonnaz se trouvait à Borghetto en mesure de repasser le Mincio, et qu'on n'avait affaire qu'à une partie des forces autrichiennes qui seraient sorties de Vérone uniquement pour refouler Sonnaz, et non pas avec le gros de l'armée. En supposant qu'on avait devant soi le feld-maréchal avec toute son armée disponible,

comment aurait-on pu se hasarder à l'attaquer avec quatre ou cinq brigades, tout au plus vingt-cinq mille hommes, en laissant vingt mille hommes inutiles devant Mantoue, sur la rive droite du Mincio? On oubliait que Napoléon avait quitté le siége de Mantoue et fait enclouer ses canons de siége pour marcher sur Wurmser, en 1796. Si l'on ne savait pas deviner la vérité, comment ne tâchait-on pas de le connaître avant de prendre une grave décision? Évidemment on avait eu tort de venir à Villafranca sans se faire suivre du corps de la rive droite; mais puisqu'on l'avait fait, il fallait revenir sur ses pas et se retirer vers Goito pour y concentrer toute l'armée et livrer bataille sur la rive droite du Mincio. On aurait pu aussi attendre à Villafranca l'arrivée des corps de la rive droite, sans aller en avant et sans attirer sur soi les forces du feld-maréchal, profitant de l'erreur qui le faisait traverser le Mincio, et une fois concentrés, lui couper la route de Vérone. Cependant ce dernier plan offrait plus de risques et était moins adapté au caractère du roi et à la difficulté de ses communications. On résolut malheureusement de marcher en avant, et pour épargner au soldat la chaleur de la journée, on décida de commencer le mouvement de conversion à deux heures après midi. Le duc de Savoie marcha sur Custoza avec neuf mille hommes; le duc de Gênes allait à Somma-Campagna avec cinq mille hommes et une nombreuse cavalerie qui le couvrait du côté de Calzoni et Dassobuono, dans la plaine. C'est alors qu'ils rencontrèrent la brigade Simbschen, qui venait de Sanguinetto, et qui, fatiguée et marchant sans ordre, séparée de son général par une constante fatalité, car Simbschen l'avait précédée à Custoza; elle se défendit bravement, mais finit par succomber. La brigade Cuneo s'avança dans la vallée de Staffalo, où le combat fut très vif, coupa les

troupes autrichiennes en deux; la tête de la brigade Simbschen, qui était à Custoza, se retira sur Oliosi, le reste courut de Somma-Campagna à Vérone. Les Piémontais se battirent avec leur ardeur accoutumée. Le capitaine Gavancin monta sur les épaules de ses soldats pour tirer sur les Autrichiens enfermés dans le château de Somma-Campagna, monta le premier à l'assaut, et encouragea les siens jusqu'au moment où ses blessures l'obligèrent à quitter le combat. D'après l'habitude italienne, on exagéra l'importance de cette victoire, et cette fois l'erreur fut fatale. L'ennemi avait perdu quatre à cinq cents morts, dix-huit cents prisonniers et deux drapeaux; mais on n'avait eu affaire qu'à une brigade détachée n'appartenant pas au corps d'armée de Radetzki. L'obscurité de la nuit ne permit pas de poursuivre l'ennemi et de reconnaître l'état de ses forces; cependant dans un si grand nombre de prisonniers on aurait dû trouver des renseignements sur la position de Radetzki. Il aurait mieux valu pour le roi qu'il perdît le combat de Staffalo, car le gain de cette journée le confirma dans l'erreur fatale qu'il n'avait que de faibles forces devant lui. Charles-Albert fut reçu le soir à Villafranca par les applaudissements de la multitude, et le bourg fut illuminé : les Italiens croyaient toucher la victoire, lorsqu'ils étaient au moment de tout perdre.

CHAPITRE X.

BATAILLE DE CUSTOZA, 25 JUILLET. — COMBAT DE VOLTA. — RETRAITE SUR MILAN. — ARMISTICE.

Le feld-maréchal était sur le point de traverser le Mincio pour aller chercher le roi sur la rive droite et tourner les Piémontais après avoir enfoncé leur ligne, lorsque la nouvelle du combat de Staffalo, arrivée fort tard, le soir du 24 juillet, au quartier général, vint changer ses résolutions. Ce combat, qui n'aurait pas été perdu si Radetzki avait marché directement sur Valeggio et Villafranca, fait observer justement Willisen, lui donna la conviction que le gros des troupes piémontaises se trouvait sur la rive gauche, et comme dans l'incertitude on doit croire que l'ennemi emploie toutes les forces dont il peut disposer, Radetzki supposait que le roi devait avoir quarante mille hommes autour de lui. Dès ce moment, le vieux maréchal prit ses dispositions en conséquence pour changer de front avec une rapidité et une précision propres aux grands capitaines; il fut exactement obéi. Le premier corps forma la droite de l'armée : les brigades Strassaldo et Walgemuth à Valeggio, Clam sur le monte Mamoar, Supplicatz sur le monte Vento; le second corps fut amené à Somma-Campagna de Castelnuovo, en y laissant une brigade pour attendre le troisième corps. La réserve se tint entre Salionze et Oliosi. Le second corps conçut de l'inquiétude quand il vit, en marchant, des troupes venant du côté de Vérone. On les prit pour une colonne italienne, mais l'erreur fut bientôt dissipée : c'était la brigade Perin, que le général

Haynau, commandant à Vérone, envoyait pour remplacer la brigade Simbschen. Haynau avait eu l'ordre de la diriger vers Castelnuovo; mais d'après les nouvelles reçues depuis, il prit sur lui de la faire marcher sur Somma-Campagna, où elle contribua au succès de la journée. Les quatre brigades, en s'approchant de Somma-Campagna par Berettara et du monte Gadio, y rencontrèrent les ducs de Gênes et de Savoie et furent arrêtées par une résistance qui dura depuis midi jusqu'à six heures du soir. C'était l'aile droite des Piémontais qui combattait avec un courage digne d'un meilleur sort.

La bataille avait commencé à l'aile gauche des Italiens; le roi et Bava, avec la brigade d'Aoste, voulaient enlever Valeggio pendant que le duc de Savoie devait marcher au centre par Oliosi et Salionze, et le duc de Gênes s'avancer en ligne de Somma-Campagna par Berettara. Le général Sonnaz avait l'ordre de déboucher par Borghetto. Le dix-septième régiment d'Acqui resta à Roverbella pour observer la garnison de Mantoue; deux mille hommes défendaient Villafranca. L'aile gauche des Italiens était séparée de Valeggio par le ruisseau de Thione, qui passe dans un ravin et arrose de belles prairies vers Gherla; les pentes du ravin et les collines sont couvertes par des forêts; le reste du pays se compose de champs cultivés ou plantés de mûriers à dix mètres de distance les uns des autres et reliés par des guirlandes et des berceaux de vigne. Ce terrain couvert étant peu favorable aux manœuvres, on ne pouvait livrer que des combats partiels de tirailleurs. Du côté des bois et dans un champ de maïs devant Valeggio, on voyait une autre forêt de fusils autrichiens. Une attaque tentée de bonne heure sur cette ville par le roi fut facilement repoussée, saluée par les

canons de Clam, et donna prise à une charge de cavalerie autrichienne. Alors le roi voulut attendre le mouvement de son aile droite, qui fut retardée par le manque de vivres. Ce n'est qu'après la distribution, vers onze heures, que les troupes du duc de Gênes purent se mettre en marche; le centre, qui attendait leur mouvement, s'ébranla en même temps. Les rapports italiens déplorent ce retard et le regardent presque comme la cause de la perte de la bataille; c'est une idée complétement fausse : avec une grande inégalité de forces, la victoire était, humainement parlant, impossible. Il serait plus juste de dire que ce retard fut favorable aux Piémontais; si la bataille avait commencé plus tôt, Radetzki aurait eu plus de temps pour tirer parti de sa victoire. Le général prussien Willisen, qui décrit la fin de cette campagne avec une précision remarquable et une grande élévation de vues, se trompe cependant, entraîné par l'amour-propre national, en disant que les forces pendant le combat étaient presque égales. Les Italiens n'avaient que quatre brigades à opposer aux huit brigades autrichiennes, sans compter la neuvième brigade Schwartzenberg, qui ne donna que le soir, et le corps de réserve qui ne donna point. Le duc de Gênes était privé de deux bataillons qui, s'étant trompés de route, revinrent à Villafranca. Le duc de Savoie se maintenait à Custoza avec une brigade et demie, ayant envoyé le brave régiment des gardes au secours du roi. Ce régiment, réuni à une partie de la brigade d'Aoste, se jeta sur la brigade Clam, emporta monte Mamoar, Feniletto et Ripa. Alors la brigade Supplicatz fut envoyée au secours de Clam; le dixième bataillon de chasseurs descendit du monte Vento, une batterie de réserve de Santa-Pieta arrêta les Italiens par son feu; Clam revint à la charge et repoussa les Italiens. C'est alors

que les princes, qui avaient combattu pendant six heures contre des forces doubles et qui les avaient repoussées plusieurs fois à la baïonnette, voyant l'arrivée de nouveaux renforts à l'ennemi, commencèrent la retraite. C'était la brigade Schwartzenberg avec deux bataillons de réserve et un bataillon de la brigade Simbschen qui arrivaient au secours du corps d'Aspre. Si les princes avaient eu le secours de la réserve qu'ils avaient demandé à plusieurs reprises, il auraient pu tenir jusqu'au soir. Le roi, perdant l'espoir de voir arriver Sonnaz, se replia également sur Villafranca. La retraite commença à six heures et se fit avec beaucoup d'ordre, quoiqu'elle eût été un moment troublée par six escadrons et deux canons venant de Gherla pour tirer sur les Italiens. Radetzki ne profita pas des dernières heures du jour pour se jeter sur Villafranca. Il croyait que les Italiens avaient une forte réserve et attendit qu'il la vît paraître. La grande fatigue des troupes, après une journée très chaude, fut sans doute aussi une des causes de ce retard; ce fut pendant la nuit seulement que quatre escadrons de uhlans tombèrent sur les troupes du duc de Gênes, du côté de Quaderni et de Seivie. Cette faible attaque n'eut pas de résultat important; le major Szeczeni y périt pour s'être jeté avec quatre uhlans au milieu des ennemis, en leur criant de se rendre. A huit heures du soir, l'armée campait tranquillement autour de Villafranca.

La bataille de Custoza fut perdue non seulement à cause des mauvaises dispositions du roi et du conseil de guerre, mais encore par la faute du général Sonnaz qui, entendant gronder le canon, aurait dû venir en toute hâte au secours du roi, quand même il n'en aurait pas reçu l'ordre. La fatigue de ses soldats ne suffit pas pour le disculper. Il se mit en marche pour Borghetto

trop tard et reçut un contre-ordre. On avait eu tort de faire venir Sonnaz par Borghetto, puisque Valeggio était occupé sur la rive opposée par le corps de Wratislaw; le pont aurait été défendu ou détruit : Sonnaz aurait dû passer le Mincio sur des pontons, à la hauteur de Volta. S'il l'avait fait, il aurait peut-être sauvé l'armée piémontaise.

Les Italiens n'eurent que quinze cents hommes tués ou blessés à la bataille de Custoza, les Autrichiens en perdirent deux mille : ce chiffre est bien faible, si on le compare aux guerres de l'empire. On se demande comment il tomba si peu de monde après plusieurs charges à la baïonnette ; la réponse est facile. Ceux qui ont l'expérience de la guerre savent bien que les bataillons qui attaquent avec cette arme formidable se heurtent rarement en réalité; car si les baïonnettes se touchaient, des régiments entiers pourraient disparaître rapidement. Habituellement la partie qui se sent la plus faible bat en retraite avant d'en venir aux mains. Voilà pourquoi l'attaque à la baïonnette est très avantageuse pour l'armée qui a le plus de courage le jour du combat.

Ce n'est pas le résultat matériel de la bataille de Custoza qui décida de sa perte, ce fut son effet moral sur l'esprit des soldats piémontais. Ils avaient fait des prodiges de valeur, à l'exemple du roi, qui s'exposa constamment à la grêle des balles; ils voyaient leur sang inutilement répandu; la fatigue des chaleurs caniculaires, le manque de provisions, joints au dépit d'une défaite, développèrent promptement les défauts d'organisation de l'armée et les germes de décomposition semés par la démocratie de Milan. Les Piémontais perdirent la conscience de leur force.

Le feld-maréchal Radetzki était victorieux; il avait montré les qualités d'un grand capitaine, par la ma-

nière dont il avait rassemblé des forces supérieures sur le champ de bataille; il avait été excellent stratégicien, mais il avait moins excellé dans la tactique. Il ne s'était pas aperçu de sa grande supériorité de forces pendant toute la journée de la bataille; il avait constamment attaqué les Italiens de front, au lieu de les tourner, ce qui aurait rendu la victoire plus rapide et plus complète; il n'avait pas poursuivi l'ennemi avec vigueur. Il était vainqueur surtout par le découragement des Italiens, ayant versé peu de sang, ce qui ne diminue pas sa gloire.

Pourquoi les Italiens étaient-ils tombés dans un si grand abattement? après avoir résisté avec honneur et courage à des troupes bien supérieures, ils auraient pu conserver l'espoir de vaincre dès que les forces seraient devenues plus égales. La défaite est due souvent aux imprudences des chefs, dont il n'est pas permis de mettre les erreurs sur le compte de la Providence. Mais, indépendamment du nombre des hommes tués et des blessés, le résultat des batailles et des campagnes dépend souvent principalement de l'esprit de l'armée. A la guerre, celui qui a perdu une bataille n'a rien perdu; celui qui ne conserve ni l'esprit ni le courage a tout perdu. Il y a des guerres qui se trouvent gagnées par de continuelles défaites. L'importance des victoires et des pertes dépend quelquefois surtout de l'opinion des combattants. Quel est le motif du bon esprit ou du découragement des troupes? C'est une chose que l'homme souvent ne peut pas comprendre, car c'est fréquemment l'œuvre surnaturelle du Seigneur Dieu des armées célestes.

On s'était convaincu trop tard, au quartier général de Villafranca, de l'impossibilité de se maintenir sur la rive gauche du Mincio. La retraite fut ordonnée pour minuit; elle commença avec beaucoup de difficultés,

car le désordre était extrême à Villafranca : le bourg était encombré d'équipages, qui avaient servi en partie à barricader la petite ville. Les bagages furent mis d'abord en marche, l'infanterie suivit, la cavalerie formait l'arrière-garde ; le roi quitta Villafranca à sept heures du matin. Les princes étaient les derniers dans la retraite comme les premiers au combat. La retraite ne fut pas inquiétée. Radetzki pouvait prévenir les Italiens à Goito, de Valeggio ou de Mantoue, il ne le fit pas ; et l'avant-garde de Gorzkowski, venant de Mantoue, n'arriva au pont de Goito qu'après le passage de l'armée, trop tard pour s'y opposer : elle ne fit qu'échanger quelques coups de feu. Le feld-maréchal, malgré sa haute intelligence, avait un peu le défaut des généraux autrichiens, qui exécutent habilement des plans arrêtés d'avance, mais ne profitent pas toujours des occasions qui se présentent.

Arrivé à Goito, le roi y trouva une partie du corps de Sonnaz, qui avait le jour même quitté la position de Volta. Le roi en fut étonné, car il avait expédié dans la nuit à Sonnaz l'ordre, difficile à exécuter, de se jeter au point du jour sur les détachements ennemis qui pouvaient avoir passé le Mincio, de les rejeter sur l'autre rive et de détruire les ponts. Le général Sonnaz, interrogé, répondit qu'il avait agi en vertu d'un ordre de l'état-major écrit au crayon, envoyé par le colonel Cassato et remis en présence de ses aides de camp. Le roi demanda aux généraux Bava, Sallasco et au colonel Cassato s'ils avaient donné cet ordre ; aucun ne voulut en convenir : cet incident n'a jamais pu être éclairci. Cependant on ne devait pas être affligé outre mesure de la perte des ponts du Mincio ; l'armée y avait gagné en concentration : on pouvait attirer les vingt mille hommes restés devant Mantoue et livrer une bataille décisive

aux Autrichiens avant que toutes leurs forces eussent passé le fleuve. Le roi regrettait surtout la perte de Volta : cette ville, située au pied des collines qui s'étendent vers le nord-ouest et viennent mourir à Goito, lui semblait la clef de la position, et il ordonna au général Sonnaz de la reprendre le soir même. Il était trop tard.

Pendant que le premier corps autrichien marchait par Valeggio à Pozzolengo et que le corps de réserve le suivait par Ponti, le second corps venait avec la cavalerie par Valeggio à Volta; comme il croyait cette ville occupée en force, il se forma et marcha en colonne, la brigade Lichtenstein en tête. En s'approchant de Volta, les Autrichiens virent une colonne italienne qui marchait de Goito vers le même but; les têtes de colonnes se rencontrèrent dans la ville et le combat commença avec vivacité. Une seconde brigade fut envoyée vers Zuccone pour combattre les Italiens qui voulaient tourner de ce côté. Les Savoyards et les Piémontais gravissent la montagne escarpée, malgré le feu de l'ennemi. La nuit enveloppe les combattants de ses ténèbres épaisses sans les séparer. Une terrible lutte s'engage dans les rues, dans les maisons, dans les jardins. Les Autrichiens croient que les habitants tirent sur eux avec du fulmicoton et n'épargnent pas le pillage. Une direction générale du combat devient impossible, les erreurs sont fréquentes. La cavalerie de Novarre fond sur le régiment de Savoie, croyant que ce sont des Autrichiens. Un officier impérial crie : « A moi, Savoie! » et tombe lui-même victime de sa trahison. Quelques centaines d'Autrichiens s'enferment dans une église et s'y défendent à outrance. Les Italiens, épuisés par la faim, manquant de munitions, sur le bruit d'un renfort arrivant à l'ennemi, quittent la ville vers deux heures du matin, sur un ordre de Sonnaz. Ils reçoivent des renforts avant

le jour et reviennent à la charge, mais la brigade Schwartzenberg vient en aide à celle de Lichtenstein : on voit dans l'éloignement les colonnes du premier corps et du corps de réserve, qui avancent au bruit du canon. Sonnaz bat en retraite en bon ordre, et arrête par sa cavalerie et ses canons la poursuite des impériaux.

L'insuccès de cette tentative inutile, au moment où l'armée piémontaise avait besoin de repos, empira son abattement. Une apathie générale s'emparait de tous les esprits; les employés du gouvernement, les députés de Milan, les intendants des vivres, s'enfuirent honteusement. Un des entrepreneurs s'empara des bœufs destinés à l'armée. Les paysans prenaient la fuite, cachaient leurs provisions, emportaient même les cordes pour tirer l eau des puits. La faim et la soif se faisaient cruellement sentir. Un conseil de guerre rassemblé à Goito constata que l'armée était dans l'impossibilité de livrer une nouvelle bataille.

Le roi proposa au maréchal un armistice, en prenant l'Oglio pour limite. Radetzki voulait bien traiter, conformément aux instructions qu'il avait reçues de Vienne et ne connaissant pas toute l'étendue de sa victoire; mais il demandait l'Adda pour limites, la cession des duchés de Parme et de Modène, de Venise, Peschiera, Pizzighetone et Rocca d'Aufo, et la fin du blocus de Trieste et de l'Istrie. Ces conditions étaient dures; mais le roi, en demandant l'armistice, s'avouait vaincu, il aurait dû accepter les concessions du vainqueur. Milan restait en son pouvoir, et lui faisait espérer que l'Autriche, ayant vengé l'honneur de ses armes, consentirait encore à la cession de la Lombardie, pourvu que cette province acceptât une forte partie de la dette de l'empire. Le roi trouva les propositions de Radetzki

contraires à l'honneur; mais il put bientôt regretter de ne pas les avoir acceptées.

Dès lors il n'avait plus d'autre parti à prendre que la retraite dans la direction de Crémone, car la route de Milan par Brescia était coupée. La retraite commença le 27 au soir. On fit d'abord défiler les équipages jusqu'au point du jour; ensuite l'armée se mit en marche. Alors aussi Radetzki fut averti que le roi refusait les conditions de l'armistice; comme on voyait de longues colonnes de fumée sur les routes de Pozzolo et de Crémone, il se crut joué et commença à poursuivre les Italiens à outrance. Jusque-là il n'avait pas trop voulu se livrer à la poursuite; il avait été surpris de la fermeté des troupes piémontaises à Custoza et à Volta, et ne s'avançait qu'avec précaution. Depuis, en suivant les Piémontais, par la quantité d'effets et d'armes abandonnés, il put juger de l'état de découragement de l'armée. En effet, un grand nombre de fuyards quittaient les rangs pour retourner au plus vite dans leurs foyers. Ces fuyards répandaient l'épouvante sur leur passage, arrêtaient les convois, pillaient les vivres, exagéraient la défaite de l'armée. Le roi essaya de les faire arrêter sur les ponts, ce fut en vain; ils retrouvaient du courage pour briser les obstacles qui s'opposaient à leur fuite. Charles-Albert voulut se maintenir à Crémone, au moins pour en faire évacuer les malades et les magasins, mais le peu de fermeté des troupes dans un combat d'arrière-garde à Gadesio fit abandonner cette idée. On aurait pu passer le Pô, mais l'équipage de pont n'était pas préparé. On chercha depuis à garder la ligne de l'Adda, de Lodi à Pizzighetone et Crotta d'Adda, ce fut impossible; la brigade Sommariva abandonna le bas Adige sans en avoir reçu l'ordre, pour marcher directement sur le Piémont. Les Autrichiens jetèrent deux ponts pour tra-

verser l'Adige. Cette ligne perdue, ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était de passer le Pô par les ponts de Plaisance et de Pavie. La ligne du Pô aurait donné à l'armée un repos immédiat; le feld-maréchal aurait sans doute hésité s'il devait marcher sur Milan en présentant le flanc aux Piémontais, ou s'il devait les poursuivre, et en ce cas Milan était sauvé par une défense indirecte. Le maréchal n'y serait pas venu avec peu de forces; les troupes des Alpes et toutes les recrues lombardes devaient y aller. La position au delà du Pô était tellement avantageuse, qu'on pouvait y traiter de la paix ou attendre le secours de la France, qui depuis la victoire de juin avait cessé d'être dangereuse pour l'état social de l'Italie.

Charles-Albert, entraîné par son caractère chevaleresque, ne voulut pas abandonner Milan, et, contrairement à l'avis de ses généraux, il alla défendre la capitale de la Lombardie, n'ayant plus que la moitié des troupes qu'il avait eues en commençant sa retraite, vingt-cinq mille hommes au lieu de cinquante mille. Les généraux du génie Chiodo et d'artillerie Rossi le précédèrent à Milan pour s'entendre avec le comité de défense; le gouvernement provisoire ni le comité n'avaient rien fait pour défendre la ville, malgré les efforts de ceux qui avaient proposé un plan de résistance.

Sur ces entrefaites, lord Abercromby, ministre d'Angleterre à Turin, voulut obtenir un armistice de Radetzki, mais il n'obtint qu'un refus formel.

Le roi se proposait d'établir un camp retranché devant Milan pour défendre cette capitale; la position s'y prêtait peu. De nombreux fossés séparaient les divisions de l'armée qui connaissait peu la topographie des faubourgs. Les vergers et les champs de maïs permettaient aux chasseurs ennemis de s'approcher des Italiens, de

tirer sur eux à une faible distance et de leur faire beaucoup de mal; cinq canons furent enlevés de cette manière. Le parc d'artillerie avait pris la route directe du Piémont; les Piémontais n'avaient de munitions que pour un seul jour, de même que les Milanais. Un magasin de poudre sauta en l'air, probablement par quelque trahison. La réserve bivaquait en dehors des murs de la ville, entre la porte Romaine et la Vigentine; la seconde division devant la porte Ticinèse; la troisième, à la porte Neuve et Orientale; la quatrième, à la porte Comasine. On abattit des arbres, on fit des retranchements; les habitants élevèrent quelques barricades. La ville était ornée de dames aux fenêtres, pour fêter l'arrivée de l'armée, mais beaucoup de palais étaient déserts; la réception fut très froide: des élégants de café regardaient avec un sourire de mépris les vêtements déchirés des Piémontais, qui furent péniblement étonnés de cette ingrate malveillance. Ils furent mal nourris; on leur donnait de l'argent au lieu de vivres.

Radetzki parut devant Milan le 4 août. Le combat commença dès le matin et dura jusqu'au soir. Le roi s'exposait aux plus grands dangers et bravait le feu ennemi. Le colonel Bréanski, en rendant compte à Sa Majesté des progrès des impériaux, eut un cheval tué sous lui. Le général Robillart engageait instamment le roi à ne pas tant s'exposer. Charles-Albert répondit sévèrement : « Il me semble que la situation est assez grave pour qu'on s'abstienne de me donner des conseils, et si je reste ici, je sais ce que je fais. » Le noble Robillart se tut; il poussa son cheval au petit galop contre les canons autrichiens et revint au pas rendre compte au roi de l'état des forces ennemies sur ce point, montrant ainsi que ce n'était pas pour lui-même qu'il craignait. Le soir, les troupes sardes durent être repliées à

l'intérieur de la ville, derrière les murs. Le roi voulait se défendre dans l'enceinte des murs : c'est pourquoi il fit sauter quelques maisons devant la porte Romaine; bientôt il cessa de croire à la possibilité de la défense et fit cesser l'œuvre de la destruction. D'autres maisons furent brûlées sur d'autres points par des pillards ou des ennemis divers. Charles-Albert quitta l'auberge de Saint-George, à la porte Romaine, et vint loger en ville, au palais Greppi. Les Milanais lui offrirent une garde d'honneur, qu'il accepta; elle était composée de républicains, car les hommes tranquilles avaient déjà quitté les rangs de la garde nationale.

On ne pouvait plus songer à la défense de Milan. Garibaldi, avec sept mille hommes qui auraient pu contribuer à la résistance, sortit vers Brescia. Le général Antonini, nommé commandant de la citadelle, connu pour sa bravoure, mais ne se croyant plus utile, partit pour Novare, avec la princesse Belgiojoso. Les faibles murs de la ville ne pouvaient pas soutenir le choc des boulets. Le roi était prêt à livrer une bataille dans les rues et à s'ensevelir sous les ruines; mais il ne voyait plus dans les habitants les mêmes dispositions au combat qui les avaient animés au mois de mars ; un petit nombre d'entre eux s'armait de fusils pour faire sentinelle sur les murailles. L'ivresse de la liberté était passée. Un conseil de guerre, rassemblé chez le roi, avec le comité de défense et la Consulte, reconnut que la résistance était dès lors impossible. Une bataille dans les rues de Milan aurait privé le Piémont de vingt-cinq mille hommes de ses meilleures troupes, de ceux qui ne s'étaient pas dispersés dans les jours de l'adversité et qui faisaient la force réelle de l'Italie. Une pareille bataille aurait mis la ville à feu et à sang, l'aurait exposée à être détruite par le pillage, comme cela arrive toujours dans les villes prises

d'assaut. Les Autrichiens, qui avaient leur revanche à prendre pour les journées de mars, n'auraient pas ménagé le foyer de l'insurrection. Le seul parti qu'il convenait de prendre, c'était de conclure avec Radetzki une capitulation pour sauver la ville et l'armée. Les généraux Rossi et Lazzari, accompagnés de MM. Campbell, consul anglais, et de Reiset, chargé d'affaires de France, qui avait montré beaucoup de courage et d'intelligence, allèrent le soir au camp autrichien, à travers une grêle de balles, parce que les avant-postes croates n'avaient pas reconnu leur caractère diplomatique. Les envoyés de Charles-Albert obtinrent de Radetzki plus qu'ils ne pouvaient espérer : la liberté de se retirer sur le Tessin avec armes et bagages, la promesse de bien traiter la ville, de respecter la vie et les propriétés des habitants, et douze heures après l'entrée des Autrichiens, pour ceux qui voudraient quitter Milan. On ne pouvait désirer de meilleures conditions : Radetzki aurait pu cerner la ville et obliger le roi à mettre bas les armes, et se venger sur Milan de sa retraite en mars ; il voulut épargner l'humiliation d'une tête couronnée et le sang des vaincus. Cette modération lui fait plus d'honneur que la victoire même.

Le 5 août au matin, lorsque cette capitulation avantageuse fut connue en ville, le parti républicain se souleva contre le roi et l'armée, qu'il accusa de trahison. Un assez grand nombre de démocrates entourèrent le palais Greppi, en criant : « Mort à Charles-Albert le traître ! » On ferma les portes, on fit entrer des députés. Les paroles calmes du roi et de ses généraux persuadaient ceux qui pouvaient les entendre ; mais une fois sortis, ils ne pouvaient ou ne voulaient pas communiquer leur conviction à la foule. Un exalté pénètre dans les appartements du roi en criant, pour être entendu du dehors, que sa femme,

ses enfants et sa patrie sont perdus. Un républicain s'écrie : « Citoyen Charles-Albert, rends-toi au peuple. — Je reste, répond le roi avec dignité, si vous me promettez de combattre aussi. » Le républicain revient vers la foule et s'écrie : « Citoyens ! Charles-Albert vient de promettre de rester et de combattre ; mais cela ne suffit pas, il faut le garder pour l'empêcher de s'enfuir au milieu de ses troupes. Nous allons choisir un certain nombre d'entre nous qui resteront au palais, et c'est moi qui les commanderai ! » — « Bravo ! » dit la foule, et on l'embrasse. Cet individu est attaché à présent, dit-on, à la police autrichienne. On menace la vie du roi, cependant il ne veut pas appeler ses troupes à son secours, pour ne pas donner à l'ennemi le spectacle humiliant d'une guerre civile ; il envoie le général Bava pour contenir la juste indignation de l'armée. Charles-Albert sort sur son balcon et déchire la capitulation en disant que si telle est la volonté des Milanais, il est prêt à perdre la vie pour défendre la ville. La municipalité, effrayée, court chez Radetzki pour obtenir une nouvelle ratification de la capitulation, et obtient douze heures de plus pour ceux qui voudront sortir après l'entrée des assiégeants. Nouvelles fureurs de la multitude ; on renverse, on pille les voitures du roi ; on veut brûler ou enfoncer la porte ; on tire des coups de fusil contre les fenêtres du palais ; le soir, on place une échelle pour tuer le roi : elle fut retirée par ses officiers. Charles-Albert préfère toujours souffrir ces insultes plutôt que d'appeler ses soldats ; il veut toujours éviter l'effusion du sang fraternel. L'armée, indignée, veut le délivrer depuis le matin, mais il ne le permet pas ; il défend même à ses fils de quitter leurs divisions. Cependant le duc de Gênes ne peut maîtriser son émotion et vient, dans l'après-midi, partager les dangers de son père. Il se met au

balcon pour haranguer la populace; il s'offre pour otage; ses nobles paroles font impression, mais ne parviennent pas à calmer la foule, qui, stimulée continuellement par les démagogues, se remet à crier et à tirer sur les fenêtres. Le jeune Talleyrand, duc de Dino, capitaine de l'état-major, qui a donné sur la campagne de la Lombardie d'intéressants souvenirs, parla aussi au peuple, ainsi que le Milanais Brigozzi. Un tirailleur piémontais, malade, monta sur une borne en criant : «Vive le roi ! » pour protester par l'expression de son dévouement contre les outrages de la plèbe. Le tumulte diminua vers le soir; alors le général Scotti envoya MM. Alphonse de la Marmora et Torelli par les murs du jardin pour chercher du secours; ils amenèrent une compagnie de troupes qui suffit pour mettre en fuite les républicains jusque-là enhardis par l'impunité. Le roi quitta Milan de nuit avec son armée, à peine éclairé par la lueur des incendies qui combattaient l'obscurité; et tandis que les ennemis eux-mêmes rendaient justice au courage des Piémontais, des Milanais tiraient de leurs maisons sur l'arrière-garde et blessaient quelques hommes. Quelle triste journée pour Charles-Albert! Être abreuvé par les outrages et l'ingratitude des hommes pour qui il avait risqué sa vie et sa couronne, la vie de ses fils, le salut de son armée et le sort de son royaume héréditaire. Sans doute Charles-Albert prouva dans cette guerre qu'il n'avait pas reçu de la Providence les rares qualités d'un général en chef; mais il montra un ardent patriotisme, un caractère noble et chevaleresque, un courage héroïque : le 4 août surtout, il avait cherché la mort devant les murs de Milan. Il n'obtint pour toute récompense que les outrages, les calomnies, les menaces de mort des démocrates italiens qui s'étaient occupés de vaines paroles et de viles intrigues pendant qu'il avait

combattu pour leur indépendance. Telle est la lâcheté des soi-disant républicains modernes !

Le lendemain matin, 6 août, les Autrichiens firent leur entrée dans Milan. Leurs beaux uniformes blancs contrastaient singulièrement avec les vêtements sales et déchirés des Italiens en retraite. Les familles puissantes avaient quitté Milan, préférant l'exil à l'esclavage. Les démocrates montrèrent leur haine contre les aristocrates en pillant leurs palais. Les prisons de Mantoue avaient été ouvertes au commencement de la campagne ; leurs hôtes avaient peut-être acheté la liberté par quelque mission secrète ; ils avaient augmenté, sans doute, le nombre des communistes de Mazzini. Les fauteurs de l'anarchie avaient quitté aussi Milan. Pourquoi ? Ils avaient été les meilleurs alliés de l'ennemi. « Heureux le capitaine, s'écrie le colonel Masson, auteur d'un ouvrage admirable sous le point de vue militaire, sur la campagne de Lombardie, intitulé *Custoza ;* heureux le capitaine qui trouve de pareils auxiliaires dans le camp opposé ! »

Après avoir traversé le Tessin, l'armée piémontaise reprit ses forces par le retour des fuyards et par l'abondance des provisions. Cependant, indignée de l'ingratitude des Milanais, elle n'avait nullement le désir de recommencer une lutte inégale. Sans doute les manœuvres du parti républicain étaient l'œuvre du petit nombre ; mais lorsque la majorité, par incurie, par lâcheté ou par mollesse, ne résiste pas aux emportements de la démagogie, elle devient responsable de ses crimes et porte justement la peine de sa couardise. En recommençant immédiatement la guerre, on aurait exposé le Piémont à des calamités certaines, pour accepter bientôt une paix humiliante et désavantageuse. Le roi devait donc désirer une suspension d'armes, pour réparer les malheurs de la guerre et pour se préparer à une nou-

velle guerre dans un moment plus favorable. Radetzki ne pouvait aussi désirer la continuation de l'effusion du sang; en s'avançant dans le Piémont, il aurait affaibli ses forces, il se serait exposé à une intervention militaire de la France; il aimait mieux obtenir immédiatement, par une suspension d'armes, les forts de Peschiera, Rocca d'Aufo et Osopo, et employer son temps au rétablissement de l'autorité impériale en Lombardie.

L'armistice conclu à Milan, le 9 août, stipulait la reddition des forts mentionnés; la limite des États respectifs devait servir de ligne de démarcation pour les deux armées. Les troupes et les vaisseaux sardes devaient être rappelés de Venise. La durée de l'armistice, fixée à quarante-cinq jours, devait se prolonger indéfiniment, à charge par la partie qui voulait le rompre, d'en dénoncer la rupture huit jours avant la reprise des hostilités. Cet armistice indispensable ne plut pas aux Italiens, qui s'étaient repus pendant longtemps d'espérances chimériques et des mensonges des journaux exaltés. Cela donna occasion et prétexte à beaucoup de plaintes et de calomnies contre le noble roi de Sardaigne et contre ses vaillants généraux. Cependant la majorité rendait secrètement hommage à la grandeur d'âme du souverain vaincu. Les habitants de Brescia, qui avaient été plus courageux dans la lutte, furent aussi plus justes et plus bienveillants dans leurs jugements. Les ennemis même rendaient justice au courage des Piémontais et des Savoyards, car les braves savent mutuellement s'apprécier. Conformément à la capitulation, la forteresse de Peschiera se rendit après en avoir reçu l'ordre du roi; car jusqu'à la réception de cet ordre, le général Federici se défendit bravement contre les assiégeants et leur pesante artillerie, et fit deux excursions. Le rocher

d'Osopo, perché au pied des Alpes, sur le Tagliamento, fut défendu par des volontaires vénitiens jusqu'au mois d'octobre. Venise se proclama de nouveau république; le général Pépé demanda aux deux mille Piémontais présents dans cette ville s'ils voulaient renoncer au parti du roi pour passer au service républicain; ils repoussèrent cette proposition avec horreur et revinrent dans leur pays.

Les volontaires lombards se retirèrent vers Bergame et Brescia; mais, se voyant dans l'impossibilité de s'y maintenir, ils passèrent par la Suisse pour revenir en Piémont. Garibaldi conserva mille hommes près du lac Majeur, voulant y faire une guerre de partisan; entouré d'ennemis et n'ayant pas la sympathie des habitants du pays qu'il était obligé de piller pour vivre, il quitta la Lombardie.

Les Autrichiens occupèrent sans résistance les duchés de Parme et de Modène. Le jeune duc de Parme, injustement emprisonné à Milan lorsqu'il se rendait en Piémont, revêtu d'un grade d'officier de la garde nationale, recouvra sa liberté et son pouvoir. Le général Welden entra dans les États du Pape et poussa jusqu'à Bologne; mais, voyant que les habitants étaient prêts à se défendre, et arrêté par les vœux du vénérable Pontife, il revint sur ses pas. Telle était la force du sacerdoce souverain au milieu même de sa faiblesse.

C'est ainsi que se termina la campagne de Lombardie, commencée par une émeute heureuse du peuple de Milan. La Providence donna subitement l'indépendance aux Lombards pour éprouver s'ils en étaient dignes. Mais, au lieu de faire les plus grands sacrifices pour maintenir leur indépendance, aveuglés par le succès, ils confièrent le soin de leur défense aux troupes sardes, en les nourrissant mal, les abreuvant de calomnies,

les payant d'ingratitude, s'endormant dans l'oisiveté et se réveillant dans les discordes.

Le roi de Piémont s'engagea témérairement peut-être dans une guerre inévitable; il eût sans doute agi d'une manière plus loyale en intervenant d'abord comme médiateur armé, et se bornant à protéger Milan contre la vengeance ou le châtiment du feld-maréchal de l'empire; il aurait pu, en attendant, compléter l'armement de ses troupes et déclarer la guerre pour le cas où sa médiation aurait échoué. En tombant inopinément et sans déclaration de guerre sur un État voisin, il a manqué aux formes du droit international. Mais une fois la guerre commencée, il aurait dû la continuer avec plus de vigueur; il devait traverser le Mincio et l'Adige, occuper et gouverner militairement la Lombardie et le pays de Venise; lever une armée de cent mille hommes, se placer entre Radetzki et les renforts qui devaient lui arriver, et les battre séparément. Telle a été la stratégie constante de Bonaparte dans les mêmes plaines contre Wurmser, contre Alvinzi et Provera. Charles-Albert n'a pas montré les talents d'un général en chef ni ceux de l'administrateur d'une conquête. Il ne savait pas mener des forces supérieures sur le point décisif; il n'avait ni l'art de concevoir des pensées stratégiques ni celui de pénétrer les desseins de l'ennemi. Il avait eu le malheur de confier la subsistance de son armée aux Milanais; il les laissa se gouverner eux-mêmes, malgré leur vote qui le proclamait roi des Lombards; il les abandonna à leur impéritie politique et administrative, ce qui fit leur malheur.

Mais si le roi de Sardaigne n'avait pas le génie d'un conquérant, il possédait au plus haut degré la bravoure d'un militaire et la noblesse de sentiments d'un chevalier. La délicatesse de sa conscience, qui n'osait pas

se saisir d'une couronne qu'on lui offrait, la grandeur de son dévouement et l'ardeur de son patriotisme, lui ont mérité l'admiration et la reconnaissance de ses compatriotes. L'armée piémontaise a montré les mêmes qualités que son chef couronné, n'osant pas enlever un morceau de pain aux hommes pour lesquels elle prodiguait son sang avec le courage du dévouement, qui, pour les régiments de Savoie, n'était même pas stimulé par le patriotisme, puisqu'ils sont plus Français qu'Italiens.

Le vieux feld-maréchal Radetzki s'est couvert de gloire en donnant une nouvelle preuve de la valeur du sang slave; il montra dans cette campagne les qualités d'un grand capitaine : la persévérance, la sagesse, le sang-froid, la prudence, tant qu'il était le plus faible; la hardiesse de l'offensive, dès que les renforts reçus lui permirent de quitter la défensive. Ses desseins furent habilement conçus, exactement exécutés et soigneusement cachés à l'ennemi. S'il commit quelques fautes, quel est l'homme qui en soit exempt? Et Marlborough disait avec raison que son art consistait à faire une faute de moins que son adversaire. Nous n'avons pas relevé ces fautes pour le vain plaisir de diminuer l'éclat de sa gloire, mais uniquement dans l'intérêt des hautes sciences militaires; d'ailleurs, nous n'avons fait qu'adopter l'opinion du colonel Masson et du général Willisen, avec de très légères modifications.

Les Italiens n'ont pas profité du peu de fautes que le chef autrichien put commettre, ils en ont fait d'immenses; la Providence leur a refusé, en 1848, le génie militaire dont plusieurs de leurs compatriotes ont donné les preuves les plus brillantes à d'autres époques. Ils ont prouvé, il est vrai, qu'ils ne manquaient pas d'intrépidité; ils ont réfuté les calomnies de leurs ennemis.

Mais le ciel n'a pas béni leurs efforts, peut-être parce que leurs efforts étaient dirigés contre le ciel : la guerre des Titans ne fut jamais heureuse. Loin de reconnaître la grâce immense de la divine Providence, qui daigna placer dans la capitale antique de l'Italie le trône séculaire du vicaire du Christ, les Italiens allaient secouer son autorité paternelle par un prodige d'ingratitude. Les Italiens qui ont bravement combattu ont été punis par la conduite des démocrates qui n'ont pas combattu. Le courage des Sardes, des Piémontais, des Savoyards, des Génois, des Toscans, des Vénitiens, des volontaires lombards, des Napolitains, fut inutile. Sans être prophète, nous pouvons leur prédire que le panthéisme révolutionnaire ne produira que de la honte; quand leur héroïsme sera inspiré par l'esprit chrétien des croisades, c'est alors qu'ils seront vainqueurs. C'est alors qu'ils recouvreront amplement la gloire dont ils jouissaient au moyen âge.

CHAPITRE XI.

RÉVOLTE A NAPLES, LE 15 MAI, ET EN CALABRE.

Cédant à des manifestations imposantes d'une opinion sincère dans un petit nombre de libéraux, hypocrite pour les républicains dont les vœux allaient au delà du régime constitutionnel, salariée pour les prosélytes qui s'en étaient mêlés, le roi de Naples avait promis de donner une constitution à son royaume par un édit du 29 janvier. Dès que cet édit fut connu en ville, une foule

nombreuse se rassembla dans les rues de la capitale. Le roi sortit à cheval, et fut reçu dans la rue de Tolède avec un enthousiasme sincère, ou commandé, parce que la bourgeoisie napolitaine désirait le développement des institutions parlementaires qui pouvaient relever l'importance du tiers état, et subissait l'influence de la secte républicaine. Dans les quartiers populeux, Ferdinand fut reçu plus froidement, car le peuple ne comprenait pas ce que c'était qu'une constitution et à quoi cela pouvait servir. Le peuple était sincèrement attaché au roi, et appréciait par l'instinct du cœur les éminentes qualités de ce monarque qui sera grand dans l'histoire. Le lazzarone, ouvrier napolitain, payait peu d'impôt, obtenait à bon marché les denrées dont il avait besoin pour vivre, et trouvait facilement du travail bien rétribué; tous ces résultats économiques d'une sage et bienveillante administration contribuaient à la tranquillité des masses. Cependant les motifs puisés dans l'ordre matériel sont puissants pour retenir l'homme dans la voie du devoir, en présence des séductions du crime. Heureusement pour Naples, la foi n'y était pas éteinte parmi le peuple. La Providence, pour entretenir et récompenser en même temps ce don précieux, y permettait la continuation de miracles étonnants, comme le sang de saint Janvier desséché dans deux ampoules, qui devient liquide lorsqu'il est en présence de la tête du saint. Plusieurs personnes d'une haute piété entretiennent, par leurs prières et leurs exhortations, la ferveur parmi le peuple. Nous ne citerons qu'un prêtre pieux, don Placido Bacher, mort en octobre 1851, et que nous avons eu le bonheur de connaître peu de temps avant sa mort. Appelé miraculeusement, dans sa jeunesse, par la sainte Vierge, à propager son culte, pendant qu'il était en prison, lors de l'invasion française, il devint prêtre,

s'établit à l'ancienne église des Jésuites, dite Gesu Vechio, dépensa son patrimoine pour la restaurer, et prêcha pendant quatre ans, deux fois par jour, pour instruire le peuple dans une dévotion dont la ferveur excite l'admiration de l'étranger. Nous croyons que l'Église placera un jour don Placido au nombre des saints; en attendant, nous n'avons qu'à constater l'influence d'une action continue d'une prédication fervente et populaire. Un peuple religieux n'est jamais révolutionnaire; c'est pourquoi les manœuvres des sociétés secrètes pour corrompre à prix d'argent un peuple avide de gain eussent été infructueuses. Le roi pouvait compter sur l'attachement passif du peuple, il pouvait compter plus encore sur la fidélité de son armée; cependant, soit qu'il ne connût pas l'étendue de ses forces, soit qu'il voulût d'abord employer toutes les voies possibles de la conciliation, il résolut de faire au parti libéral toutes les concessions qu'il pourrait donner sans perdre sa couronne. C'était l'avis presque unanime de ses conseillers, excepté un seul général qui inclinait à la rigueur dans la répression; et le roi suivait ces conseils d'autant plus volontiers que, doué d'une grande douceur de caractère, il voulait à tout prix éviter l'effusion du sang.

La constitution promise le 29 janvier fut publiée le 10 février, ce qui donna occasion à des réjouissances publiques qui durèrent trois jours : des dames chantèrent sur la place Royale un hymne composé tout exprès; c'était dans toute la ville un vacarme à devenir sourd. Après quoi les démocrates songèrent aux choses plus sérieuses, c'est-à-dire à leurs propres intérêts, et à la chasse aux places. Dès qu'un démocrate convoitait la place d'autrui, il criait ou faisait crier *à bas un tel*, pour se faire donner son emploi. Les malfaiteurs relégués à l'île de Tremiti dans l'Adriatique, libérés par un ordre

imprudent du ministère, augmentaient le désordre. Les coupables criaient *à bas* pour se défaire de leurs juges. Les ministres ne pouvaient pas surmonter les difficultés de la situation, et surtout ne pouvant venir à bout de pacifier la Sicile, ils donnèrent leur démission, qui fut acceptée.

Le ministère fut reconstitué le 6 mars de la manière suivante : Le prince Cariati, affaires étrangères ; Bozelli, à l'intérieur ; Aurèle Salicetti, grâce et justice ; Deutice, finances ; Bonanni, cultes ; Uberti, guerre et marine ; Torella, agriculture et commerce ; Tofano, police. Salicetti était républicain. Dès lors, le parti radical prit une allure plus hardie. La licence de la presse ne connut plus de bornes. Les passions révolutionnaires commencèrent par se déclarer contre les Jésuites, qui furent assiégés, insultés et enfin expulsés de Naples et du royaume ; ils trouvèrent un refuge à Malte. Un vieux Jésuite polonais mourut de chagrin lors de cette expulsion violente. On voulait ensuite chasser les autres ordres religieux, en commençant par les Carmes, mais le peuple s'arma pour la défense de la religion, et porta en procession la Madone del Carmine, en criant : « Vive la Madone ! » Parvenu à la hauteur de la poste et du château Neuf, le peuple fut assailli par un détachement armé de la garde nationale, qui fit feu et s'avança à la baïonnette. L'armée parvint à séparer les combattants. Les assaillants ne furent pas punis, un d'eux fut décoré par le ministre ; cependant cette échauffourée intimida les ennemis de la religion. Ils avaient aussi menacé des prêtres séculiers. Don Placido fut averti par des démons que s'il ne cessait ses prédications, il serait empêché par eux de les continuer ; il eut avis d'une trame contre sa vie : des hommes armés vinrent à son église, mais n'osèrent rien entreprendre. Le ministre Salicetti fut destitué,

et remplacé par Joseph Marcorelli, président de la cour d'assises. Mais bientôt tous les ministres furent obligés de donner leur démission à cause des menaces par lettres anonymes et par crainte des stylets de la démagogie.

Le 3 avril, un nouveau ministère prit les rênes de l'État. Un homme distingué, Charles Troya, en était le président; le marquis Dragonetti, connu par ses publications littéraires, fut nommé aux affaires étrangères; Jean Vignole eut le portefeuille de grâce et justice; le comte Feretti, frère du cardinal, s'étant fait une fortune, comme banquier, dans son exil, fut appelé aux finances. On raconte, à propos de sa nomination, une anecdote qui peint les mœurs du temps. On discutait dans un hôtel qui serait ministre : « Le premier qui ouvrira la porte, » dit une dame. « Bravo! » répondit la foule. Le comte Feretti entra le premier, et devint ministre. Le colonel Uberti eut les travaux publics; le brigadier del Giudice, guerre et marine; Conforti, intérieur; Antoine Scialoja, agriculture et commerce; Ruggiero, cultes; l'avocat Imbriani, instruction publique. Ce ministère ne tarda pas à publier un programme radical : éligibilité de toutes les capacités scientifiques, artistiques, industrielles; élections directes au chef-lieu de canton, dépouillement du scrutin au chef-lieu des provinces; listes dressées par les conseils électoraux pour le choix des pairs; facultés aux chambres de modifier le statut (*svolgere*); ligue italienne; envoi d'un contingent de troupes; armement des gardes nationales dans tout le royaume; envoi des commissaires dans les provinces. Le programme fut immédiatement mis à exécution. L'avant-garde des volontaires napolitains, enrôlée par la princesse Belgiojoso, composée de deux cents jeunes gens commandés par Bellini, comptable du restaurant de la Couronne de fer, partit d'abord sur

un bateau à vapeur, et fut suivie par un bataillon du dixième de ligne, accompagné d'autres volontaires, qui fut expédié à Livourne, et prit part au combat de Curtatone. La division Statella marcha par les Abruzzes à Bologne, suivie de trois régiments de cavalerie, commandés par Marc-Antoine Colonna; tandis que la division Nicoletti devait prendre le chemin de la mer Adriatique sur une escadre de cinq bateaux à vapeur, deux frégates à voiles et une corvette, commandée par le contre-amiral Casa. Le commandement de l'armée d'expédition fut confié au général Guillaume Pépé, vieux conspirateur exilé que l'on voulait éloigner de la capitale. Par l'envoi des troupes en Lombardie, les conspirateurs se flattaient d'affaiblir les forces du roi, au point de pouvoir renverser son trône. Feretti fut obligé de quitter un ministère dont il ne partageait pas les opinions radicales. Imbriani, après avoir ôté aux évêques le droit de surveiller l'instruction publique, et enlevé au roi la propriété du Musée Bourbon, fut obligé de résigner son portefeuille. L'anarchie faisait des progrès effrayants dans les provinces : dans beaucoup de localités les démocrates s'emparaient des biens de la commune, ou de ceux de leurs concitoyens aisés, pour interpréter à leur profit les théories du socialisme. Le ministre de l'intérieur, Conforti, publia dans cette occasion une circulaire qui, loin d'apaiser les troubles, ne fit qu'encourager les spoliateurs. Il disait que le gouvernement devait aider les populations à regagner leurs droits sur leurs fonds domaniaux ou patrimoniaux, usurpés par la cupidité des particuliers, et soumis à un domaine féodal d'autant plus dur, qu'il triomphait par la connivence d'une administration faible, vile et corrompue. C'était jeter de l'huile sur le feu. Les communistes nouveaux s'emparaient des terres ou de l'argent de leurs

voisins; la guerre civile éclata sur plusieurs points. A Venosa, Pescosansonesco, Pratola, et dans plusieurs localités, le peuple chassa les démocrates en criant : « Vive le roi! » Les radicaux mirent en jeu leurs intrigues habituelles pour pousser les élections; c'était facile, car les populations, peu habituées au système électoral, montraient fort peu d'empressement à user de leurs droits. A Naples, sur trente-cinq mille électeurs, il y eut dix-sept cents votants; dans une localité, sur cinq mille ayant droit de voter, trois seulement se présentèrent; ailleurs, pas un seul ne vint user de son privilége. A côté de cette indifférence, les agents de la démagogie firent voter leurs partisans d'après des listes préconisées d'avance, et emportèrent la majorité des élections. La licence de la presse, des journaux, et les avis mensongers collés aux coins des rues, faisaient présager quelque grave catastrophe. Une émeute devait éclater dès le 24 février, jour du serment prêté par le roi à la constitution : lorsque le char de Mammone (nom de l'ouvrier), décoré des noms des conjurés de 1799, et d'emblèmes révolutionnaires, défilait devant le château, avec son cortége qui criait : « Vive la Sicile! » une bombe devait donner le signal de la révolte; heureusement le projectile fut éteint par une patrouille, et l'émeute ajournée. Les députés nouvellement élus venaient dans la capitale avec un cortége d'hommes armés, coiffés de chapeaux calabrais, en costume de montagnards.

Le 13 mai, le roi fit publier une formule de serment pour les députés qui devaient jurer d'être fidèles à la religion catholique, au souverain et à la constitution du 10 février, dont ils tenaient leur mandat. Les députés se rassemblèrent, le 14 mai, au nombre de quatre-vingt-dix à la maison de ville du monte Oliveto, en séance

préparatoire, pour y discuter sur la formule du serment. La grande majorité des députés appartenait au parti radical; suivant l'avis de Ricciardi et Petrucelli, ils prétendaient que le programme ministériel du 3 avril leur donnait droit de ne pas prêter serment à la constitution telle que le roi l'avait jurée le 29 février, et adoptèrent la rédaction suivante : « Je jure de professer la religion catholique, apostolique et romaine. Je jure d'observer et de maintenir le statut politique de la nation, avec toutes les réformes et modifications qui seront établies par la représentation nationale, surtout en ce qui regarde la pairie. Je jure de remplir le mandat reçu de la nation, et de lui procurer de toutes mes forces sa grandeur et son bien-être. Ainsi faisant, que Dieu me récompense; autrement, qu'il me l'impute. » Cette formule avait l'inconvénient d'abord de renfermer un parjure, car on ne peut professer la religion catholique en se révoltant contre tout pouvoir établi. Secondement, il attribuait à la représentation nationale, c'est-à-dire à la seule chambre des députés, le droit de changer le statut et d'abolir la pairie. Enfin, la prétention de ne recevoir son mandat que de la nation seule signifiait qu'on envisageait l'élection artificielle comme l'unique base du pouvoir; la grandeur de la nation signifiait son abaissement par la guerre et la révolution, tandis que bien-être signifiait son appauvrissement par le socialisme. Deux députés allèrent porter ce serment aux ministres, sans pouvoir en obtenir une réponse satisfaisante; cette mission infructueuse, commentée par les Calabrais Romeo et Mileto (condamnés à mort et graciés par le roi), aigrit sensiblement l'assemblée. Le roi, informé de ce qui se passait, envoya les députés Don Camillo Cacace et Gabriel Abbatemarco, en proposant à leurs collègues d'adopter une nouvelle formule de serment, par laquelle

on jurait d'observer le statut du 10 février, sauf le développement (*svolgimento*) opéré par les trois pouvoirs d'accord (c'est-à-dire le roi, les pairs et les députés), spécialement quant à la pairie. Ce moyen de conciliation fut rejeté. C'est en vain que les pairs, nommés au nombre de cinquante, et rassemblés chez leur président, prince Cariati, voulurent parlementer avec les députés ; c'est en vain que le général Florestan Pépé, chef de la garde nationale, cherchait à calmer les esprits, les députés ne voulaient point de concorde. Les plus modérés d'entre eux s'étaient retirés au nombre de vingt-cinq, les factieux prolongèrent la séance fort avant dans la nuit. A onze heures du soir, La-Cecilia, émigré, capitaine de la garde nationale, employé au ministère de l'intérieur, amène dans la salle des séances un jeune homme pâle et blessé, comme preuve que le roi a trahi la nation ; il promet l'appui de la flotte française, et proclame avec emphase qu'il n'y a de salut que dans les barricades. Barricades! répond avec enthousiasme la réunion préparatoire d'une chambre dont la session n'était pas encore ouverte, et avec ce cri séditieux qui n'était pas un vote, elle déclare la guerre au roi qui l'avait appelée pour s'aider de ses conseils. Trahison ! Barricades ! ces cris infernaux se répandent dans la ville. La garde nationale, organisée en vue de l'émeute, et les corps auxiliaires venus des provinces, qui n'attendaient que le signal d'alarme, mettent la main à l'œuvre. Des calomnies contradictoires circulent pour stimuler leur zèle : « Les Suisses veulent massacrer les Italiens. — Les soldats veulent tuer le roi et détruire la constitution. — Les prêtres s'arment pour rétablir l'inquisition. — Les Français veulent s'emparer de Naples. — Les lazzaroni vont exterminer les députés. — Aux armes ! — Aux barricades ! » Le mensonge est partout l'éperon de Satan.

On assemble des matériaux avec une promptitude étonnante : les pierres du pavé, des tables, des tonneaux, les échoppes des marchands, des confessionaux, des portes, des persiennes, des voitures renversées. Le prince San-Giacomo, pair, se rend au château ; on dételle et l'on renverse sa voiture, on l'oblige à travailler ; il s'échappe à grand'peine. Les barricades s'élèvent à vue d'œil, surtout dans la grande rue de Tolède et dans les rues adjacentes.

Le roi, qui est informé des préparatifs de l'émeute, déclare : qu'il ne veut pas s'éloigner de la voie légale ; qu'il est prêt à braver chaque difficulté, chaque péril, avec la loyauté du citoyen et le courage du soldat. Il range son armée en bataille sur la place du Château-Royal et du Château-Neuf ; mais, comme le général Pépé croit pouvoir assurer que l'agitation va se calmer et que les barricades seront défaites si l'armée se retire, les régiments reçoivent l'ordre de revenir dans leurs quartiers. Cependant la construction des barricades continuant toujours, Ferdinand dit au colonel de la garde nationale Piccolellis : « Les séditieux veulent donc à toute force se repaître du sang de leurs frères ? Que veulent-ils ? que prétendent-ils ? La formule du serment est abandonnée, les ministres s'occupent du décret ; pourquoi donc les barricades sont-elles debout ? pourquoi se fortifient-elles ? » Le roi envoie le syndic de Naples Noya et l'officier supérieur de la garde nationale Letizia, pour ordonner la destruction des barricades, mais leur mission est sans résultat. L'auguste souverain voulait éviter à toute force l'effusion du sang de ses sujets ; il passait dans son oratoire des heures d'une pénible incertitude, cependant il était assuré par des visions apparues à deux saintes personnes, que cette journée tournerait à la gloire de Jésus et de Marie, et au triomphe de la bonne cause.

L'aube du 15 mai vient éclairer une scène de confusion. Les rues sont coupées par des barricades hérissées de baïonnettes. Parmi les insurgés circulent ces fausses nouvelles : que le roi est en fuite, que les châteaux sont rendus à la garde nationale, que les troupes ont quitté la ville. Les députés se réunissent. Ricciardi fait la motion, modérée à ce qu'il prétend, que les forts soient livrés à la garde civique, la garde royale dissoute ou renvoyée vers la Lombardie. Cependant le vice-président de la réunion, Lonza, engage la garde nationale à détruire les barricades, pour que le roi puisse venir ouvrir la session des chambres, dont l'ouverture était fixée pour le jour même du 15 mai. Le général Pépé demande au roi d'envoyer des soldats sans armes pour détruire paisiblement les retranchements de l'émeute. Cinquante hommes désarmés de la garde s'approchent dans ce but des barricades, mais ils sont reçus par des insultes; on vise sur eux. Les artilleurs, indignés, veulent venger leurs camarades en tirant sur les barricades ; ils sont retenus à grand'peine par le général Scala. Heureusement les révoltés n'avaient pas d'artillerie, le roi n'ayant jamais voulu donner de canons à la garde nationale.

A six heures du matin, les troupes sont rappelées. Les deuxième et quatrième régiments suisses, avec deux escadrons de lanciers et deux compagnies de pontonniers, occupent la place du Castello, sous la protection du Château-Neuf. Un régiment suisse, avec un escadron de lanciers et une demi-batterie, se place au Largo del Mercatello ; un autre, appuyé d'une section d'artillerie, se range devant les Studii ou musée Bourbon, vers Sainte-Thérèse des Deschaussés. Le deuxième de hussards de la garde, place Mercato, avec réserve d'artillerie au fort del Carmine; le premier de grenadiers de Portici, au

grenier d'abondance. Un bataillon du deuxième de grenadiers, deux bataillons de chasseurs, un bataillon de marine, le premier régiment de hussards et une compagnie de sapeurs étaient rangés devant le palais du roi; d'autres troupes des trois armes étaient renfermées dans l'intérieur du palais.

Les soldats restent pendant toute la matinée en présence de l'émeute, excités au combat par les insultes dont ils sont l'objet depuis plusieurs mois, mais contenus par les ordres du roi, qui veut encore éviter l'effusion du sang. Il espère toujours que, le serment étant abandonné, il pourra faire l'ouverture des chambres. Mais cette solution pacifique ne faisait pas le compte de Mileti, de La-Cecilia et autres agitateurs qui stimulaient la révolte de la garde nationale par des discours violents. Les plus tranquilles parmi les gardes nationaux se retirent chez eux; les autres, retenus par la crainte ou la fureur, sont prêts à combattre. Trois cents Siciliens fraîchement débarqués viennent, dit-on, augmenter les forces et l'ardeur de l'émeute. Les troupes commençaient un mouvement de retraite, on ne sait par quel ordre, lorsque plusieurs coups de fusil partis de la barricade Saint-Ferdinand, à l'entrée de la rue de Tolède et du palais Cirella, précédés d'une salve d'applaudissements, viennent les provoquer au combat. A ce signal, rien ne peut contenir l'indignation des soldats qui sont dans la place Royale; ils saisissent leurs fusils et tirent contre les agresseurs. Près de deux mille coups partis ensemble engagent la bataille; cette décharge annonce au roi le commencement des hostilités, et rappelle au combat les troupes suisses qui avaient commencé à se retirer. Les officiers ont beaucoup de peine à régler l'ardeur des troupes, afin que les soldats ne se blessent pas les uns les autres par un zèle inconsidéré. Les spectateurs

nombreux rassemblés dans la place prennent la fuite. Le bataillon des grenadiers, guidé par le général de brigade Carrascosa, s'élance contre la barricade Saint-Ferdinand, mais il est repoussé par le feu des fenêtres. Alors le général Selvaggi et le maréchal Ischitella font mettre des soldats aux fenêtres et sur les balcons des palais Zabatta ou des Incurables et de la Foresteria, du côté du café de l'Europe, pour dominer le feu des rebelles. Le premier régiment suisse arrive au secours des grenadiers, qui sont ensuite remplacés par les chasseurs. Le canon enfonce les barricades, les sapeurs élargissent la brèche ; la barricade est enlevée, ses défenseurs tués ou mis en fuite. La porte du palais Cirella est enfoncée, une centaine d'hommes bien pourvus de munitions s'y défendent; les uns périssent en combattant, d'autres se dépouillent de l'uniforme des gardes nationales, qui attirait la colère des soldats, et, vêtus de caleçons blancs, demandent grâce, tout en agitant des mouchoirs blancs; ils sont conduits prisonniers à bord d'une frégate. La même scène se reproduit à mesure que les bataillons s'avancent dans la rue de Tolède, et enlèvent les barricades et les maisons l'une après l'autre. Ils sont suivis par les Lazzari de Santa-Lucia et d'autres quartiers qui débarrassent les rues et s'emparent des objets qui composaient les barricades.

Pendant ce temps, le deuxième et le quatrième régiment suisse, qui s'étaient déjà retirés jusqu'au fort del Carmine, au bruit de la fusillade et du canon, reviennent au pas de charge sur la place du Castello. Le premier bataillon du quatrième régiment s'avance dans la rue de Sainte-Brigide, pour défaire la barricade; le lieutenant Edouard de Gormocus s'élance le premier sur la barricade, mais tombe mort; le capitaine Rodolphe de Sturler et plusieurs autres officiers sont atteints par les balles

ennemies. Le colonel, blessé lui-même à la tête, reconnaît que la colonne par division donne trop de prise à l'ennemi, et fait reculer le bataillon. Le lieutenant-colonel Muralt le remplace à la tête du deuxième bataillon, en faisant marcher les compagnies par file sur les côtés des rues, et fait jouer l'artillerie au centre. La barricade est enlevée, les maisons voisines prises d'assaut, les défenseurs passés au fil de l'épée. Malheureusement, dans la maison qui fait le coin du Toledo, on eut à déplorer la mort d'une victime innocente : une chambre était fermée, on ne voulait pas l'ouvrir; les soldats, croyant que des révoltés s'y tenaient bloqués, font feu à travers la porte, et tuent sans le vouloir une jeune personne de treize ans, Constance, la fille du marquis Vasaturo; ils sont les premiers au désespoir de ce triste accident. Le général Stackalper amena le troisième régiment suisse, et vint remplacer le général Labrano, commandant de la place. Il entra dans la rue San-Giacomo avec un bataillon du troisième, pour prendre la barricade; il fut reçu par un feu très meurtrier qui coûta la vie au major Salis, et blessa le colonel Dufour. Une compagnie envoyée au Vico delle Cianche perdit son capitaine Amédée Muralt. Les rues adjacentes furent en même temps reconquises par des détachements plus faibles, et la résistance diminuait à mesure que la victoire penchait du côté de l'ordre.

Cependant le premier régiment des grenadiers, conduit par le général Nunziante, rencontre une résistance opiniâtre au palais Ricciardi, autrefois Gravina, protégé par une grande barricade; cet obstacle surmonté, le palais fut occupé. Le frère du propriétaire, étant un des chefs de l'opposition, y avait établi le foyer de la conspiration; au moment de prendre la fuite, les personnes compromises voulurent détruire quelques papiers des

archives en y mettant le feu, qui se communiqua aux boiseries de la chambre, et ensuite à tout le palais. L'intérieur de ce bel édifice fut réduit en cendres; les murs extérieurs, qui étaient en pierre, résistèrent à l'action du feu. Alors le général Nunziante fit occuper le palais du monte Oliveto, où se tenait la réunion des députés de l'opposition.

Ces messieurs avaient déclaré la chambre en permanence et formé un comité de salut public. Trompés par des avis mensongers, ils croyaient être au moment de proclamer la république, lorsque la force armée se présenta devant le palais. Alors une terreur panique s'empara des plus violents membres de l'opposition. L'un des plus fougueux alla se cacher dans une latrine, et s'échappa travesti en gendarme; plusieurs autres prirent également la fuite. La-Cecilia se préparait à en faire autant, lorsqu'il fut arrêté par le député Stanislas Barracco, qui lui dit : « Oui, vous avez mis les autres dedans, à présent mourons ensemble. » Mais bientôt après il parvint à s'évader, ainsi que le maître d'escrime Mileti, le député Ricciardi et plusieurs autres meneurs. Quant aux autres députés, ils furent ramenés poliment au domicile par les troupes, pour les mettre à couvert de la juste fureur du peuple.

Le fort Saint-Elme, qui domine la ville, était commandé par le général Roberti, qui, étant député lui-même, hésitait au commencement de l'action de bombarder ses collègues; mais le major Salvatore Zanetti, secondant l'ardeur des soldats, fit jouer les canons du fort sur la tête des rebelles, et contribua au succès de la journée, par l'effet moral de cette canonnade. Les détonations de l'artillerie, se mêlant au bruit de la fusillade, au fracas des barricades et des maisons qui s'écroulaient, aux cris des blessés, des mourants, des

vaincus et des vainqueurs, produisaient dans la cité bruyante de Naples un vacarme pareil à l'éruption infernale du Vésuve. Ce n'était pas la lave qui coulait dans les rues, c'était le sang fraternel.

A qui la faute? Sur qui retombera la responsabilité des victimes de la guerre civile? La réponse ne saurait être douteuse. C'est bien sur cette chambre qui, au moment de l'ouverture du parlement, au moment d'entrer dans l'exercice régulier des libertés constitutionnelles, refuse de prêter serment à la loi en vertu de laquelle elle existe, et fait sauter par cette étincelle une mine préparée d'avance. Ou plutôt c'est le parti radical, homicide depuis le commencement, qui est responsable d'avoir voulu renverser le trône d'un roi bienfaisant, qui était allé au delà des vœux de ses sujets. Pour se laver de cette tache, ce parti a voulu employer l'arme de la calomnie; il a prétendu que les troupes et le peuple, fidèles au roi, se sont livrés au meurtre, au pillage, et qu'ils ont saccagé Naples, comme une ville prise d'assaut. Cette assertion est fausse. Assurément, dans une guerre le sang a dû couler, et quelquefois, dans la chaleur du combat, l'innocent a péri au lieu du coupable. Chez un peuple naturellement enclin au vol, des objets divers ont été enlevés à leurs propriétaires, mais ces abus inévitables ont été infiniment exagérés par les feuilles radicales. La responsabilité de ces excès n'en retombe pas moins entièrement sur le parti républicain, qui a provoqué la guerre civile, et non pas sur ceux qui voulaient l'éviter. D'ailleurs, les soldats ont restitué en partie les objets qu'ils ont cru pouvoir s'approprier par droit de conquête. Quant au peuple, c'est une tactique habituelle chez les révolutionnaires de l'idolâtrer, de le flatter quand il est rebelle, et de le calomnier dès qu'il est fidèle à son roi légitime.

Les ministres, rassemblés chez leur président au palais de la Foresteria, délibéraient sur la suppression du serment, accordée par le roi, lorsqu'ils entendirent la fusillade à leurs fenêtres. Ils s'écrièrent : « Tout est perdu ! » et allèrent au château pour prendre les ordres du roi. Ferdinand dit, en se tournant vers M. Scialaga : « Êtes-vous content maintenant d'avoir jeté, par vos œuvres, le pays dans la guerre civile? — Il y a remède, si Votre Majesté ordonne de cesser le feu, dirent tristement les ministres. — Il me semble impossible, dit le roi, d'arrêter l'élan des soldats déjà trop irrités, si le parti contraire ne donne pas l'ordre à ses satellites pervers de ne plus les offenser à l'avenir : c'est par ce moyen seulement qu'on peut éteindre le feu et réprimer la colère. » Ce furent les dernières paroles que le roi voulut adresser à ses ministres ; ils se retirèrent, protégés par les officiers contre le ressentiment des troupes. Les ambassadeurs des cours étrangères se rendirent au château, guidés par l'envoyé de la reine d'Espagne, pour appuyer le bon droit, par l'effet moral de leur présence. L'agent de la république française, M. Levraud, ancien violon de théâtre, dit-on, était seul partisan de l'émeute. Il demanda au roi une suspension d'armes et la clémence. — « La clémence ! bien, dit le roi, mais après la victoire. » Ce Levraud voulut engager l'amiral Baudin à tirer contre les troupes du roi, en affirmant faussement qu'on tuait des Français ; et comme l'amiral ne voulait pas l'entendre, il essaya de prêcher la révolte aux matelots qui, pour toute réponse, le menacèrent de le jeter à l'eau. Revenu à terre, il stimulait les députés du monte Oliveto par de fausses nouvelles.

La journée mémorable du 15 mai coûta deux cents victimes tuées à l'armée, autant dans le parti contraire, et plus de six cents blessés. Le général Henri Statella

fut compté parmi les morts, tué, dit-on, par une actrice. Vers le soir, la victoire des troupes était complète. Cette victoire de la fidélité sur la rébellion, de l'honneur sur la trahison, préserva Naples des fureurs de l'anarchie et de l'humiliation de l'intervention étrangère. Par un accord commun aux conspirateurs des diverses nations, le même jour était désigné pour une tentative des rouges à Paris, masquée sous le faux prétexte de la cause polonaise, ce qui fit à notre cause un tort considérable, quoique peu mérité.

Le lendemain du 15 mai, le roi, reçu avec des cris de joie par l'armée victorieuse, pouvait abolir une constitution déchirée par les baïonnettes de la garde nationale; la constitution est un contrat qui oblige les deux parties, et quand la chambre y est infidèle, le souverain est sans doute délié du serment qu'il avait prêté à une loi qu'on ne veut pas observer. Cependant Ferdinand voulut mettre encore une fois à l'essai la machine constitutionnelle; il fit dissoudre la chambre des députés, et fixa la nouvelle élection au 15 juin. Il nomma un nouveau ministère : prince Cariati, président et ministre des Affaires étrangères; Borelli, Intérieur; Gigli, Justice; prince Ischitella, Guerre et Marine; Ruggiero, Finances; prince Torella, Commerce et Agriculture; le brigadier Carrascosa, Travaux publics. Les troupes envoyées en Lombardie furent rappelées, parce qu'on en avait besoin pour maintenir la tranquillité à l'intérieur. Elles se trouvaient alors à Bologne et se hâtèrent d'obéir aux ordres du roi, malgré les efforts du général Pépé qui passa le Pô avec une faible partie de son corps d'expédition. La ville de Naples fut déclarée en état de siége, la garde nationale dissoute et désarmée. Une commission d'enquête fut nommée pour dresser l'acte d'accusation contre les coupables du 15 mai, qui furent

provisoirement remis en liberté. La victoire obtenue dans les rues de Naples empêcha les révoltés des provinces de venir au secours de ceux de la capitale. A Cilento, dans la province de Salerne, le soulèvement était organisé par l'aubergiste Carducci, colonel de la garde nationale; après une victoire facile du colonel Statella, depuis général, obtenue à Aversa, ce mouvement tomba quand on reçut des nouvelles de Naples, qu'une foule de démocrates en fuite portaient au loin en les exagérant pour mieux légitimer leurs craintes. Les Calabrais seuls, peuple fortement trempé pour le bien comme pour le mal, voulurent organiser la résistance dans leurs montagnes boisées.

Un gouvernement provisoire, ou comité de salut public, s'était installé à Cosenza, sous la présidence de Ricciardi. Il était appuyé par six cents Siciliens débarqués sous la conduite de Ribotti, et par des gardes nationales du pays guidées par les lieutenants d'artillerie Longo et delli Franci, nommés colonels par Mileti, Carducci et Petrucelli. Pour apaiser la révolte de ces provinces, le général Nunziante débarque à Pizzo avec trois mille hommes; il rencontre les rebelles sur les rives de la petite rivière d'Angitola; il les fait reculer, soutenu par le feu de ses vaisseaux, et emporte le défilé de Campolongo en s'avançant vers Moida. Mais comme il ne voit pas venir la colonne du major Grassi, forte de douze cents hommes, qu'il avait envoyée par Filadelfie, il croit devoir reculer vers Pizzo. Le major Grassi avait été prévenu, avant d'entrer à Filadelfie, par une députation qui offrait la soumission de la ville; mais pendant que l'avant-garde s'approchait de ses murs, des coups de fusil manifestent la trahison : le reste de la colonne s'élance dans la ville, et punit les coupables conformément au droit de la guerre. Cette action re-

tarde Grassi; arrivé au point de jonction, il ne trouve plus son général, apprend sa retraite, et recule vers Pizzo, croyant, sur les rapports inexacts d'une colonne de trois cents fuyards, que Nunziante n'avait éprouvé qu'un échec. Les soldats, inquiets, prenaient quelque repos dans les rues de Pizzo, lorsqu'un coup de fusil, tiré par un prisonnier, tue une sentinelle et fait croire à une trahison. Furieux, ils se jettent sur les habitants pour les punir par le fer et le feu d'un crime imaginaire. La voix des officiers parvient avec peine à calmer l'exaspération des soldats. Nunziante revient alors à Pizzo, pour déplorer le malheur qui venait d'arriver, et chercher à réparer autant que possible les dommages causés à la population.

Sur ces entrefaites, deux autres brigades venaient en Calabre : la première par mer, débarquait à Sapri, sous le commandement du brigadier Busacca; la seconde par terre, conduite à marches forcées par le brigadier Lanza. Le général Busacca, venu le premier, franchit heureusement le défilé de Campotenese, dans la chaîne des montagnes Sierra del Conte, branche des Apennins, qui est la clef des Calabres. Mais à peine franchi, ce défilé fut occupé de nouveau par les insurgés sous la conduite de Mileti et de Mauro, haut commissaire du comité. C'était un moment critique. Busacca se jeta dans Castrovillari, où il fut bien reçu; il envoya un bataillon de chasseurs reconnaître le camp de Spezzano Albanese, occupé par deux mille insurgés, commandés par Ribotti. Le bataillon revint après un engagement insignifiant. Les insurgés se présentèrent le 26 juin devant Castrovillari, mais ils furent repoussés. Cependant le général Lanza franchit le défilé de Campotenese, par Rotonda, la vallée de San-Martino et Morano, après plusieurs jours de résistance peu sérieuse, et opère sa jonction

avec la colonne de Busacca. Dès ce moment, la cause des rebelles est perdue; ils fuient partout avec la plus grande lâcheté. Le comité de Cosenza veut se transporter à Catanzaro, mais cette ville ouvre ses portes au vainqueur. Ricciardi se sauve dans une barque. Ribotti s'embarque pour Corfou avec ses Siciliens, mais il est rejoint et fait prisonnier de guerre par le bateau à vapeur le *Stromboli*. Longo est gracié par le roi, pour la seconde fois. Carducci et Mileti, errants dans les montagnes, sont assassinés par des hommes du peuple. Une colonne de deux cent cinquante insurgés, qui s'était jetée dans les montagnes du Vallo, fut battue à Trentivara par le colonel Recco, venant de Capoccio. Les révoltés commirent un grand nombre de vols et de meurtres; le désarmement partiel des soi-disant gardes nationales mit fin à ces brigandages.

De nouvelles élections eurent lieu le 15 juin; les choix ne furent pas meilleurs: on était sous l'impression de la guerre civile; plusieurs localités s'abstinrent, d'autres envoyèrent des députés séditieux. Au lieu d'accepter le 15 mai comme un fait accompli, ces messieurs profitèrent de l'ouverture du parlement, faite au nom du roi par le duc Serra-Capriola, le 1er juillet, pour recommencer une opposition impossible. La chambre commença par déclarer que les fonctions de ministre étaient incompatibles avec celles de député, quoique les ministres eussent été élus après leur nomination; il n'y avait même pas lieu à réélection. Ensuite commencèrent les chicanes sur la liberté de la presse, sur le rappel des troupes destinées pour la Lombardie, sur le chiffre de l'armée onéreux au trésor, sur les prétendus abus du général Nunziante en Calabre, qui s'était permis de rayer les rebelles des rangs de la garde nationale; si bien que la chambre ne put venir à bout de voter

l'adresse à la couronne. Pour mettre un terme à ces querelles interminables et dénuées de bonne foi, qui auraient maintenu l'agitation dans le pays, le gouvernement fut obligé de dissoudre les chambres, afin de pouvoir penser au rétablissement de l'autorité du roi en Sicile. Convoqué de nouveau en février 1849, le parlement se montra incorrigible et fut fermé pour toujours.

Les Siciliens se donnèrent beaucoup de peine pour modifier la constitution de 1812, afin de l'adapter aux idées du jour ; ce travail, qui ne profitait qu'à l'anarchie, fut enfin terminé le 10 juillet dans la chambre des députés. Les pairs, contraints à voter le même jour, n'eurent que le temps d'introduire deux amendements : que la religion catholique serait exclusivement celle du pays, et que la liberté de la parole et de la presse serait contenue dans les limites de la religion et de la morale; après quoi la chambre vota les quatre-vingt-seize articles de la constitution. Ruggiero Settimo reçut la même récompense nationale que Washington, savoir : de ne pas payer ses lettres à la poste. Dans la même nuit, on choisit avec une précipitation fort peu parlementaire le duc de Gênes, fils cadet du roi de Sardaigne, pour roi de Sicile, sous le nom de Victor-Amédée Ier. Ce choix fut salué par les escadres anglaise et française stationnées dans le port. Les nobles députés partis pour offrir la couronne au duc de Gênes arrivèrent au camp lors de la défaite de Custoza, ce qui ne permit pas à la maison de Savoie d'accepter l'offre d'un nouveau royaume qui serait devenu la cause d'une nouvelle guerre.

CHAPITRE XII.

LE 29 AVRIL 1848 A ROME ET LE MINISTÈRE MAMIANI.

La persécution des conjurés contre le clergé commença par les jésuites, pour continuer contre les cardinaux et tous les prêtres, qu'on désignait par les épithètes de rétrogrades, noirs, *cadini* et autres sobriquets inventés par la haine. On supposait des conspirations imaginaires et d'autres calomnies pour exciter le mécontentement du public; on criait : « Vive Pie IX seul ! » mais ce cri d'admiration, poussé par l'hypocrisie, pesait trop aux séditieux : ils n'attendaient qu'un moment favorable pour jeter le Pontife à bas du piédestal de popularité qu'ils avaient contribué à lui élever. La guerre de l'indépendance leur fournit un prétexte attendu depuis longtemps.

A la nouvelle des révolutions de Vienne et de Milan, un grand enthousiasme s'était manifesté à Rome; les armes de l'Autriche furent brûlées; le peuple, harangué au Colisée, enrôlé dans le Forum, se préparait à marcher en Lombardie. C'était chose étrange que cette assemblée du peuple au Colisée. Ce monument des jeux d'un peuple païen, témoin des luttes sanglantes des gladiateurs, était devenu vénérable par le sang des martyrs qui y confessèrent en mourant la vérité du christianisme. Le temps avait épargné cet édifice, ruiné en partie et d'autant plus beau, car le temps respecte tout ce qui a rapport à l'éternité. Un moine pieux, Léonard de Porto Maurizio, avait eu l'heureuse idée d'y établir les stations de la croix; depuis cent ans, l'écho de ces ruines répète

des sermons, des hymnes et des prières qui rappellent la passion du Sauveur. Et voici que tout à coup l'esprit de l'antiquité païenne veut reprendre possession de ces ruines sacrées et provoquer de nouveau la soif du sang. Un moine pâle, à cheveux noirs, exhorte les Romains à redevenir le peuple royal, les maîtres du monde. Il oublie qu'ils sont encore les dominateurs de la terre par un sacerdoce royal, et que l'empire d'un glaive païen ne peut plus revenir dans leurs mains. Il conjurait les femmes romaines de ne pas arrêter leurs frères, leurs époux et leurs fils, en disant que la croix est le symbole de la liberté, et que la guerre qui commençait était une croisade. Hélas! oui, c'était, à vrai dire, une guerre contre la croix. Deux autres moines et deux généraux, Durando et Ferrari, haranguèrent le peuple. Ciceruacchio voulut aussi s'enrôler pour la guerre, mais on lui dit de rester; il présenta son sang, son fils pour servir la patrie. Le général Ferrari parlait des conditions d'enrôlement: « Donne-nous du pain et du fer, cela suffit! » Alors il ne promit qu'un paul par jour, et Sterbini couvrit cette impression prosaïque par sa parole creuse et sonore, en prêchant contre les riches et le clergé, leur faisant l'honneur cependant de les nommer banquiers de l'indépendance. Le drame était bien joué; un des acteurs, le père Gavazzi, moine défroqué, devint aumônier d'un régiment, et disparut, dit-on, avec la caisse au jour du danger.

La foule, fanatisée, vint devant les fenêtres du Quirinal. Le Pape ne voulut point paraître, cependant il daigna recevoir une députation de cinq personnes, le sergent Sopranzi en tête. Il déclara formellement à ces envoyés que l'armée du Pape ne pouvait aller au delà des frontières du pays, parce que le souverain Pontife ne devait pas être agresseur. C'est à cette condition que

Pie IX bénit un drapeau que lui présenta Dominique Sopranzi. Cet honnête militaire répéta les paroles du Pontife à la foule, malgré les menaces des conjurés qui craignaient qu'elles n'affaiblissent l'ardeur de la jeunesse romaine. Pie IX répéta la même défense de franchir les limites de l'État aux chefs de l'expédition qui eurent une audience avant le départ des troupes et des volontaires. Il publiait en même temps la proclamation suivante :

« Aux peuples de l'Italie, salut et bénédiction apostolique. Les événements que ces deux mois ont vus se succéder et s'enchaîner avec tant de rapidité ne sont pas une œuvre humaine. Malheur à qui n'entend pas la voix de Dieu dans ce vent qui agite, renverse et brise les cèdres et les roseaux ! Malheur à l'orgueil humain s'il attribue aux fautes ou bien au mérite de quelque homme que ce soit ces merveilleuses révolutions, au lieu d'y adorer les secrets desseins de la Providence, soit qu'ils se manifestent par la voie de la justice ou par celle de la miséricorde; de cette Providence qui tient dans ses mains tous les empires de la terre ! Et nous, à qui la parole a été donnée pour interpréter la muette éloquence des œuvres de Dieu, nous ne pouvons pas nous taire au milieu des regrets, des craintes et des espérances qui agitent les cœurs de nos enfants. Et d'abord, nous devons vous dire que si notre âme fut émue en apprenant de quelle manière dans une portion de l'Italie l'intervention de la religion sut prévenir les dangers de ces changements, et comment la charité, par ses actes, fit éclater la noblesse des cœurs, nous ne pûmes cependant ni ne pouvons ne pas être profondément affligé des insultes qu'en d'autres lieux les ministres de cette religion eurent à souffrir. Quand même, oubliant notre devoir, nous passerions ces insultes sous

silence, ce silence pourrait-il les empêcher de diminuer l'efficacité de nos bénédictions ? Nous ne pouvons nous empêcher de vous dire que le bon usage de la victoire est chose plus grande et plus difficile que la victoire elle-même. Si le temps présent rappelle une autre époque de votre histoire, que les enfants profitent des erreurs de leurs pères. Souvenez-vous que toute stabilité et toute prospérité ont pour première raison civile la concorde ! que Dieu seul est celui qui unit les habitants d'une même demeure ; que Dieu n'accorde ce bienfait qu'aux hommes d'humilité et de mansuétude, à ceux qui respectent ses lois dans la liberté de son Église, dans l'ordre de la société, dans la charité envers tous. Souvenez-vous que la justice seule édifie, que les passions ne savent que détruire, et que celui qui prend le nom de Roi des rois s'appelle aussi le Dominateur des peuples. Puissent nos prières monter devant le Seigneur et faire descendre sur vous cet esprit de prudence, de force et de sagesse dont la crainte de Dieu est le principe, afin que nos regards contemplent la paix sur toute cette terre d'Italie que, dans notre charité universelle pour le monde catholique, nous ne pouvons appeler la plus chère, mais que Dieu dans sa bonté a voulu du moins placer plus près de vous. »

C'est ainsi qu'au milieu d'un ouragan universel le Pontife suprême comprenait seul la marche des événements ; guidé par les lumières de l'Esprit-Saint et de sa voix puissante, il dominait l'orage. Cependant les volontaires se pressaient sous les drapeaux de l'indépendance italienne, accompagnés d'un nombre considérable de gens sans aveu. L'hypocrisie fit attacher une croix tricolore sur la poitrine des soldats de la révolution, de là l'épithète de *crociato* donnée à ces volontaires ; mais comme cette croix n'était pas dans leurs cœurs, ce signe

extérieur fut bientôt rejeté. Ils prétendaient que le Pape avait béni leurs drapeaux, ce qui n'était pas vrai : le Pape avait pu bénir le peuple sur son passage, comme c'est son habitude, surtout en revenant de la procession qui ramenait à Saint-Pierre la tête de saint André, apôtre, volée et heureusement retrouvée ; mais il a formellement refusé, à deux reprises, au général Ferrari de bénir le drapeau incertain de l'expédition.

Des émigrés polonais résidant à Rome voulurent profiter de cette occasion pour former un noyau de légion, qui aurait pu être grossi par des déserteurs galiciens et slaves de l'armée autrichienne. Cette entreprise, formée par l'officier d'artillerie Édouard Jelowicki, échoua par des intrigues du poëte Mickiewicz, qui se saisit de ce prétexte pour propager la secte de Towianski dont il était alors le principal adepte. Mickiewicz sortit de Rome à la tête de douze disciples, portant un drapeau qu'il prétendait faussement être béni par le Pape, comme si le chef de l'Église pouvait bénir l'emblème d'une hérésie naissante ! Il y a tout lieu d'espérer que Mickiewicz le grand, le bien-aimé poëte de la Pologne, a abandonné une erreur indigne de son génie. Édouard Jelowicki eut depuis le tort de se mêler d'une révolution à Vienne, et le malheur de s'y laisser fusiller.

Les légions romaines sortirent par la porte du Peuple, guidées par le prince de Canino, qui revint le lendemain dans la capitale pour se livrer à son exercice favori, celui de guider un cabriolet. Les chefs de l'expédition, élevés par l'influence des clubs, ne purent contenir le désordre de leurs volontaires, qui s'amusaient, chemin faisant, à commettre des actes de pillage, volant et tuant jusqu'à leurs propres officiers. Ils recevaient cependant une solde du gouvernement, qui leur avait facilité le moyen de marcher aux frontières, espérant en débarrasser

la ville; mais les plus mauvais restèrent à Rome. Les troupes régulières avaient reçu le même ordre de ne pas traverser le Pô. Ceux qui auraient voulu prendre part à la guerre de l'indépendance, sans désobéir à leur souverain, pouvaient bien alors donner leur démission et entrer dans l'armée piémontaise en qualité de volontaires. Les Romains incorporés dans les régiments braves et disciplinés du roi de Sardaigne auraient bientôt appris la discipline et se seraient souvenus de la valeur de leurs ancêtres. Mais cet expédient si simple ne vint à l'idée de personne ou ne fut pas proposé; on préféra braver les ordres du Pape. Le général Durando publia un ordre du jour, le 5 avril, où il affirmait que Pie IX lui avait ordonné de combattre l'Autriche, et il traversa le Pô, ainsi que le général Ferrari. Cette fausse allégation mettait le Saint-Père dans la pénible nécessité de démentir une calomnie.

Le Pape, comme père de tous les fidèles, ne pouvait déclarer la guerre à une partie de ses sujets spirituels sans en être attaqué pour des causes purement temporelles. Cette injustice de sa part aurait pu entraîner des conséquences très graves, telles que le schisme d'un pays rongé par la plaie du joséphinisme. Et puisque ses généraux faisaient la guerre en son nom, il était forcé d'expliquer ses intentions; et si cette explication pouvait être nuisible à la cause italienne, la faute en était uniquement à ceux qui l'avaient provoquée par leur désobéissance. Le Pape, comme prince temporel, peut bien déclarer la guerre à d'autres souverains, mais il doit avoir pour cela des motifs plus décisifs que tout autre gouvernement; il faut que la guerre qu'il déclare soit très juste et nécessaire. La justice de la guerre d'Italie était douteuse, ce n'était pas une lutte indispensable. Sous le prétexte spécieux d'une guerre d'indé-

pendance, le regard pénétrant du Pontife découvrait une révolte peu déguisée contre tous les princes italiens, et il ne voulait pas se mettre à la tête des républicains. Le successeur de Pierre est bien aussi le lieutenant de celui qui ordonna de rendre à César ce qui est à César. Saint Paul commente ces paroles en disant que nous devons l'obéissance à nos maîtres, non seulement aux bons, mais aussi aux méchants. L'interprète le plus complet de la doctrine révélée, saint Thomas d'Aquin, limite le droit à l'insurrection aux cas où la tyrannie devient réellement insupportable, et lorsque les avantages du soulèvement sont plus considérables que les maux qui en résultent. Le gouvernement de l'Autriche en Italie était plus doux que celui de la même puissance en Galicie et ne pouvait être appelé tyrannique, tandis que le règne de la démagogie qui lui aurait succédé pouvait inspirer des craintes beaucoup plus fondées. En déclarant la guerre à l'Autriche, le Pape aurait peu aidé la cause italienne, car on ne pouvait compter sur la force numérique et l'organisation de ses troupes ; en descendant dans l'arène des combats, il aurait perdu le prestige attaché à sa mission de paix. Il pouvait et voulait être beaucoup plus utile à sa patrie temporelle comme médiateur de la paix ; en effet, il écrivit à l'empereur d'Autriche en lui conseillant de laisser les nations dans leurs limites naturelles, et c'est à ces démarches qu'on doit surtout attribuer la proposition avantageuse faite à Charles-Albert de lui céder la Lombardie jusqu'au Mincio. Le Pape connaissait les secrets replis du cœur de Charles-Albert, l'ambition qui dévorait ce prince et sa faiblesse à l'égard des amis peu sincères qui l'exploitaient. Le Pape savait que les Piémontais, après avoir chassé l'Autriche de l'Italie, auraient voulu conquérir toute la Péninsule, et si le roi avait cherché à s'opposer

à l'élan du parti démocratique, il en aurait été la première victime. Le Pape ne pouvait pas contribuer à l'envahissement du patrimoine de saint Pierre dont il avait juré de défendre l'intégrité. L'influence que le parti républicain, hostile à l'Église, avait prise en Piémont, donnait la certitude que ce gouvernement persécuterait l'Église. Le ministre Pinelli, imbu des principes gallicans, chassait un célèbre ordre religieux connu par sa science et sa piété; son collègue, Selapis, proclamait dans les chambres que le gouvernement, en abolissant les monastères, pouvait à bon droit s'emparer de leurs propriétés vacantes; pareil à ces ouvriers de la parabole évangélique qui tuaient l'héritier pour prendre son héritage. La chambre, convaincue par ces bonnes raisons, votait la confiscation des propriétés religieuses, au moment où, par un juste décret du ciel, le roi perdait la bataille de Cutsoza. L'éducation publique était désorganisée, l'archevêque chassé, ce qui présageait une plus grande persécution religieuse qui aurait pu, en cas de victoire, s'étendre jusqu'à Rome. En obtenant la limite du Mincio, le Pape donnait au roi de Sardaigne la couronne de fer des Lombards, mais il ne lui cédait pas sa triple couronne. Le Pape savait la mesure des forces de Charles-Albert; il savait que ce roi, à qui l'on devait des égards et du respect pour son dévouement à sa patrie, n'avait pas assez de génie pour vaincre à la fois les baïonnettes de l'Autriche et les poignards des sociétés secrètes : il ne pouvait pas l'aider à se perdre. Pie IX connaissait encore mieux les Romains, qu'il voyait de près. Il voyait bien qu'il ne s'agissait pas d'une guerre sérieuse, mais d'une comédie, d'une manœuvre politique; il voyait une armée mal disciplinée, par conséquent peu courageuse, commandée par des chefs qui ne suppléaient pas au manque d'expérience par la force du

génie; il savait ce que parler veut dire. L'Église a toujours su établir une distinction entre la force qui vient de Dieu et la colère impuissante. Ces motifs portèrent le souverain Pontife à prononcer, au consistoire secret du 29 avril 1848, l'allocution suivante :

« Plus d'une fois, vénérables frères, nous nous sommes élevé contre l'audace de quelques hommes qui n'ont pas eu honte de faire, à nous et au Saint-Siége apostolique, l'injure de dire que nous nous sommes écarté non seulement des très saintes institutions de nos prédécesseurs, mais encore (blasphème horrible!) de plus d'un point capital de l'Église. Aujourd'hui encore, il se trouve des gens qui parlent de nous, comme si nous étions le principal auteur des commotions publiques qui, dans ces derniers temps, ont troublé l'Europe, et principalement l'Italie. Nous apprenons en particulier des contrées allemandes de l'Europe, que l'on y répand le bruit parmi le peuple que le Pontife romain, soit par des émissaires, soit par d'autres machinations, a excité les nations italiennes à provoquer de nouvelles révolutions politiques. Nous avons appris aussi que quelques ennemis de la religion catholique en ont pris occasion d'exciter des sentiments de vengeance parmi les populations allemandes pour les détacher de l'unité de ce siége apostolique.

» Certes, nous n'avons aucun doute que les peuples de l'Allemagne catholique et les vénérables pasteurs qui les conduisent repoussent bien loin avec horreur ces cruelles excitations; toutefois nous croyons qu'il est de notre devoir de prévenir le scandale que les hommes inconsidérés et trop simples pourraient en recevoir, et de repousser la calomnie qui n'atteint pas seulement notre humble personne, mais dont l'outrage remonte jusqu'au suprême apostolat dont nous sommes investi

et tombe sur ce siége apostolique. Nos détracteurs, ne pouvant produire aucune preuve des machinations qu'ils nous imputent, s'efforcent de répandre des soupçons sur les actes de l'administration temporelle de nos États. C'est pour leur enlever jusqu'à ce prétexte de calomnie contre nous, que nous voulons aujourd'hui exposer, clairement et hautement devant vous, l'origine et l'ensemble de tous ces faits. (Ici le Pape justifie les réformes politiques de ses États, conseillées à Grégoire XVI par les puissances étrangères.) Les peuples d'Allemagne que nous avons désignés ne sauraient nous accuser, si réellement il ne nous a pas été possible de retenir l'ardeur de ceux de nos sujets qui ont applaudi aux événements accomplis contre eux dans la haute Italie, et qui, enflammés d'un égal amour pour leur nationalité, sont allés défendre une cause commune à tous les peuples italiens. En effet, plusieurs autres princes de l'Europe, soutenus par des forces militaires bien plus considérables que les nôtres, n'ont pas pu eux-mêmes résister aux révolutions qui, dans le même temps, ont soulevé les peuples; et néanmoins, dans cet état de choses, nous n'avons pas donné d'autres ordres aux soldats envoyés aux frontières que de défendre l'intégrité et l'inviolabilité du territoire pontifical.

» Aujourd'hui, toutefois, comme plusieurs demandent que, réuni aux peuples et aux autres princes de l'Italie, nous déclarions la guerre à l'Autriche, nous avons cru qu'il était de notre devoir de protester formellement et hautement dans cette solennelle assemblée contre une telle résolution, contraire à nos pensées, attendu que, malgré notre indignité, nous tenons sur la terre la place de celui qui est l'auteur de la paix, l'ami de la charité, et que, fidèle aux divines obligations de notre suprême apostolat, nous embrassons tous les pays, tous les

peuples, toutes les nations dans un égal sentiment de paternel amour. Que si parmi nos sujets il en est que l'exemple des autres Italiens entraîne, par quel moyen veut-on que nous puissions enchaîner leur ardeur?

» Mais ici nous ne pouvons nous empêcher de repousser à la face de toutes les nations les perfides insinuations publiées dans les journaux et dans les divers écrits par ceux qui voudraient que le Pontife romain présidât à la constitution d'une nouvelle république formée de tous les peuples de l'Italie. Bien plus, à cette occasion, nous avertissons et nous exhortons vivement ces mêmes peuples italiens, par l'amour que nous avons pour eux, à se tenir soigneusement en garde contre ces conseils perfides et si funestes à l'Italie. Nous les supplions de s'attacher fortement à leurs princes dont ils ont éprouvé l'affection et à ne jamais se laisser détourner de l'obéissance qu'ils leur doivent. Agir autrement, ce serait non seulement manquer au devoir, mais exposer l'Italie à être déchirée par des discordes chaque jour plus vives et par des factions intestines.

» Pour ce qui nous concerne, nous déclarons encore une fois que toutes les pensées, tous les soins, tous les efforts du Pontife romain ne tendent qu'à agrandir chaque jour davantage le royaume de Jésus-Christ, qui est l'Église, et non à reculer les limites de la souveraineté temporelle dont la divine Providence a doté le Saint-Siége pour la dignité et le libre exercice du suprême apostolat. Ils tombent donc dans une grande erreur ceux qui pensent que l'ambition d'une plus vaste étendue de puissance a pu séduire notre cœur et nous précipiter au milieu du tumulte des armes. Ah! assurément, ce serait une chose infiniment douce à notre cœur paternel s'il était donné à notre intervention, à nos soins et à nos efforts, d'éteindre le feu des discordes, de rapprocher les

esprits que divise la guerre et de rétablir la paix entre les combattants. En même temps que nous avons appris avec une grande consolation qu'en plusieurs pays de l'Italie et hors de l'Italie les fidèles, nos fils, n'ont pas oublié, au milieu de ces révolutions, le respect qu'ils devaient aux choses saintes et à leurs ministres, notre âme a été vivement affligée de savoir que ce respect n'a pas été également observé partout. Nous ne pouvons nous empêcher de déplorer ici, devant vous, cette habitude funeste qui se propage surtout de nos jours, de publier toutes sortes de libelles pernicieux dans lesquels on fait une guerre acharnée à la sainteté de notre religion et à la pureté des mœurs, ou qui excitent aux troubles et aux discordes civiles, prêchant la spoliation des biens de l'Église, attaquant les droits les plus sacrés, en déchirant par de fausses accusations le nom de tout honnête homme.

» Voilà, vénérables frères, ce que nous avons cru devoir vous communiquer aujourd'hui. Il ne nous reste maintenant qu'à offrir ensemble, dans l'humilité de notre cœur, de continuelles et de ferventes prières au Dieu puissant et bon, pour qu'il daigne défendre sa sainte Église contre toute adversité, nous regarder avec miséricorde du haut de Sion, et nous protéger, ramener enfin tous les princes et tous les peuples aux sentiments si désirés de paix et de concorde.»

Les conjurés ne voulaient pas la guerre, pas plus que le Pape, et ils l'ont bien prouvé depuis, lorsqu'étant au pouvoir ils n'ont pas envoyé un seul soldat pour la guerre de l'indépendance. Ils voulaient seulement employer le Pape comme instrument, lui faire excommunier l'Autriche, le compromettre en face de l'Europe, le discréditer aux yeux du peuple, et puis trouver, comme Judas, une occasion pour le trahir et le perdre. Le

discours du 29 avril leur offrit une occasion pour accélérer la sédition. Une émeute s'organise en ville. Cicervacchio fait sortir la lie du peuple de la fange des rues; la garde civique ferme les portes de la ville. On crie dans les rues et les carrefours ; on menace de mort les cardinaux. Le pape appelle auprès de lui les cardinaux Mattei, Lambruschini, Gizzi, Patrizi, pour leur sauver la vie. Il envoie le prince Salviati, colonel de la garde civique, pour chercher le cardinal della Genga; le peuple poursuit sa voiture dans les rues à coups de pierre. Ce prince va aussi chercher le cardinal Bernetti, la garde civique ne le laisse pas entrer. Le Pape y envoie le général de la garde civique, le prince Raspigliosi; un lieutenant civique lui désobéit : Son Éminence ne veut pas quitter son palais. Ce trait de courage le sauve; car il aurait été tué à la porte. Les clubs rassemblés dominent dans la ville; le comte Mamiani et le Napolitain Fiorentino se font remarquer au cercle romain par leur éloquence révolutionnaire.

On pourrait ici faire au Saint-Père un reproche plus sérieux que le refus de la guerre contre l'Autriche? Pourquoi a-t-il laissé se produire progressivement une si grande anarchie? Sans doute le devoir d'un souverain est de ne pas souffrir le désordre, la licence et les crimes qui en résultent. Un roi doit tracer lui-même les limites de liberté qu'il croit compatibles avec les lumières et la moralité de son pays; il doit punir sévèrement toute transgression de la loi. Mais un prêtre a des devoirs de douceur et de mansuétude plus grands qu'un autre homme; et dans les affaires du pays, comme dans les affaires étrangères, Pie IX mettait ses devoirs spirituels au-dessus de ses devoirs politiques. Ce système a eu des conséquences d'une immense portée : c'est que les conjurés, laissés en toute liberté, purent manifester

pleinement leur méchanceté en levant le masque de leur hypocrisie. Autrefois, on pouvait être aveuglé en favorisant plus ou moins les menées de ces ennemis éternels du genre humain; à présent, toute illusion, toute erreur à cet égard sont de plus en plus impossibles, ou bien elles deviennent une complicité criminelle.

Pour calmer l'orage, Pie IX appela au ministère un des conjurés qui avait obtenu son pardon, le seul qui ne lui avait pas donné sa parole d'être fidèle, le comte Térence Mamiani. Ce littérateur, capable et laborieux, élevé au Collége romain, natif de Pesaro, fut nommé ministre de l'Intérieur. La secrétairerie de l'État, pour les Affaires étrangères, fut divisée en deux portefeuilles: le cardinal Orioli reçut la partie spirituelle; le temporel échut au comte Marchetti, assisté d'un certain Catabene, pour donner des passeports aux conjurés. Le prince Doria eut la Guerre; le prince de Regnano, les Travaux publics; Galetti, la Police. Ce ministère prétendait gouverner l'État et l'Église au nom du Pape, et le comte Marchetti voulut prendre connaissance de toutes les lettres adressées au Saint-Père, ainsi que de ses réponses.

Un petit nombre d'électeurs profita seul de la constitution nouvelle pour faire le choix des députés. Les ministres, dressant une liste des candidats pour le haut conseil, y placèrent l'astronome Vico, jésuite. Le Pape se hâta d'effacer ce nom, ne voulant pas aider les démocrates à tromper l'Europe, comme s'ils ne persécutaient pas l'Église. Ce père Vico, parti de Rome, fut reçu en triomphe aux États-Unis, comme savant; on voulait même bâtir pour lui un observatoire. Il revint alors en Angleterre pour y acheter des instruments astronomiques, mais la mort ne lui donna pas le temps d'y terminer ses acquisitions. Le cardinal Altieri était chargé

par le Pape d'ouvrir les chambres. Dès la veille, le comte Mamiani ayant manifesté le désir d'entendre son discours d'ouverture, le cardinal voulut bien le lui lire. Après l'avoir entendu, le ministre s'écrie : « Trahison ! » et veut résigner son portefeuille. « Il est possible, répond Son Éminence, que quelqu'un veuille trahir le pays ; mais, à coup sûr, ce n'est pas le Pape, et je souhaite que la nuit vous porte conseil. » En effet, le lendemain, le cardinal ouvrit les chambres par son discours qui ne pouvait blesser personne, et le ministre conserva son portefeuille. Le discours de Mamiani était bien autrement sujet à caution. « Le Pape, dit-il, assis et ferme dans l'intégrité des dogmes de la religion, prie, bénit et pardonne; le Saint-Père abandonne aux chambres la direction des plus importantes affaires de l'État. » Le ministre promettait en outre, dans son programme, des avantages sociaux inouïs et le salut de l'Italie, mais il tenait le contraire de toutes ses promesses, et ne faisait que désorganiser l'État et rendre tout gouvernement impossible.

Le Saint-Père répondit à l'adresse des chambres qu'il n'acceptait le programme de Mamiani que dans ce qui s'accordait avec le statut, et que son rôle ne se bornait pas à pardonner, qu'il avait le pouvoir de lier et de délier, et qu'il entendait bien garder toute sa liberté d'action. Une lettre du secrétaire d'État, cardinal Saglia, à monsignor Viale Prela, nonce apostolique à Vienne, imprimée par un inconnu et collée aux murs de la ville, témoignait du désaccord qui existait entre le Pape et ses ministres. Le cardinal écrivait au nonce que Sa Sainteté n'approuvait pas le discours de ses ministres à l'ouverture des chambres. Le reste de la lettre était en chiffres. Mamiani promit une récompense à celui qui pourrait lui expliquer ces hiéroglyphes ; mais le cardinal épargna

cette dépense à la curiosité du ministre en lui donnant lui-même la clef des chiffres. Il s'agissait des mesures à prendre pour empêcher la propagande démagogique de la France.

Les journaux nourrissaient toujours le peuple de fausses nouvelles, d'après les ordres de Mazzini, qui disait : « Ne laissez jamais le peuple s'endormir hors de la sphère du mouvement. Entourez-le toujours de bruit, d'émotions, de surprises, de mensonges et de fêtes. Que tout cela soit du désordre. On ne révolutionne pas un pays avec la paix, la moralité et la vérité. Pour venir à nous, le peuple doit être hors de lui-même. » Un pareil système de mensonge était employé avant la révolution française, avant l'émeute de Naples et les massacres de Galicie. Partout la calomnie est l'arme de l'esprit des ténèbres. On se servait fréquemment de lettres blanches, qui étaient expédiées aux démocrates par leurs amis, portant timbre et cachet de la poste; elles étaient remplies à volonté, selon les besoins du moment.

Une estafette, partie le 30 juillet au soir de la villa Bonaparte, revient dans la nuit par la porte du Peuple, en apportant la fausse nouvelle d'une victoire remportée par les Italiens. On sonne des cloches, on fait du bruit pendant toute la nuit. Les Romains, effrayés, ne savent pas de quoi il s'agit : des personnes bien portantes tombent malades de frayeur; d'autres, qui étaient déjà malades, rendent le dernier soupir. On va au balcon de l'ambassadeur de Sardaigne pour demander s'il n'a pas de nouvelles. On oblige le cardinal-vicaire à faire chanter le *Te Deum* à Saint-André della Valle. Le père Ventura monte en chaire pour dire : « Mes frères, c'est une mystification atroce; vous chantez le *Te Deum* pour la victoire de Radetzki. » La foule sort de l'église en criant : « Vengeance ! » Les journaux, qui auraient voulu s'op-

poser à ce système de mensonge sont forcés de se taire, épouvantés des menaces des radicaux. Un journaliste spirituel et courageux, l'abbé Ximenès, fut tué d'un coup de poignard au moment où il allait voir son frère, volontaire revenant de Vicence. Le journal *le Labaro* fut obligé de suspendre ses publications devant le terrorisme qui s'appropriait le monopole de la pensée.

Les *reduci*, ou volontaires revenant de Vicence, sont reçus en triomphe avec les plus grands honneurs, comme s'ils eussent vaincu l'Autriche. Les anciens Romains consolaient bien les vaincus; les nouveaux les glorifient. Parmi ces héros improvisés, les uns s'étaient, à la vérité, bien battus, d'autres avaient déserté le champ d'honneur à Carunda. Aussi le Pape ne manqua pas de leur dire qu'il ne leur avait pas permis d'aller en Lombardie, mais que, puisqu'ils y étaient allés, ils auraient dû combattre avec plus de courage. Cette expédition était devenue l'école de la démagogie, de l'anarchie et du crime, et c'est là le motif des honneurs décernés à ceux qui rentraient à Rome. Cependant la plus large part de ces lauriers retombait sur le colonel Galetti, depuis général, ci-devant épicier, et qu'on nommait Pilo-Pépé, pour le distinguer de l'avocat du même nom. Les *reduci* s'installèrent dans le couvent des Jésuites, où ils commirent de nombreuses profanations.

Au commencement du mois d'août, la chambre se déclare en permanence, sous prétexte d'une guerre contre l'Autriche; elle envoie l'avocat Sereni, Sturbinetti et le marquis Paterziani au Pape, pour exiger qu'il déclare la guerre à l'Autriche. Le Saint-Père refuse. Les régiments suisses qui avaient capitulé à Vicence refusent également de se battre, à cause de leur parole qu'ils avaient engagée. Si le ministre Mamiani n'avait pas fait la guerre à l'Autriche, tant que Charles-Albert se main-

tint entre le Mincio et l'Adige, après la victoire de Radetzki il était absurde de vouloir attirer toutes les forces du feld-maréchal contre le faible État de l'Église. La populace attend le retour des députés avec des lances et des poignards; le refus du Pape la rend furieuse. On casse les fenêtres du cardinal Lambruschini; on soufflette le ministre Sereni, qui donne sa démission. Il est remplacé par l'avocat Sturbinetti. Les émeutiers traversent la ville avec des torches, les bras nus, en criant : « Mort aux prêtres! A bas le Pape! » La nuit, heureusement, met un terme à l'exaltation.

Les Autrichiens, sur ces entrefaites, entrent à Ferrare, et cette fois ils en avaient bien le droit, puisqu'ils étaient attaqués les premiers par l'armée romaine. Mamiani ordonne un armement général, contrairement à la volonté du Pape; mais personne ne bouge. Ne sachant plus comment sortir d'une situation qu'il avait lui-même embrouillée, Mamiani dépose un pouvoir qu'il tenait de l'émeute et qu'il exerçait au profit de la révolution. Il reprend son rôle de journaliste qui convenait mieux à la nature de ses talents, et tâche de justifier sa conduite ministérielle dans son journal *l'Epoca*, affirmant avec menaces qu'un mal extrême fera naître un extrême remède. Il est remplacé par le ministère passager de Fabri. Le Pape proteste contre l'occupation de Ferrare; il écrit à l'empereur; il envoie le prince Corsini, le cardinal Marini et le ministre comte Gravini au général Welden, et obtient enfin, par son autorité, la retraite spontanée des Autrichiens. Cette retraite ne donne pourtant pas la paix au pays. La chambre des députés, transformée en champ clos de querelles et de personnalités, est prorogée jusqu'au 15 novembre, ce qui donne un instant de répit au gouvernement. Le pays était toujours au bord de l'abîme, il courait même d'un mo-

vement accéléré vers la république rouge. Pour enrayer le cours effrayant des événements, il fallait un ministre doué d'une haute intelligence, d'une ferme volonté, d'un courage inébranlable; le Pape trouva ces qualités réunies dans le comte Rossi.

CHAPITRE XIII.

LE MINISTÈRE ROSSI ET LE 16 NOVEMBRE.

Pellegrino Rossi naquit à Carrare, le 3 juillet 1797. Élevé jusqu'à l'âge de quinze ans aux écoles de Correggio, il suivit depuis les universités de Pise et de Bologne, et devint docteur en droit à l'âge de dix-neuf ans. Il y fut employé, avocat, professeur, et fonda une Académie de droit. En 1815, il s'attacha mal à propos à la cause de Murat, qui le nomma commissaire dans les pays qu'il avait occupés, ce qui obligea Rossi à suivre l'armée d'invasion dans son mouvement de retraite vers Naples, et de subir ensuite à Genève un exil prolongé. Il y vécut trois ans dans la retraite, fut nommé professeur de droit en 1819, et occupa depuis des légations et des emplois importants de la république, et s'y maria. Envoyé à Paris en 1833, il resta dans cette capitale, se lia d'amitié avec M. Guizot, obtint la chaire d'économie politique au collége de France, et celle du droit constitutionnel à l'école de Droit. Un accent légèrement italien et traînant ne nuisait en rien à la parole du penseur. Nommé pair de France, travailleur infatigable, il fit partie de plusieurs commissions importantes. Lors de

la discussion sur les Jésuites, il était un des médiateurs entre les persécuteurs et le défenseur de cette compagnie célèbre. Soyons patients comme Rome, disait-il à ses adversaires et à ses partisans trop zélés. Envoyé à Rome pour obtenir une demi-mesure contre les Jésuites français, il y fut reçu froidement par les cardinaux; mais il trouva de l'appui en la personne de l'abbé Bonnechose, curé de Saint-Louis des Français. Le roi des Français fit dissoudre la compagnie de Jésus en France, sans exiler ses membres, il donna un évêché au curé de Saint-Louis, et nomma Rossi comte et ambassadeur; mais à peine Louis-Philippe eut-il commencé à persécuter l'Église, en se brouillant avec l'archevêque de Paris, qu'il perdit son trône et mourut en exil. La position du comte Rossi, au commencement du règne de Pie IX, était pénible à Rome; il faisait tous ses efforts pour arrêter le Pape dans la voie glissante de la liberté; il marchait de concert avec l'Autriche, et n'offrait pas au Pontife isolé de point d'appui, pas même lors de l'occupation de Ferrare. La chute de la monarchie de juillet, profondément regrettée par l'ambassadeur, rendit le comte Rossi à la vie privée. Dès lors, ses conseils venaient de ses convictions, et non des instructions de la cour. En quittant l'hôtel de l'ambassade au palais Colonna, il prit un logement au palais Buonacorsi, au Corso; il fréquentait la librairie de Merle, située vis-à-vis de son palais, au coin de la place Colonne; il y causait souvent avec ses amis. Dans sa conviction, les événements conduisaient rapidement vers la république, et il n'y avait pas de temps à perdre, si l'on voulait y porter remède. En été, il établit sa résidence à Frascati pour y respirer un air plus frais; il y reçut les ordres du Pape, qui l'invitait à former un nouveau ministère.

Cette courte biographie prouve que les hautes capacités et le travail incessant du comte Rossi lui avaient fait obtenir partout un poste distingué dans la société. Il avait plus de fierté qu'il ne convient à un chrétien, et cela n'est pas étonnant. Entouré en Italie de gens moins capables que lui, oisifs, voleurs de deniers publics et tremblants devant les menaces de la conspiration, il pouvait bien éprouver du mépris pour ses semblables. Cette fierté lui faisait des ennemis parmi les partisans mêmes du gouvernement. Il éclipsait leur médiocrité, en blessant la jalousie, qui est la passion dominante des Italiens; il voulait extirper les abus profondément enracinés dans la bureaucratie. Les républicains ne pouvaient lui pardonner son courage qui bravait leurs menaces, et sa volonté persévérante de rétablir l'ordre public. Rossi avait donc beaucoup d'ennemis et peu d'amis, car ces derniers ne se trouvaient que parmi les honnêtes gens. Aussi le comte Rossi ne se hâtait-il pas trop d'accepter le pouvoir qui lui était offert. En qualité de citoyen français, il avait de la peine à obtenir l'autorisation d'entrer au service du Saint-Père, malgré les instances de l'ambassadeur M. le duc d'Harcourt. Naturalisé sujet romain par le Saint-Père, et pressé par le père Vaure, Franciscain, de se charger des affaires de Rome, il se décida enfin à former un cabinet. Il prit lui-même le ministère de l'Intérieur, et provisoirement aussi ceux des Finances et de la Police. Righetti était son substitut pour les Finances, Accurci pour la Police. Le duc de Regnano eut la Guerre; l'avocat Cigagnani, la Justice; de Rossi, le Commerce; Montanelli, les Travaux publics; le cardinal Saglia resta secrétaire d'État.

Le ministère révolutionnaire, quittant le pouvoir avec Mamiani, laissait le pays, les finances surtout, dans une grande désorganisation. Deux millions de scudi de pa-

pier-monnaie, hypothéqués sur les biens de l'Église, avaient pourvu aux besoins du moment, tout en produisant la méfiance du public et la rareté du numéraire. L'inquiétude générale ruinait le crédit et faisait tarir les sources des richesses. Dans des temps aussi critiques, il était impossible d'établir de nouveaux impôts; on ne pouvait trouver d'emprunt même à des conditions onéreuses; une émission nouvelle de papier-monnaie pouvait achever la ruine du crédit. Les banquenotes auraient baissé de prix; reçues au pair dans l'impôt, elles auraient détruit les revenus de l'État. Dans cette position embarrassée, le clergé voulut bien venir au secours du gouvernement, en donnant à l'État une somme de quatre millions de scudi par termes de plusieurs années. Ces obligations, pouvant être négociées d'avance par le moyen de l'escompte, offraient au trésor des ressources immédiates. Le clergé voulait en revanche que l'hypothèque de deux millions imposée pour garantie des billets du trésor fût levée; mais ces papiers n'avaient pas besoin d'hypothèque, la garantie du gouvernement leur suffisait; ils pouvaient d'ailleurs être retirés peu à peu de la circulation. Ainsi, le don patriotique du clergé comblait pour le moment le déficit qui s'élevait à un million de scudi par an et permettait de créer de nouvelles ressources pour l'avenir, par une administration plus habile des finances.

L'organisation de l'armée souffrait également d'une situation pernicieuse pour la discipline militaire. La composition vicieuse de cette armée, dans un pays qui ne connaît pas le recrutement, et qui se borne à l'enrôlement volontaire des recrues, ne put résister au premier souffle de la révolution. On ne pouvait compter ni sur le courage, ni sur la fidélité, ni sur l'honneur des troupes. Le vieux général Zucchi, vétéran de l'empire,

défenseur de Palmanuova, reçut la mission difficile de réorganiser l'armée. Parti pour Civita-Vecchia, plus tard pour Bologne, afin d'y calmer quelques désordres, il ne se trouva pas à Rome au moment décisif. Le général et le ministre eurent le tort de ne pas appeler à Rome un ou deux régiments suisses, sur lesquels on pouvait encore compter, lorsque les troupes italiennes ni la garde civique n'offraient plus aucune garantie. Il n'y avait donc pas dans la capitale de forces capables de maintenir la tranquillité, tandis que les conjurés rassemblaient le ban et l'arrière-ban des émeutes, des scélérats de toutes les contrées de l'Italie.

Cependant les faibles tentatives de l'émeute étaient contenues par une police désormais plus vigilante. Un coup d'essai pour piller le Ghetto fut réprimé par la force armée. Le père Gavazzi, qui parcourait les Légations en prononçant des discours enflammés, dut subir une réclusion à Corvetto.

En même temps le comte Rossi ne négligeait pas les affaires étrangères; il poursuivait activement à Naples, à Florence, à Turin, la réalisation de la ligue italienne, et prouvait par sa note du 4 novembre que Pie IX avait le premier proposé cette idée, tandis que le ministre de Sardaigne, qui s'en attribuait tout le mérite, s'était, au contraire, opposé fortement au projet de ligue, voulant en exclure le royaume de Naples. La papauté, disait Rossi avant d'être ministre, est la seule grandeur vivante de l'Italie. Dévoué au chef de l'Église par patriotisme et par un sentiment religieux qui n'était jamais éteint dans son cœur, et qui s'était ranimé à Rome au milieu des ruines du monde, le ministre Rossi disait : « Pour arriver jusqu'au Pape, il faudra me passer sur le corps. »

Une administration régulière, sage et libérale, qui

avait des chances de durée, c'était ce que les démocrates craignaient le plus. Aussi le comte Rossi devint-il l'objet de leur haine. Une série d'articles violents et calomnieux fut publiée contre lui par Sterbini, dans le *Contemporaneo*. Rossi faisait répondre dans un journal officiel, à la fin d'un article consacré à l'analyse de la session précédente des chambres, « qu'il y a des éloges qui offensent, et des blâmes qui honorent. »

Les conjurés tels que le prince de Canino, le comte Mamiani, le docteur Sterbini, se rendirent au congrès scientifique de Turin. De pareilles assemblées étaient depuis longtemps le prétexte des conciliabules de la conspiration. C'est au retour de cette tournée, dans une maison de Florence ou de Livourne, que la mort de Rossi fut décidée. Mazzini, dans une lettre qui fut publiée, déclare que cette mort est indispensable. Dans un des clubs de Rome, on choisit et l'on tira au sort les assassins qui devaient aider au meurtre de Rossi, et l'acteur principal de ce crime, qui s'exerça sur un cadavre dans un hôpital. (Voyez d'Arlincourt, *L'Italie rouge*. — Ballaydier, *Histoire de la révolution de Rome*. — *La rivoluzione romana al giudizio degli imparziali*. Florence, 1851.)

Le 15 novembre était désigné pour l'ouverture des chambres dans le palais de la chancellerie. Pour prévenir tout tumulte, Rossi fait venir des carabiniers de province, les passe en revue, et leur donne ses ordres. Cette force insuffisante excite la colère des conjurés. Le duc de Regnano déclare à la garde nationale qu'elle seule sera chargée de maintenir l'ordre le jour de l'ouverture des chambres, et se prive ainsi de sa dernière ressource. Le colonel des carabiniers, Calderani, est lui-même complice de l'anarchie.

Le 15 novembre au matin, Rossi est de plusieurs

parts averti du danger qui le menace. Il reçoit un billet de madame de Menon, conçu en ces termes : « Gardez-vous bien d'aller au palais législatif, la mort vous y attend. » La duchesse de Regnano lui donne le même avis. Sans avoir égard à ces avertissements, Rossi prend congé tranquillement de sa femme et de ses fils, auxquels il défend de le suivre. Il va prendre les ordres du Pape qui lui recommande de se tenir sur ses gardes, et lui donne sa bénédiction que le ministre devait recevoir pour la dernière fois. En descendant l'escalier, il rencontre un prêtre qui lui dit à l'oreille : « Ne sortez pas, ou vous êtes mort. » — Rossi répond : « La cause du Pape est la cause de Dieu. »

En allant au palais de la chancellerie, le ministre voit quelques carabiniers clair-semés; il pense au discours qu'il va prononcer dans la chambre, et dont le manuscrit est conservé. Ce discours commence par rappeler les grâces du Pape, l'amnistie et la liberté qu'il avait données aux Romains. Ces institutions prouvent que l'Église, immuable quant aux dogmes, suit le progrès des lumières. Mais une constitution n'est pas achevée quand elle est écrite et promulguée, c'est la sagesse des chambres qui seule peut la réaliser. Le ministre attribuait le mal au temps de transition, le bien aux hommes. Il annonçait que l'armée serait portée au chiffre de vingt-quatre mille hommes, tout en indiquant les moyens de ramener l'équilibre dans le budget. Il prévoyait en 1849 un déficit d'un million; mais en 1850 les recettes devaient égaler les dépenses. Rome, à son avis, a de grandes ressources pour l'avenir : la richesse du sol et le voisinage de deux mers qui facilitent le commerce. Les Romains ne paient que trois scudi par tête, tandis que les Français en paient neuf, les Anglais dix. En augmentant la production, ils pourront payer

davantage. En ce moment, ne pouvant avoir recours aux nouveaux impôts, ni à l'emprunt, ni au papier-monnaie, nous serons sauvés par le don patriotique du clergé. Tel est le résumé du discours que Rossi voulait prononcer à l'ouverture des chambres. Le ministre pouvait parvenir au palais par une porte secrète, il préfère arriver par la grande entrée.

Sur la place de la Chancellerie, Rossi entend des sifflets; il n'y fait pas attention, descend de sa voiture et traverse la foule avec le sourire ironique du mépris. Il est en grand uniforme de président du conseil, accompagné de son substitut aux finances, Righetti. La cour de la chancellerie est encombrée de malfaiteurs qui l'attendent depuis le matin. Rossi monte à peine les premiers degrés de l'escalier du palais, lorsqu'un traître lui donne un coup par derrière, le ministre tourne la tête pour voir qui l'a heurté; en ce moment le meurtrier lui plonge son poignard dans la gorge. Le coup, frappé d'une main exercée, coupe la veine carotide et produit une blessure mortelle. Le meurtrier se retire en disant: « *E fatto!* C'est fait! » La ferme volonté du ministre ne l'abandonne pas dans ses derniers moments, il couvre sa plaie d'un mouchoir, monte l'escalier et tombe sans vie. On le porte chez le cardinal Gazzala qui habitait le même palais; on appelle le docteur Pantaleoni, député; on fait venir l'abbé Nina qui demeurait aussi dans le palais. Il est trop tard : Rossi ne vit plus; il est tombé de la mort des braves, martyr de l'ordre et du devoir. Une mort aussi belle couvre de son manteau de pourpre les quelques erreurs d'une vie laborieuse et agitée. Cette mort digne d'un grand homme lui assure une gloire durable sur la terre, et probablement aussi la récompense des martyrs au ciel; car il est à présumer qu'il a été reçu au royaume des cieux par les centaines de mil-

liers de martyrs romains, et admis au nombre des défenseurs de l'Église dans la félicité d'un éternel triomphe, où Jésus-Christ paie lui-même les dettes de son vicaire.

Mais le sang innocent, versé avec une préméditation infernale, crie vengeance au ciel, et retombe sur le parti qui se fait connaître par ses œuvres sanguinaires. Ce crime avait été non seulement voté par les chefs de la démocratie italienne, mais encore il était impuni, vanté et glorifié par la perversité ou la peur. La chambre écoutait la lecture du procès-verbal, faisant semblant d'ignorer le crime commis à la porte de la salle de ses séances. Informée plus tard officiellement de ce forfait, elle entendit en silence les détails du meurtre. Parmi les représentants du pays, pas une seule voix ne s'éleva pour blâmer cet horrible attentat. Au bas de l'escalier, dans la place, la garde civique était en armes, personne n'arrêta le meurtrier, personne même n'en manifesta l'intention. Le criminel impuni fut conduit en triomphe dans la ville par ses complices, auxquels se joignirent quelques dragons et carabiniers. Ils chantaient un cantique nouveau : « Bénie la main qui poignarda Rossi. » Le fer de l'assassin, couronné de fleurs, fut exposé dans le café des Beaux-Arts à la vénération du public. Les meurtriers de Rossi vinrent insulter sa veuve, en la forçant, par une cruelle ironie, d'illuminer sa maison. Les journaux approuvèrent le crime, comme l'expression nécessaire du suffrage universel. A Bologne, un des conjurés disait en regardant sa montre : « Il est arrivé un grand événement : Rossi a cessé d'être dangereux. » A Livourne, la populace vint avec des cris de joie devant le palais du gouverneur, le docteur Pigly, qui ne trouva que des paroles de sympathie pour un des fils de l'ancienne république romaine qui avait tué Rossi. L'Italie entière s'empressait avec exaltation d'ap-

peler sur sa tête le sang de Rossi, qui pèse surtout sur les Romains, auteurs d'un pareil attentat qu'ils n'osèrent pas empêcher ni punir. La lâcheté des représentants du peuple est une preuve évidente qu'ils sont indignes des libertés constitutionnelles dont ils désiraient si vivement entrer en jouissance. Aussi le poignard qui tua Rossi, tua aussi pour toujours la constitution que cet homme d'État voulait et pouvait seul maintenir. La Providence permit peut-être ce crime pour rendre plus tard au chef de l'Église une entière liberté d'action, dégagée de tous les liens d'une chambre représentative; car, si le statut avait résisté à l'orage, les souverains pontifes l'auraient maintenu ensuite avec une religieuse fidélité.

Les dépouilles mortelles du comte Rossi furent secrètement ensevelies, par le père Vaure, dans la basilique de Saint-Laurent *in Damaso*, qui fait partie du palais de la chancellerie. Un des deux fils du ministre assassiné reprocha violemment aux gardes civiques leur lâcheté, complice du crime, et foula aux pieds l'uniforme qu'il avait bravement porté en Vénétie. Il vint demander justice au Saint-Père, mais le Pape n'avait plus de forces disponibles pour punir un attentat qui menaçait sa propre autorité. Le ministre de la guerre quitta Rome à la hâte en apprenant la mort de son collègue, sans même prendre congé de sa femme.

Les conjurés se hâtèrent de profiter du crime. Le cercle Romain se rassembla le soir, plus nombreux que de coutume. Le docteur Sterbini, qui, occupé de la rédaction du *Contemporaneo*, ne fréquentait guère les séances du club, vint alors déployer son éloquence verbeuse, et déclara que le temps était venu de secouer l'esclavage du peuple, qui peut tout ce qu'il veut, et qui doit demander au souverain un ministère complète-

ment démocratique. Les assistants le saluèrent ministre par acclamation, en lui adjoignant Campello et Galetti. Ils allèrent, le drapeau du club en tête, proclamer les nouveaux ministres, en chantant l'hymne du jour : *Benedetta la mano che Rossi pugnalò.* Ils arrivèrent ainsi à l'hôtel de la Minerve, demeure de Galetti. Ce conjuré, né à Bologne, était fils d'un barbier; les capacités qu'il montra aux écoles le firent devenir avocat, mais il quitta ses livres pour tremper dans la conspiration de 1831 ; revenu de l'exil douze ans après, il conspira de nouveau et fut condamné à une prison perpétuelle. Les circulaires du conspirateur condamnaient bien à mort les prêtres, les carabiniers, les employés, la noblesse et les propriétaires qui ne faisaient pas cause commune avec la révolution. Élu Pape, Pie IX rendit la liberté à l'avocat captif au château Saint-Ange, et croyant pouvoir compter sur sa reconnaissance, il le nomma depuis ministre et général des carabiniers. Joseph Galetti témoignait, il est vrai, au Pape la plus vive reconnaissance pour ses bienfaits; il avait même le don des larmes à volonté, et sa pâle et belle figure savait parfaitement jouer la comédie. Pendant que le Saint-Père était obligé de modérer l'expression trompeuse de sa reconnaissance en lui disant : « Assez, mon fils, » Galetti, qui savait imiter la trahison de Judas, était vendu à la secte de Mazzini. Losque le cortége vint avec des torches allumées devant la Minerve, Galetti descendit pour embrasser le drapeau du club, et remonta sur son balcon pour haranguer le peuple, s'excusant lui-même de ne pas accepter un portefeuille, mais promettant le ministère voulu.

Le lendemain, 16 novembre, il était question à la chambre d'envoyer une députation au Pape, pour lui exprimer des regrets de ce qui était arrivé. Le prince de

Canino s'y opposa. Le club préparait de son côté une grande démonstration, et demandait à la garde civique et à l'armée de se réunir à lui. Le général Zamboni avait consigné dans les casernes les troupes composant la première division. Le colonel Steward, commandant du fort Saint-Ange, demande de nouveaux ordres. Zamboni court chez le Saint-Père, et reçoit une défense expresse de laisser la troupe se joindre au peuple. Le major Lentulus, qui remplaçait le ministre de la guerre, menacé du sort de Rossi s'il empêchait les troupes de se réunir à la manifestation populaire, ne rougit pas de dire : « J'ai femme et enfants, je ne veux pas être tué ! » Zamboni rencontre des régiments qui se rendaient à la place du Peuple, il leur ordonne de revenir sur leurs pas : les capitaines Gagiano, Vanicelli et Girendi obéissent; mais le colonel des dragons Savini répond qu'il a l'ordre du ministre de la guerre. Zamboni court chez Lentulus et le mène au Quirinal; le ministre va seul chez le Pape, revient au bout d'une demi-heure, et affirme devant le major Deglini, les capitaines Bonesi et Gagiano, l'auditeur général Rufini et l'inspecteur militaire Gagiotti, que le Pape permet définitivement aux soldats et à la garde civique de se réunir aux citoyens au grand club. Chacun croit ce mensonge et personne ne s'y oppose.

La foule se rend à la chambre; les députés la reçoivent bien et l'accompagnent au Quirinal. On demande au Saint-Père : 1° la proclamation de la nationalité italienne; 2° la convocation de la Constituante pour toute l'Italie; 3° la guerre contre l'Autriche; 4° le programme de Mamiani; 5° un ministère démocratique. Pour répondre à des vœux aussi vagues de nationalité italienne, qui n'avait pas besoin d'être proclamée, et aussi difficiles à satisfaire que ceux d'une guerre ou d'une Constituante, le

Pape demanda du temps pour aviser; ce délai ne satisfit pas la populace. Une députation d'officiers de carabiniers n'eut pas un meilleur résultat. Ces militaires entendirent de dures et justes paroles de la part des ambassadeurs de la France et de l'Espagne. Galetti, qui remplit le rôle de médiateur entre le Souverain Pontife et ses sujets rebelles, donne du balcon le signal de l'émeute. La populace veut se précipiter dans l'intérieur du palais; les Suisses n'ont que le temps de fermer les portes. Le peuple se disperse pour chercher des armes, en criant : « Vive la république! » Une compagnie de soixante-dix hommes, échangeant leurs hallebardes contre des fusils, c'est tout ce qui reste pour défendre le Pape. Le général Zamboni envoie un billet au Saint-Père pour lui dire que la troupe est encore fidèle; Galetti intercepte ce billet, il écrit que la troupe le trahit. Les militaires, qui auraient dû venir défendre le Quirinal sans attendre les ordres du Pontife, restent immobiles dans leurs postes, tandis qu'en partie les troupes et la garde civique se joignent à l'émeute. Les bataillons civiques réunis restent dans leurs quartiers, glacés par la terreur panique. Le peuple des Monti et du Transtevère attend vivement les chefs qui devaient le conduire pour défendre un Pape adoré. La garde noble aurait pu disperser la foule par une charge brillante, elle déserte son poste au jour du danger; seulement quelques gardes isolés viennent faire leur service d'antichambre.

L'armée de l'émeute, organisée depuis longtemps, revient à la charge contre le Quirinal; grossie du rebut de l'armée, de l'écume de la garde civique, traînant un canon appelé Saint-Pierre, ils le braquent contre la porte du palais. Des maisons voisines on tire des coups de fusil; une balle vient frapper à mort monsignor

Palma sur son balcon vitré : il expire aux pieds de Pie IX. Le feu est mis à une des portes, mais les Suisses parviennent à l'éteindre. On menace Pie IX de passer au fil de l'épée tous les habitants du palais, en n'épargnant la vie qu'à lui seul, s'il ne veut pas se rendre aux exigences de la révolution. Des balles tombées dans la chambre du Pape et un article de la *Gazette de Bologne* prouvent que lui-même n'eût pas été épargné. Le Saint-Père, ne voyant arriver aucune force capable de le défendre, voulant éviter l'effusion du sang de ses serviteurs, et épargner à ses sujets peut-être un crime encore plus grand, le plus grand de tous après le déicide, consent enfin à subir le ministère qu'on lui impose : c'est le comte Mamiani aux Affaires étrangères ; Galetti à l'Intérieur; Sterbini au Commerce; Sereni à la Justice; comte Campello à la Guerre; Lunati aux Finances; l'abbé Rosmini à la présidence du conseil. Ce digne et savant ecclésiastique, n'ayant pas voulu couvrir de son manteau la trahison de ses collègues, fut remplacé par monsignor Mazzanelli. Après avoir obtenu un pareil ministère, la populace se retira satisfaite.

Le Pape déclara immédiatement au corps diplomatique rassemblé autour de lui qu'il ne prenait aucune part aux actes d'un ministère qu'il avait subi pour éviter l'effusion du sang, mais qu'il n'avait pas formé ; qu'il avait même donné l'ordre de ne pas employer les formules ordinaires afin qu'on ne prît pas le change. Les noms des diplomates étrangers qui étaient présents au Quirinal pendant que le Pape était abandonné de ses propres sujets sont : Martinez della Rosa, ambassadeur d'Espagne, avec le secrétaire d'ambassade Arnao; le duc d'Harcourt, ambassadeur de France; le comte de Spaur, de Bavière; le baron Venda-Cruz avec le commandant Huston, de Portugal; le comte Boutenieff, qui présentait

en ce jour l'empereur de Russie et le roi de Pologne; Figuereido, ambassadeur du Brésil; Liedekerke, de Hollande, et plusieurs autres diplomates. Les envoyés italiens manquaient à l'appel, en rappelant la parole de l'Évangile, que nul n'est prophète en son pays. Les cardinaux Antonelli et Saglia, monsignor Medicis, maître de la chambre, les camériers secrets, le père Vaures, le comte de Malherbes, journaliste, mort depuis, le maître du sacré palais Bataoni, le sous-préfet du palais marquis Sachetti, le médecin du palais, six gardes nobles et les Suisses fidèles, composaient le cortége peu nombreux du Souverain-Pontife à l'heure critique du danger.

Le premier soin de Joseph Galetti fut de désarmer la garde suisse. Les nobles montagnards de l'Helvétie répondirent: « Si la canaille veut nos armes, qu'elle vienne les chercher. » Ils ne déposèrent les armes que sur un ordre exprès du Saint-Père. Ils furent remplacés par des gardes civiques fidèles à l'émeute; ainsi le Souverain-Pontife devint le prisonnier d'un homme qu'il avait récemment délivré de la prison.

Le lendemain, 17 novembre, plusieurs députés proposèrent à la chambre d'envoyer une députation au Saint-Père, pour lui présenter l'expression de leur dévouement et de leur reconnaissance. Le prince de Canino, qui se faisait appeler le citoyen Bonaparte, empêcha cette motion en disant que cette démarche était imprudente, et qu'on pourrait s'en repentir, que le peuple italien est le maître et qu'il saura bien briser les chambres, les ministres et les trônes qui s'opposent à ses élans vigoureux. La chambre ayant abandonné le Pape, on pouvait espérer que la ville éternelle se raviserait après un moment d'étourdissement. Cette capitale possède une puissante aristocratie qui doit aux Papes son élévation; une bourgeoisie dont le séjour des Papes à Rome fait toute la

richesse; une bureaucratie, une armée liée au souverain par un devoir rigoureux et tenant tout du gouvernement; enfin, un peuple pauvre secouru par la charité toujours féconde des Pontifes. Et pourtant personne ne bougea pour défendre le Pape, ni même pour lui témoigner sa sympathie, sa douleur et sa fidélité. Une princesse, qui a beaucoup d'influence habituellement sur l'esprit de ses fils, se mit en vain à genoux pour les supplier d'aller voir le saint captif. La garde civique, la bourgeoisie armée qui avait juré de défendre l'Église confiée à son honneur, persista dans une stupeur immobile et parjure. Tous les rangs de la société, toute la nation romaine se montra indigne en ce jour d'avoir chez elle le chef suprême du Christianisme, le vicaire de Jésus-Christ. Espérons qu'un jour viendra où Rome pénitente et châtiée saura réparer le déshonneur de sa pusillanimité.

Pie IX, adoré de ses sujets dans l'année précédente, était devenu prisonnier d'État. Ses communications avec le dehors étaient gênées par une surveillance jalouse; sa voix n'était plus libre; on publiait des mensonges en son nom. La proclamation des nouveaux ministres se couvrait du voile de la modération et de l'autorité nominale du Saint-Père. Cet état de choses était pire qu'une prison pure et simple, car il pouvait induire en erreur des hommes de bonne foi, mais ayant la vue basse. La conscience de tous les catholiques était inquiète. Le Pape ne pouvait plus gouverner ni ses États, ni le monde catholique. Il pouvait craindre qu'on ne voulût le contraindre, comme on l'avait fait quand il était libre encore, à commettre des actes contraires à sa conscience, qu'on ne le persécutât plus encore à cause de sa résistance, et qu'on ne mentît en publiant de sa part des faits mensongers. La résistance matérielle

étant donc devenue impossible, il devait épargner aux séditieux de nouveaux crimes. Tous ces motifs, ainsi que les conseils des ambassadeurs étrangers, le poussaient à quitter Rome, mais il hésita longtemps avant de vouloir s'éloigner de son diocèse. Enfin, après huit jours de captivité, le Saint-Père reçoit un paquet de l'évêque de Valence; c'était la pyxide qui servait à Pie VI pour porter le très Saint-Sacrement pendant son exil; le Pape prit ce cadeau pour un avis du ciel, et n'hésita plus à quitter la cité rebelle. Une jeune fille pauvre, Julie, morte à l'hôpital en odeur de sainteté, eut d'avance une vision de la fuite du Pape; la sainte Vierge lui prédit aussi qu'elle sauverait la vie au cardinal Lambruschini qui se cacha dans le foin de son écurie pendant que les sicaires perçaient son lit de coups de poignard.

L'évasion n'était pas facile, le palais était gardé par des hommes armés et dévoués aux rebelles; les chemins étaient peu sûrs, la route de Civita-Vecchia paraissait surtout trop fréquentée. Le 24 novembre, à six heures du soir, le Saint-Père se fit servir le souper que son neveu fut chargé de manger. En passant devant les gardes nobles, il voulut bien les remercier de leur dévouement. Le duc d'Harcourt avait obtenu non sans peine une audience particulière et lisait à haute voix pour couvrir le bruit de tout ce qui se passait. Le Pape se dépouille de ses vêtements blancs, prend une robe noire, comme un simple prêtre, et descend le sombre escalier du palais. Le duc d'Harcourt sort par la grande entrée pour aller à Civita-Vecchia. On éteint les lumières comme si le Saint-Père dormait. Il est obligé d'attendre dans un corridor, à cause d'une porte fermée. On l'ouvre enfin; il sort par la porte de la rue de Porta-Pia, sans éveiller les soupçons de la sentinelle. Il est accompagné

du comte Spaur, ministre de Bavière, de monsignor Stella, du serviteur Ricci et du fidèle Filipponi, qui prend congé de lui en disant : « Adieu, monsieur l'abbé. » Le Pape monte avec monsignor Stella dans une voiture de louage qui l'attendait dans la rue; le comte monte sur le siége, le domestique derrière la voiture. On change d'équipage place Saint-Jean-de-Latran pour prendre la voiture du comte Spaur, qu'on laisse passer sans difficulté à la porte de la ville, parce qu'il avait coutume d'aller souvent à sa maison de campagne, à Frascati. Les voyageurs prennent d'abord cette direction pour rejoindre ensuite la route d'Albano. Cependant la comtesse de Spaur, qui était allée en avant, attendait son mari avec impatience, près l'église de Galloro, passé l'Ariccia. Elle voit approcher une patrouille de carabiniers et domine ses craintes pour causer avec eux de choses indifférentes. Voici qu'au milieu des ombres de la nuit son mari arrive avec un prêtre. « Dépêchez-vous, comte, dit-elle, vous vous faites toujours attendre. » Le carabinier lui donne le bras. Le Pape, le comte et sa femme montent en voiture et traversent sans obstacle la plaine des marais Pontins; ils passent la frontière à Terracine. Pie IX, délivré, récite le *Te Deum*. Arrêtés au môle de Gaëte, à l'auberge de Cicéron, où ils rejoignirent le cardinal Antonelli et le chevalier Arnao, les voyageurs passèrent bientôt à l'hôtel du Jardin, à Gaëte même, tandis que le comte Spaur partait pour Naples, avec une lettre du Saint-Père pour le roi, laissant à Arnao son passe-port, ce qui fit naître des soupçons dans l'esprit du général Gras, gouverneur de la place, étonné de ce qu'un ministre de Bavière ne savait pas l'allemand. Le brave général fut encore plus surpris en voyant arriver le lendemain, sur un bateau à vapeur, le roi de Naples avec sa famille, deux bataillons d'infanterie, et avec tous

les objets nécessaires au service du Saint-Père, et lui faisant cette première question : « Où est Sa Sainteté? » Le Pape hésitait entre la France et l'Espagne; mais, reçu par le roi de Naples avec une piété filiale et une hospitalité généreuse et vraiment royale, il prit la résolution de rester à Gaëte pour ne pas s'éloigner des frontières de ses États. La rue principale de cette pauvre ville de pêcheurs, habitée par le successeur de Pierre, le pêcheur d'hommes, se remplit immédiatement d'une foule de dignitaires de l'Église, de l'État, de l'armée et d'un grand nombre de voyageurs pieux : Gaëte voyait se répandre dans ses murs étonnés la vie qui délaissait Rome.

CHAPITRE XIV.

GOUVERNEMENTS PROVISOIRES JUSQU'A LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE.

En quittant Rome, Pie IX écrivit au marquis Sachetti, maître du palais, un billet en le chargeant de prévenir les ministres de son départ, et de leur recommander le maintien de l'ordre et de la paix dans la ville, ainsi que le respect des personnes attachées au service du Saint-Père, parce qu'elles ignoraient absolument son projet d'évasion. Ce billet, qui prouve la sollicitude du Saint Père pour ses serviteurs, fut envisagé par les ministres comme une preuve que le Pape avait reconnu la légitimité de leur pouvoir. Celui qui prie des brigands de laisser la vie à de pauvres voyageurs reconnaît-il pour cela le droit du brigandage? A peine arrivé dans

les murs de Gaëte, le Pape dicta la proclamation suivante contre la révolte romaine :

« Pie IX, Pape, à ses sujets bien-aimés. Les violences exercées contre Nous, ces jours derniers, et la volonté manifestée de se précipiter dans d'autres excès (Dieu veuille éloigner ces malheurs en inspirant des sentiments d'humanité et de modération dans les âmes!), nous ont contraint de nous séparer momentanément de nos sujets et de nos enfants, que nous avons toujours aimés et que nous aimons toujours. Parmi les motifs qui nous ont déterminé à cette séparation, et Dieu sait combien elle est douloureuse à notre cœur, celui dont l'importance est la plus grande, c'est d'avoir la pleine liberté dans l'exercice de la puissance suprême du Saint-Siége, exercice que l'univers catholique pourrait à bon droit, dans les circonstances actuelles, supposer n'être plus libre entre nos mains. Que si une telle violence est pour nous le sujet d'une grande amertume, cette amertume s'accroît outre mesure quand nous pensons à la tache d'ingratitude dont s'est couverte, à la face de l'Europe et du monde, une classe d'hommes pervers, et bien plus encore à la tache qu'a imprimée sur leurs âmes la colère de Dieu qui, tôt ou tard, exerce les châtiments prononcés par l'Église. Dans l'ingratitude de nos enfants, nous reconnaissons la main du Seigneur qui nous frappe et qui veut que nous expiions nos péchés et ceux des peuples. Mais nous ne pouvons, sans trahir nos devoirs, nous abstenir de protester solennellement, en présence de tous, comme dans la funeste soirée du 16 novembre et dans la matinée du 17 nous avons protesté verbalement devant le corps diplomatique qui nous avait honorablement entouré et qui a tant contribué à fortifier notre cœur. Non, nous ne pouvons nous empêcher de protester contre la violence

inouïe et sacrilége dont nous avons été l'objet. Laquelle protestation nous entendons renouveler solennellement en la circonstance présente, à savoir que nous avons été opprimé par la violence, et, en conséquence, nous déclarons tous les actes qui en ont été la suite nuls, n'ayant aucune valeur ni force légale. Les dures vérités et les protestations que nous venons d'exposer ont été arrachées à nos lèvres par la méchanceté des hommes et par notre conscience, laquelle, dans les circonstances présentes, nous a excité avec force à l'accomplissement de nos devoirs. Toutefois, en présence même de Dieu et tandis que nous le prions et le supplions d'apaiser sa colère, nous avons la confiance qu'il ne nous sera pas défendu de commencer notre prière par ces paroles d'un saint roi et prophète : « Seigneur, souvenez-vous de David et de toute sa mansuétude. »

« Cependant, ayant à cœur de ne pas laisser sans chef, à Rome, le gouvernement de notre État, nous nommons une commission de gouvernement, composée des personnes suivantes : le cardinal Castracane, monsignor Roberto Roberti, le prince de Roviano, le prince de Barberini, le marquis Bevilaqua de Bologne, le marquis Ricci de Macerata, le lieutenant général Zucchi.... En confiant à cette commission de gouvernement la direction temporaire des affaires publiques, nous recommandons à tous nos sujets et fils le calme et la conservation de l'ordre. Enfin, nous voulons et ordonnons que de ferventes prières s'élèvent chaque jour vers Dieu, pour notre humble personne et pour le rétablissement de la paix dans le monde, et spécialement dans notre État et à Rome, où sera toujours notre cœur, quelle que soit la partie du bercail qui nous abrite. Et nous, comme c'est le devoir du suprême sacerdoce, et avant tout, nous invoquons très dévotement la souveraine Mère de misé-

ricorde, la Vierge immaculée et les saints apôtres Pierre et Paul, afin que, comme nous le désirons ardemment, l'indignation du Dieu tout-puissant soit éloignée de la ville de Rome et de tous nos États. Donné à Gaëte, le 27 novembre 1848. Pius P. p. IX. »

Quelle majesté! quelle douceur dans cette réprimande émanée d'un cœur paternel toujours prêt à pardonner à l'enfant prodigue! Cet acte qui manifeste les sentiments de Pie IX n'eut pas d'effet immédiat. Les princes Roviano et Barberini, ne voyant pas de possibilité de restaurer l'autorité légitime avec des troupes infidèles, quittèrent Rome sans délai. Le cardinal Castracane et monsignor Roberti, prêts à remplir les ordres du Pape, ne purent pas exécuter à eux seuls une mission confiée à plusieurs. Le général Zucchi seul aurait pu obéir avec succès à la volonté souveraine; ce vieux général du temps de l'Empire, nommé ministre de la guerre par le Pape, ne voulait pas reconnaître les ministres de l'émeute du 16 novembre; il avait à sa disposition deux régiments suisses et quelques troupes italiennes fidèles à leur drapeau. Mais, au lieu de se diriger sur Rome à marches forcées, craignant peut-être d'empirer la position du Pape, il se contenta d'échanger quelques lettres acerbes avec le nouveau ministre de la guerre, et déposa le commandement le jour même où il était investi d'un nouveau pouvoir, le 27 novembre.

Toutefois, la protestation désarmée d'un vieillard exilé fit peur à la chambre et aux ministres; ils présentèrent cet acte comme douteux, s'appuyant sur le billet au marquis Sachetti. Mensonge inutile; s'ils se révoltaient contre le pouvoir pontifical, pourquoi voulaient-ils l'autorisation de cette puissance. Les ministres écrivirent deux fois au Pape, espérant en tirer quelque nouvelle reconnaissance de leur pouvoir, mais il ne se

laissa pas prendre au piége. Cependant deux ministres, plus consciencieux que leurs collègues, les avocats Lunati et Sereni, donnèrent leur démission.

La chambre se rassembla le 4 décembre pour aviser aux besoins du pays. L'avocat Sturbinetti, président, exposa l'état de la situation. Le médecin Pantaleoni, connu des étrangers malades à Rome, fit la motion suivante : « Dans l'incertitude sur la validité de l'acte du Pape, dans la nécessité d'être gouvernés, que les ministres conservent provisoirement leurs portefeuilles, et qu'une députation des deux chambres soit envoyée au Pape pour le prier de revenir à Rome. » Cette motion fut acceptée, malgré l'opposition du citoyen Bonaparte. En effet, demander le retour du Pape, c'était inconséquence ou hypocrisie. Devait-il revenir pour être prisonnier au Quirinal et pour voir ses ministres assassinés? Le haut conseil vota également une adresse convenable pour la forme, en sollicitant le retour du Saint-Père, et choisit une députation pour la porter. Le conseil municipal ajouta sa députation à celles des deux chambres; ces messieurs partirent ensemble pour Gaëte, le 5 décembre. Leur instruction était de demander le retour du Pape, sans traiter d'autre chose. Arrêtés à la frontière par la police napolitaine, ils écrivirent au cardinal Antonelli sur le but de leur message et attendirent sa réponse à Terracine. Le cardinal répondit que le Saint-Père ne pouvait pas les recevoir, ayant déjà exprimé, dans sa protestation du 27 novembre, les motifs de son départ. En effet, si l'on voulait se soumettre de nouveau à l'autorité papale et non tromper le Pape et l'Europe par une démonstration vaine et fallacieuse, on pouvait appeler tout bonnement la commission désignée par le Saint-Père. Un souverain qui voyage ne cesse pas d'être souverain légitime, de même qu'un propriétaire ne perd

pas ses droits s'il quitte ses terres pour aller faire un voyage. Les paysans obéissent au régisseur qu'il a désigné et n'en choisissent pas un autre.

La chambre ne voulut pas comprendre une vérité aussi simple, et après le retour des députés, son médecin ordinaire, Pantaleoni, proposa un nouveau remède, une commission chargée de trouver un moyen de satisfaire au besoin d'être gouvernés. Selon sa louable habitude, le prince de Canino s'empressa de le contredire et voulut qu'on nommât immédiatement un gouvernement de trois membres pour remplacer le souverain. Après quelques jours d'incertitude, la chambre nomma, en effet, le 12 décembre, une junte de trois membres pour gouverner le pays jusqu'au retour du Pape ou jusqu'à ce qu'il eût nommé son remplaçant. C'était une nouvelle contradiction illégale et hypocrite, car le Pape avait nommé déjà une commission gouvernementale, et, en tous cas, il n'appartenait pas aux chambres législatives de nommer le pouvoir exécutif. En vertu de ce décret, furent nommés membres de la junte : le prince Corsini, sénateur de Rome; Zucchini, sénateur de Bologne, et le comte Camerata, gonfalonier d'Ancône. Zucchini, homme honnête et distingué, ayant refusé de faire partie d'une junte illégale, fut remplacé par le général des carabiniers, l'avocat Joseph Galetti.

L'institution de la junte donna lieu à une nouvelle protestation du Saint-Père, datée de Gaëte, le 17 décembre, qui, rappelant les bienfaits et les libertés accordées au peuple, se plaint du meurtre de Rossi, concerté par des hommes iniques, exécuté en plein midi, ainsi que de l'agression sacrilége du Quirinal; déclare que le Saint-Père est parfaitement libre à Gaëte; rappelle la nomination de la commission gouvernementale et la dissolution des chambres prononcée par son décret du

7 décembre; déclare enfin que la junte est une usurpation illégale.

Le peuple n'était pas non plus favorable au nouveau gouvernement; il disait, dans son bon sens, que la chambre donnait ce qu'elle n'avait pas. Il avait la conviction que le Pape était suivi en exil par presque tous les cardinaux, qui partaient secrètement pour se soustraire à l'ingratitude d'un grand nombre de gens comblés de leurs bienfaits; quelques uns seulement restèrent au poste du danger. Ainsi, le cardinal Tosti demeura à la supériorité de l'hospice Saint-Michel, et comme les républicains le félicitaient de son courage, il ne voulut point accepter leurs éloges, et leur dit qu'il était resté pour le même motif que les autres étaient partis, c'est-à-dire par obéissance et attachement pour le Saint-Siége. Le peuple voyait partir les ambassadeurs, les princes et les grands seigneurs romains, les hommes riches et les étrangers de distinction. Le salaire et l'aumône diminuaient. Les impôts, amoindris sur certains objets, augmentaient sur d'autres. Le papier-monnaie, mis en circulation par la loi du 1er décembre, pour une valeur de six cent mille scudi, hypothéqués sur des immeubles, tombé en discrédit dès son émission, blessait les intérêts du petit commerce. Les intérêts matériels, si puissants pour le peuple qui pense au pain quotidien, rappelaient à son cœur son affection séculaire pour l'autorité paternelle des Papes. Il ne fallait qu'une étincelle pour allumer la colère du peuple et renverser l'édifice artificiel d'un gouvernement fondé sur le mensonge. On ne pouvait pas compter davantage sur le concours des provinces, et les députés de Bologne étaient disposés à donner leur démission.

Les ministres, effrayés de l'attitude hostile du peuple, cherchaient divers expédients pour se maintenir au

pouvoir. Le 11 décembre, Mamiani propose un prix pour celui qui écrirait le meilleur catéchisme d'économie politique pour éclairer le peuple, et nomme une commission qui ne s'est jamais réunie pour juger du mérite de l'ouvrage. Le 18 décembre, les ministres invitent le peuple à présenter ses pétitions aux chambres, par députation, pour ne pas compromettre la tranquillité du pays, dont le maintien est confié à la garde civique. En effet, le commandant de la civique, Gallieno, contribua beaucoup à la durée du gouvernement; en appelant ses milices aux armes, le 19 et le 21 décembre, il les remercia pompeusement par deux ordres du jour.

Une société d'apostolat se forme pour enseigner le peuple; on lui paie à boire, on répand quelques bienfaits en papier-monnaie, on entraîne les femmes à des spectacles indécents.

Le gouvernement se sentait faible et provisoire; ne pouvant s'appuyer sur le droit divin, fondé par la révélation et l'histoire des siècles, il dut chercher des prétextes d'existence dans la métaphysique révolutionnaire, dans le suffrage universel. L'élection populaire, l'autorité du nombre, cette expression escamotée des vœux du peuple, devait venir en aide à une autorité qui n'avait pas de force intérieure. Un pareil suffrage ne pouvait être universel, puisque la majorité qui appuyait l'ancien gouvernement ne pouvait y prendre part : ainsi, le suffrage d'un parti violent, le chiffre des votes ignorants et passionnés devait tenir lieu de l'autorité des siècles et des contrats consacrés par l'histoire; comme s'il était permis à la faveur mobile de la populace de changer son gouvernement et de priver le chef de la chrétienté d'une indépendance nécessaire pour le salut du genre humain ! Il est bien entendu que le gouvernement démocratique devait influer essentiellement et secrète-

ment, par les prières et les menaces, sur les votes des électeurs et des élus. Où est donc cette liberté supposée du suffrage universel en présence des poignards des conjurés? Ce n'est donc pas le suffrage universel qui est la source du droit nouveau, c'est l'assassinat de Rossi et la révolte de la lie de la populace, payée par des ambitions insatiables. La constituante n'était qu'un masque qui devait couvrir cette hideuse trahison.

C'est Mamiani qui proposa le premier une constituante ou chambre législative pour toute l'Italie; mais il ne put réaliser lui-même ce rêve ancien et toujours vain; car, craignant l'opposition du peuple, il présenta en même temps le projet d'une police spéciale, sous prétexte de surveiller les étrangers. Les sifflets des spectateurs qui n'avaient pas le secret de la comédie obligèrent l'acteur à quitter la scène. Le 23 décembre, la junte nomma ministres : Monsignor Muzzarelli, Charles Armellini, Frideric Galeotti, Livio Mariani, Pierre Sterbini, Pompée Campello. Mamiani, ressort principal de la révolte contre le Pape, perdit un pouvoir éphémère; à peine eut-il le temps de récompenser ses corédacteurs de l'*Epoca*, en leur donnant on ne sait quelles missions dans le nord de l'Italie. Bonaparte appuyait la motion d'une constituante romaine, avant de pouvoir en convoquer une italienne, mais la chambre était sourde à ces propositions réitérées; elle montra même à cette occasion quelque courage à résister aux cris et aux menaces des tribunes. La majorité des députés, une majorité plus grande encore des membres du haut conseil, se sentaientappelés à fonctionnerdansles limites du statut, et non à détruire le fondement de leur mandat. C'est pourquoi les députés demandaient leur démission l'un après l'autre, sans excepter le président Sturbinetti. Comme le statut exigeait que la moitié plus

un fût présente pour la validité des votes, les séances de la chambre n'avaient plus même cette dernière condition de légalité. Les élections nouvelles pour le remplacement des députés sortants étaient faites parfois d'une manière très expressive : ainsi, le général Zucchi fut élu à Bologne, mais il n'accepta pas, ne reconnaissant pas la validité des chambres. Dans une désorganisation aussi complète du pouvoir législatif, sur un avis des ministres, la chambre fut dissoute par la junte, le 28 décembre. Les vœux d'une populace payée réclament la constituante.

La junte elle-même se trouvait dissoute par la démission du prince Corsini, mais les deux membres restants, unissant leurs signatures à celles des ministres, osèrent convoquer à la hâte la constituante par un décret du 29 novembre. Cette assemblée devait être composée de deux cents membres, deux par chaque collége électoral, élus par le suffrage universel direct, dans le chef-lieu du canton. Pour être électeur, il fallait avoir vingt et un ans au moins et un an de domicile; pour être éligible, vingt-cinq ans étaient exigés. Les députés avaient par jour une indemnité de deux scudi qu'ils ne pouvaient pas refuser. Les élections devaient avoir lieu le 21 janvier, l'ouverture des chambres le 5 février.

Le Pape protesta immédiatement, le 1er janvier, de Gaëte, contre la convocation de la constituante, par laquelle les auteurs et les fauteurs de l'anarchie démagogique tâchaient de renverser l'autorité temporelle du Pontife romain sur les domaines de la sainte Église, bien qu'établie incontestablement sur les droits les plus anciens et les plus solides, vénérée, reconnue et défendue par toutes les nations, en supposant ou faisant croire que son pouvoir souverain peut être contesté par les caprices des séditieux. Le Pape regarde cet acte

comme abominable, par l'absurdité de son origine et l'illégalité de son but; obligé qu'il est par serment de conserver l'autorité apostolique, il condamne cette attaque sacrilége, méritant les châtiments des hommes et ceux de Dieu. Il défend à tous ses sujets de prendre part à l'élection des députés pour cette assemblée; il rappelle que les canons de l'Église, et spécialement le concile de Trente, prononcent l'excommunication majeure contre ceux qui oseraient attenter au pouvoir temporel du Saint-Siége. (*Sess.* XXII, *c.* XI, *De reform.*) Enfin il invoque la divine miséricorde, implorant la conversion des coupables.

Le peuple nomma cet acte l'excommunication, bien que le Pape n'excommunie pas les séditieux; il les avertit seulement qu'ils sont excommuniés par des lois plus anciennes. Le gouvernement séditieux empêcha tant qu'il put la publicité de cette protestation; elle fut ostensiblement affichée par plusieurs prêtres courageux, et entre autres par le curé de Sainte-Marie Majeure, qui fut menacé de mort pour ce motif. L'imprimeur Azani fut persécuté par le cercle populaire pour l'impression de l'acte défendu, et ne dut son salut qu'à la fuite. Un moine pieux, nommé Vincent Lumachi, contribua surtout à la propagation de la défense. Déguisé sous divers costumes, il entretenait des relations secrètes entre Rome et Gaëte. Cette protestation exaspéra tellement les rebelles, que Cicervacchio, suivi d'une procession de mauvaises gens chantant le *Miserere*, la porta dans un lieu d'aisances de la rue Frattina, portant cette inscription : *Dépôt de l'excommunication;* il s'empara des chapeaux rouges des cardinaux qui servaient d'enseigne aux chapeliers et les jeta dans le Tibre.

Comment faire pour captiver la bienveillance du peuple? Les ministres, par un décret du 9 janvier 1849,

s'empressent de faire cesser la taxe sur la consommation de la viande, qui devait continuer jusqu'à la fin de l'année, d'après la loi du 24 août 1848. Les employés de l'octroi devaient percevoir leur salaire sans l'avoir gagné. Cette diminution d'impôts aurait été louable si le trésor n'eût pas été dans un état déplorable d'épuisement. Le ministre des finances se chargeait lui-même de l'exécution de ce décret. Le ministre de l'intérieur donnait l'ordre pour que le carnaval fût célébré avec une grande pompe; mais la joie ne se commande pas, surtout quand on manque de numéraire. Au nouvel an, la municipalité avait établi des orchestres sur la place du Peuple, et fait illuminer la ville pour témoigner de la gaieté à cause de la convocation de la constituante. Afin que rien ne manquât pour l'illégalité de cette convocation, les deux membres restants de la junte reconnurent que la junte était dissoute par la démission du troisième collègue et quittèrent le pouvoir, rougissant même d'accepter les trois cents scudis affectés à chacun d'eux comme récompense de leurs grands travaux, désintéressement que Galeotti n'oublia pas de faire sonner bien haut. Le ministère resté au pouvoir se sentit si faible, qu'il s'abaissait jusqu'à la prière en suppliant, par sa proclamation du 8 janvier, les Romains magnanimes de vouloir bien rester tranquilles.

Les hommes de la révolution, parvenus à la direction des affaires, ne tardèrent pas à donner des preuves incontestables d'une incapacité bien plus grande que celle qu'ils reprochaient à leurs prédécesseurs. Il est facile d'organiser une émeute, il suffit de trouver un certain nombre de gens sans aveu, mal famés ou aveuglés, payés vingt-cinq sous par tête, pour crier selon le mot d'ordre, pour se battre s'ils ne rencontrent pas une résistance sérieuse, et pour vaincre grâce à la

lâcheté ou à la peur des défenseurs de l'ordre. Mais il est moins aisé de profiter de la victoire, pour organiser un gouvernement régulier. Le rôle le plus facile est celui du ministre des finances, il n'a qu'à faire une fabrique de papier; la planche aux assignats fournit abondamment une monnaie que les changeurs prennent d'abord pour moitié de sa valeur nominale, qui aide les spéculateurs à concentrer l'argent comptant et qui finit par rester entre les mains du pauvre peuple à l'état de vieux chiffons.

La position du ministre de la guerre est bien autrement difficile; nous sommes obligé, à regret, de suivre ses pas incertains, puisque le sujet principal de notre livre est la guerre, et que le reste n'est qu'accessoire. Le comte Campello ne voulut pas comprendre que le devoir d'un ministre révolutionnaire était de profiter de son élévation momentanée pour recevoir tranquillement son traitement et autres émoluments, parlant beaucoup et faisant peu ; il voulut cependant faire quelque chose, oubliant qu'il faut pour cela des connaissances spéciales, qui ne sont pas un don inné. Il fut obligé d'abord de récompenser la trahison. L'armée du Pape, jouissant d'une paix que l'on devait croire inaltérable, servant au maintien de l'ordre public et à la splendeur des cérémonies religieuses, menait une vie douce et tranquille, d'autant plus agréable qu'elle était exclusivement composée de volontaires enrôlés de bon gré, par conséquent ayant une inclination naturelle au métier des armes. Malheureusement aussi, elle était composée de bourgeois désœuvrés, efféminés pour la plupart, souvent corrompus, et comptait peu de paysans accoutumés à une vie dure et toute de fatigue. Peu exercée, mal tenue, mal équipée, cette armée s'endormait dans l'oisiveté, recevant des bureaux mêmes du ministère l'exemple des

malversations qui tournaient à son détriment. Elle était rongée d'envie contre les Suisses, mieux payés, plus estimés, et dont le service était plus actif. Ces causes de mécontentement étant insuffisantes pour disposer la troupe à manquer à ses devoirs de fidélité, les conspirateurs furent obligés de séduire beaucoup d'officiers et de soldats par des promesses d'avancement. Ces hommes vendus à la trahison, oubliant l'honneur militaire, affaiblissaient, par leurs propos séditieux, l'esprit de leurs camarades; c'est ainsi que la force armée se trouva paralysée au moment du danger. Après la victoire de la révolution, il fallait récompenser l'armée pour s'être abstenue de combattre, pour avoir su manquer au devoir qui lui était imposé, et pour avoir empêché d'agir les officiers soupçonnés d'honneur et de fidélité. La masse des nominations imprimées dans les journaux était si grande, que ceux qui n'en savaient pas le motif, pouvaient croire que Rome rassemblait dans son sein une armée considérable, et ceux qui le connaissaient souriaient avec mépris. Beaucoup de soldats reçurent le grade peu démocratique de cadet; pour justifier cette mesure, on institua pour les cadets des cours d'art militaire qui n'eurent jamais lieu.

Cette armée d'officiers coûtait au trésor des sommes énormes. Ce n'est pas tout, il fallait leur donner des soldats à commander, et c'était une difficulté nouvelle. La conscription ou le recrutement forcé sont inusités dans les États du Pape; ces lois sont si détestées, qu'il est impossible de les établir, surtout aux gouvernements révolutionnaires, qui ont peu d'autorité, peu de sympathie réelle dans le pays, et qui doivent respecter les caprices du peuple, comme la source de leur existence. Le comte Campello, ne voulant pas se compromettre par un ordre imprimé, essaya d'écrire aux communes

pour les engager au recrutement, mais il éprouva une résistance tellement générale qu'il dut y renoncer. Il publia donc un ordre du jour, le 23 décembre, qui commence par déclarer : qu'on a suffisamment pourvu aux grades d'officiers, mais qu'on manque de soldats, et comme la carrière des armes est honorable et utile, il propose à l'enrôlement des volontaires. Celui qui engagera dix volontaires recevra dix scudi de récompense; qui en engagera vingt, sera caporal; qui quarante, sergent; pour cent enrôlés on devenait sous-lieutenant. La voie de persuasion fit peu d'effet; car en déclarant qu'il avait assez d'officiers, Campello donnait peu d'espoir d'avancement. Ce moyen donc n'ayant pas réussi, le comte s'adressa aux cercles populaires, pour les prier de lui envoyer de chaque ville une poignée de volontaires. Rome et Bologne devaient en envoyer cent chacune; les autres villes moins, en proportion de leur population : total, treize cent trente hommes. Ainsi, au lieu d'une armée de cinquante mille hommes que d'abord il voulait avoir, il fallut se contenter d'un bataillon enrôlé dans les clubs, et venir chercher la force du pays au sein même des réunions d'où provenaient tous ses maux.

Il était difficile de compter aussi sur ceux qui étaient présents sous les drapeaux : ceux qui avaient trahi l'ancien gouvernement ne donnaient guère de garanties au nouveau régime; ceux qui n'avaient pas trahi le pouvoir légitime, pouvaient bien regretter sa chute, d'autant plus qu'il exposait le pays à moins de chances de guerre. Les soldats, par défaut de commandement, et en partie par trahison, s'étaient laissé facilement persuader de ne pas se battre, et de conserver leur vie précieuse. Cela ne prouvait pas du tout qu'ils voulussent la risquer pour des rebelles; au contraire, on pouvait prévoir qu'ils n'auraient aucune envie de se mêler à la lutte : c'est

ce que l'expérience a prouvé depuis. On pouvait dire la même chose de l'arme d'élite des carabiniers ou gendarmes, habiles, quand ils le veulent, à saisir lès malfaiteurs, mais peu disposés à les défendre.

La garde civique ne donnait pas d'espérances mieux fondées pour la défense du nouveau gouvernement; l'éligibilité des officiers devenait un motif de dissensions et de vénalité; les capitaines, voulant augmenter leurs compagnies pour surpasser les autres par le nombre, recevaient dans leurs rangs des hommes ineptes et suspects, même accusés de vol à main armée. La garde civique était un assemblage de tendances opposées, qui se nuisaient réciproquement; elle n'avait que la force d'inertie, et n'était en aucune façon favorable au gouvernement nouveau. Pour se concilier ses bonnes grâces, on lui permit de choisir ses généraux: c'est ainsi que fut élu Masi, secrétaire du prince Canino. Toutefois la réaction prenait le dessus dans les rangs de la garde civique; les citoyens romains étaient blessés du nombre croissant de vagabonds et de gens sans aveu qui venaient menacer la sécurité de la ville aux sept collines: on en porte le nombre à trente mille. Pour mettre un terme à cette vaine colère, on convoqua la garde civique en armes, place des Apôtres, on en ferma les issues. Sterbini fut chargé de haranguer les citoyens armés, en leur prouvant que la constituante pouvait seule mettre fin à leurs maux. Une poignée de conjurés répondit à ce discours en criant . « Vive la constituante! » La milice bourgeoise ne savait que dire; le silence accoutumé d'une force armée, rangée en bataille, fit ressortir le cri de quelques satellites de la démocratie. Les Romains, confus, se retirèrent dans leurs foyers, dévorant un affront mérité. N'ayant pas défendu l'ordre dans la personne du souverain légitime, ils ne pouvaient plus résister à

l'anarchie qui dominait leur ville natale. Plusieurs personnes notables quittèrent les rangs de la garde civique après cette mystification.

Ne pouvant compter sur les forces du pays, on eut recours à une légion étrangère de douze mille hommes, composée principalement d'Italiens de divers États de la Péninsule, et d'étrangers de diverses nations. Nous verrons ensuite que ces oiseaux de passage furent la seule force réelle d'une révolution qui se disait être nationale et populaire. La municipalité vota l'augmentation d'un douzième d'impôts, pour les besoins de l'armée. Campello décréta une fourniture de sept mille six cent cinquante fusils, deux mille cinq cent pistolets, et quelques milliers d'autres armes ; tout cela resta sur le papier : il n'y eut d'armes que celles données par le Pape et tournées contre lui.

De plus, on forma un bataillon de huit cents douaniers, ou gardes financiers, accoutumés à combattre ou à aider les contrebandiers, rompus aux vices, incapables de discipline militaire ; on donna pour chef à ces hommes un certain Zambianchi, et pour caserne le couvent de Saint-Calixte. Zambianchi prit pour aide de camp Augustin Borghi, contrebandier célèbre, qui, devant faire entrer une grande cargaison de contrebande à Florence, avait invité à dîner le ministre des finances, et le ramena en ville dans sa voiture, que les douaniers avertis n'osèrent pas arrêter. Saint-Calixte devint le théâtre de crimes sacriléges, c'est là qu'on assassinait les prêtres.

La révolution pouvait compter sur les services de ces sicaires, mais elle ne pouvait se fier aux dispositions plus que douteuses de la troupe de ligne. Ainsi, le 19 au soir, une centaine de soldats sortit de la caserne Cimarra, pour délivrer le général Zamboni qui était emprisonné,

peut-être aussi pour rétablir l'ancien ordre de choses. Ils allèrent au ministère de la guerre, place Pilota, mais ils y furent reçus par une charge de cavalerie, et se dispersèrent. Une partie d'entre eux voulurent aller à Gaëte; ils furent rejoints par la garde civique envoyée à leur poursuite, et faits prisonniers au nombre de cinquante-trois. Ces réfugiés, que nous pouvons nommer déserteurs, furent jugés par un conseil de guerre, et plusieurs d'entre eux furent condamnés à mort. Mais la peine capitale ne fut pas exécutée, car le gouvernement n'osait pas sévir. Ce tribunal militaire, jugeant sans appel et faisant exécuter ses sentences dans les vingt-quatre heures, était institué par le décret du 19 janvier, mais il fut peu actif; pas plus que la junte de salut public, ou tribunal de police, institué à Rome et dans les provinces par le décret du 13 janvier, pour punir ceux qui s'opposeraient à la convocation et aux élections de la Constituante ou assemblée nationale. C'étaient des menaces pour le présent et des institutions qui devaient être fécondes pour l'avenir.

Les ministres craignaient surtout les régiments suisses qui étaient à Bologne au nombre de douze cents hommes. Ils reçurent l'ordre du Pape de se rendre dans les Légations, pour mettre fin aux désordres et aux assassinats dont ces provinces étaient devenues le théâtre. Le ministre des affaires étrangères, Muzzarelli, protesta, affirmant que la population de Bologne s'opposerait à la sortie des Suisses, et que l'exécution des ordres du Pape deviendrait la cause de l'effusion du sang. Le général Latour, ébranlé dans ses devoirs par les cris du parti démocratique, déclara qu'il resterait à Bologne; il se mit ainsi sur le terrain glissant de la désobéissance, compromettant l'honneur des armes suisses. Le général Zucchi était à Gaëte avec une poignée de braves; il fut

accusé de trahison par le gouvernement romain, devant le tribunal militaire, car on nommait trahison l'honneur et la foi du soldat. Un Code pénal militaire d'une grande sévérité couronna les travaux du ministre de la guerre avant l'ouverture des chambres.

La convocation de l'assemblée nationale était la grande occupation du ministère. Les élections eurent lieu à Rome le 21 janvier, par ordre de la municipalité nouvelle, nommée par l'influence des clubs, à la place de l'ancienne qui avait donné sa démission. Pour se conformer à l'oreille musicale des Italiens, des orchestres furent placés dans les lieux destinés aux élections, ce qui avait l'avantage d'attirer les mélomanes, d'harmoniser les opinions, et de couvrir les tours de passe-passe. L'élection fut le modèle de tous les subterfuges qui peuvent fausser l'expression de l'opinion publique. Un grand nombre de personnes vinrent, il est vrai, considérer ce spectacle nouveau, mais un petit nombre seulement prirent part au vote. En revanche, les votants revenaient à plusieurs reprises en changeant de nom, mais votant toujours pour les mêmes personnes. Beaucoup d'autres ne savaient pas pour qui voter, et priaient les distributeurs de billets de les remplir eux-mêmes; ceux ci le faisaient très volontiers sans oublier d'y mettre leur propre nom. Le prince de Canino payait cinq baïoques chaque vote qu'on lui donnait. Au dépouillement du scrutin, les censeurs taisaient souvent les noms inscrits, pour en substituer d'autres. Plusieurs votants inscrivaient le nom de Pie IX, des cardinaux ou du général des Jésuites, des plaisanteries ou des injures contre la Constituante, pour tromper leur propre conscience qui leur rappelait qu'en prenant part aux élections ils encouraient l'excommunication. Le premier jour, le nombre des votants fut si peu considérable, qu'on fut obligé de recou-

rir aux prières et aux menaces. Les employés eurent à craindre la perte de leurs places ou la suspension de leurs traitements; on extorqua des billets aux malades des hôpitaux, on rassembla de force des Romains et des étrangers dans les rues; on usa de contrainte envers les spectateurs oisifs de la farce électorale. Des officiers de la garde civique ayant grande envie d'être élus et de percevoir deux scudi par jour distribuaient eux-mêmes des billets avec leur nom. Enfin, on réussit par des moyens divers à rassembler vingt mille votes : c'était plus qu'on ne pouvait espérer.

Les élections des provinces se firent souvent sous la pression des menaces démocratiques. Le marquis Bourbon del Monte, colonel de la garde civique à Ancône, déclara à la tête de sa milice rangée en bataille, qu'il était prêt à sacrifier son sang et sa fortune à la patrie, mais non la foi qu'il avait jurée à Pie IX; il ne voulut point voter. Un sicaire se présenta dans sa chambre pour l'assassiner, crime qu'il ne put commettre, empêché qu'il en fut par l'arrivée d'un tiers; en sortant, il se jeta sur un serviteur de la maison, et le poignarda pour assouvir sa rage. Puis, comme le marquis allait, par ordre de sa mère, à l'église de la Sainte-Vierge, pour la remercier d'une vie miraculeusement conservée, on tira sur lui publiquement dans la rue trois coups de pistolet, dont un ne partit pas, les deux autres ne l'atteignirent pas. Les assassinats politiques se multipliaient dans les provinces. Dans la seule ville d'Ancône, on compte cent quatre-vingts crimes politiques. Ces exécutions sanglantes, continuées pendant et après la révolution par le parti rouge, furent très nombreuses.

Aux menaces il faut ajouter des largesses pour se concilier le bon vouloir d'un peuple, qui apprit de ses ancêtres à aimer *panem et circenses*. A la convocation des

comices électoraux, les prisonniers eurent une commutation de deux ans de peine, ce qui avait l'avantage de mettre en disponibilité un certain nombre de forçats libérés; ceux qui restèrent en prison eurent une gratification de dix sous. La veille de l'ouverture de la chambre, le 4 février, les engagements de mont-de-piété, inférieurs à cinquante baïoques furent gratuitement restitués par une munificence imitant celle des Pontifes. Le 2 février, les clubs eurent une séance générale au théâtre d'Apollon.

Le 5 février, à dix heures du matin, les représentants du peuple, ou plutôt du parti démocratique, se rassemblèrent au Capitole pour invoquer le Dieu, comme disait Muzzarelli, qui vint rendre la liberté à ceux qui gémissent dans l'esclavage. Jésus-Christ vint, il est vrai, pour nous racheter de son précieux sang, et pour nous délivrer de l'esclavage de Satan et du péché; mais on ne peut appeler esclavage l'obéissance à une autorité juste et légitime, oubliant que Jésus-Christ ordonne de rendre à Dieu ce qui est à Dieu, et à César ce qui est à César, que les droits de Dieu et de César sont pour les Romains concentrés sur la même personne, et que les démocrates impies veulent précisément replonger les hommes dans l'esclavage de l'enfer, en les délivrant du joug très doux du Seigneur. Du Capitole, qui rappelait les solennités païennes, on revint au palais de la chancellerie, consacré par la mort de Rossi. Les députés étaient accompagnés par les drapeaux de Rome et d'Italie; celui de Lombardie était couvert d'un voile noir, et suivi par des Lombards en deuil, dont un grand nombre, occupés de métiers divers, regrettaient peu les événements politiques. Le cortége était fermé par l'armée et la garde civique. Le soir, illumination officielle.

Le 6 février, les députés se réunirent au palais. Muz-

zarelli s'assit sur le fauteuil de la présidence, comme doyen d'âge, jusqu'à l'élection du président Galetti. Pendant qu'on faisait l'appel nominal, le citoyen Bonaparte Canino s'écria : « Vive la république ! » devançant indécemment l'opinion de ses collègues. Le ministre de l'intérieur Armellini, dans un discours éloquent, mais peu rationnel, prononça ces paroles : « Notre conscience ne nous accuse de rien ; si vous nous approuvez, en rentrant dans la vie privée, nous croirons que c'est pour nous trop d'honneur, si l'on nous appelle des serviteurs zélés de ce peuple si bon, si grand, si digne, qui est notre seul roi, notre Dieu ; auquel nous sacrifions notre tranquillité, et s'il le faut, notre vie. » Ce blasphème est la profession véritable de la religion démocratique ; le peuple est le Dieu des démocrates panthéistes ; idolâtrie nouvelle, abominable aux yeux de tout chrétien. Cependant ces mêmes démocrates ne rougissent pas de tromper et d'asservir leur Dieu : qui donc adorent-ils en réalité, eux-mêmes ou Satan ? — Garibaldi déclara dès la première séance qu'il était républicain. La chambre adopta la motion d'Audinot, et déclara que, rassemblée en vertu d'un mandat du peuple, elle se reconnaissait à elle-même la plénitude du pouvoir souverain. C'était un compliment que chacun pouvait se faire à soi-même, il ne s'agissait plus que d'être reconnu des autres.

Le 8 février, Armellini déposa l'autorité au nom de ses collègues. Le prince Canino critiquait les ordonnances nombreuses des ministres, notamment le droit exclusif de cabotage accordé aux citoyens romains, la sévérité du Code militaire, la conservation des fidéicommis. Le ministre des affaires étrangères, appelé à rendre compte des relations extérieurs, loua l'activité des agents Pinto et Spini, qui s'étaient bornés à écrire des articles de journaux. La vérité, c'est que personne n'avait re-

connu le gouvernement nouveau, excepté la république de San-Marino, ce qui ne lui fait pas honneur. Le prince Cisterna, chargé d'affaires à Paris, le comte Pepali, qui fut envoyé à Londres, ne furent pas reçus et n'acceptèrent même pas leur poste. Le prince Canino proposa d'accepter une forme de gouvernement. Le comte Térence Mamiani, dans un beau discours, commença par déclarer que les Papes avaient perdu un pouvoir supérieur à la chambre, et que la république était la meilleure forme de gouvernement; cependant, par égard pour les sentiments monarchiques du Piémont, et à l'attitude hostile des autres États de l'Europe, il conseillait de laisser à la Constituante italienne la décision sur la forme du pouvoir politique à Rome. Ce conseil était prudent, parce que la Constituante pour toute l'Italie ne pouvait pas s'assembler de sitôt, et une fois rassemblée, cette chambre aurait pu former un gouvernement adapté aux circonstances, et l'appuyer de toutes les forces de la Péninsule; en attendant, l'assemblée romaine ne se brouillait pas tout à fait avec le Pape et l'Europe entière. Cette opinion aurait sans doute prévalu dans cette assemblée, bien que choisie sous l'influence exclusive d'un parti, si les députés ne se fussent pas trouvés sous la menace des poignards. La chambre était gardée par l'élite démocratique de la garde civique; les tribunes étaient occupées par des spectateurs payés par l'émeute. Sur la proposition de Canino, on adopta le vote public. On faisait l'appel nominal, et chaque député répondait par oui, ou par non. Le député Ercolani, de Bologne, Cristofori et sept autres, eurent seuls le courage de voter contre la république, neuf voix en tout; quatorze s'abstinrent de voter, cent vingt voix proclamèrent la république, soit par une conviction passionnée, soit par la crainte des poignards. Lorsque le président Galetti

s'écria : « Vive la république ! » sa voix fut accueillie par les applaudissements de la chambre et des tribunes; mais le comte Mamiani, qui voyait plus loin, dit : « Pauvre Italie! maintenant tu es tombée pour toujours. » Et il donna bientôt sa démission, abandonnant lui-même l'œuvre qu'il avait commencée. Voici le texte de la loi:

Assemblée constituante romaine. — Décret fondamental.

Art. 1er. La papauté est déchue de fait et de droit du gouvernement temporel de l'État romain.

Art. 2. Le Pontife romain aura toutes les garanties nécessaires pour l'indépendance dans l'exercice de son pouvoir spirituel.

Art. 3. La forme du gouvernement de l'État romain sera la démocratie pure, et prendra le nom glorieux de République romaine.

Art 4. La République romaine aura avec le reste de l'Italie les relations qu'exige la nationalité commune.

9 février 1849, à 1 heure du matin.

Cette loi se compose de plus de mensonges que d'articles. La Papauté n'est pas déchue de fait du gouvernement de Rome, puisque les nations voisines la reconnaissent toujours, et se sont empressées de la rétablir immédiatement dans son pouvoir temporel; elle n'est pas déchue de droit, puisqu'il n'appartient pas à une faction impie, s'appuyant hypocritement sur le mensonge du suffrage universel, de renverser le droit historique de dix-huit siècles, de renier un gouvernement bienfaisant et paternel. L'évêque de Rome n'avait aucune garantie d'indépendance pour son pouvoir spirituel, car un sujet ne peut être indépendant; le panthéisme, la perfidie, la cruauté bien connue des républicains

italiens, donnaient, au contraire, la pleine certitude que la religion serait persécutée, qu'elle serait même employée pour couvrir un but politique. Oudinot, croyant donner une apparence de réalité à cet article 2, voulait que cette indépendance fût garantie de concert avec les autres puissances, mais cette proposition fut rejetée, malgré son insuffisance qui saute aux yeux : car on sait s'il est facile de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays; on sait par expérience que cette protection inefficace nuit toujours aux protégés. L'évêque, ou plutôt le Pontife romain aurait été l'esclave de la république comme les anciens augures, ou bien sa victime. La démocratie romaine ne pouvait être pure, puisqu'elle était souillée de crimes; ni exclusive dans un pays où l'aristocratie est puissante; ni véritable, puisqu'elle était imposée par la violence et la ruse. La république romaine ne fut pas glorieuse, et n'eut point de relations avec le reste de l'Italie.

CHAPITRE XV.

RÉVOLUTION EN TOSCANE.

La Toscane ou l'ancienne Étrurie, partie de l'Italie célèbre par ses lumières depuis le temps de Dante et de Michel-Ange, par la douceur et l'aménité naturelles de ses habitants et par leurs richesses, était gouvernée paternellement par le grand-duc Léopold. Issu de la famille impériale, cet archiduc italianisé ne donnait pas sujet de plaintes aux descendants des Gibelins; mais la

mollesse des mœurs devait propager dans ses États le venin révolutionnaire. La première manifestation du souffle de l'esprit des tempêtes (*spiritus procellarum*), ce fut une protestation des professeurs de Pise contre l'établissement d'un couvent du Sacré-Cœur, signée le 28 février 1846, date des massacres de Gallicie, qui étaient aussi un mouvement socialiste. Cette haine peu chevaleresque des démocrates contre des dames innocentes et inoffensives prouvait leur hostilité contre la religion. Cependant, conformément aux ordres reçus du chef de la conspiration, ils prenaient le nom vénéré de Pie IX comme emblème révolutionnaire. L'opinion soi-disant publique commençait à se manifester par la presse clandestine, quand la loi du 6 mai 1847 adoucit la censure, qui en réalité cessa de fonctionner. Alors parurent de nouveaux journaux démocratiques : l'*Alba*, la *Patria*, à Florence; l'*Italia*, à Pise; le *Courrier*, à Livourne. Ces journaux se distinguaient par la violence de leurs passions révolutionnaires. Des démonstrations soi-disant populaires, qui ne démontrent rien du tout, ne trouvant pas de résistance salutaire de la part des troupes, obligèrent le grand-duc à former la garde civique par sa loi du 4 septembre. La garde toscane était vêtue de tuniques gros bleu, comme la civique romaine, parements cramoisis, épaulettes d'argent, le casque orné d'une crinière noire. Vers la fin de septembre, le marquis Ridolfi et le comte Serrisfori furent appelés à former un ministère dont le premier acte fut de détruire la police, ou *buon governo*. Au mois d'octobre, le grand-duché de Toscane s'accrut sans guerre, par l'adjonction du duché de Lucques, dont le souverain abdiquait pour succéder à Marie-Louise dans le duché de Parme. Alors, d'après les clauses du traité de Vienne, les terres de Firizano et de Pontremoli passèrent au duché de Parme

dont elles font partie par leur position géographique. Le regret de ces cantons détachés de la Toscane, exagéré par l'esprit de parti, fut le prétexte de troubles à Livourne, qui occasionnèrent l'arrestation de l'avocat François Guerazzi.

Le 15 février 1848, l'exemple du roi de Naples obligeait le grand-duc de Toscane à donner à ses sujets une constitution à l'instar de la charte française de 1830, quoique la Toscane eût été libre et tranquille jusqu'alors sans le secours d'une constitution. Le 22 mars, la nouvelle de la révolution de Milan faisait armer des volontaires dans toute la Toscane pour aller au secours des Lombards. Le grand-duc, malgré son origine autrichienne, ne voulait ni ne pouvait enchaîner l'ardeur italienne; il envoya même cinq mille soldats ou volontaires contre l'empereur, son cousin, commandés par le général Ferrari, puis par le général Laugier. Nous avons vu, dans la campagne de Lombardie, que les Toscans, observant Mantoue et Curtatone, Montanara et Grazie, furent attaqués le 5, le 18 et le 29 mai. Ils eurent d'abord des succès et repoussèrent une sortie de la garnison de Mantoue. Mais, dans la dernière bataille, ayant affaire à un ennemi six fois plus nombreux, après un combat aussi long que courageux, après avoir perdu une grande partie de leur faible corps, ils durent se retirer devant les forces imposantes de Radetzki marchant sur Goito. Le bataillon universitaire et les autres troupes toscanes donnèrent la preuve, en cette occasion, que les Florentins, les Pisans, les Siennois, n'avaient rien perdu de leur ancienne valeur. Après deux mois de repos, les troupes toscanes furent ramenées pour assister aux malheureuses batailles de Custoza et de Villafranca.

Ridolfi, accusé de n'avoir pas été assez actif dans la

campagne de 1848, par Guerazzi qui, sorti de prisou, rédigeait le *Courrier* de Livourne, quitta le pouvoir,.qui fut confié à l'illustre Capponi. Mais déjà le gouvernement, sans force, ne pouvait plus résister à la tempête révolutionnaire. Avec une opportunité qui leur est habituelle, les républicains, voyant l'Autriche victorieuse, voulaient renverser le trône d'un archiduc autrichien, afin d'attirer sur leur pays l'invasion étrangère; car ce n'était pas pour renouveler et pousser plus activement la guerre qu'ils firent la révolution, puisque le grand-duc fit conduire cinq mille hommes contre l'Autriche en Lombardie, tandis qu'ils n'envoyèrent pas un seul soldat en Piémont.

Livourne, ville neuve et commerçante, sans passé, comptait dans ses murs un grand nombre de malfaiteurs, qui habitaient plus volontiers le quartier de la ville nommé Venise, à cause de ses canaux. Le voyageur qui arrive dans ce port de mer reconnaît l'esprit de sa populace par les injustes réclamations de faquins. Il n'est pas étonnant que la cause révolutionnaire ait trouvé dans ce port le plus grand nombre d'adhérents, c'est la ville la plus anglaise du continent en Italie. Livourne leva l'étendard de la révolte le 5 septembre; Capponi entra en composition avec l'émeute et envoya comme gouverneur le professeur Montanelli, qui profita de cette position pour publier son projet de constituante. Capponi demanda sa retraite et le grand-duc fut obligé de nommer au ministère les démocrates Guerazzi et Montanelli : ce prince fut tellement charmé des manières aimables de Guerazzi, qu'il exprima le regret, à sa première entrevue, d'avoir fait si tard sa connaissance.

Les ministres commencèrent par dissoudre les chambres, qui ne leur étaient pas favorables, pour en consti-

tuer d'autres sous l'influence des clubs. Le 9 janvier 1849, le grand-duc ouvrit les chambres par un discours qui faisait mention de la Constituante italienne. Le projet de Montanelli était discuté par les chambres, accompagné du tapage des tribunes et de la presse. Précisément alors le Pape, du fond de son exil, condamnait la Constituante romaine. La voix du Saint-Père fut un avertissement pour Léopold ; ne voulant pas accepter un projet condamné par le Saint-Siége et ne pouvant pas s'y opposer, il quitta Florence pour aller à Sienne, précédé de sa famille. Il y fut bien reçu; mais, ne s'y croyant pas en sûreté, il partit pour San-Stefano, port de mer. Lorsque la grande-duchesse se rendit à San-Stefano, avec sa famille, sa gouvernante, madame de Bradi et sa suite, le peuple arrêta sa voiture à Orbitello et ne voulut pas la laisser passer. Les prières étaient inutiles, alors la grande-duchesse s'écria : « Arrière, je veux passer! je ne prie plus, j'ordonne! » — « Elle a raison », dit la foule en lui ouvrant le passage. Il se trouvait à San-Stefano un bateau à vapeur sarde : Charles-Albert offrit au grand-duc un asile qui aurait ressemblé à une prison. Alors M. Prévost de Saint-Marc, ancien aide de camp de Charette, se rend à Gaëte en bateau, d'où il apporte, de la part du roi de Naples, une invitation plus sûre.

Pendant que Léopold allait à Gaëte partager l'exil de Pie IX, la révolution grandissait à Florence. Le grand club gouvernait la ville et forçait les chambres à nommer un gouvernement provisoire composé de MM. Guerazzi, Montanelli et Mazzoni. Mordini, président du club, devint ministre des affaires étrangères. Nicolini, suivi d'une populace salariée, proclame dans les rues la déchéance du grand-duc, et reçoit une récompense de trois cents francs. On porte en triomphe le drapeau

tricolore en chantant la *Marseillaise;* on plante les manches à balai, arbres arides comme leur liberté, qui ne font que gâter la symétrie des rues, le tout comme à Paris; on renverse les statues du grand-duc; on brûle les armes de l'Autriche. Mazzini, ce grand agitateur de l'anarchie, se trouvait à Florence, stimulant l'orage; mais il ne voulait pas y rester, prévoyant sa courte durée : il allait à Rome pour s'opposer diamétralement au chef de l'Église. Comme le comte Paul Fontani lui demandait, chez Montanelli, quels étaient ses projets pour Rome, il répondit : « Nous n'avons pas de plan fixe; notre but est la destruction complète de l'ordre actuel de la société. Après l'avoir fait, nous verrons comment en construire un nouveau. Point de Pape, ni de rois. »

Le gouvernement provisoire fit dissoudre les chambres et convoqua la constituante; les élections furent doubles, pour Florence et pour Rome; les hommes modérés se mirent à l'écart. Les villes et villages toscans, faisant peu de cas de ces libertés imposées par la violence, commençaient à manifester une sourde réaction. Les colonnes mobiles des volontaires de Livourne sillonnaient le pays, par ordre du gouvernement provisoire, emprisonnant les suspects. Laugier était à Carrare avec ses troupes, fidèles au grand-duc; espérant un secours de Gioberti, il s'avança sur Pietra-Santa. La chute de Gioberti le désarma; son armée passa au général républicain Apice. Les triumvirs proclamèrent la loi stataire, mais ne trouvèrent pas un seul juge pour le conseil de guerre. Le docteur Pigli, gouverneur de Livourne, aidé d'un secours pécuniaire du gouvernement, proclama la république au son des trompettes. En ce jour, Mazzini se faisait porter en triomphe à Livourne. La constituante se réunit le 25 mars, le

triumvirat déposa ses pouvoirs, et, à la nouvelle de la bataille de Novare, Guerazzi fut nommé dictateur et se défit de son collègue Montanelli en l'envoyant comme ambassadeur à Paris. Prévoyant la restauration de la monarchie, Guerazzi négociait secrètement avec les ministres étrangers; mais lui qui avait détruit l'ordre, n'eut pas l'honneur de le rétablir. En attendant, il se défendait devant la chambre d'une pareille accusation, folle, disait-il, pour l'accusateur, stupide pour ceux qui y ajoutaient foi. Le pouvoir de Guerazzi à Florence reposait sur les volontaires de Livourne, qui ne payaient pas les aubergistes, maltraitaient les femmes et commettaient d'autres violences et des crimes sans nombre. Les Florentins, ne pouvant plus supporter ces excès, la municipalité leur donne l'ordre de retourner à Livourne. Au moment de monter sur les wagons du chemin de fer, une lutte s'engage entre eux et le peuple, le sang coule dans la place Santa-Maria-Novella; la garde civique arrive, saluée du feu des volontaires; elle riposte et remporte la victoire. La municipalité profite de ces succès, pendant la nuit on coupe les arbres de liberté, on rétablit les armes du grand-duc, aux cris de : « Vive Léopold! » A dix heures du matin, le comte Digny de Cambrai, remplaçant le gonfalonier malade, prend les rênes du gouvernement au nom du grand-duc, aidé du marquis Capponi, du conseiller Capoquadri, du baron Ricasoli, du marquis Tarrigiani, du chef de la civique Zanetti. Guerazzi veut se défendre, assemble trois cents civiques, convoque la constituante pour accuser la municipalité, mais seize députés seulement sont présents. Le comte Digny entre dans la salle et montre la foule du peuple rassemblé devant le Palais-Vieux. Quatre députés passent de son côté, les autres se dispersent. Guerazzi est emprisonné le même jour. La municipalité,

suivie d'une foule immense, occupe le palais, précédée du drapeau ducal et nomme un nouveau ministère; on salue avec d'unanimes acclamations le buste du grand-duc. Dans la nuit du 12 avril, les collines autour de Florence sont illuminées. Le cri de : « Vive le grand-duc ! » se faisait entendre en ville et dans les campagnes; le peuple ajoutait : « Cette fois, ce ne sont pas des cris payés. » C'est ainsi que finit la révolution de Florence, qui n'eut d'autres suites que d'enrichir les démocrates aux dépens du pays. On peut lire dans *l'Italie rouge* de d'Arlincourt le détail de ces dilapidations. Le dictateur exilé, Guerazzi, fit paraître des mémoires curieux qui déplurent à ses complices : c'était le démocrate le plus spirituel de l'Italie. Livourne fut réduit plus tard par un détachement du corps d'Aspre revenant de la bataille de Novare. Une compagnie de Polonais, débarquée dans cette ville pendant les troubles, s'y comporta convenablement, passa depuis à la solde du grand-duc, et fut licenciée par égard pour l'Autriche.

CHAPITRE XVI.

PRÉPARATIFS DE LA CAMPAGNE DE PIÉMONT.

La campagne de Lombardie n'avait pas réussi aux Italiens, car les Milanais avaient cru que quelques jours de combat dans les rues d'une ville seraient suffisants pour assurer l'indépendance d'un pays, et au lieu de poursuivre la guerre avec vigueur, ils s'étaient abandonnés aux discordes civiles, laissant aux Piémontais

tout l'honneur de la lutte. Ceux-ci, de leur côté, n'avaient pas de chefs capables de profiter du moment de faiblesse de l'Autriche. Le combat de Custoza soumit la Lombardie à l'épée de Radetzki; l'armistice de Milan, signé le 9 août et prolongé depuis par le général Salasco, donna le temps de la réflexion aux vainqueurs et aux vaincus. L'Autriche sut mettre ce temps à profit. Elle fit payer d'énormes contributions à la noblesse et au tiers état, en ménageant les paysans, qui s'étaient montrés peu attachés à la cause de l'indépendance, tout en permettant même parmi eux la circulation de livres communistes. L'Autriche sut faire valoir les motifs de mécontentement que les Italiens pouvaient avoir contre Charles-Albert. Cette puissance, habile et constante dans ses entreprises, devait triompher du zèle inconstant des méridionaux. Malgré la révolution de Vienne, qui dura un mois et ne fut étouffée que par soixante mille hommes, malgré la guerre de Hongrie et les troubles des autres provinces de la monarchie, le gouvernement autrichien entretenait une armée de cent mille hommes en Italie. Il sut réprimer immédiatement une tentative d'émigrés italiens en octobre 1848. La principale force du cabinet de Vienne consistait dans ses soldats slaves qui, n'étant pas corrompus par la démocratie, joignaient une nature primitive au courage héroïque et à l'obéissance passive. Le gouvernement autrichien désirait vivement changer l'armistice en traité de paix définitif pour pouvoir employer ailleurs ses forces disponibles, mais il ne voulait pas céder un pouce de terrain; au contraire, occupant militairement la Lombardie, les duchés de Parme et de Modène, il exigeait du roi de Sardaigne une indemnité pour les frais de la guerre. Cependant les exigences de l'Autriche changeaient selon les circonstances; par la médiation de la France et de l'Angleterre, pendant les

conférences de Bruxelles, le Piémont aurait pu obtenir une paix honorable s'il l'avait voulu, en achetant Plaisance du duc de Parme, et ne payant ni indemnité ni contribution de guerre.

Le roi de Sardaigne aurait dû vouloir la paix, car il ne pouvait compter ni sur le secours de ses alliés ni sur ses propres ressources. Bastide, ministre des affaires étrangères sous le gouvernement de Cavaignac; Odilon Barrot, sous la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte, déclarèrent que la France ne pouvait donner aucun secours au Piémont. Le général Cavaignac ne voulut même pas permettre au général Changarnier de prendre le commandement de l'armée piémontaise. L'Angleterre donnait elle-même le conseil de la paix; la majorité du pays la désirait ardemment. La nouvelle guerre avait exténué les forces du Piémont et calmé tout désir de se battre. L'armée n'avait pas eu le temps d'oublier la faim qu'elle avait soufferte en Lombardie, l'isolement en face de l'ennemi, ni les atroces calomnies dont on l'avait abreuvée, enfin les indignes traitements dont Charles-Albert avait été la victime à Milan; voyant, en outre, des milliers d'émigrés lombards qui étaient venus en Piémont pour mendier et pour troubler l'ordre public, les soldats n'avaient aucun désir de verser leur sang pour des ingrats. Les partisans du régime constitutionnel, c'est-à-dire la majorité des hommes intelligents de ce pays, ne voulaient pas d'une guerre qui dépassait les forces d'un petit pays et qui pouvait contribuer au triomphe de la cause républicaine. Le parti démocratique était le seul qui souhaitât la guerre, car, n'ayant rien à perdre, il espérait gagner quelque chose à la chute de l'Autriche et voulait tenter les chances incertaines du sort. Les républicains attribuaient sottement à la trahison l'insuccès de la campagne de Lombardie; ils

croyaient que la guerre des peuples allait commencer, mais sans songer aux moyens dont cette guerre pourrait être conduite, car l'impuissance d'action de ce parti égalait l'audace de ses projets. Il y avait, il est vrai, parmi les démocrates des hommes capables, mais seulement de parler sans cesse, d'écrire force mensonges et calomnies, de tramer des intrigues et de méditer des crimes; ils n'avaient pas un seul homme pour toute action sérieuse et honnête, parce que les facultés naturelles de l'homme sont viciées par une fausse direction. Le parti républicain était encore trop faible en Piémont, il n'aurait jamais eu la force de pousser le pays à la guerre, s'il n'avait été appuyé par deux hommes d'une très grande influence sur sa destinée, par Gioberti et par le roi.

L'abbé Gioberti, enflé par la vanité qui était le mobile de ses actions, proclamait la nécessité d'une guerre immédiate, ce qui occasionna la retraite du ministre Perrone, remplacé par un cabinet démocrate qui n'aurait pu se maintenir si Gioberti n'avait pas consenti à le présider. La chambre fut dissoute, une autre fut convoquée dans ce temps de troubles, qui se trouva plus radicale qu'on ne le voulait. Le ministre Buffa, mandé à Gênes, fit rendre les forts à la garde civique, ce qui blessa les troupes et facilita l'émeute. La révolution de Rome et de Toscane ouvrit les yeux à Gioberti, qui s'aperçut qu'il fallait s'arrêter sur la pente de l'abîme. Toutefois il déclara aux cours étrangères que la cause romaine était purement italienne; ce qui n'était pas vrai, puisque la catholicité y était aussi intéressée. D'après cette manière de voir, Gioberti voulait et devait rétablir l'ordre à Rome et à Florence avant de penser à la guerre contre l'Autriche. L'intervention en Toscane et à Rome aurait été avantageuse à tous égards : elle donnait d'abord

un délai naturel pour ne pas commencer une guerre inopportune contre l'Autriche; elle étendait l'influence du Piémont sur les autres parties de l'Italie; elle relevait ce pays dans l'estime de l'Europe en le faisant le représentant de la cause de l'ordre; elle lui valait le secours de la France ou bien une paix avantageuse avec l'Autriche. En incorporant les forces de l'Italie centrale dans l'armée sarde, Gioberti pouvait stipuler plus facilement la paix avec Radetzki, après avoir rétabli un archiduc sur le trône de la Toscane; que si le jeune empereur ne voulait pas lui accorder de conditions favorables, le ministre philosophe aurait pu devancer l'armistice pendant les triomphes de Bem en Transylvanie, et trouver les chances d'une nouvelle campagne, fort de la bénédiction de Dieu, qu'il aurait méritée par la restauration de l'autorité du Pape. Mais la Providence refuse souvent la gloire de faire le bien à ceux qui ont recherché les applaudissements des méchants; le calomniateur des jésuites ne pouvait pas être le sauveur de la papauté. Gioberti, voulant faire le bien, trouva des obstacles dans le ministère qu'il avait formé lui-même et dans les chambres qu'il avait convoquées. L'opinion publique fit une démonstration solennelle en faveur de Gioberti, mais le roi l'abandonna aux démocrates.

Charles-Albert, tourmenté par les calomnies des radicaux, voulait se justifier à tout prix, même en exposant le pays aux plus grands dangers, au lieu de mépriser les mauvais propos et d'en réduire les auteurs au silence. L'ambition du roi, blessée par l'insuccès de la dernière campagne, cherchait obstinément une revanche. Comme un joueur malheureux livre son dernier écu au hasard de la fortune, ainsi le roi, emporté par la passion, était prêt à donner sa vie et son dernier

soldat au sort d'une bataille. C'est pourquoi il accepta la démission de Gioberti et jeta le pays, aidé de quelques démocrates imprudents, dans les chances d'une campagne nouvelle : en quoi le roi, par sa haute position, était plus coupable que des hommes qui connaissaient moins les affaires de leur patrie et qui se souciaient moins de sa prospérité. La guerre n'est pas une loterie, son succès dépend souvent d'un calcul exact, et le bonheur se range habituellement du côté de celui qui le mérite par sa prudente audace.

L'état de l'armée sarde ne la rendait pas capable de soutenir une nouvelle guerre. Cette armée, qui ne comptait que quarante mille hommes avant la campagne de Lombardie, triplée depuis, avait peu de vieux soldats disciplinés. L'infanterie surtout, cette arme principale, dont le service est trop court en Piémont, pouvait bien apprendre les manœuvres et montrer un courage inné, mais elle ne pouvait acquérir l'esprit militaire, la persévérance dans les privations et l'adversité, ainsi que la discipline indispensable aux guerriers. La cavalerie, mieux exercée, mais lourde, convenait peu pour une situation qui aurait demandé de la cavalerie légère pour tourner l'ennemi et connaître ses mouvements. L'artillerie, insuffisante, n'avait que cent trente-deux canons. Le service de santé, la fourniture des vivres, étaient mal organisés, ce qui exposait un soldat, peu habitué, à toutes les souffrances de la faim, des blessures et des maladies. La subordination était affaiblie par les efforts des démocrates; le gouvernement regardait la désobéissance comme preuve de zèle. L'armée, trop nombreuse, car elle était de cent cinquante-six mille hommes, y compris dix mille Lombards, dépassait les ressources de la population et des finances du Piémont; on ne pouvait exiger du pays un pareil sacrifice qu'en cas de nécessité

absolue et pressante. Comme le pays ne voyait pas une telle nécessité, les recrues quittaient à regret leur pays, leurs familles et leurs occupations; ils apportaient de la mauvaise volonté dans les camps, oubliant la voix du devoir. En effet, il n'y avait que quatre-vingt-cinq mille hommes disponibles, en retranchant toutefois les malades, les absents par congé, les garnisons, les dépôts et autres non-valeurs. Cette armée était répartie en sept divisions et deux brigades séparées. Les divisions, de huit à treize mille hommes, formant trois corps, présentaient des masses trop difficiles à conduire pour des chefs inexpérimentés. A la tête des divisions se trouvaient : les deux fils du roi, les généraux Perrone, Bes et la Marmora, qui s'étaient distingués dans la dernière campagne; Durando, connu par la défense de Vicence, et Ramorino. Ce dernier, imposé au roi par l'autorité des clubs, quoiqu'il eût mal fini dans la campagne de Pologne en 1831, et qu'il se fût couvert de ridicule par l'expédition de Savoie, fut donné pour chef à la division lombarde, la moins sûre quant au courage et à la discipline, qui ne comptait plus, en vérité, que six à sept mille hommes au lieu de vingt mille rassemblés par le gouvernement de Milan. Un grand nombre, parmi ces émigrés, préféraient la vie des clubs et des cafés à celle des camps. En général, les officiers supérieurs et subalternes des troupes piémontaises, génoises, sardes et savoisiennes, étaient capables et courageux, mais ils avaient peu de connaissances théoriques et moins encore d'expérience de la guerre. Cependant ces qualités sont nécessaires aux militaires, et l'expérience doit être longue quand elle doit remplacer l'étude. Il était difficile de trouver un général en chef pour commander une armée pareille.

Le roi avait appris par expérience et avouait qu'il

n'était pas capable de commander en chef. Les généraux italiens n'avaient pas fait preuve de génie dans la campagne précédente; ils étaient, d'ailleurs, trop décriés et trop calomniés pour pouvoir inspirer une grande confiance. Le général Bava, qui avait montré de grandes capacités sur le champ de bataille, était éloigné, au grand regret des soldats dont il était aimé. Les ducs de Savoie et de Gênes se bornaient à remplir exactement leurs devoirs comme généraux de brigade; ils ne désiraient pas assumer une responsabilité plus grande. Le roi avait eu tort, peut-être, de ne pas confier le commandement à l'un d'eux : peut-être était-il jaloux de ses propres enfants. Eux, au contraire, se montrèrent constamment fils obéissants et respectueux. Le prince héritier, sollicité de se mêler des affaires du pays, repoussa ces insinuations avec mépris. Le sort du duc d'Orléans avait appris aux fils du roi qu'il ne fallait pas manifester une opinion différente de celle de leur père, s'ils voulaient vivre longuement. Plusieurs généraux français avaient refusé le commandement de l'armée sarde, connaissant sa composition et ses dispositions; le roi fit appeler un général polonais.

Le colonel comte Ladislas Zamoiski entretenait d'anciennes relations en Italie, comme chef du parti du prince Adam Czartoryski; il était lui-même au service du roi de Sardaigne, avec le grade de colonel en disponibilité. Le prince Witzld, fils aîné du prince Adam, était officier dans le régiment de Savoie; il s'était distingué au combat de Goito, l'année précédente. C'est par la recommandation du comte Zamoiski que le général Chrzanowski, honorablement connu dans la guerre de Pologne, fut appelé en Italie. Chrzanowski est le plus savant des généraux polonais. Depuis la campagne de 1831, à l'exception d'un court espace de temps passé

en Turquie à la solde d'Angleterre, il avait employé ses loisirs à augmenter son ancienne expérience par des connaissances nouvelles, et il écrivit dans sa langue maternelle des ouvrages de tactique qui reçurent l'approbation des connaisseurs. N'ayant pas d'autre ressource que l'art de la guerre, doué d'une délicatesse excessive qui ne lui permettait pas d'être à la charge de ses amis, le général cherchait une position qui pût lui faire obtenir la solde, faible récompense du dévouement. Arrivé en Piémont, il déploya beaucoup d'activité dans l'organisation de l'armée, mais il ne put lui apprendre en quelques mois ce qui exige plusieurs années. Ne connaissant pas la langue italienne, il ne pouvait parler personnellement aux soldats; il ne pouvait connaître suffisamment leur répugnance pour la guerre, ni leur inspirer l'ardeur des combats, ni effacer la jalousie naturelle aux Italiens contre les étrangers. Outre cette difficulté de s'exprimer dans une langue étrangère, de bien connaître les Italiens et de gagner leurs cœurs, il n'était pas doué de cette prestance militaire et de ce magnétisme extérieur qui ont souvent une grande influence sur le soldat. D'une taille peu élevée, d'une figure qui dénote un penseur plutôt qu'un sabreur, Chrzanowski n'était pas un général de parade. Son pouvoir n'était pas clairement défini : le roi avait gardé le commandement nominal; Chrzanowski, à l'ombre de l'autorité royale, n'avait voulu accepter que la direction réelle, avec le titre de général-major. Le chef polonais aurait eu besoin d'un supérieur tel que Blucher auprès de Gneisenau, tandis que Charles-Albert n'avait pas les qualités qui pouvaient compenser celles de Chrzanowski. Les caractères du roi et du général se ressemblaient trop, tous deux froids et très nobles. Chrzanowski conçut pour Charles-Albert un dévouement dont les Polonais sont très capables; il ne voulut

pas le quitter, quoiqu'il vît les difficultés de sa position. Il ne dissimula pas au roi que la guerre était impossible dans les dispositions actuelles de l'armée; c'est par la volonté du roi qu'il se laissa arracher la promesse qu'il serait prêt vers la moitié du mois de mars, tout en employant tous les moyens de conviction pour faire retarder la guerre.

Mais les ministres, impatients de recommencer les hostilités, le prirent au mot et dénoncèrent l'armistice en secret devant le général en chef le 12 mars; par conséquent, la guerre devait commencer huit jours après, le 20 mars. Chrzanowski en fut informé le 8 mars dans Alexandrie, par dépêche télégraphique, mais il avait lieu de croire que c'était une simple menace; ce n'est que le 13 mars qu'il reçut la nouvelle officielle de la dénonciation de l'armistice, par conséquent plus tard que Radetzki. Pour mieux garder le secret, les ministres ne demandèrent pas aux chambres les subsides pour la guerre; ils commençaient donc une lutte gigantesque sans argent, sans crédit, sans espoir d'en trouver.

Les troupes autrichiennes, d'autre part, étaient parfaitement exercées; les soldats, présents sous les drapeaux depuis quelques années, étaient habitués aux fatigues de la guerre; les officiers connaissaient parfaitement leurs devoirs respectifs. L'armée, composée d'éléments hétérogènes, et même hostiles, de Slaves, de Germains, de Hongrois, d'Italiens, animée de l'esprit de corps, contenue dans les limites de la discipline, pleine de confiance dans la justice de sa cause et dans la prudence de son chef, était prête à combattre. Appuyée sur l'excellente base d'opération de l'Adige et du Mincio, abondamment pourvue de vivres, remarquable par l'aplomb de son infanterie, par l'habileté de ses chasseurs, par la légèreté de sa cavalerie, cette armée comptait une artil-

lerie nombreuse de trois canons pour mille hommes. Le chiffre nominal s'élevait à cent mille hommes; en réalité, Radetski avait quatre-vingt-dix mille hommes disponibles, partagés en cinq corps, dont chacun de deux divisions (quatre brigades), c'est-à-dire huit régiments, ou seize à dix-huit mille soldats. Ce partage facile accélérait les mouvements de l'armée. Les cinq corps étaient commandés par les généraux Wratislaw, Aspre, Appel, Thurn et Wocher. Le général en chef Radetzki, né en Gallicie en 1765, âgé de quatre-vingt-trois ans, mais d'une santé robuste et d'un esprit vigoureux, instruit à la grande école des guerres de l'empire, habitué au commandement par les victoires de l'an passé, tenait réunies dans sa main de fer les rênes du gouvernement civil et militaire de la Lombardie. Comptant sur une armée au bien-être de laquelle il veillait depuis quinze ans, et jouissant de la confiance de ses soldats, il saisit avec plaisir le moment de recommencer la lutte. Dans une proclamation à ses troupes, il leur promettait une rapide victoire sur Charles-Albert qu'il accablait d'injures, et une prompte paix dictée dans les murs de Turin. Le cabinet de Vienne se plaignait aussi du roi de Sardaigne par un manifeste plus modéré, et maintenait ses droits des traités de 1815. La cour de Turin énumérait par contre les griefs des Italiens contre l'Autriche, et se plaignait de la France et de l'Angleterre qui offraient une médiation stérile au lieu d'un secours efficace. D'ailleurs, le Piémont ne pouvait compter sur le secours des autres États italiens. Naples, justement hostile et occupé de la guerre de Sicile; Rome et Florence, soit par aversion des républicains pour une cause royale, soit par leur faiblesse et leur incapacité, ne fournissaient pas de contingent; Venise devait se borner à la défense de ses lagunes; la Lombardie, pliée sous l'épée

du vainqueur, ne pouvait se soulever qu'en cas de victoire en arrière de l'armée piémontaise. Les montagnards de Bergame et de Brescia donnaient seuls un espoir fondé d'insurrection rapide. Pour prévenir ces émeutes par la victoire sur les Piémontais, Radetzki donna ses ordres à la hâte, pour marcher vers le Tessin, frontière des parties belligérantes.

Le plan de guerre des Piémontais était difficile à combiner. D'une part, le manque de numéraire exigeait des opérations actives; d'autre part, les recrues, peu exercées, demandaient quelques succès avant de s'aguerrir pour les combats décisifs. La guerre de la part du Piémont était agressive : en avançant, il gagnait des forces nouvelles en hommes et en argent; toutefois le général-major craignait de découvrir un pays peu fortifié. Il est vrai que la frontière sud-est du royaume, entre le Pô et la mer, était suffisamment couverte par la chaîne des Apennins et par les forteresses de Gênes, d'Alexandrie et de Valence. Car, bien qu'Alexandrie ne fût plus aussi forte que du temps de Napoléon, et que ses remparts eussent été détruits par les clauses du traité de Vienne, toutefois l'ancienne citadelle, qui était restée, couvrait encore assez bien la route de Turin. Mais le nord-est des limites du Piémont, entre le Pô et les Alpes, n'était que faiblement séparé des plaines de Lombardie par le Tessin, fleuve d'une longueur de dix myriamètres environ, entre le lac Majeur et son embouchure, près de Pavie. Cette partie du Piémont, plate et coupée par de petites rivières et des canaux, ne présente aucun obstacle redoutable à une armée marchant contre la capitale. En faisant des préparatifs d'une guerre, le gouvernement sarde aurait dû fortifier quelques points, comme Novare, la Cava, près de l'embouchure du Tessin dans le Pô, vis-à-vis de Pavie, faire des

têtes de pont à Valence et Casale sur le Pô, enfin mettre Turin à l'abri d'un coup de main. Les capitales centralisent de nos jours tellement le gouvernement, les intérêts et les relations d'une nation, que celui qui s'empare de la capitale est le maître de tout le pays. La frontière nord-est de la France est aussi découverte naturellement que celle du Piémont, mais elle est défendue par un système de forteresses qui arrêta tous les efforts des coalitions jusqu'en 1814, et qui aurait même alors pu sauver la France, si Napoléon avait retiré les garnisons d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne, et si Paris avait été fortifié alors comme il l'est aujourd'hui.

Pour couvrir Turin, et pour aller en avant, si c'était possible, le général Chrzanowski avait conçu un plan défensif et offensif à la fois, ce qui est d'une exécution très difficile; car, pour passer rapidement de la défensive à l'offensive, il ne suffit pas que le chef ait un coup d'œil d'aigle, il faut encore une très grande précision dans les états-majors et dans les généraux de division. D'après les règles générales de la stratégie, la meilleure ligne d'opération, pour une armée qui vient du Piémont envahir la Lombardie, serait de suivre le cours du Pô, dominant les deux rives, recevant des fournitures faciles par eau, conservant la facilité de traverser le fleuve en cas d'échec, ou bien, en cas de succès, pour tourner l'aile gauche de l'ennemi, le couper de sa base du Mincio, et l'obliger à poser les armes. Cependant, dans la position spéciale de Chrzanowski, ce général préférait prendre le chemin direct du pont de Buffalora, d'où l'on ne compte que trois myriamètres jusqu'à Milan; il pouvait y devancer les Autrichiens qui allaient à Pavie, faire insurger Milan, Bergame et Brescia, tourner enfin l'aile droite de l'ennemi, tout en couvrant la route directe de Turin. Buffalora était donc une position excellente,

et le plan aurait été bon s'il avait été logiquement exécuté. Toutefois ce plan contenait déjà le germe de la défaite. Comme la main armée d'un sabre qui couvre la tête d'un homme doit sortir de cette position pour passer à l'offensive, et porter un coup mortel à l'ennemi, de même l'armée piémontaise ne pouvait à la fois défendre et attaquer; il fallait choisir avec la rapidité d'un éclair. Ce plan était encore plus mauvais par son exécution défectueuse.

La division la Marmora, qui était à Sarzana pour marcher sur Florence d'après les projets de Gioberti, fut envoyée à Parme après la dénonciation de l'armistice, et comme perdue pour l'armée, à cause de la distance. La brigade d'avant-garde était à Castel San-Giovanni. La division lombarde Ramorino avait l'ordre de rester à la Cava, pour défendre le passage de la rivière, et en cas d'attaque par des forces supérieures, elle devait se replier sur le gros de l'armée, qui était rassemblé vers Novare. Notamment la première division Durando était à Vespolate; la seconde division Bes, à Casalnovo et Cerano; la troisième division Perrone, à Romentino et Galliate; la quatrième division du prince de Gênes se trouvait à Trecate, son avant-garde au pont de Buffalora; la division de réserve du duc de Savoie était sur la chaussée de Novare à Mortara; enfin, la brigade Solavoli couvrait l'aile gauche vers Olevano; elle était sans doute destinée pour agir ensuite dans les montagnes. C'est ainsi que l'armée de Chrzanowski était dispersée sur une ligne de deux cents kilomètres. Cette dispersion était la première faute de Chrzanowski, expression qui ne peut blesser personne, car on sait que les meilleurs généraux ne sont pas exempts de fautes, et leur bonheur, selon Marlborough, consiste à faire moins de fautes que l'adversaire. Si donc, en appré-

nant l'art militaire, nous relevons quelques erreurs du général polonais, nos observations ne diminuent en rien la haute considération que nous devons à ses talents distingués, à ses vastes connaissances, ainsi qu'à son noble caractère. La seconde faute de Chrzanowski était de confier le poste important de la Cava, la clef du Piémont, à la division lombarde et au général Ramorino qui lui était imposé par les clubs. La division lombarde aurait été utile au corps principal de l'armée pour marcher contre Milan; c'est là que ce corps de sept mille émigrés aurait pu électriser les compatriotes, et tripler dans peu de temps. Quant au général Ramorino dont on se méfiait, il fallait lui donner des troupes plus sûres, comme à Pépé, ou plutôt il ne fallait point lui donner de commandement. Il fallait laisser une brigade à la Stradella, et placer à la Cava la division de la Marmora qu'on avait eu tort d'envoyer jusqu'à Parme.

La position de Radetzki était également difficile. Il avait, il est vrai, des troupes excellentes et une bonne base stratégique sur le Mincio, mais il pouvait craindre des soulèvements partiels en Lombardie, car cette province n'était contenue que par la terreur des armes. S'il disséminait ses forces pour garder les villes lombardes, il n'en avait plus assez sur le champ de bataille. Le général habile préférait rassembler toute son armée pour porter un coup décisif au Piémont, persuadé que les soulèvements partiels s'apaiseraient d'eux-mêmes, après ses victoires. Ce calcul était à la fois le plus prudent et le plus hardi. Dès la dénonciation de l'armistice, Radetzki, laissant un seul corps entre le Mincio et Venise, et dix mille hommes pour garnison dans les forts de Milan, Brescia, Bergame, Modène, du pont de Brescello, et de Plaisance, rassembla tout de suite, dans la nuit du 19 au 20 mars, les autres cinq corps sous les murs

de Pavie. Ses ordres furent donnés avec tant de rapidité, le secret en fut si bien gardé, que les Piémontais ne soupçonnèrent même pas son mouvement, d'autant plus que, pour donner le change, il était sorti par la route de Lodi.

Il est à remarquer que l'état-major piémontais, dans cette campagne, pas plus que dans la précédente, ne sut organiser l'espionnage indispensable pour la guerre. Radetzki savait inspirer une telle terreur aux Italiens que pas un ne donnait des nouvelles aux troupes nationales qui combattaient pour l'indépendance du pays; ni le patriotisme ni l'appât du gain ne pouvaient les y déterminer. Le peu de nouvelles qui parvenaient aux Piémontais étaient si peu précises, que l'état-major ne savait pas exactement apprécier la vérité. Radetzki, au contraire, était parfaitement informé de ce qui se passait au camp, au parlement et dans le ministère: partout il avait ses créatures; il en avait surtout dans les clubs du parti démocratique, et même plusieurs chefs de ce parti étaient ses espions. (Voy. *Campagne de Novare*, p. 68.)

CHAPITRE XVII.

PASSAGE DU TESSIN. — COMBATS DE SFORZESCA ET DE MORTARA. — BATAILLE DE NOVARE.

L'armistice expirait le 20 mars à midi: c'était une belle journée de printemps. La division du duc de Gênes était au pont de Buffalora; sans voir l'ennemi sur l'autre rive, une poignée de hussards exceptée, Chrzanowsk

ne savait pas où se trouvait l'ennemi, c'est pourquoi la décision fut prise de pousser une reconnaissance sur l'autre rive. Le roi passa le premier à la tête de ses chasseurs, sur le pont de pierre qui unissait son royaume à celui des Lombards; les soldats étaient animés d'un rayon d'espoir. Les hussards autrichiens prirent la fuite et brûlèrent une belle maison appartenant à la douane. Le roi poussa jusqu'à Magenta; mais reçu d'une manière douteuse par les habitants, il ne voulut pas pousser jusqu'à Milan, se souvenant des mauvais traitements qu'il y avait soufferts. L'ingratitude dont il avait eu à se plaindre l'année précédente portait ses fruits. Au lieu de marcher hardiment sur Milan, Charles-Albert revint avec Chrzanowski à Trecate, laissant le duc de Gênes avec sa division à Magenta. Ce moment d'hésitation décidait peut-être du sort de la guerre.

Pendant que l'armée piémontaise essayait timidement le passage du Tessin, Radetzki traversait la même rivière avec une volonté bien autrement décidée. Il savait la position des troupes italiennes; il les coupait en deux à l'endroit où il s'attendait à peu de résistance, de là il voulait se jeter sur l'armée principale pour finir la campagne avec la célérité nécessaire. La précision de ses mouvements égalait la vitesse de leur exécution. Ses troupes rassemblées à Pavie s'élevaient à soixante-dix mille hommes et deux cent dix canons. Outre le pont permanent de Pavie, les Autrichiens en avaient construit deux autres: à onze heures, le corps du général Aspre entra dans l'île du Tessin qui appartient encore à l'Autriche; à midi, au moment de l'expiration de l'armistice, trois colonnes traversèrent le bras du fleuve nommé Gravellone : la colonne de droite passa au gué, celle du milieu sur le pont permanent, celle de gauche sur le pont qui venait d'être jeté.

Sur l'autre rive du fleuve, à la Cava, Ramorino devait se trouver avec la division lombarde, pour empêcher, si c'était possible, le passage du Gravellone, pour en avertir l'armée par des coups de canon, pour observer le pont du Pô à Mezzana-Corte, pour communiquer avec le quartier général par Vigevano, enfin pour se replier sur le gros de l'armée par Mortara et San-Nazaro, en cas d'attaque par des forces très supérieures. Au lieu de remplir des ordres si clairs, Ramorino se plaça derrière le Pô, laissant quatre bataillons seulement sur la rive gauche : l'un à Zerbolo, l'autre à la Cava, deux à Mezzana-Corte. Le bataillon de Zerbolo, coupé de sa division, se replia sur le gros de l'armée; le bataillon de la Cava s'approcha du Gravellone, tirailla contre les Autrichiens, mais voyant leurs forces très prépondérantes, il se replia sur Mezzana-Corte. Les Lombards y passèrent le Pô, détruisirent le pont; le général, rassuré, dîna tranquillement à Stradella, n'envoyant que le soir un officier à Chrzanowski pour, de là, l'informer de ce qui s'était passé. En réponse, il reçut l'ordre de remettre le commandement de sa division au général Fauti, et de venir au quartier général pour y rendre compte de sa conduite. En effet, les opérations du général Ramorino ne pouvaient être justifiées, et quels que fussent les motifs de sa désobéissance, il méritait, sans aucun doute, le châtiment de sa disgrâce. Ce général, qui avait été bien reçu en Pologne en 1831, qui était aimé du soldat à cause des paroles énergiques : « Mes frères, à la baïonnette, » qu'il se plaisait à prononcer, s'y montra déjà peu disposé à obéir vers la fin de la campagne; car, au lieu de se réunir à la grande armée, comme il en avait reçu l'ordre, il marcha en sens inverse, et déposa les armes en Autriche. Cela lui avait assez réussi, pour qu'il crût pouvoir recommencer. Depuis,

Ramorino avait commandé une folle expédition démocratique en Savoie, imaginée par Mazzini, ce qui ne l'empêchait pas d'écrire alors tous les jours à Louis-Philippe. Dévoué en Piémont aux démocrates, au lieu de contribuer à la victoire du roi et de Chrzanowski, dont il enviait le grade, il voulait se retirer sur Gênes, pour y proclamer la république. Une juste mort fut la punition de ce forfait. Les actes du procès ne furent pas publiés, pour ne pas compromettre d'autres personnes. On ne sait comment Radetzki fut parfaitement instruit qu'il ne rencontrerait pas de résistance à la Cava: il n'est pas probable qu'il ait été en relations directes avec Ramorino; il paraît plutôt qu'il savait par ses espions affiliés aux radicaux les plans du général, qui n'ont pas réussi au gré de ses désirs, puisqu'il a été fusillé depuis.

Le général Aspre, ne trouvant pas de résistance, poussa jusqu'à Grapello et Garlasco; il fut suivi le même jour par le général Appel. Wratislaw marchait sur Zerbolo, tandis que Thurn restait à la Cava, envoyant une brigade à Mezzana-Corte; enfin, la réserve traversa le Gravellone, vers le soir, et passa la nuit sur le rivage. Une brigade de la réserve restait à Pavie, une autre devait y venir le 22. Une brigade du corps de Wratislaw restait à Magenta, pour simuler la marche de l'armée de ce côté, puis tourner à gauche pour passer le Tessin le lendemain, à Bereguardo.

Ce n'est que le soir bien tard que Chrzanowski fut averti du passage des Autrichiens et de la désobéissance de Ramorino. Le coup porté par cet événement au Piémont était grave, sans être mortel. On pouvait encore aller au-devant des impériaux avec l'espoir de succès, mais il fallait se hâter, et le chef polonais comptant sur la lenteur allemande, ne déploya pas assez de célérité dans ses dispositions. Il oubliait que son adversaire était

de la même origine polonaise, et que l'âge n'avait pas refroidi son sang généreux. Chrzanowski envoya de nuit la première division Durando à Mortara; la seconde, Bes, à Sforzesca; ce n'est que le lendemain matin qu'il fit marcher la troisième division Perrone à Gambolo; la quatrième, du duc de Gênes, à Vigevano; la réserve du duc de Savoie, sur Mortara; la brigade Solaroli, au pont de Buffalora. Il paraissait que l'ennemi ne pourrait être à Gambolo avant onze heures du matin, qu'il ne serait à Mortara que vers trois heures, et que les Piémontais auraient le temps de se réunir et de se ranger en bataille avant son arrivée; du moins on pouvait espérer que les deux divisions envoyées en avant, avec les quatre bataillons laissés à Vigevano pour appuyer Ramorino, suffiraient pour contenir la première attaque des Autrichiens avant l'approche des renforts.

Charles-Albert vint à Vigevano à onze heures. Outre Chrzanowski, se trouvaient à sa suite : le marquis della Marmora, duc de Masserano; le marquis Scatti, les nobles frères Robillart; le général Jacques Durando, malade, qui suivait en voiture, avec le ministre Cadorna; le chef d'état-major général Alexandre della Marmora: cette famille nombreuse et distinguée devient une des gloires du Piémont; le général Cassato, le colonel Breanski, Szemioth, le prince Witold Czartoryski; Talleyrand, duc de Dino, le prince de Falco, Espagnol, et plusieurs autres personnages. Le roi n'avait que soixante guides de garde. A une heure, on entendit le bruit du canon du côté de San-Siro. C'était l'avant-garde du général Bes, qui venait au point du jour à Vigevano, puis à Sforzesca, poussant son avant-garde au Borgo San-Siro, couvrant sa droite par la brigade Casal à Fogliano, sans savoir que Durando le couvrait suffisamment à Mortara. Dans cette position, Bes attendait les divisions Perrone

et du duc de Gênes. La brigade de Savoie vint à onze heures; Chrzanowski la mit en bataille: un régiment à Sforzesca; l'autre, sur la route de Gambolo, avec un régiment de cavalerie et une batterie. La seconde brigade de Perrone et la division du duc de Gênes, retardées par la distribution des vivres, n'arrivèrent sur le champ de bataille qu'entre cinq et six heures du soir.

L'armée autrichienne s'avançait sur Mortara: Thurn à gauche, par San-Giorgio; Aspre et Appel, droit par Garlasco; Wratislaw, par Zerbolo à Garlasco, envoyant un détachement à Vigevano. Ce détachement, appuyé par la brigade Strassaldo qui marchait à la tête du corps de Wratislaw, donna sur l'avant-garde piémontaise à San-Siro. Les Italiens, trop faibles pour résister à une force tellement supérieure, se retirèrent en bon ordre en combattant continuellement à San-Vittore, où se trouvèrent deux bataillons qui leur venaient en aide, et continuèrent ensemble leur mouvement jusqu'à Sforzesca. Bes, informé de l'approche des Autrichiens et de la présence de Durando à Mortara, envoya chercher la brigade de Casal, mais celle-ci se trompa de chemin et ne put arriver à temps. Cependant Bes, avec sa seconde brigade, appuyée de deux escadrons de cavalerie, d'une batterie de canons et d'une poignée de tirailleurs, résista bravement aux forces supérieures de l'ennemi, les repoussant jusqu'à San-Vittore. Une charge de hussards autrichiens fut repoussée par la cavalerie Royal-Piémont; les dix-septième et vingt-troisième régiments donnèrent à la baïonnette. L'ennemi aurait été poursuivi bien plus loin, si l'arrivée de la brigade de l'autre rive du Tessin, par Bereguardo, puis celle de tout le corps de Wratislaw, n'avaient pas arrêté l'ardeur des Italiens.

On craignait que les Autrichiens ne coupassent les

communications entre Vigevanò et Mortara ; le retard d'une division et demie exposait les Italiens à ce danger. En effet, Wratislaw envoya vers cinq heures du soir un fort détachement contre le régiment de Savoie, sur Gambolo. Ce régiment était en ligne de bataille hors de la ville, six canons à droite, quatre à gauche. Chrzanowski, passant devant le front, dit aux soldats : « Je vous place ici avec la certitude que les Autrichiens ne vous chasseront pas de ces positions. » Les Savoisiens laissèrent approcher l'ennemi à cinquante pas, malgré le feu des tirailleurs ; alors ils firent une décharge de fusils et de canons. Les Autrichiens prirent la fuite ; ils furent poursuivis à la baïonnette ; les officiers n'arrêtèrent qu'avec peine leurs nobles montagnards. Le combat des tirailleurs dura jusqu'au soir. Alors arriva la seconde brigade de Savone et la division du duc de Gênes. La victoire était donc assurée de ce côté aux Italiens ; ce succès animait les troupes d'un bon espoir.

A cinq heures et demie, on entendait une canonnade animée du côté de Mortara, qui durait depuis une demi-heure ; mais, comme il y avait là deux divisions, c'est-à-dire vingt-deux mille hommes et quarante-huit canons, Chrzanowski pouvait être tranquille. Le roi s'endormit au bivac de Sforzesca, sur deux sacs de toile, enveloppé d'une couverture de laine, la tête appuyée sur la malle d'un soldat. Son sommeil était agité, il avait l'air de repousser avec ses mains une vision sinistre ; sa figure maigre et pâle, ombragée d'une épaisse moustache, était éclairée par le reflet du feu de bivac et par l'incendie de quelques cabanes qui brûlaient au loin. A une heure après minuit, il fut réveillé par une mauvaise nouvelle.

Deux divisions avaient été envoyées à Mortara : la première, celle de Durando, et la réserve duc de Savoie.

Chrzanowski voulait qu'elles occupassent la ligne du canal Roggia Birago en avant de la ville; ses ordres n'étaient pas donnés avec assez de précision : il s'était borné à dire que Durando devait se mettre en avant de la ville, et que le duc de Savoie devait le couvrir à droite. Le général en chef y envoya son chef d'état-major la Marmora; mais ce général, arrivé à une heure, pendant que les soldats faisaient la soupe, ne put exécuter immédiatement les ordres dont il était chargé. Ces dispositions portaient que les divisions devaient couvrir Mortara sur les chemins de Garlasco et de Saint-Georges, en s'étendant d'une part à Faenza, de l'autre à Castel-Agogna, occupant fortement cet endroit, et communiquant avec la division Bes par Fogliano, et avec le quartier général par le chemin de Vigevano. Le commandement des deux divisions n'était pas réuni en une seule main, il y avait par conséquent peu d'unité dans leurs mouvements. Durando ne savait pas deviner les détails qui ne lui furent pas prescrits; l'état-major ne connaissait pas la contrée: il ignorait, par exemple, le chemin qui mène du rond-point Saint-Georges à la porte de Marengo à Mortara, et qui pouvait conduire à Castel-Agogna sans passer par la ville; cette ignorance fut une des causes de la défaite. Les plaines de la Lombardie et du Piémont sont couvertes de mûriers, coupées par des haies et des canaux; on ne voit pas l'ennemi de loin, il faut l'observer avec la cavalerie légère, qui ne peut faire des charges fréquentes dans un pays accidenté, mais qui est d'autant plus nécessaire pour le service d'avant-postes. Les chefs piémontais, entendant le bruit des canons de Sforzesca, étaient sûrs que l'effort de l'ennemi serait plus grand de ce côté, qu'ils n'auraient affaire qu'à un faible corps, et qu'ils éprouveraient tout au plus une attaque plus vive le lendemain. Les piquets

envoyés en avant ne revinrent pas, surpris peut-être par les Autrichiens. Durando s'établit trop près de Mortara, c'est-à-dire à un demi-kilomètre de la ville, et à trois kilomètres de la position qu'il aurait dû occuper. La brigade d'Aoste, placée à son aile droite, trouvait un point d'appui dans un cimetière crénelé. La brigade de la Reine, à droite, s'appuyait au couvent de Saint-Albin, défendu par le bataillon de l'extrême droite; il y avait entre les brigades un large canal avec un pont; seize canons étaient disséminés; la cavalerie se trouvait à gauche du cimetière, vers la ville. La division du duc de Gênes était entre Mortara et Castel-Agogna, de manière que la brigade des gardes se trouvait à droite à Castel-Agogna; la brigade Cuneo défendait par son flanc droit le moulin neuf, son flanc gauche était à trois cents mètres de la ville. Vingt-quatre canons placés au milieu de cette ligne et à ses extrémités protégeaient sa force; huit pièces étaient en réserve sur la route de Novare, un régiment de cavalerie derrière la brigade des gardes, un autre en réserve derrière la ville.

A quatre heures et demie, des reconnaissances trop peu avancées annoncent l'approche de l'ennemi, qui paraît, en effet, une heure plus tard. C'était le corps d'Aspre, la division archiduc Albert en tête, suivie de celle de Schafgotsch. Les mouvements de l'Autriche sont couverts par une nuée de tirailleurs; il est difficile de savoir le point où ils veulent attaquer. Le combat commence par le feu de vingt-quatre canons, dirigés contre le centre de la division Durando, contre une colline où ce général se tenait depuis longtemps avec le duc de Savoie et la Marmòra pour donner l'exemple du courage. Les canons piémontais ne pouvaient y répondre avec avantage; le feu démoralise les Italiens, une partie de la brigade de la Reine commence à plier et n'est plus

contenue qu'avec difficulté. Les tirailleurs commencent le mouvement de retraite, suivis par un bataillon de ligne, remplacé par un autre. Un régiment de recrues paraît ranimer le combat, lorsque les colonnes autrichiennes s'élancent, à six heures et demie, contre la brigade et la forcent à s'enfuir à Mortara ; elles entrent pêle-mêle avec les vaincus dans la ville où tout est dans le plus grand désordre. Le colonel Benedek occupe la ville avec un, puis deux bataillons et deux canons ; il s'empare des chariots de l'armée piémontaise et range ses soldats en bataille dans la place et dans la rue principale. La ville une fois occupée, toute communication entre les brigades piémontaises est coupée ; Benedek se maintient dans la ville, à l'aide de l'obscurité, faisant des prodiges de valeur. Il chasse de Mortara les troupes italiennes qui s'y trouvaient encore, dont un bataillon commandé par le major Tratti lui oppose quelque résistance. La brigade d'Aoste n'avait pu aider l'aile droite pendant le combat, à cause du fossé qui l'en séparait; après la défaite, elle venait en aide à la ville, précédée d'un bataillon, de deux escadrons et de deux canons. Ce détachement passa près de la ville devant le feu de l'ennemi ; mais, entré dans Mortara, il y trouva Benedek établi. Une partie du bataillon cernée posa les armes ; mais la cavalerie se fit jour hardiment, suivie de deux canons et du reste de l'infanterie. La brigade d'Aoste, avec la cavalerie et les canons de la division, tourna la ville et se retira par le chemin de Novare. Le duc de Savoie voulut également venir au secours de la brigade de la Reine, il envoya deux bataillons au rond-point Saint-Georges et marcha lui-même à la tête de deux autres bataillons et de deux canons par la ville, suivi du premier régiment des gardes. Le prince fut arrêté par les fuyards; après avoir vainement cher-

ché à ramener l'ordre, il prit lui-même le parti de se retirer. On pouvait alors reprendre la ville par une àttaque hardie et sauver tout; le duc de Savoie avait bien envie de le faire, mais, doutant du succès de cette tentative, il ordonna la retraite vers Castel-Agogna. Ayant franchi le pont de l'Agogna, il se dirigea sur Robbio; un bataillon et une section d'artillerie de l'arrière-garde, se trompant de route, allèrent à Valence. Faiblement poursuivie par l'ennemi, la division perdit un canon et quelques caissons.

Le général la Marmora savait qu'un bataillon, chassé du couvent Saint-Albin, avait repris cette position à l'aide d'un second bataillon; puis tous les deux repoussés se défendaient bravement contre l'ennemi. Voyant la position dangereuse de ces bataillons, la Marmora marchait à leur aide avec quatre ou cinq cents fuyards ralliés. Il rencontre deux bataillons de Cuneo venus au rond-point Saint-Georges par ordre du duc de Savoie et les fait rester en réserve. Attaqué par des chasseurs autrichiens embusqués derrière des arbres, il fait feu et se replie, ramenant les deux bataillons du couvent Saint-Albin. Les troupes laissées au rond-point, trompées par l'obscurité de la soirée, tirènt cońtre les siens, l'erreur est bientôt recońnue; le combat contre l'ennemi dure encore, mais il cesse peu à peu, faisant place au silence de la nuit. A huit heures du soir, la Marmora, qui avait envoyé une reconnaissance dans la ville, apprend qu'elle est occcupée par les Autrichiens. Ne connaissant pas le chemin qui du rond-point mène à Castel-Agogna, il tourne la ville; ne croyant pas pouvoir passer à travers champs et ne sachant que faire, il pense qu'il ne lui reste plus qu'à forcer le passage par les rues de Mortara. Il cache au soldat la présence de l'ennemi en ville, forme une colonne, l'artillerie au milieu, et marche résolû-

ment en avant. Les Autrichiens, qui croyaient être les maîtres du champ de bataille, étonnés d'une attaque inattendue qui leur vient par derrière, se sachant plus faibles, sont réellement décontenancés. Mais l'intrépide Benedek, se doutant bien de quoi il s'agit, range ses soldats, ferme les rues et somme les Italiens de mettre bas les armes. Ceux-ci étaient les plus forts; ils pouvaient bien forcer le passage ou le tourner par des rues adjacentes, c'était leur devoir; mais les jeunes soldats, troublés par l'imprévu, se laissent faire prisonniers au nombre de dix-huit cents hommes. La Marmora, qui marchait en tête, se fait jour avec cinquante hommes et parvient à Castel-Agogna. C'est ainsi que la hardiesse même du chef d'état-major qui venait au secours des bataillons abandonnés, et l'ignorance où l'on était des routes, furent cause de la plus grande perte de cette journée. Les Italiens perdirent en tout plus de deux mille prisonniers et cinq cents tués ou blessés. Les Autrichiens n'eurent que trois cents tués ou blessés. Le combat de Mortara, bien que peu considérable en lui-même, eut des suites très importantes : les soldats de Radetzki en conçurent le meilleur espoir; les Italiens, au contraire, perdirent courage, d'autant plus qu'étant les plus nombreux en ce jour, ils auraient dû remporter la victoire. Mais le manque d'expérience des généraux, leur hésitation, leur lenteur dans les opérations et le peu de fermeté du soldat, ajoutez la fougue des Autrichiens, la promptitude d'Aspre et l'ardeur de Benedek, et vous aurez la raison de la défaite des Piémontais. Ce ne sont pas les dispositions de Chrzanowski qui ont causé la perte du combat de Mortara, car, malgré l'absence des divisions la Marmora et Ramorino, les Italiens étaient plus nombreux sur le champ de bataille; c'est l'esprit militaire qui a fait défaut à la cause italienne dans cette

journée. Le bras du Tout-Puissant commençait à s'appesantir ostensiblement sur ceux qui soutenaient une cause révolutionnaire et hostile à l'Église. L'esprit de révolte tuait l'esprit militaire, qui lui est diamétralement opposé. Le général Durando, puni déjà pour sa désobéissance au Pape sur les champs de Cornuda et de Vicence, expiait encore ses fautes à Mortara, malgré des capacités incontestables. Le duc de Savoie, malgré son brillant courage, préludait par une défaite à son règne, qui devait commencer par une persécution contre la religion catholique, pendant que le roi, Chrzanowski et Bes remportaient la victoire de Sforzesca.

La nouvelle du combat de Mortara fut un coup douloureux pour le roi, pour Chrzanowski et pour toute l'armée. Le bon espoir qui avait surgi de la victoire de Sforzesca fit place à de sombres pressentiments. Chrzanowski voulait marcher sur Mortara au point du jour, pour venger l'injure de la veille, et recouvrer la possibilité de se réunir avec la division lombarde qui était derrière le Pô. Ce plan était le meilleur qu'on pût imaginer; il avait non seulement l'avantage de relever le moral du soldat, mais encore il donnait le moyen de prendre une position défensive excellente derrière la Sesia, ensuite derrière le Pô; il donnait le temps d'appeler la division lombarde, la brigade de Castel-San-Giovanni, peut-être même la division la Marmora. La position derrière le Pô était excellente, sur un rivage élevé, le flanc droit couvert par les forts de Valence et d'Alexandrie. Il était difficile à l'ennemi de prendre cette position de vive force, il était impossible de la négliger pour marcher sur Turin, en présentant son flanc gauche et laissant couper ses communications. Il y avait un second plan, excellent le 20, mais qui aurait été douteux le 22, c'était de passer le Tessin, de se réunir

avec la Marmora en Lombardie, de soulever Milan et de couper les vivres et la retraite à Radetzki. Ce système pouvait encore être fécond en combinaisons heureuses, car il est probable que l'ennemi n'aurait pu marcher à la fois victorieusement sur Turin et sur Milan. Mais ici ni l'un ni l'autre plan ne purent être exécutés; l'armée, découragée par la défaite de Mortara, sentait redoubler la répugnance pour la guerre qu'elle avait éprouvée avant la dénonciation de l'armistice. Le général en chef ne se sentait pas assez de force pour s'opposer au torrent; il résolut donc de se retirer à Novare pour y essayer encore le sort des armes avec ses troupes réunies. Il se mit en marche avant le jour, à midi fit halte à Trecate, y laissa le duc de Gênes avec sa division en arrière-garde et vint le soir à Novare. Il y fut précédé par la division Durando; le duc de Savoie, faisant un long détour, n'arriva que dans la nuit; la brigade Solaroli vint à Romentino : toute l'armée se trouvait ainsi réunie sans avoir rencontré l'ennemi.

Les Autrichiens, le 22 mars, marchèrent dans l'ordre suivant : Wratislaw de Gambolo à Civalegna, transporté de droite à gauche pour aller le lendemain par Robbio à Verceil; Thurn à Torre di Robbio, derrière l'Agogna; Aspre dépassa Vespalate, son avant-garde à Garbagna, à une lieue de Novare; Appel, qui le suivait, s'arrêta devant Vespalate; la réserve entre Lavezzano et Mortara. Ils avaient marché serrés en bon ordre, mais lentement. Il n'y a que six heures de chemin entre Mortara et Novare; on pouvait franchir cette distance en un seul jour, prévenir la réunion des Piémontais et remporter une victoire facile et assurée. Radetzki avait donné l'ordre, au contraire, de marcher lentement et de faire halte souvent afin de conserver les forces de ses soldats pour la bataille future. Cette lenteur lui avait fait perdre

les traces de l'ennemi; ne sachant pas s'ils iraient à Verceil, ce qui aurait été bien plus habile de leur part, craignant qu'ils ne lui échappassent pour se mettre en position derrière la Sesia, il voulait les cerner d'un réseau de ses bataillons, de manière pourtant à pouvoir les réunir au moment décisif. Voilà pourquoi Aspre, Appel et la réserve, reçurent l'ordre de marcher directement sur Novare. Thurn devait aller à Confienza pour se diriger ensuite, suivant les circonstances, sur Novare ou Verceil; Wratislaw devait aller à Verceil par Robbio, se jeter sur les Italiens s'il les rencontrait, ou revenir à Novare s'il apprenait qu'ils y fussent réunis. Deux brigades laissées à Pavie et à Mezzana-Corte, avec la troisième qui avait franchi le Tessin, le 22 mars, furent envoyées à Casal pour y devancer les Italiens sur le Pô. Ces trois brigades et quelques détachements laissés à Mortara et ailleurs, diminuaient de douze mille hommes la force de l'armée; il ne restait à Radetzki que cinquante-sept mille hommes avec cent quatre-vingt-six canons, répartis en cinq corps, séparés par une distance de quelques lieues, que l'armée piémontaise rassemblée à Novare aurait pu battre en détail, si elle n'avait pas manqué en ce jour de cet esprit militaire dont elle avait fait ailleurs les plus belles preuves. Mais la fortune, qui n'aide que les audacieux, abandonnait le drapeau tricolore.

Novare est située entre deux torrents : Agogna et Terdappio. A deux kilomètres au midi de la ville, se trouve une colline avec le village de la Bicoque; de ce village à l'est, vers Novare, le terrain s'abaisse rapidement, il est coupé de deux fossés; à l'ouest, les champs sont couverts de vignes, de rangées d'arbres et parsemés de maisons rustiques; vient ensuite un fossé parallèle à l'Agogna. C'est sur cette ligne, longue de trois verstes, que Chrzanowski plaça trois divisions : la pre-

21

mière, celle de Durando, appuyée par sa droite au fossé près de la ferme Nuova-Corte ; la deuxième, celle de Bes, au milieu, à la ferme de Citadella, chacune de ces divisions ayant deux batteries d'artillerie ; la troisième division, commandée par Perrone, à l'aile gauche, au village de la Bicoque, deux canons pour défendre cette position, quatorze sur la route de Mortara. L'aile droite de Durando était couverte d'un fossé et de quelques retranchements. De l'autre côté du Terdappio se trouvait la brigade Solaroli avec huit canons pour couvrir l'aile gauche des attaques qui auraient pu venir par la route de Trecate et de Galliate. Il n'y avait pas de corps détaché pour défendre l'aile droite qu'on croyait suffisamment couverte par l'Agogna, dont on avait oublié d'occuper le pont. En seconde ligne, en avant de la ville, étaient placées les divisions : duc de Gênes, à gauche, au cimetière de Saint-Nazaire ; duc de Savoie, à droite, près Novare, entre la place d'Armes et le chemin de Verceil.

Les deux divisions en colonne étaient prêtes à s'élancer au secours de la première ligne, au signal donné par le général en chef. Chrzanowski voulait se maintenir sur la défensive dans la première ligne pendant quelques heures, ensuite il comptait appeler des forces nouvelles et décider la victoire par une attaque générale. La position était très bien choisie ; seulement il est à regretter qu'on n'ait pas fortifié la Bicoque par quelques retranchements et qu'on n'ait pas défendu aux soldats de faire les maraudeurs à Novare. La force de l'armée s'élevait environ à cinquante mille hommes ; il est difficile de l'évaluer avec précision, à cause de la désertion qui s'était mise dans les rangs depuis le combat de Mortara, et il fallait se hâter, car la désertion faisait des progrès parmi les nouvelles levées, pressées de revenir dans leurs foyers. Les troupes étaient sous les armes, le 23 mars,

depuis neuf heures du matin, prêtes à recevoir le combat. Le roi s'élance, à onze heures, sur un noble coursier noir, entouré de son état-major; il se hâte d'arriver sur le champ de bataille, car le bruit du canon annonce déjà l'approche de l'ennemi. Charles-Albert se place à la Bicoque, où le feu est le plus vif : c'était un seul corps, celui d'Aspre, qui marchait par Olengo vers la Bicoque. Aspre, emporté par son ardeur et celle de ses troupes, range en bataille la division archiduc Albert des deux côtés de la route; une partie de la division Szafgotsch à gauche, l'autre en réserve; la cavalerie derrière les deux ailes. En finissant de prendre ses dispositions, lorsque le feu des tirailleurs avait déjà commencé, il apprend qu'il a devant lui toute l'armée italienne; il en donne avis à Radetzki et aux autres généraux, et commence lui-même l'attaque sans attendre l'arrivée des renforts.

Après le feu des canons et des tirailleurs, l'infanterie autrichienne s'avance, met en désordre la brigade de Savone, rangée en première ligne et l'oblige à la retraite. La brigade de Savoie remplace celle de Savone; aidée d'une charge de cavalerie de Gênes, conduite par le colonel Carderino, elle reprend le terrain perdu; après des combats douteux, elle regagne toutes les positions abandonnées et fait des prisonniers dans les maisons éparses autour de la Bicoque. Alors Aspre envoie sa réserve au secours de la première ligne; il occupe le centre italien par un feu de tirailleurs; il maintient la droite par un détachement dirigé sur Torrione, envoie une poignée de troupes légères pour inquiéter la brigade Sololari. La brigade de Savoie, qui combattait avec son courage accoutumé, est néanmoins forcée à la retraite. Le général Perrone périt à la tête de cette brigade; la mort de ce chef exercé à l'école française est un coup terrible pour sa division. La brigade de Savone, rap-

pelée au feu, ne peut résister à l'ennemi, qui rentre à midi à la Bicoque. Alors Chrzanowski appelle la division duc de Gênes. La brigade de Piémont marche en avant; le troisième régiment, à droite du chemin; le quatrième, à gauche; le général Passalaqua marche en tête du troisième. Il reprend quelques positions autour de la Bicoque et deux à trois cents prisonniers. Averti qu'on vise sur lui d'une maison voisine, il crie: « Courage, en avant! » et tombe sur le champ de gloire. Ce général était contraire à la guerre, opposé aux institutions nouvelles, mais il remplissait honorablement ses devoirs militaires, et il périt de la mort des héros. Quoique son âge et la retraite qu'il avait demandée avant la guerre le délivrassent du service de la campagne, il ne voulut pas abandonner le roi et la patrie au moment du danger, tandis que ceux qui l'avaient provoquée se cachaient derrière les murs des villes.

Le troisième régiment marche en avant, malgré la mort de son général, dépasse la Bicoque, s'arrête au feu près Castellazzo et commence à se replier; mais le duc de Gênes, en tête du quatrième régiment, vient à l'aide des treizième et quatorzième régiments de la brigade Pignerol, occupe Castellazzo et chasse les Autrichiens d'Olengo. Les autres attaques d'Aspre sur l'aile droite et l'aile gauche étant également repoussées, il se trouvait alors dans une position critique et pouvait payer cher la hardiesse avec laquelle il s'était jeté avec un seul corps sur toute l'armée italienne. Il fallait alors détruire son corps avant l'arrivée des renforts, en profitant de la supériorité numérique des Italiens : c'était pour eux la dernière ancre de salut. Au lieu de faire mouvoir les brigades une à une, dans le but de se maintenir à la Bicoque, il fallait marcher en masse pour détruire Aspre avant l'arrivée d'Appel, puis écraser Appel avant l'ar

rivée des autres corps de Radetzki. De cette façon, la victoire était très possible.

Mais Chrzanowski s'en tenait à son idée première, de se maintenir à la Bicoque et de donner avec toutes ses forces lorsque les Autrichiens auraient reconnu l'inutilité de leurs efforts contre le front, et qu'ils auraient essayé de le tourner par sa droite. Mal servi dans son état-major, ne connaissant pas exactement les forces et la position de l'ennemi, ce général ne vit pas la nécessité d'abandonner son plan de bataille, et, au lieu de marcher en avant, il fit retirer ses régiments de Castellazzo et d'Olengo. Se voyant sauvé par ce mouvement, Aspre reprend courage et recommence le combat près de Castellazzo. Les Piémontais combattent avec tiédeur; les bataillons qui tiennent la première ligne se dispersent au lieu de se former derrière le front; un grand nombre de soldats reviennent sur Novare. Les plus courageux restent seuls au feu; d'autres tirent derrière la première ligne, qu'ils inquiétaient de cette manière; les jeunes conscrits brûlent force poudre sans viser au but; enfin, les officiers ne font pas tous leur devoir.

Le roi et ses deux fils, les ducs de Savoie et de Gênes, donnaient toujours l'exemple d'un courage héroïque. Le général Chrzanowski restait au feu avec un sang-froid imperturbable, se trouvant toujours là où le plus grand danger exigeait sa présence. L'état-major et la suite du roi déployaient une brillante valeur: le colonel Bréanski se distinguait par son ardeur à se jeter au plus fort de la mêlée; la vivacité de son esprit lui procurait l'honneur d'être souvent consulté par le général en chef. A trois heures, lorsque les Autrichiens eurent repris l'offensive, Chrzanowski fut obligé de faire venir trois nouveaux régiments : un de la division Bes, deux autres de la réserve. Ces renforts, en rétablissant la supériorité des

Italiens, repoussèrent l'ennemi loin de la Bicoque; le corps d'Aspre, épuisé, ne pouvait plus se maintenir, mais les secours qui lui arrivaient changèrent bientôt l'aspect du champ de bataille.

Radetzki reçut à midi, dans son quartier général de Lavezzano, la nouvelle de la présence de l'armée piémontaise à Novare; il en était déjà informé par le canon. Il était gai comme un vieux chasseur qui trouve la piste du gibier; sa gaieté excitait l'ardeur de ses officiers. Il leur promit en plaisantant de se laisser croître les moustaches s'il battait les Italiens; il se conciliait la bonne volonté de ses soldats et du peuple piémontais par sa générosité. Apprenant que les Italiens sont à Novare, il donne l'ordre immédiat pour que le corps d'Appel aille au secours d'Aspre et que Thurn et Wratislaw se hâtent de rejoindre Novare par une conversion à droite. Monté lui-même à cheval, ayant dépassé les charrettes à ressorts qui ramenaient les blessés, il se place sur une éminence d'où il pouvait parfaitement voir le champ de bataille et mettre ses régiments en ligne à mesure qu'ils arrivaient. Le corps d'Appel avait passé la nuit à Vespalate, à deux heures d'Olengo; mais, arrêté par les convois de pontons et d'autres chariots, il ne vint qu'à quatre heures au champ de bataille. Il était composé des divisions Lichnowski et Thurn-Taxis; la première se plaça au centre, la seconde à sa suite. Le combat se ranime; les premiers efforts de ce corps sont impuissants; il parvient cependant à dominer l'ennemi, malgré le feu croisé des canons de la gauche et du centre piémontais. Durando salue de son artillerie les premiers renforts autrichiens; mais le combat décisif n'est pas encore déclaré, parce que Chrzanowski se borne à la défensive sur la Bicoque, et Radetzki attend Thurn. Le général avait déjà entendu à midi le canon de Novare;

ne voyant point d'ennemis du côté de Verceil, sans attendre les ordres du feld-maréchal, Thurn marche directement sur Novare. A cinq heures, son avant-garde était au pont de l'Agogna, où elle trouva un faible détachement de cavalerie qui ne put l'empêcher de passer. En même temps, la réserve s'approchait d'Olengo. Radetzki range les corps d'Appel et d'Aspre en colonnes, à l'aide d'une brigade de grenadiers de la réserve, contre la Bicoque. Le reste de cette réserve se déploie à gauche pour contenir le centre et l'aile droite des Piémontais. Chrzanowski aperçoit le côté faible de l'ennemi; il veut repousser son aile gauche pour détourner son attention de la Bicoque et pour se maintenir dans ses positions. Il va lui-même avec le roi au centre de son armée. Bes et Durando repoussent sans difficulté les faibles forces qui leur étaient opposées. Mais, au même moment, quatre divisions lancées ensemble contre la Bicoque dispersent la gauche des Italiens. Chrzanowski revient à la hâte vers l'aile brisée; il ordonne au duc de Gênes de reprendre les positions perdues. C'est en vain que ce prince marche à pied à la tête de trois bataillons qu'il parvient à rallier contre le feu de l'ennemi; obligé de se retirer, il laisse définitivement la Bicoque aux Autrichiens. Il ne reste plus aux Italiens d'autre chance que de se retirer à la hâte sur Novare. L'ennemi les poursuit avec ardeur; la cavalerie couvre la retraite, mais l'infanterie est dans le plus grand désordre. Les soldats fuient vers la ville, se pressent aux portes; les Autrichiens placent une batterie au milieu des fuyards, et peuvent renouveler sur une échelle plus grande le désordre de Mortara, en entrant à Novare pêle-mêle avec les vaincus; heureusement pour eux ils s'arrêtent.

La défaite de l'aile gauche découvrait le centre et l'aile droite. La Marmora, qui se trouvait alors au centre,

ordonne la retraite, qui commence avec ordre, car les forces en face ne sont pas considérables, et en flanc les Autrichiens n'avaient pas encore eu le temps de se retourner contre la droite. La division Bes s'approche le soir des murs de Novare; à cause de l'obscurité elle est prise pour l'ennemi et reçoit quelques salves d'artillerie italienne; son trouble est grand, car elle croit que les Autrichiens sont maîtres de la ville. Enfin, l'erreur s'explique; une partie de la division entre à Novare, l'autre se dirige vers Agognate. La division Durando, dès le commencement de sa retraite, essuie le feu du corps de Thurn qui avait franchi l'Agogna pour se ranger sur le canal Dossi; elle revient cependant en ville sans grande perte, aidée de la réserve, qui, placée à cheval sur la route de Verceil, arrêtait la marche de Thurn. Novare était défendue par des barricades aux portes et par des canons sur les remparts. La brigade Solaroli était venue en ville sans ordre, voyant la position perdue, et fut envoyée à Cameri pour y passer la nuit et se reposer. Les Autrichiens furent arrêtés par l'obscurité de la nuit et par une pluie battante. Aspre, Appel et Thurn bivaquèrent sur le champ de bataille; la réserve campa à Olengo; Wratislaw passa la nuit à Monticello,

Dans la bataille de Novare, les Autrichiens perdirent trois mille hommes tués ou blessés, on leur fit mille prisonniers du corps d'Aspre. Les Italiens éprouvèrent une perte de quatre mille hommes mis hors de combat, deux mille prisonniers, et douze canons. Ce n'est pas la différence des pertes, mais le résultat moral qui décida du sort de la guerre. L'armée italienne était complétement découragée et démoralisée, il était impossible de la ramener au feu. Les soldats quittaient leurs drapeaux, pillaient les bourgeois disant qu'ils n'avaient rien à manger, et que les démocrates bourgeois étaient

cause de la guerre. Ils voulaient même les passer au fil de l'épée, et brûler la ville. Ils l'auraient fait, s'ils eussent été à Milan au lieu d'être à Novare. La cavalerie dut charger les mutins, dont plusieurs périrent. Les mêmes scènes de désordre se renouvelèrent les jours suivants, de manière que les habitants furent obligés de se défendre contre leurs compatriotes. Chrzanowski, sans perdre sa présence d'esprit, ordonna la retraite par Momo; il était à midi couvert par un canal sur la route de Borgomanero. L'ennemi fit mine de bombarder la ville avec des congrèves. Alors une députation, ayant l'évêque en tête, vint déclarer que Novare était évacuée; les Autrichiens y entrèrent, et poursuivirent faiblement les Italiens jusqu'à la conclusion de l'armistice. C'est ainsi que finit la bataille de Novare, un événement des plus importants de l'histoire contemporaine. Le bonheur de l'aigle impériale l'emporta sur le courage de Charles-Albert et sur la prudence de son général polonais. La cause principale de ce désastre, c'est la démocratie qui poussait le roi, malgré les conseils de Chrzanowski, dans une guerre inopportune; qui corrompait, d'autre part, l'esprit militaire, en enseignant l'insubordination aux généraux comme au simple fantassin. Malgré l'éloignement de la division la Marmora et la désobéissance de Ramorino, les forces de Chrzanowski concentrées furent plus nombreuses que celles de Radetzki à Mortara comme à Novare; donc ce ne sont pas ses dispositions stratégiques qui sont la cause de ses défaites. Les meilleurs plans ne sont bons qu'autant que l'armée veut réellement combattre.

CHAPITRE XVIII.

ABDICATION. — ARMISTICE. — CASAL, BRESCIA, GÊNES. — TRAITÉ DE PAIX.

Dans la nuit qui suivit la bataille de Novare, Charles-Albert, voyant l'impossibilité de prolonger la lutte, fit appeler le ministre Cadorna, qui commençait à comprendre sa responsabilité; le général d'état-major Cassato fut appelé en même temps, et tous deux eurent la mission de sonder les dispositions de Radetzki quant à la conclusion d'un nouvel armistice. Radetzki se méfiait des Italiens; il ne voulait en aucun cas attendre la réponse du parlement, et préférait poursuivre nuit et jour le triomphe qu'il avait obtenu; il n'acceptait qu'un armistice sérieux qui pourrait donner une paix durable. Le roi assembla de nuit un conseil de guerre, et demanda si l'on pouvait encore se frayer la route d'Alexandrie; la réponse négative fut unanime. L'armée piémontaise se trouvait dans une position pénible. Acculée aux Alpes, coupée de la capitale, elle allait périr sans utilité. Le roi se voyait obligé de recevoir les dures conditions de paix qu'il plairait au vainqueur de dicter. Ayant vainement cherché la mort au feu de l'ennemi, Charles-Albert résolut d'abdiquer, pour faciliter la conclusion de la paix et pour s'en épargner l'humiliation. Il déclara au ministre et aux généraux présents qu'il avait cessé d'être roi, et qu'il déposait la couronne au profit de son fils aîné, le duc de Savoie. C'est en vain que les deux fils du roi et les généraux présents voulurent persuader au roi de conserver le pouvoir, il fut inflexible. Ayant déposé le poids du sceptre entre les mains de son fils, Charles-Albert

quitta immédiatement le camp incognito, sous le nom de comte de Barge. Arrêté par les avant-postes autrichiens, il fut invité à prendre une tasse de thé chez le général Thurn, qui, l'ayant laissé partir après une longue conversation, apprit d'un soldat piémontais qu'il avait causé avec le roi. Charles-Albert ne prit pas congé de sa famille; il écrivit à sa femme pour la prier de l'oublier, et s'exila volontairement à Oporto, ville portugaise, sur le rivage de l'Océan. Il y mourut bientôt, regrettant l'aveuglement qui lui avait fait suivre les conseils perfides de la démocratie, en attirant de grands malheurs sur ses États. Ceux qui ont prêté au roi mourant d'autres sentiments ont été trompeurs ou trompés; cette mort chrétienne du roi eut lieu le 28 juillet 1849: il avait alors cinquante et un ans.

L'abdication de Charles-Albert, enlevant les motifs d'inimitié personnelle à l'Autriche, facilitait la conclusion de la paix. Radetzki eut une entrevue avec le jeune roi dans une ferme de Vignale. Le roi vint à cheval, en costume hongrois, avec de grandes moustaches, embrassa Radetzki, et l'on convint des conditions suivantes de l'armistice. Le pays compris entre le Tessin et la Sesia devait être occupé, aux frais du roi, par vingt mille Autrichiens; la ville d'Alexandrie leur était abandonnée; dans la citadelle ils tiendraient une garnison mixte avec les Piémontais, tout cela jusqu'à la paix définitive. L'armée piémontaise devait être réduite; les militaires hongrois, lombards et polonais devaient être licenciés, sauf quelques exceptions, et devaient obtenir amnistie en Autriche. La paix devait être signée au plus tôt, ayant pour base les limites des États avant la guerre, et le remboursement des frais de guerre ou indemnités payables par le royaume de Sardaigne. Cet armistice fut conclu le 26 mars.

Cependant trois brigades commandées par le général Wimpfen, envoyées par Radetzki pour occuper le passage du Pô, arrivèrent, le 24 mars, au pont de Casal. C'était un pont de fer dont les tables étaient en partie enlevées. Il y avait à Casal un vieux château, défendu par une compagnie de vétérans. Wimpfen, n'ayant pu faire accepter les conditions de la capitulation par les habitants de cette ville, voulut les effrayer avec le feu du canon; le soir il se retira, et dans la nuit les bourgeois reprirent la tête de pont, d'où ils purent inquiéter l'ennemi. Le lendemain, Wimpfen les chassa de la tête de pont, et c'est à ce moment que la nouvelle de l'armistice vint mettre fin aux hostilités. — Le général Fanti, commandant la division lombarde, s'approcha de Mezzana-Corte, après le départ des Autrichiens, qui eut lieu dans la nuit du 22 au 23; il répara le pont et voulut y passer le Pô; mais informé de la défaite de Mortara, il se replia vers Alexandrie pour défendre ce fort. Le 25, il reçut la nouvelle de l'armistice, ainsi que l'ordre de conduire sa division à Robbio, pour y être licenciée. La Marmora entra le 26 mars à Parme avec sa division; il allait marcher sur le Pô, quand il reçut les tristes nouvelles qui l'obligèrent à revenir en Piémont.

Le gouvernement piémontais comptait légèrement sur une insurrection en Lombardie. Ce pays, privé de garnisons, ne bougea pas, excepté Brescia. Cette ville compte quarante mille habitants; elle est dominée par un château situé sur une montagne. En 1848, les Brescians avaient montré un esprit ardent pour l'indépendance, et donné l'exemple de la réunion au Piémont; leurs recrues composaient le vingt et unième régiment sarde. Radetzki, partant pour son expédition, n'y avait laissé que cinq cents soldats dans la citadelle. Le 23 mars, l'arrivée des émigrés de la Suisse détermina une

insurrection qui était déjà préparée. Le commandant de la citadelle, trouvé en ville, fut emprisonné. Les courriers de Milan à Vérone furent arrêtés, les effets des régiments furent pillés. Les insurgés voulurent prendre la citadelle, mais ils furent repoussés par la garnison, et bombardés par le canon du fort. Les habitants, tenant le château assiégé, sortirent jusqu'à Sainte-Eufémie; mais l'arrivée de deux bataillons austro-italiens et d'un escadron les fit rentrer en ville. Le général Haynau, commandant le pays de Venise, arriva de Padoue avec trois à quatre mille hommes, se réunit avec les troupes qu'il trouva aux portes de Brescia, et somma les habitants de se soumettre. Les Brescians ne voulurent pas croire que la campagne de Piémont fût finie, et résolurent de se défendre jusqu'à l'extrémité. Au lieu de tenir la ville assiégée pour lui donner le temps d'apprendre la vérité, Haynau voulut la prendre sans délai, ce qui lui fit verser un sang inutile. Il y entra de vive force le 31 mars, fut obligé d'enlever chaque rue, de prendre d'assaut chaque maison; enfin, la ville, remplie de sang, pleine de cadavres, en partie consumée par le feu, dut se rendre le 1er avril. Haynau acheva de ruiner Brescia par des contributions de guerre, et donna des preuves de cette rigueur excessive qu'il déploya depuis en Hongrie. Les ministres sardes, cause de ces maux, ne firent rien pour les adoucir.

Au commencement de la campagne, les ministres démocrates voulaient, selon leur usage, tromper le public par de fausses nouvelles. Quand ils ne purent plus cacher au pays la triste réalité, ils voulurent profiter des maux qu'ils avaient causés. Il y eut beaucoup de bruit à la chambre; les poltrons accusèrent de trahison les hommes courageux qui avaient défendu la patrie au prix de leur propre sang. Il fut question de levées en

masse, de guerre populaire; on oublia que le pays ne voulait pas se battre, et que le but de la guerre, qui était la conquête de la Lombardie, et non l'indépendance du Piémont qui n'était pas menacée, ne méritait pas les efforts que le désespoir seul peut dicter dans un moment de crise suprême. Le jeune roi, de retour à Turin, jura la constitution, fit dissoudre les chambres, et changea le ministère, qui, loin d'avouer ses fautes, calomniait ses adversaires.

Le parti républicain voulut profiter de ce moment de transition pour essayer ses forces. Il dominait à Gênes par le club italien, excitant tantôt le patriotisme italien, tantôt l'esprit d'indépendance municipale de cette ancienne république, persuadant aux Génois qu'ils allaient être livrés à l'Autriche; ce qui les détermina à la révolte qui eut lieu les derniers jours de mars. Avezzana, marchand de cigares à New-York, général de la garde nationale, devint chef de l'émeute; il forma le comité de salut public avec l'avocat Morchio et le député Reta, puis il nomma ce triumvirat gouvernement provisoire de la Ligurie. Il arma la populace, prit la darse, obligea le général de Asorta de rendre les forts qui entourent la ville, l'assiégea dans l'arsenal, et le força à quitter Gênes en vertu d'une capitulation. On tua en cette occasion deux soldats par trahison, sans leur donner le temps de se confesser. Si la division lombarde avait eu le moyen d'arriver au secours des révoltés, Gênes aurait été difficile à prendre. C'est une des plus grandes et des plus fortes places de l'Europe, qui soutint les siéges mémorables de 1746 et 1800, quoiqu'elle n'eût pas alors les fortifications dont elle est munie aujourd'hui. Cette ville a cent mille habitants. Elle est située au fond d'un beau golfe, sur le versant des Apennins, ayant la forme d'un triangle, dont la base

concave s'appuie à la mer, les côtés s'élèvent le long de vallées profondes, et le sommet s'unit aux montagnes. Les fortifications de la ville se composent d'une triple enceinte : le mur intérieur qui entoure la cité; l'enceinte continue extérieure, bastionnée, et qui est de pierre, a 18 kilomètres de développement, terminée en haut par le fort du Sperone; enfin, les forts détachés qui défendent l'accès de la ville, et qui n'étaient pas tous au pouvoir des rebelles. Deux môles défendent le port. Les murs escarpés élevés sur le roc sont susceptibles d'une longue défense. Il fallait se hâter d'étouffer la révolte tant que la populace seule défendait Gênes, peu aidée de la garde nationale, dont la majeure partie, indifférente ou hostile à la république, mais trop timide pour s'y opposer, se cachait dans les maisons et dans les caves; il fallait se hâter pour empêcher la flotte, composée en majeure partie de Génois et de Ligures des deux rivières, de passer du côté de l'émeute.

Heureusement, le général la Marmora, revenant de Parme avec des soldats qui n'étaient pas découragés par la campagne, reçut l'ordre d'étouffer la sédition, et le remplit avec une énergie digne des plus grands éloges. Marchant rapidement par Plaisance et Alexandrie, il devança la division lombarde, l'empêcha de se réunir avec Gênes, et arriva le 4 avril, inaperçu, aux portes de cette ville. Sachant bien que le siége de la résistance n'est pas dans les forts, mais dans la ville, il se contenta de bloquer ceux-ci, et s'approcha de Gênes du côté nord-ouest par Saint-Pierre d'Arena. Ses soldats commirent quelques excès d'autant plus condamnables que les révoltés montraient du respect pour les personnes et pour les propriétés. Le général somma la ville de se rendre, mais Avezzana répondit, au nom des Génois, qu'ils voulaient se défendre tant qu'un seul d'entre eux

resterait en vie ; réponse que les Génois n'apprirent que plusieurs jours plus tard. En attendant, ils surveillaient si mal les murs extérieurs, que la Marmora parvint à s'en emparer; dès lors les forts devenaient inutiles, et les Génois se retirèrent en ville. La Marmora força la porte Saint-Thomas, occupa le môle neuf et bombarda la ville. Avezzana voulut se défendre jusqu'à la dernière extrémité, forçant par la terreur les habitants à le seconder ; il publia que tout homme qui ne se présenterait pas dans les rangs au son du tocsin serait fusillé ; qui prendrait les armes, serait amnistié. On s'emparait de force dans les rues des hommes, des femmes, des enfants, pour augmenter le nombre des défenseurs de l'anarchie ; on tirait les citoyens paisibles de leurs maisons, des prêtres de leurs couvents. On publiait que les Lombards étaient arrivés, que la Marmora voulait piller la ville ; qu'il avait promis à ses soldats six heures de pillage, et que tout homme qui tomberait dans leurs mains serait tué sans pitié. Mais les prières, les menaces, les nouvelles dont on avait pu apprécier la fausseté, les barricades, n'aboutirent à rien. La municipalité conclut, le 6 avril, un armistice, et envoya les députés à Turin, qui obtinrent la ratification de l'amnistie, excepté pour les chefs de la révolte. Mais ces chefs avaient déjà fui à l'approche de la Marmora, Avezzana seul se défendit à outrance. La Marmora occupa Gênes le 11 avril. La sédition de Gênes était une trahison ourdie dans le moment même où le pays avait besoin de toutes ses forces contre l'Autriche ; ce mouvement n'avait donc pas de racines profondes dans l'esprit des habitants. Gênes a trop à gagner de son union avec le Piémont pour vouloir s'en détacher ; elle y gagnerait plus encore, si Milan et la Lombardie jusqu'au Mincio étaient réunis à la monarchie sarde, mais elle perdrait en retrouvant son indépen-

dance républicaine. De nos jours, ce ne sont pas les villes libres qui fleurissent, ce sont les ports des grands États, comme Marseille, Trieste et Odessa.

Profitant de l'armistice, on continuait les négociations pour la paix définitive, qui traînaient en longueur à cause des prétentions exorbitantes de l'Autriche qui demandait deux cents millions de francs d'indemnité; le Piémont obtint avec peine qu'elle serait réduite à soixante-quinze millions. De plus, le roi de Sardaigne renonçait à ses prétentions sur les duchés de Parme et de Modène. Il ne put rien obtenir pour les émigrés lombards, ni pour Venise qui maintenait encore son indépendance avec une constance héroïque. Ce traité de paix fut signé au mois d'août.

Plusieurs Polonais restèrent au service du roi de Sardaigne. Breanski organisa une brigade d'une manière admirable. Quant à Chrzanowski, ce général quitta le Piémont tout de suite après la guerre, malgré les prières du roi, sans accepter d'autre récompense que la solde de son temps de service, n'emportant avec lui que la véritable estime des Italiens, due à son courage malheureux, à son désintéressement, à ses hautes capacités dignes d'un meilleur sort.

La lutte du Piémont contre l'Autriche est-elle finie? On ne saurait répondre affirmativement tant qu'il existera trop d'éléments de discorde entre ces deux États. L'Autriche peut difficilement pardonner de bon cœur l'attaque peu loyale qu'elle a reçue du Piémont au moment de ses plus grands dangers. Elle peut le faire d'autant moins qu'elle voit ce pays limitrophe dominé par le parti démocratique, lequel paraît vouloir justifier le sort des armes et la conduite de la Providence, si celle-ci avait jamais besoin d'être justifiée : *Et vincas cum judicaris* (Psal. 50). En effet, tandis que l'Autriche, qui

était pliée jusqu'à présent sous le joug du Joséphinisme, rend la liberté à l'Église, et que cette liberté salutaire pénètre lentement de la théorie de la loi dans la pratique de l'administration; le Piémont, qui avait la gloire d'une monarchie chrétienne, persécute l'Église, ôte l'immunité aux ecclésiastiques, brise les concordats avec le Saint-Siége, emprisonne ou exile ses évêques, corrompt l'éducation et favorise la prédication du protestantisme anglais. D'autre part, les Italiens éprouvent toujours un regret légitime de voir deux de leurs plus belles provinces dominées par l'étranger. Mais s'ils veulent l'indépendance que nous leur souhaitons de tout notre cœur, ce n'est pas par l'anarchie, par la démagogie, par la démocratie, par la révolte, par le communisme, par l'impiété qu'ils pourront obtenir cette faveur du ciel. Italiens! si vous voulez la liberté et l'indépendance, abjurez la secte infâme qui vous rend esclaves de l'enfer, faites pénitence des vols, des meurtres, des impuretés qui vous rendent méprisables; rendez à Dieu et à César ce qui leur appartient, alors Dieu et César vous rendront ce qui fait l'objet de vos vœux les plus chers.

CHAPITRE XIX.

RESTAURATION EN SICILE.

Le contre-coup de Novare se fit sentir en Sicile, qui espérait toujours quelques secours du Piémont, ayant choisi le duc de Gênes pour roi, et comptait sur l'appui de l'étranger. La révolution de Sicile n'était pas natio-

nale, c'était un mouvement factice excité par l'influence des sociétés secrètes et de l'Angleterre. Cette puissance n'avait pas un intérêt sérieux à dominer la Sicile qui lui aurait échappé de même que la Corse. Malte, qui n'est qu'un port, suffit à l'intérêt maritime de l'Angleterre, comme l'entrepôt du commerce de la Méditerranée. Mais les nations se laissent dominer souvent par leurs passions plus que par leurs intérêts. Lord Palmerston, qui mit les immenses ressources de l'Angleterre au service des sociétés secrètes, voulait révolutionner l'Italie, la protestantiser par haine du Papisme, et détruire son commerce et son industrie, croyant faussement augmenter les débouchés de l'Angleterre, tandis qu'il ruinait les consommateurs. Cette politique injuste, qui sera jugée sévèrement par l'Angleterre elle-même et par l'histoire, portait lord Palmerston à désirer le protectorat de la Sicile. Aussi tous ses agents, au témoignage même du *Blue-Book*, publié par le Foreign-Office, étaient-ils hostiles au gouvernement napolitain, et favorables à la révolution qu'ils avaient excitée. Il suffit de nommer lord Minto, qui soufflait partout sur son passage le feu de la discorde, en tenant des propos qui changeaient chaque jour: tantôt il conseillait aux Siciliens le maintien de la dynastie des Bourbons, tantôt le fils du duc de Toscane, ou celui du roi de Sardaigne; M. Goodwin, consul anglais à Palerme, qui aidait les conspirateurs, et empêchait le bombardement de la cité rebelle; Baker, à Messine; Jeans, à Catane; lord Mouth Edgecumb, qui écrivait au général Vial une lettre pour appuyer les prétentions des insurgés; le commodore Luschington, qui aidait au bombardement du fort Castellamare à Palerme; lord Napier, qui exigeait, le 24 janvier, que le roi donnât aux Siciliens la constitution de 1812; l'amiral Parker, qui se plaça dans une attitude hostile devant Naples, parce

que le bateau à vapeur *Stromboli* avait capturé les Siciliens fuyant de Calabre vers Corfou, et empêchait une proposition de paix avantageuse, à cause de quarante-cinq personnes exceptées de l'amnistie. Les vaisseaux anglais fournirent à la Sicile plus de dix-neuf mille fusils, dont une partie fut vendue à vil prix; ils apportèrent en Sicile la poudre et les canons dont les insurgés pouvaient avoir besoin. Malte servait constamment de refuge aux conspirateurs bannis de l'Italie, qui de là soufflaient de nouveau le feu de la discorde. Lord Palmerston, en protégeant la révolte de la Sicile, oubliait qu'il donnait un exemple dangereux aux îles Ioniennes, qui veulent être grecques; au Canada, dont l'insurrection n'a été comprimée que par des flots de sang cruellement versés; à l'Irlande, opprimée depuis des siècles; enfin, aux immenses colonies qui font la puissance de la Grande-Bretagne, et qui ont des sujets de plaintes bien autrement sérieux que ceux de la Sicile. Il oubliait l'impatience du parti chartiste en Angleterre. Pour le bonheur et l'honneur de l'Angleterre qui nous tiennent fort à cœur, nous désirons qu'elle change de politique.

La conquête des Calabres par l'armée napolitaine avait effrayé le gouvernement de Palerme : il voulait faire quelques préparatifs de défense; il voulait frapper l'imagination du peuple; ayant fait détruire les bastions du palais Royal, il appela cet endroit place de la Victoire. On accorda l'amnistie aux déserteurs; on promit un encouragement à celui qui activerait une fabrique d'armes; on accorda une exemption d'impôt à l'introduction de certains objets militaires. On défendit toute communication avec le continent; le cabotage était permis aux seuls pavillons étrangers. La Sicile fut partagée en deux divisions militaires, et l'on mit à la disposition du ministre deux millions pour les dépenses de la guerre.

En même temps, on faisait des lois pour l'organisation d'une armée, des bataillons mobilisés de la garde nationale et de l'artillerie. Les gardes municipales de Palerme, de Catane et de Messine étaient déclarées des corps militaires à la dépendance de la guerre. Les localités de mille habitants devaient présenter un cheval, celles de douze mille, un mulet. On nommait des commandants, on établissait des règlements pour la discipline, le service et les revues; les déserteurs étaient considérés comme déserteurs en temps de guerre, et par conséquent condamnés à être fusillés. Ruggiero Settimo était nommé lieutenant général (O. Rovedon). On déclara que le parlement serait permanent pendant la durée de la guerre et du danger. C'était perpétuer l'anarchie. On pubblia une proclamation pour effrayer la Sicile sur les dangers que lui ferait courir l'armée napolitaine, si elle était victorieuse; on y promettait l'appui de trois puissances étrangères. On espérait exciter ainsi l'esprit militaire qui n'était pas dans les traditions historiques de la Sicile. Peu avant le renouvellement des hostilités, l'armée sicilienne ne comptait que huit mille hommes, dont quatre cents volontaires français, et deux bataillons de squadres de volontaires indisciplinés, commandés par les colonels Brocanica et Interdonato. La moitié de ces militaires étaient officiers, et dépensaient leur haute solde dans les tavernes, perdant follement les ressources d'un pays pauvre. A chaque proposition de réforme, il y avait une émeute dans cette écume de la population. Cependant, à l'approche des troupes du roi, qui devaient, on le sait, débarquer à Messine, on parvint à rassembler dans cette ville une armée de quinze mille hommes. Huit mille gardes nationaux, la population et un grand nombre de bouches à feu défendaient cette ville, dont les Napolitains voulaient faire

leur base d'opérations pour la conquête de la Sicile.

Le roi, de son côté, n'envoyait que six mille hommes contre les insurgés; mais c'étaient des soldats bien disciplinés, parfaitement exercés, guidés par des officiers habiles et commandés par le général prince Filangieri, qui joignait un brillant courage à sa haute intelligence et à l'expérience des guerres de l'empire. Ce général, occupé pendant la paix de spéculations industrielles qui n'avaient pas réussi, était venu offrir son épée au roi dans un temps de crise. Les préparatifs de la descente étant achevés aussi vite que les ressources du moment l'avaient permis, le 6 septembre fut le jour fixé pour l'attaque de Messine.

Depuis le 4, les batteries de la ville jouaient contre la citadelle, qui ripostait de son mieux. Le 6, Filangieri fit sortir sa flotte de Reggio, fit éteindre en passant les batteries de Messelles, débarqua sur les récifs de la côte, avec dix canons de campagne, et fit éloigner les vaisseaux pour ôter à ses soldats la possibilité de se rembarquer. Il s'avança contre Messine, tandis que le général Pranio, commandant de la citadelle, faisait de son côté une sortie vigoureuse; mais le feu des assiégés et l'heure avancée ne permirent pas de prendre la ville en ce jour. Les défenseurs de Messine se croyaient les vainqueurs; pleins d'une joie sauvage, ils se livraient au pillage et au désordre. Ayant tué quelques prisonniers qu'ils avaient faits aux Napolitains, ils mutilèrent leurs restes d'une manière atroce, firent rôtir de la chair humaine, criant dans les rues : « Un sou la livre d'un Napolitain! deux sous la livre d'un Suisse! » et finirent par en manger, comme les sauvages qui dévorent leurs prisonniers de guerre. Ces atrocités sont prouvées et se laissent concevoir, puisque l'armée sicilienne se recrutait même parmi les bandits des montagnes. Ce qui est

plus étonnant, c'est que le commandant en chef des insurgés, Miloro, membre de la jeune Italie, loin de réprimer ces crimes, demandait lui-même par lettre des prisonniers pour assouvir sa fureur.

Le lendemain, Filangieri fit recommencer l'attaque par la position de Campanaro-Longo, dans le village de Gazi; l'ayant enlevée, il occupa le village de Cantessa et les faubourgs de Messine; chaque position coûtait beaucoup de sang, il fallait enlever les maisons une à une. Le général Pranio, qui était sorti de son côté, fit jonction avec les troupes de Filangieri, au couvent de la Madeleine. Ce poste muni de douze canons fut défendu avec acharnement. Les quatre fils du général Stoekalper y trouvèrent la mort. Le soldat Aunet enfonça une grille de fer qui fermoit l'entrée d'un portique sans périr; on fit une brèche dans le mur, on enleva le couvent, on le brûla, tuant tous ceux qui se présentaient. Cette position étant aux portes de la ville, les Napolitains commencèrent à escalader les murs, les maisons, les barricades, s'aidant du fer et du feu. L'incendie s'était déjà déclaré dans cinq ou six endroits différents, soit par le feu des assiégeants, soit par celui des assiégés, qui était maladroitement dirigé. Après trois jours de combat, la garnison de Messine, renonçant à une défense impossible, s'enfuit dans les montagnes; mais avant de quitter la ville, elle la saccagea, pillant et tuant les habitants. Les malheureux citoyens de Messine, livrés à une terreur panique, fuyaient dans les champs ou sur la mer; ceux qui ne trouvaient pas de bateaux entraient dans l'eau jusqu'à la ceinture. Les vaisseaux français *l'Hercule* et *le Panama*, le bateau anglais le *Bulldog* étaient surchargés de fugitifs. Les premiers à fuir étaient les chefs du gouvernement révolutionnaire: blottis à fond de cale, ils parlaient encore des Napolitains avec mépris et vou-

laient donner des ordres ; mais le capitaine français leur dit : « Lâches ! lorsqu'on obéit à la peur, on n'a pas le droit de commander à des braves. Si vous voulez parler en maîtres, il faut aller où vos frères combattent ; si, au contraire, vous tremblez, demeurez ici, j'y consens, mais baissez la tête et taisez-vous. »

Les Napolitains entrèrent dans la ville par la Porta Nuova et la rue d'Austriæ ; le quatrième jour, la résistance cessa. Il est faux que les soldats du roi aient commis des excès à Messine ; au contraire, ils ont éteint l'incendie avec un admirable dévouement. Filangieri tint ses soldats occupés par diverses expéditions, soit en prenant les forts détachés sur les hauteurs, soit en poursuivant la garnison, pour donner le temps de calmer l'exaspération des assaillants. Ce général, donnant l'exemple du courage et du sang-froid au milieu du feu, électrisa ses subordonnés pendant la lutte, et mérita leur confiance et leur affection. Il sut aussi gagner la confiance des habitants de Messine, rétablit les autorités municipales, obtint le rétablissement du port franc et l'exemption des impôts onéreux pour une ville ruinée.

La prise de Messine coûta mille hommes tués ou blessés. On y trouva deux cent cinquante-trois canons, beaucoup d'armes, de vivres et de munitions. Ce brillant fait d'armes, qu'on croyait impossible, jeta une telle consternation en Sicile, qu'il aurait été facile alors d'en faire la conquête sans effusion de sang. Mais les deux amiraux Parker et Baudin arrêtèrent la marche victorieuse de Filangieri et lui imposèrent un nouvel armistice, sous le prétexte spécieux de l'humanité. On ouvrit à Gaëte de nouvelles conférences avec le roi de Naples, dont la patience ne s'est pas démentie jusqu'au bout, parce qu'il voulait mettre tous les torts du côté des puissances qui intervenaient mal à propos entre lui et

ses sujets. Au mois de novembre, le roi offrit aux Siciliens, par un manifeste, de nouvelles concessions, qui ne furent pas acceptées. La défaite de Novare, qui ravissait aux insurgés l'espoir d'un secours de la Sardaigne, ne leur ouvrit pas les yeux. L'Angleterre, qui les avait excités à la révolte et qui avait aidé leur armement, les abandonnait à leurs propres forces. La France, par l'organe de M. de Rayneval, les engagea inutilement à se réconcilier avec leur souverain. Les Siciliens étaient en partie exaltés par une présomption inconcevable, ils croyaient que dix d'entre eux tiendraient tête à cent Napolitains, et cent à dix mille; en partie dominés par les factions et livrés à l'anarchie, ils n'osaient pas manifester des sentiments contraires à l'opinion dominante. La trêve imposée par des motifs d'humanité fit couler plus de sang, en donnant aux Siciliens le temps de recruter des forces nouvelles.

Le gouvernement de Palerme parvint à rassembler vingt mille hommes formés à la hâte, avec une légion étrangère, ramassis de nations diverses. Il voulut avoir aussi des Suisses, mais le démocrate chargé de faire les levées partit avec de l'argent et ne revint pas. Le général Antonini, appelé à prendre le commandement en chef de l'armée sicilienne, après avoir inspecté les moyens défensifs de l'île, ne voulut pas s'en charger. On eut recours alors à Mieroslawski, général des causes perdues. Cet homme, d'un esprit plus brillant que solide, né d'un officier polonais et d'une mère française, avait enseigné à Paris l'art militaire aux dames, et, comme il médisait de Napoléon par un sentiment d'envie commun aux démocrates, une de ses élèves, impatientée, lui jeta son encrier à la figure. Il enseignait en même temps plusieurs autres choses, y compris la danse. Choisi par la société démocratique comme chef d'une conspi-

ration qu'elle préparait dans le duché de Posen, emprisonné à Berlin en 1846, il se fit remarquer, lors du procès, par une éloquence indiscrète et théâtrale. Délivré par la révolution de mars 1848, il se mit à la tête d'un rassemblement de volontaires et de paysans polonais que le gouvernement prussien permit d'organiser dans le duché de Posen. Mais à peine les Prussiens eurent-ils rassemblé les forces nécessaires, qu'ils se jetèrent sur ces cadres de l'armée polonaise pour les détruire. Mieroslawski fut vainqueur dans le combat de Miloslaw, par l'arrivée inopinée des renforts que lui amenait le major Bialoskorski; ce succès, ainsi qu'un nouvel engagement à Sakatow, fit la réputation du général, qui, voyant bien l'impossibilité de la lutte, licencia son armée. Il commanda depuis l'insurrection de Baden, et après y avoir été battu, il vint éprouver le même sort en Sicile, se mêlant ainsi de deux révolutions qui n'avaient aucun rapport avec sa cause nationale, et encourant en cela le blâme de ses compatriotes.

Les défaites de Mieroslawski doivent être attribuées surtout aux causes impossibles dont il avait le tort de se charger. Il est cependant une raison intrinsèque, inhérente au rôle qu'il s'était attribué, celui de chef démocrate. La démocratie est l'arme de l'anarchie, la guerre est une synthèse. La victoire est l'effet de l'obéissance; la démocratie de nos jours, c'est, au contraire, la désobéissance. Par conséquent, un démocrate général est une négation qui détruit une affirmation, c'est un rien. Pour commander un peuple, il faut s'inspirer de sa nationalité, il faut même la résumer à un haut degré; le démocrate parle habituellement au peuple un langage qui n'est pas compris, car le peuple est presque partout monarchique et religieux. Aussi c'est en vain que Mieroslawski parcourait la Sicile, fêté par les ova-

tions du parti démocratique, escomptant d'avance un triomphe qu'il ne devait pas obtenir; il aurait mieux fait de mettre de l'ordre dans les rangs d'une armée livrée à l'insubordination, il aurait gagné de cette manière la confiance du pays; mais cette entreprise n'était pas dans le programme de la démocratie. Mieroslawski accuse les Siciliens, dans ses mémoires, d'être attachés au roi, et en cela il peut bien avoir raison ; il les accuse aussi de lâcheté, mais ils n'ont pas fui partout; ils ont bien combattu à Messine.

On avait conçu le projet de se défendre en désespérés; on avait établi des corps d'observation à Catane, à Taormine, à Trapani, à Mazzara, à Girgenti, à Palerme. On avait envoyé des émissaires pour appeler les populations aux armes. On ne parlait qu'avec mépris des soldats napolitains, et l'on présentait la prise de Messine sous un faux jour pour stimuler la crainte et la haine. On fit une loi de conscription : tout Sicilien de dix-huit à trente ans était soldat; on ordonna une levée de toutes les classes; on devait exiger de chaque localité un contingent de trois sur mille, dans le délai de quinze jours. On offrait six ducats (vingt-sept francs) pour chaque engagement de volontaire. Celui qui aurait présenté cent vingt hommes équipés serait nommé capitaine; on autorisa une légion de volontaires. Une partie de la garde nationale fut mobilisée; on augmenta l'artillerie et l'on déclara que celui qui marcherait contre l'ennemi aurait bien mérité de la patrie. Les ecclésiastiques devaient conserver l'ordre à l'intérieur. Les armes de calibre, les poudres et les manufactures d'armes étaient mises à la disposition du gouvernement; tous les ouvriers et les chevaux étaient mis à la disposition des ordonnateurs de l'armée. On avait proposé même une flottille de corsaires. Cette proposition était

faite par l'énergique capitaine de vaisseau Adam Mieroslawski, frère du général, mais ne fut pas adoptée.
« Il fallait à ces mesures militaires joindre des mesures financières pour fournir aux dépenses de la guerre. Les deux premiers emprunts, l'un forcé, l'autre volontaire, se réalisaient avec rapidité. Maintenant, pour suppléer encore à la détresse des finances, on avait recours à un autre emprunt forcé. Les comités devaient se réunir aussitôt pour faire la répartition. Le mode d'exétion de l'emprunt forcé devait être de sa nature nécessairement arbitraire. Les corporations étaient autorisées à faire des dettes et à hypothéquer leurs biens. On ordonna aussi la vente des biens nationaux pour un million deux cent mille onces. Mais comme on doutait du succès de la révolution, on ne les achetait pas. Ainsi on autorisa le gouvernement à prendre l'argenterie et les ornements des églises et des couvents. Les meubles et les immeubles devaient être saisis par le ministre des finances, vendus ou donnés pour gages aux prêteurs. Plus tard, et tandis que l'édifice élevé par la révolution s'écroulait déjà, on fit un nouvel emprunt forcé de six cent mille onces. Dès le commencement de la révolution, on avait imposé une taxe sur les boutiques, les fenêtres et les appointements des fonctionnaires. Cornoja, marchand de vin de la Société œnologique et banqueroutier, était ministre des finances. A ces mesures pour soutenir la guerre, on en joignit d'autres encore, tout à fait politiques. On déclara coupables de haute trahison ceux qui, à Messine, prenaient service avec les Napolitains; on fit une loi des suspects; on nomma des commissions militaires pour les juger, aussi bien que les voleurs et les brigands, qui s'étaient multipliés d'une manière épouvantable. Les révolutions sont plagiaires. » (O. Rovedon).

Le temps des négociations était passé; il fallait terminer le différend par la voie des armes; l'honneur du roi et le maintien de son autorité à Naples même exigeaient qu'il mît fin à la révolution de Sicile. Les six mois de la dernière trêve n'avaient pas été perdus; l'armée du roi était portée à quinze mille hommes et formée en trois divisions. L'une d'elles fut embarquée sur la flotte et envoyée au delà du cap Orlando, vers Cefalu, du côté de Palerme, pour attirer les forces siciliennes à la défense de la capitale; mais Mieroslawski, établi à Catane, ne bougea pas: la flotte revint seconder les opérations de l'armée. Filangieri passa, le 29, la revue de ses troupes; il en fut reçu avec enthousiasme. Il se mit en marche, le 31 mars, par un chemin difficile, le long de la mer, vers l'Etna. Cette route, accidentée par les montagnes, aurait pu être défendue avec peu de forces. La division qui marchait la première rencontra les insurgés au bourg d'Ali, les en délogea facilement et les poursuivit jusqu'à Fiume de Nivi; là ils voulurent se rallier, mais ils furent encore repoussés. Le colonel Interdonato, ex-avoué, fut obligé de s'enfuir sur les hauteurs. Une résistance plus grande attendait les troupes royales à San-Alessio; ce fort était défendu par un bataillon étranger, un escadron de réformés d'Afrique et un ramassis d'insurgés; les soldats, entrés de vive force dans le bourg, exaspérés par la défense, saccagèrent et brûlèrent quelques maisons; mais le général se hâta de réprimer ces désordres. Il faisait des efforts continuels pour protéger les localités qui étaient sur son passage et faisait camper ses soldats hors des villages pour empêcher les dévastations. C'est ainsi que des gorges formidables étaient tombées sans arrêter la marche de l'armée qui s'approchait de Taormine. Nunziante y venait de son côté, par le revers des montagnes, avec sa division.

La route de Messine à Catane passe au pied et sous le feu du plateau de Taormine. Cette ville est inabordable du côté de la mer par son escarpement; du côté de la terre, on y arrive par un sentier tortueux qui était coupé et défendu par les insurgés, au nombre de trois mille, grossis par les fuyards de San-Alessio. Les hauteurs environnantes étaient garnies de soldats. Filangieri arrive par mer; il aide des feux de l'escadre les mouvements de ses troupes, et fait débarquer un détachement pour seconder l'attaque. Les soldats gravissent les hauteurs avec l'agilité du chamois; ils mettent en fuite les insurgés; quinze hommes parviennent à monter dans la ville; la garnison croit que l'armée les suit et quitte Taormine en y laissant des canons, des vivres et des munitions. Cette victoire valut au général Filangieri le titre de duc de Taormine et le fief attaché au titre. Cependant il allait remporter une victoire plus grande, passé Aci Reale, qui le reçut en triomphe.

Catane, capitale d'une province, ville grande et riche, était le centre de la résistance. Mieroslawski y avait rassemblé l'armée soi-disant régulière, le tiers des gardes nationales, les escadrons de volontaires, les congédiés, la levée des montagnards, les légions étrangères; il y avait près de vingt-cinq mille hommes de troupes. On avait coupé la chaussée avec des rochers roulés du haut de l'Etna; un fort détaché, ceint d'un mur crénelé, s'élevait à cinq milles italiens de la ville. Les insurgés, répandus dans les maisons, derrière les haies, sur les hauteurs, armés de bons fusils, faisaient un feu opiniâtre. Au commencement, il y eut de l'étonnement dans les troupes royales; quelques soldats napolitains et un officier supérieur, Ritucci, tombèrent au pouvoir des insurgés, qui les traitèrent avec la même cruauté qu'à Messine. A cet affreux spectacle, l'indi-

gnation anima les troupes du roi d'une fureur fatale aux révoltés ; la redoute, les barricades, les mines, tous les obstacles sont bientôt franchis, les maisons enlevées ; les positions, les canons tombent au pouvoir des Napolitains ; les Siciliens fuient vers la ville par la porte d'Aci. Filangieri fait entrer ses soldats pêle-mêle avec les insulaires. Le combat recommence dans l'intérieur de la ville ; les maisons sont prises une à une et brûlées ; les Napolitains pénètrent jusqu'à la cathédrale. Alors les insurgés, voyant la résistance impossible, quittent la ville en désordre. La légion étrangère se bat bien jusqu'au soir et se retire à la faveur de la nuit vers Aderno ; elle est poursuivie par les Napolitains et forcée de se disperser sur les hauteurs au delà de la rivière de Simète. Les insurgés fuient dans toutes les directions, les uns vers les montagnes, les autres à Palerme. Mieroslawski ne déploya pas dans cette journée beaucoup de talents, mais assez de courage ; blessé à la gorge, il se retira dans Palerme, fit raser sa longue barbe, s'enveloppa de son manteau et ne voulut plus reprendre le commandement, malgré les instances de Stabile, s'excusant sur le trop grand attachement qu'il voyait en Sicile pour la cause du roi ; il se hâta de s'embarquer, passa en France et s'y maria avec la fille d'un professeur.

Si les Napolitains avaient été repoussés de Catane, ils auraient été poursuivis à travers les montagnes et massacrés sans pitié. Au contraire, la prise de Catane (6 avril) décida la soumission des autres villes de la Sicile ; Syracuse, défendue par douze cents fantassins, quatre cents artilleurs et un château très fort, paya la rançon à la garnison pour en être quitte et se soumit au vainqueur. Filangieri, marchant en triomphe sur Palerme, était reçu partout avec des démonstrations de joie, aux cris de : « Vive le roi ! Mort

aux révolutionnaires! » A Caltanisetta, capitale de province, le peuple sortit au-devant du vainqueur, avec des palmes et des couronnes de fleurs, au son des cloches et de la musique, qui entonnait l'hymne cher aux Bourbons. Aux fenêtres drapées de blanc se tenaient les dames qui le saluaient sur son passage. Un *Te Deum* fut chanté à l'église. En cinq jours, l'île fut soumise, excepté Palerme.

Palerme était en proie à l'anarchie. Ceux qui pouvaient profiter des désordres prolongés s'opposaient à la soumission par la violence. Les autorités étaient obligées de se cacher pour se soustraire à la vengeance d'une populace fanatisée. Les négociations pour la reddition de la ville furent conduites sans bonne foi, traînées en longueur et rompues. Filangieri s'approcha de Palerme. Les insurgés sortirent au-devant de lui le 7 mai; la journée se passa à se harceler des deux côtés. Le lendemain, le bataillon de l'université se mit à crier: «En avant les Français!» La légion étrangère essaya d'enlever les hauteurs de Mislimeri, mais elle fut repoussée. Les troupes du roi délogèrent les insurgés des hauteurs de Mezzagno et Villa-Abbate, prirent leurs ouvrages à revers, se jetèrent sur les insurgés et les dispersèrent. Les villages de Mezzagno et de Villa-Abbate furent brûlés. En ce moment, l'amiral Baudin manda au consul français de conseiller la paix. Les ministres, qui voulaient la guerre, donnèrent leur démission; le parlement décréta un acte de soumission absolue au roi, malgré les tumultes continuels dont Palerme était le théâtre. La garde nationale en vint aux mains avec les factieux qui ne comptaient dans leurs rangs, en grande partie, que des galériens et d'autres criminels. Les chefs des guérillas firent leur soumission et reçurent leurs passe-ports. Les personnes compromises dans la révolution se cachèrent à bord

des vaisseaux anglais et français, et de *l'Indépendance*, un des deux vaisseaux mandés d'Angleterre, qui venait d'arriver au moment opportun; elles firent voile pour Malte, Gênes ou la France. La municipalité remit à Filangieri les clefs de la ville. Les troupes napolitaines entrèrent à Palerme aux applaudissements de la foule; en même temps la flotte royale entrait dans le port. Filangieri envoya un détachement pour occuper Trapani, et des colonnes mobiles pour pacifier le pays. C'est ainsi que la Sicile fut délivrée du joug de l'anarchie qui l'avait réduite à la misère; comme l'enfant prodigue, elle avait dissipé ses ressources, et mourait de faim en nourrissant les troupeaux de ses prétendus défenseurs. Le roi pardonna toutes les injures dont on l'avait abreuvé depuis quinze mois; il donna une large amnistie, en exceptant toutefois quarante-trois chefs de la révolte, et s'appliqua de tout son cœur à guérir les maux dont l'île avait été accablée. Que le courage sicilien serve à l'avenir une meilleure cause!

CHAPITRE XX.

SIÉGE DE VENISE.

La position exceptionnelle de Venise rend cette ville inexpugnable. Les petites rivières qui tombent dans l'Adriatique, la Piave, le Sile, la Brenta, le Bachiglione et autres, jusqu'à l'embouchure de l'Adige, portant leurs alluvions à la mer, et refoulées par les flots, y ont formé des lacs ou lagunes de peu de profondeur. Pendant le

reflux, l'eau laisse à découvert des marais coupés par des canaux navigables; le flux couvre ces bancs d'une vaste nappe d'eau. La lagune a six myriamètres de longueur sur un de largeur, et trois cent quarante kilomètres carrés de superficie; elle est séparée de la mer par une digue tellement faible en partie, qu'elle a dû être fortifiée par les murazzi ou muraille longue de plus de cinq kilomètres, bâtie de marbre sur pilotis, épaisse de treize à quatorze mètres à la base, un mètre au sommet : cette muraille a été très admirée de Napoléon. La digue est percée de cinq ouvertures ou détroits qui réunissent les eaux des lagunes aux flots de la mer, dont deux seulement sont profondes, celles de Chioggia et de Malamocco, la dernière surtout. De Malamocco, les vaisseaux de ligne déchargés peuvent aller à l'arsenal de Venise par un canal de cinq à six mètres de profondeur. Plusieurs archipels de petites îles s'élèvent au milieu des lagunes; sur un de ces archipels et sur pilotis est bâtie la ville de Venise, qui, au temps de sa prospérité, avait deux cent mille habitants, et qui en compte à présent cent vingt mille. La petite ville de Chioggia contient une population de trente mille hommes; Burano, dix mille; toute la lagune, environ deux cent mille. Outre la lagune de Venise, il y en a plusieurs autres au fond de l'Adriatique; elles n'ont pas la même célébrité et n'entrent pas dans son système de défense.

Venise, qui fut dans le principe une république de castors, acquit depuis, par son commerce et par la prudence de son gouvernement aristocratique, beaucoup de gloire, de richesses, et de vastes possessions en terre ferme et au delà des mers. Un système de gouvernement qui procura aux Vénitiens quatorze siècles d'indépendance et de prospérité mérite d'être étudié. Tout

s'y faisait pour le peuple, rien par le peuple. La souveraineté résidait dans le grand conseil ou assemblée des nobles qui se se réunissait pour élire le doge et pour d'autres grandes occasions. Le pouvoir était confié au sénat; l'exécution appartenait au doge assisté de six conseillers et de trois chefs de la magistrature. La police était exercée par le fameux conseil des Dix, dont la cruauté a été très exagérée par les calomnies des démocrates. Sans vouloir justifier les excès de l'aristocratie vénitienne, on peut se demander si un gouvernement démocratique aurait donné moins d'abus et plus de durée à la patrie. L'exemple des autres villes d'Italie qui se sont gouvernées démocratiquement, qui ont été le théâtre des guerres civiles et la proie de l'étranger, ne prouve pas en faveur de la démocratie. Toutefois c'était alors une démocratie chrétienne, qui tirait de la foi des éléments de vie; tandis que celle de nos jours est animée du souffle de l'enfer et n'est qu'un masque hypocrite de l'impiété et de la tyrannie. Les nobles Vénitiens s'adonnaient au commerce, et c'était la source de leurs richesses, car les emplois publics étaient peu rétribués; ils s'exerçaient dès leur jeunesse au maniement des affaires publiques, et cherchaient à acquérir de la prudence et non de l'éloquence; ils excellaient par leur héroïsme sur mer : malheureusement la république jalouse ne leur confiait pas le commandement des forces de terre, et préférait le donner à des étrangers, et c'est une des causes de sa perte. Ce qui contribua bien plus encore à la chute de la république, ce fut la corruption des mœurs, qui priva les nobles de leur ancienne sagesse et de leur vigueur, et le développement de la démocratie qui se jeta entre les bras de l'étranger. La démocratie voulut relever Venise, mais elle ne put y réussir.

La longue prospérité de Venise et ses relations avec

l'Orient firent naître chez elle le culte des beaux-arts; les styles byzantin, mauresque, gothique, et celui de la renaissance décorèrent successivement ses monuments, et leur mélange heureux y produisit des prodiges d'architecture. On dirait des palais enchantés qui surgissent des eaux, le long des canaux qui remplacent les rues. Venise est sans doute, quant à l'architecture, la plus belle ville de l'univers.

La position particulière de cette reine des mers fait qu'elle n'a pas besoin de murs et de bastions; en revanche la défense ne peut se borner à la ville seule, elle doit embrasser toute la lagune. Plusieurs forts détachés et de nombreuses batteries défendent les lagunes, du côté de la terre et de la mer; les plus remarquables sont: le fort de Brandolo qui défend Chioggia à l'entrée des lagunes au midi; et Malgherra, fort nouveau, élevé sur la terre ferme, au point où le chemin de fer de Padoue entre dans les lagunes, pour les traverser sur un pont long de trois mille six cent trois mètres, large de neuf mètres, bâti sur deux cent vingt-deux arcades, en 1847, pour la somme de six millions de livres autrichiennes.

Pour défendre son archipel, Venise avait vingt-cinq mille hommes armés, c'est-à-dire quatre mille marins et soldats de marine vénitienne; six mille Romains; deux mille Piémontais; treize mille Vénitiens, Napolitains, Lombards, formant l'armée vénitienne. Cette armée se composait de sept bataillons de garde mobile, sept bataillons de volontaires vénitiens, lombards et napolitains; deux bataillons de ligne, composés d'hommes ayant servi l'Autriche; un bataillon de gendarmes ex-grenadiers autrichiens; une légion de Français et Italiens venant de Paris; une compagnie suisse; une prétendue légion hongroise qui n'avait pas cinquante

hommes; enfin, quelques troupes d'artillerie et de génie. Chacun de ces corps avait un uniforme, une organisation, une solde différente, et généralement parlant, il y avait peu de discipline. Dans cet exposé des forces de la république, ne sont pas comprises les flottes sarde et napolitaine qui bloquaient la flotte autrichienne à Trieste.

Avec des forces aussi considérables, on aurait pu tenter de grandes choses, si elles avaient été bien conduites et bien disciplinées, d'autant plus que l'armée opposée à Venise, qui la bloquait du côté de la terre, sous les ordres de Welden, n'avait pas plus de huit à neuf mille hommes, obligés de garder une ligne très étendue et accidentée; on aurait pu aguerrir l'armée assiégée par de fréquentes sorties, finir par battre les assiégeants, et faire une diversion importante pour la guerre de Lombardie. Ce système était d'autant plus opportun qu'en vivant aux dépens de la terre ferme, on n'aurait pas épuisé les ressources de Venise. Le commandant de Venise, malgré son patriotisme, son courage, son imagination féconde, n'avait pas plus que les généraux piémontais les qualités nécessaires pour exécuter une pareille entreprise.

Le vieux général Pépé, qui avait passé sa vie à conspirer en exil, n'avait pu donner à son esprit élevé cette direction positive et pratique, cette connaissance des détails, cette énergie d'exécution indispensable au véritable homme de guerre. Envoyé par le roi de Naples vers le Pô, avec deux divisions, avec ordre d'y attendre de nouvelles instructions, Pépé s'étant arrêté quelques jours entre Bologne et Ferrare, reçut, à la suite des événements du 15 mai, l'ordre de revenir sur ses pas. L'honneur et le devoir militaire lui ordonnaient d'obéir ou de se démettre de ses fonctions. Il commença en effet par remettre le commandement au général Statella,

puis il se ravisa, voulut le reprendre et faire passer le Pô à ses troupes, contrairement aux ordres du roi. L'armée, très attachée à son souverain, ne voulut pas marcher en avant, et revint à Naples, malgré les menaces des démocrates de Bologne; Pépé marcha sur Venise, suivi seulement d'un bataillon de chasseurs, de deux bataillons de volontaires, d'une batterie d'artillerie, d'une compagnie du génie, et d'un certain nombre d'officiers de tout grade. Pépé, arrivant à Venise entouré d'une ancienne auréole de popularité, étant d'ailleurs le personnage militaire le plus élevé dans les lagunes, fut nécessairement nommé général en chef par un gouvernement qui recherchait plus le suffrage de la multitude que l'utilité réelle. Ce choix ne fut pas assez heureux; car, quoique Pépé fût très dévoué à la cause de l'indépendance italienne, son âge avancé amortissait son énergie naturelle, et ses opinions républicaines le rendaient suspect à Charles-Albert dont il fallait mériter la confiance, pour en être sérieusement secondé. Toutefois le vieux général mérite beaucoup d'éloges; il commença par introduire une discipline uniforme, bien qu'insuffisante dans l'armée; il sut lui communiquer son dévouement patriotique, et maintenir son honneur jusqu'au bout d'un siége mémorable. Il avait pour principe que le véritable moyen de soutenir un siége, c'est de faire de fréquentes sorties, et s'il ne donna pas assez d'extension à ce système, c'est surtout parce qu'il en était empêché par le gouvernement qui évitait les hostilités sur la recommandation des cours étrangères, de la France et de l'Angleterre, afin de faciliter une médiation qui a été sans résultat.

Manin, le chef du gouvernement, était également un homme de talent, éloquent et courageux, mais très incomplet et nullement à la hauteur des circonstances.

Peu habile comme administrateur, n'entendant rien aux choses militaires, dévoré d'une ambition qui s'alliait avec ses idées démocratiques, excitant d'une main la populace qu'il savait contenir au gré de ses désirs, il ne fit pas bien les affaires de sa ville natale qu'il dominait par l'ascendant de sa parole.

Venise avait à opter entre la politique de légitimité et la politique d'opportunité. Ayant secoué le joug d'un empire étranger, Venise aurait dû reprendre son ancienne constitution, avec des modifications adaptées aux idées du jour. Ainsi, au lieu d'un grand conseil composé de nobles inscrits au *Livre d'or,* on aurait pu le former des députés de la ville et de terre ferme, laisser le sénat et augmenter le pouvoir du doge. Cette dignité antique aurait pu être confiée à Manin qui avait le précieux avantage de porter le même nom que le dernier doge de Venise: c'était renouer la chaîne des temps. Voulait-on seconder l'impulsion des masses, ce qui était indiqué par l'opportunité, il fallait alors réunir Venise au royaume de Sardaigne, qui aurait formé un royaume de la haute Italie, capable de résister aux efforts de l'étranger qui aurait voulu passer les Alpes. Il était indispensable, dans cette manière de voir, de hâter la fusion de Venise avec le Piémont afin d'amener au plus tôt l'entente cordiale entre le roi et les défenseurs des lagunes, et d'obtenir cette unité d'action qui seule peut triompher d'un ennemi puissant. Le parti de la fusion était le plus nombreux à Venise comme sur le continent; mais Manin, qui ne voulait pas perdre le pouvoir, fit tout ce qu'il put pour retarder cet acte important. Au lieu d'ouvrir des registres, comme on avait fait partout, le gouvernement convoqua une chambre qu'il espérait pouvoir dominer plus facilement; il ne l'assembla que le 3 juillet, et commença par rendre compte de son

administration. Vint ensuite le tour de discuter la fusion. Manin prononça un discours embarrassé; il dit qu'il était républicain, que l'avenir appartenait à ce parti, que le sort de l'Italie devait être fixé par une assemblée unique convoquée à Rome, mais qu'il pouvait provisoirement faire le sacrifice de ses opinions au besoin de concorde. Par ce discours, Manin se rangeait au nombre des idéologues qui voulaient l'unité de l'Italie, et non la fédération qui était le véritable moyen de sa grandeur; il se rangeait de l'avis des ennemis de l'Église et de l'ordre public, fauteurs de l'anarchie. La chambre vota la fusion à une majorité de cent vingt-sept voix contre six; Manin se démit de son emploi et fut remplacé par le ministre de la justice Castelli. Ce vote eut lieu le 5 juillet 1848; il fut accepté par le prince de Carignan, lieutenant du roi de Sardaigne, le 27 juillet; le 6 août, le général Colli et le littérateur Cibraio arrivèrent à Venise, pour prendre, conjointement avec Castelli, le gouvernement de la ville, en qualité de commissaires du roi. Quelques jours après, le 11 août, on reçut à Venise la nouvelle que Charles-Albert, vaincu, avait conclu l'armistice qui l'obligeait à évacuer ses troupes de Venise. La position des commissaires était fausse et pénible; ils tâchèrent d'abord de cacher les mauvaises nouvelles, mais le peuple, rassemblé sur la place Saint-Marc, réclamait la vérité; il criait : « Mort aux commissaires! trahison! Nous voulons Manin, le sauveur de la patrie. » Alors Manin se montra sur le balcon et dit : « Les commissaires du roi déclarent qu'ils quittent le gouvernement. Après-demain se réunira l'assemblée de la ville et de la province de Venise, elle nommera un nouveau gouvernement; pendant vingt-quatre heures, c'est moi qui gouverne. » — « Oui! Vive Manin! » s'écria la foule, qui se dispersa une demi-heure après, lorsque Manin déclara que l'élite de

la garde civique irait le soir même au secours du fort menacé de Malgherra.

La diète nomma de nouveau Manin président du gouvernement, en lui donnant pour collègues le vice-amiral Graziani et le colonel du génie Cavedalis. Dès lors, Manin conserva le pouvoir jusqu'à la reddition de Venise. Depuis le 7 mars, il fut même le chef unique du gouvernement, avec titre de président : il porte donc la responsabilité des actes d'une administration incapable. En arrivant au pouvoir, la révolution trouva dix millions de lires en caisse; mais les revenus de la ville, diminués par une réduction d'impôts inopportune et par la cessation du commerce et de la consommation, ne s'élevaient qu'à deux cent mille lires à peine par mois, tandis que les dépenses étaient de deux millions et demi de lires autrichiennes : les ressources de la république se trouvèrent bientôt épuisées. On eut recours à un emprunt de dix millions, réparti entre les provinces de la terre ferme, dont la moitié au plus put être réalisée à cause de l'occupation par l'ennemi. Les réquisitions d'argent et d'or appartenant aux églises ou bien aux particuliers se fondirent bientôt dans les caisses du gouvernement. Les dons volontaires des autres villes d'Italie ne produisirent pas au delà de cent mille francs; les cent mille scudi votés par la république romaine ne furent payés qu'en faible partie. Les six cent mille francs par mois, votés par le parlement sarde avant la campagne, furent enlevés par la défaite de Novare avant que le premier mois eût été complétement payé. Indépendamment des sacrifices nombreux que les familles riches s'imposaient avec une générosité toute patriotique et des retenues considérables sur le traitement des employés, dont Pépé donna l'exemple en renonçant à son traitement, il fallut en venir à des moyens plus efficaces. On eut recours au

papier-monnaie, *carta patriotica, carta del commune*, dont on mit pour trente-trois millions en circulation. La révolution dépensa soixante millions de lires en tout pendant dix-sept mois. Les trois premiers mois coûtèrent douze millions, dont sept pour la guerre. En général, les dépenses étaient employées d'une manière peu habile; même un certain nombre d'employés n'eurent pas honte de s'enrichir aux dépens de la détresse commune. On ne put jamais présenter à la chambre des comptes complets et détaillés; c'étaient toujours de grands chiffres, des tableaux en grand que l'on ne pouvait pas vérifier. Le mauvais emploi des ressources de la république fit négliger les objets les plus importants : ainsi on n'approvisionna pas la ville pour longtemps, et l'on négligea en même temps la flotte, qui pouvait tenir la mer libre et protéger les convois de vivres.

La défense de Venise par mer étant plus importante que celle du côté de terre, la première pensée des insurgés aurait dû être de s'emparer de la flotte autrichienne, stationnée à Pola en Dalmatie et montée par des marins italiens; on s'y prit un peu trop tard, et l'on donna le temps au gouvernement autrichien de prendre des mesures pour s'assurer de la fidélité de la flotte. Plus tard, l'amiral sarde Albini, et Casa, l'amiral napolitain, manquèrent la flotte autrichienne à l'embouchure de la Piave et du Tagliamento et la bloquèrent; à Trieste, ils auraient pu la détruire, ils ne le firent pas, sur les représentations des consuls étrangers. Casa fut bientôt rappelé avec ses deux frégates, un brick et cinq bateaux à vapeur. Albini resta avec quatre frégates, une corvette, deux bricks et neuf bateaux à vapeur; il ne put rien entreprendre ni contre Trieste ni contre la flotte, à cause des représentations de la diète de Francfort, qui aurait considéré cet acte comme une agression contre

la Confédération. Elle avait une passion décidée pour la marine allemande. Albini se borna donc à observer la flotte autrichienne; il resta dans l'Adriatique, malgré l'armistice de Milan, sous prétexte que le parc d'artillerie de Peschiera n'était pas complétement rendu au Piémont, et ne quitta les eaux de Venise que bien après la bataille de Novare. Les Vénitiens avaient eu un an pour équiper une flotte égale ou supérieure à celle de l'Autriche, qui n'avait devant Venise que trois frégates, deux corvettes, cinq bricks et quatre bateaux à vapeur dont un seul de guerre. Les Vénitiens parvinrent à monter quatorze bâtiments, dont quatre corvettes, cinq bricks, une goëlette, un bateau à vapeur, trois remorqueurs à vapeur; mais cette flotte ne voulut jamais tenir la mer et se mesurer avec l'ennemi, et laissa bloquer les lagunes depuis le départ d'Albini.

Heureusement la défense du côté de la terre était mieux organisée. Pépé croyait très justement, l'histoire des siéges à la main, que la défense ne doit pas être passive, mais qu'elle doit s'animer par de fréquentes sorties. Le 6 juillet 1848, il ordonna au général Ferrari de sortir du fort de Brandolo pour s'emparer du fort de Cavanella sur l'Adige. L'attaque commença à une heure trop tardive; les ordres donnés à trois colonnes, dont la première devait longer le canal de Valle, la seconde passer par la route entre le canal et l'Adige, la la troisième traverser l'Adige à Portesine et remonter la rive droite, ne furent pas ponctuellement exécutés. Ferrari, voyant la difficulté de prendre le fort, dont la garnison, de deux cent cinquante hommes, avait été doublée par l'arrivée de celle qui devait la relever, après un long combat ordonna la retraite et fut injustement accusé de trahison par ses troupes indisciplinées; on attenta même à sa vie. La seule objection fondée qu'on

pourrait faire à Ferrari, c'est qu'ayant passé d'emblée du rang de colonel à celui de général, par la bonne grâce du Cercle romain, il n'avait pas les connaissances nécessaires à un chef militaire pour le rendre sagement entreprenant. Le général Ferrari, justifié par un ordre du jour, quitta bientôt les lagunes avec ses troupes démoralisées par ce faible échec, au point de ne vouloir plus se battre, et rappelées d'ailleurs par le gouvernement romain. Ces volontaires furent remplacés par ceux du pays vénitien, nommés chasseurs du Sile, de la Brenta, du Bachiglione, des Alpes, des collines Euganées. Une sortie de Malgherra, le 9 juillet, fut plus heureuse.

Une sortie plus importante au même point eut lieu le 27 octobre, en trois colonnes. La colonne de gauche, de quatre cent cinquante hommes commandés par le colonel Amigo, se dirigea contre Fusine, sur des chaloupes canonnières, prit cette ville et deux canons, mais n'avança pas assez vite pour contribuer au succès des deux autres colonnes. La colonne du centre, de neuf cents volontaires lombards et bolonais, commandés par le colonel Morandi, suivit le chemin de fer; celle de droite, de six cent cinquante hommes, le colonel Zambeccari en tête, longeait le canal de Mestre, par la digue. La colonne du centre fut arrêtée par le feu de l'ennemi. Alors Pépé, qui était à Malgherra, envoya avec cent gendarmes son chef d'état-major Ulloa, qui rétablit le combat et pénétra dans Mestre, prit les maisons une à une, dispersa les Autrichiens qui s'étaient formés sur la place. Pendant ce temps, Zambeccari enlevait une barricade défendue par deux canons et qui coupait la digue; il perdit beaucoup de monde par le feu de l'ennemi caché derrière les maisons et par les difficultés du terrain, et se réunit à la colonne du centre à Mestre. Ce

combat coûta aux Autrichiens six canons, trois cents hommes hors de combat et six cents prisonniers; il releva beaucoup le courage des assiégés. Ceux-ci eurent à déplorer la mort d'Alexandre Paerio, frère du ministre, officier, volontaire napolitain, homme distingué par ses connaissances variées. Un matelot de douze ans, Zorzi, se distingua dans ce combat du côté de Fusine : un boulet ayant fait tomber un drapeau italien, il se jeta dans l'eau pour le repêcher, et sauva cet emblème de l'indépendance en criant : « Vive l'Italie! » La saison d'automne augmentait les fièvres des marais; la moitié de la garnison encombrait les hôpitaux, on ne pouvait suffire à leurs besoins. Les capucins, au moins, soignaient bien les âmes des malades. Un religieux de cet ordre vénérable et populaire prêchait souvent sur la place Saint-Marc et contribuait ainsi à exalter le sentiment des vertus chrétiennes dont les Vénitiens firent preuve à cette époque. La faim commençait à augmenter les souffrances du siége. Le départ d'Albini après la bataille de Novare; l'inaction de la flotte vénitienne, qui n'osait pas reprendre l'empire de la mer; le blocus du côté de la mer, qui ne permettait plus aux petits vaisseaux de la côte d'apporter des vivres en abondance, inspirèrent la crainte de la famine à Venise.

La nouvelle de la reprise des hostilités avait produit une grande joie dans les lagunes. Pépé était sorti, espérant se réunir à un corps de Romains qui devait venir de Bologne; mais les Romains ne bougèrent pas, et la nouvelle de la défaite de Novare fit rentrer Pépé dans les lagunes. On pouvait alors songer à capituler, mais les Vénitiens ne perdirent pas l'espoir du succès. La diète déclara, le 2 avril, qu'il fallait résister à tout prix, et donna le plein pouvoir à Manin pour continuer la résistance. Le peuple ratifia cette résolution par ses acclamations. Le jour de la

Saint-Marc, le patron de Venise, après la messe, il y eut une revue sur la place. Manin promit la victoire comme prix de la persévérance, en criant : « En mer! Vive Saint-Marc! » Il excita l'enthousiasme du peuple, qu'il savait agiter à son gré, comme le vent soulève les flots de l'Adriatique. Venise se confia à la protection de la sainte Vierge, dont l'image miraculeuse, exposée dans la basilique de Saint-Marc, fut visitée successivement chaque jour, durant un mois, par les paroisses de la ville, le clergé en tête, pour implorer le secours du ciel. Ces prières ne furent pas vaines; car si Venise ne put reconquérir son indépendance, elle sut la mériter par une longue résistance qui l'honore dans l'histoire et lui assure un heureux avenir que la démocratie n'aurait pu lui donner.

Vers la fin d'avril, Venise, qui jusque-là n'avait été bloquée que par huit à neuf mille hommes, fut assiégée du côté de la terre par trente mille hommes commandés par le général Haynau, homme d'une énergie sauvage, qui venait de réduire Brescia. Après une tentative inutile contre Brandolo, les Autrichiens tournèrent leurs efforts contre le fort de Malgherra, véritable clef de la défense. Le fort, élevé par Napoléon entre 1808 et 1810, mais augmenté par les Vénitiens, était un pentagone en terre entouré d'un fossé plein d'eau et d'une double enceinte semblable à la première, précédée de trois lunettes, dans le but de faciliter les sorties des casemates qui mettent à couvert la poudre et les soldats. Deux redoutes détachées, appelées du nom de Manin et du général Rizzandi, relient le fort au pont du chemin de fer, qui est protégé par une batterie spéciale. Du côté de Venise, le feu des canons et l'eau des marais ne permettent pas à l'ennemi de s'approcher et assurent les libres communications du fort avec la ville. Les Vénitiens avaient

armé Malgherra de cent trente canons de six, douze, vingt-quatre, quarante-huit et quatre-vingts livres, et de vingt-quatre mortiers de huit et de douze pouces. C'est une justice à rendre aux Vénitiens, qu'ils étaient pourvus d'une artillerie nombreuse; ils fondirent peu de canons, mais ils en trouvèrent beaucoup dans l'arsenal et n'eurent que la peine de construire les affûts et d'armer sept barques et batteries flottantes pour le barrage des canaux. Un millier de canons en tout défendaient les abords de Venise, sur terre et sur mer, dont deux cent cinquante canons fixes, deux batteries de campagne et six canons, le reste flottant. Les Autrichiens entourèrent Malgherra d'une parallèle de six kilomètres de longueur, à une distance d'un kilomètre, double de la distance ordinaire, à cause de la difficulté des travaux dans les marais; ils y firent travailler six mille ouvriers ou soldats à la fois. Ils commencèrent la canonnade dès le 4 mai; mais la supériorité de l'artillerie du fort les réduisit bientôt au silence. Le général Paoluzzi, commandant du fort, injustement soupçonné, fut remplacé par le colonel Ulloa, depuis général, qui déploya la plus grande énergie. En général, ce sont les officiers napolitains qui ont le plus contribué à la défense de Venise, par leur connaissance du métier des armes. De nuit, les Autrichiens lançaient contre le fort des congrèves qui éclairaient la contrée, et produisaient l'effet d'un admirable feu d'artifice. Les Vénitiens regardaient de loin le combat qui devait décider de leur sort. Le 5 mai, Radetzki proposa aux Vénitiens de se rendre; mais Manin répondit que le décret du 2 avril l'obligeait à se défendre, et qu'il comptait sur la médiation de la France et de l'Angleterre. Radetzki répondit que l'Autriche ne souffrirait pas que les puissances étrangères protégeassent ses sujets rebelles, et revint à Vérone. Le feu recommença le 6 mai, sans

faire de mal aux Italiens, à cause de la distance; les assiégés faisaient des sorties fréquentes pour troubler les travaux du siége. Le 9 mai, dans la nuit, ils firent une sortie plus prolongée; ils coupèrent la digue du canal de Mestre, et causèrent une inondation qui détruisit en partie les tranchées des Autrichiens et noya une centaine de leurs soldats; un nombre bien plus considérable succomba aux fatigues et aux maladies, mais ils continuaient et reprenaient leurs travaux avec une persévérance admirable, malgré des pluies fréquentes. Leurs ouvrages avançaient toujours, d'autant plus que les Vénitiens ne profitaient pas de leurs avantages.

Le 24 mai, la seconde parallèle était prête, à une distance de cinq cents mètres; dix-huit batteries ou cent cinquante et un canons firent feu à cinq heures du matin. C'était le général Thuru qui avait pris le commandement du siége au départ de Haynau pour la Hongrie. Le feu continua toute la journée, tua aux assiégés quarante soldats, en blessa une centaine et endommagea les fortifications, qui furent réparées dans la nuit. La canonnade recommença le 25 mai et dura jusqu'au soir du 26. Le fort était déjà criblé de bombes et fortement endommagé. Il est d'usage de repousser au moins un premier assaut avant de se rendre; on pouvait bien le faire, ayant plus de quatre-vingts canons en bon état; mais on craignait pour les communications de Malgherra avec Venise; car ce fort est éloigné de deux kilomètres du pont du chemin de fer, et peut être tourné par les marais; un magasin de poudre et des munitions avaient sauté, la garnison n'avait plus d'abri. L'évacuation fut décidée; elle se fit la nuit et sans ordre. Si les Autrichiens l'avaient su, ils auraient pu entrer dans Venise pêle-mêle avec les soldats de Malgherra par le pont du chemin de fer. Heureusement l'ennemi ne

s'aperçut que le matin de la désertion du fort; il y entra, trouva les canons encloués, et il s'empara de la petite île et du fort de San-Giuliano, qu'on aurait dû défendre; au lieu de cela, on y fit jouer une mine qui lança une cinquantaine de soldats autrichiens dans les lagunes. Les défenseurs de Malgherra, au nombre de deux mille cinq cents, montrèrent beaucoup de fermeté, ils s'exposèrent même à des dangers inutiles : si le drapeau italien était enlevé par un boulet, un volontaire se présentait toujours pour le replacer; ils ramassaient les morts qu'ils avaient perdus dans les sorties; trois soldats venaient de périr près d'un canon, un quatrième les remplaça sans délai.

Les assiégés rompirent quelques arches du pont, et il en était bien temps, on aurait dû le faire plus tôt. Un ouvrier occupé à ce travail fut saisi par d'autres hommes du peuple, qui le soupçonnèrent de vouloir les tuer; accusé, jugé et condamné à mort séance tenante, il fut exécuté sur-le-champ à coups de rame. La grande place du pont fut munie d'une batterie de canons dite de Saint-Antoine : on aurait dû mettre plus de pièces sur ce point; plus loin, sur le même pont, furent placées les batteries de Rassarol, de Pie IX et de Charles-Albert. L'îlot de San-Secondo fut armé de trois étages de pièces de gros calibre. D'autres batteries voisines, flottantes sur des barrages mobiles ou fixées sur terre ferme, et quantité de chaloupes canonnières défendaient l'approche de Venise. Le pont souffrait beaucoup de l'artillerie autrichienne; le brave major Rassarol y périt. Les impériaux voulurent s'emparer du pont par surprise : soixante soldats débarqués en silence, la nuit du 6 au 7 juillet, tuèrent les canonniers et enclouèrent les canons de la batterie Saint-Antoine; mais les Italiens, accourus des batteries voisines, les noyèrent dans les lagunes; les

clous étant trop petits, les canons purent encore servir.

Le feu des assiégeants qui s'étaient établis à San-Giuliano, portait jusque dans l'île de San-Secondo, mais ne parvenait pas dans la ville : « Ce sont trois saints, disait le peuple, qui se font la guerre dans les lagunes. » Il croyait que la ville était inaccessible aux boulets. Un Anglais proposa d'attacher des bombes aux ballons pour les faire éclater au-dessus de la ville : le 16 juillet, on en fit l'essai sur la flotte; mais les ballons, entraînés par le vent, dépassaient la ville et venaient tomber dans les lagunes ou même au delà, au milieu des Autrichiens. Ce nouveau spectacle, qui avait d'abord effrayé les Vénitiens, finit par les divertir. Il fallut songer à des moyens plus sérieux.

Les assiégeants firent venir des canons d'un fort calibre, leur donnèrent une inclinaison de quarante-cinq degrés, et purent atteindre la distance de cinq mille trois cents mètres avec des paixhans de vingt-quatre livres. Les bombes parvenaient à cinq mille huit cent cinquante mètres; les grenades et les boulets rouges, à quatre mille quatre cents mètres; mais il n'y avait pas d'appareil convenable pour bien chauffer les boulets rouges; les boulets, tombant de haut en bas, ne faisaient pas le même effet que s'ils venaient de ricochet, et enfonçaient rarement plus de deux étages supérieurs. On était très attentif à éteindre les incendies, qui ne furent pas considérables, et la valeur des projectiles recueillis compensait souvent les dommages causés aux propriétaires par le bombardement. Cependant la terreur fut grande, d'autant plus que le feu commença vers minuit, le 29 juillet. Les habitants des quartiers menacés se réfugiaient en masse dans les parties de la ville que le feu ne pouvait atteindre, comme la place Saint-Marc, la rive des Esclavons et au delà. Ils se pressaient dans

des demeures étroites, sous les portiques des églises et des palais; ils campaient même à la belle étoile, surtout au jardin public. La garde civique ne laissait entrer personne, de nuit, dans les quartiers abandonnés, pour éviter les vols; une partie des habitants y venaient de jour pour leurs affaires.

Ces demeures insalubres et ces bivacs insolites contribuaient à propager le choléra qui sévit en ville pendant les grandes chaleurs de l'été. Il mourait quatre cents personnes par jour, victimes de ce fléau redoutable. La contagion ne cessa que par les pluies d'orage, le 29 août. L'épidémie provenait en grande partie du manque de vivres ou d'une nourriture insalubre. Depuis le 20 mai, lorsque deux mille étrangers eurent quitté Venise, le blocus devint plus vigoureux. En ce jour la garnison de Treparti fit, il est vrai, une excursion et prit plus de cent bœufs. Le 22 mai, le général Rissandi, sortant de Brandolo, s'empara de trois cents bœufs, quatre porcs, douze chevaux, et une quantité de volailles. Le 12 août, on dirigea de Brandolo une autre excursion qui procura deux cents bœufs et d'autres aliments. Treparti fit une nouvelle tentative de sortie qui ne réussit pas et fut repoussée par les Autrichiens avertis. On ne pouvait pas nourrir une population de deux cent mille âmes avec ces faibles ressources. Le gouvernement n'avait jamais bien su l'état des approvisionnements qu'il avait négligé d'augmenter; il comptait sur des vivres suffisants pour un an, tandis qu'il n'y en avait que pour quatre mois; il avait établi une caisse de change pour payer les vivres en argent comptant, mais le blocus de mer devenant vigoureux, les barques de Commacchio et des Marches ne purent plus apporter des provisions. Le gouvernement fit l'inventaire des vivres qui se trouvaient dans

la ville, fixa les rations et les distribua *gratis* aux pauvres. Les boutiques des boulangers étaient assiégées par une foule affamée, les rues étaient pleines de mendiants. Le vin et l'eau-de-vie manquaient tout à fait. Le prix des vivres, doublé, haussait progressivement.

Malgré ces calamités publiques, les têtes chaudes voulaient prolonger la résistance, se nourrissant d'illusions toujours nouvelles. Après la défaite des troupes sardes à Novare, on comptait sur l'intervention diplomatique; mais la réponse de lord Palmerston du 20 avril, et celle de M. Drouyn de Lhuis du 14 mai, ne donnaient pas d'espoir. Les puissances étrangères, monarchiques ou républicaines, abandonnaient Venise à son triste sort; on regrettait trop tard d'avoir compté sur elles. Toutefois, le 1er juillet, les Vénitiens rejetèrent encore la médiation du ministre autrichien de Bruck qui voulait leur persuader que l'empire, dégénéré par la constitution, saurait respecter leur liberté. Une lettre de Kossuth, un mouvement de Görgey vers le sud, faisaient espérer un secours de la Hongrie. Ces bruits avaient pris tant de consistance, que les papiers de Trieste étaient tombés de trente-trois pour cent, et les assignats de Venise, perdant vingt-cinq pour cent, avaient haussé de dix pour cent. Lorsque cet espoir fut déçu, on compta sur l'Amérique, on attendait une flotte des États-Unis. Enfin, la dernière ressource fut Garibaldi exilé de Rome; son aide de camp vint à Venise avec quelques soldats de mauvaise mine, et parla dans la place Saint-Marc, mais le condottiere n'arriva pas.

Cependant l'archevêque-patriarche de Venise, prenant en pitié les souffrances du peuple causées par la famine, la misère et la peste, voyant qu'il n'y avait pas d'espoir de maintenir l'indépendance de la république, signa le premier une pétition au gouvernement vénitien pour

l'engager à se soumettre à l'Autriche. Cette pétition, signée par un grand nombre d'autres citoyens, excita la colère du parti de la résistance à tout prix. Le palais de l'archevêque fut pillé aux cris de : « Mort au patriarche ! » Le vénérable prélat, enfermé dans sa bibliothèque, échappa pourtant aux pillards, qui furent enfin repoussés par les gendarmes, mais ils ne furent pas punis. Trois jours après, le 6 août, l'assemblée fut obligée de prendre le parti conseillé par le pieux archevêque ; elle chargea Manin d'aviser de son mieux à l'honneur et au salut de Venise : cela voulait dire qu'il devait capituler. Il n'y avait plus de vivres que pour dix jours, la poudre commençait à manquer. Manin voulut tenter un dernier effort ; il força la flotte à sortir le 8 août. L'ennemi prit le large pour l'attirer en mer ; mais la flotte vénitienne, au lieu de l'attaquer avec le courage du désespoir et de vaincre ou de périr, rentra tranquillement le 10 août et se rendormit dans les lagunes. Le retour de la flotte éteignit la dernière lueur d'espoir.

Aucun homme sensé ne songeait plus à prolonger une résistance sans but. Pépé, qui n'était plus commandant exclusif des troupes, mais qui avait pour l'aider un comité de défense composé d'hommes énergiques, comme le général Ulloa, le prêtre Sirtori et le lieutenant de vaisseau Baldiseratto, remercia le peuple et l'armée, par son ordre du jour du 31 juillet, de leur courage persévérant. Cette proclamation fut regardée comme le chant du cygne du vieux général. Pépé avait rétabli l'ordre dans une garnison disséminée dans les forts, composée de volontaires qui ne savaient pas obéir. La commission de défense l'aida à maintenir la discipline dans des moments de crise. Il y avait toutefois des hommes qui, n'ayant rien à perdre, voulaient encore prolonger la lutte impossible. Réunis dans des clubs,

dont un club militaire, ils excitaient la populace à demander une sortie générale. Le 7 août, la foule vint dans la place Saint-Marc et cria : « Fuori Manin. » L'orateur parut à son balcon et demanda : « Que veut le peuple? — La levée en masse. » Manin répondit que les registres d'enrôlement étaient ouverts, que chacun pouvait s'y inscrire, et il descendit lui-même pour enrôler les volontaires. Il s'en trouva dix-huit, dont quinze incapables de porter les armes; le reste se dissipa en silence. C'est ainsi que Manin savait calmer les orages populaires; il savait aussi les exciter : c'est un art dangereux, et celui qui l'exerce en est presque toujours la victime, comme l'enchanteur qui oublie la formule pour rompre le charme.

Le 8 août, un meeting s'assembla à l'auberge de la Grande-Bretagne, pour prier le général en chef de faire une sortie sur une grande étendue. Pépé répondit à la députation qu'une pareille sortie serait la plus grande sottise dans l'état actuel de la défense; que les comices en présence de l'ennemi sont un crime qu'il pardonnait pour la première fois, mais qu'il punirait de mort en cas de récidive. Un bataillon refusait d'aller au fort de Treparti; Pépé le menaça de braquer sur lui les canons, et le contraignit à l'obéissance. Les officiers supérieurs étaient traités avec la même rigueur que les soldats; ils ne pouvaient quitter leurs postes, ni venir en ville en habit bourgeois. La sévérité de la discipline sauva l'honneur de Venise et permit d'obtenir une capitulation honorable. Le peuple était déjà fatigué de la résistance; la mobilisation de mille gardes nationaux, votée en dernier lieu, ne put se faire, d'autant plus qu'un grand nombre de citoyens avaient changé de logement pendant le bombardement. Une levée de six cents matelots pour la flotte, votée de même le 20 juillet,

ne put s'effectuer. Le peuple de Venise trouvait avec raison qu'il avait montré assez de constance et de patience, et ne voulait plus se défendre.

Le 11 août, Manin écrivit au ministre de Bruck, pour lui dire qu'il avait l'autorisation de l'assemblée pour capituler. Le 14, Bruck répondit que les conditions de la capitulation ne pouvaient plus être aussi favorables qu'à la première proposition, et qu'il fallait se soumettre simplement à l'empereur; enfin, que le général de cavalerie Gorzkowski avait les pouvoirs nécessaires pour accepter cette soumission. Ce général commandait l'armée de siége depuis le départ de Thurn. Toutefois Radetzki voulait bien maintenir les conditions qu'il avait offertes le 4 mai, c'est-à-dire permission de s'éloigner à qui le voudrait, pendant quarante-huit heures, amnistie pour tous les sous-officiers et soldats. Le gouvernement autrichien maintenait en outre le papier-monnaie pour la moitié de sa valeur nominale. Le 17 août, Manin envoya une députation à Gorzkowski; le 21, Gorzkowski fit cesser le feu; le 24, Manin déposa le pouvoir entre les mains de la municipalité, qui convint avec le général Gorzkowski de la reddition de Venise. Les officiers autrichiens au service de Venise, les officiers étrangers de tout grade, et les personnes désignées durent quitter la ville. Le cours forcé du papier-monnaie de la commune était fixé à la moitié de sa valeur nominale; la ville devait amortir ces assignats en établissant un impôt additionnel de vingt-cinq centimes par chaque lire de contribution directe, et au moyen d'autres revenus affectés par elle. La *carta patriotica* était complétement retirée de la circulation. La reddition des forts et le départ des troupes par voie de terre ou de mer devait avoir lieu, d'après une convention particulière, entre le 25 et le 31 août. Ainsi, les derniers jours du mois d'août, l'aigle à deux têtes, dru

peau de l'empire, devait être plantée de nouveau sur les anciennes tours de Saint-Marc.

Les derniers jours de l'indépendance vénitienne furent les plus difficiles, c'étaient comme des heures d'agonie. Les troupes demandaient quelques mois de solde. Le gouvernement était plus généreux pour les militaires napolitains ou suisses qui s'étaient le mieux battus. Mais les canonniers de la flotte, qui n'avaient rien fait pendant le combat, avaient les prétentions les plus élevées. Un grand nombre de soldats révoltés vinrent sous les fenêtres de Manin ; il fit venir chez lui deux délégués de cette émeute, et les assura qu'il ferait payer l'armée de son mieux ; et comme le tumulte ne s'apaisait pas encore, il se présenta à son balcon et dit d'une voix inflexible : « Êtes-vous Italiens? — Oui! oui! — Voulez-» vous mériter d'être libres peut-être dans un avenir peu » éloigné? — Oui! oui! — Eh bien, repoussez de votre » sein les infâmes qui vous excitent à l'émeute. Pour » ce qui me concerne, je vous promets que je me ferai » plutôt tuer que de signer une convention quelconque » déshonorante. Si la supériorité des armes, si l'abandon » de l'Europe entière nous forcent à nous rendre, nous » voulons du moins conserver intact l'honneur de cette » Venise admirée de tout l'univers, à cause de la con-» duite que vous avez tenue jusqu'ici. Vive l'Italie!... Que » celui qui est vraiment Italien vienne et patrouille avec » moi. » — Ce discours fut accueilli avec enthousiasme, aux cris de : Vive Manin! et aux applaudissements de la multitude. Manin, saisissant une arme, descendit, suivi des officiers présents, et se mit à faire patrouille dans la ville. Les canonniers révoltés du port et de la marine menaçaient la ville de leur feu, si on ne leur payait pas immédiatement trois mois de solde. Quelques coups partirent. Manin s'avança en disant : « Prenez ma vie

si vous le voulez. » Dans la nuit, une poignée de troupes fidèles apaisa l'émeute; les révoltés, n'osant pas tirer contre leurs compagnons d'armes, quittèrent leurs canons. Une dernière émission de six millions de papier-monnaie de la commune solda les troupes, paya leurs frais de route et servit à secourir les blessés. Le 25 août, après le départ de Manin et de Pépé, les soldats révoltés se tenaient encore sur la place Saint-Marc; les prisonniers, ameutés dans leur prison, menaçaient aussi de rompre leurs chaînes. Le 26, il y eut des maisons pillées dans plusieurs quartiers de la ville; la garde civique était dissoute; les officiers, armés de fusils, faisaient sentinelle pour empêcher les désordres. Les gendarmes, aidés de la compagnie suisse, parvinrent cependant à rétablir l'ordre avant l'entrée des troupes autrichiennes.

Les nuages qui couvrent l'horizon au couchant ne peuvent obscurcir l'éclat d'une belle journée. La période de dix-sept mois de l'indépendance de Venise ne peut être comparée avec les révolutions des autres villes d'Italie. Venise a montré beaucoup plus d'esprit d'ordre, et par conséquent aussi plus de dévouement pour la cause nationale, et plus de courage civil et militaire que les autres provinces italiennes, le Piémont excepté. Si le courage de la flotte avait égalé celui de l'armée de terre, Venise, n'étant pas forcée de se rendre par la famine et le manque de munitions, aurait pu se défendre beaucoup plus longtemps. Ce sont les officiers napolitains qui, sous la conduite de Pépé et d'Ulloa, ont le plus contribué par leur bravoure et leurs connaissances spéciales à la défense de la reine des mers; mais on sait que les meilleurs chefs ne peuvent rien, s'ils ne trouvent pas des armées dignes de leur obéir. Quant à Manin, si l'on peut lui reprocher d'avoir soulevé la tempête

révolutionnaire au profit de son ambition, on doit aussi lui reconnaître le mérite difficile d'avoir maîtrisé l'anarchie; c'est en ce sens surtout qu'il rendit service à sa patrie. Un des hommes qui ont le plus honoré Venise, c'est le Dalmate Tomasseo, qui, comme littérateur, comme ambassadeur et ministre, servit sa patrie adoptive avec une haute distinction. Ce sont deux Slaves aussi Radetzki et Gorzkowski, deux généraux, Polonais d'origine, qui ont soumis Venise. Il ne faut pas oublier que l'élément slave joue un rôle peu connu, mais important, dans l'histoire de Venise. Cet élément, qui a dû avoir une influence intrinsèque sur le développement originel des beaux-arts à Venise, a sans doute contribué à fortifier dans les Vénitiens deux vertus inhérentes à la race slave : le courage et l'obéissance. Il est possible que cet élément primitif, qui a pris un grand développement dans l'empire d'Autriche, uni à l'élément religieux, ait contribué encore puissamment au bonheur de Venise, refusé par l'égoïsme germanique de Francfort. « L'Autriche, dit un illustre orateur, a besoin de Venise, » comme si elle n'avait pas Trieste et l'admirable côte de la Dalmatie. Et l'assemblée de Francfort se hâta d'obéir à l'inspiration de son génie; mais bientôt l'Autriche n'eut plus besoin de l'assemblée de Francfort.

Le jour où le parti slave, le parti de la fédération, le parti de l'obéissance filiale et loyale prévaudra à Vienne, il voudra pousser l'empire vers des conquêtes plus nobles, des conquêtes sur la barbarie et non sur la civilisation; pendant que ce parti poussera l'aigle à deux têtes vers l'Orient, le parti germanique, par le besoin de se fortifier, tournera son attention vers l'Occident, vers l'Allemagne. Alors l'Autriche éprouvera la nécessité de se former au Midi des alliances solides qui lui manqueront au Nord; elle préférera trouver au delà

des Alpes des alliés fidèles que des esclaves infidèles. En ce jour, l'Autriche donnera elle-même la couronne de fer des Lombards à la maison de Savoie; elle rendra elle-même l'indépendance à Venise. Alors on verra de nouveau le doge de Venise épouser l'Adriatique, et la reine des mers recouvrera son ancienne splendeur. O reine des mers! toi qu'on ne peut voir sans t'aimer, crois-tu qu'un grand monarque ait pu faire un long séjour dans tes murs sans s'intéresser à ton sort futur? Venise! dont la beauté n'a pu être souillée par dix-sept mois de démocratie, de cette épidémie qui a couvert tant d'autres villes d'une lèpre hideuse et mortelle! Venise! dont la beauté réalise les rêves, puissions-nous contribuer à te rendre l'indépendance que tu as méritée! En attendant, pardonne si, transporté d'amour pour toi, nous avons quitté un moment la gravité de l'histoire pour le vœu de la poésie.

Mais non, la véritable poésie n'est pas l'erreur, le vrai seul est beau, le vrai seul est aimable. Nous attendons donc, ô Venise! ta liberté; nous l'attendons des mains mêmes de l'empereur. Un grand souverain est promis par les prophètes à l'Église, un empereur plus grand que tous ceux qui ont régné jusqu'à présent. Rien n'empêche de croire que ce soit François-Joseph qui sera le grand empereur. Il a fait le premier pas en rendant la liberté à l'Église, en théorie du moins, ce qui entraîne plus tard la pratique; il a fait le second pas en abolissant une constitution révolutionnaire, dangereuse au moment de grandes guerres. D'un grand monarque, on peut tout attendre à l'avenir. Il prendra de nouvelles provinces, et rendra l'indépendance à celles qui le méritent.

Dans les plaines de la Lombardie et du Piémont, dans les lagunes de Venise, l'aigle autrichienne a défendu les

serres de son pied droit; dans les steppes de la Hongrie, elle a défendu son aile gauche blessée ; à Vienne même, elle fut obligée de protéger son cœur. Nous croyons qu'elle devra bientôt défendre son aile droite, son pied gauche et ses deux têtes. Si au commencement de ces guerres, habitant l'Italie, nous avions placé nos espérances dans le camp piémontais, ne sachant pas que c'est celui de la révolution; au moins, à l'avenir, dans les guerres de l'empire contre l'Orient, l'Occident socialiste et le Nord, en pardonnant des offenses mortelles, nous lui souhaitons avec Sobieski la protection du ciel.

CHAPITRE XXI.

RÉPUBLIQUE ROMAINE DE 1849.

La république romaine, cette œuvre des ténèbres, votée au milieu de la nuit, fut proclamée dans les rues de Rome par les cris de l'ivresse. Cent et un coups de canon furent l'emblème du bruit et de la fumée qui devaient en résulter. Le jour du 9 février, on rassembla les ouvriers de la Benefizenza, ateliers nationaux de Rome, et d'autre lie de la population; les députés de la Constituante vinrent au Capitole proclamer la république. Un drapeau tricolore flottait sur la tour du palais, orné d'un bonnet rouge phrygien, symbole abominable qui coiffait aussi les étudiants de l'université. Un *Te Deum* dérisoire fut chanté à l'église de l'Aracœli, par des prêtres apostats, car les religieux Mineurs observants qui desservent cette église ne voulurent pas y

prendre part. Les armes du Pape furent immédiatement arrachées des édifices publics, excepté ceux des établissements religieux et des maisons des diplomates étrangers.

La Constituante nomma un comité exécutif composé de trois membres responsables et révocables à volonté: c'étaient MM. Armelli, Salicetti et Montecchi. Ce dernier était un conspirateur condamné sous le règne de Grégoire XVI. Salicetti, ministre de Naples, représentait l'idée de l'unité italienne et se mêlait peu du gouvernement. Armellini était l'âme du gouvernement. C'était un avocat du consistoire, élevé chez les Jésuites, connaissant le droit et la théologie; habitué aux chicanes du métier, haïssant le Pape, auquel il devait toute sa fortune; se chargeant volontiers des mauvaises causes des grands seigneurs; ses passions mal éteintes, malgré ses cheveux blancs, le portèrent à se charger de la cause républicaine. Il ne fut pas arrêté par les serments nombreux et solennels qu'il avait dû prêter en qualité d'avocat consistorial, quoique sa femme pieuse les lui rappelât nuit et jour et lui lût l'excommunication, à table, en présence de ses complices. Armellini donna cette teinte de légalité menteuse à la république romaine, qui fut constamment son cachet. Toutefois c'est une justice à lui rendre, qu'il rendit service à un grand nombre de personnes et sut empêcher bien des crimes. Le comité exécutif promettait dans son programme que la république romaine, sortie vierge et sans tache de sang des ruines du passé, saurait créer l'armée, ferait croître les richesses du pays, respecterait les personnes, les propriétés, les cultes et les opinions. Pas un mot de ce programme ne fut vrai, comme on va le voir.

Pour donner une preuve immédiate de la liberté des

cultes, le gouvernement ordonna immédiatement aux chanoines de Saint-Pierre de chanter le *Te Deum* en actions de grâces pour la révolte contre le vicaire de Jésus-Christ. Comme les chanoines ne voulurent pas commettre une pareille lâcheté, il se trouva un chapelain de volontaires pour remplir cette fonction, assisté de douze gardes civiques. La voix se perdit sous les voûtes du Vatican. Le lendemain, Armellini rendait compte de cette cérémonie. « La république, disait-il, avait reçu sa sanction religieuse. Ce n'était plus le culte idolâtre d'un homme élevé par la naissance ou le sort; c'était le triomphe du peuple, la consécration de ses droits usurpés depuis des siècles. L'œuvre de la rédemption du Christ se continue; sa loi de liberté, de fraternité, de charité recevait un développement par la restauration de la république. » Trêve à ce langage insensé! Ce n'est pas une idolâtrie que d'adorer le souverain Pontife comme vicaire du Christ, mais c'en est une d'adorer le peuple comme divinité. Notre-Seigneur n'a pas besoin que son œuvre de rédemption soit continuée par vous, qui abaissez les symboles religieux au niveau des passions politiques, et dont la fraternité est l'envie et la haine. Qui sont ceux qui aident Jésus-Christ dans l'œuvre de la rédemption? Ce sont ceux qui, victorieux de leurs passions, aident les autres à remporter la même victoire; ceux qui, par le sang de l'Agneau sans tache, délivrent leurs frères de l'esclavage du démon. Mais, au contraire, ceux qui, sous prétexte de liberté, déchaînent l'esprit des ténèbres, du désordre et de l'anarchie, ceux-là veulent l'esclavage moral, et par suite l'esclavage politique.

Pie IX protesta, le 14 février, de son exil, contre la république romaine; cet acte fut lu à la séance de la Constituante, et le ministre de la guerre profita de cette

occasion pour confisquer les chevaux des gardes nobles et de la cour.

Le comité exécutif n'était qu'un phénomène provisoire; il fut remplacé, le 29 mars, par un triumvirat, pouvoir emprunté de l'agonie de l'antique république romaine. Les triumvirs furent : Armellini, Mazzini et Saffi. Joseph Mazzini venait d'arriver à Rome, qu'il gouvernait depuis longtemps par les agents de la jeune Italie. Il fut nommé citoyen romain, élu député par neuf mille voix, et porté en triomphe à l'assemblée. Il y déclara qu'à la Rome des Césars et des Papes devait succéder la Rome du peuple. Comme si la Rome divine des Papes n'était pas réellement populaire. Pour qui donc le luxe des églises et des rites religieux, ce spectacle gratuit et grandiose qui fait prendre au peuple patience dans des souffrances inévitables? Pour qui l'abondance des grâces religieuses, si ce n'est pour le pauvre? Pour qui, d'ailleurs, la douceur d'un gouvernement paternel? Pour qui le gain apporté par l'affluence des étrangers, et l'aumône abondante, si ce n'est pour le peuple? Au contraire, la révolution, la république, la démocratie, la guerre étrangère et civile, ne profitent point au peuple, causent sa misère et enrichissent un petit nombre de tribuns. A la Rome républicaine, à la Rome des Césars païens succéda la Rome chrétienne, celle des Papes; c'est en vain que vous voulez rétablir le paganisme sous le manteau de la république; c'est en vain qu'aux orgies secrètes du Capitole, en présence des triumvirs et de plusieurs députés, au milieu d'abominables sacrifices et de prostitutions infâmes, vous faites célébrer un culte idolâtre qu'il fut question de rendre public. Le paganisme vaincu ne revivra pas, et les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre l'Église. Mazzini avouait, dans le même discours, que son parti

avait traversé une époque de mensonge en criant « vive » à celui pour qui ils n'avaient aucune sympathie, croyant pouvoir s'en servir; une époque de dissimulation pendant laquelle les autres cachaient leurs desseins, pensant que l'heure de les manifester n'était pas venue. Ainsi le chef de la conspiration ôtait son masque hypocrite, ou plutôt il en changeait. D'ailleurs, c'est une justice à lui rendre, il a ordonné le mensonge, mais il a peu menti lui-même; ce n'est pas lui qui simulait des larmes de reconnaissance pour le Pontife dont il voulait renverser le trône.

Le 1er avril, remarquez la date, les triumvirs reçurent le droit de faire grâce, c'est-à-dire celui de condamner à mort. Heureusement la Providence ne permit pas alors aux conjurés de donner un libre essor à leurs pensées homicides. Ils étaient parvenus au pouvoir, non par la force, mais par l'adresse; ils sentaient le besoin de continuer par la fourberie. C'est pourquoi ils ne prononcèrent aucune condamnation à mort et commuèrent des peines légalement prononcées. Ils n'avaient pas besoin des formes légales pour inspirer la terreur; un millier de victimes immolées par le poignard de leurs sicaires suffisait pour cimenter les premiers fondements de leur pouvoir. Ce chiffre n'a rien d'exagéré : dans les quatre légations, le nombre des assassinats s'élève à quatre cents pendant deux ans; par conséquent, dans l'étendue des États romains, il a dû y en avoir mille au moins, puisque Ancône seul en compte cent quatre-vingts. Mais ces crimes ne sont rien auprès de ce que les conjurés veulent faire, de l'aveu de leurs propres organes, brochures et journaux de l'émigration.

Les discours de Mazzini à l'assemblée sont très remarquables, surtout le long discours qu'il prononça au mois de mars, après un long silence, et qui ne tend à

rien moins qu'à subjuguer la chambre d'emblée. Le triumvir y prohibe toute différence d'opinion, disant que toute la terminologie de l'opposition, toute discussion de principes et de personnes y sont impossibles. Dans un discours du 16 mars, il cite Cromwell, qu'il veut sans doute imiter. Ses paroles rappellent bien plus encore les discours de Tibère au sénat. Nul doute que Mazzini, par la grande supériorité de son intelligence, par la constance de sa volonté et par le terrorisme du poignard, n'eût asservi Rome et toute l'Italie, et n'eût été un tyran accompli, si les nations étrangères n'y eussent mis obstacle, très heureusement pour la liberté de l'Italie et de l'Église. Faut-il rappeler cette brochure publiée par le triumvir exilé, qui déclare que la liberté et l'individualité étaient le but des révolutions du XVIIIe siècle, mais qu'au XIXe on ne tendait plus à la liberté, mais à l'organisation? Le but avoué de Mazzini, c'est le but religieux, c'est-à-dire irréligieux, car tous les mots de la religion sont employés et profanés par lui, au rebours de leur signification véritable: il parle souvent de la communion fraternelle, c'est-à-dire de l'union et de l'obéissance passive; il appelle saints tous les moyens réprouvés qui le mènent à son but; il nomme martyrs les assassins tombés victimes de leurs propres crimes; il en est ainsi de tous les termes chrétiens. Le but avoué de Mazzini, c'est le panthéisme, qui s'accorde bien avec le paganisme; il en est même l'expression la plus large, car le paganisme n'adore que certaines créatures, tandis que le panthéisme les divinise toutes, tous les esprits des ténèbres et toutes les souillures de la matière.

La chambre prenait l'habitude de suivre aveuglément les désirs du triumvir, étant presque exclusivement composée de ses anciens adeptes; elle devançait même ses vœux, et notamment dans la persécution

religieuse, qui était l'objet principal de ses travaux.

Les démocrates commençaient par dépouiller l'Église de toute propriété temporelle, qui leur était la plus utile, pour lui ravir ensuite ses droits spirituels. Les offrandes de la piété des pauvres et des riches de tous les pays chrétiens, accumulées pendant des siècles dans la capitale de la foi, destinées au culte du Tout-Puissant, à l'honneur des saints, à la rédemption des âmes du purgatoire, à la conversion des pécheurs et des infidèles, devenaient la proie des spoliateurs impies et devaient payer leurs infâmes débauches. L'expropriation de l'Église, ce crime contre la propriété la plus sacrée, celle de Dieu et de ses pauvres; ce crime commencé par les souverains protestants, continué par les révolutions, fraya la route au socialisme de Proudhon. Dès les premières séances de l'assemblée constituante, Sterbini, ministre des travaux publics et qu'on aurait dû mettre aux travaux forcés, au dire des mauvais plaisants, proposa de confisquer les biens de toutes les communautés religieuses et de déclarer illégales toutes les ventes faites depuis le départ du Pape. Il fallait se presser, disait-on, car on pouvait refuser au clergé tout, excepté l'habileté dans le maniement de leurs affaires; habileté qu'on peut encore moins nier aux démocrates. On défendit d'urgence la vente de tous les biens ecclésiastiques le 13 février. On ordonna de faire l'inventaire des meubles et immeubles; des commissions iniques se présentaient pour remplir cette formalité, qu'elles remplissaient avec des blasphèmes et de mauvais traitements, et se faisaient payer par le clergé même, exemple rare dans l'histoire des vols. Il était défendu au clergé, par le vice-gérant de Rome, monseigneur Cavali, patriarche de Constantinople, de contribuer à cette spoliation en dressant des inventaires; il devait souffrir cet outrage d'une ma-

nière patiente et passive. Monseigneur Pecci, évêque de Gubbio, donna les mêmes instructions au clergé de son diocèse. Profitant de l'impression produite par la prise de Ferrare, la Constituante vota par acclamation, le 21 février, la confiscation de tous les biens de l'Église. Mais comme il était plus facile de s'emparer de ces biens que de les régir, il fut ordonné au clergé, le 25 et le 26 février, de conserver provisoirement l'administration de ces propriétés. Le 24, on confisqua les cloches des églises pour en faire des canons. Qu'aurait dit Schiller de cette profanation? Furent exceptées de cette mesure les cloches indispensables au service du culte, celles des basiliques et celles qui avaient une valeur artistique ou historique; mais cette exception ne fut pas maintenue. C'est en vain qu'en plusieurs endroits on offrait de l'argent ou du bronze en échange aux spoliateurs, ils ne voulurent pas l'accepter, car il fallait accoutumer le peuple au pillage des églises. Mais comme il n'en avait pas encore l'habitude, il y eut des émeutes pour défendre les cloches à Saint-Philippe de Neri et au Transtevère : on dut recourir à la ruse et à la protection de la garde civique pour consommer le vol sacrilége. Aussi lorsque le coucher du soleil donna le signal de ce concert aérien qu'on nomme *Ave, Maria*, ou *Angelus*, et qui inspirait si profondément lord Byron, le poëte même du doute, la ville aux trois cent soixante églises resta muette; un petit nombre de cloches seules rappelèrent l'usage ancien qui remonte au temps des croisades et firent trembler les démons de l'air. Une spoliation bien plus sacrilége eut lieu : les vases sacrés furent enlevés; on ne laissa qu'un seul calice dans chaque église fréquentée. Ils servirent en partie à des libations abominables, comme au festin de Balthazar. Les temples appartenant aux nations étrangères et couverts de leurs

pavillons furent seuls exceptés : c'est ainsi que le croissant turc sauva le couvent des Arméniens, près du Vatican.

Le 2 mars, les biens des Jésuites et de l'Inquisition furent confiés à l'administration du ministre des finances, deux noms qu'on eut soin de mettre ensemble pour doubler l'odieux, quoique les Jésuites n'aient eu aucune influence sur un tribunal qui employait le secours spirituel des Dominicains. On sait que l'Inquisition de Rome était toujours très douce. C'était, dit Tournon, préfet français de Rome, un tribunal pour punir secrètement les défauts des prêtres; beaucoup de personnes séculières s'adressaient de préférence à ce tribunal, pour juger des causes délicates, qu'elles ne voulaient pas rendre publiques. Mais il fallait frapper l'imagination du peuple : les républicains portèrent au palais de l'Inquisition des instruments de torture, des ossements d'hommes et d'animaux, et quelques débris de chair non consumée; puis, ils invitèrent le public à venir jouir de ce spectacle.

Le 12 mars, on enlève au clergé la direction des hôpitaux et autres établissements de bienfaisance. Il y avait dans ces administrations mixtes des abus, sans doute, mais de peu d'importance en comparaison de ceux qui allaient leur succéder sous la gestion républicaine. Le 14 mars, les triumvirs défendirent à l'Église de faire l'acquisition de biens entre vifs ou par testament, la condamnant ainsi à la mort civile. Il assigna, il est vrai, des pensions : aux religieux, soixante-douze scudi par an; aux prêtres séculiers, cent huit; aux curés qui s'occupent à Rome spécialement des pauvres et qui sont accablés de leurs suppliques, qu'ils reçoivent avec bonté du matin au soir, cent quatre-vingts scudi, c'est-à-dire moins que le premier sbire venu; aux évêques, mille

scudi. On sait que le scudi romain vaut cinq francs trente-cinq centimes; on assignait donc au religieux un franc par jour à peu près, y compris probablement les frais du culte. Un franc en papier perdant le tiers de sa valeur, ce n'est pas beaucoup dans une ville où les denrées alimentaires sont chères; mais après tout c'était assez pour vivre, et plusieurs ordres mendiants y auraient gagné. Mais autre chose était d'assigner une pension, autre chose de la payer. Quant au paiement, il n'en fut pas question. En revanche, un agent du gouvernement, placé dans chaque sacristie, contrôlait le casuel et les actions des prêtres. Parfois, quand des ouvriers sans travail venaient en demander à Sterbini, ce ministre les envoyait faire ou gâter quelque chose dans des couvents; ils y travaillaient peu et se faisaient bien payer par des moines qui manquaient souvent du nécessaire. Le 27 avril, le gouvernement déclara que les terres de l'Église, dont le revenu nourrissait souvent les pauvres, ou bien élevait ses enfants pour en former de bons citoyens ou des prêtres, consolateurs du peuple, ces terres devaient être distribuées : on accordait à chaque famille pauvre un rubbio de champ ou un demi-rubbio de vigne. Un rubbio vaut près de deux hectares. De quel droit le gouvernement donnait-il ces terres? Quelle utilité un pauvre savetier, par exemple, pouvait-il tirer d'un rubbio de terre dans le désert de la campagne romaine, sans bâtiments d'exploitation, dans un climat pernicieux en été, qui ne lui permettrait pas de se livrer à la culture, quand même il voudrait y transporter son échoppe? Ces terres seraient devenues immédiatement la proie des grands capitalistes, qui peuvent seuls faire venir les ouvriers des montagnes, et supporter les autres frais de la grande culture. Le gouvernement faisait donc une chose absurde, mais il se sentait

faible, il voyait arriver les Français, et voulait jeter une pomme de discorde pour l'avenir.

Plusieurs couvents d'hommes et de vierges furent occupés en ville, ce qui était d'une exécution plus facile que la culture des champs. Parmi les couvents de femmes, on cite : San-Silvestro à Capite, Annunziata, Saint-Urbain, Campo-Marzo, Saint-Dominique et Sixte, Sainte-Catherine des Funari, Saint-Ambroise, Sainte-Thérèse, la Visitation des Basiliennes et plusieurs autres. Les religieuses étaient chassées de jour ou de nuit, avec des injures, des sifflets et d'indignes traitements. Deux hôpitaux, celui de Saint-Jean de Latran et celui de la Consolation, furent transportés dans des couvents; quoique leurs anciens établissements fussent très convenables. Les meubles superbes des couvents furent donnés à des salles d'asile, c'est-à-dire que, sous prétexte de les y porter, chacun put prendre ce qui lui convenait; les effets et les meubles de plusieurs autres couvents furent aussi pillés. Les Chartreux furent chassés à la fois de leurs deux établissements de Saint-Bernard et de la Croix de Jérusalem. Ce dernier monastère fut pillé par les volontaires; la collection de monnaies anciennes disparut; des reliques furent prises en plusieurs endroits et jetées au vent. Des images saintes furent insultées, renversées et détruites. Lorsque les Français eurent pris l'église de Saint-Pancrace hors des murs, ils y trouvèrent de nombreuses traces de profanation.

Les confessionaux étaient principalement le sujet d'une haine violente de la part des démocrates.

Ces rameaux de l'arbre de la croix, à l'ombre desquels le repentir sincère obtient le pardon du Juge suprême, sont détestés de l'enfer et de ses suppôts. Ces siéges des juges de la paix des âmes furent traînés dans

la boue, entassés sur la place du Peuple; et déjà on commençait à en faire un *auto-da-fé*, lorsque Sterbini vint ordonner d'en suspendre l'exécution. Cependant il était lui-même l'instigateur de ce méfait, au dire de Cicervacchio, qui en était l'auteur. Cette manifestation, qui devait prouver à M. Lesseps que les Romains ne voulaient plus de théocratie, avait éveillé un grand mécontentement parmi les femmes du peuple; elles voulaient aller se confesser en procession à Saint-Pierre; et les triumvirs se crurent obligés à quelques déclarations mensongères pour satisfaire l'opinion.

On n'en voulait pas seulement aux biens matériels du clergé; le décret du 27 février ôta aux évêques l'influence sur l'éducation, excepté sur celle des séminaires: comme si les prêtres seuls devaient être chrétiens. Bien aveugles sont les gouvernants qui remplacent par l'influence mobile de la politique sur l'éducation cette vérité permanente de la religion qui peut seule donner à la jeunesse une éducation solide et des vertus civiques. Le ministre qui se vantait devant la chambre d'avoir détruit l'éducation cléricale ne put rien dire de ce qu'il avait fait pour la remplacer, excepté le bataillon universitaire et la Speranza, ce qui ne prouvait nullement le goût des études sérieuses. Le 3 mars, on dépouilla les ecclésiastiques de tous les priviléges juridiques. Ainsi, le soldat a le droit d'être jugé par ses pairs, et l'ordre sacerdotal, bien plus distinct, ne peut jouir de ce privilége. Cette loi provisoire permettait de nouvelles attaques.

Enfin, le 28 avril, les vœux monastiques furent abolis. Le triumvirat engageait les religieux d'entrer dans les rangs de l'armée. Le vénérable triumvirat, qui s'occupait des affaires ecclésiastiques, même sans l'avis de l'assemblée, ne se doutait pas que son conseil pourrait

bien être suivi, et qu'il lui arriverait alors le bien vif regret de l'avoir donné. En attendant, le décret fut lu dans tous les couvents rassemblés d'hommes et de femmes, par ordre du gouvernement, et les commissaires chargés de cette lecture l'accompagnaient de commentaires impudents. Les démocrates eurent le déplaisir de voir que ni la liberté qu'ils donnaient, et qui est concevable, ni les conseils qui le sont beaucoup moins, ne dépeuplaient aucunement les retraites de la prière et de la méditation. Les considérants de cette loi sont beaucoup plus curieux que la loi elle-même :

« Considérant que la société civile, quant à elle-même, » ne peut pas intervenir par les moyens d'action extrin- » sèques et matériels dans la région des devoirs spiri- » tuels... » Pourquoi donc intervient-elle?

« Considérant que la vie et les facultés de l'homme » appartiennent de droit à la société et au pays dans » lequel la Providence l'a placé... » C'est l'esclavage du communisme et du terrorisme!

« Considérant que la société ne peut connaître des » promesses irrévocables qui lui enlèvent et restrei- » gnent dans certaines limites la volonté et l'action de » l'homme... » C'est-à-dire que la société ne peut reconnaître le baptême, le mariage, les contrats, le serment militaire ou civil.

A l'approche des fêtes de Pâques, auxquelles la présence du chef visible de l'Église donnait tant de splendeur, les chants célèbres de la chapelle Sixtine se taisaient; les voûtes du Vatican restaient silencieuses : à ce géant de pierre manquait l'âme. Le gouvernement essaya de remplacer le Pape. Il fit faire l'illumination de la croix à l'église de Saint-Pierre, le soir du vendredi saint, cérémonie abolie par Léon XII, à cause des abus dont elle était l'occasion, et rétablie mal à propos au

moment du déchaînement de toutes les passions. Le jour de Pâques, le Pape célèbre une messe solennelle sur le tombeau de Saint-Pierre. Cet autel est un des quatre qui sont réservés au souverain Pontife. Quand un cardinal y célèbre la messe, il doit y être autorisé par une bulle spéciale. Un prêtre interdit osa offrir le sacrifice sans tache dans ce lieu redoutable, assisté par Gavazzi et le père Ventura, qui regrette maintenant avec amertume de s'être laissé entraîner jusque-là. L'église était tendue de damas rouge, comme d'habitude; les triumvirs, les députés, les clubs, hommes pliant sous le poids de l'excommunication, l'armée parjure, les consuls hétérodoxes, assistaient au divin sacrifice. Après quoi, la bénédiction de la Loge fut donnée au peuple avec le saint Sacrement, moyen ingénieux de suppléer à l'absence du vicaire du Christ par la présence du Christ lui-même, et qui porta bonheur à la ville de Rome en abrégeant le règne de l'iniquité. Mazzini parut ensuite à la Loge : le souverain pontife des sociétés secrètes et du panthéisme vint recevoir les hommages de la foule, comme Robespierre à la fête de l'être suprême. Les chanoines de Saint-Pierre, qui ne voulurent pas tremper dans cette profanation, furent punis d'une amende de cent vingt scudi chacun. Honneur aux prêtres courageux qui risquaient la vie en résistant aux ordres de la république! Vers le même temps, Pascal Ugo Calindri, président de la province d'Ascoli, défendit aux curés de refuser l'absolution, les menaçant de son courroux. Un pareil ordre avait été donné aux prêtres de Gallicie par la bureaucratie, après les massacres de 1846: les extrêmes se touchent.

Les journaux répandaient chaque jour le venin de leurs calomnies contre le clergé; des menaces étaient proférées à chaque instant et affichées sur les murs, au point

que le peuple en étant indigné, le préfet de police Livio Mariani fut obligé de blâmer ces menaces par son ordre du jour du 14 février. Ce préfet était lui-même hostile au clergé, et condamnait des prêtres amenés devant lui, les uns parce qu'ils portaient l'habit clérical, les autres parce qu'ils étaient déguisés. En effet, pour ne pas exposer leur robe sacerdotale aux outrages de la populace, les prêtres n'osaient plus paraître dans leur costume dans les rues, excepté quelques ecclésiastiques plus courageux, et quelques ordres mendiants qui avaient pu conserver leur habit, comme les Capucins, parce que l'humilité de leur pauvreté leur donnait une popularité si redoutable que les conjurés n'osaient pas encore les attaquer. Ils croyaient d'ailleurs, faussement sans doute, avoir moins à craindre de leurs lumières.

Sterbini avait proposé d'enfermer tous les prêtres dans le château Saint-Ange, pour les y garder comme otages, et pour les massacrer en cas d'invasion étrangère. Ce plan ne reçut qu'une exécution partielle. Un grand nombre de prêtres furent emprisonnés sans motifs : parmi eux se trouvaient plusieurs prélats d'un rang élevé ; un plus grand nombre durent leur salut à la fuite, à des avertissements charitables, ou bien au rachat. Leurs persécuteurs se contentaient de les piller ; à cette époque, ils en voulaient encore plus à l'or qu'au sang. L'évêque de Gubbio, Joseph Pecci, vieillard de soixante-treize ans, fut emprisonné pour une lettre pastorale à ses diocésains qui leur défendait de contribuer à la spoliation de l'Église, et les exhortait à la prière, à la vertu, engageant les prêtres à ne pas se mêler de politique, et à supporter patiemment les injures et les calomnies qu'on répandait et qu'on écrivait contre eux.

Toutefois, malgré la protection spéciale dont la

Providence entoura les ministres de l'autel, le sang des hommes consacrés à Dieu a coulé dans la capitale et dans les États de l'Église. Zambianchi, chef des financiers ou douaniers, faisait arrêter arbitrairement des prêtres, et les faisait fusiller ou poignarder au couvent de Saint-Calixte, au Transtevère. On ne sait pas exactement le nombre des victimes, mais les noms de plusieurs sont parfaitement connus, parmi lesquelles se trouve le curé de Sainte-Marie sur Minerve, qui était dominicain. D'autres prêtres ont été tués hors de cette enceinte du crime : ainsi le curé de l'église du Rosaire, sur le monte Mario. Un prêtre démocrate fut tué en costume de garde civique. Le triumvirat ne donnait pas de sanction officielle à ces meurtres sacriléges, mais il en était secrètement complice ; il daigna même gracier un de ceux qui étaient déjà condamnés à mort à Saint-Calixte ; il ne pouvait ignorer ce que Rome entière savait. Toutefois Armellini, qui inclinait à la douceur, fut menacé par les rouges. Quant à la lettre publiée, depuis, par Mazzini dans le *Globe*, qui déclare qu'il n'y a pas eu de meurtres, excepté celui de quatre prêtres qui ont tiré contre le peuple pendant le siége, il faut la considérer comme un mensonge.

Les triumvirs comprenaient bien d'ailleurs que ces cruautés étaient inefficaces pour subjuguer Rome ; ils savaient bien que Rome regretterait le Pape tant qu'elle serait catholique. C'est pourquoi ils faisaient tous les efforts que comportait la prudence, pour rendre cette ville protestante ; car seulement alors le faible éclat de leur mérite et de leur pouvoir éphémère ne serait plus éclipsé par le soleil splendide de la Papauté. Ils aidaient les efforts des sociétés bibliques, la propagande d'Achilli, et d'autres apostats appuyés de l'or de la Grande-Bretagne.

Les ministres de la religion ne furent pas les seuls persécutés par la glorieuse république. Au nom de Dieu et du peuple (*Dio e popolo*, jeu de mots panthéiste), on dépouillait le peuple aussi bien que Dieu. La loi du 25 février imposait un emprunt forcé progressif. Ceux qui avaient de deux à quatre mille écus de revenu devaient en donner le cinquième; de ceux qui en avaient quatre à six mille, donnaient le quart; ceux qui en avaient plus de douze mille, payaient les deux tiers. Les familles, les corporations et les sociétés étaient considérées comme personnes. Il est certain que l'impôt progressif est injuste, car les riches ont plus de devoirs envers leurs familles, leurs serviteurs, leurs pauvres, et peuvent souvent disposer moins librement de leurs revenus que les personnes simplement aisées. Ce qui est juste, c'est l'impôt proportionnel, comme la dîme; l'impôt progressif n'a pas de limites et mène au socialisme. Les commissions, mal composées, taxaient les revenus arbitrairement; les retardataires étaient punis d'une amende de vingt-cinq pour cent, et menacés comme traîtres à la patrie. Sterbini justifiait cette mesure par le départ des riches, et par leur avarice qui laissait les ouvriers manquer de pain. On fuit quand on craint pour son honneur et pour sa vie; on économise quand on craint pour sa propriété. L'unique moyen de faire revenir le travail, c'est la sécurité.

En carnaval, les domestiques en livrée étaient insultés; sotte preuve de socialisme qui privait d'un gagne-pain honnête les serviteurs fidèles. Pendant ce carnaval, il était défendu de porter des armes dans les rues, ce qui n'empêcha pas une pauvre femme d'être tuée impunément.

Le gouvernement s'était emparé de l'argent des pauvres au Mont-de-Piété; il y substitua du papier-monnaie.

L'argenterie des personnes aisées fut également confisquée par la loi du 27 avril; ceux qui ne portaient pas spontanément leur argenterie à la Monnaie risquaient d'être complétement dévalisés, sous prétexte de visites domiciliaires. C'était la formule législative : La bourse ou la vie. Le gouvernement fixa, le 1er mars, la forme de la monnaie d'or et d'argent, grande et petite : c'était une mauvaise plaisanterie, pas un écu ne fut frappé; l'or et l'argent passaient dans les coffres désintéressés des ministres et de leurs adhérents; la république frappait un peu de cuivre et beaucoup de papier-monnaie, ressource habituelle des révolutions.

La fabrication du papier-monnaie était conduite avec beaucoup de zèle. Le 21 février, le gouvernement autorisa la banque romaine à émettre un million trois cent mille scudi, à condition d'en prêter une bonne part au trésor de la république. Le 5 avril, on vota l'émission de deux cent cinquante et un mille cinq cent quatre-vingt-quinze scudi. Le 5 mars, on avait ordonné la fabrication d'un million de scudi en monnaie de billon, *moneta erasa;* mais comme cette monnaie était trop coûteuse et dépassait les ressources de la république, on se borna à en faire pour vingt mille scudi, et l'on y substitua deux cent mille écus en papiers de vingt-quatre baïoques, en portant ainsi atteinte au système décimal. Les papiers, mal confectionnés, déchirés, souvent et facilement contrefaits, perdirent bientôt le tiers de leur valeur nominale, appauvrissant ainsi le peuple, quoique, ou parce que le cours en était forcé. La monnaie disparut de la circulation ; on ne voyait plus que du papier.

Le gouvernement avait la bonne volonté d'exploiter les galeries des beaux-arts et de vendre les chefs-d'œuvre rassemblés par la libéralité des Papes pour la gloire et l'ornement de Rome. Des propositions furent

faites au Musée britannique, qui refusa, d'après le témoignage de John O'Connell à la chambre des communes. Le cardinal Antonelli protesta contre cette spoliation. L'Autriche défendit l'entrée des chefs-d'œuvre de Rome dans ses États. Le projet, éventé avant le temps, ne put être mis à exécution. D'ailleurs, les triumvirs n'étaient pas fâchés peut-être de voir au Vatican les statues des dieux païens, quoique en qualité de trophées de la victoire.

Pour jeter de la poudre aux yeux et empêcher de voir les abus croissants, le ministre des finances publiait les comptes tous les quinze jours. Il retira le monopole du tabac à Torlonia et désintéressa la régie du sel, fixant l'impôt sur cette denrée à une baïoque la livre. Il fit semblant d'alléger la misère du peuple en abolissant la taxe-barrière et celle des patentes; mais il ne put les délivrer du poids le plus lourd, de celui qui fait cesser le travail : de la révolution.

Les abus les plus criants avaient lieu au ministère des travaux publics, dirigé par le médecin-journaliste Sterbini. Depuis le meurtre de Rossi, qu'il avait provoqué, ce ministre resta fidèle à son portefeuille, qui lui donnait à la fois une garde prétorienne d'ateliers nationaux et un gain facile. Il existe à Rome, depuis Napoléon, une institution de bienfaisance, *Beneficenza*, qui fait travailler des pauvres sans ouvrage à raison de quinze baïoques par jour; ces ouvriers sont toujours paresseux et mécontents. La révolution multiplia ces artisans et s'en servit pour ses démonstrations politiques. En voyant passer dans les rues ces figures suspectes et rébarbatives, rangées en pelotons, les Romains frémissaient de crainte. Sterbini, qui demandait toujours de nouveaux crédits et donnait peu de travail, devint suspect à ses propres partisans. Accusé

à l'assemblée, parce qu'on trouvait qu'il prenait trop, Sterbini se troubla et dit, en parodiant Scipion : « Vous me demandez des comptes, à moi qui me suis exposé à perdre la tête sur l'échafaud pour la république ! » Et comme cet argument fut peu goûté, il demanda le huis clos, et l'ayant obtenu, il conjura avec larmes l'Assemblée de sauver son honneur devant le peuple. Il fit accepter tout de suite sa démission, se défendit ensuite dans les journaux, et devint conservateur des beaux-arts, qu'il conserva peu. Il ne fut pas le seul démocrate enrichi ; presque tous les chefs emportèrent de grosses sommes à l'étranger. (*Rep. Rom. al giudizio degl' imparziali.*) Sterbini eut aussi de mauvais moments comme journaliste : comme il pérorait au café des Beaux-Arts pour engager les autres à marcher à la guerre, sans y aller lui-même, il eut son chapeau enfoncé par un coup de poing ; une autre fois, il reçut un soufflet pour avoir médit des Siciliens, et devint plus poli pour eux depuis. La vie de tribun n'est pas sans tribulations. (*Stor. republ. Rom.*, Rome, 1850.)

La république romaine n'avait point d'affaires étrangères, excepté avec les clubs et avec les trois républiques de Toscane, de Venise et de San-Marino. Les démocrates toscans avaient témoigné quelque désir de s'unir à la république romaine, mais les triumvirs toscans préférèrent garder le pouvoir, craignant de se compromettre avec les tribuns de Rome, qui étaient moins honnêtes qu'eux-mêmes. La république de Venise entretenait aussi avec Rome des relations peu honorables. Qu'y avait-il de commun entre les deux villes, dont l'une voulait reconquérir son indépendance historique contre un gouvernement étranger, et l'autre se révoltait contre le vicaire du Christ, régnant dans ses murs depuis dix-huit siècles, pour revenir à la barbarie

païenne? Hélas! l'esprit révolutionnaire soufflait aussi, dans les lagunes, cet esprit qui souille tout ce qu'il touche. Venise n'envoya pas, toutefois, aux Romains le drapeau qui fut fêté au Capitole; c'était un mensonge, le drapeau fut fait à Rome. On fit à Rome une collecte de cent mille scudi pour les Vénitiens, et on leur rendit le palais de Venise, occupé par l'ambassade autrichienne.

Une des difficultés sérieuses de la situation, c'était la foule de solliciteurs qui demandaient des emplois. Chaque candidat se posait en martyr et se vantait des persécutions qu'il avait souffertes et des peines qu'il avait endurées, dont le motif n'était souvent pas politique. Une commission était nommée pour vérifier les titres des postulants, qui devaient être certifiés par trois citoyens. Néanmoins la faveur seule réglait l'admission aux emplois. En revanche, un grand nombre d'employés civils et militaires, tous ceux qui ne voulurent pas faire adhésion à la république, furent destitués sans indemnité ni pension de retraite; pour ceux qui n'avaient pas d'autres ressources, il y avait de l'héroïsme à renoncer au pain de leurs familles pour ne pas trahir leur conscience.

Bien avant la proclamation de la république, la presse était devenue le monopole menteur de la démocratie; depuis, il ne fut plus question de liberté d'opinions. Le seul journal qui montrât le courage de l'opposition, le *Constitutionnel*, fut bientôt réduit au silence par de fréquentes menaces et par la violence. Il n'était pas même permis d'énoncer en paroles une opinion contraire à celle qui dominait, et plusieurs personnes payèrent de leur sang de simples propos.

L'organisation de l'armée allait toujours au plus mal. Le ministre de la guerre se plaignait dans ses circulaires

du pillage des entrepreneurs, de l'importunité des officiers qui sollicitaient l'avancement. Pour trouver des armes, on n'eut pas d'autre moyen que de les prendre à une partie de la garde civique, à ceux qui ne pouvaient prendre part à la défense du pays à cause de leur âge ou pour d'autres motifs. Il est facile d'entrevoir que l'exécution abusive d'une pareille mesure ne servait qu'à désarmer les gens tranquilles au profit des aventuriers. Le 26 avril, on mit en réquisition les chevaux à Rome et dans la Comarca, sans s'inquiéter comment le commerce et l'agriculture pourraient s'en passer. La loi du 18 mars appela tous les hommes de dix-huit à cinquante-cinq ans à faire partie de la garde civique; tous ceux qui avaient de dix-huit à trente ans devaient former la garde mobile : ce qui est une mauvaise plaisanterie, car là où tous les hommes de trente ans au plus font partie de la garde mobile, personne n'en fait réellement partie et la garde mobile n'existe pas. Une armée de quarante-cinq à cinquante mille hommes fut votée et décrétée sur le papier; mais, comme la guerre d'indépendance venait précisément d'être déclarée dans le nord de l'Italie, au mois de mars, le gouvernement de Rome ne sut pas y envoyer un seul soldat pour appuyer la cause nationale. Ceux qui s'étaient révoltés contre le Pape, sous prétexte qu'il ne voulait pas déclarer la guerre à l'Autriche, n'eurent eux-mêmes contre cet empire que de vaines paroles, se bornant à faire la guerre au clergé désarmé, ainsi qu'aux citoyens paisibles. Lorsqu'il apprit la défaite de Novare, le gouvernement adoucit cette triste nouvelle par l'annonce mensongère de prétendus soulèvements en Lombardie et aux Abruzzes. Il décréta que le Pô était une rivière nationale, comme si ce n'était pas connu en géographie, et jura, de même que l'assemblée, au nom de Dieu et du

peuple, que la patrie serait sauvée. Les républicains tinrent fidèlement ce serment, car la patrie fut réellement bientôt sauvée de leur pouvoir tyrannique par l'intervention étrangère.

CHAPITRE XXII.

MOTIFS DE LA RESTAURATION DU POUVOIR TEMPOREL DU PAPE.

Pour bien comprendre ce que c'est que la révolte contre le gouvernement pontifical et pourquoi cette révolte a dû être étouffée, nous sommes obligé de quitter un moment le cours des événements et d'élever notre pensée vers des recherches historiques plus anciennes, en commençant par le pouvoir spirituel du Saint-Siége.

Notre-Seigneur Jésus-Christ, récompensant la foi de Simon, qui confessa la divinité du Sauveur : « *Tu es Christus Filius Dei vivi*, le nomma Pierre, et sur cette pierre il construisit son Église, qui doit résister victorieusement aux portes de l'enfer. *Tu es Petrus, et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam, et portæ inferi non prævalebunt adversùs eam.* Le Seigneur donne à Pierre les clefs du royaume des cieux, c'est-à-dire le pouvoir de lier et de délier sur la terre, et l'assure que son jugement sera ratifié dans les cieux. *Et tibi dabo claves regni cœlorum, et quodcumque ligaveris super terram erit ligatum et in cœlis : et quodcumque solveris super terram erit solutum et in cœlis.* (Matth., XVI, 18.) Il promet que sa foi ne fera jamais défaut. *Ego autem rogavi pro te, ut non*

deficiat fides tua. (Luc, XXII, 32.) Il demande trois fois à Pierre : « M'aimes-tu? » et, assuré de l'amour de son serviteur, il lui ordonne de paître ses agneaux et ses brebis, c'est-à-dire les évêques et les simples fidèles; *Pasce agnos meos, pasce oves meas.* (Joan., XXI, 17.)

Le pouvoir spirituel de Pierre, fondé sur ces paroles du Verbe fait chair, par qui tout a été fait (Joan., I, 3), fut reconnu et glorifié par le témoignage unanime de tous les temps du christianisme. C'est Pierre qui le premier appela les Apôtres pour en élire un douzième à la place de Judas; c'est lui qui le premier commença la conversion des Juifs, en confirmant sa prédication par des miracles; c'est lui qui reçut le premier les gentils dans le sein de l'Église. Depuis ce temps, les conciles et les Pères de l'Église ont rendu aux successeurs de Pierre un constant hommage d'obéissance et de vénération. Un certain nombre de leurs témoignages se trouvent recueillis par le comte de Maistre dans son excellent ouvrage sur le Pape, qui ne saurait être trop connu et auquel nous renvoyons les lecteurs français. Nous avons tiré ces passages de l'édition polonaise, parce que la traduction de de Maistre n'existe pas encore dans notre idiome. D'ailleurs, nous croirions faire injure aux catholiques en insistant sur un point qui ne fait pas l'objet d'un doute pour tout vrai chrétien. Il est remarquable que le comte de Maistre apporte aussi des témoignages protestants et schismatiques à l'appui de l'incontestable pouvoir spirituel des Papes.

Les théologiens gallicans ont disputé longuement sur les limites de l'autorité du Pape, et notamment sur la question : Si le Pape est plus que les canons et les conciles, et prétendaient que l'autorité d'un concile œcuménique est plus grande que celle du Pape. C'est une opinion qui n'a pas le sens commun, malgré le respect

dû aux personnes éminentes qui l'ont soutenue, car un concile n'est légitime qu'autant qu'il est convoqué par le Pape ou avec sa permission et sous sa présidence, et autant que chaque décision du concile est approuvée par le Pape. Ceci ne fait l'objet d'un doute pour personne; donc, puisqu'un concile n'est rien sans le Pape, il est oiseux de demander si le Pape en concile est plus que le Pape lui-même. En outre, les promesses de Notre-Seigneur Jésus-Christ, que nous venons de citer, se rapportent à Pierre et à ses successeurs et non pas aux conciles. Le Pape, bien qu'infaillible, non par lui-même, mais en prononçant *ex cathedrâ*, ne se hâte pas de juger, il consulte les cardinaux et autres prêtres dont les lumières lui sont connues, et lorsque cela ne lui suffit pas pour éclairer une question importante, il convoque un concile partiel ou œcuménique. Si le pouvoir du concile de Constance paraissait plus grand, c'est que la personne du Pape était alors douteuse. Les décisions de ce concile, qui pouvaient être contraires à la dignité pontificale, ne furent jamais acceptées ni par Martin V, ni par aucun de ses successeurs. Les évêques rassemblés à Constance empêchèrent Jean XXIII de partir, reconnaissant implicitement que le départ du Pape ou de ses successeurs rendrait le conseil nul et l'obligerait à se dissoudre. (*Sess.* IV.) De même, les lois ou canons de l'Église sont faits par le Pape; le Pape les observe lui-même, mais il peut les changer s'il le trouve nécessaire. Pour plus de détails, nous renvoyons à Branzki, *Histoire du schisme occidental*, et au comte de Maistre qui, dans ses livres *Du Pape* et de *L'Église gallicane*, épuise la question. Il nous suffit de reconnaître que l'autorité du Pape est suprême et absolue; supérieure aux conciles, puisque ceux-ci ne peuvent exister sans elle. Cette cause est déjà jugée; le clergé gallican, décimé par la révolution, re-

connut trop tard le danger de mesurer l'obéissance; le successeur de Louis XIV, ce chef de l'Église gallicane, périt sur l'échafaud; la bourgeoisie française, qui voulut hériter du privilége de faire de l'opposition contre les Papes, est humiliée à son tour. Que si ces châtiments peuvent paraître plus grands que la faute qui les a mérités, on ne doit pas oublier que les péchés véniels peuvent entraîner les plus grandes calamités sur la terre, puisque les péchés mortels, auxquels ils conduisent, sont punis par des peines éternelles.

C'est donc en vertu de son pouvoir souverain que le Pape peut et doit paître les agneaux de Jésus-Christ, c'est-à-dire les fidèles; il doit défendre la pureté de la doctrine contre les hérétiques, la pureté des mœurs contre les hommes corrompus; il doit enseigner l'humilité aux superbes, le respect de la propriété aux socialistes et aux voleurs, et ce qui déplaît surtout aujourd'hui, il doit prêcher l'obéissance aux mutins. Ainsi, par la nature même de son pouvoir, il doit être en opposition et en lutte avec un monde qui le hait, comme il a haï son divin Maître. Il faut bien se résigner à comprendre que le sort de l'humanité sur la terre, c'est la guerre. Une guerre spirituelle continue, qui entraîne souvent des persécutions, des violences et même l'effusion du sang, cette guerre fut prédite par Dieu, lorsqu'il chassait nos parents du paradis, en disant qu'il mettrait l'hostilité entre le serpent et la femme et entre la semence du serpent et les fils de la femme. (*Gen.* III, 15.) Notre-Seigneur a dit aussi qu'il était venu apporter le glaive sur la terre. Il est lui-même le chef glorieux de cette guerre, et le Pape est son lieutenant; un camp opposé est commandé par Lucifer, excitant les hommes qui le servent sous divers prétextes contre le camp chrétien et surtout contre son chef, contre le Pape. Mais le général

en chef ne peut être prisonnier, parce qu'il serait forcé par ses ennemis à mal commander, ou bien au moins il serait mal obéi, car ses subordonnés craindraient que les ordres qu'il donne ne fussent dictés par l'ennemi. Donc le Pape doit être et paraître indépendant; or il ne peut être indépendant qu'en tant qu'il sera souverain, car tout homme qui n'est pas souverain est sujet, soit d'un monarque, soit d'une république : c'est tout un. Si le Pape était sujet, il faudrait que le gouvernement qui lui commande fût également infaillible. Mais comme cela n'est pas, ce gouvernement sera fortement tenté d'abuser de son autorité pour forcer le Pape à faire des actes contraires à ses devoirs, et trouvant de l'opposition, il sera nécessairement persécuteur. Croire que le gouvernement séculier n'abusera pas de son pouvoir sur le Pape pour le faire entrer dans les vues de ses intérêts temporels, c'est croire que le bois ne brûlera pas au feu, cas très rare et miraculeux. Aussi l'histoire est là pour nous apprendre que les Papes ont été persécutés toutes les fois qu'ils n'ont pas été complétement indépendants. Pour prouver que les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre son Église, Dieu permit qu'elle fût attaquée par les forces réunies de toutes les passions et de toutes les erreurs. Il donna aux Papes, pendant les trois premiers siècles du christianisme, la force de résister aux persécutions par l'héroïsme du martyre qui couronna les trente-cinq premiers Papes d'une gloire impérissable. Mais il ne voulut pas que l'existence de la papauté fût le miracle d'un martyre perpétuel, et il leur donna ensuite l'indépendance en leur donnant l'autorité temporelle. Pour ce pouvoir, les cas de martyre sont devenus plus rares; quelquefois une incursion étrangère ou une révolution intérieure troublent la sécurité du trône de Pierre; mais habituellement étant le maître chez lui, il

ne rencontre pas d'obstacles dans l'exercice de son autorité spirituelle.

Jetons les yeux sur le développement progressif du pouvoir temporel de Pierre, nous rappelant d'abord les paroles du Sauveur qu'on nous objecte souvent contre cette autorité. Jésus-Christ, présenté à Pilate pendant sa passion, déclare que son royaume n'est pas de ce monde, mais il ajoute tout de suite : Mon royaume n'est pas de ce monde *maintenant* (*nunc*); car s'il était de ce monde, ses serviteurs combattraient pour qu'il ne fût pas livré aux Juifs. *Regnum meum non est de hoc mundo. Si ex hoc mundo esset regnum meum, ministri mei utique decertarent ut non traderer Judæis : nunc autem regnum meum non est hinc.* (Joan., XVIII, 36.) Il déclare cependant qu'il est roi. *Tu dicis quia Rex sum ego.* (Ibid., 37.) En méditant ces textes sacrés, on voit que Notre-Seigneur n'a pas de royaume de ce monde, d'abord parce que son royaume n'est pas de ce monde, c'est-à-dire qu'il ne tire pas son origine de ce monde et de son prince; mais qu'il provient d'un autre monde, par suite d'une souveraineté sur les âmes. Il n'est pas de ce monde, c'est-à-dire que son royaume ne s'obtient pas par des moyens mondains, par la guerre, la conquête, mais par la conversion des âmes. Il n'est pas encore de ce monde, parce qu'il n'a pas encore de serviteurs qui le défendent contre les Juifs, c'est-à-dire contre des hommes charnels. Notre-Seigneur venait de former des prêtres, il n'avait pas encore inspiré des chevaliers chrétiens. Il n'y a pas une parole vaine dans l'Écriture sainte; en disant que son royaume n'est pas du monde présent, il nous fait comprendre que son royaume sera d'ici plus tard, en vertu de sa victoire sur le prince des ténèbres, obtenue par sa mort et sa résurrection, à la suite des victoires semblables de ses martyrs. Ce royaume sera

complet lorsque le mot *à présent* sera annulé, c'est-à-dire lorsque le temps cédera le pas à l'éternité; il existera déjà d'une manière incomplète dès qu'il se trouvera des serviteurs prêts à combattre pour le Christ. Son pouvoir ne sera pas d'ici, *hinc*, c'est-à-dire qu'il ne prendra pas son origine à Jérusalem, en Judée. Ainsi le pouvoir temporel de Jésus-Christ et de son vicaire est une conséquence nécessaire de son pouvoir spirituel; mais, suivant les lois naturelles des choses durables, il doit se développer lentement. Lorsque Jésus-Christ disait à Pierre : « *An putas quia non possum rogare Patrem meum, et exhibebit mihi modo plus quam duodecim legiones angelorum,* » ce ne pouvait être une forfanterie, mais ce devait être une prophétie.

Pierre exerçait déjà l'autorité temporelle à Jérusalem, lorsqu'il punissait d'une mort miraculeuse Ananie et Saphire pour un mensonge. Celui qui a le droit de vie et de mort règne temporellement, ou bien il exerce un pouvoir qui lui est conféré par un autre souverain. Pierre ne tenait pas ce droit de César, ni des Juifs qui ne l'avaient plus, puisqu'ils étaient forcés de recourir à Pilate pour la condamnation du Sauveur; donc Pierre tenait déjà de Dieu une véritable souveraineté, du consentement des fidèles qui ne se révoltèrent pas pour cet acte de justice rigoureuse; avec cette différence, que Pierre savait aussi ressusciter les morts, ce que les autres souverains ne peuvent pas. Les Actes des Apôtres prouvent également que Pierre avait une administration souveraine de la fortune des fidèles; il avait, en outre, le droit de juger les procès entre les fidèles ou l'autorité judiciaire, puisque saint Paul reproche la présomption de ceux qui s'adressaient aux tribunaux païens (I Cor., VI, 3) : « Car nous avons, dit-il, le droit de juger les anges, » combien plus les choses temporelles? » *Audet aliquis*

vestrûm habens negotium adversùs alterum, judicari apud iniquos et non apud sanctos? An nescitis quoniam sancti de hoc mundo judicabunt? Nescitis quoniam Angelos judicabimus? quanto magis sæcularia. » Suivons les études historiques du comte de Maistre.

Les successeurs de Pierre s'asseyent sur un trône à l'ombre des catacombes. Vous qui aimez à obéir à un pouvoir mystérieux, issu de ténébreuses conspirations, vous trouvez ici un modèle plus beau de ce gouvernement souterrain que cette singerie de gouvernement que vous aimez, ou plutôt qui vous fait haïr, enivrés que vous êtes d'influences infernales. Déjà l'empereur païen qui était aussi souverain pontife, envie l'influence d'un faible vieillard et le supporte, au témoignage de Bossuet, moins qu'un autre César dans les armées qui voudrait lui ravir la couronne. Aussi le trône du Pontife était-il toujours le degré du martyre, et ce martyre dura trois siècles. Il paraît que c'est assez long, il paraît que les papes ont fait leurs preuves et que les fils de l'Église au moins ne devraient plus leur souhaiter de nouveau une mort violente.

Dès que l'empereur Constantin eut remporté, sous le signe de la croix, une victoire sur son compétiteur, et eut noyé ce nouveau Pharaon dans les eaux du Tibre, ce qui fut la première croisade, il comprit qu'une seule capitale ne pouvait contenir deux soleils, et que la majesté impériale, toute grande qu'elle était alors, ne pourrait pas subsister devant la majesté croissante de la Papauté. C'est pourquoi, ayant proclamé le christianisme comme religion dominante, ayant fait bâtir des sanctuaires magnifiques pour le culte de Jésus, il transporta la capitale de l'empire à Byzance, qui prit le nom de Constantinople, et laissa Rome aux Papes. Dès lors, les Papes, soi-disant sujets des empereurs

d'Orient, prirent en réalité une influence de plus en plus décisive à Rome. Les Césars avaient encore assez de pouvoir pour persécuter les Papes en voulant les forcer à l'hérésie, mais ils n'avaient plus la force nécessaire pour défendre Rome contre les incursions des barbares. Les richesses, attribut inséparable de la royauté, affluaient entre les mains des Papes, par les dons des fidèles, depuis les temps du paganisme, et refluaient d'eux vers les extrémités, comme le sang qui part du cœur. Eusèbe nous enseigne que le Pontife romain nourrissait un grand nombre de prêtres, de femmes, d'orphelins et de pauvres; il contribuait à la propagation de la foi, à la fondation des églises, même dans les pays lointains, comme la Syrie et l'Arabie. Le Pape payait les notaires apostoliques qui écrivaient l'histoire des martyrs et répondaient aux questions nombreuses des églises nouvelles. Les propriétés du Pape ne consistaient pas seulement en vases d'or et d'argent, mais encore en terres considérables. Les païens confisquaient ces biens quelquefois, mais Constantin, au témoignage d'Eusèbe, les fit tous rendre.

Depuis Constantin, l'évêque de Rome avait de vastes patrimoines, non seulement à Rome, à Naples, en Sicile, en Sardaigne, en Corse, mais encore en Espagne, en Gaule, en Afrique et dans d'autres pays. Plusieurs de ces patrimoines étaient vastes comme des duchés: ainsi, celui des Alpes cottiennes embrassait Gênes et la Ligurie, jusqu'aux frontières de France. Une grande partie des terres de Sicile et de Calabre leur étaient données en échange par les empereurs, contre des terres en Orient qu'ils leur avaient cédées. Pretextatus, préfet de la ville, païen, disait, au IVe siècle, au Pape saint Damase : « Faites-moi évêque de Rome, je serai tout de suite chrétien. » (Saint Jérôme, *lettre* 37.)

Les derniers empereurs d'Occident, après le partage de l'empire, n'osaient plus demeurer à Rome, ils s'établirent à Ravenne. Lorsque les barbares du Nord marchèrent contre Rome, l'ombre du pouvoir impérial ne put les arrêter. Alaric à la tête des Visigoths, Genséric suivi de ses Vandales, se portent avec violence contre Rome, et ne respectent, dans leurs pillages, que les basiliques des apôtres. Attila, le plus sauvage des conquérants, allant à Rome avec la horde de ses Huns, est arrêté par l'ascendant de saint Léon le Grand. Odoacre, roi des Hérules, détruit l'empire d'Occident. Théodoric y substitue le règne des Ostrogoths, mais il n'ose pas s'établir à Rome et se fixe à Ravenne. Les peuples du Nord attaquent Rome en passant, détruisent les monuments païens, mais n'osent pas dicter des lois dans la capitale du christianisme. Ce sont des orages terribles, mais passagers. Les Lombards fondent une monarchie plus durable au nord de l'Italie, mais ne peuvent s'emparer de Rome; une main invisible arrête ces peuples aux portes de la ville sainte. Les empereurs d'Orient ne peuvent rien pour défendre cette province, ils la trahissent même pour préserver Constantinople; les peuples, abandonnés des Césars, se réfugient sous la protection des Pontifes.

Saint Grégoire le Grand résiste pendant vingt ans aux invasions des Lombards, ce qui lui coûta des sommes énormes; le gouvernement temporel lui prend la moitié de son temps. Il envoie des gouverneurs : Leontius à Nepi, le tribun Constantin à Naples ; il exhorte les évêques à pourvoir aux vivres des villes et à la défense de leurs murs. (*Lettres* 2, 31, *alias* 8, 24, livre II.) « Quiconque est à ma place, dit-il, est accablé d'affaires, au point de douter s'il est prince ou évêque. » (*Lettre* 24 ou 25, 41.) Les peuples voisins se réfugiaient sous la protection

des Papes, leur confiant leurs intérêts, de manière que depuis ce temps ils avaient le pouvoir réel, tandis que les empereurs ne jouissaient plus que d'un vain titre. Cependant toute pensée d'usurpation leur était tellement étrangère, qu'ils ne cessaient de supplier les empereurs de ne pas oublier leurs provinces. Étienne II prie Léon l'Isaurien de remplir ce devoir, deux ans avant l'arrivée de Pepin en Italie. En attendant, ils gouvernaient tout. Grégoire II écrivit à l'empereur Léon que tout l'Occident a les yeux tournés sur notre humilité, et nous regarde comme juges et médiateurs de la paix publique. Il envoie des ambassadeurs à Charles-Martel, et établit des relations avec lui comme un souverain avec un autre souverain. Pendant que la dynastie de Charlemagne grandissait à l'ombre de la faible dynastie des Mérovingiens, les Papes remplaçaient de même, par la force des choses et les vœux du peuple, le pouvoir illusoire de l'empire.

Le peuple, abandonné, ne pouvait plus supporter les empereurs d'Orient, qui rappelaient parfois leur existence par des persécutions iconoclastes, mais qui ne pouvaient plus rien pour la défense de l'exarchat. Après deux siècles de résistance contre les Lombards, Rome était assiégée par Astolphe, roi de cette nation. Pepin vient au secours du Pape et force Astolphe à rendre les villes usurpées sur le Saint-Siége. Fulrad, abbé de Saint-Denis, reçoit, au nom du Pape, les clefs de vingt-deux villes et les dépose sur le tombeau de Saint-Pierre. Ensuite, lorsque les députés de Constantinople demandaient d'une manière peu polie la restitution de ces conquêtes de Pepin, la cour de France se moqua justement de ces vaines prétentions. Sous le règne du Pape Adrien, Didier, roi des Lombards, menace encore le Saint-Siége. Alors Charlemagne traverse

les Alpes, soumet le royaume de Lombardie, restitue au Pape, d'après le témoignage d'Éginhard, les pays usurpés, notamment l'exarchat de Ravenne, la Corse, Parme, Mantoue, la Vénétie, l'Istrie, Spolète et Bénévent; le tout par donation, écrite par son chapelain Estevius, signée par lui-même et par les évêques, abbés, princes et comtes de sa cour, et déposée sur l'autel de Saint-Pierre. (Voyez l'*Origine du domaine temporel des Papes*, du cardinal Orsi, ouvrage réimprimé à Naples en 1849.)

L'histoire prouve que Charlemagne ne créa pas le pouvoir temporel des Papes, comme les républicains l'affirment après les impérialistes; il n'a eu que l'insigne honneur de défendre, de reconnaître, de consolider et de compléter une souveraineté qui s'élevait depuis huit siècles, par la force des choses et par les vœux unanimes du peuple. Mazzini a donc tort de soutenir que le pouvoir des Papes ne dure que depuis dix siècles et qu'il est une usurpation des droits du peuple; le peuple n'était souverain ni sous le joug des Césars, ni pendant qu'il subissait les angoisses des incursions des barbares, et son passé n'était pas florissant, à moins qu'on ne parle des fleurs qui viennent sur les ruines et les tombeaux. Les commencements d'une dynastie sont habituellement voilés, comme la source du Nil; au contraire, l'origine du pouvoir pontifical est claire et justifiée en elle-même comme la loi divine. Les Papes deviennent rois par pitié pour les peuples abandonnés, sans le vouloir et malgré eux; c'est le vœu du peuple qui évoque cette souveraineté bienfaisante. Les actes et donations des rois ne font que la confirmer.

Toutefois Dieu récompensa la piété de Charlemagne en lui donnant le nom le plus grand parmi les rois de la terre, et, qui plus est, un génie qui contribua très

puissamment à la civilisation moderne, et un glaive victorieux qui fit sortir les peuples du Nord du chaos de la barbarie. Couronné empereur par le Pape, dont il reconnaissait, par conséquent, le pouvoir supérieur au sien; il conserva une certaine influence sur les affaires de Rome, sous le titre de patrice, de même que le patron laïque d'une église ou d'un monastère garde voix au chapitre.

Lorsque la dynastie de Charlemagne fut éteinte, le devoir de reconnaissance cessa. Les Papes ne reconnurent plus la souveraineté des empereurs d'Allemagne, au-dessus ni au-dessous d'eux-mêmes. Jean XII, il est vrai, dans un temps d'abaissement de la Papauté, fit serment de fidélité à Othon le Grand, ce qui ne doit pas étonner dans le moyen âge, temps de confusion des pouvoirs et de relations toutes personnelles entre hommes, qui n'obligeaient pas leurs successeurs. Mais toutes les fois que les Papes et le peuple romain n'étaient pas forcés de reconnaître les prétentions des empereurs soi-disant romains, ils n'en firent aucun cas. Saint Henri II, empereur, reconnut expressément l'indépendance absolue des Papes. Le parti guelfe défendait la liberté du Pape et de l'Italie, tandis que les gibelins appuyaient l'influence impériale. Si ce n'étaient les efforts constants des Papes, ils seraient devenus les chapelains de l'empire et l'Italie serait une province allemande. Les démocrates italiens oublient aujourd'hui qui leur a conservé leur indépendance, et qui peut seul la leur maintenir. Pour prouver combien le joug impérial était pesant, on peut citer le dîner d'Othon II, en 981, qui, ayant invité un grand nombre de seigneurs, appela ses convives et les fit tuer dans une chambre voisine. C'est à de pareils princes que les Papes avaient affaire.

Les Pontifes romains maintenaient avec une constance plus grande encore le droit d'investiture des évêques par la crosse et l'anneau, c'est-à-dire quant à la juridiction spirituelle, leur permettant de recevoir des empereurs l'investiture féodale par le sceptre. Si les Papes ne s'étaient point tenus fermes à conserver ce principe, le pouvoir des évêques serait devenu un emploi donné par la faveur ou la vénalité des cours, souvent aux candidats les moins dignes. Pour défendre les droits de l'Église dans un temps de corruption générale, Dieu suscita heureusement le génie de saint Grégoire VII. On lui a beaucoup reproché d'avoir déposé le mauvais empereur Henri IV, déliant ses sujets du serment de fidélité, et convoquant les électeurs pour un nouveau choix. Mais le pouvoir de déposer les souverains, surtout les souverains électifs, était alors universellement reconnu en Europe, et il faisait partie du droit public.

En 1159, à la mort d'Adrien IV, l'empereur Frédéric Barberousse, qui était en lutte avec Rome, ne reconnut pas le nouvel élu, Alexandre III, mais choisit un antipape et força ses évêques à lui prêter obéissance. Le Pape excommunia l'empereur et l'obligea, après dix-sept ans de discorde, à lui demander pardon à Venise, en 1177. L'état de l'Italie était alors déplorable. La ligue des villes lombardes combattait Barberousse avec un patriotisme bien entendu, et Milan, pris et saccagé, éprouva les cruautés du vainqueur. Le Pape, victime et non auteur de la guerre, se réfugia en France, asile habituel des Papes exilés. Frédéric battit une armée de douze mille Romains armés malgré le Pape; il prit une ville et fit pendre tous les parents du Pape qu'il y trouva, ce qui donna une idée de la douceur de ses mœurs. (*Murat.*, an IV, p. 575.)

En 1198, une lutte s'élève entre Philippe de Souabe et Othon de Saxe, à qui aura la couronne impériale. Le Pape, comme prince temporel, prend parti pour le dernier, et se fait rendre la Romagne, Spolète et le legs de la comtesse Mathilde, injustement usurpé. Othon se montre ingrat, occupe les terres de l'Église, se fait excommunier, fait la guerre à Frédéric élu à sa place, et meurt repentant en 1218.

Frédéric II jure d'aller combattre en Palestine. Ne remplissant pas son serment, faisant la guerre à l'Église, il est excommunié en 1227 et 1228. Enfin, il part pour la terre sainte; en attendant, le Pape lui prend la Pouille, pour la donner à Jean de Brienne, son beau-père. Frédéric revient, reprend la Pouille, mais il est excommunié de nouveau par Grégoire IX qui avait les croisades fort à cœur. Réconcilié en 1230, il continue la guerre avec une grande cruauté, surtout envers les prêtres, et encourt une nouvelle excommunication. Enfin, Innocent IV, son ancien ami, est obligé de le déposer en 1245, au concile de Lyon. L'orgueil de cet empereur était si grand que, de l'avis de ses jurisconsultes, il se regarduit comme l'héritier des empereurs romains, par conséquent comme souverain de tout l'univers. Au contraire, les ambassadeurs de saint Louis lui disaient hardiment, qu'ils regardaient le roi par la grâce de Dieu comme supérieur à un empereur électif. Il est remarquable que les Papes n'ont déposé, en effet, que des souverains électifs. L'élection, qui diminue la majesté souveraine, donne un remède contre ses erreurs que n'a pas l'hérédité.

En 1314, les électeurs choisirent deux empereurs : Louis de Bavière et Frédéric d'Autriche. Le Pape, voulant mettre fin à la guerre, cita les compétiteurs devant son tribunal. Loin d'y paraître, Louis défendit à

Jean XXII de quitter Rome, sous peine de déposition, et depuis le condamna à mort. Tel est le sort que les empereurs réservaient aux Papes, s'ils n'avaient pas trouvé de résistance. Louis fut excommunié; les rois de France, de Naples, de Bohême et de Pologne prirent parti contre lui: cet empereur vendait les villes d'Italie au plus offrant. Enfin, Charles IV mit fin aux longues luttes entre l'Empire et le sacerdoce, luttes exagérées par les calomnies des historiens hostiles à l'Église, et dont le but était, de la part des Papes, la défense de la liberté de l'Église et de celle de l'Italie.

Ce qui affaiblit réellement la lutte de l'Empire contre la Papauté, c'est la réforme qui abaissa les deux pouvoirs. Cependant cette guerre ne cessa pas tout à fait; elle a toujours continué en changeant de nom. C'est le gallicanisme de Louis XIV, le joséphinisme autrichien qui furent les nouvelles phases d'une opposition éternelle du pouvoir laïque contre l'autorité spirituelle. Ce fut ensuite Napoléon qui, après avoir rendu les plus grands services à l'Église, et après y avoir gagné la couronne de Charlemagne, voulut ensuite contraindre Pie VII à faire la guerre contre l'Angleterre, et comme le Père des chrétiens ne voulut pas se montrer hostile à une partie, bien qu'égarée, de son troupeau, il préféra souffrir l'exil et s'exposer aux menaces du vainqueur.

Les évêques de Rome s'opposaient sévèrement au relâchement des mœurs des têtes couronnées; ils maintenaient avec vigilance l'intégrité du lien conjugal, et rendaient ainsi le plus grand service aux dynasties régnantes et aux nations qui suivent volontiers l'exemple de leurs chefs. Ainsi, quand Lothaire quitta sa femme pour épouser sa maîtresse, et reçut l'approbation des deux conciles de Metz et d'Aix-la-Chapelle, le pape

Nicolas Ier cassa ce second mariage. Adrien II, en donnant la couronne à Lothaire, le fit jurer qu'il avait sincèrement quitté Waldrade; il exigea le même serment des seigneurs de sa suite. Comme le serment était faux, tous les seigneurs parjures moururent subitement, et le roi lui-même était mort au bout d'un mois. Les Papes préféraient perdre l'Angleterre que d'approuver le divorce de Henri VIII. Les divorces détruisent la famille, base de la société; ils font périr les dynasties souveraines, les familles nobles et des nations entières. Le sanctuaire de la famille, détruit par le relâchement des mœurs, fait place au phalanstère communiste.

L'histoire prouve expressément que les Papes au moyen âge avaient le pouvoir de délier les sujets du serment de fidélité, et que ce pouvoir était reconnu des souverains eux-mêmes, excepté de ceux qui étaient atteints de cette mesure rigoureuse. Cette vérité est reconnue même par les historiens qui s'en plaignent. Voyez à ce sujet l'estimable ouvrage : *Du pouvoir du Pape au moyen âge*. Si les Papes ne jugent pas nécessaire de faire usage maintenant d'un pareil pouvoir, il ne s'ensuit pas qu'ils ne l'ont plus. S'ils n'ont pas ce pouvoir politiquement aujourd'hui, il est hors de doute qu'ils l'ont théoriquement. Ayant la puissance de lier et de délier sur la terre, ils ont celle de délier du devoir de l'obéissance, lorsqu'ils le jugent nécessaire. Les hommes qui se plaignent de ce que le Pape rappelle aux sujets les devoirs de l'obéissance font preuve d'une vue très courte, car celui qui peut ordonner la fidélité, peut aussi en dispenser, s'il trouve que les abus d'autorité sont beaucoup plus grands que ne pourraient l'être les abus de la révolte.

L'obéissance n'est pas une invention humaine, c'est un ordre exprès du Sauveur qui dit aux Pharisiens qui le tentaient, comme les démocrates et les espions d'au-

jourd'hui : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. » (*Matth.*, XXII, 21 ; *Luc*, XX, 25.) Il confirma ces paroles dès la grotte de Bethléem où il voulut naître, pour obéir à un recensement impérial; il les confirma en payant une pièce de monnaie pour lui et pour Pierre; enfin, il fut obéissant jusqu'à la mort, la mort sur la croix. Cette loi de l'obéissance est proclamée par saint Paul (*Rom.*, XIII, 1-7), qui nous apprend que tout pouvoir vient de Dieu; par conséquent, qui résiste au pouvoir, résiste à Dieu et mérite la damnation. *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit; non est enim potestas nisi à Deo : quæ autem sunt, à Deo ordinatæ sunt. Itaque qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit. Qui autem resistunt, ipsi sibi damnationem acquirunt; nam principes non sunt timori boni operis, sed mali. Vis autem non timere potestatem? Bonum fac, et habebis laudem ex illa : Dei enim minister est tibi in bonum. Si autem malum feceris, time : non enim sine causa gladium portat. Dei enim minister est : vindex in iram ei qui malum agit. Ideo necessitate subditi estote, non solum propter iram, sed etiam propter conscientiam. Ideo enim et tributa præstatis : ministri enim Dei sunt, in hoc ipsum servientes. Reddite ergo omnibus debita : cui tributum, tributum; cui vectigal, vectigal; cui timorem, timorem; cui honorem, honorem.*

L'Apôtre nous apprend que nous n'avons rien à craindre des princes : si nous faisons le bien, nous n'en aurons que des éloges; si, au contraire, vous faites le mal, vous avez raison de craindre, car ils ne portent pas l'épée en vain, ils sont les ministres de Dieu. Il faut donc leur obéir par nécessité et par conscience, et rendre à chacun ce qui lui appartient : l'impôt, l'hommage, la crainte et l'honneur. Ailleurs saint Paul ordonne de prier pour les rois, et pour tous les pouvoirs élevés, afin que nous puissions mener une vie tran-

quille, dans la piété et dans la chasteté (*Tim.* I, II, 2) : *Pro regibus et omnibus qui in sublimitate sunt, ut quietam et tranquillam vitam agamus, in omni pietate et castitate.* Il rappelle encore l'obéissance dans sa lettre à Tite (III,1): *Admone illos principibus et potestatibus subditos esse.* D'autres passages se rapportent spécialement à l'autorité spirituelle (*Thess.*, I, V, 12 ; *Hebr.*, XIII, 17).

Le prince des apôtres n'est pas moins explicite (*Petr.*, I, II, 13) : *Subjecti igitur estote omni humanæ creaturæ propter Deum : sive regi, quasi præcellenti ; sive ducibus, tanquam ab eo missis ad vindictam malefactorum, laudem verò bonorum : quia sic est voluntas Dei, ut benefacientes obmutescere faciatis imprudentium hominum ignorantiam ; quasi liberi, et non quasi velamen habentes malitiæ libertatem, sed sicut servi Dei. Omnes honorate; fraternitatem diligite; Deum timete; regem honorificate. Servi, subditi estote in omni timore dominis, non tantum bonis et modestis, sed etiam dyscolis. Hæc est enim gratia, si propter Dei conscientiam sustinet quis tristitias, patiens injuste.* « Soyez soumis à toute créature humaine pour Dieu : soit au roi, comme étant au-dessus de tous; soit aux chefs, comme envoyés par lui pour la punition des malfaiteurs, et pour la louange des bons ; car telle est la volonté de Dieu, que faisant le bien, vous réduisiez au silence l'ignorance des hommes imprudents; faites-le comme des hommes vraiment libres, et non comme ceux qui prennent la liberté pour voile de leur méchanceté, mais comme des serviteurs de Dieu. Honorez tous; aimez vos frères ; craignez Dieu ; rendez honneur au roi. Serviteurs, soyez soumis à vos maîtres avec toute crainte, non seulement aux bons et modestes, mais aussi aux mauvais. Car c'est une grâce, si quelqu'un pour la conscience de Dieu supporte des chagrins, souffrant injustement. » L'obéissance envers le roi et

envers des maîtres est une même vertu; si donc les maîtres donnent le mauvais exemple en se révoltant contre leur souverain, il n'est pas étonnant que leurs serviteurs se révoltent contre eux-mêmes.

L'esprit de révolte a été bien prévu et caractérisé par l'apôtre saint Jude, dans son épître catholique: *Subintroierunt enim quidam homines (qui olim præscripti sunt in hoc judicium) impii, Dei nostri gratiam transferentes in luxuriam, et solum Dominatorem et Dominum nostrum Jesum Christum negantes... Similiter et hi carnem quidem maculant, dominationem autem spernunt, majestatem autem blasphemant... Hi autem, quæcumque quidem ignorant, blasphemant; quæcumque autem naturaliter, tanquam muta animalia, norunt, in his corrumpuntur. Væ illis... Hi sunt in epulis suis maculæ, convivantes sine timore, semetipsos pascentes: nubes sine aqua, quæ a ventis circumferuntur; arbores autumnales, infructuosæ, bis mortuæ, eradicatæ; fluctus feri maris, despumantes suas confusiones; sidera errantia, quibus procella tenebrarum servata est in æternum... Hi sunt murmuratores, querulosi.* « Il s'est glissé certains hommes, destinés autrefois à ce jugement, impies, perdant la grâce de notre Dieu par la luxure, et niant notre seul dominateur et maître Jésus-Christ... Pareillement et ceux-ci souillent leur chair, méprisent le pouvoir, et blasphèment la majesté... Ceux-ci blasphèment tout ce qu'ils ignorent, et dans tout ce qu'ils savent naturellement comme des animaux muets, ils se corrompent. Malheur à eux... Ceux-ci se souillent dans leurs banquets, faisant des repas sans crainte et se repaissant eux-mêmes : nuages sans eau qui sont portés en cercle par les vents; arbres d'automne, stériles, deux fois morts, déracinés. Flots d'une mer furieuse écumant leurs confusions; astres errants, auxquels l'orage des ténèbres est réservé pour l'éternité... Ce sont des

hommes qui murmurent et querellent toujours. »

Quel est le chrétien qui oserait résister à la majesté de ces témoignages sacrés en faveur de la loi suprême de l'obéissance? A la lumière de la révélation, le Contrat social, la Déclaration des droits de l'homme, ne sont que des rêves inspirés par l'enfer. L'homme est libre moralement dans sa volonté qui peut consentir au bien comme au mal, et qui peut lui assurer le bonheur ou le malheur éternel; il n'est pas libre politiquement. Il naît dans les relations de famille et de nationalité, dans une dépendance à une autorité qu'il ne doit pas briser. Que si tous les gouvernements légitimes et nécessaires réclament l'obéissance, la souveraineté du Pape est la plus légitime, la plus nécessaire de toutes, et les devoirs de fidélité qu'elle impose sont les plus sacrés.

La grande révolte de Luther contre l'infaillibilité et la souveraineté spirituelle de l'Église, qui portait dès son origine des fruits politiques amers dans la guerre des paysans, passa, au dix-huitième siècle, dans l'arène de la philosophie et de la politique, et produisit la révolution sanglante de 1793. Cette révolution, comprimée par le génie et le glaive de Napoléon, et par la restauration du pouvoir légitime des Bourbons, releva sa tête hideuse en 1830, en fondant sur les barricades le trône du roi de la bourgeoisie. La politique des épiciers et de la basoche, le manque de grandeur, de dévouement et de gloire, l'abandon des peuples opprimés, les querelles parlementaires surgissant d'une constitution mal établie, plus mal exécutée, l'opposition systématique contre le pouvoir dans le but de le conquérir, une éducation officielle corrompue dans ses mœurs et sa doctrine, une dépravation de coutumes générale, les blasphèmes, l'inobservation du dimanche, le matérialisme sceptique se couvrant du manteau de l'éclectisme, et surtout le

manque de cette religion qui morbifie les vices et fait renaître les vertus, toutes ces causes réunies ont accéléré le triomphe de la révolution. La démocratie de 1848 n'est plus un parti qui demande une certaine forme de gouvernement, c'est une religion panthéiste qui adore l'idole du peuple ou de l'humanité, et qui se révolte contre toutes les lois humaines et divines. Tous les préceptes du Décalogue sont niés, les républicains rouges et les socialistes menacent la propriété, la vie et la famille de leurs concitoyens. Il n'y a rien d'étonnant que ces brigands et ces voleurs ne reconnaissent pas l'autorité qui peut empêcher leurs crimes; mais ce qu'il y a d'étonnant, c'est que beaucoup de gens honnêtes, mais aveugles, se font plus ou moins leur écho. C'est en présence des portes de l'enfer qui s'élèvent contre l'existance même de la société, que l'Église proclame toujours les principes d'obéissance au pouvoir, qui peuvent seuls sauver la société.

Dans la pensée chrétienne, l'autorité royale n'est ni absolue, ni despotique, comme les monarchies asiatiques, mais elle est souveraine. L'Église voit avec plaisir les lois qui règlent l'exercice de la royauté, les assemblées qui l'assistent de leurs conseils. D'après saint Thomas d'Aquin, cité par Ozanam dans le Dante (*Summa* 1, 2ª q. 105, 2ª 2ª q. 42, *De eruditione principum*, lib. I, 4; VI, 3), le meilleur gouvernement est une monarchie tempérée par l'aristocratie des vertus et des lumières et par la démocratie des élections. Il est remarquable que tant que l'Europe obéissait à l'influence de la religion catholique, les monarchies étaient modérées par des états généraux et autres assemblées; le despotisme est un fruit de la réforme. Mais d'après les paroles mêmes de l'Écriture, et d'après l'analogie entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, on peut conclure que dans

les pays où il y a un souverain et un parlement, le souverain est au-dessus du parlement, de manière que le parlement n'est qu'un conseil d'État mieux composé et plus respecté. Les nouvelles théories constitutionnelles, voulant établir un équilibre impossible entre le roi et le parlement, n'ont servi de rien. Le privilége de voter les impôts a pour résultat unique de rendre les impôts beaucoup plus lourds que dans les pays où le souverain les impose lui-même. Le besoin de gagner des voix augmente démesurément le nombre d'employés, pour satisfaire les parents et amis des députés; la bureaucratie enchaîne le pays et le mène à la banqueroute, car les employés veulent faire quelque chose; ils se mêlent de tout et absorbent les ressources du pays. Les ministres, changés à chaque instant, accablés d'affaires locales, obligés de se défendre continuellement aux chambres, ne peuvent point gouverner. Enfin, l'opposition croissante des chambres contre le souverain se change en refus d'impôt ou révolte en paroles, qui se traduisent en flots de sang sur les barricades. Si l'on suivait le principe d'obéissance catholique, on s'épargnerait cette anarchie qui mène à la guerre civile.

L'obéissance, d'après l'exemple de Jésus-Christ, doit être jusqu'à la mort, mais non pas jusqu'au péché; personne, pour obéir aux hommes, ne peut désobéir à la loi divine. Lorsque le pouvoir violent du monarque force ses sujets à enfreindre les lois de la vertu, on les oblige à l'apostasie : c'est alors qu'il devient despote et tyran. Alors, comme dit saint Thomas d'Aquin, son pouvoir devient inique; alors, si l'insurrection entraîne moins de maux que l'esclavage, elle devient légitime. Mais comment discerner un gouvernement simplement mauvais d'une tyrannie insupportable? Chaque gouvernement entraîne quelques abus inhérents à la nature

humaine, sans cesser d'être légitime. Les démocrates nomment tyrannique chaque gouvernement. Tout homme est mauvais juge dans sa propre cause. Comment résoudre la question difficile d'opportunité? Comment savoir si la guerre, la peste, la famine, le feu, la mort et les blessures des milliers d'hommes, les pleurs des veuves et des orphelins, la possibilité d'empirer l'esclavage, si toutes ces calamités qu'une révolution entraîne sont moins grandes que la tyrannie elle-même? Comment distinguer une insurrection légitime d'une révolte, qui est un péché mortel d'après saint Paul, saint Augustin et saint Thomas, et qui entraîne souvent ensemble la mort éternelle et la mort temporelle du révolté? Quel est l'homme assez insensé pour prendre sur lui hardiment une pareille responsabilité? Pour rassurer leur conscience dans un doute aussi cruel, les catholiques ont le tribunal du Saint-Siége. Ce tribunal n'a nullement perdu son pouvoir dans les temps où nous vivons. Les partis les plus opposés réclament son suffrage. L'empereur Nicolas obtient de Grégoire XVI un avertissement au clergé de Pologne de ne point se mêler des affaires politiques. Les républicains italiens demandent à Pie IX d'excommunier l'Autriche. Si les étrangers reconnaissent la puissance du Saint-Père, combien plus ses propres enfants? Qui sait si le nœud gordien qui étouffe l'Europe ne sera pas délié un jour par celui qui peut tout délier! Il est facile de comprendre qu'un gouvernement qui peut juger les causes des peuples et des rois doit être indépendant de tout pouvoir monarchique ou républicain; donc le Pape ne peut pas être sujet, donc il doit être souverain.

L'État et l'Église se pénètrent mutuellement, ils sont partout en présence. Ces deux autorités, qui doivent gouverner le monde d'un commun accord, sont souvent

en lutte entre elles. Pour terminer ces différends à l'amiable, il faut que le chef de l'Église soit en même temps chef d'un État indépendant. Les rois ne font pas de concordats avec les évêques leurs sujets; ils n'écoutent pas volontiers leurs remontrances taxées de désobéissance. Pour juger des questions délicates et compliquées, comme l'ont été les relations provenant des biens confisqués à l'Église, comme l'est à présent la liberté d'enseignement, le choix des évêques, il faut bien que le Pape soit souverain. C'est là le seul moyen de réconcilier l'État avec l'Église, et de faire marcher la société temporelle vers son but éternel, qui est le salut des âmes immortelles.

De combien de garanties n'entoure-t-on pas dans les pays civilisés l'indépendance d'un juge qui prononce sur des questions pécuniaires d'un intérêt médiocre; on le rend inamovible, pour qu'il ne dépende pas des caprices du peuple ni du gouvernement. L'indépendance du tribunal suprême qui juge les consciences de millions de sujets, et sur des points dont dépend leur vie éternelle, doit donc être entourée de garanties infiniment plus grandes, et la seule garantie véritable, c'est la souveraineté. Peut-on imaginer le Pape dans la solitude ou sur une île déserte? Celui qui gouverne ne peut pas s'isoler; il serait d'ailleurs à la merci de la première commune ou tribu voisine, du premier vaisseau pirate. Puisque le souverain Pontife ne peut pas être ermite, il faut bien qu'il règne pour être libre.

Il ne s'agit pas du Pape seul. Il s'agit de ses électeurs cardinaux, de ses conseillers, des bureaux nombreux qui exécutent les ordres du Pape, qui reçoivent, examinent et jugent les causes des fidèles, pour les porter à la décision du Saint-Siége. Toute cette bureaucratie spirituelle doit participer à la liberté du Pape, et ne

dépendre que de lui seul. Toutes ces vénérables congrégations, auxquelles on ne peut demander toujours le courage du martyre, seraient paralysées dans leur action, si le Pape n'était pas souverain. Un Pape élu par la pression de l'émeute assiégeant le Quirinal serait moins vénéré de l'Europe. Les bulles, les brefs, les réponses de la Daterie, de la Pénitencerie et d'autres branches de l'administration spirituelle, seraient lues, commentées, influencées par les intrigues démocratiques. Les reliques seraient vendues et falsifiées par la république; c'est elle qui jugerait le mérite des évêques, les vertus des saints : tout cela est aussi absurde qu'impossible.

Les offrandes pieuses de toute l'Europe seraient la proie sacrilége des meneurs de l'émeute. Ce n'est pas pour eux, ce n'est pas pour le peuple romain que l'Europe prodiguait ses trésors; c'est pour le prince des Apôtres.

Le grain de sénevé qui devient arbre, n'a pu pousser nulle part avec plus de vigueur que dans la capitale de la foi, dans le terrain arrosé par des centaines, des milliers de martyrs. C'est là que dans un grand nombre d'écoles s'apprend la science du salut. C'est là qu'un grand cortége d'ordres religieux met en pratique les conseils de l'Évangile, emporte avec violence le royaume des cieux, et prie pour tous ceux qui ne savent pas prier. C'est là qu'une multitude de prêtres offrent le divin sacrifice dans trois cent soixante-cinq églises, pour chanter la gloire du Créateur, et implorer par le sang du Rédempteur céleste sa miséricorde pour le monde qui tombe en ruine. Le gouvernement républicain étoufferait cette magnifique union de la terre avec le ciel. Il détournerait vers des buts temporels et sacriléges les ressources attribuées au culte divin par la

piété des siècles. Il fermerait les couvents. Il ferait tarir les vocations au sacerdoce par une éducation rationaliste et corrompue. Tout ce que les gouvernements temporels font ailleurs, il le ferait bien plus violemment, soit par l'impiété dont il a donné des preuves constantes, soit par la crainte du retour d'un pouvoir aimé et vénéré du peuple : c'est pourquoi il ferait propager le protestantisme, ou même le paganisme; il constituerait ce qu'il a déjà réellement commencé.

La souveraineté, c'est-à-dire la liberté du Pape, c'est la liberté de conscience de tous les catholiques de l'univers, la liberté la plus précieuse, celle du salut. Ce côté de la question a justement été mis en lumière par l'illustre champion de la liberté de l'Église, le noble comte Montalembert. Par conséquent, tous ceux qui aiment la liberté d'un amour véritable et non hypocrite doivent désirer avant tout la liberté souveraine du Saint-Siége, comme gage et condition absolue de la liberté de tous les catholiques.

Nous appuyons nos pensées par celles de monseigneur Dupanloup, évêque d'Orléans, dont la brochure sur la souveraineté temporelle du Pape a eu sans doute de l'influence sur l'opinion publique en France, et par conséquent sur le rétablissement de l'autorité du Pape par l'expédition de Rome. Le prélat s'étonne de ce que la légèreté, l'ignorance, la faiblesse, la médiocrité des honnêtes gens secondent l'impiété des méchants, en lui sacrifiant le gouvernement temporel du Pape comme une chose qui n'est pas nécessaire à la religion. Rien de plus digne que cette pierre dont notre Seigneur fit le fondement de son Église, et qui dure depuis dix-huit siècles, par des moyens divins et humains. Dieu commence habituellement ses œuvres par des miracles, et les continue par des lois constantes de la nature ou de

la grâce. Les miracles de la création, de la rédemption, de la descente du Saint-Esprit, sont l'origine de l'Église, mais ils sont continués : la création, par le mariage; la Rédemption, par le baptême et la confession; la Pentecôte, par la confirmation, par des études laborieuses et par les ordres. De même, à l'origine de la Papauté, on voit le miracle d'un martyre qui dure trois siècles, mais ensuite l'exercice de cette autorité spirituelle est facilité par un pouvoir temporel, assez petit pour ne pas porter ombrage à l'orgueil des puissants, assez grand pour assurer l'indépendance des Papes. Oter au Pape cette royauté modeste, le replonger dans la nuit des catacombes, l'exposer à l'exil, à la prison, au martyre, ce peuvent être les désirs des impies, mais non pas des fils de l'Église.

Il faut que le Pape soit libre et qu'il le paraisse; qu'il soit libre dans l'intérieur de ses États, et libre de toute contrainte extérieure. Les catholiques, enfants soumis du Saint-Père, ne peuvent pas souffrir que le juge de leurs consciences soit soumis à un gouvernement étranger. La Papauté est une institution catholique. Rome n'appartient pas aux Romains, c'est la capitale de tous les chrétiens. Le Pape ne peut pas être soumis à un gouvernement laïque, comme les patriarches schismatiques de Constantinople. S'il était soumis à un prince d'Europe, les autres ne voudraient pas lui obéir, et il y aurait danger de schisme. C'est ainsi que le séjour des Papes à Avignon fut cause de grands malheurs pour l'Église. Serait-il libre au fond de sa prison comme un rayon de soleil qu'on ne peut pas enchaîner, cela ne suffit pas. Il faut qu'il soit libre visiblement, pour que la crainte d'une influence étrangère n'inquiète pas les consciences des chrétiens, ne paralyse par leur obéissance. Il faut que personne ne puisse douter de la liberté

des décisions apostoliques, ni le faible, ni le présomptueux, ni le murmurateur, ni le roi, ni le peuple. Aussi Pie IX proclame-t-il que le motif principal de son départ de Rome fut de conserver la liberté dans l'exercice du pouvoir apostolique, dont le monde catholique aurait pu douter justement dans les circonstances présentes. Bossuet dit, dans le Discours sur l'unité de l'Église: « Dieu, qui voulait que cette Église, la mère commune de tous les royaumes, dans la suite ne fût dépendante d'aucun royaume dans le temporel, et que le Saint-Siége, où tous les fidèles devaient garder l'unité, à la fin fût mis au-dessus des partialités que les divers intérêts et les jalousies d'États pourraient causer, jeta les fondements de ce grand dessein par Pepin et par Charlemagne. C'est par une heureuse suite de leur libéralité que l'Église, indépendante de son chef de toutes les puissances temporelles, se voit en état d'exercer plus librement, pour le bien commun, et sous la commune protection des rois chrétiens, cette puissance céleste de régir les âmes; et que tenant en main la balance droite au milieu de tant d'empires souvent ennemis, elle entretient l'unité dans tout le corps, tantôt par d'inflexibles décrets, et tantôt par des sages tempéraments. » Telle est l'autorité que des hommes qui se croient de bons catholiques sacrifient follement aux impies, croyant les satisfaire, et se consolant par l'idée que le pouvoir temporel n'est pas un dogme. Est-ce que la vérité abstraite est tout? Est-ce que la sécurité, la liberté, la grandeur de cette vérité sur la terre ne sont rien? Les églises bâties pour le culte, avec leurs ornements, ne sont pas des dogmes non plus; voulez-vous les sacrifier à de nouveaux iconoclastes? — Il ne suffit pas que le Pape soit indépendant des puissances étrangères, il faut qu'il soit également libre, à l'intérieur de ses États, des

conspirations, des émeutes, des révolutions et des républiques. Lorsque les rebelles, ayant poignardé un ministre, assiégèrent le Saint-Père au Quirinal, et le menacèrent de massacrer sa suite, où était son indépendance? Lorsque la révolution victorieuse gouvernait à Rome, pesait sur le clergé, corrompait l'éducation, falsifiait les actes du Saint-Siége, où en était la liberté religieuse? Où serait la liberté des congrégations qui répondent sous la direction du Pape aux demandes de tout l'univers? Où serait l'indépendance du Conclave qui choisit les successeurs des Papes, après leur mort? Les catholiques peuvent-ils permettre que les conspirateurs italiens fassent mourir un Pape de chagrin, pour choisir son successeur? Est-ce que la confiance dans les promesses du Seigneur peut nous amener à une pareille imbécillité?

Hurter, étant encore protestant, écrivait dans son *Histoire d'Innocent III* : « La sûreté du pays et de la ville d'où le souverain Pontife doit veiller au maintien et à la conservation de l'Église dans toutes les autres contrées, est une des conditions essentielles pour remplir les devoirs d'une position si élevée. Comment, en effet, le Pape pourrait-il planer sur tant de relations diverses, donner conseil et assistance, prendre des décisions dans les affaires innombrables de toutes les églises, veiller à l'extension du royaume de Dieu, repousser les attaques contre la foi, parler librement aux rois et aux peuples, s'il ne trouvait le repos dans sa propre maison, si les complots des méchants le forçaient à concentrer sur ses propres États le regard qui devait embrasser le monde, à combattre pour le soin de son propre salut et de sa liberté, ou à chercher en fugitif protection et asile chez l'étranger? »

Rossi, qui scella ses convictions de son propre sang,

disait aux républicains peu de temps avant sa mort (*Revue des deux mondes*, 15 décembre 1848) : « L'indépendance du souverain Pontife est sous la garantie commune de la conscience des catholiques. Rome avec ses monuments élevés par les trésors de l'Europe entière; Rome, centre et tête du catholicisme, appartient aux chrétiens plus qu'aux Romains mêmes. Tenez-vous bien pour avertis que nous ne vous laisserons pas décapiter la chrétienté, et réduire le Pape fugitif à demander un abri qu'on pourrait faire payer cher à sa liberté. »

Rome doit être en paix avec tous les pays chrétiens, et ne pas faire la guerre, à moins d'être attaquée. « Lorsque les orages couvrent la terre, dit l'évêque d'Hippone, qu'il y ait au moins un recoin d'où la paix puisse venir. » Leibnitz désirait que le Pape fût président d'un tribunal de paix entre les princes. (*Deuxième lettre à Grimaret.*) « Les guerres, dit encore saint Augustin, bien que nécessaires, quoiqu'elles soient quelquefois, dans les mains les plus pures, la défense des droits les plus sacrés, ne sont souvent qu'un jeu sanglant des démons. » — « L'état des guerriers, continue Pie IX, est souvent nécessaire; mais l'état de ceux qui peuvent épargner la guerre à soi et aux autres, est sans doute plus heureux. Il ne faut donc pas qu'un gouvernement laïque puisse mêler Rome à des guerres inutiles. »

Voici l'opinion de Napoléon, premier consul, citée dans l'ouvrage de M. Thiers : « L'institution qui maintient l'unité de la foi, c'est-à-dire le Pape gardien de l'unité catholique, est une institution admirable. On reproche à ce chef d'être un souverain étranger. Ce chef est étranger, en effet, et il faut en remercier le ciel. Le Pape est hors de Paris, et cela est bien ; il n'est ni à Madrid, ni à Vienne, et c'est pourquoi nous supportons

son autorité spirituelle. A Vienne, à Madrid, on est fondé à en dire autant. Croit-on que s'il était à Paris, les Viennois, les Espagnols, consentiraient à recevoir ses décisions? On est donc trop heureux qu'il réside hors de chez soi; qu'il ne réside pas chez des rivaux; qu'il habite dans cette vieille Rome, loin de la main des empereurs d'Allemagne, loin de celle des rois de France ou des rois d'Espagne, tenant la balance entre les souverains catholiques, penchant toujours un peu vers le plus fort, et se relevant bientôt si le plus fort devient oppresseur. Ce sont les siècles qui ont fait cela, et ils l'ont bien fait. Pour le gouvernement des âmes, c'est la meilleure, la plus bienfaisante institution qu'on puisse imaginer. Je ne soutiens pas ces choses par entêtement de dévot, mais par raison. »

Le même Napoléon, empereur, voulant forcer Pie VII à l'hostilité contre l'Angleterre, demandait l'opinion du clergé français. L'abbé Émery lui répondit: « Sire, Votre Majesté honore Bossuet et se plaît à nous » le citer souvent. Voici ses paroles, je les sais par cœur: » Nous savons que les Pontifes romains possèdent aussi » légitimement que qui que ce soit sur la terre des biens, » des droits et une souveraineté. Nous savons, de plus, » que ces possessions, en tant que dédiées à Dieu, sont » sacrées, et qu'on ne peut, sans commettre un sacri» lége, les envahir. Le siége apostolique possède la » souveraineté de la ville de Rome et de ses États, afin » qu'il puisse exercer sa puissance spirituelle dans tout » l'univers plus librement, en sécurité et en paix. Nous » en félicitons non seulement le siége apostolique, mais » encore toute l'Église universelle; et nous souhaitons » de toute l'ardeur de nos vœux que ce principat sacré » demeure à jamais sain et sauf en toutes manières. » La franchise d'Émery ne déplut pas à l'empereur: il

mourut bientôt après, à l'âge de quatre-vingts ans. Le neveu de Napoléon, président de la république française, écrivait à Pie IX : « La souveraineté temporelle » du chef vénérable de l'Église est intimement liée à » l'éclat du catholicisme, comme à la liberté et à l'indé» pendance de l'Italie. »

Que serait Rome sans le Pape? Elle n'est pas et ne peut être un centre politique, commercial, industriel. La ville éternelle serait abandonnée des pèlerins, de la majorité des voyageurs, des savants, des artistes, des évêques, des souverains, même des personnes d'une religion différente qu'une curiosité mystérieuse attire vers la ville sainte. Rome serait une ville de province de second ordre, déchirée par des factions politiques, pillée par l'avidité des démocrates. Rome serait ce qu'elle a été du temps où les émeutes populaires obligèrent les Papes à demeurer à Avignon, une ville de dix-sept mille habitants, au lieu de cent soixante-dix mille qu'elle compte maintenant. Alors l'herbe croissait dans l'église de Saint Jean de Latran; aucun monument ne fut élevé à cette époque, c'est pourquoi le style gothique qui florissait alors n'a presque pas laissé de traces dans la ville aux neuf collines. Rome sans Pape serait un monceau de ruines; si elle était la capitale d'une fédération italienne, ce serait un champ de bataille d'autant plus dévasté, car la confédération italienne ne pourrait exister que par le Pape. Et comme pour le bonheur de l'humanité l'anarchie ne peut durer longtemps, la république romaine deviendrait bientôt une province autrichienne ou russe. Qui remplirait les basiliques romaines de sa majesté? Qui animerait ce désert? Quelle misère, après tant de grandeur, étendrait son drap mortuaire en lambeaux! Romains, que vous manquait-il avec le Pape? Est-ce l'agriculture, l'in-

dustrie? Mais le gouvernement ne vous empêchait pas de travailler, il vous y engageait puissamment. Est-ce la liberté? Vous ne nous ferez pas prendre le change; les étrangers qui ont habité Rome savent bien qu'on y jouit d'une grande liberté sous le gouvernement vraiment paternel du chef de l'Église. Pie IX vous a donné, en outre, plus de liberté que vous n'en pouviez supporter. Votre souverain, presque toujours âgé, de même que ses conseillers, sans passions, souvent saint, élu habituellement parmi vous, changé fréquemment, car les règnes d'une vieillesse accablée d'affaires sont rarement longs; ce roi réunit tous les avantages de la république avec une majesté plus que royale. Vous êtes ses ministres, ses légats, ses conseillers; par lui vous êtes plus que les anciens Romains, maîtres du monde : *Populus acquisitionis, regale sacerdotium.* Vos femmes portent dans leurs flancs bénis les lieutenants du Messie; elles ont la dignité la plus haute sur la terre, après la mère de Dieu. Et c'est vous qui, au lieu d'étendre le règne de Jésus-Christ, qui a daigné le fonder parmi vous, c'est vous qui osez vous révolter contre les décrets du Très-Haut, qui vous sont tellement favorables! Sans le Pape, vous seriez un peuple déchu et réprouvé, comme les Juifs de nos jours.

Ce n'est pas Rome seule, c'est toute l'Italie, qui, perdant le plus ferme soutien de son indépendance, perdant la majesté de cette force morale, et n'ayant jamais su la défendre par l'union de ses armes, deviendrait bientôt un peuple d'esclaves artistiques, comme les Grecs du temps de l'empire romain. « Je suis Italien, » disait le comte Rossi, et c'est un des motifs de mon » dévoûment au Pape; la Papauté est la seule grandeur » vivante de l'Italie. » Gioberti, dans son *Primato*, assigne aux Italiens la première place parmi les nations

de la terre : avec la Papauté, ils sont les premiers, sans doute; sans la Papauté, ils seraient certainement les derniers.

Si le Pape, fatigué des émeutes romaines, quittait l'Italie, peut-être irait-il chercher la liberté dans le pays où jusqu'à présent on la connaît le mieux, aux États-Unis de l'Amérique. Que deviendrait l'Europe en ce cas ? Le lien universel disparaît, les guerres générales commencent; le pouvoir suprême éclipsé, la conscience des peuples et des princes s'obscurcit. Le soleil qui nous éclaire, qui nous réchauffe, qui dissipe la nuit du paganisme et de la barbarie, qui est la source vive de notre civilisation, disparaît de notre horizon pour animer un autre hémisphère. L'Europe devient ce que sont Constantinople, Jérusalem, Alexandrie, jadis centre des lumières, aujourd'hui plongées dans les ténèbres. L'Europe perd la vie de la foi et de la civilisation; elle est obligée de mendier des missionnaires, des savants, des officiers des déserts du nouveau monde. O Pologne! ma patrie, que deviendrais-tu dans ces calamités ; toi, la plus malheureuse des nations, il ne te resterait que les cendres de tes glorieux ancêtres. Ton aigle blanc, élite de tes génies et de tes vertus, suivrait le soleil au delà des mers; ta *pogon*, la fleur de tes chevaliers, traverserait les flots de l'Océan, il ne te resterait que l'esclavage et la mort.

Tel serait le sort de la Pologne, de l'Italie, de l'Europe entière, si le soleil de la Papauté passait dans l'autre hémisphère. La guillotine de la république rouge passerait son niveau égalitaire sur tout ce qu'il y aurait de noble et de beau en Occident; l'esclavage du communisme destructeur des familles détruirait la société européenne plus qu'une invasion de barbares ; enfin l'aigle à deux têtes de la Russie étendrait son empire sur l'Eu-

rope, comme les phalanges macédoniennes asservirent les républiques grecques. Napoléon disait que dans cinquante ans l'Europe serait républicaine ou cosaque; oui, dans quelques années l'Europe serait républicaine, puis cosaque, si la Papauté était absente. Malheur aux insensés qui forgent de nouvelles chaînes à leur patrie, par leur révolte contre le Saint-Siége! Malheur à tous ceux qui deviennent leurs complices par leur sympathie, leur indifférence, leur faiblesse, leur lâcheté, leur vue basse ou leur aveuglement!

Jamais le Pape n'a eu besoin de souveraineté temporelle autant qu'à présent, non seulement à cause des orages politiques et sociaux qui grondent dans le monde et qu'il apaisera au bout de quelques années, mais à cause des importants travaux qui suivront ces temps de crise violente. Le zèle des missionnaires qui partent de la Propagande romaine et de la France embrasse la terre; un grand nombre de peuples sauvages demandent à l'Église la foi et le baptême. Nous voyons se réaliser progressivement la prédiction du comte de Maistre sur la conversion de l'Angleterre; les nombreuses conversions qui ont lieu dans ce noble pays prouvent que dans peu d'années, si les prières des fidèles secondent la miséricorde du Tout-Puissant, la patrie de saint Édouard reviendra au giron de l'Église. L'Angleterre, avec ses colonies à cent millions de sujets; ses vaisseaux, son zèle naturel, mis au service de la sainte cause de la vérité, doivent accélérer la propagation de la foi dans toutes les parties du monde. L'Allemagne protestante suivra l'exemple de l'Angleterre. Des années si précieuses dans l'histoire de l'Église seront-elles perdues par l'obéissance de Rome à un souverain laïque ou révolutionnaire? Les vues de la Providence seront-elles arrêtées par les considérations vulgaires d'une

police municipale et impie? Lorsque les temps s'avancent, où il n'y aura plus qu'un seul troupeau et un seul pasteur, ce pasteur sera-t-il esclave?

De qui esclave? Qui nie le pouvoir du Pontife romain? Ce n'est pas le peuple romain, qui n'en aurait pas le droit, car les hommes comme les peuples naissent soumis aux devoirs de l'obéissance imposée par l'Homme-Dieu. Le monde obéit à Rome depuis dix-huit siècles, à condition que Rome obéisse à Pierre; le peuple romain ne peut nier ce pacte séculaire. Si l'obéissance est partout imposée par les lois humaines et divines, elle l'est d'autant plus envers le pouvoir le plus innocent, le plus vénérable, le plus sacré, le plus grand sur la terre. La souveraineté du peuple, qui est partout un mensonge impudent, est à Rome un blasphème impie. Mais ce n'est même pas le peuple romain qui se révolte contre le Saint-Siége, c'est une secte de conspirateurs liés par d'affreux serments, armés de poignards, qui a fait la révolution; les Romains, oublieux du courage de leurs ancêtres, n'ont fait qu'accepter et subir le règne de la terreur. Les démocrates, sous prétexte de la guerre contre l'Autriche, qu'ils n'ont pas faite, se révoltèrent contre le Pape; les actes de ce parti ne sont que mensonge et hypocrisie. La seule chose qui soit vraie, c'est une révolte universelle, organisée dans toute l'Europe et hors de l'Europe, contre la religion, l'autorité, la propriété, la famille, les mœurs, la liberté individuelle, la vie temporelle des hommes et leur vie éternelle; une révolte enfin contre tout ce qui est saint, une révolte contre Dieu.

L'Europe sentait toutes ces vérités. Et précisément parce que le mauvais esprit du temps veut ruiner tout principe d'autorité sur la terre, l'Europe, éprouvant le besoin de ce même principe pour résister à l'anarchie, voulait ré-

tablir l'autorité la plus haute, la plus juste, la plus sacrée. Que l'autorité soit détruite dans tel ou tel pays, c'est un malheur très grand, mais réparable. La même autorité ou une autre plus légitime, plus ancienne, peut être rétablie après de grandes calamités. Tant que le fondement de Pierre n'est pas ébranlé, tout le reste peut être sauvé. C'est pourquoi tout ce qu'il y a de noble, de bon et de clairvoyant en Europe voulait et veut le rétablissement de l'autorité pontificale. C'est au moment même où les trônes les plus anciens étaient ébranlés par le tremblement de terre, qu'il fallait rétablir ce trône que vous voyez porté sur les épaules du peuple, qui réunit dans une majesté inouïe l'immobilité et le progrès, ce privilége des esprits. Lorsque les couronnes tombent des têtes moins sacrées, il fallait que sur la tête de l'oint du Seigneur, du vicaire du Christ, la tiare aux trois couronnes, ce magnifique trirègne, emblème d'une autorité sur les hommes, les rois et les âmes, restât inébranlable. Lorsque la révolution sacrilége s'efforce d'arracher à Pierre les clefs du royaume des cieux pour les fermer aux hommes, lorsqu'elle ose porter Dieu d'une main impie sur le balcon du Vatican, pour faire semblant de bénir la ville et l'univers, quand elle veut effacer, au nom d'une égalité mal comprise, les degrés de cette hiérarchie, qui sont la loi de l'existence de l'humanité; c'est précisément alors que l'Europe civilisée se prosterne et baise les pieds de son Pasteur souverain. Elle le supplie de ramener au bercail les brebis égarées, afin qu'elles ne soient pas la proie des loups féroces; en rétablissant le Pasteur au milieu de son troupeau, en ramenant le roi des esprits dans ces palais somptueux, les basiliques romaines, la terre ébranlée y trouve la garantie la plus précieuse du retour de l'ordre. C'est en vénérant le Père commun de la chrétienté, que le genre

humain, humilié, espère que l'autorité paternelle sera reconnue dans chaque famille, dans chaque nation. C'est en vain que les orages se déchaînent avec fureur, la cime du Vatican intercepte les tonnerres. Il n'y aura plus de déluge universel; la famille du patriarche dans l'arche de l'Église ne périra jamais.

CHAPITRE XXIII.

SIÉGE DE ROME.

La France, qui par l'épée de Charlemagne avait le plus puissamment contribué à la consolidation du pouvoir temporel des Papes, avait aussi le plus à cœur que cette œuvre séculaire ne pérît pas. C'est pourquoi, bien qu'absorbée par une crise intérieure qui réclamait toute son attention et devait retenir dans son sein toutes ses forces, cette fille aînée de l'Église comprenait son devoir historique de défendre le Saint-Siége. L'honorable général Cavaignac, porté au pouvoir par ces opinions républicaines qui avaient triomphé dans la rue le 24 février, et par sa victoire sur le socialisme dans les journées de juin, suivit le sentiment national et céda aux vœux des catholiques en mandant à Rome M. de Corcelles comme envoyé extraordinaire à Pie IX et lui donnant quatre frégates et trois mille cinq cents hommes pour l'accompagner. L'instruction de M. de Corcelles, que le général Cavaignac communiqua lui-même aux chambres, portait qu'il devait se mettre en rapport avec le Saint-Père pour rétablir son autorité et sa liberté personnelle

Cependant il devait assurer que la république française ne se mêlerait pas de questions intérieures entre le Pape et son peuple. Cette instruction, peu claire, renfermait une contradiction ; car dès que l'envoyé devait rétablir l'autorité du Pape, il devait donc se mêler de relations entre le souverain et ses sujets. Cet ordre équivoque est le résultat d'une lutte entre l'honneur militaire français et les préjugés républicains. Le ministère romain protesta, le 8 décembre, contre les intentions de la France, qui n'eurent pas d'effet alors, car le départ du Pape pour Gaëte rendait inutiles les dispositions pour sa délivrance ; pendant ce temps aussi, le général Cavaignac cédait le pouvoir au neveu de l'empereur Napoléon, élu alors par sept millions de suffrages protestant contre la république. Le général mérita la reconnaissance des chrétiens pour la bonne volonté qu'il témoigna dans cette occasion ; mais comme cette volonté n'était pas assez ferme, la Providence ne voulut pas se servir du fils d'un régicide, et préféra donner à l'héritier d'un grand nom l'honneur de rétablir l'autorité du Saint-Siége.

Avant que le prince Louis-Napoléon Bonaparte ait eu le temps de se reconnaître dans les nombreuses affaires de son pays et de l'étranger, les autres puissances déclarèrent leur volonté de contribuer à une expédition intéressant tout le christianisme. Le prince de Schwartzenberg, ministre d'Autriche, répondant aux questions de la France, écrivait avec franchise à son ambassadeur de Paris, que l'évêque de Rome, pour être chef suprême de l'Église catholique, doit être souverain de Rome ; que toutes les puissances catholiques ont, par conséquent, le plus grand intérêt à maintenir le pouvoir temporel du Pape ; que la France, l'Autriche et Naples peuvent, par leur position, le plus facilement mettre à exécution une pareille entreprise.

Le cardinal Antonelli écrivait, le 18 février, une note exposant brièvement ce qui s'était passé, engageant les pays fidèles à rétablir le pouvoir temporel que le Pape doit conserver comme patrimoine de l'Église, et à délivrer Rome du joug d'une anarchie criminelle. Notamment en vue de leur position géographique, il engageait l'Autriche, la France, l'Espagne et le royaume des Deux-Siciles à donner un secours armé.

L'Espagne n'avait pas attendu cet appel pour témoigner ses nobles sentiments. S'étant concertée avec la France, elle proposait, par sa note du 21 décembre, un congrès pour rétablir la souveraine indépendance du Pape, garantie par les puissances catholiques, afin qu'un petit pays ne décidât pas une question qui intéresse la chrétienté, et qu'une ville italienne n'insultât pas celui qui est vénéré par tout l'univers catholique, et ne lui donnât pas, dans son gouvernement spirituel, une dépendance dont elle pourrait abuser. Le congrès n'eut pas lieu, par l'opposition de Gioberti, qui prétendait faussement que c'était une question italienne avant tout, et que l'Italie seule devait la régler. Les Espagnols, ne perdant pas courage, résolurent d'envoyer un détachement par mer à Terracine pour appuyer la cause de l'Église. Et comme le sénateur Avecilla s'étonnait de ce que le gouvernement envoyait des troupes en Italie, le ministre Pidal lui répondit très justement : « Qu'on n'intervenait pas pour rétablir un prince temporel, comme le grand-duc de Toscane, mais qu'on allait à Rome dans l'intérêt catholique de la liberté de l'Église ; que le Pape n'est pas nommé par le peuple romain, mais par les cardinaux, aussi Espagnols ; que Rome ne serait qu'une province étrangère sans le Pape ; que l'Espagne y avait de grands intérêts à protéger, et que la liberté du monde dépendait de celle du Pape. » Le grand

orateur catholique de l'Espagne, Juan Donoso Cortes, duc de Valdegomas, ambassadeur à Berlin, puis à Paris, s'exprimait ainsi, dans son discours du 4 janvier : « Les événements de Rome, messieurs, n'ont pas de nom; comment les appeler? Les appellerez-vous déplorables? Mais tous ceux que j'ai cités le sont aussi. Les appellerez-vous horribles? Ils sont, hélas! au-dessus de l'horreur. Il y avait à Rome..... sur le trône, le plus éminent personnage, le plus juste, le plus évangélique qui fût sur la terre. Qu'a-t-elle fait, Rome, de cet homme juste, de cet homme évangélique? Qu'a-t-elle fait, cette ville où ont régné tour à tour les héros, les Césars et les Pontifes? Elle a échangé le trône des Pontifes contre le trône des démagogues. Rebelle à Dieu, elle est tombée dans l'idolâtrie du poignard. Voilà l'idole que promènent dans les rues les bandes de Caraïbes.... Je me rétracte, les Caraïbes sont féroces, mais du moins les Caraïbes ne sont pas ingrats. Il faut que le roi de Rome retourne à Rome, ou qu'il ne reste pas à Rome pierre sur pierre. Non, le monde catholique ne peut consentir et ne consentira pas à la destruction virtuelle du christianisme par une ville isolée, en proie à une folie frénétique..... à ce que l'on mine le dôme sacré de l'édifice de la civilisation européenne..... à ce qu'à Rome, dans cette ville insensée, se réalise l'avénement au trône d'une nouvelle et étrange dynastie, la dynastie du crime. Et qu'on ne dise pas qu'il y a ici deux questions, l'une temporelle, l'autre spirituelle..... Sans aucun doute, le pouvoir spirituel est le principal dans le Pape, le pouvoir temporel n'est qu'accessoire, mais c'est un accessoire nécessaire; le monde catholique a le droit d'exiger que l'oracle infaillible des dogmes soit libre et indépendant; et le monde catholique ne peut avoir la certitude, dont il a besoin, que son chef spirituel est indépendant et libre,

qu'autant qu'il est souverain, parce que le souverain seul jouit d'une complète indépendance. Par conséquent, la question de souveraineté, qui est dans tous les autres pays une question politique, est de plus, à Rome, une question religieuse. Le peuple qui, dans tous les autres pays, peut être souverain, ne peut l'être à Rome. Les assemblées constituantes, qui peuvent exister dans tous les autres pays, ne peuvent exister à Rome; à Rome, il ne peut y avoir d'autre pouvoir constituant que le pouvoir constitué. Rome, non plus que les États pontificaux, n'appartient pas à Rome, n'appartient pas au Pape; Rome, ainsi que les États pontificaux, appartient au monde catholique. Or, le monde catholique les a reconnus au Pape pour qu'il fût libre et indépendant, et le Pape même ne peut se dépouiller de cette souveraineté, de cette indépendance. »

Obéissant à ces justes considérations, l'Espagne envoyait sa flotte à Gaëte, sous le commandement du brigadier Rustillo. Pie IX daigna visiter cette flotte le 6 mars, il monta sur le vaisseau *la Ville de Bilbao*. Pieusement reçu par les matelots, il conversa avec eux en pur castillan, et fit une promenade en mer, ce qui est la meilleure preuve qu'il n'était pas prisonnier à Gaëte, comme on l'a faussement prétendu. Car s'il avait été esclave, il aurait profité de cette occasion pour recouvrer sa liberté et pour aller en Espagne, où il aurait été reçu avec enthousiasme. Une autre fois, il visita le vaisseau français *l'Iéna*, commandé par le capitaine Duquesne, et fut reçu avec la plus grande vénération par les officiers et les soldats français; il les bénit solennellement, salué par quatre-vingts coups de canon. Il est absurde de dire que les puissances étrangères auraient laissé le Pape esclave de Naples, elles qui avaient par leurs flottes assez d'influence pour empêcher le roi

de Naples de reconquérir la Sicile pendant plus d'un an; sans parler de la piété vraiment filiale du roi de Naples et de son hospitalité généreuse qui est bien connue.

Les Autrichiens, de leur côté, même avant la campagne de Piémont, étaient rentrés à Ferrare, demandant satisfaction pour les communications coupées avec la citadelle, pour trois soldats tués, pour les insultes faites au consul impérial et pour la proclamation de la république. Le général Haynau voulait qu'on lui livrât les portes de la ville, les meurtriers des soldats, qu'on détruisît les barricades, qu'on nourrît dix mille hommes de garnison, qu'on payât un million de francs et qu'on donnât dix otages. En apprenant cette agression, le peuple romain murmura contre la faiblesse du gouvernement. Pour tranquilliser l'opinion publique, on fit à l'assemblée des interpellations, dans le but apparent de savoir les intentions du gouvernement. Montecchi répondit qu'on ne devait s'abstenir de dévoiler publiquement les moyens de défense pour ne pas les faire connaître à l'ennemi, et demanda le huis clos. Le gouvernement alors déclara, en comité secret, qu'il n'avait ni troupes, ni armes, que le parti républicain était faible; qu'il n'avait ni argent ni moyens de s'en procurer, excepté l'emprunt forcé; mais que pour l'obtenir il fallait cacher le véritable état des affaires. Après trois heures d'aveux, et le secret promis, on ouvrit de nouveau les tribunes au public. Le président déclara avec emphase que les Autrichiens étaient déjà sortis de Ferrare, et que l'assemblée veillait sur les moyens de défense pour se montrer au besoin de dignes Romains.

En attendant, non seulement les Autrichiens n'avaient pas évacué Ferrare, mais encore les troupes napolitaines s'approchaient des frontières. Ne sachant com-

ment leur résister, le gouvernement romain répandait des calomnies contre le roi et son armée. On disait que, cruel et débauché, il massacrerait les hommes et prendrait leurs femmes. On sait, au contraire, que le roi Ferdinand est d'une pureté de mœurs exemplaire, qu'il est doux et facile à pardonner; enfin, qu'il sait maintenir son armée dans les limites de la discipline. Une centaine de soldats napolitains firent une reconnaissance sur le territoire romain. Le ministre Rusconi s'en plaignit au ministre des affaires étrangères à Naples, mais il ne reçut pas de réponse. Les huis clos à l'assemblée devenaient fréquents. Le 1er mars, le ministre, interpellé sur les dangers qui menaçaient l'État, répondit publiquement que c'étaient de vains mots; mais bientôt après, demandant le comité secret, il avoua que les expéditions étrangères approchaient, mais qu'il n'y avait rien à faire, à cause du manque de numéraire et de soldats, d'autant plus que les provinces étaient hostiles à la république. La ville de Comachio, priée de céder une partie de ses canons, avait toujours refusé. Bologne, sommée d'envoyer des troupes contre Ferrare, n'avait envoyé que vingt dragons; cette ville avait ordonné au quatrième régiment de rétrograder pour éviter toute rencontre avec l'ennemi. Enfin on profita de l'arrivée de Garibaldi pour l'envoyer à Rieti défendre la frontière.

Le gouvernement français avait formé, depuis la campagne de Lombardie, un corps d'observation pour défendre les frontières d'Italie, le long des Alpes, ayant son quartier général à Grenoble, composé de trois divisions qui pouvaient facilement, par le mont Genèvre et le mont Genis, venir au secours de l'Italie. Le général Oudinot, duc de Reggio, héritier d'un des grands noms de l'époque des géants, ayant rétabli la discipline

dans ce corps, fut désigné comme chef de l'expédition de Rome. Le général de division Regnault de Saint-Jean-d'Angely commandait sous ses ordres l'armée de terre. Le corps d'expédition était composé de trois brigades ayant pour chefs les généraux Mollière, Levaillant et Chadaysson : c'étaient les vingtième, trente-troisième, trente-sixième, soixante-sixième et soixante-huitième régiments de ligne, le vingt-deuxième léger, le premier de chasseurs à cheval, trois batteries d'artillerie et deux compagnies du génie. Les bateaux à vapeur *le Panama*, *l'Orénoque*, *l'Albatros*, *le Labrador*, *le Christophe-Colomb*, *l'Infernal*, *le Véloce*, *le Ténare* et *le Tonnerre* composaient la flotte. Oudinot parut le 24 à Civita-Vecchia. Le gouverneur de ce port fortifié, Manucci, ex-rédacteur d'une feuille républicaine, *le Tribun*, sur l'invitation de la municipalité, ne s'opposa pas au débarquement, qui eut lieu le 25 avril. Si le général en chef avait marché sur Rome le jour même, il serait entré dans une ville sans défense; en perdant deux jours, il perdit deux mois. La France voulait prendre Rome, si c'était possible, sans effusion de sang, et donner l'occasion aux Romains de déclarer leurs intentions spontanées sans crainte du poignard démocratique. Un grand nombre de républicains étaient d'avis de laisser entrer les Français, sachant bien que la résistance serait inutile; Armellini partageait cette opinion; mais Mazzini craignait par-dessus tout la libre expression de l'opinion publique, car c'était le tuer par ses propres armes. Son opinion, appuyée au besoin d'arguments irrésistibles, dut prévaloir. Oudinot désarma la garnison de Civita-Vecchia, recommanda une stricte discipline à ses soldats, et fit paraître une proclamation ambiguë aux Romains, dictée par le ministère, qui, par son manque de précision et de franchise,

ôta aux conservateurs romains le courage de s'unir aux Français.

Une réaction puissante était préparée à Rome. Une circulaire adressée à la garde civique trouvait de nombreux adhérents. Au Transtevère, les deux tiers de la garde civique étaient pour le Pape. La conspiration papiste comptait dans ses rangs une foule de citoyens aisés et de peuple; elle disposait à Rome même de trente-cinq mille hommes; un nombre bien plus considérable d'auxiliaires l'appuyaient dans les campagnes, dirigés par un prince romain. La réaction de la fidélité voulait emprisonner les triumvirs, dissoudre l'assemblée nationale, s'emparer du château Saint-Ange et des portes de la ville, les ouvrir aux Français, désarmer la plus mauvaise partie de la garde civique et tous les volontaires. Mais trop de monde était dans le secret, on ne choisissait pas assez les honnêtes gens; on recevait aussi les hâbleurs ambitieux. On n'était pas d'accord, quant aux principes : les uns voulaient le gouvernement absolu du Saint-Père; les autres le rétablissement de la constitution. Mazzini, informé de tout par ses espions, fit emprisonner plusieurs chefs; le commandant d'un bataillon civique fut poignardé. Les volontaires lombards, que les Français ne reçurent pas à Civita-Vecchia, et qu'ils auraient dû faire prisonniers de guerre, débarquaient à Porto-d'Anzo; le 27 avril, le célèbre condottiere Garibaldi revenait à Rome avec ses aventuriers, et prenait possession du couvent de Saint-Silvestre. Depuis son retour, l'état des choses changea tout à fait. Les honnêtes citoyens, comprimés par la crainte des vagabonds hardis, n'osèrent plus penser à la réaction. La garde civique, rassemblée dans la place des Apôtres, questionnée par Sterbini, répondit qu'elle voulait défendre la république, ou plutôt elle laissa répondre en son nom une poignée de démo-

crates. Le général Avezzana, marchand de cigares, nommé ministre de la guerre, déploya une activité dont il avait déjà fait preuve à Gênes. Les triumvirs adressèrent une proclamation au peuple pour l'animer à la défense, disant que les Français venaient exterminer les hommes, enlever leurs femmes et leurs filles. Les orateurs nommés par l'assemblée, Joseph Canonieri, le docteur Arduini, le docteur Guerrini, le conseiller Serafini, parcouraient la ville en excitant le peuple au combat. Un comité de barricades, composé de MM. Caldesi, Carabeni et Cerraschi, devait défendre l'intérieur de la ville. En deux jours, la ville était changée.

Cependant Oudinot, induit en erreur par les nouvelles reçues de Rome et même par la lettre de l'ambassadeur duc d'Harcourt, qui le pressait de venir à Rome pour devancer la défense qui s'organisait, pour donner la main à la réaction et éviter l'effusion du sang, croyait pouvoir entrer à Rome sans trouver de résistance. Il laissa une garnison à Civita-Vecchia, prit avec lui deux brigades d'infanterie, deux batteries de canon, deux compagnies du génie et cinquante chevaux. A une station de poste de Rome, à Castel-Guido, d'où l'on distingue déjà la coupole de l'église vénérable de Saint-Pierre, il trouva un détachement de Romains qui fit feu sur son avant-garde et se hâta de regagner la ville. Le duc de Reggio était tellement sûr d'entrer sans obstacles, qu'il fit laisser à Maglionella les havresacs des troupes fatiguées par la chaleur du jour. L'infanterie s'avançait en tenue de parade. A plus d'un kilomètre de la ville sainte, le chemin se divise : il va d'un côté à la porte Saint-Pancrace, de l'autre à la porte des Chevaux-Légers. C'est de ce côté que se dirigent les troupes françaises ; mais, entrées dans un ravin au pied des murailles, elles entendent un coup de canon. « C'est midi, signalé au

château Saint-Ange », dit un officier au fait des usages de Rome. Mais un second coup dissipe l'erreur, le sang coule, la guerre commence.

Oudinot donne les ordres nécessaires. Les tirailleurs se dispersent pour amoindrir les effets du canon ennemi, et, profitant des inégalités du terrain, ils s'approchent des murailles. Les quatre canons français sont dirigés sur le bastion d'où part un feu bien nourri. Garibaldi, avec ses volontaires et quatre mille soldats, veut tourner les Français par la villa Pamphili; cet essai téméraire est facilement repoussé. L'infanterie des assiégeants se présente aux portes Angelica, Cavallegieri, Saint-Pancrace et Portese, espérant voir paraître le secours attendu des conservateurs romains; mais partout elle n'est reçue que par des coups de feu. Enfin, le général en chef, voyant l'impossibilité d'occuper la ville par surprise, ordonna la retraite, qui se fit dans un ordre parfait. Seulement deux cent cinquante hommes, conduits par le commandant Picard à la porte Saint-Pancrace, entourés par les Romains qui criaient : « Vive la paix! Vivent les Français! » furent surpris et faits prisonniers. Le commandant Picard fut justement blâmé par ses compatriotes d'avoir mis bas les armes : il a lavé cette tache, car il a péri en Afrique.

Les prisonniers de guerre furent d'abord maltraités, insultés, et même trois d'entre eux perdirent la vie. Bientôt la politique changea ; on les enivrait, on les embrassait pour les engager à déserter leurs drapeaux ; enfin on les renvoya en triomphe, dans l'espoir de faire des prosélytes. On en fut pour ses frais, car les Français burent le vin qu'on leur offrit, mais demeurèrent fidèles à leurs devoirs. Oudinot, se piquant de générosité, laissa partir de Civita-Vecchia huit cents prisonniers commandés par Melara, qui combattirent depuis contre les

troupes françaises. Les Français eurent dans cette rencontre autant de tués que de prisonniers ; les Romains éprouvèrent une pareille perte. Les blessés italiens et français furent portés aux hôpitaux de Rome, dirigés par une commission présidée par le prêtre démagogue Gavazzi et par la princesse Belgiojoso. L'esprit révolutionnaire, voulant singer le saint ordre des Sœurs grises, appela les femmes à soigner les blessés, mais parmi celles qui se présentèrent pour cet emploi il se trouva beaucoup de prostituées. Invention vraiment infernale, capable d'augmenter la fièvre des malades et de faire expirer les mourants dans les bras de la volupté, qui les conduisait à la damnation. Les démocrates voulurent ensuite, mais en vain, nier ce crime, dont se plaignait le Saint-Père ; il est constaté par les mémoires mêmes de la princesse Belgiojoso, qui avait le plus grand intérêt à le cacher.

Le coup manqué du 30 avril était une véritable surprise pour les Romains qui, tenus toujours par le gouvernement dans l'ignorance de ce qui se passait, nourris de fausses nouvelles qui convenaient bien à leur nonchalance, n'apprirent l'arrivée des Français qu'en voyant le coq gaulois de leurs casques. Mais le télégraphe de Saint-Pierre donna le signal à celui du Quirinal, et avertit les triumvirs, qui improvisèrent à la hâte une résistance facile. Six mille hommes, dépourvus presque d'artillerie, ne pouvaient prendre aisément une ville de cent soixante-dix mille habitants, entourée d'un mur bastionné et comptant de nombreux défenseurs. Les premiers succès, portés aux nues, donnèrent le goût de la guerre à un grand nombre de Romains qui auraient ouvert volontiers la veille leurs portes aux Français, mais qui, le lendemain, furent ou parurent enflammés d'un esprit belliqueux, ou du moins n'osèrent pas manifester des sentiments contraires. Dans le camp français, l'insuccès

éveilla le vif désir d'une revanche légitime; le chef promit la victoire. Les journaux démagogiques français célébrèrent cette défaite avec une joie fort peu patriotique. L'assemblée, qui envoya elle-même l'expédition de Rome, blâma la marche d'Oudinot aux portes de la ville: tels sont les hommes, ils ne jugent les choses que par le succès. Le président, plus juste et comprenant mieux l'honneur national, écrivait au général Oudinot en lui promettant des renforts pour réparer l'échec reçu.

En attendant, les troupes espagnoles, commandées par l'amiral Bustillos et le général Cordova, occupaient Terracine au nom du Pape. Le roi de Naples passait la frontière également à Terracine, désarmait les habitants, puis il venait à Albano, à travers les marais Pontins, occupait Castel-Gandolfo et Marino; du haut des monts Albane, il voyait Rome à peine éloignée de trois lieues de France. Garibaldi, voulant couper la retraite au roi, poussa jusqu'à Palestrine; six mille Napolitains voulurent vainement prendre cette ville, défendue par des murs cyclopéens et située sur la pente des monts habités autrefois par les Èques, premier gradin des Apennins. Après la retraite de Garibaldi, la ville fut prise et désarmée. Le roi entra en relation avec le général Oudinot et lui proposa de l'aider à prendre Rome; mais le chef français voulut se venger lui-même de l'affront reçu le 30 avril et refusa le secours. Dès lors, le séjour du roi sur les monts Albane devenait inutile; ne pouvant prendre part aux opérations malgré la France, il n'aurait pu qu'être spectateur passif du siége de Rome. La défensive est toujours dangereuse à la guerre; le roi pouvait être attaqué par toutes les forces de Rome qui n'étaient pas alors contenues par les Français. Les volontaires, maîtres des montagnes des

Volsques et des Èques, pouvaient lui couper les deux routes qui mènent dans ses États, par la vallée de Ceprano et par les marais Pontins. Comme sa présence était plus utile dans ses États, il donna l'ordre de la retraite; Garibaldi voulut l'empêcher.

Le 19 mai, le roi était avec ses troupes à Velletri, quand on lui annonça l'approche de dix mille Romains, guidés par les généraux Roselli et Garibaldi. Les Romains avaient marché par Zagonalo, Palestrine, Monte-Fortino, San-Giuliano; ils voulaient occuper Cisterna pour couper la chaussée des marais Pontins et prendre la position des Capucins, qui domine Velletri. Les efforts des Romains, pendant huit heures consécutives, furent inutiles. Le roi commandait en personne, tantôt planant sur le champ de bataille, du palais du délégat, tantôt se mêlant dans les rangs des combattants. Dans la nuit, le roi atteignit son but et se retira par la chaussée des marais Pontins, faiblement poursuivi par Garibaldi, qui fut rappelé à Rome, à cause des progrès que faisait l'armée française.

En se retirant des portes de Rome, le 30 avril, le duc de Reggio établit son quartier général à Palo, vieux château sur le rivage de la mer, appartenant au prince Livio Odesebalchi; il fit occuper Fiumicino, port à l'embouchure du Tibre, établit des communications par la rivière, et revint devant Rome au milieu du mois de mai.

Malheureusement le gouvernement français, suivant la politique oscillante du ministre Odilon Barrot, envoya un diplomate connu pour s'être bien montré en qualité de consul à Barcelone, M. Lesseps, afin de traiter, s'il était possible, de l'entrée paisible des troupes dans Rome. Lesseps fut d'abord mal reçu, car on le voit se plaindre à l'assemblée, par sa lettre du 24 mai, que sa vie était

menacée du poignard. Cependant il entra bientôt en relations intimes avec les triumvirs, et, leur faisant des concessions toujours plus grandes, il finit par convenir que l'armée française ne pénétrerait pas dans Rome, qu'elle aurait seulement des cantonnements extérieurs, apparemment à Albano, Frascati, Tivoli, à quinze ou vingt kilomètres de Rome, et qu'elle se bornerait à défendre Rome d'une attaque étrangère, des Autrichiens, par exemple, sans se mêler du gouvernement de Rome. Cette convention, signée des triumvirs et de Lesseps, était, quels qu'en soient les motifs, une trahison de sa part. Le général Oudinot repoussa cet acte avec indignation, ainsi que les autres généraux, ne pouvant pardonner à Lesseps de ce qu'il avait perdu tant de temps à des négociations aussi ignobles, tandis que l'approche des chaleurs de l'été et du mauvais air qui en résulte exposait l'armée aux ravages des fièvres. On sait qu'à la fin de juin l'air de la campagne romaine devient pestilentiel, et qu'il occasionne des fièvres violentes et même pernicieuses, qui durent jusqu'à la fin de septembre; alors l'intérieur de la ville est sain seulement, ainsi que les montagnes environnantes à quelques lieues à la ronde, et le siége de Rome devient impossible. Oudinot voulait donc commencer le siége avant la mauvaise saison, sur sa propre responsabilité, lorsqu'il reçut l'ordre du ministre de prendre Rome et de mettre fin à la mission de M. Lesseps. (Balleydier, *Révolution romaine.*)

Les Romains mirent à profit le temps des négociations, et firent venir de toute l'Italie des volontaires et des soldats dévoués à la démocratie. Une foule d'hommes sans aveu, n'ayant d'autres ressources que le courage du désespoir, s'abattirent sur Rome, volant, pillant, blasphémant, au point qu'il paraissait, suivant l'ex-

pression pittoresque d'une mendiante, que l'enfer était dépeuplé : *e spopolato l'inferno.* Le gouvernement lui-même, qui s'appuyait sur cette force indisciplinée, fut obligé de s'en plaindre. Voici un exemple des mœurs de ces volontaires. Voulant piller une villa, ils y tuèrent un paysan; puis, comme il y avait trois témoins, hommes du peuple, qui pouvaient les dénoncer, ils les firent passer pour des jésuites. Ils les menèrent, accablés de mauvais traitements, à la place du Peuple, puis au château Saint-Ange; mais comme il était dangereux de les y consigner pour que le mensonge ne fût pas connu, une femme furieuse se jeta sur eux en les perçant d'un poignard qu'elle portait en guise d'épingle dans ses cheveux. A ce signal, ils mirent en pièces leurs innocentes victimes et les jetèrent dans le Tibre. Toutes les maisons tremblaient à cause des vols à main armée qui se commettaient continuellement. La destruction des villas aux portes de la ville, sous prétexte de défense, donnait un nouvel aliment au pillage. Les meurtres des prêtres continuaient toujours et ne se bornaient pas à ceux commis dans l'enceinte de Saint-Calixte, où l'on tua quatorze prêtres en un jour, outre le curé de la Minerve. Ces homicides sacriléges s'étendaient au delà des murs de la ville. Le curé de Sainte-Marie du Rosaire, au monte Mario, fut tué par les douaniers de Zambianchi, et le père Fico, curé de Saint-François, sur la même montagne, traîné à la mort à l'auberge voisine, étant plusieurs fois sur le point d'être massacré, accablé de mauvais traitements à la porte Angélique, n'échappa que par miracle et fut emprisonné. Un grand nombre de prêtres ne durent la vie qu'à la fuite ou bien à la cupidité de leurs persécuteurs. Les volontaires lombards ne prenaient aucune part à ces crimes; on en peut dire autant de la compagnie de Polonais qu'un hasard involontaire et malheu-

reux amena dans Rome. Prenant une part, bien que courageuse et peu préméditée, dans une guerre contre cette France qui les avait reçus avec hospitalité, contre le Pape, qui est la seule autorité volontairement reconnue et vénérée par leurs compatriotes, ces Polonais commirent le plus grand crime contre Dieu et contre leur patrie, et attirèrent sur elle une honte qu'elle lavera dès qu'elle en aura l'occasion.

Les forces des assiégeants et des assiégés se trouvaient à peu près égales: il y avait de chaque côté environ vingt-cinq mille hommes; les Romains avaient en outre les murs de la ville et cinq mille gardes civiques, qui n'avaient, il est vrai, aucune envie de se battre. Les rues étaient hérissées de barricades; les habitants avaient ordre de préparer des pierres, des planches hérissées de clous et autres moyens d'écraser l'ennemi une fois qu'il serait entré dans la ville.

Rome est située sur les deux rives d'une étroite rivière, le Tibre. Sur la rive gauche, sept collines célèbres, mais peu élevées, sont entourées d'un mur défendu çà et là par des tours; de ce côté, l'accès est facile et donne dans le centre de la ville. La rive droite, c'est-à-dire les collines du Vatican et du Janicule, sont munies d'un mur bastionné, doublé en partie d'un second mur Aurélien. La hauteur des pentes du Janicule, l'épaisseur du mur et l'appui du fort Saint-Ange, qui complète la défense de cette partie de Rome du côté de la vallée d'Enfer, rendent l'accès de ce côté beaucoup plus difficile. En revanche, le Janicule, une fois occupé, domine tellement la ville et la campagne, qu'il rend impossible la prolongation de la lutte; c'est pour cela que le général français voulait prendre le taureau par les cornes. Avant la reprise des hostilités, il fit occuper le monte Mario. C'est l'endroit où apparut la croix à

Constantin avant sa victoire sur Maxence, avec l'inscription : *In hoc signo vinces.* Oudinot y plaça l'aile gauche des Français. L'aile droite était sur la colline de Santa-Passera; par un pont jeté sur le Tibre, elle communiquait avec la basilique de Saint-Paul et l'occupait en force. Le centre était au monte Verde, à la villa Santucci : c'est là qu'étaient le quartier général, les hôpitaux et les fours de campagne.

Les troupes françaises, augmentées, comptaient trois divisions : la division Regnault de Saint-Jean-d'Angely, brigades Mollière et Morris; la division Rostolan, brigades Charles Levaillant et Chadaysson; la division Guesviller, brigades Jean Levaillant et Sauvan. Le général Vaillant commandait le génie, le général Thixey dirigeait l'artillerie, l'intendant Pâris fournissait les vivres. Les convois arrivaient par le Tibre, remorqués par des bateaux à vapeur et déchargés à Santa-Passera. Il y avait des fours à Civita-Vecchia, Palo, Fiumicino et Castel-Guido. Le vin et le bétail étaient achetés sur place.

Le 2 juin au soir, Oudinot donna l'ordre de commencer l'attaque. Le 3 juin, au point du jour, les brigades Mollière et Levaillant, commandées par le général Regnault de Saint-Jean-d'Angely, c'est-à-dire les trente-troisième et soixante-sixième régiments de ligne, les seizième et vingt-cinquième régiments d'infanterie légère, attaquent la villa Pamphili, fortifiée et bravement défendue par les Lombards de Melara. Ils y font deux cents prisonniers; puis ils s'emparent de la villa Corsini, nommée Quatro-Venti, défendue par Garibaldi à la tête de quatre mille hommes; ils prennent enfin l'église Saint-Pancrace et la villa Valentini. Toutes ces positions coûtent beaucoup de sang et de peine. La position des Quatre-Vents, prise et reprise trois fois, reste enfin au pouvoir des Français :

le combat dure jusqu'au soir. En même temps, la brigade Sauvan descend au point du jour le monte Mario et marche sur le ponte Molle. Une arche du pont était rompue; trente fantassins se jettent dans un radeau pour traverser la rivière; entraînés par le courant, ils reviennent à la nage. Le radeau vide devient un trophée naval pour les Romains. Les tirailleurs s'approchent du pont, et par leurs coups réduisent au silence les canons italiens; le pont est réparé, trois compagnies le traversent et en assurent la possession. Dans cette journée du 3 juin, les Italiens montrèrent un courage digne d'une meilleure cause; ils éprouvèrent des pertes considérables : la légion Melara fut détruite, et son colonel lui-même mourut des suites de ses blessures. En ce jour, périrent Dandolo, jeune homme de haute naissance; Masina, l'ami, le général de cavalerie de Garibaldi et beaucoup d'autres officiers. Les soldats français se battirent avec leur bravoure accoutumée. Brasier, soldat du soixante-sixième, entouré d'Italiens et sommé de se rendre, employa d'abord toutes ses cartouches, puis alluma tranquillement sa pipe. On lui dit : « Crie vive la république romaine, et tu seras sauvé! » il répond : « Vive la France! » Les Italiens, étonnés de son courage, lui conservent la vie.

Dès le commencement du siége, le duc de Reggio fit diriger le feu de ses canons de manière à ne pas endommager les monuments de Rome; ses ordres furent exécutés avec une admirable précision, ce qui n'empêcha pas la commission des barricades de se répandre en plaintes mensongères. Le triumvirat se plaignit injustement aussi de ce que l'agression était inattendue, puisque l'armistice était dénoncé depuis trois jours.

Dans la nuit du 4 juin, douze cents ouvriers ouvrirent la tranchée. Les Romains, amusés par de fausses atta-

ques du côté de la villa Pamphili et du ponte Mollé, ignorèrent pendant toute la nuit le commencement des travaux; le matin, ils voulurent les empêcher par leur feu. L'artillerie française, bien que peu nombreuse, les tenait en échec. Les Français n'avaient que six canons de siége, plus quatre empruntés à la flotte; ils reçurent plus tard dix autres canons ou mortiers. Le seul moyen sérieux d'entraver les travaux du siége, ce sont les sorties; mais l'infanterie romaine, décimée le 3 juin, hésitait à se mesurer avec l'assiégeant. Les faibles sorties du 5 au soir ne méritent pas l'honneur d'être enregistrées. Une tentative plus sérieuse eut lieu le 6 juin; elle coûta aux Italiens sept cent soixante-quinze hommes tués et vingt-cinq prisonniers.

Le 7 juin, le colonel Buenaga, chef de l'état-major espagnol, les colonels Agostino et Nunziante, aides de camp du roi de Naples, vinrent au camp offrir au général français le secours des Espagnols et des Napolitains. Oudinot les reçut poliment, mais refusa leurs offres, disant que l'honneur de la France exigeait qu'elle accomplît seule son entreprise.

L'armée assiégeante n'était pas assez nombreuse pour entourer la ville dans une enceinte de vingt kilomètres; les communications de la rive gauche n'étaient interceptées que par les patrouilles de cavalerie, qui tantôt longeaient les murs de Rome, tantôt poussaient jusqu'à Albano, Tivoli, Frascati, sans rencontrer l'ennemi. La défense était concentrée dans la ville même. Les proclamations emphatiques des triumvirs devaient réveiller le courage des bourgeois. Une proclamation persuade aux femmes que les boulets ne font de mal qu'aux pierres; une autre promet des médailles d'or, d'argent et de cuivre pour prix de l'intrépidité; une autre ordonne que tous ceux qui ne pouvaient pas faire usage de leurs

armes devaient les rendre; tous les Romains sans distinction d'âge ni de sexe étaient appelés à travailler aux barricades. Des femmes parées allaient faire les cartouches.

Comme la Fête-Dieu approchait, le ministre de l'intérieur donna l'ordre de la célébrer dans l'intérieur des églises. Le gouvernement s'efforçait de s'immiscer dans les affaires de l'Église. Parmi les défenseurs de Rome, les Lombards seuls faisaient preuve de sentiments religieux; ils montraient sur le champ de bataille plus de courage que leurs compagnons d'armes, et, rentrés dans les murs de Rome, ils blâmaient les sacriléges dont ils étaient souvent les témoins. Ces jeunes gens égarés ignoraient qu'ils combattaient pour la cause de l'enfer.

Le 11 juin, les Romains lancèrent un brûlot sur le Tibre pour incendier le pont de Saint-Paul, mais ils ne purent y réussir. Le 12 juin, Garibaldi fit une sortie avec cinq ou six mille hommes vers la villa Pamphili, comprenant bien que cette position centrale, élevée, entourée de murs crénelés et boisée, était la clef du champ de bataille; il fut repoussé avec une perte tellement considérable, que les triumvirs durent demander trois heures de trêve pour faire enterrer leurs morts. Oudinot profita de cette occasion pour engager les Romains à se rendre, mais les triumvirs et l'assemblée rejetèrent ces propositions, disant qu'ils tenaient à la convention conclue avec M. Lesseps. Le 13, Garibaldi voulait de nouveau empêcher les travaux, avec le général Arciani, nouvellement arrivé, et avec la compagnie polonaise; après une demi-heure de combat acharné, il dut se retirer avec perte. Un bataillon sorti de nuit contre le ponte Molle fut repoussé sans peine. Le même jour, le capitaine Castelnau, avec la frégate à va-

peur *le Magellan*, fut envoyé à Porto-d'Anzo; il y détruisit une fonderie de boulets, et s'empara d'un bon nombre de munitions. Le 15 juin, quinze cents hommes, escortés de quelques canons, sortirent par la porte du Peuple, contre trois compagnies gardant le ponte Molle. Après une longue fusillade, le général Guesviller vint en aide à son avant-garde, avec une partie de la brigade Sauvan; les Italiens se retirèrent, laissant quarante-six prisonniers et cent hommes tués. Les Français occupèrent le mont Parioli au delà du Tibre, et s'étendirent jusqu'à la villa Borghese. Deux jours après, les assiégés, imitant une coutume de leurs ancêtres du moyen âge, firent une sortie de nuit, ayant des chemises par-dessus leurs uniformes, pour se reconnaître dans l'obscurité et pour ne pas tirer les uns sur les autres. Les assiégeants, avertis par un déserteur qui s'évada de la ville sous prétexte de chercher son bétail, reçurent la mascarade à la baïonnette; force fut aux Italiens d'ôter leurs chemises au plus vite pour ne pas servir de but aux coups de fusil, ce qui fit que, revenant vers la ville, ils ne furent pas reconnus, et furent reçus par le feu de la garde des murailles. C'est ainsi que les défenseurs de Rome furent constamment malheureux.

Cependant les triumvirs s'obstinaient à se défendre, comptant sur une révolution sociale à Paris. Le 19, le bruit se répand que le 13 du même mois l'émeute triomphe sur la Seine, que le prince Louis-Napoléon est en prison au château de Vincennes, et que Ledru-Rollin est nommé dictateur; tandis qu'en vérité le président triomphait le même jour d'une émeute socialiste, à l'adie du général Changarnier, et que le dictateur supposé fuyait à travers un vasistas, pour aller en exil en Angleterre.

Les travaux des tranchées avançaient toujours; douze

canons vinrent augmenter les moyens d'attaque des assiégeants, faible ressource néanmoins, en comparaison des deux cents canons qui garnissaient l'enceinte de la ville éternelle. Trois brèches étaient déjà ouvertes dans les murs de Rome. Oudinot, informé de ce succès le 21 juin, jour de Saint-Louis de Gonzague, ordonna d'être prêt le soir même pour l'assaut. Deux fausses attaques, celles du général Guesviller à la porte du Peuple, et du lieutenant-colonel l'Espinasse à la porte Saint-Paul, trompèrent les assiégés. A dix heures du soir commença le véritable assaut. Deux compagnies d'élite des trente-deuxième, trente-sixième et cinquante-troisième régiments, dirigées par les capitaines Cappe, Dantin, à Sainte-Marie, marchent contre les murs, suivies par deux compagnies de volontaires des soixante-sixième et soixante-huitième de ligne et du vingt-deuxième léger, conduites par MM. de Tourville et de Tourbourieck ; chaque colonne est suivie de trente sapeurs. Puis venaient trois cents ouvriers ; enfin, deux bataillons pour soutenir l'attaque. Les divisions Rostolan au monte Verde, et Regnault à la villa Pamphili, étaient prêtes au combat. Les Italiens ne faisaient pas bonne garde. Une seule attaque suffit pour prendre les deux bastions ébréchés, ainsi que le mur qui les unissait et qui était également percé d'une troisième brèche. Les ouvriers fermèrent tout de suite la gorge des bastions. Les Italiens firent des efforts inutiles pour reprendre la partie des murs occupés par l'assiégeant ; constamment repoussés par la *furia francese*, ils lui laissèrent définitivement la victoire à deux heures du matin. Malheureusement, dans ce point précisément, se trouvait le second mur Aurélien.

Les triumvirs réveillent le courage romain par des proclamations fulminantes ; mais quelques bombes françaises font plus d'effet que les paroles creuses des

rhéteurs. Treeborn, consul anglais, connu par ses opinions exaltées, protesta, avec quelques autres, contre le bombardement de Rome. Oudinot répondit qu'il déplorait plus que personne les dommages qui pouvaient en résulter, mais que ce n'était pas de sa faute. Le feu du siége continuait. La villa Giraud, nommée vaisseau de France, était détruite par la France avec ses défenseurs, de même que la villa Savorelli, quartier général de Garibaldi. Les batteries placées dans les bastions occupés 6 et 7 réduisaient l'ennemi au silence. Le 28 juin au soir, les bastions 8 et 9, des deux côtés de la porte Saint-Pancrace, étaient percés de brèches, et permettaient d'entreprendre l'assaut définitif, masqué de nouveau par les deux fausses attaques de Saint-Paul et de la porte du Peuple.

Oudinot désigna quatre colonnes, chacune de trois compagnies : la première, commandée par le chef de bataillon Lefèvre, devait commencer l'attaque contre le huitième bastion; la seconde, armée de pelles, devait en former la garde; la troisième, était en réserve avec le commandant Rousseau; enfin, la quatrième, devait entrer dans le bastion 7, près du mur Aurélien. A deux heures, dans la nuit qui suivit la fête de Saint-Pierre, lorsque la coupole du Vatican était encore éclairée des feux de joie qui s'éteignaient, trois coups de canon donnèrent le signal de l'assaut. Les Romains y étaient préparés; ils se défendirent avec le courage du désespoir; les maisons et les murs voisins, percés de meurtrières, vomissaient un feu d'enfer. Il fallut prendre chaque maison une à une; les artilleurs se faisaient tuer sur leurs batteries; l'infanterie italienne, repoussée des maisons, donnait à la baïonnette. Dans l'ardeur du combat, les Français ne faisaient point de quartier. A six heures du matin, les restes des défenseurs de

Rome battaient en retraite par la Lungara, laissant une traînée de sang, suivis de chariots de blessés dont les gémissements, ainsi que le râle des mourants, s'unissaient au son lugubre des cloches. (Balleydier, *Histoire de la révolution romaine.*)

Beaucoup de traits de courage signalèrent des deux parts le combat du 30 juin, mais la palme appartient aux vainqueurs. Le capitaine Astelet, du trente-sixième, mal guéri encore de ses blessures en Corse, prend la poste pour arriver à temps, au moment de l'assaut, et se fait tuer sur les murs. Un grenadier mourant disait à son camarade : « Recommande à ma mère de ne pas pleurer, car je meurs pour la religion. » Un autre Français, qui combattait dans les rangs des Romains, blessé mortellement, répondait au contraire à celui qui voulait lui porter secours : « Laisse-moi mourir ici, je ne mérite pas ta compassion, car j'ai combattu contre mes frères... ce sont les clubs qui m'ont perdu... Dis à Laviron que je le maudis dans ma dernière heure. » Laviron était un démocrate français qui rassemblait des volontaires pour combattre ses compatriotes; il périt le même jour, vêtu de son uniforme rouge. Dans ce combat, Andréa, nègre de Garibaldi, trouva également la mort. Ce serviteur fidèle accompagnait son maître dans tous ses dangers : armé d'une longue corde, il attrapait les hommes dans un nœud coulant, comme les chevaux dans les plaines de l'Amérique méridionale, les tirait à lui, et les étouffait.

L'assemblée constituante délibérait sur le triste état de ses affaires. Mazzini voulait se défendre à outrance; le général Bartolucci conseillait de capituler. Garibaldi, appelé à émettre son opinion, dit que si les Romains voulaient se défendre à mort, on pourrait abandonner aux Français le Transtevère, et défendre la rive gauche

du Tibre, ainsi que la cité Léonine qui est défendue par un mur spécial et par un petit ravin qui sépare le Vatican du Janicule. Mais Rome ne voulait pas défendre sa république au prix de la vie de ses habitants et de la destruction de ses monuments. La garde civique, appelée à remplacer les volontaires dont une grande partie avait péri, retrouva son courage, ses armes et ses menaces pour résister à cet ordre. L'assemblée fut donc forcée de renoncer à une résistance impossible; elle rendit un décret en ce sens le 30 juin. Mazzini et ses collègues, ne voulant pas se charger de négociations contraires à leurs vœux, déposèrent le pouvoir; un autre triumvirat, composé de MM. Mariani, Salicetti et Calandrelli, accepta la succession, mais ne put en remplir les devoirs. Une députation municipale vint traiter de l'entrée des Français, mais les conditions ne purent être acceptées ni même discutées, car il régnait à Rome une anarchie telle qu'il n'y avait personne avec qui négocier. Le 2 juillet, les Français occupèrent les portes de la ville; le 3, Oudinot fit son entrée à Rome, à la tête de son armée, après un mois de siége régulier, conduit d'après les principes de l'art de la guerre. Par une discipline admirable, maintenue par les chefs, observée par les soldats, avec l'aide de Dieu dont ils défendaient la sainte cause, les vainqueurs ne commirent pas d'excès dans une ville prise d'assaut. Ils furent reçus au Transtevère, vrai quartier populaire, avec l'enthousiasme de la joie. Sur la rive gauche du Tibre, la ville était sous l'impression de la terreur des poignards républicains; les rues étaient sombres et désertes. Au Corso, au café des Beaux-Arts et à la place Colonna, on trouva encore des drapeaux républicains; des sifflets et des cris qui furent réprimés à coups de plat de sabre. Un prêtre qui criait: «Vivent les Français!» fut tué d'un coup de poignard républicain. Oudinot

établit, le jour même, un gouvernement militaire, ferma l'assemblée et les clubs, soumit les journaux à la censure militaire, nomma le général Rostolan gouverneur, et le général Sauvan commandant de place.

Dans la nuit précédente, Garibaldi avait quitté Rome à la tête de cinq mille hommes, leur promettant la faim, la soif, le froid, la chaleur et des combats continuels à l'arme blanche, faute de cartouches. Poursuivi par la division Regnault de Saint-Jean-d'Angely à Albano et Tivoli, il se jeta dans les Apennins; traqué ensuite par les Autrichiens, il perdit ses troupes qui se dispersèrent peu à peu. Sa femme, qui partageait ses fatigues avec un mâle courage, mourut en chemin et fut enterrée dans le sable du rivage. Garibaldi prit seul le chemin de l'exil. Ce condottiere, qui rappelle les anciens capitaines de *ventura* italiens, est un général énergique, courageux, mais peu capable, qui aurait pu défendre Rome beaucoup plus longtemps, et dont l'esprit de parti fit un héros. C'est l'opinion de Masson, auteur de la *Campagne de Novare.*

Les autres chefs de la révolte prirent aussi le chemin de l'exil. Mazzini partit, dit-il, aussi pauvre qu'il était venu : qu'a-t-il besoin d'argent celui qui dispose des immenses ressources de la conspiration, qui vend les actions de l'emprunt, qui exploite la haine fanatique du clergé anglican contre le Pape, et l'appui de lord Palmerston. Les autres conspirateurs eurent bien soin de se pourvoir aux dépens de la république, et emportèrent avec eux des sommes considérables. (*Rep. rom. al giud. degli imparziali.*)

Quant aux autres rebelles plus vulgaires, payés vingt-cinq sous par jour, outre le pillage, pour crier, se battre et assassiner, ceux qui n'avaient pas péri pendant le siége allèrent en partie dissiper leur faible pécule dans

les tavernes de l'étranger, et en partie restèrent à Rome, pour exécuter les hautes œuvres de la conspiration.

Rome respirait à peine après sept ou huit mois d'une cruelle anarchie; les caisses publiques étaient vides, les ressources des particuliers épuisées, les consciences étaient corrompues, les mœurs dépravées, les administrations désorganisées; c'était le chaos. Tout était détruit, rien n'était amélioré, il fallait tout refaire. Oudinot se mit péniblement à l'œuvre, au milieu d'une ville étrangère, où il ne connaissait personne, en face de la finesse italienne qui n'est pas facile à surprendre et qui cache souvent la jalousie, la vénalité, la trahison ou la peur. Personne n'osait encore venir en aide au général français; on craignait plus les poignards perfides des siens que les baïonnettes généreuses de l'étranger. Enfin, un employé modeste, Teresiano Moreschi, vint donner à Rostolan l'adresse des employés destitués par la république, pour recomposer une administration. Le prince Pierre Odeschalchi accepta la mission courageuse de rétablir une municipalité, dont il eut la présidence, ayant pour aides MM. Bianchini, le professeur Carpi, le docteur Tavani, le docteur Belli, le docteur Spagna, le marquis Capranica, le marquis Guielmi, l'avocat Massani, Vincent Pericoli, le professeur Pieri, le docteur Alibrandi, le marquis Sachetti et Campana.

La garde civique fut désarmée, les volontaires étrangers congédiés; l'armée régulière rentra au service du Pape avec plus de facilité qu'elle ne l'avait quitté pour servir contre lui, et fut placée sous les ordres du général Vaillant. Les crimes commis contre les particuliers et les insultes faites aux militaires par les républicains romains furent justement punis. Le café démocratique des Beaux-Arts fut fermé; le café Neuf fermé, puis changé en café militaire français. Les militaires furent

cependant l'objet de l'hostilité du parti qui dominait encore secrètement à Rome; il était interdit aux dames romaines de recevoir les Français dans leurs salons, et celles qui n'obéissaient pas à cet ordre étaient l'objet de viles calomnies. Défense fut faite d'acheter des marchandises françaises.

Cependant ceux qui se tenaient cachés dans Rome par crainte des républicains reparurent. Le cardinal Castracane, à la tête d'une députation du clergé, vint complimenter le général Oudinot, qui fit ressortir, dans sa réponse, que l'union du sacerdoce et de l'armée pouvait seule sauver l'avenir. Le 15 juillet, le drapeau du Pape fut rétabli sur le Capitole et sur le château Saint-Ange. Un *Te Deum* fut chanté à l'église de Saint-Pierre, en présence de l'armée française, de l'armée romaine et du peuple. Le cardinal Castracane donna la bénédiction du saint Sacrement. Le cardinal Tasti, qui, lui aussi, n'avait pas quitté Rome, prononça un discours pour remercier le vainqueur du service rendu à l'Église. Les chanoines de Saint-Pierre, qui avaient bravé les colères de la république, étaient bien dignes de participer à la joie de cette journée. Dans la place Saint-Pierre, un homme du peuple, Annibal Piccoli, remercia Oudinot au nom du peuple, dont la joie éclatait franchement; on se pressait autour du général pour baiser ses pieds et son épée victorieuse.

CHAPITRE XXIV.

PIE IX REVIENT DE GAETE EN PASSANT PAR NAPLES.

Le colonel Niel, depuis général, fut envoyé à Gaëte pour informer le Saint-Père de la prise de Rome, et fut reçu avec une vive reconnaissance pour l'armée française qui venait de délivrer Rome de l'esclavage du crime. Le 17 juillet, le Pape fit à Gaëte une proclamation pleine de sentiments d'amour et de pardon. Le 1er août, il nomma une commission de trois cardinaux, pour gouverner l'État romain avant son retour: c'étaient les éminents della Genga Sermattei, Vanicelli Casoni, et Altieri. Cette commission s'installa au Quirinal en place des triumvirs fugitifs. La première difficulté qu'elle rencontra, ce fut la masse de papier-monnaie qui encombrait la place, qui circulait avec peine, étant discrédité, et qui faisait que le numéraire non exporté à l'étranger était caché par prévoyance dans les coffres, de façon qu'on ne voyait circuler que les pièces de cinq francs apportées par l'armée française. Les trois cardinaux firent maintenir au pair le cours des deux millions cinq cent mille scudi d'assignats émis par le gouvernement pontifical; mais réduisit de trente-cinq pour cent les six cent mille scudi du gouvernement provisoire, et les trois millions sept cent mille scudi de la république. Cette mesure fit jeter les hauts cris aux porteurs des billets, bien injustement, car le cours de ces papiers dans la place était inférieur à celui fixé par les cardinaux. Partout, après les révolutions, les papiers sont réduits, quand ils ne sont pas détruits. Les qua-

rante-cinq millions et demi d'assignats de la république française, émis de 1792 à 1796, furent complétement amortis. Un milliard soixante millions de papiers autrichiens furent réduits à vingt pour cent par les lettres patentes du 20 février 1811. A Rome, pendant la première révolution française, il y avait pour quatorze millions d'écus en assignats, amortis entièrement par le général Dufresne en 1799. Le gouvernement pontifical ne pouvait répondre de la prodigalité de ses ennemis, car cette générosité eût été une nouvelle charge pour les contribuables. Réduisant, au lieu d'amortir, ou plutôt constatant le cours actuel, on faisait tout ce qui était possible. (Balleydier.)

Les républicains rouges en France étaient désolés de la victoire de leurs compatriotes. M. Jules Favre se plaignit à l'assemblée de ce que l'épée de la France était tombée au pouvoir de l'Autriche. Le ministre de Falloux lui répondit que l'épée de Charlemagne n'était ni au service de l'Autriche, ni au service des brigands armés de poignards, mais qu'elle avait délivré Rome, et qu'au lieu d'une petite république menacée de toutes parts, elle lui rendait l'empire du monde. Les paroles éloquentes du ministre furent approuvées par une majorité de quatre cent vingt-huit voix sur cent soixante-seize.

Afin de rétablir complétement l'ordre dans Rome, Oudinot désirait vivement le retour du Saint-Père; il alla lui-même l'en solliciter à Gaëte. Pie IX reçut le vainqueur de Rome avec beaucoup de courtoisie, le décora de la plus haute classe de l'ordre de Pie IX, mais ne promit pas de revenir tout de suite. Il ne voulait pas retourner à Rome avant d'être sûr d'y jouir d'une entière liberté d'action, afin que le bien qu'il voulait y faire dérivât de sa bonne volonté, afin de ne pas échanger l'esclavage de la répu-

blique romaine contre le service de la république française. Les craintes du Saint-Père se trouvèrent bientôt justifiées par une lettre du président Bonaparte, apportée par son aide de camp Edgar Ney, dans laquelle le prince, tiré en sens contraire par les partis qui se disputaient le gouvernement de la France, craignant de blesser les républicains en rétablissant l'autorité pure et simple du Pape, et agissant sous l'impulsion du ministère Odilon Barrot, exigeait les conditions suivantes : L'amnistie générale, la sécularisation de l'administration, le Code Napoléon, et un gouvernement libéral. De ces conditions, la première, entendue dans un sens absolu, signifiait le rappel des chefs de la conspiration et le renouvellement de la guerre civile. Pie IX avait beaucoup contribué à la sécularisation de l'administration; il pouvait être le seul juge compétent des limites de cette mesure. Le remplacement du nouveau Code de Grégoire XVI par celui de Napoléon était aussi inutile qu'impossible. Un gouvernement libéral était un terme élastique, pouvant s'adapter à toutes les exigences; il est vrai de dire que le gouvernement du Pape était toujours paternel et libéral. Oudinot, rappelé en même temps, quittait Rome, emportant les témoignages de reconnaissance de la municipalité romaine qui, lui devant non seulement la victoire sur les tyrans démocrates, mais encore la conservation des monuments et la discipline admirable des troupes, plaça son buste parmi ceux des grands capitaines au Capitole, et le nomma citoyen romain ainsi que ses descendants. Il reçut aussi une épée d'honneur de la part du peuple romain, les remercîments du Pape et ceux du roi de Naples en revenant par Gaëte, et le témoignage d'estime des autres souverains et autres personnages distingués. Oudinot devait tous ces succès au président qui lui avait confié

la mission très honorable de délivrer Rome du joug de l'anarchie. Le duc de Reggio oublia ce qu'il devait au prince Louis-Napoléon, ainsi que les liens historiques qui l'unissent aux Bonaparte; il fut ingrat dans une occasion mémorable, et manqua le bâton de maréchal, qui fut donné au général Vaillant. Le général Rostolan, succédant au duc de Reggio dans le commandement de l'expédition, ne voulut pas publier la lettre du président, qu'il regardait comme une lettre particulière, malgré un second ordre d'Odilon Barrot; il fut révoqué, remplacé par le général Baraguay-d'Hilliers; il faisait ainsi un noble sacrifice à sa conscience.

Cependant, le gouvernement français se contenta du *motu proprio* du 19 août, qui accordait l'amnistie aux Romains. Étaient exceptés les membres du gouvernement provisoire, les députés de la Constituante, les triumvirs et les ministres de la république, les chefs de l'armée, les amnistiés de l'année 1846, qui n'avaient pas tenu parole d'être fidèles, enfin tous ceux qui, outre les fautes politiques, avaient commis des crimes et délits prévus par le code pénal. Le rapport de M. Thiers, et surtout le beau discours du comte Montalembert, en réponse aux paroles emphatiques de Victor Hugo, donnèrent une direction plus stable à la politique de la France à l'égard de Rome. Le grand orateur catholique stigmatisa le poëte par les applaudissements de la Montagne que celui-ci avait obtenus. Il foudroya ceux qui osaient insulter leur mère l'Église, qui est faible comme une femme. Il prédit que l'histoire oubliera les hésitations et les contradictions de la France, pour se rappeler que mille ans après Charlemagne, qui s'était acquis une gloire immortelle en rétablissant l'autorité du Pape, cinquante ans après Napoléon qui tomba du fait de la grandeur en voulant détruire l'œuvre de son prédécesseur, trente mille Fran-

çais commandés par le fils d'un des géants de la gloire de l'empire, avaient rétabli à Rome, dans la personne du Pape, le droit, l'équité et la cause de l'Europe et surtout de la France. L'histoire répétera les mots de Pie IX, dans sa lettre de remercîment à Oudinot, que les armes françaises avaient triomphé des ennemis de la société humaine. Les représentants de la France, MM. de Corcelles et de Rayneval, firent de leur côté tout ce qu'ils purent pour faciliter la voie au retour de Pie IX.

Des crimes souvent renouvelés contre les militaires français obligèrent Baraguay-d'Hilliers à une répression plus sévère de ce brigandage; le port d'armes cachées fut prohibé, les coupables devaient être punis de mort. Au moment où le nommé Cacaspera expiait la peine de ses forfaits, un jeune prêtre s'élança pour remplacer le condamné; il fut conduit en prison. Mazzini fit une proclamation mystique, pour mystifier le clergé italien; il trouvait dans ses rangs des déserteurs peu nombreux, comme un certain Achilli, moine corrompu, apostat et marié, qu'on laissa s'échapper du château Saint-Ange.

Le retour du Pape était retardé par des difficultés matérielles, car les caisses de l'État avaient été vidées par la république. En exil, Pie IX ne manquait de rien, par la générosité splendide et royale de Ferdinand; son retour demandait de nouveaux frais. L'empereur de Russie offrait à Pie IX de lui prêter une somme considérable; cette offre, émanant du chef d'un culte différent, ne fut pas acceptée. Le cardinal Antonelli préféra faire un emprunt chez Rothschild, à des conditions onéreuses, et promit tout de suite le prompt retour de Sa Sainteté.

Le séjour du Pape à Gaëte avait duré neuf mois. Pendant ce temps, Pie IX avait béni les armes des na-

tions catholiques qui avaient contribué au triomphe de la bonne cause. Le Saint-Père adressa de Gaëte aussi cette lettre encyclique aux évêques du monde chrétien, les invitant à lui manifester, après avoir prié à cette intention, leur opinion, les vœux du clergé et les prières du peuple, relativement à l'immaculée conception de la sainte Vierge, si elle devait être acceptée comme dogme par l'Église catholique. C'est ainsi que les difficultés du moment ne faisaient pas oublier au chef du christianisme ses plus sublimes devoirs. Le Pape fut consolé pendant cet exil par de nombreuses lettres des évêques, des prêtres et des fidèles de tout le monde chrétien. Un beau recueil de deux cent quarante-sept de ces pièces fut publié à Naples en 1850, sous le titre de l'*Orbe cattolico a Pio IX Pont. massimo exulante da Roma*. Ce recueil, qui commence par la lettre de l'évêque de Valence et finit par celle de l'archevêque de Québec, est un vénérable témoignage de l'opinion des représentants les plus distingués de la croyance chrétienne. Ces prélats respectables comparent l'ingratitude des Romains aux murmures des Juifs contre Moïse (év. d'Isernia); ils recommandent le Saint-Père aux prières des fidèles; ils témoignent que les prières se font sans interruption dans l'église, comme pendant l'emprisonnement de saint Pierre (archev. de Cosenza). Ils se réjouissent de ce que le Seigneur a délivré Pierre de la main d'Hérode et de l'attente du peuple juif (év. de Lucera); ils comparent les flatteries passagères prodiguées au vicaire du Christ à l'hosannah chanté à ce divin maître dans Jérusalem, suivi des calomnies des Scribes et des Pharisiens (év. de Cassano). Ils ne doutent pas d'ailleurs du triomphe prochain de l'Église, parce que « le ciel et la terre passeront, et mes paroles ne passeront pas, » dit le Christ (*Luc*, XXI, 33). Les méchants combattent sou-

vent l'Église depuis leur jeunesse, mais ils n'ont pas prévalu (*Psal.* CXXVIII, 1, 2). Ils ont rendu le mal pour le bien, et la haine pour l'amour (*Psal.* CVIII, 5). Les persécutions des tyrans sont passées, ainsi que les invasions des barbares, que peut faire une tourbe de conspirateurs sans valeur personnelle, sans courage, fanfarons armés de poignards (card. de Cambrai)? Il faut voir comment ces Pères, revêtus de la majesté du sacerdoce épiscopal, forts de l'onction de leur mission divine et de la vénération des fidèles, parlent des ennemis du Pape, avec quel mépris ils traitent leur criminelle ingratitude; nos pages sembleront bien pâles en comparaison de la force d'autorité que l'Esprit saint donne contre le mal. Ils prient toutefois avec la compassion de la charité pour ces âmes égarées, afin que les écailles tombent des yeux des Romains aveugles et ingrats, afin que Dieu touche leur cœur, et les rende à leur Père avec un repentir égal à l'excès de leur crime (év. de Carcassonne). Tel est le caractère de la charité chrétienne qui ne veut pas que le pécheur meure, mais qu'il se convertisse et qu'il vive. Un grand nombre de prélats envoyèrent au Saint-Père l'hommage des quêtes faites à son profit, et dont le produit fut considérable, surtout en France; l'archevêque de Gnesne et de Posen, prince et primat de Pologne, dépose aux pieds de Sa Sainteté le denier de saint Pierre auquel les Polonais sont obligés par vœu de leur roi Casimir le Juste.

Notre cadre restreint ne permet pas de rendre l'harmonie admirable de ces milliers de voix qui entonnent l'hymne de victoire au milieu même des ruines; nous n'avons fait que toucher quelques accords de cette mélodie. Beaucoup de ces lettres sont revêtues de nombreuses signatures de prêtres et de séculiers. L'évêque de Marseille, le prince de Chimay, la ville d'Avi-

gnon, ancien séjour des Papes, offrent à Pie IX une hospitalité dont l'honneur échut au roi des Deux-Siciles.

Avant de quitter cette terre hospitalière, Pie IX, sollicité par les vœux des Napolitains, voulut visiter la capitale de ce beau royaume. Il monta le 4 septembre sur le bateau à vapeur *le Tancrède*, escorté par les navires espagnols *Castila* et *Colombi*, montés par le général Cordova et l'amiral Bustillos, par *le Vauban* français, par le *Delfino* et le *Guiscardo*, vaisseaux napolitains, portant la reine de Naples, sa famille et sa cour. Il débarqua le même jour à Portici, au pied du Vésuve. Le 6 septembre, Pie IX visita la cathédrale de Saint-Janvier, où Fiesco (Innocent IV), persécuté par l'empereur Frédéric, donna aux cardinaux le chapeau rouge, pour qu'ils fussent prêts au martyre. Le 7, il reçut le corps diplomatique : MM. Martinez de la Rosa, le prince de Ligne, le comte de Spaur, le comte Ludolf, le conseiller intime de Botenieff, le comte Chreptowitsch, le marquis Spinola, le baron de Reumont, littérateur distingué, et plusieurs autres. Le 9, Pie IX bénit l'armée napolitaine rassemblée dans la place, devant l'église de Saint-François de Paule; le 16, dans la même place, il bénit le peuple des fenêtres du château royal : soixante-dix mille hommes étaient là prosternés comme le blé au souffle du vent. Pendant une de ces bénédictions, une bombe de verre éclata pour donner le signal de l'émeute; les chevaliers du poignard avaient résolu d'en profiter pour tuer le Pape et le roi, dont la tête, mise à prix, devait être payée cent mille ducats. Mais ce complot infernal ne réussit pas, grâce à l'attitude du peuple et de l'armée.

Le Pape visitait les églises, les hôpitaux, les écoles de Naples; il vit bouillir le sang de saint Janvier, ce miracle perpétuel qui rappelle l'immortalité et la protec-

tion que le saint évêque et martyr accorde à la foi des Napolitains, et qui fait bouillonner leur sang des ardeurs de la charité. Pie IX aimait surtout à visiter ces retraites pieuses où la prière et la mortification font fleurir la virginité des vestales chrétiennes; il adressait à ces filles du ciel des paroles apostoliques, dont quelques unes nous sont conservées par le *Journal du séjour du Saint-Père à Naples*, publié par le chevalier d'Alloe. « Ayez toujours devant les yeux l'image de Jésus-Christ; apprenez dans ses blessures, et surtout dans celle du côté, l'amour divin. La piscine admirable de Jérusalem guérissait les maladies, les prières de la solitude peuvent guérir les maux de l'univers. Vous, qui suivez l'Agneau en chantant ses gloires, priez pour les pécheurs, afin qu'ils ne périssent pas en enfer. Faites des progrès dans l'amour divin, vous souvenant des paroles du Sauveur qui est venu apporter le feu sur la terre et ne veut que l'allumer. Après avoir renoncé à tout, renoncez encore à votre volonté. Implorez la grâce de la persévérance, que la plus dure pénitence, les vertus les plus héroïques ne peuvent assurer, mais que la prière obtient de Dieu. « Pie IX parlait aux jeunes pensionnaires, en réclamant leurs innocentes prières pour le salut des pécheurs, rappelant qu'un saint priait toujours pour les péchés des hommes. » Si quelques unes d'entre vous, disait-il, sont rappelées au monde, que la petite main des enfants, que Dieu vous donnera peut-être, s'habitue bientôt à faire le signe de la rédemption sur le front et la poitrine; que les premières paroles qui sortiront de leur bouche soient Jésus et Marie. » Qu'on nous pardonne de reproduire inexactement quelques paroles du Saint-Père à ses enfants, comme un écho infidèle; les limites de ce livre ne nous permettent que de donner un compte rendu sommaire de ces saints entretiens. Le

Pape exilé compte plus sur les prières des pauvres vierges chrétiennes que sur la puissance des rois, et préfère leur humilité à la splendeur des cours.

Pie IX visita Pompéi, monument de la colère divine, suspendue toujours sur la tête des méchants; il est le premier Pape qui ait voyagé en chemin de fer; il alla visiter à Salerne le tombeau de saint Grégoire VII qui mourut en exil, pour avoir aimé la justice et haï l'iniquité, ainsi que les reliques de saint Mathieu. Il vénéra les reliques de saint Alphonse Liguori à Pagani, de saint Gaëtan et saint André Avellino à Naples, de sainte Philomène à Mugnano. Il alla visiter son duché de Bénévent, suivi de ses troupes seules commandées par le général Zucchi. Les beaux-arts célébrèrent le séjour à Naples de leur patron séculaire, le Pape; un hymne de Marc d'Arienzo, musique de Mercadante, des tableaux de Salvator Fergola, en retracèrent le souvenir, profondément gravé dans le cœur du bon peuple napolitain. Une médaille fut frappée pour le rétablissement du Pape par les armées catholiques.

Cependant il était temps de revenir dans la capitale du monde chrétien, les obstacles étant aplanis. Au commencement d'avril, Pie IX se rendit au château de Caserte, pour prendre congé du roi dont il avait reçu une hospitalité à la fois filiale et royale, dont il avait souvent partagé le repas de famille, et qu'il avait nourri du pain des Anges. Pie IX bénit ce pieux souverain avec sa famille et son royaume : cette bénédiction fut efficace en préservant ce beau pays de grands malheurs; elle le sera en faisant au roi Ferdinand un nom grand dans l'histoire. Le 7 avril, le Pape était à Terracine; la ville, les rochers et la mer étaient illuminés. Mais, c'est à Rome qu'il fut reçu avec une joie vive et sincère, malgré les menaces des républicains. Rome sortit au-devant

de lui, criant : « Vive le Pape! vive la religion! Saint-Père, la bénédiction! » Le général Baraguay-d'Hilliers se tenait près de la portière de la voiture. Le Pape reconnaissant pria pour la France qui lui avait rendu Rome, et pour le chef de ce grand peuple. Dieu paya la dette de l'Église, en inspirant sept millions et demi de votes pour sanctionner le coup d'État qui sauva la France de l'anarchie.

CHAPITRE XXV.

CONCLUSION.

L'histoire n'a pas besoin de conclure. Elle laisse souvent au lecteur le soin de s'instruire au récit des événements. Mais nous avons indiqué de grands maux ; il serait utile d'en indiquer le remède.

Nous avons prouvé que le pouvoir temporel des Papes est nécessaire pour le salut temporel de l'Europe, comme son pouvoir spirituel est nécessaire pour le salut éternel des âmes. Nous avons vu que les Romains ne peuvent pas résister seuls aux puissances démocratiques conjurées contre le trône de Pierre et qui ne sont qu'un commencement de la lutte acharnée qu'elles veulent livrer à l'Église dans le courant des années présentes.

Les Romains ne peuvent pas se défendre contre eux-mêmes. La faiblesse de ceux qui ont de bonnes intentions, la pusillanimité de ceux qui devraient avoir du courage, la vénalité, la cupidité, la corruption de ceux dont le devoir est de montrer l'exemple de l'intégrité, donnent

beau jeu à l'audace du crime. Ce qui est arrivé peut encore avoir lieu, sans doute, et, comme dit le Sage, les mêmes causes peuvent produire les mêmes résultats. Espérons cependant que l'armée, qui a si tristement trahi une première fois le Pape, son souverain, ne commettra plus ce crime, quand bien même l'occasion s'en présenterait; nous en avons pour garants le repentir sincère qu'elle vient de donner publiquement, le dévouement qu'elle a manifesté et l'expérience de vains efforts tentés pour se précipiter aveuglément dans un précipice de maux. Et disons à sa gloire qu'elle a agi par erreur et poussée par une faction fiévreuse, et que si maintenant la tranquillité de Rome est encore maintenue par des baïonnettes étrangères, l'armée romaine l'accepte avec reconnaissance, jusqu'au moment où il lui sera donné de réparer elle-même et seule son erreur passée. Nous faisons des vœux pour qu'il en soit ainsi, car une occupation étrangère peut être parfois un fait exceptionnel très heureux, mais n'est jamais un fait régulier et normal. Ce fait ne peut être permanent à Rome, où il compromettrait à la longue l'indépendance du Saint-Siége et son autorité temporelle.

En outre, une armée étrangère présente des inconvénients qui résultent de la position de son pays natal; elle dépend nécessairement des intentions plus ou moins bienveillantes des souverains, des ministres ou des peuples auxquels cette armée doit obéir.

L'armée française qui maintient l'ordre à Rome ne le peut qu'autant que l'ordre règne à Paris; elle serait elle-même à la disposition de l'anarchie, si le socialisme était parvenu ou parvenait à triompher d'une manière nécessairement passagère en France. Quelque courte qu'eût été la domination de la république rouge, ou du moins la guerre civile sur les rives de la Seine, cela suffisait pour

désorganiser l'armée d'occupation, et les recrues de la corruption socialiste auraient pu reproduire le sac de Rome par le connétable de Bourbon.

Entre le départ précipité, désordonné, des troupes françaises et l'arrivée des troupes autrichiennes ou napolitaines, il y aurait le temps de commettre bien des crimes ; les républicains le savent, et leur rage contre le clergé s'assouvirait, sans doute, par des meurtres sacriléges. Pourquoi cacher ce que tout le monde craint ? Il vaut mieux découvrir les plaies sociales, pour tâcher d'y porter remède, que de se faire illusion. Nous ne parlons pas d'hypothèses impossibles, mais de ce qui serait arrivé déjà si le prince Louis-Napoléon n'avait pas fait le coup d'état du 2 décembre, ou si, malgré sa prudence et son courage, il avait été sans succès. Mais, malgré cette prudence, malgré l'habileté, la sagesse, l'audace qui ont conduit cet événement à sa fin prévue et désirée, on ne peut pas en attribuer tout le mérite à l'illustre président de la république française, il faut bien y reconnaître aussi la main de Dieu, qui, se laissant fléchir par les prières de la sainte Vierge, consentit à détourner les malheurs prêts à fondre sur l'univers.

Les troupes autrichiennes ou napolitaines ne peuvent paraître meilleures pour garder Rome, parce qu'on ne voit pas encore tous les inconvénients que cette occupation pourrait entraîner. L'Autriche, qui domine dans une partie de l'Italie, qui est regardée par les libéraux de ce pays comme l'ennemie de leur patrie, donnerait un prétexte pour leurs déclamations contre l'Église, prétexte d'autant plus plausible, que les empereurs ont souvent abusé de leur influence sur l'Église ; et puis ce sont encore les troupes impériales de Charles-Quint qui ont saccagé Rome. Les troupes napolitaines seraient assez

fortes, sans doute, pour résister aux républicains de Rome; elles ne le seraient pas contre les secours qu'ils peuvent recevoir des autres ennemis de l'Église catholique.

Nous le répétons, une occupation étrangère quelconque est un fait très heureux dans certaines circonstances; mais elle ne peut être un fait permanent, car ce fait anéantirait la liberté de l'Église, véritable motif de la souveraineté temporelle.

Si donc le Pape ne pouvait pas compter sur les troupes romaines, ni sur l'occupation étrangère, quelle est la force sur laquelle il pourrait s'appuyer?

Le Saint-Siége ne peut compter sur des troupes étrangères, qui seraient recrutées à ses frais; si ces troupes appartenaient à une seule nation, il serait dans la dépendance de cette nation; si elles étaient composées de diverses nations, ce serait une source de discordes, sans lien moral; dans les deux cas, il n'aurait aucune garantie de leur fidélité.

Les troupes suisses, qui ont été jusqu'à présent le modèle de la fidélité, ont cependant passé au service de la république, ou plutôt elles ont été dissoutes et réorganisées, ce qui revient au même, avec le mensonge de plus en action. Depuis ce temps, on a la plus grande peine à reformer une garde suisse, mêlée d'étrangers, d'autant plus que la Confédération y met obstacle.

Toutes ces circonstances extérieures proviennent d'une cause intrinsèque : du manque d'union entre le pouvoir militaire et le pouvoir religieux. En effet, les monarques sont habituellement militaires; les soldats aiment et comprennent une autorité homogène avec eux. Le roi bourgeois n'a pu achever sa vie sur le trône, pourtant il avait combattu dans sa jeunesse. Les

prêtres ne peuvent pas être soldats; le Pape ne peut pas commander en personne les armées, il ne les commande pas même à la parade, et s'il les passe en revue, c'est seulement pour les bénir. Les soldats, ne comprenant pas une autorité d'un ordre supérieur à leur discipline, sont plus exposés à la tentation d'infidélité, qui prend souvent la forme d'une séduction grossière, d'autant plus que la dépravation des mœurs et d'autres vices étant une révolte contre Dieu, disposent parfaitement à la révolte contre son vicaire.

Cependant nous avons fait sentir que le salut de l'Europe, et celui de Rome surtout, dépend de l'union entre la milice et le sacerdoce. Cette union, comment est-elle possible? Elle n'est possible, strictement parlant, que pour un ordre religieux, qui renferme à la fois des prêtres et des soldats dans la communauté d'une vie pénitente et dans l'exercice des vertus héroïques. Autour de ce nœud indispensable peut se grouper un tiers ordre ou confrérie, qui augmentera le nombre des bras sans détruire l'unité du cœur.

Cette vérité est si bien sentie, qu'il a été question de rétablir l'ordre de Malte. Mais, outre que l'organisation de cet ordre serait trop aristocratique pour notre siècle, il est probable qu'il ne pourra pas être rétabli, parce qu'il est mort. Cet ordre est une page glorieuse dans le passé de l'Église, mais nous ne croyons pas à sa résurrection, parce qu'il est plutôt dans l'ordre de la nature de voir naître à la vie que de voir ressusciter de la mort une institution qui a fait son temps.

La fondation d'un nouvel ordre religieux est donc nécessaire pour l'Église et pour l'humanité. Cette vérité est tellement claire, tellement évidente, que beaucoup

d'hommes doués d'un cœur noble, élevés par la religion, puisant leurs inspirations à la même source divine, mais qui ne s'étaient jamais vus, qui avaient eu l'éducation la plus diverse, le passé le plus divergent sur la terre, se trouvent avoir à cet égard les mêmes opinions.

De la nécessité d'un ordre tellement nouveau il ne résulte pas que chacun ait le droit de le fonder. La fondation des ordres religieux est habituellement une mission divine, qui seule peut triompher des obstacles que l'enfer suscite contre une œuvre qui lui est odieuse. Ce ne sont pas seulement les méchants qui s'opposent de toutes leurs forces à ces entreprises ; souvent les meilleures âmes, obéissant sans le savoir à une tentation qu'ils ne savent pas distinguer, poussées par une étroite jalousie ou par leur répugnance pour tout ce qui est nouveau, deviennent les ennemies les plus acharnées des vues de la Providence. Alors la prudence et la sagesse humaine sont insuffisantes pour triompher de tant d'obstacles. Comment réunir dans un but commun tant de volontés diverses, en les faisant triompher d'elles-mêmes ? comment entraîner les hommes jusqu'au dévouement héroïque ? Ces obstacles seront d'autant plus insurmontables dans un ordre militaire, qui blessera d'abord toutes les idées reçues par les catholiques eux-mêmes ; sans compter la risée des incrédules, qui obligera des guerriers fiers de leurs grades et de leurs mérites passés à se soumettre à l'humble obéissance monastique ! Ces obstacles sont au-dessus des forces d'un homme qui n'aurait pas une mission divine.

Aussi la Providence, prévoyant les besoins de son Église, a fait prédire depuis des siècles, par ses saints,

non seulement la fondation d'un ordre militaire, mais encore la personne du fondateur. Si cet homme puissant, dont nous ne sommes pas digne de dénouer les chaussures, vit déjà, comme nous le croyons; si ces paroles tombent en ses mains, qu'il se hâte d'accomplir la volonté de Dieu. *Fiat voluntas tua. Adveniat regnum tuum.*

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.